UNIVERSITES PARIS VII - PARIS VIII
DEPARTEMENT D'ECONOMIE - UFR 3 - PARIS VIII

LE BRESIL FACE A LA CRISE DES ANNEES 80:
REGIME D'ACCUMULATION
ET
INSERTION INTERNATIONALE

CHRISTINE RIFFLART

THESE POUR LE DOCTORAT NOUVEAU REGIME "SCIENCES ECONOMIQUES"
DIRECTEUR DE RECHERCHE: A. LIPIETZ

MEMBRES DU JURY:
A. LIPIETZ: UNIVERSITE PARIS VII - CEPREMAP
G. GRELLET: UNIVERSITE PARIS VIII
B. CORIAT: UNIVERSITE PARIS VII
J.L. ROSINGER: UNIVERSITE FEDERALE DE BRASILIA

UNIVERSITES PARIS VII - PARIS VIII

LE BRESIL FACE A LA CRISE DES ANNEES 80:
REGIME D'ACCUMULATION
ET
INSERTION INTERNATIONALE

CHRISTINE RIFFLART

THESE POUR LE DOCTORAT NOUVEAU REGIME "SCIENCES ECONOMIQUES"

C.E.D.I.D. — ORSTOM

INV : 05838

REMERCIEMENTS

Si le travail présenté ici est le fruit d'une recherche personnelle, il n'aurait pû être accompli si des personnes ne m'avaient pas donné envie de le faire, ou ne m'avaient pas aidée et encouragée au cours de ce long parcours. Ce sont ces personnes que je tiens à remercier tout spécialement.

Tout d'abord, ma reconnaissance va à Mr A. LIPIETZ, sans qui jamais je n'aurais pû mener ce travail à bien. Ses critiques pertinentes, son soutien moral et la disponibilité dont il a fait preuve, m'ont été d'une aide précieuse.

Je voudrais ensuite remercier Mrs R. WAAST et A. VALETTE qui m'ont permis de bénéficier des soutiens financier et matériel de l'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique Pour le Développement en Coopération). J'ai pû ainsi partir au Brésil et travailler dans les meilleures conditions.

Je tiens également à dire ma gratitude à Mr B. CORIAT que j'ai eu comme enseignant à l'Université de Paris VII, et qui a su faire partager à ses étudiants ses propres expériences et ainsi susciter mon intérêt pour la recherche.

Je remercie aussi vivement Mrs J.M. CARDOSO DE MELLO et M. POSSAS de la Faculté d'Economie de l'UNICAMP, pour leur accueil et leurs conseils. Par ailleurs, je désire rendre hommage à la gentillesse et la disponibilité dè tous les enseignants que j'ai pû rencontrer là-bas. A ce titre, je tiens à faire un clin d'oeil tout particulier à Catherine MATHIEU qui a été une véritable amie et m'a fait bénéficier de ses nombreux contacts au Brésil.

Je voudrais également remercier les membres de l'Institut d'Economie de l'Université Fédérale de Rio, de m'avoir accueillie et proposé leurs services.

Par ailleurs, je désire dire ma reconnaissance aux personnes qui ont bien voulu lire mon travail et me faire part de leurs remarques, souvent très pertinentes.

Je voudrais également remercier Marie-No de son aide à la rédaction de ce texte.

Pour terminer, je voudrais dire merci à tous mes amis brésiliens qui ont su me faire aimer leur pays et leur culture, et donner à cette recherche, une dimension inattendue.

Enfin, je tiens à témoigner ma sincère reconnaissance à ma famille, Hervé et mes amis qui ont supporté pendant tout ce temps mes propres angoisses et parfois ma faible disponibilité, et qui sans relâche m'ont apporté leur réconfort .

A tous, merci.

INTRODUCTION GENERALE

L'objet de ce travail est d'analyser les réactions de l'économie brésilienne à la crise économique et financière internationale, de 1979 à 1986. Les différents chocs externes qui affectent le Brésil y ont des répercussions profondément destabilisantes et des effets parfois irréversibles. C'est pourquoi, à partir d'une chronique macro-économique de long terme, nous cherchons à mettre en évidence l'origine et les conséquences des réponses apportées par le Brésil à ces facteurs de crise exogène.

A partir de la fin des années 70, la conjoncture internationale se renverse brutalement sous l'effet de la nouvelle hausse du prix du pétrole et surtout des nouvelles orientations de politiques économiques des pays développés. Le monétarisme fait son entrée aux Etats-Unis. Les politiques keynésiennes de soutien de la demande, appliquées jusqu'alors pour contrer les tendances de la crise profonde que subissent les pays développés, sont remplacées par des politiques de restrictions monétaires et de hausse des taux d'intérêt visant à réduire les pressions inflationnistes de plus en plus fortes.

Si le deuxième choc pétrolier heurte moins violemment les pays importateurs de carburant que ne l'avait fait celui de 1974, les répercussions de la nouvelle gestion sont par contre profondément déstabilisantes pour l'économie mondiale. Tout d'abord, en refusant de poursuivre la politique de soutien de la demande, les autorités nationales optent pour l'éclatement de la crise, c'est-à-dire la récession. Au niveau des échanges internationaux, le commerce des marchandises subit un net re-

cul. Mais plus grave encore, la nouvelle gestion monétariste américaine provoque sur le marché international des capitaux des bouleversements sans précédent. Or, à partir du début de la décennie 70, la libéralisation et la privatisation du système financier international dans lequel le dollar règne en tant que monnaie de crédit avaient entraîné un recours massif des économies du Tiers-Monde à ce nouveau marché en pleine expansion. Cette forme de financement par l'endettement externe coïncidait avec les besoins croissants de ces pays, en pleine phase de restructurations industrielles et sociales. A l'époque, cette pénétration massive sur le marché des capitaux avait d'ailleurs été largement encouragée par les conditions très favorables offertes par les créditeurs. Ainsi, dès la fin de la décennie, la détérioration des conditions de financement puis plus tard, la crise des liquidités, conjuguées à la récession dans les pays développés conduisent progressivement à la dégradation des conditions de remboursement et la généralisation de l'état de crise dans l'ensemble des pays . Après une période de forte croissance due à l'accélération de l'industrialisation dans certains pays du Tiers-Monde, les formes de financement par l'endettement externe imposent la mise en application de politiques d'ajustement forcément récessives pour faire face à cette nouvelle contrainte financière externe.

Dans le cas du Brésil ici étudié, si cette contrainte intervient comme l'élément mobilisateur des politiques d'ajustement, on ne peut ignorer pourtant qu'il existait à l'intérieur même du pays des formes latentes de crise. Déjà à la fin des années 70, la gestion monétaire interne tend à alimenter les pressions inflationnistes et la question des remboursements des prêts étrangers n'est pas véritablement résolue. Dans ces domaines, la crise du système financier international vient envenimer des tensions sous-jacentes. Pourtant, c'est l'ajustement de la balance des paiements qui demeure l'objectif central dans l'ajustement des variables macro-économiques internes. C'est lui qui guide les stratégies des politiques économiques de court terme. Car à partir du début des années 80, il s'agit bien d'une vision de court terme des

ajustements.

L'objectif de ce travail est d'observer les réactions de l'économie brésilienne aux chocs externes et d'analyser les effets des politiques d'ajustement, en termes de régime d'accumulation et de mode de régulation. Le régime d'accumulation brésilien fondamentalement centré sur la demande interne d'une minorité privilégiée de la population est très peu lié au commerce international. L'articulation de l'offre à la demande effective ainsi que les modalités de formation de la production et de la consommation fonctionnent sur un espace national. A partir de là, l'obligation de dégager un excédent commercial pour rembourser le service de la dette externe entre en contradiction avec la logique même du régime. C'est pourquoi, si la crise qui résulte du déséquilibre dans la forme financière de la régulation interne ne peut être résolue par une simple contraction de la demande interne et un transfert conjoncturel des produits vers les marchés externes, cette crise peut à terme provoquer un ajustement plus en profondeur du régime d'accumulation avec l'intégration d'une nouvelle composante, celle de l'insertion sur le marché international des marchandises. C'est à cette supposition que ce travail voudrait apporter des éléments de réponse.

Ainsi, deux questions centrales ont motivé notre travail. Tout d'abord, comment le Brésil est-il parvenu dès 1981 à dégager un excédent commercial aussi important au point de couvrir dès 1984 le déficit des services? Comme on l'a dit, ces résultats proviennent en partie des politiques d'ajustement de la période. Mais plus profondément, nous pensons que les caractéristiques propres du régime d'accumulation, bien que paradoxalement très introverti, ont été prépondérantes. Les politiques antérieures des restructurations industrielles et la "plasticité" de la structure productive ont permis de consolider un excédent important dans une conjoncture de forte dégradation des conditions de production. En ce sens, la période qui suit la crise structurelle (et pétrolière) de 1974 nous semble fondamentale au niveau des réponses apportées à la

crise des années 80.

La deuxième question que nous voudrions soulever concerne l'éventualité d'un ajustement plus en profondeur du régime d'accumulation. Cette question prend tout son sens au regard de l'évolution des trois dernières années de la période étudiée dans ce travail, soit 1984, 1985 et 1986. La première année, la croissance est conduite par les exportations. La dernière année, la relance par la consommation interne s'accompagne du maintien d'un excédent commercial toujours très important alors que l'appareil productif a été profondément endommagé par la crise. A partir de là, on peut se demander si la crise dans la gestion financière de la croissance ne s'est pas progressivement transformé en une crise plus structurelle, celle du régime d'accumulation brésilien défini par les militaires dès 1964.

Pour répondre à ces questions, une approche de long terme a été nécessaire. C'est pourquoi bien qu'axant notre recherche sur la période 1979-1986, notre travail porte également sur les trois décennies antérieures, commençant à l'époque de la grande industrialisation brésilienne du "Plano das Metas". Ainsi, nous sommes à même

- de poser et vérifier nos hypothèses de base,
- de cerner les racines de la crise,
- et dégager les éléments de réponse à la crise des années 80.

Parallèlement, s'il existe effectivement des formes latentes de crise endogène, au niveau de la gestion monétaire et financière interne notamment, nous ne tenterons pas ,ou que marginalement, d'analyser les origines et les conséquences de ces déséquilibres, en particulier sur l'inflation. Même si au niveau de la régulation interne, elles sont importantes, elles appartiennent à une autre problématique que celle étudiée ici. Dans le présent travail, nous nous attacherons davantage à cerner l'ajustement conjoncturel et structurel en termes réels. C'est pourquoi nous considèrerons les évolutions moné-

taires comme des données et nous en tiendrons à cela, dans les limites du possible.

De même, en analysant l'ajustement du régime d'accumulation brésilien, nous aurons tendance à nous centrer plus spécifiquement sur l'évolution des rapports de production et de la structure productive à l'intérieur du secteur industriel. La complexité et la spécificité du secteur agricole ne seront abordées que dans la mesure où ce secteur contribue à l'équilibre des comptes externes et où il s'articule de plus en plus avec le secteur industriel. Car bien que la production agricole soit importante, et que le Brésil reste un grand exportateur de produits agricoles, l'industrie se situe au coeur du processus de croissance.

*

Ce repérage dans l'histoire des formes concrètes du développement brésilien est précédé d'une partie théorique qui situe l'approche méthodologique utilisée dans ce travail.

Ce cadre méthodologique est celui de l'approche par la régulation. Après avoir présenté les principaux fondements d'inspiration marxiste de cette école et ses premiers travaux empiriques à partir de l'expérience des pays développés, notamment des Etats-Unis et de la France, nous essayons de voir dans quelles mesures les apports conceptuels d'une telle démarche sont pertinents, d'un point de vue méthodologique,

- par rapport aux autres théories liées aux questions du développement,
- quand il s'agit de les appliquer à l'analyse concrète d'un pays comme le Brésil.

L'originalité de l'approche par la régulation et sa formalisation dans le cadre de pays capitalistes anciens contribuent à dépasser les limites des interprétations marxistes traditionnelles par rapport à l'évolution de l'économie mondiale des décennies 60 et 70 mais parallèlement obligent à poser certaines questions au vu des situations spécifiques et

complexes rencontrées dans des pays d'industrialisation plus récente. Néanmoins, au-delà de ces questions, l'approche par la régulation nous fournit une méthode d'analyse tout à fait riche des problèmes qui nous intéressent.

La deuxième partie nous permet de poser les hypothèses de départ sur au moins trois aspects:

- les bases et l'état de la structure productive brésilienne au début des années 70;
- les caractéristiques du régime d'accumulation mis en place par les militaires en 1964;
- les modalités des formes de régulation au travers plus spécifiquement du rapport salarial et de la gestion monétaire et financière de la croissance économique.

A partir de cette base de travail, nous devrions être à même de mieux appréhender la pertinence des différentes dynamiques qui se mettent en place dans les périodes suivantes.

La troisième partie qui traite de la période 1974-1979 tient un rôle fondamental pour la compréhension des évènements de la période suivante. Car si l'objet de notre recherche se situe au cours des années 80, les origines du débat et les réponses apportées sont ancrées dans cette deuxième moitié des années 70. La crise structurelle et pétrolière de 1974 a été résorbée par une vaste politique de restructurations industrielles impulsée par l'Etat. Cette politique de l'offre, volontariste, basée principalement sur la relance de la substitution aux importations a permis de combler les insuffisances de la structure productive. Simultanément, la poursuite de la croissance de la consommation a été permise par le recours massif à l'endettement externe.

Paradoxalement, cette période se solde par un renforcement de la cohérence de l'appareil productif interne, et une fragilisation des formes financière et monétaire de la régulation interne.

Enfin, la quatrième et dernière partie est directement au centre de notre propos puisqu'elle concerne la période de crise des années 1979-1986. Pour mieux analyser les réactions

de l'économie brésilienne aux transformations de l'économie internationale dès 1979, et répondre aux deux questions posées précédemment, nous avons subdivisé la période 1979-1986 en trois sous-périodes, chacune se caractérisant par une logique propre face à la contrainte externe. Ainsi, il apparaît que l'ajustement devient de plus en plus profond. Peu récessif en 1979-1980, il provoque une véritable dégradation à la fois des conditions de la production et de la consommation dans les années 1981-1983. Néanmoins, la souplesse du régime d'accumulation et les réserves de l'appareil productif permettent d'obtenir des résultats tout à fait positifs du point de vue des comptes externes et de l'insertion internationale brésilienne. Enfin, à partir de 1984, et malgré une désindustrialisation au niveau global, la reprise de la croissance intervient malgré l'épuisement des réserves productives mises en place principalement pendant la décennie 70. Cependant, une inflexion dans les formes d'articulation du régime d'accumulation semble s'affirmer.

- PREMIERE PARTIE -

PRESENTATION DE

"L' APPROCHE EN TERME DE REGULATION"

L'école de la régulation s'est formée vers le milieu des années 70, en France. Point de rencontre d'économistes s'inspirant plus ou moins de la conception marxiste, elle cherche, avant de vouloir élaborer une théorie, à dépasser les blocages auxquels se sont heurtées ou se heurtent les théories du développement. Qu'il s'agisse du passage des théories à la réalité ou des limites rencontrées dans l'explication empirique, les approches classiques ou marxistes ne sont pas parvenues pas à formaliser de façon satisfaisante, l'évolution concrète de l'économie mondiale des dernières décennies. Ni la profondeur et le caractère durable de la crise capitaliste des pays développés, ni l'éclatement de la périphérie avec l'émergence des nouveaux pays industrialisés n'ont trouvé d'explication valable dans la sphère des interprétations existantes.

Face à ces lacunes, les chercheurs de l'école de la régulation reviennent à l'analyse concrète des formations nationales, dans leur dimension historique, économique et sociale mais également culturelle et politique. L'ouverture du champ de l'analyse pour expliquer la spécificité de la reproduction au sein de chacune des économies nationales et y découvrir les fondements des tendances profondes de l'économie mondiale est un des points clés de l'approche en termes de régulation. Elle constitue son aspect novateur. Elle fournit une nouvelle piste pour le chercheur.

Il est bien évident qu'une telle démarche est longue et que la variété des modèles rencontrés va conduire à la formalisation d'une multitude de concepts. Néanmoins, la globalisation est permise si elle est toujours explicative d'une réalité. Jusqu'alors un des mérites du travail des chercheurs de la régulation est la vigilance qu'ils déploient à ne pas se laisser abuser par les concepts qu'ils créent, c'est-à-dire à veiller au maintien du passage constant réalité/concept/réalité.

Cette école rassemble des chercheurs dont les idées sont plus ou moins proche des "intuitions marxiennes". Dans la présentation qui suit, nous nous attacherons au courant le plus

marxiste des régulationnistes.

Cette partie est organisée de la façon suivante.

Dans le premier chapitre, nous retournerons aux sources marxistes de ce courant: tout d'abord, la prépondérance accordée aux rapports sociaux dans l'analyse historique des modes de production nationaux; ensuite, la formalisation d'un mode de développement en termes de *régime d'accumulation* et de mode de régulation s'inspirant du "paradoxe" du mode de production capitaliste.

Dans le second chapitre, nous définirons les deux grands types de regimes d'accumulation et modes de régulation mis en évidence à partir de l'analyse empirique des économies des principaux pays capitalistes avancés.Nous évoquerons la crise du modèle fordiste dans ces pays.

Dans le troisième chapitre, nous présenterons quelques travaux menés en termes de régulation sur les économies des pays dits en développement rapide. Cependant, pour resituer le contexte dans lequel s'inscrivent ces recherches, nous exposerons d'abord les théories dominantes du développement, formulées notamment par la CEPAL et l'école de la dépendance, en spécifiant leurs apports et leurs limites dans l'explication des modalités de développement de ces économies nationales périphériques.

1. LES FONDEMENTS THEORIQUES D'INSPIRATION MARXISTE DE L'APPROCHE PAR LA REGULATION

1.1 LES SOURCES D'INSPIRATION MARXISTE

1.1.1 LE POIDS DU MATERIALISME HISTORIQUE DANS LES "DETERMINISMES" SOCIAUX

En considérant les rapports sociaux comme prioritaires, voire fondamentaux dans le processus de production, l'école de la régulation tente d'intégrer dans son approche le caractère conflictuel et dynamique de la mise en rapport des individus entre eux. L'analyse portant sur le mode de production capitaliste, on rappelle que celui-ci articule la notion de forces productives à celle de rapports de production entre les propriétaires des moyens de production d'une part et ceux qui produisent d'autre part.

Nous développerons plus loin la première composante du mode de production capitaliste. Pour le moment, revenons à la seconde.

Les rapports de production peuvent être définis comme les rapports sociaux qui existent entre les deux classes reliées entre elles par la position qu'elles occupent en regard des moyens de production. Ces positions génèrent des rapports de force et des antagonismes plus ou moins violents, qui peuvent se prolonger au sein même des deux classes.

A partir de là, étudier le mode de production capitaliste revient en partie à étudier l'organisation sociale de l'économie, la spécificité des rapports sociaux que les individus nouent entre eux, et la dynamique liée à l'histoire de leurs conflits. La diversité des expériences entre états-na-

tions, ou entre différents modes de production coexistant à l'intérieur d'un même espace national témoigne de la nécessité de remonter le temps et de mener une approche historico - sociale afin d'expliquer l'état actuel de la formation sociale et de ses rapports de production. En se référant à l'analyse historique de ces conflits, on fait "de l'histoire longue, le moyen d'un enrichissement et d'une élaboration critique des intuitions marxiennes, concernant la dynamique des économies capitalistes (et) tel est le but des approches en termes de régulation" (1).

L'existence d'un héritage (culturel, économique, politique,..), basé sur les relations sociales passées et liées à l'organisation des modes de production conditionne dans une certaine mesure l'évolution des rapports de production et des rapports sociaux présents. L'évolution des rapports sociaux se construit à partir de l'acquis des expériences passées. Cette mémoire collective (" la part de l'histoire qui se fige" (2)) ne prédétermine pas cependant la forme que prendra l'édifice social. Le poids des contradictions présentes qui doivent être résolues, peut remettre en cause la nature des rapports sociaux et la "répétition routinière des comportements" en vigueur jusque-là.

Ainsi, en voulant faire référence à l'histoire longue des rapports sociaux dans leur dimension principalement économique, c'est-à-dire au travers des rapports de production, mais non exclusivement, les travaux de la régulation cherchent à réintégrer l'acquis des expériences passées propres aux espaces nationaux dans l'explication des causes internes de développement des formations sociales ("l'histoire qui se fait" (3)).

(1) R. BOYER, La théorie de la régulation, une analyse critique, Agalma-La Découverte, Paris, 1987, p. 40.
(2) A. LIPIETZ, "Réflexions autour d'une fable", Couverture Orange, CEPREMAP, n 8530, Paris, 1985, p. 9.
(3) Idem.

1.1.2 LE PARADOXE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Au-delà de la complexité des phénomènes humains au sein d'une société et plus spécifiquement des rapports sociaux liés au mode de production dominant dans ces économies, les rapports de production définis par le mode de production capitaliste induisent deux autres formes d'articulation: le rapport marchand et le rapport salarial.

Le premier met face à face vendeurs et acheteurs potentiels de biens et services et repose sur deux aspects, vérifiés au travers de l'acte d'échange:

- tout d'abord, la validation par la société du travail engagé dans la production, et du risque pris par le capitaliste qui a organisé le procès de production;
- ensuite, la réalisation de la production qui, grâce à la transformation de la marchandise en monnaie, équivalent général reconnu par tous, donne un droit sur une part équivalente de travail social.

Le seconde relation, le rapport salarial, provient de la dépossession des travailleurs de leurs moyens de production et l'appropriation de ces biens par les capitalistes. Dès lors, l'obligation d'un côté,pour les travailleurs de vendre leur force de travail en échange d'une contre-partie monétaire et d'un autre côté, pour les capitalistes, de valoriser leurs capitaux en achetant cette force de travail, seule marchandise créant plus de valeur qu'elle n'en contient, va déterminer un rapport de force entre deux classes dont les intérêts divergent mais sont rattachés au procès de production. Un des enjeux majeurs du rapport salarial est la détermination du partage de la valeur ajoutée en salaire -venant rétribuer le facteur travail- et profit -revenu du capital- destiné à l'accumulation . Par ailleurs, la rétribution du salarié se fera après le procès de travail mais avant la réalisation de la production, c'est-à-dire que le capitaliste antévalide la valeur de sa production en payant le salarié avant la vente effective de sa marchandise. Au niveau global, le versement

des revenus salariaux avant même la réalisation de la production, devrait permettre, si tout va bien, de valider effectivement une partie de cette production, celle destinée aux salariés.

C'est au travers de ces deux aspects caractérisant les rapports de production capitaliste que réside le paradoxe mis en avant par MARX et qui va constituer le point de départ de l'analyse par la régulation.

Reprenons la formalisation marxiste propre à chaque cycle du capital-argent: A - M (P) M' - A' où:

- l'acte A - M correspond à l'avance en capital faite par le capitaliste en achetant avec l'argent A, les biens M (moyens de production, biens intermédiaires, force de travail) destinés à être transformés au cours du procès de production (P);

- après transformation de M, on obtient une marchandise M' dont la valeur est supérieure à la valeur initiale. Plus exactement, la valeur ajoutée à M par la force de travail est supérieure à la valeur de la force de travail, la différence étant la plus - value.

Ainsi, la substance même du mode de production capitaliste se situe dans cette création de plus - value que le capitaliste s'approprie et qui lui servira notamment à augmenter les capacités productives, si tout va bien.

Dans ces conditions, le taux de profit (plus-value/capital constant+capital variable)(4) est dépendant des techniques productives qui caractérisent le procès de production: le taux de plus-value -ou taux d'exploitation- (plus-value/capital variable), et la composition technique du capital (capital constant/capital variable) (5).

(4) Le capital constant est celui qui ne donne pas de plus-value (les biens de production, et biens intermédiaires); le capital variable est celui qui crée la plus-value (la force de travail).
(5) On rappelle que PL/C+V = PL/V * 1/((C/V)+1) où PL est la plus value, C le capital constant, et V le capital variable.

Le paradoxe du mode de production capitaliste tient au fait que si tout fonctionne bien jusqu'à la production de la marchandise M', la fin du cycle M' - A' c'est à dire l'acte de vente, tient au hasard, ou tout au moins laisse au propriétaire de la marchandise, quelques incertitudes. Quand le vendeur ou le capitaliste arrive sur le marché avec sa marchandise, rien ne lui assure qu'il trouvera acquéreur et qu'il verra validé le travail engagé antérieurement, par la fameuse réalisation de la marchandise, c'est-à-dire sa transformation en monnaie. Or, toute son énergie a été motivée par cet acte M' - A'.

Ainsi, la pérennité du système repose sur le pari que la marchandise produite sera vendue et qu'elle libèrera sous forme argent, la plus - value qu'elle contient et qui sera réinvestie. Ce risque encourru par le capitaliste se reproduit à chaque fin de cycle de production.

Au sein d'une économie dite fermée, cette réalisation ne peut avoir lieu que si:

- le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profit le permet: trop de salaires risque d'entraîner un excès de demande en biens de consommation salariés et une baisse de l'accumulation; trop de profit peut entraîner un excès d'investissement et une insuffisance de la demande solvable. D'où le rôle stratégique du rapport salarial;

- le comportement des consommateurs correspond bien aux attentes des entrepreneurs, c'est -à- dire si les revenus distribués se portent bien vers l'achat des marchandises offertes; l'ajustement de l'offre à la demande se vérifie au travers du rapport marchand qui doit permettre définitivement la réalisation de la marchandise.

Dans des économies plus ou moins ouvertes sur l'extérieur, la contrainte de réalisation peut être desserrée ou modifiée:

- le poids du capital étranger dans la structure productive peut provoquer une remise en question du partage de la valeur ajoutée. Dans la mesure où il existe une partie de l'accumulation interne financée par des sources externes, le

poids des salaires dans la structure de la répartition peut être augmenté;

- parallèlement, les ventes à l'étranger peuvent permettre de relacher la contrainte de réalisation de la production sur la base strictement interne. Dans ce cas, l'articulation des variables macro-économiques doit intégrer cette autre composante, qu'est la demande externe.

Le processus de production peut subir lui-même au cours du temps, des modifications d'ordre technique, technologique ou organisationnel. On assiste ainsi progressivement à des transformations de normes de production. Celles-ci vont se manifester au niveau statistique par une élévation de la composition technique du capital repérable à l'évolution du capital fixe par tête et/ou par l'évolution de la productivité du travail, c'est-à-dire la production par tête.

A ces modifications affectant les normes de production et se répercutant sur la nature du produit fini lui-même, doit correspondre une transformation des habitudes de consommation, suscitée d'une part, par une modification des revenus -et plus largement par celle du rapport salarial-, et d'autre part, par de nouveaux comportements de consommation.

1.2 DEFINITIONS DES CONCEPTS

Le processus d'adéquation entre la production et la consommation et de reproduction de ces variables permis par un mode spécifique d'allocation des ressources va caractériser ce que nous appellerons un régime d'accumulation étant entendu que, "dans l'approche de la régulation, le pivot de l'analyse n'est pas la valeur d'équilibre des variables mais le processus d'ajustement qui régit la dynamique de ces variables" (6).

(6) J. MAZIER, M. BASLE et J.F. VIDAL, Quand les crises durent...,Economica, Paris, 1984, p. 11.

Le paradoxe du mode de production capitaliste permet de mettre l'accent sur ce qui nous semble être le point central des travaux de la régulation. Il s'agit de comprendre comment, par quels mécanismes de répartition des revenus, et de régulation sociale, la contradiction logique est levée au sein d'une économie nationale concrète et au travers des cycles successifs de production, sachant que les rapports de production et les forces productives évoluent avec le temps.

Nous avons centré notre présentation sur le mode de production capitaliste. En passant à l'analyse des différentes économies nationales, nous nous apercevons que la réalité est beaucoup plus complexe et qu'elle est souvent le mélange de plusieurs modes de production coexistant au sein d'une même formation. Si dans les économies dont il est question ici, le mode de production capitaliste reste dominant, il demeure très articulé aux autres logiques dont il ne faut surtout pas minimiser la portée.

C'est pourquoi, reprenant la définition de A. LIPIETZ, nous considérerons que: "un régime d'accumulation décrit la stabilisation sur une assez longue période, de l'affectation du produit entre la consommation et l'accumulation, ce qui implique une certaine correspondance entre les transformations des conditions de la production et celles des conditions de la reproduction des salariés, mais aussi certaines modalités de l'articulation entre le capitalisme et d'autres modes de production, dans une "formation économique et sociale nationale", entre l'intérieur de la formation économique et sociale considérée et l'extérieur de celle-ci, etc" (7).

Liée à ce concept, la notion de régulation est fondamentale. Si nous avons souligné précédemment le caractère conflictuel des rapports sociaux, le fait de constater des périodes de stabilité de ces rapports laisse présumer entre

(7) A. LIPIETZ, Mirages et miracles, problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde, Ed. La Découverte, Paris, 1985, p.15.

autre, l'existence d'éléments suffisamment coercitifs pour assurer une certaine forme de régularité et de cohésion sociale. Cette stabilité suppose l'acceptation de règles de vie et l'intégration de certaines normes régies par l'histoire. A ce titre, on appellera mode de régulation: "l'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux, des normes explicites ou implicites, assurant la compatibilité des comportements dans le cadre d'un régime d'accumulation, conformément à l'état des rapports sociaux, et par delà leurs caractères conflictuels" (8).

Ces règles codifiant les rapports sociaux, et plus spécifiquement ceux économiques, passent par plusieur formes:

- la régulation du rapport salarial (organisation du travail, déterminants du revenu salarial, mode de vie des salariés);
- la reproduction et la gestion de la monnaie;
- les formes d'interventions de l'Etat;
- le type d'insertion dans le système international.

Ces multiples formes doivent permettre dans un régime d'accumulation donné, d'assurer la reproduction des rapports sociaux fondamentaux et de "soutenir" et "piloter" le régime d'accumulation en vigueur" (9). Il n'existe pas qu'un seul mode de régulation répondant à ces fonctions. Il en existe une variété pouvant satisfaire les besoins d'un même régime d'accumulation, chacun étant lié à la spécificité des conditions internes et locales de la formation économique et sociale.

Si, précédemment, nous avons parlé de périodes caractérisées par une certaine cohérence au niveau global, il n'en reste pas moins que les changements structurels, conflits sociaux et rejets de certaines règles qui permettaient

(8) A. LIPIETZ, "La mondialisation de la crise générale du fordisme: 1967-1984", Les Temps Modernes, nov. 1984.
(9) R. BOYER, La théorie de ..., 1987, p. 54.

jusqu'alors de canaliser les tensions, font partie également des facteurs de croissance de long terme. Rappelons que chaque période se définit non pas par un équilibre statique fixant les valeurs des variables mais par le jeu d'un ajustement dynamique entre les variables, dont chacune doit parfois assumer ses propres contradictions.

A partir de ces désajustements (conjoncturels ou structurels), on peut introduire la notion de crise comme un moment privilégié de l'histoire où les ajustements ne se font plus, où le processus de reproduction économique se trouve bloqué. Mais en aucun cas, il ne s'agit d'un simple déséquilibre sur les marchés. La crise, au sens de la régulation, est inhérente au régime de croissance. Elle est perpétuellement présente. Simplement, les tensions sont le plus souvent atténuées par les forces coercitives de la régulation.

On a différencié jusqu'ici, deux formes de crises (10):

- la crise dans la régulation, quand les formes de régulation induisent une incompatibilité entre anticipations et comportements . Dans ce cas, cette crise dite aussi petite crise se résoud d'elle-même, dans la mesure où elle est là justement pour réajuster les variables au sein même du mode de régulation en vigueur;

- la crise de la régulation, ou grande crise, qui traduit:
  - soit une inadéquation entre les comportements induits par le fonctionnement même du mode de régulation en vigueur et les tendances ou les exigences du régime d'accumulation dans la formation économique et sociale donnée. Le mode de régulation ne permet plus la reconductibilité du processus d'accumulation;
  - soit que le régime d'accumulation lui-même ait atteint ses propres limites dans le cadre du mode de régulation en vigueur. Dans ce cas, il conduit à des blocages structurels qui doivent être dépassés par une redéfinition du régime.

(10) A. LIPIETZ, Mirages et...,1985, p.33.

2. CARACTERISATION DE DIFFERENTS REGIMES D'ACCUMULATION ET MODES DE REGULATION DANS LES ECONOMIES CAPITALISTES DEVELOPPEES

2.1 DE LA FORMALISATION DES CONCEPTS...

Les travaux empiriques menés jusqu'ici en termes de régulation dans différentes économies nationales des pays développés (Etats-Unis, France) et sur longue période, ont dégagé deux grands types de régime d'accumulation, abstraction faite des particularités locales. On distingue

- un régime d'accumulation de nature extensive dont "l'accumulation du capital est principalement consacrée à étendre l'échelle de production, à normes de production égales" et dont la production est centrée sur la reproduction élargie des biens de production,
- et un régime d'accumulation intensif dont "l'accumulation correspond principalement à une réorganisation capitaliste du travail (...) en général dans le sens d'une plus grande productivité et d'un plus grand coefficient de capital" et dont la production est centrée sur la consommation de masse (1).

Les deux formes d'accumulation peuvent coexister dans une même formation sociale, chacune pouvant schématiser le processus d'accumulation de certains secteurs de l'économie. Pourtant, l'une de ces formes se trouve en position dominante par rapport à l'autre.

Parallèlement, l'étude historique des modes de développement des principaux pays industriels a défini deux grands modes de régulation dont l'un, en cours au début du siècle, est qualifié de concurrentiel, l'autre en vigueur dès l'Après-Guerre, de monopoliste. Le premier est caractérisé par un

(1) A. LIPIETZ, Mirages et ..., 1985, p.32.

ajustement a posteriori des quantités produites en fonction du mouvement des prix, par une forte sensibilité de ces derniers à la demande et par un ajustement des salaires aux mouvements des prix. Le second se particularise par une gestion beaucoup plus structurée de la demande aux moyens de règles institutionnelles et notamment de l'incorporation a priori d'une partie des gains de productivité dans la croissance des salaires.

Les caractérisations des régimes d'accumulation et modes de régulation qui viennent d'être énoncées ont un degré d'abstraction qu'il faut réduire quand on les ramène aux réalités concrètes des formations économiques et sociales des pays qu'elles sont censées représenter.

Au-delà de la formalisation globale, il est fondamental d'intégrer le rôle, la structure des autres modes de production dominés et de saisir l'articulation entre eux-mêmes ainsi qu'entre eux et le mode de production dominant. Ceci afin de comprendre la dynamique d'une formation sociale, et de ne pas faire de ces concepts nouvellement forgés, un matériel exhaustif et déjà peu explicatif. Cette précaution est d'autant plus utile dans le cas de pays en cours d'industrialisation dont les structures sociales et économiques sont particulièrement complexes.

2.2 ...A LA BASE DES CONCEPTS

Les travaux de longue période de M. AGLIETTA (2), R. BOYER (3), J. MAZIER, M. BASLE, J.F. VIDAL (4), B. CORIAT (5), A.

(2) M. AGLIETTA, Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, 2ième édition, Paris, 1982.
(3) R. BOYER, "La crise actuelle: une mise en perspective historique", Critiques d'Economie Politique, n 7-8, avril 1979.
(4) J. MAZIER et alii, Quand les crises ..., 1984.
(5) B. CORIAT, L'atelier et le chronomètre, Christian Bourgeois, 2e édition, Paris, 1982.

LIPIETZ (6) permettent de repérer les différentes périodes d'où dérivent les concepts .

2.2.1 LA TRANSFORMATION DES NORMES DE PRODUCTION

Les premiers travaux théoriques et empiriques menés en termes de régulation ont été présentés par M. AGLIETTA dans son livre "Régulation et crises du capitalisme" à partir de l'analyse historique du mode production capitaliste aux Etats-Unis. Plusieurs autres études ont suivi.

Globalement, on peut dire que dès la fin du XIXe siècle, le problème de la recherche de nouvelles conditions de valorisation du capital est posé dans les économies les plus développées. Les limites d'extraction de la plus-value absolue sont atteintes.

La solution viendra des Etats-Unis au début de la Première Guerre Mondiale. Profitant des vagues d'émigration de population jeune sans formation au cours des décennies précédentes, le pays mettra en place de nouvelles méthodes de production destinée à rationnaliser le procès de travail. Ces méthodes dites tayloriennes sont basées sur un "ensemble de rapports de production internes au procès de travail qui tendent à accélérer la cadence des cycles de gestes sur les postes de travail et à diminuer la porosité de la journée de travail" (7). Le savoir collectif de l'ouvrier est ainsi cassé au profit d'une parcellisation des tâches et d'un asservissement à la machine (8). Ce système qui trouve sa pleine cohérence dans le secteur de transformation des métaux (dès la fin du XIXe siècle) et la mécanique (dont l'automobile) permet d'accroître considérablement la production et la plus value relative, par l'intensification du travail. Ces méthodes se généralisent pendant l'Entre-Deux Guerres aux Etats-Unis et se diffusent

(6) A. LIPIETZ, Mirages et ..., 1985.
(7) M. AGLIETTA, Régulation ..., 1982, p.94.
(8) Voir B. CORIAT, L'atelier..., 1982.

lentement à l'ensemble des principaux pays européens.

Mais parallèlement à ces transformations des normes de production qui marquent le passage de l'accumulation extensive à l'accumulation intensive, les normes de consommation restent relativement inchangées par suite de l'absence d'une adaptation du mode de régulation jusqu'alors en vigueur, le mode de régulation concurrentielle. Le rapport salarial demeure inchangé, les mécanismes de formation des prix également,...La population salariée restera en grande partie exclue des bienfaits de la croissance.

Cette insuffisance des transformations dans les conditions de formation de la demande par rapport à celles du procès de travail provoque dans les années 30 une crise de surproduction, dégénérant en dépression généralisée. Ainsi, comme l'explique M. AGLIETTA dans le cas des Etats-Unis, "la grande dépression fut une crise majeure de l'accumulation parce que la transformation du procès de travail créa elle-même les obstacles à la valorisation" (9).

Première crise d'un régime d'accumulation intensif ou dernière crise de la régulation concurrentielle, le problème vient de l'absence d'anticipations, du fait même de la gestion concurrentielle de la demande.

La sortie de la grande crise sera trouvée par un nouveau consensus social qui passe par la redéfinition du rapport salarial et des normes de consommation de l'ensemble de la population.

2.2.2 LE REGNE DU FORDISME

La généralisation du taylorisme puis du fordisme dans le procès de travail, c'est-à-dire l'introduction de la chaîne de

(9) M. AGLIETTA, Régulation ..., 1982, p.75.

production semi-automatique, (dont on trouve déjà quelques embryons aux Etats-Unis dès les années 20), bouleversent définitivement les normes de production aux Etats-Unis et en Europe dès l'après Seconde Guerre Mondiale. Comme le montre B. CORIAT, "Sont modifiées à la fois l'échelle de production, la nature des produits et les conditions de la formation des coûts de production" (10). On assiste à une explosion sans précédent des gains de productivité et du capital par tête. L'articulation de la section produisant les biens destinés à la production, S1, et celle produisant les biens destinés à la consommation des ménages, soit S2, devient plus forte et plus dynamique, la transformation du procès de travail dans la production des biens de consommation de masse stimulant l'investissement et donc la production de S1.

La validation de ce mode de production se trouve autorisée par le développement d'un nouveau mode de régulation beaucoup plus administrée, et permettant de dépasser les blocages de la crise de 1929. Les normes de consommation sont modifiées par un nouveau type de "contrat social": transformation des lois de formation des revenus, le rapport salarial devient plus indépendant de l'état de la conjoncture, indexation a priori des salaires sur les gains de productivité, indexation de fait sur les prix, baisse de la dispersion sectorielle des salaires, apparition et renforcement de la liaison prix/coûts salariaux unitaires, comportement de marges des entreprises (11). Plus globalement, en reprenant la définition de M. AGLIETTA, le fordisme apparaît comme un "ensemble de transformations majeures du procès de travail étroitement liées aux changements dans les conditions d'existence du salariat qui engendrent la formation d'une norme sociale de consommation et tendent à institutionnaliser la lutte économique de classes sous la forme de la négociation collective" (12).

En fait, nous explique A. LIPIETZ, "c'est le fonctionnement de ce mode de régulation superposé à la généralisation du

(10) B. CORIAT, L'atelier ..., 1982, p. 79.
(11) J. MAZIER et alii, Quand les crises..., 1984.
(12) M. AGLIETTA, Régulation ..., 1982, p.96.

fordisme dans le procès de travail qui a permis le respect à priori des deux règles de la période de croissance:

1 - le taux de croissance de la composition technique globale (K/L) est parallèle au taux de croissance de la productivité dans S1;

2 - le taux de croissance de la consommation salariée et de la productivité dans S2 sont les mêmes."

La hausse du capital par tête en données physiques va être compensée par la baisse de la valeur unitaire du capital du fait de la croissance de la productivité du travail dans S1. La composition organique du capital reste donc constante, ainsi que le taux de profit (si le taux de plus-value ne varie pas).

La deuxième règle nous indique que le taux d'exploitation de la main d'oeuvre reste constant.

Résultat: le taux de profit se maintient et la production est assurée de trouver des débouchés.

Le fordisme désigne,à l'apogée de la croissance de l'après-guerre ,dans les pays industrialisés, le mode de développement basé sur:

-l'installation d'un régime d'accumulation à dominante intensive centrée sur la consommation de masse;

-et la mise en place d'un mode de régulation de type monopoliste.

L'accélération du rythme de croissance de la production de biens de consommation à forte intensité capitalistique est validée par une croissance de l'ensemble des salaires indexés sur les gains de productivité.

2.2.3 LA CRISE DU FORDISME DANS LES PAYS DEVELOPPES

Le boom de l'Après-Guerre dans les économies capitalistes développées se heurte dès la fin des années soixante aux limites du fordisme. Plusieurs raisons à cela:

- la dynamique de la demande due à la transformation des

normes de consommation pour la masse de la population commence à s'épuiser;

- les méthodes de travail de plus en plus déshumanisées, où l'homme doit se plier aux exigences de la machine, rencontrent les résistances ouvrières: preuves des limites de l'intensification du travail;

- mais surtout, il semble que les limites structurelles au dégagement de nouveaux gains de productivité soient atteintes, entraînant une crise de rentabilité des investissements et plus fondamentalement de l'accumulation.

L'interprétation des causes de la crise du fordisme prend alors deux alternatives, qui ne sont de toute façon pas exclusives l'une de l'autre.

Pour certains régulationnistes dont R. BOYER, la crise naîtrait d'un étranglement des profits dû, d'une part à la rigidité à la baisse du salaire réel (direct et indirect) de la population en raison des mécanismes institutionnalisés de soutien de la demande et d'autre part, au ralentissement des gains de productivité (13).

L'autre interprétation mise en avant par A. LIPIETZ repose sur le fait que le ralentissement des gains de productivité induit une hausse en valeur du capital par tête, soit de la composition organique du capital (la première règle citée précedemment n'est plus satisfaite); les entreprises auront tendance à augmenter les prix pour maintenir leur profit constant (comportement de marges), entraînant par là une hausse des salaires; cette conjoncture inflationniste détériore la situation financière des entreprises, les dissuadant d'investir (14).

Face à ces tensions latentes, les capitalistes cherchent à restaurer leurs gains en augmentant les économies d'échelle par de nouveaux débouchés, et en baissant le prix de la force de travail par la délocalisation d'une partie du procès de travail (les activités de montage notamment).

(13) R. BOYER, "La crise actuelle:..., 1979.
(14) A. LIPIETZ, Mirages et ..., 1985, pp. 40-42.

L'extension des échanges de produits manufacturés entre pays développés et le redéploiement du capital vers des pays où le marché intérieur est important et/ou les coûts de la main d'oeuvre sont relativement faibles, vont modifier la configuration des échanges internationaux telle qu'elle se présentait jusque-là.

Parallèlement, de nouveaux facteurs intervenant au Sud sont déjà en train de se combiner pour modifier la structure des échanges internationaux.

3. LE PASSAGE DE L'ANALYSE DES ECONOMIES CAPITALISTES DEVELOPPEES A L'ANALYSE DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES ET DES ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT

3.1 LA REVISION DES RAPPORTS NORD/SUD

Au cours des décennies 50 et 60, plusieurs facteurs déterminants interviennent pour modifier la configuration des échanges internationaux.

3.1.1 DES TRANSFORMATIONS AU NORD...

Tout d'abord, l'installation puis la maturation du modèle fordiste dans les grandes économies développées s'accompagne d'une relative révision du rôle du commerce international.

Dans la régulation concurrentielle des XIXe et premier tiers du XXe siècle, les pays colonisés devaient principalement assurer l'approvisionnement en matières premières des pays de la métropole et faciliter la réalisation de la production de biens manufacturés de ces pays sur une base externe en leur offrant un rôle d'appoint dans la structure de leurs débouchés. Cette spécialisation internationale des "pays du Sud" dans la production de matières premières et des "pays du Nord" dans celle des produits manufacturés a donné lieu à ce qu'il est convenu d'appeler la Division Internationale du Travail (DIT). Si la part des exportations dans la production de produits manufacturés des principales économies développées régresse au cours du XXe siècle, on constate que cette part reste importante, voire très importante jusqu'aux années 30

(1). Les échanges Centre-Périphérie font donc partie intégrante du mode de régulation concurrentielle qui concourre à l'accumulation du capital au Centre.

Dans la régulation monopoliste du fordisme de l'Après Seconde Guerre Mondiale, cette relation perd de plus en plus de son importance. La réalisation de la production est assurée fondamentalement sur une base nationale. La spécificité du mode de développement fordiste consiste à structurer la demande finale interne en indexant l'évolution des salaires sur la croissance des gains de productivité et en rigidifiant cette demande par des mécanismes institutionnels. Ce type d'ajustement qui fixe a priori les déterminants de la validation du produit, c'est-à-dire la demande effective, peut dès lors se passer de plus en plus de ses anciens débouchés externes. Le modèle fordiste dominant dans ces économies est avant tout un modèle auto-centré dont la dynamique repose sur des bases endogènes.

A partir de la fin des années 60, les tensions qui commencent à apparaître conduisent les économies à rechercher de nouveaux débouchés pour augmenter les rendements d'échelle et par là, la rentabilité du capital. Déjà commencée depuis plusieurs années, l'internationalisation des échanges de marchandises se développe au profit des produits industrialisés et au détriment des produits primaires (et surtout agricoles). Parallèlement, on relève une expatriation croissante des capitaux productifs vers d'autres pays développés et certaines des zones moins développées qui assurent une meilleure valorisation du capital (baisse des coûts salariaux, gestion plus souple de la main d'oeuvre) et où l'implantation locale des structures productives peut permettre l'accès à un vaste marché intérieur potentiel.

(1) Entre 1899 et 1929, la part exportée de la production manufacturée du Royaume-Uni tourne autour de 40 %, celle de l'Allemagne avoisine 30 %. A. LIPIETZ, Mirages et..., p. 54.

3.1.2 AUX NOUVELLES EXIGENCES DU SUD

Parallèlement à cette nouvelle considération du commerce international dérivée du modèle fordiste dans les économies développées, on assiste au cours des années 40 et 50 à une montée des mouvements nationalistes dans les pays du Tiers-Monde qui conduieront progressivement à l'accession à l'indépendance. La formation de ces nouveaux états s'accompagne le plus souvent d'une volonté de modifier à leur profit la structure inégale du commerce international issue de la vieille Division Internationale du Travail. Pour ce faire, ces pays nouvellement (ou plus anciennement) décolonisés mettent en place des politiques actives d'industrialisation basée sur la substitution aux importations (voir plus loin), et prennent des mesures visant à recouvrer le contrôle et l'exploitation de leurs richesses nationales.

Ces facteurs vont déterminer une nouvelle forme de Division Internationale du Travail qui viendra se superposer à l'autre plus traditionnelle, toujours forte et encore prédominante dans certaines zones du Tiers-Monde.

La Périphérie considérée jusque-là comme un bloc relativement homogène, tend de plus en plus à se diversifier. D'un côté, des pays ayant appliqué une voie d'industrialisation rapide et construit par là même des bases productives d'un niveau relativement complexe et cohérent. De l'autre, des pays dont l'inertie, due à des facteurs très divers (entre autre, le très lourd héritage colonial) a empêché toute forme d'industrialisation.

La structure des échanges extérieurs se modifie en conséquence pour le premier groupe. Les exportations de produits primaires traditionnels cèdent le pas progressivement aux ventes de produits manufacturés. Au niveau des importations, celles-ci deviennent de plus en plus sophistiquées et coûteuses. Mais plus fondamentale encore est la construction de cette base industrielle qui, en déplaçant les liens de dépen-

dance avec les pays du Centre, parvient à limiter la vulnérabilité de ces économies aux aléas de la conjoncture internationale, et notamment aux variations des termes de l'échange - elles y restent toujours très sensibles malgré tout. Et parallèlement, elle crée les conditions pour un développement industriel qui prendra toute son ampleur dans les années 70.

L'éclatement de la périphérie au cours des décennies 60 et 70 due à la mise en pratique des politiques nationalistes et volontaristes d'industrialisation conjuguées aux effets du fordisme au Centre provoquent donc une forte révision des formes de l'insertion des économies sur la scène internationale.

Du point de vue théorique, cette période se solde par un renouveau dans la littérature concernant les approches du développement. Ces diverses tentatives nationales de défi au sous-développement vont alimenter de nouvelles pensées et relancer le débat sur les possibilités de sortie du sous-développement.

3.2 LES INTERPRETATIONS DES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

Diverses politiques d'industrialisation par la substitution aux importations sont lancées, dès les années 30 en Amérique Latine puis en Asie. Ces politiques visent à substituer dans un premier temps les importations de biens de consommations non durables puis durables par une production nationale, puis progressivement à remonter vers des biens de plus en plus sophistiqués.

3.2.1 LA CEPAL

Cette voie d'industrialisation, née spontanément en Amérique Latine dans les années 30, fut formalisée par la CEPAL (Commission Economique Pour l'Amérique Latine rattachée à l'ONU) en 1949 qui l'érigea en modèle de développement, visant à l'indépendance économique de la Nation.

Pour mieux saisir l'impact de l'apport cépalien dans les théories du développement, rappelons tout d'abord que la théorie dominante de l'époque, sous le couvert des "évolutionnistes" (2), ne voyait dans le sous-développement qu'un simple décalage dans le processus historique du développement. Cet état serait dû au retard que certains pays auraient pris sur le chemin des "étapes de la croissance" qui mène à la société de consommation de masse. En laissant jouer librement les lois du marché et se diffuser le progrès technique des économies développées vers les économies retardataires, le rattrappage n'en serait qu'accéléré. Dès lors, la problématique du sous-développement en tant que tel est niée, enrayée par l'unicité des processus de développement.

La simplicité de l'analyse laisse perplexe celui qui attend désespérement, et depuis des lustres, la fin du sous-développement!

L'analyse cépalienne vient bousculer cette interprétation jusqu'alors dominante en proposant une vision beaucoup plus perverse de l'économie mondiale. Rompant avec la théorie évolutionniste, elle met en évidence l'articulation structurelle entre pays développés -le Centre- et pays sous-développés -la Périphérie- dont la base objective est la vieille Division Internationale du Travail définie au XIXe siècle. Un des pères fondateurs de la Commission, R. PREBICH, développe l'idée que la spécialisation internationale telle qu'elle apparait à l'intérieur de ces deux zones est à la base de l'échange inégal, entraînant à terme une dégradation des termes de

(2) Voir W.W. ROSTOW, Les étapes de la croissance économique, Le Point, Paris, 1981.

C.E.D.I.D. — ORSTOM

l'échange au détriment de la Périphérie, accentuant davantage les déséquilibres régionaux et internes. Le caractère périphérique des économies sous-développées serait donc renforcé.

Selon la CEPAL, la configuration de l'économie mondiale s'adossant à la vieille Division Internationale du Travail héritée de la période coloniale, met face à face deux zones:

- le Centre producteur des biens manufacturés, qui possède une structure productive, complexe, diversifiée et techniquement homogène,
- la Périphérie, spécialisée dans l'exportation de produits primaires, qui dispose d'un appareil productif peu développé, découpé en un secteur traditionnel et un secteur plus moderne lié au complexe exportateur.

Ces spécialisations nationales définissent un engagement dans le processus de production, différent selon les zones: la première couvre l'ensemble des étapes du processus de production industrielle alors que la seconde reste cantonnée aux stades les plus simples, aux phases requérant peu de capital et beaucoup de matières premières et de main d'oeuvre.

A partir de là, de cette structure productive différente au Nord et au Sud, le progrès technique qui est à la base du processus de développement se diffuse de façon structurellement inégale entre les deux zones (3). Dès lors, la croissance de la productivité permise par ce progrès technique est beaucoup plus élevée dans les pays du Centre que dans ceux de la Périphérie, marqués par leur activité agro-exportatrice. La valeur contenue dans la production unitaire des produits manufacturés baisse par conséquent plus vite que celle contenue dans la production unitaire de matières premières et produits alimentaires. Le processus de l'échange inégal tend donc à s'accentuer, au détriment de la Périphérie. Mais plus encore, les mécanismes de régulation locale font que les modifications du contenu en valeur des biens échangés ne se répercutent pas de la même façon sur les prix. Dans les économies du Centre,

(3) Voir F.H. CARDOSO, J. SERRA, "Les mésaventures de la dialectique de la Dépendance", Amérique Latine, n 1, janv.-mars 1980, pp. 28-29.

elle se traduira par une élévation des salaires et des profits, les prix restant constants. A la Périphérie, par contre, l'abondance et la faible organisation de la main d'oeuvre et le manque d'effets stimulants du progrès technique sur l'activité industrielle font que la croissance de la productivité conduit à une baisse du prix des produits exportés. La spécialisation internationale des économies du Centre dans la production industrielle et des économies de la Périphérie, dans celle de produits primaires, en définissant une diffusion inégale du progrès technique et en traduisant différemment les effets de la croissance de la productivité dans chacune de ces zones est à la base de la détérioration des termes de l'échange qui tend à renforcer le caractère périphérique de la deuxième zone.

Un autre argument concernant la dégradation des prix relatifs a été avancé par P. SINGER. Le phénomène séculaire serait renforcé par une élasticité-revenus de la demande de produits manufacturés de la Périphérie très supérieure à celle de la demande en matières premières des pays du Centre.

Face à ce processus structurel, la CEPAL préconise une stratégie de l'indépendance économique de la Nation basée sur une politique volontariste et nationaliste. La problématique tourne alors autour de l'idée de "l'industrialisation nationale, à partir d'une situation périphérique" (4). Aussi, comme l'explique C. OMINAMI, "la politique de développement suppose dans ces conditions une nouvelle forme d'insertion dans la DIT à travers un processus accéléré d'industrialisation" (5). C'est pourquoi l'objectif prioritaire des politiques économiques est de substituer la variable exogène de croissance, la demande externe, par la création de pôles dynamiques de développement industriel interne. Il ne s'agit pas de mettre en place un modèle de développement original. Mais de créer des pôles dynamiques locaux capables d'engendrer et de soutenir

(4) J.M. CARDOSO De MELLO, O capitalismo tardio, Ed. Brasiliense, 3e édition, Sao Paulo, 1984, p. 20.
(5) C. OMINAMI, "Aperçu critique des théories du développement en Amérique Latine", Revue Tiers-Monde, t. XX, n 80, oct.-déc. 1979, p. 727.

l'expansion de bases productives modernes. Cette expansion industrielle doit être accompagnée d'une "intervention consciente" de l'Etat.

Cette proposition qui sera à la base du Plan de Metas au Brésil et qui s'appuie sur la première phase de la substitution aux importations initiée dans les années 30 s'affirme comme une véritable stratégie d'industrialisation nationale et d'indépendance économique.

Pourtant, dès les années 60, les limites du modèle sont atteintes, marquant les insuffisances de l'analyse cépalienne.

Le modèle s'est heurté à ses propres contraintes structurelles: importation de biens de plus en plus coûteux, vision très technologiste du développement, insuffisance des transformations des déterminants de la demande intérieure.

Dès lors, le défi lancé par la CEPAL en terme de sortie du sous-développement à partir d'une situation périphérique se termine en véritable échec. Pourquoi? Au-delà de la dépendance externe de l'économie des pays de la Périphérie mise en avant par la CEPAL, il semblerait que la notion de dépendance ait été sous-estimée. A partir de là, l'approche dépendantiste amrxiste ressurgit et met en évidence l'existence de rapports structurels et globaux entre le Centre et la Périphérie. Néanmoins à l'intérieur même de cette approche, deux courants de démarche différente peuvent être distingués. Le premier, sous les plumes d'A.G. FRANK et de R.M. MARINI, considère que le mode de production capitaliste engendre des rapports de dépendance et de domination entre centres développés et centres sous-développés. Ces rapports sont intransgressables et détruisent toute possibilité d'industrialisation nationale pour les centres dominés dans le cadre de ce mode de production. L'approche peut être caractérisée de "structuro-fonctionnelle". L'autre courant vient dénoncer les "obstacles au développement national" à partir d'une approche plutôt de type "historico-structuraliste" (6). En prenant pour base que,

(6) Cette caractérisation des approches de la dépendance est faite par F.H. CARDOSO dans son livre: Les idées à leur place

"dans le cadre de la formation et du développement du mode de production capitaliste en Amérique Latine, la dynamique sociale latino-américaine est déterminée d'abord par des facteurs internes et en dernières instances, par des facteurs externes à partir du moment où s'établit l'Etat National" (7), les travaux de F.H. CARDOSO et E. FALLETO développent la version critique de l'analyse cépalienne (8), approfondie par J.M. CARDOSO DE MELLO.

3.2.2 LA THEORIE DE LA DEPENDANCE

Suite aux blocages rencontrés dans les pays ayant adopté la stratégie de la substitution aux importations, l'école de la dépendance propose une nouvelle théorie. Cette "théorie alternative se doit de refléter la structure et le développement du système qui a donné naissance et maintient à l'heure actuelle le développement structural et avec lui, le sous-développement structural en tant que manifestations simultanées et mutuellement engendrées du même processus historique" (9). Pour A.G. FRANK, la sortie du sous-développement dans le cadre du mode de production capitaliste est un leurre. La dépendance économique, politique, et culturelle et l'exploitation croissante du capitalisme que subissent les pays d'Amérique Latine, produit de la structure coloniale du capitalisme mondial, sont vouées à se perpétuer et à s'approfondir tant que se maintiendra le système en vigueur. Parallèlement, la structure de classe héritée de cette période coloniale est là pour les garantir. "La bourgeoisie -y compris dans ses secteurs les plus nationalites- (est contrainte de) pousuivre des politiques qui, quelque soit l'importance du développement qu'elles engendrent pour la minorité, condamnent la majorité des Latino-

- le concept de développement en Amérique Latine, Traduction française, MSH, Ed. A.M. Métaillié, Paris, 1984.
(7) J.M. CARDOSO De MELLO, O capitalismo tardio, 1984, p. 26.
(8) F.H. CARDOSO, J. SERRA, "Les mésaventures...", 1980.
(9) A.G. FRANK, Le développement du sous-développement : l'Amérique Latine, François Maspero, 1970, p. 82.

américains à un sous-développement sans cesse plus profond et la bourgeoisie elle-même à une dépendance accrue par rapport à la bourgeoisie métropolitaine du système néo-impérialiste et à son absorption par celle-ci" (10).

Dès lors, les garants de ce système, les classes bourgeoises, qui déterminent les rapports d'exploitation au niveau local ou national sont les représentants des pôles dominants du Centre.

En ce sens, ils demeurent les ennemis immédiats de la libération nationale, et l'impérialisme, l'ennemi principal. La cessation du "développement du sous-développement" doit donc passer par une solution politique, la révolution socialiste.

Si A.G. FRANK fait une analyse détaillée des formes de domination et de dépendance en Amérique Latine, R.M. MARINI tente de compléter l'analyse en cernant les effets internes de la détérioration des termes de l'échange, liée à l'échange inégal. Pour parer à cette dégradation, les économies dépendantes se voient contraintes "d'utiliser un mécanisme qui augmente la masse de valeur et de plus-value ainsi que leur taux pour compenser, du moins partiellement, la perte de plus-value qu'elles subissent. Ce mécanisme de compensation, c'est la surexploitation du travail" (11). Dans ces conditions, "le capitalisme dépendant fondé sur la surexploitation du travail sépare l'appareil productif des besoins nécessaires des masses, accentuant de ce fait une tendance générale du mode de production capitaliste; cela se traduit par l'hypertrophie de la production de luxe au détriment de celle des produits de base, et finalement de celle des biens d'équipement" (12). Comme le résume F.H. CARDOSO, "le "capitalisme dépendant" fondé sur une surexploitation du travail ne peut en aucun cas favoriser le développement d'un marché intérieur; il engendre toujours chômage et marginalité; il révèle des tendances stagnationnistes et il est voué à une sorte de reproduction

(10) Idem, p. 11.
(11) R.M. MARINI, "Les raisons de la nouvelle idéologie de la Dépendance", Amérique Latine, n 2, avril-juin 1980, p. 22.
(12) R.M. MARINI, "Les raisons de...", 1980, p. 26.

constante du sous-développement" (13).

Mais malgré cette tentative de revenir à l'analyse de la formation de la plus-value au niveau national, la vision très radicale de la théorie de la dépendance ne parvient pas à expliquer les nouvelles tendances des années 70. Car si elle a le mérite de formaliser l'économie mondiale comme un système structuré, hiérarchisé et répondant aux exigences de l'accumulation du capital au Centre a néanmoins le défaut d'anihiler l'autre versant de cette économie mondiale: la prise en compte "objective" des spécificités de chaque formation sociale qui compose cet ensemble.

Or, si jusqu'à l'Entre-Deux-Guerres, les relations économiques entre pays développés et sous-développés doivent avant tout servir l'accumulation des zones métopolitaines, il semblerait qu'après la Seconde Guerre Mondiale, elles se modifient quelque peu. Dans les pays du Centre et quelques-uns de la Périphérie, les modalités de l'accumulation sont régies principalement sur des bases endogènes. Et même si le commerce international reste toujours dynamique, il apparaît moins comme le lien structurel des formes locales de l'accumulation, que comme le point de rencontre entre ces différentes logiques nationales d'accumulation. Ceci ne signifie pas que la dépendance par rapport au commerce international soit moins forte. Mais plutôt que son rôle se module fortement en fonction de l'évolution de chacun des espaces économiques nationaux.

Or, en privilégiant l'analyse des relations structurelles entre le Centre et la Périphérie, les dépendantistes sont passés à côté des transformations des logiques d'accumulation et de régulation des formations économiques et sociales tant du côté du Centre que de la Périphérie.

(13) F.H. CARDOSO, Les idées à leur place..., 1984, p.128.

3.2.3 LES TENANTS DES CAUSES ENDOGENES DE L'ACCUMULATION

Le deuxième courant dans lequel on retrouve des auteurs comme F.H. CARDOSO, E. FALETTO et d'autres de Campinas, et dont les idées s'inspirent également de l'approche dépendantiste met l'accent sur pusieurs points.

Tout d'abord, dépendance et développement capitaliste ne sont pas incompatibles. Selon F.H. CARDOSO, "au moins dans quelques-uns des pays de la Périphérie, la pénétration du capital industriel et financier accélère la production de plus-value relative, stimule les forces productives et s'il engendre du chômage dans les phases de contraction économique, il absorbe en revanche de gros contingents de main d'oeuvre dans les cycles d'expansion: ses effets sont comparables sur ce point à ceux qu'on observe dans les économies avancées, où se côtoient chômage et emploi, richesse et misère" (14). D'ailleurs, l'article de F.H. CARDOSO et J. SERRA, "Les mésaventures de la dialectique de la Dépendance", illustre parfaitement les divergences avec R.M. MARINI. La surdétermination des relations structurales de dépendance et de domination dans l'explication des conditions locales d'extraction de la plus-value y est critiquée avec force et virulence.

Ensuite, l'analyse doit être menée à "la lumière de la formation historique du capitalisme en Amérique Latine, en fonction des différents modes de production qui s'y sont imbriqués (subordonnés au capitalisme, c'est clair) plutôt que selon une quelconque "loi" du capitalisme périphérique ou dépendant" (15).

Si l'analyse cépalienne a conduit à l'échec de la constitution d'une économie nationale indépendante, à partir d'une situation périphérique, c'est parce que les conditions sociales et historiques du processus économique n'ont pas été suffisamment intégrées à l'analyse. Dès lors, il convient de revenir à l'analyse des facteurs internes de croissance, sans

(14) Idem, p. 128.
(15) Idem, p. 93.

négliger pour autant la situation périphérique du pays étudié. Dans leur livre "Dependancia e Desenvolvimento na America Latina", H. CARDOSO et E. FALETTO suggèrent que "pour acquérir une signification, une telle analyse (l'analyse global du développement) réquerrait un double effort: d'un côté, celui de considérer dans leur totalité les "conditions historiques particulières" -économiques et sociales- sous-jacentes au processus de développement, sur le plan national et sur le plan externe; d'un autre côté, comprendre, étant données les situations structurelles, les objectifs et les intérêts qui donnent un sens, orientent, et animent le conflit entre les groupes et les classes, et les mouvements sociaux qui "mettent en marche" les sociétés en développement" (16). Le concept de dépendance comme instrument théorique est maintenu dans la mesure où il permet de souligner "la spécificité de l'instauration d'un mode capitaliste de production dans des formations sociales qui trouvent dans la dépendance leur trait historique particulier" (17).

Sur les bases de cette nouvelle problématique, J.M. CARDOSO DE MELLO se lance dans une réinterprétation de l'histoire du capitalisme brésilien. C'est ainsi qu'il met en apparence l'existence de conditions locales favorables à l'installation de bases productives à l'aube de la première phase de substitution aux importations. Selon l'auteur, l'industrialisation brésilienne est fondamentalement liée au complexe exportateur caféier qui par l'existence d'un salariat et d'embryons d'industries captives avait déjà créer dès la fin du siècle dernier, les conditions de développement d'une accumulation du capital.

(16) Cité par J.M. CARDODO De MELLO, O capitalismo tardio,..., p. 25.
(17) Idem, p. 26.

3.3 APPORTS ET CRITIQUES DE L'APPROCHE PAR LA REGULATION APPLIQUEE AUX ECONOMIES DE LA PERIPHERIE

Après avoir rappelé rapidement les principales théories du développement dominantes depuis les années 50, montré leurs approches, apports et limites, revenons à l'école de la régulation.

3.3.1 DES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION AU REGIME D'ACCUMULATION

Comme on l'a dit précédemment, la crise du fordisme au Centre, d'abord latente pendant les années 60 puis ouverte avec le premier choc pétrolier, a suscité chez les investisseurs la recherche de nouveaux débouchés pour augmenter les rendements d'échelle, et de nouvelles zones pour baisser leurs coûts de production. Au niveau international, cela s'est traduit par une nouvelle expansion du commerce entre économies développées d'une part et entre économies développées et économies en développement rapide d'autre part, et une internationalisation croissante du capital productif. Cette délocalisation a été permise par la segmentation verticale des méthodes de production fordiennes: niveau 1, conception et ingénierie; niveau 2, fabrication qualifiée; niveau 3, fabrication non-qualifiée, les niveaux 2 et 3 s'orientant vers les pays développés et ceux de la périphérie les plus industrialisés. L'implantation dans ce dernier groupe de pays supposait la présence d'une infrastructure et de bases productives locales déjà significatives ainsi qu'une certaine "culture industrielle" de la population locale.

Mais la volonté des entreprises multinationales n'a pas été seule à jouer. Les intérêts des classes hégémoniques des pays hôtes et les options dans les stratégies de développement choisies par les pouvoirs locaux se sont conjugués pour orien-

ter dans un sens ou dans un autre, ces implantations de capital étranger.

On a parlé précédemment de la substitution aux importations, première stratégie d'industrialisation pour des pays dont la structure productive était quasi inexistante ou limitée à des segments très spécifiques de l'économie (lié étroitement à l'exportation). Cette grande vague des années 30 aux années 50 a balayé surtout les pays d'Amérique Latine et d'Asie du Sud-Est et a jeté les bases de l'industrialisation locale future. A partir du milieu des années 50, de nouvelles voies d'industrialisation sont prises, permettant la mise en valeur des facteurs locaux de croissance:

- la substitution aux exportations traditionnelles. Les produits exportés ne sont plus des produits primaires mais des produits manufacturés (18). Basée sur la sous-traitance internationale et la délocalisation du capital étranger (niveau 3 du procès de travail surtout), elle s'appuie sur les avantages comparatifs locaux: une main d'oeuvre abondante, sous payée et très souple. Cette stratégie vise à utiliser les industries légères d'exportation comme levier de l'industrialisation pour remonter progressivement la filière de l'aval vers l'amont c'est-à-dire de partir des secteurs à forte intensité de main d'oeuvre pour aller vers des secteurs de plus en plus capitalistiques;

- la promotion des exportations, qui consiste à encourager les ventes de produits primaires à l'étranger en investissant soit pour augmenter les volumes exportés soit pour transformer les produits primaires sur place et exporter un bien plus élaboré;

- la substitution aux importations, qui poursuit le processus déjà engagé. A la différence de la période précédente, celle-ci est beaucoup plus volontariste. L'Etat joue un rôle d'entrepreneur et de planificateur: c'est lui qui initie sous le couvert des entreprises publiques le vaste programme d'équipement et d'infrastructure, et qui organise la tripartition capital public, capital privé national et capital étran-

(18) Avant d'exporter du matériel électronique, rappelons que la Corée du sud représentait le grenier à riz du Japon jusqu'aux années 50.

ger, selon les secteurs d'activité. Bien plus qu'un simple processus de substitution aux importations, cette stratégie vise à la construction d'un modèle auto-centré. C'est au Brésil où elle ira le plus loin, se heurtant à terme aux blocages évoqués précédemment.

Ces différentes stratégies d'industrialisation dans le cadre de ces formations économiques et sociales ont principalement pour objectif de remettre en cause à partir de la mise en valeur des ressources locales, les fondements de la Division Internationale du Travail, en s'adaptant aux nouvelles conditions du marché international et/ou en s'attachant à la constitution d'une économie nationale plus auto-centrée. Comme le souligne A. LIPIETZ, "l'articulation avec un extérieur (en l'occurrence: le Nord) reste le contexte incontournable que les stratégies mises en oeuvre visent à s'affranchir ou au contraire à s'inscrir plus positivement dans l'économie mondiale dominée par le Centre" (19). Néanmoins, la mise en place de stratégies d'industrialisation ne suffit pas à former un régime d'accumulation dans la mesure où les modalités de l'affectation du produit entre la consommation et la production ne sont pas explicites et où ces stratégies ne couvrent pas l'ensemble des activités des formations sociales périphériques . En ce sens, elles constituent plutôt des éléments de la logique dominante d'un régime d'accumulation.

Les nouveaux pays industrialisés des années 70, notamment la Corée du Sud et le Brésil témoignent de la réussite de ces stratégies. Du point de vue des performances économiques, ils ont dépassé tous les espoirs permis, au point que pour le Brésil, on a parlé de "miracle économique". C'est dire que malgré les blocages rencontrés à la fin des années 60, la stratégie de la substitution aux importations a crée les conditions pour une croissance forte et durable.

(19) A. LIPIETZ, "Le kaléidoscope des "Sud"" in Capitalismes, fin de siècle, Coord. R. BOYER, PUF, Paris, 1986, p. 209.

3.3.2 APPORTS ET CRITIQUES A L'APPROCHE PAR LA REGULATION

A partir de ces stratégies d'industrialisation et de leur combinaison avec certains éléments propres à la formation économique et sociale locale, des auteurs de la régulation ont identifié deux logiques de développement en cours dans certains pays en développement rapide, et qui peuvent à la fois s'interpréter comme:

- une logique dominante d'un régime d'accumulation interne propre à chacun de ces pays;
- une logique d'un régime d'accumulation mondial.

Avant même la présentation de ces formalisations de logique dominante d'un régime d'accumulation, nous voudrions attirer l'attention sur plusieurs aspects qui sont à la base de la problématique de l'approche par la régulation, concernant des pays en cours de développement:

- est-il possible, dans le cadre d'un régime d'accumulation d'une économie nationale périphérique, de trouver des éléments communs avec le régime d'accumulation des économies développées?

- comment prendre en considération dans la formalisation d'un régime d'accumulation, la complexité des différents modes de production d'une économie en pleine mutation à la fois économique et sociale?

- en recouvrant des périodes relativement courtes, ces différentes étapes de transition qui doivent conduire à un régime d'accumulation de plus en plus cohérent ne remettent-elles pas en cause la définition même du concept selon laquelle la stabilisation du régime doit s'étendre sur "une assez longue période"? En France et aux Etats-Unis, cette période dure plusieurs décennies. Au Brésil, elle ne dépasse pas 5 ou 6 ans.

Ces questions étant présentes à l'esprit, nous pouvons dès lors présenter les caractérisations de ces deux logiques dominantes, mises en avant par A. LIPIETZ (20). Ces deux logiques sont "la taylorisation primitive" et "le fordisme périphérique".

La première formalisation repose sur l'utilisation de segments de production tayloriens intensifs en main d'oeuvre et requerrant peu de capital; la production trouve essentiellement ses débouchés à l'extérieur (logique soutenue par la première stratégie d'industrialisation). Le taux de plus-value est très élevé car le pouvoir d'achat réel de la population reste relativement constant et la croissance de la productivité du travail augmente rapidement. La régulation locale inhibe tout développement de la consommation interne. Par contre, l'extorsion de la plus-value permet de fournir la principale source d'accumulation du capital qui s'orientera vers les secteurs lourds de l'économie. L'exemple de la Corée du Sud des années 1962-1973 est très intéressante à cet égard (21). A partir d'une dynamique de croissance tournée vers l'extérieur, le pays a pu développer un secteur de biens de capital mais surtout intermédiaires.

La seconde formalisation s'appuie sur l'existence d'un vaste complexe industriel, fortement mécanisé, et sur le "couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés du côté des biens de consommation durables" (22). Mais si les caractéristiques apparents d'un fordime simplifié sont bien là, cette logique reste "périphérique" dans la mesure où:

- les niveaux 1 et partiellement 2 du procès de production restent hors des frontières nationales;
- la demande sociale pour les biens de consommation durables est le résultat de la combinaison de la demande interne d'une certaine catégorie de la population et de la demande externe. Ainsi, "la croissance de la demande sociale (...) est

(20) A. LIPIETZ, Mirages et miracles,...1985, pp. 70-77.
(21) R. BENABOU, La Corée du Sud ou l'industrialisation planifiée, Economie Prospective Internationale, n 10, 2e trimestre 1982.
(22) A. LIPIETZ, Mirages et miracles,..., 1985, p. 74.

certes anticipée mais elle n'est pas institutionnellement régulée en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales" (23).

Ceci est le cas du Brésil, comme nous le verrons en détail au cours des parties qui suivent. Dans le cas de la Corée du Sud, après la période de la "taylorisation primitive" des années 1962-1973, la dynamique du marché interne s'articule de plus en plus avec celle du marché externe, témoignant par là d'un recentrage relatif de la logique dominante, même si la croissance des salaires réels qui évolue parallèlement à celle de la productivité, ne se répercute pas entièrement sur la consommation des ménages (24).

Ces deux formalisations nous fournissent des éléments de réponse intéressants aux questions évoquées précédemment.

A notre avis, ce rapprochement des logiques de développement dominantes dans certaines économies de la Périphérie avec le modèle de développement des pays développés est pertinent et dangereux à la fois.

Pertinent tout d'abord car il a le mérite de vouloir rendre compte des différentes imbrications qui existent entre les régimes d'accumulation nationaux et de rétablir la notion d'articulation entre les économies développées et moins développées. La référence au modèle fordiste par l'adoption des mêmes normes de consommation pour une frange plus ou moins large de la population et l'utilisation des mêmes techniques productives conduit à la mise en place d'une dynamique proche de celle du fordisme, même si les règles et l'espace dans lequel elle se tient sont fondamentalement différents. Au-delà de la reconnaissance des spécificités propres aux formations économiques et sociales à travers l'analyse des régimes d'accumulation locaux, cette tentative s'inscrit comme le prolongement de l'analyse hors des espaces nationaux. Elle tente

(23) Idem, p. 74.
(24) Voir M. LANZAROTTI, "L'industrialisation en Corée du Sud: une analyse en sections productives", Revue Tiers-Monde, t. XXVII, n 107, juil-sept. 1986.

de combler le vide théorique concernant la "dynamique de l'unification" (25) des différents régimes entre eux.

Pourtant, l'utilisation du terme de "fordisme" même augmentée de celui de "périphérique" nous semble abusive dans la mesure où ni l'articulation structurelle , ni les formes institutionnelles de régulation propres au modèle d'origine ne sont respectées.

Si B. CORIAT et J. SABOIA (26) reconnaissent l'existence d'une boucle quasi-fordienne de fait dans le processus d'accumulation brésilien des années 70 (productivité-hausse des salaires pour une minorité de la population/croissance des débouchés pour les biens de consommation durables- investissements en biens d'équipement), ils démontrent également l'asynchronie et l'instabilité de l'accumulation entre le secteur des biens de consommation durables et celui des biens d'équipement malgré la dynamique de la demande effective. Si la simultanéité de l'évolution de ces deux variables est une des propriétés du fordisme dans les économies capitalistes développées, dans le cas du Brésil, l'asynchronie est une des caractéristiques majeures dans le processus d'accumulation du capital. La période 1975-1979, dite de la "marche forcée" (cf. Partie III) est là pour en témoigner. C'est d'ailleurs peut-être justement cette caractéristique qui fournira au pays les éléments déterminants de son ajustement pendant les années 80.

Par ailleurs, cette relation qui constitue effectivement le vecteur moteur de la croissance, baigne au sein de modalités complexes d'une régulation très spécifique, qui sont à la fois mi-concurrentielles, mi-administrées par l'Etat. Nous approfondirons ces résultats plus loin. Néanmoins, ils obligent à nuancer l'appellation de fordisme, même périphérique, dans le cas d'un pays comme le Brésil.

(25) expression de C. OMINAMI citée dans: Le Tiers Monde dans la crise, Ed. La Découverte, Paris, 1986.
(26) B. CORIAT, J. SABOIA, Régime d'accumulation et rapport salarial au Brésil (des années 50 aux années 80): un processus de fordisation forcée et contrariée, Cahiers du GERRTD, n 87-01, Paris, 1987.

Enfin, dernier point par rapport aux aspects évoqués précédemment. Si dans les pays développés, le modèle fordiste permet de conjuguer production de masse -permise par la production en grande série de produits standardisés- et consommation de masse -autorisée par l'accès de l'ensemble de la population à cette production-, au Brésil, l'existence en termes absolus d'un large marché solvable et suffisamment homogène pour justifier l'installation et la rentabilité de capitaux destinés à une production, elle aussi standardisée, ne suffit pourtant pas à parler d'une consommation de masse. En termes relatifs, la part de la population solvable concernée par la production de biens de consommation moderne dmeure très limitée. Et s'il existe une dynamique qui pourrait ressembler au fordisme, elle s'appuie essentiellement sur un environnement traditionnel et où la majorité de la population est exclue du cercle vertueux du fordisme. Au contraire, cette exclusion sert les intérêts du secteur moderne en fournissant à celui-ci une main d'oeuvre bon marché qu'il peut utiliser ou rejeter vers le secteur informel selon les variations de l'activité économique.

Aussi, pour répondre aux deux questions posées au début de la section, il nous semble donc prioritaire de revenir aux fondements même de l'approche par la régulation: l'analyse des logiques internes de croissance et d'accumulation du capital, en tenant compte de la variété et de la spécificité des formations sociales, et seulement après, de tenter d'articuler les différentes logiques propres à chacun des espaces étudiés, entre elles.

Simultanément, l'évolution de la conjoncture internationale et des rapports économiques, politiques et sociaux internes aux pays en développement rapide, notamment au Brésil, ont favorisé une succession de logiques dominantes, impulsant chacune une dynamique de croissance très spécifique. A l'opposé des pays développés, où la période de maturation et d'épuisement d'une même logique est relativement longue, au Brésil, la logique dominante d'un régime d'accumulation reste

peu de temps -quelques années. Néanmoins, il faut souligner qu'à l'intérieur d'un même régime, plusieurs logiques peuvent se succéder sans remettre en cause les fondements même du régime. Selon A. LIPIETZ, on pourrait différencier un régime-type et des régimes-concrets (27). Le régime-type est dans le cas du Brésil, celui que l'on définira dans la Partie II, et qui se maintiendra pendant toute la période étudiée. Il s'agit des grandes articulations de base, permettant le bouclage macro-économique d'ensemble et qui restent assez longtemps. Par contre, les régimes-concrets marquent les "combinaisons (du régime-type) avec d'autres logiques, propres au mode de production capitaliste ou à d'autres encore, ou à leur articulation". Dans ce cas, ces régimes-concrets peuvent être conduits par une logique dominante dont les modalités ne remettent pas en cause les fondements du régime-type. Chacune des trois parties qui suit, expose comme on le verra, des logiques différentes de régimes d'accumulation concrets à l'intérieur d'un même régime-type établi avec l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964. Par contre, à la fin de la période étudiée ici, on est en droit de se demander si justement, les bases du régime-type n'ont pas été modifiées, avec l'ajustement à la contrainte externe. Il nous semble donc important de différencier à l'intérieur d'un même régime-type, les différentes logiques concrètes dominantes qui se mettent en place sous l'influence de facteurs endogènes ou exogènes.

(27) A. LIPIETZ, "La régulation: les mots et les choses", Revue Economique, sept. 1987, p. 1054.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Après cette rapide présentation des fondements de l'école de la régulation et de quelques travaux empiriques menés selon cette approche, nous percevons mieux les intérêts et la nouveauté d'une telle démarche.

Mais l'aventure ne s'arrête pas là. L'analyse des économies en développement, ici le Brésil, au tournant des années 80 va encore "apporter de l'eau au moulin" pour confirmer la pertinence d'une telle approche.

L'explosion des nouveaux pays industrialisés pendant les années 70 contraste avec l'approfondissement de la crise du fordisme dans les économies centrales. Au coeur d'une crise structurelle qui dure depuis maintenant presque vingt ans, et qui marque la fin de la période des "trente glorieuses", le fordisme est bien à la recherche de nouvelles sources permettant une reprise des gains de productivité.

Dans ces déboires, le fordisme central va annihiler les espoirs des nouveaux pays industrialisés. Faille des modes de régulation locaux, le financement de l'industrialisation par l'endettement externe se transforme en un cadeau empoisonné à l'aube des années 80. Contraints de rembourser une dette qui ne cesse de s'accroître, les nouveaux pays industrialisés entrent à leur tour en crise, crise générée fondamentalement par des facteurs exogènes. Comme on le verra dans l'exemple du Brésil de la fin des années 70, le régime d'accumulation ne présente pas de blocages structurels insurmontables justifiant la crise qu'il traverse malgré lui.

La crise des économies du Nord est donc fondamentalement différente de celle des économies du Sud. Comme le souligne C. OMINAMI, contrairement aux économies du Centre qui vivent une "grande crise", celle de leur régime d'accumulation, le terme de "crise" est à mettre au pluriel dans les économies du Sud. La propagation internationale de la crise du fordisme central se heurte à la variété des situations locales liée à

l'histoire des formations économiques et sociales des pays de la Périphérie (28).

(28) C. OMINAMI, Le Tiers Monde dans la crise, 1986.

- DEUXIEME PARTIE -

DU PLAN DE METAS AU "MIRACLE":

LES HYPOTHESES DE DEPART

EN TERMES DE

REGIME D'ACCUMULATION ET MODE REGULATION

Avant d'aborder l'analyse de l'adaptation du régime d'accumulation brésilien et de son mode de régulation à la crise de la fin des années 70 et de la décennie 80, il nous semble tout à fait indispensable dans un premier temps de définir nos hypothèses de départ, c'est-à-dire de savoir:

- comment se présente la structure productive brésilienne à l'aube des années 70;
- quelles sont les caractéristiques dominantes du régime d'accumulation brésilien dont nous allons parler tout au long de ce travail;
- en quoi les modalités de régulation, qu'il s'agisse du rapport salarial ou de la gestion monétaire et financière de l'économie, sont-elles spécifiques et complexes.

Pour répondre à ces questions de base, il nous faut remonter à la "grande industrialisation brésilienne" du "Plano de Metas" (littéralement "Plan des Objectifs") des années 50 (premier chapitre). C'est à cette époque que l'engagement dans un processus moderne d'accumulation est inicié. L'infrastructure de base et l'implantation des industries de biens intermédiaires et d'équipement sont véritablement consolidées. Pourtant, cette phase d'industrialisation accélérée se heurte rapidement à ses propres limites. La rapide transformation de la structure de l'offre devient incompatible avec le maintien des conditions de formation de la demande. L'inadéquation conduit à une grave crise économique puis politique au cours des années 60.

L'issue de cette crise sera trouvée par les militaires en 1964. Après quatre ans de profondes réformes, c'est le "miracle" (deuxième chapitre). Une dynamique propre se met en place, basée principalement sur la reformulation des conditions de formation de la demande interne. La nouvelle articulation fournit les bases d'un régime d'accumulation original dont les grands traits se maintiendront jusqu'aux années 80.

Parallèlement, la mise en place de cette nouvelle logique

dominante s'accompagne d'une adaptation des formes de régulation jusque-là en vigueur. Le rapport salarial joue à cet égard un rôle fondamental. Comme on le verra, il est la combinaison complexe des formes d'une gestion concurrentielle et de celles d'une gestion très administrée, ce qui lui confère un caractère tout particulier. Une autre forme de régulation qui apparaît dans le domaine monétaire et financier à cette époque est l'endettement externe. Les bouleversements affectant le Système Financier International et la conjoncture mondiale conduisent à une situation de "marché d'emprunteur", à laquelle sera sensible le Brésil. Ces deux formes de régulation seront décrites dans la section 2 du deuxième chapitre.

A partir de là, nous devrions avoir les principaux éléments de base et définitions nécéssaires pour aborder l'analyse de l'ajustement du régime d'accumulation aux contraintes internes et externes, qui vont se développer au cours des années suivantes.

1. DES DEBUTS DE LA GRANDE INDUSTRIALISATION BRESILIENNE A LA CRISE DES ANNEES 60

Après la première phase d'industrialisation par la substitution aux importations mise en place dès les années 30, pour parer à l'effondrement de la capacité d'importation engendré par la crise internationale (chute des cours du café (1), renchérissement du prix des produits industriels importés), le Brésil est relativement auto-suffisant dans le secteur des biens de consommation courante. Cette stratégie d'industrialisation a marqué un tournant dans l'histoire du développement brésilien puisqu'elle apparaît comme la première phase d'une accumulation élargie, et relativement indépendante du capital caféier.

Pourtant, les contraintes externes et internes demeurent. L'économie reste très vulnérable à l'environnement extérieur - et notamment aux variations des termes de l'échange. Sur le plan interne, la production locale des biens nécessaires à la production reste très insuffisante et surtout l'implantation de ces secteurs, limitée.

S'il faut attendre le Plan de Metas pour que le secteur des biens d'équipement et l'infrastructure locale prennent leur véritable essor, les années 40 et la première moitié des années 50 sont déjà marquées par une inflexion dans le processus global d'accumulation. Après l'installation du secteur des biens de consommation traditionnels, le secteur industriel se tourne vers la substitution aux importations des biens plus complexes et plus stratégiques. C'est la cas notamment des industries de biens intermédiaires. La production de minerai de fer au sein de la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) s'accélère brusquement, celle de produits chimiques également. En 1946, est créée la Companhia Siderurgica Nacional (CSN), entreprise

(1) Le café correspondait sur la période 1925-1929, à plus de 70% des exportations totales.

pionnière dans l'industrie de base pour son utilisation de nouveaux procédés technologiques (première usine intégrée à coke minéral, produisant des aciers laminés profilés), et sept ans plus tard, en 1953, le monopole d'Etat PETROBRAS couvrant l'ensemble des activités liées au pétrole, est mis en place. Enfin, dans le domaine de l'énergie hydro-électrique, de nouvelles usines génératrices sont édifiées, telles que la CHESF (Companhia Hidroeletrica do Sao Francisco).

Pour favoriser le développement de ces industries naissantes, dès la fin de 1947, est mise en place une politique de protection du marché interne, notamment par un contrôle très sélectif de toutes les importations (2) et par un système de protections douanières très élevées (3). Ces mesures conjuguées aux efforts de substitution aux importations ont eu pour conséquence de baisser considérablement le ratio importations/PIB. De 13,7% en 1947, celui-ci passe à 7,5% en 1955 (4).

Pourtant, la production reste très déséquilibrée. En 1949, 72,8% du produit industriel est constitué par la production des biens de consommation non durables et 2,5%, par celles des biens durables. Les biens intermédiaires et de capital représentent respectivement 20,4% et 4,3% de ce même produit (5).

(2) les machines et équipements étaient fortement privilégiés au contraire des produits qui venaient concurrencer la production industrielle nationale.
(3) voir M. de F. S. POMBAL DIB, Importaçoes brasileiras: politicas de controle e determinantes da demanda, BNDES, Rio de Janeiro, 1987, pp.21-26.
(4) ces chiffres sont calculés à partir des données à prix constants de 1970. Voir J. SERRA, "Ciclos e mudanças estruturais na economia brasileira do pos-guerra" in Desenvolvimento capitalista no Brasil: ensaios sobre a crise, Ed. Brasiliense, Sao Paulo, 1983, p. 61.
(5) Idem, p. 60.

1.1 LE PLAN DE METAS

Il faut attendre le milieu des années 50 c'est-à-dire l'arrivée de J. KUBITSCHEK au pouvoir pour que des transformations décisives apparaissent au sein de la structure productive. Avec l'application du Plan de Métas (1955-1959), la grande industrialisation brésilienne s'épanouit véritablement et fournira les conditions à la croissance moderne des décennies suivantes.

Car si jusque-là, l'industrialisation se limitait aux segments légers et au développement de quelques biens intermédiaires, avec le Plan de Metas, il s'agit d'installer en cinq ans un parc productif complexe et cohérent dans les secteurs lourds ou stratégiques de l'industrie.

Mais au-delà de cette restructuration profonde, l'objectif des autorités est de créer les conditions d'un processus moderne d'accumulation: l'entrée massive du capital étranger et avec lui, d'une technologie relativement moderne devraient permettre d'introduire de nouvelles normes de production et de consommation au sein de la société brésilienne.

Il s'agit donc de poser les bases d'un processus de modernisation globale de l'économie.

1.1.1 LA MODERNISATION DU PARC INDUSTRIEL

Les principaux secteurs concernés par ce Plan sont les suivants.

Tout d'abord, la construction navale, le matériel d'équipement lourd et autres machines et équipements sont installés.

Ensuite, les biens intermédiaires de base tels que la si-

dérurgie, les métaux non ferreux, la chimie lourde, le pétrole et le papier cellulose se développent à un rythme accéléré.

Mais c'est aussi l'époque où les biens de consommation durables sont en pleine expansion (industrie automobile et équipement domestique), se substituant de plus en plus aux importations pour satisfaire la demande locale. Cette implantation des biens de consommation durables marque une nouvelle étape dans le processus global d'industrialisation. Fortement intensifs en capital et porteurs de nouvelles formes d'organisation dans le procès de travail, ils véhiculent au-delà de la valeur de référence venue des pays industrialisés, à la fois un certain dynamisme dans les formes d'intégration du capital national et dans celles de valorisation du capital.

En ce qui concerne les taux de croissance, les rythmes sont tout-à-fait spectaculaires. Le Produit Intérieur Brut croît de 7,1% en moyenne annuelle entre 1955 et 1962, et la production industrielle s'élève quant à elle au rythme de 9,8%. Calculée en valeurs courantes, l'industrie de transformation représente en 1959, 25,1% du revenu intérieur. Du point de vue sectoriel, les biens de consommation durables augmentent annuellement de 23,9 % en moyenne toujours entre ces deux années, les biens intermédiaires de 12,1% et les biens de capital de 26,4%.

TABLEAU 1

TAUX MOYENS ANNUELS DE CROISSANCE 1947-1962

	1947/55	1955/62
PIB	6,8	7,1
Industrie	9,0	9,8
Biens de consommat.		
durables	17,1*	23,9
non-durables	6,7*	6,6
Biens interméd.	11,8*	12,1
Biens de capital	11,0*	26,4

* 1949/55.
Source: J. SERRA, "Ciclos e mudanças...", 1983, p. 58.

Ces nouvelles performances vont modifier l'importance relative de la production de l'industrie de transformation. Comme on peut le constater, ce sont d'abord les biens de capital qui se sont relativement accrus. Leur part a été multipliée par 3,1 entre 1949 et 1959. Viennent ensuite les biens de consommation durables dont la participation double. Par contre, pour les biens non-durables, la part relative chute de 16 points.

TABLEAU 2

STRUCTURE DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION 1949-1959

	1949	1959
Biens de consommat. durables	2,5	5,1
non-durables	72,8	56,7
Biens interméd.	20,4	24,6
Biens de capital	4,3	13,5
	100,0	100,0

Source: J. SERRA, "ciclos e mudanças...", 1983, p 60.

Concernant le dynamisme de l'industrie manufacturière par branche, on peut noter que la métallurgie explique 11,3% de l'expansion de la valeur ajoutée industrielle entre les années 1949 et 1962, et que la chimie y contribue à 14,8%. La participation des biens d'équipement à cette croissance atteint 25% dont 14,4% uniquement pour le secteur du matériel de transport et 6,6% pour le matériel électrique (6). Ce dynamisme peut être repérer à la vue du tableau ci-dessous qui illustre le démarrage des industries de biens d'équipement, lent jusqu'en 1949 et rapide par la suite.

(6) J. ADDA, Modèles de développement et insertion dans l'économie mondiale: une analyse comparative Brésil-Corée du Sud, Thèse de 3e cycle, Université Paris I, 1984, p. 275.

TABLEAU 3

PART DES BIENS D'EQUIPEMENT DANS LA VALEUR AJOUTEE DE L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

	1939	1949	1959
Mécanique	4,0	2,1	3,4
Equipement électrique	0,9	1,6	4,0
Matériel de transport	0,6	2,2	7,6
TOTAL	5,5	5,9	15,0

Source: P. CASTELLA, La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel de 1950 à 1975, Travaux et Documents de l'ORSTOM, ORSTOM, Paris, 1977, p. 13.

La montée des biens intermédiaires et d'équipement -des ménages et des entreprises- s'explique par la politique d'investissements massifs impulsée par l'Etat. Intervenant à la fois comme organisateur et producteur par le biais de ses entreprises publiques, il est le metteur en scène de la croissance en l'organisant et en réservant à chacun des acteurs économiques -le capital national public et privé, le capital multinational- une place spécifique dans l'activité industrielle.

Ainsi, la prépondérance des entreprises publiques dans la production des biens intermédiaires et l'infrastructure locale, des entreprises multinationales dans celle des biens d'équipement -surtout les biens de consommation durables dont l'automobile et l'équipement ménager- et enfin des entreprises nationales privées brésiliennes dans celle des biens de consommation courantes confèrent une division nationale du travail très spécifique à partir de laquelle on peut faire certaines remarques :

- tout d'abord, l'Etat conserve les secteurs dits stratégiques (sidérurgie, énergie, infrastructure) de l'économie;
- les entreprises étrangères en investissant dans des secteurs proches des consommateurs vont faciliter le processus de diffusion des normes de production et de consommation des pays industriels. Au niveau du procès de travail, cela se traduira

par l'introduction des techniques fordistes dans certaines branches;

- si cette politique volontariste de développement accéléré s'appuie sur une forte accumulation du capital dans des secteurs stratégiques, il faut souligner que les investissements du capital national et notamment public, dans leur recherche de pourvoir aux besoins de l'industrialisation, ont servi en grande partie à attirer le capital étranger et à favoriser sa mise en valeur;

- cette période d'industrialisation accélérée est le témoin d'une accumulation, dont la dégradation de l'environnement et les conditions de vie tragiques pour les habitants ont parfois été les pendants: la zone de Cubatao illustre parfaitement cette confrontation de la production et du social (7);

- cette répartition du capital, si elle a le mérite de rendre complémentaires les secteurs, confine parallèlement les capitaux privés nationaux dans les secteurs les moins dynamiques de l'industrie;

- dès lors, et selon les données de P. CASTELLA, l'appareil industriel brésilien apparaît de plus en plus comme "la juxtaposition d'un sous-système dynamique très concentré et fortement capitalistique et d'un autre sous-système formé de multiples petites entreprises peu dynamiques et peu capitalistiques" (8).

Ainsi, dans l'industrie de transformation, l'investissement augmente de 17,4% par an entre les années 1955 et 1962, avec une moyenne de 22% entre 1955 et 1959.

Cette forte expansion est particulièrement visible dans le secteur des biens d'équipements -ménages et entreprises- puisque celui-ci triple sa participation dans le total de l'investissement industriel, passant de 12% à 38% toujours entre 1955 et 1959. Les investissements dans le secteur du ma-

(7) Voir L. GOLDENSTEIN, S. CARVALHAES, L'industrialisation et la tragédie humaine et écologique à Cubatao (Sao Paulo), 25e Congrès International de Géographie, août 1984.
(8) P. CASTELLA, La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel de 1950 à 1975, Travaux et Documents de l'ORSTOM, ORSTOM, Paris, 1977, p. 11.

tériel électrique augmentent de 38% par an, dans la mécanique de 43% par an, et dans le matériel de transport de 80% par an!

Concernant les biens intermédiaires, alors que le stock de capital dans l'industrie est multiplié par 2 entre 1955 et 1962, la part du secteur dans le total passe de 26,3% à 31,3% entre les deux années. L'accumulation y a donc été aussi particulièrement forte (9).

Bien que le capital privé ait été fortement stimulé par un large système de subventions, ces investissements proviennent en grande partie du secteur public et du capital étranger. Ainsi, la part du secteur publique dans la FBCF totale au Brésil passe de 15,8% en 1947 à 24% en 1955, 40,8% en 1958 et 38,2% en 1960 (10). Les investissements directs étrangers nets augmentent brutalement à partir de 1955: ils sont multipliés par quatre en un an, atteignant 43 millions de US $ cette année-là, et totalisent 565 millions au cours des cinq années suivantes.

Si cette période d'industrialisation marque un tournant dans l'histoire de l'accumulation brésilienne, elle a des conséquences tout-à-fait irréversibles et importantes sur l'évolution des composantes dans les autres sphères de l'économie.

1.1.2 ORGANISATION DU TRAVAIL ET INSERTION INTERNATIONALE

L'entrée des capitaux étrangers s'accompagne également de nouvelles normes dans l'organisation du travail. Selon N. VARGAS (11), les années 30 et 40 sont déjà marquées par

(9) Voir J. SERRA, "ciclos e mudanças...", 1983, pp. 76-77.
(10) W. BAER, A industrializaçao e o desenvolvimento economico do Brasil, 6e édition, Ed. da FGV, Rio de Janeiro, 1985, p. 72.
(11) N. VARGAS, le taylorisme au Brésil, texte présenté au colloque sur Le Taylorisme International, Paris, 1983.

l'introduction d'embryons de principes tayloriens, notamment dans la formation de la bureaucratie industrielle. Cependant, la lenteur de la diffusion liée au degré d'industrialisation du pays fait que le procès de travail reste toujours très traditionnel. Ce n'est qu'au cours de la décennie 50, période de "consolidation du projet capitaliste brésilien" qu'a lieu "la socialisation de la classe ouvrière, le développement des techniques usinières et l'intégration d'ingénieurs et d'administrateurs dans l'industrie". La deuxième phase de transformation du procès de travail date donc du Plan de Metas. Ainsi, "sous l'aspect du procès de travail, la phase de production en masse selon les techniques "fordistes" a été lancée à cette époque-là. (...) La force de travail fut soumise à un type nouveau de discipline et de rythme de production". L'exemple de l'industrie automobile est à cet égard édifiant.

Avec la pénétration des méthodes de rationnalisation des temps et des mouvements de travail dans les segments les plus modernes de l'économie, sont introduites les nouvelles normes de production internationales. En même temps, l'arrivée de nouvelles classes de salariés " de mentalité plus spécifiquement industrielle" se précise.

Pourtant, si l'industrialisation s'accompagne effectivement du développement de la salarisation et avec elle, de l'instauration de règles régissant le Droit du Travail pour les travailleurs qui possédent une Carte de travail (institutionnalisation dès 1940 d'un salaire minimum (SM) permettant la reproduction de la force de travail d'un individu adulte (12), "stabilité" de l'emploi au-delà de 10 ans d'ancienneté, instauration d'un système de sécurité sociale garantissant la retraite et des soins médicaux gratuits), l'évolution des normes de consommation est restée relativement inchangée. Selon A. ZANTMAN, la hausse du salaire moyen réel a été nettement inférieure à celle de la productivité estimée à partir du

(12) Le niveau des prix étant différent d'une zone à une autre, il existe plusieurs niveaux de salaire minimum sur l'ensemble du territoire. De 14 en 1940, ce nombre passe à 34 en 1954 et 28 en 1962. Voir J. SABOIA, Salario minimo, a experiença brasileira, L&PM Edit., Porto Alegre, 1985.

ratio PIB/tête. Pour 100 en 1957, l'indice de la première variable atteint 107 en 1962 alors que celui de la deuxième est supérieur à 125. Quant au salaire minimum, après le rattrapage de décembre 1951 et la tendance à la hausse jusqu'en 1957, son pouvoir d'achat tend progressivement à diminuer -sous l'effet de l'accélération de l'inflation notamment- malgré les réajustements du gouvernement KUBITSCHEK. Il en résulte qu'à l'exception des couches moyennes, il n'existe pas de demande soutenue de la part des salariés. Seules, les classes liées à l'agriculture d'exportation et l'élite de cette nouvelle dynamique industrielle constituent les consommateurs privilégiés sur la période.

Si, sur le plan interne, la logique de l'accumulation se modifie profondément, la logique de l'insertion internationale brésilienne se transforme tout autant.

Le taux d'importation dans l'industrie passe de 13,9% en 1949 à 6,1% en 1964. Bien que l'année 1964 se situe au coeur de la crise qui suit cette période de forte croissance, les résultats restent néanmoins saisissants.

Concernant les biens d'équipements, le secteur de la mécanique voit son coefficient passer de 65,7% à 30,9% entre les deux années. Celui du matériel électrique après avoir atteint 47%, chute à 7,8%. Enfin le matériel de transport: de 51,7%, le ratio s'effondre à 4,8%.

Dans les biens intermédiaires, la métallurgie, chimie, pharmacie, matières plastiques, papier et caoutchouc obtiennent des résultats significatifs de substitution aux importations.

Les biens de consommation courante voient leur coefficient devenir négligeable, souvent proche de 0 (13).

Si la production nationale se substitue de plus en plus aux importations, celles-ci n'en sont pas réduites pour autant en valeur absolue, bien que leur progression soit quasiment nulle. De 1,1 milliard de US$ en 1955, elles atteignent 1,3

(13) J. ADDA, Modèles de développement et insertion..., 1984, p. 278.

milliard en 1962. Mais cette évolution masque des modifications au niveau de la structure même des produits importés. Ainsi, de 15,5% en 1949, la part des biens de consommation (8,9% pour les biens durables et 6,6% pour les non durables) est à 7% en 1962 (2,3% pour la première catégorie et 4,6% pour la seconde). En contrepartie, les combustibles et lubrifiants et les biens de capital accroissent leur participation passant de respectivement 12% et 29,9% à 16,9% et 34,1% (14).

Simultanément, les exportations se sont fondamentalement marginalisées par rapport aux décennies antérieures. Le ratio exportation/PIB passe de 14,4% en 1948 à 7,2% en 1955 et 6,1% en 1960.

TABLEAU 4

BALANCE DES PAIEMENTS 1947-1962

(en millions de US$)

	1947-54	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Bal.commerc.	167	320	437	107	65	72	-23	113	-89
Exportations	1385	1419	1483	1392	1244	1282	1270	1405	1215
Importations	1218	1099	1046	1285	1179	1210	1293	1292	1304
Bal.services	-318	-308	-369	-358	-309	-373	-459	-350	-339
Transferts	-7	-10	-11	-13	-4	-10	4	15	39
Bal.courante	-158	2	57	-264	-248	-311	-478	-222	-389
Bal capitaux	-14	3	151	255	184	182	58	288	181
Inv. directs	13	43	89	143	110	124	99	108	69
Prêts MLT	42	84	231	319	373	439	348	579	325
Amortiss.	-68	-140	-187	-242	-324	-377	-417	-327	-310
Autres	-2	16	18	35	25	-4	28	-72	97
Err.omiss.	7	12	-14	-171	-189	-25	10	49	-138
Bal.Paiements	-165	17	194	-180	-253	-154	-410	115	-346

Source: à partir de P. CASTELLA, La production brésilienne ..., 1977, tableau 20.

En fin de décennie, les exportations couvrent tout juste

(14) M. de F. S. POMBAL DIB, Importaçoes brasileiras:..., 1987, p. 129.

les importations. Déjà, à partir de 1958, l'excédent commercial est de plus en plus incertain. Cette tendance accentue le déséquilibre de la Balance Courante (15), plaçant la Balance des Paiements dans une situation de vulnérabilité croissante vis-à-vis de l'extérieur.

1.2 LA CRISE DES ANNEES 60

La crise économique qui éclate dès la première moitié des années 60 apparaît profondément liée aux désarticulations croissantes et accumulées depuis la phase d'industrialisation intensive de la décennie passée. Le défi de J. KUBITSCHEK, s'il a été un succès sur le plan de l'installation d'une base productive complexe, diversifiée et relativement cohérente, a laissé à la marge d'autres facteurs pourtant tout aussi importants pour la logique de croissance. Ces facteurs sont associés à des phénomènes structurels à la fois internes et externes. C'est pourquoi la crise des années 60 est importante dans la mesure où elle pose plusieurs questions de fonds auxquelles répondra le nouveau modèle de développement des années suivantes mis en place par les militaires.

TABLEAU 5

TAUX MOYENS ANNUELS DE CROISSANCE 1962/1967

	PIB	Industrie	BCD	BCND	BI	BK
1962/1967	3,2	2,6	4,1	0,0	5,9	-2,6

Source: J. SERRA, "ciclos e mudanças...", 1983, p. 58.

(15) En 1960, le déficit chronique de la balance des services est essentiellement dû aux paiements d'intérêts et rapatriements de profits et dividendes (35,2%) et au frêt des marchandises (23,4%).

1.2.1 LES EXPLICATIONS SELON C. FURTADO

Selon C. FURTADO de la CEPAL (16), la crise des années 60 était inévitable dans la mesure où elle est l'aboutissement logique de la stratégie de l'industrialisation par la substitution aux importations. En effet, la stratégie d'industrialisation basée sur la production locale selon les techniques des pays industrialisés, des biens autrefois importés pour les catégories aisées augmente fortement l'intensité capitalistique de la production, ainsi que la productivité du travail dans le secteur industriel. Or, étant donnée l'élasticité de l'offre de la main d'oeuvre, la croissance des gains de productivité ne se répercute pas sur l'évolution des salaires réels. Au contraire, le salaire moyen réel tend à baisser entre 1962 et 1968 (17). Cette évolution a pour conséquence d'accroître la concentration des revenus aux mains d'une minorité privilégiée de la population (oligarchie agro-exportatrice, élite de la classe industrielle). Cette répartition des revenus tend à stimuler la diversification des produits consommés par cette minorité, au détriment de la diffusion par l'élargissement des marchés. Dans ces conditions, la forme structurelle de la demande

- "détermine la forme que doit assumer l'industrialisation" (18);
- crée une situation de sous-optimisation dans l'utilisation des installations (peu d'économies d'échelle), avec des répercussions négatives sur la rentabilité du capital, et donc sur la croissance.

La crise de 1961-1967 serait donc issue de la forme prise

(16) C. FURTADO, Analyse du modèle brésilien de croissance, Ed. Anthropos, Paris, 1974.
(17) D'une base 100 en 1957, l'indice du salaire moyen réel passe de 107,1 en 1962 à 90,8 en 1967 alors que l'indice du PIB/tête atteint 126,9 cette dernière année pour la même année de référence. Voir A. ZANTMAN, J.Y. WANG, L'héritage économique de la "Révolution" de 1964: le Brésil entre l'ajustement et la rupture, Séminaire Economie et Société du Brésil, Cahier n 1, ENS, mars 1985, annexe 7.4.
(18) C. FURTADO, Analyse du modèle brésilien..., 1974, p.47.

par l'industrialisation des années 50 s'appuyant sur la substitution aux importations des biens modernes "consommés par la minorité jouissant de revenus élevés, (biens qui) doivent suivre l'évolution de la consommation des groupes aux revenus moyens et supérieurs des pays beaucoup plus riches" (19). Cette structure de la demande en gênant la diffusion élargie de produits très capitalistiques provoque une baisse de la productivité moyenne du capital diminuant ainsi la rentabilité des investissements. A terme, cette situation entraîne une réduction des investissements qui conduit l'économie vers la crise.

En nous appuyant sur le travail de J. ADDA résumant les réponses apportées par M. da C. TAVARES aux thèses de la CEPAL, plusieurs critiques peuvent être rappelées (20). Selon M. da C. TAVARES, il n'existe pas de contradiction nécessaire entre le processus de concentration des revenus et la croissance économique. Cela pour plusieurs raisons:

- tout d'abord, l'évolution de la structure productive peut ne pas entraîner de baisse de la productivité du capital si l'élévation de l'intensité capitalistique est inférieure ou égale à celle de la productivité du travail (21);
- ensuite, la baisse de la productivité du capital, si elle est compensée par une augmentation du taux d'exploitation de la main d'oeuvre, ne s'accompagne pas forcément d'une baisse du taux de profit -il existe cependant des limites physiques à cette hausse;
- enfin, cette baisse de la productivité du capital apparaît plutôt comme la résultante du processus économique que comme un facteur explicatif de l'évolution macro-économique.

Ces critiques pertinentes étant soulignées, il n'en reste pas moins que l'explication de la crise des années 60 à partir de l'analyse de l'inadéquation de la structure de l'offre et de la demande reste tout-à-fait prépondérante. D'autres ana-

(19) Idem,p 46.
(20) J.ADDA, Modèles de développement et insertion..., 1984, pp. 300-301.
(21) On rappelle que $Y/K = Y/L * 1/(K/L)$.

lyses plus récentes et de démarches différentes mais dont les conclusions convergent, ont été proposées.

1.2.2 LES EXPLICATIONS SELON A. FERNANDES

Selon A. FERNANDES (22), "le changement accéléré de la structure de l'offre (a été) compatible avec la conservation relativement inchangée de la structure de la demande, ne fût-ce que d'une façon provisoire" pour plusieurs raisons:

- il existait déjà pendant les années 50 un marché intérieur préalablement tourné vers l'extérieur ou artificiellement réprimé face aux disponibilités limitées en devises. Il suffisait donc simplement d'internaliser la demande et de la satisfaire par la substitution aux importations des biens de consommation durables;
- les revenus de la bourgeoisie agraire ont été préservés;
- la forme même prise par l'industrialisation reposait sur l'approfondissement et l'intensification des échanges inter-industriels;
- au-delà du rythme accéléré des investissements privés, l'augmentation constante des investissements publics a joué un rôle important sur la demande des biens de production;
- enfin, l'industrialisation a affecté la structure de l'emploi en favorisant l'émergence d'une nouvelle couche moyenne (ingénieurs, techniciens, cadres issus du secteur secondaire et développement du secteur tertiaire).

Mais cette compatibilité momentanée ne pouvait durer en raison du caractère de plus en plus excluant du système d'industrialisation choisi. "L'expansion économique accélérée de la période se fondait pour une large part sur l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière" (23). Le salaire minimum réel tend à baisser depuis 1958 -à

(22) A. FERNANDES, "Le passage à un nouveau mode d'accumulation au Brésil: les racines de la crise en 1964", Critiques de l'Economie Politique, aout-sept. 1974.
(23) Idem, p. 146.

Sao Paulo, l'indice 100 de 1944 passé de 153,8 en 1957 chute à 97,4 en 1966- alors que parallèlement, la productivité du travail évolue favorablement, malgré un rythme plus ralenti dû au ralentissement de l'activité économique.

A terme, cette distribution des revenus pose le problème de l'étroitesse du marché intérieur des biens de consommation durables.

Simultanément, les premiers effets de la grande vague d'investissements liés à la substitution aux importations commencent à s'épuiser. L'élément dynamique de la demande intersectorielle s'épuise donc progressivement.

La capacité productive était suréquipée, du fait notamment de :

- la politique de stimulations aux investissements;
- des perspectives prometteuses du marché interne;
- et du caractère d'indivisibilité et de relative complexité des technologies et du capital importés.

La conjonction de ces facteurs entraîne une forte augmentation des capacités productives inutilisées, qui se répercute sur la rentabilité du capital et le rythme des investissements.

Selon A. FERNANDES, la crise brésilienne des années 60 apparaît comme une crise structurelle de réalisation des marchandises, issue d'une part de l'absence d'un élargissement du marché intérieur des biens de consommation durables, et d'autre part d'une transformation profonde de la structure productive, encouragée notamment par des investissements excessifs.

Si cette explication nous semble tout à fait refléter la réalité des problèmes de l'époque, à savoir la non-réalisation des marchandises due à l'étroitesse du marché intérieur pour cause de non-ajustement de la structure de la demande à l'évolution du celle de l'offre, il ne faut malgré tout pas oublier d'autres phénomènes qui ont concourru à accentuer cette crise.

1.2.3 LES AUTRES FACTEURS DE CRISE ET L'ISSUE FINALE

Tout d'abord, la chute de la capacité d'importations est très importante sur la période. L'indice 100 en 1947 atteint 71,15 en 1955 et 48,27 en 1962 (24). Or, si l'entrée du capital étranger a permis de faire face à cette détérioration au cours du Plan de Metas, elle s'est réduite dès le début de la décennie 60. Parallèlement, les prêts et financements de moyen et long termes sont de plus en plus difficiles à obtenir. Cette conjoncture a pour effet de ralentir la croissance économique et de laisser béant le déficit de la Balance des Opérations Courantes.

Ensuite, les investissements publics ayant été financés en partie par l'émission monétaire, les pressions inflationnistes qui s'en suivent, atteignent des proportions inquiétantes qu'il faut donc contenir en limitant les installations productives. L'effet sur la demande inter-sectorielle est immédiat.

Enfin, la baisse du pouvoir d'achat de l'ensemble des salaires a suscité un mécontentement général, déstabilisant l'assise et la légitimité du gouvernement démocratique. La crise économique se transforme progressivement en une grave crise politique que ne parviennent plus à contrôler les autorités en place.

L'ensemble de ces facteurs de tensions généralisées pousse à la recherche de nouvelles voies de sortie à la crise. C'est par le coup d'Etat militaire du 31 mars et 1er avril 1964 qu'une issue sera proposée.

(24) M. de F.S. POMBAL DIB, Importaçoes brasileiras:..., 1987, tab.19, col 6.
L'auteur calcule l'indice de la capacité d'importation à partir de la formule: Indice de volume exporté * Indice des prix à l'export/Indice des prix à l'import.

Comme le souligne VELASCO e CRUZ (25), et comme nous le vérifierons, "plus qu'un simple coup d'Etat militaire à objectifs localisés", il s'agit surtout de l'expression d'une large coalition recouvrant la totalité des classes dominantes et la plupart des couches moyennes "visant à un projet global de modernisation dans la ligne d'un développement capitaliste avancé".

L'arrivée des militaires au pouvoir s'accompagne de nouvelles orientations dans la politique économique. Un programme de stabilisation est tout d'abord mis en place avec l'adoption de plusieurs mesures destinées à parer aux principaux déséquilibres monétaires et financiers. Les dépenses publiques sont réduites alors que les impôts augmentent. L'accélération de l'inflation -qui atteignait 87% en 1964- oblige à un contrôle accru de l'expansion monétaire. La politique du change devient plus flexible, les exportations peuvent bénéficier de certains avantages (subventions, avantages fiscaux) et les importations sont relativement libérées.

Ces ajustements se déroulent dans un contexte de modernisation des structures économiques et surtout financières. D'importantes réformes sur le plan institutionnel sont engagées:

- réforme bancaire et financière avec la création de la Banco Central do Brasil et une délimitation plus précise des fonctions de la Banco do Brasil et des banques commerciales privées; réforme sur le marché des capitaux; application du principe de correction monétaire; mise en place du système des mini-dévaluations;
- réforme fiscale avec la centralisation du pouvoir fiscal par le gouvernement fédéral, la modernisation du système de prélèvement des impôts;
- réforme administrative.

(25) S. VELASCO e CRUZ, La pertinence des problématiques en termes de régulation pour le Brésil: premiers résultats d'une étude historique, Miméo, Séminaire EHESS (histoire et théorie des crises), Paris, 1985.

La reprise en mains des affaires de l'Etat par les militaires se traduit à la fois par une modernisation de la gestion de l'économie et une forte centralisation des pouvoirs locaux. De plus, dès 1968, la répression au niveau de la vie sociale et politique devient ouverte sous le couvert de la Doctrine de Sécurité Nationale (Acte Institutionnel n 5 notamment).

2. LE "MIRACLE ECONOMIQUE"

Les nouvelles mesures prises par les militaires dès 1964 et l'arrivée de D. NETTO au Ministère des Finances en 1968 vont conjuguer leurs efforts pour relancer la croissance économique. Les résultats sont rapides et performants. Les autorités vont même jusqu'à parler d'un véritable "miracle économique".

Cette croissance accélérée des années 1968-1973 est liée à la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation très spécifique. Globalement, une nouvelle logique dominante s'installe, redéfinissant les modalités de l'articulation de l'offre et la demande, au niveau macro-économique. Cette réorganisation permettra de poursuivre le processus de transformation des normes de production et surtout d'accélérer celui de transformation des normes de consommation.

Parallèlement, avec l'installation de ce nouveau régime, de nouvelles formes de régulation se développent.

L'objet de ce chapitre est de présenter les grandes caractéristiques du nouveau régime d'accumulation et de son mode de régulation, qui s'installent au cours de ces années et qui resteront présentes tout au long de la période considérée dans l'ensemble de ce travail. Cette présentation constituera notre base de départ pour l'analyse de l'ajustement du régime d'accumulation et de son mode de régulation à la crise internationale des années 80.

2.1 FORMULATION D'UN NOUVEAU REGIME D'ACCUMULATION

2.1.1 UN NOUVEAU DYNAMISME DE L'OFFRE

2.1.1.1 LES PERFORMANCES ECONOMIQUES

A la différence des pays industrialisés qui voient leur rythme de croissance s'infléchir dès la fin des années 60, le Brésil connaît une accélération très forte du taux de croissance de son PIB. Le produit réel par tête qui augmentait de 4,7% en moyenne annuelle entre 1955 et 1962 et stagnait entre 1962 et 1967, s'accroit brusquement de 8,2% par an entre 1967 et 1973. La dernière année, la variation était de 11,2%.

Cette expansion s'appuie surtout sur la croissance de la production industrielle, qui atteint 12,7% en moyenne annuelle sur la période, soit plus de 1,5 point que celle du produit.

La production agricole s'accroît toujours de façon irrégulière. Elle évolue néanmoins favorablement, puisque de 1,7% sur la période 1962-1967, la croissance annuelle atteint 4,7% par an entre 1967 et 1973.

Enfin, le secteur des services se développe avec la reprise économique. Ce sont surtout le commerce et les transports qui bénéficient de la relance. Par ailleurs, les réformes accomplies dans les secteurs bancaires et financiers pendant les années 60 favorisent l'expansion des intermédiaires financiers.

Mais d'où provient cette formidable reprise de la production manufacturière?

En se reportant au TABLEAU 6:

CROISSANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITE

	PIB	Industrie	BCD	BCND	BI	BK
1967/1973	11,2	12,7	23,6	9,4	13,5	18,1

Source: J. SERRA, "Ciclos e mudanças...", 1983.

on s'aperçoit que:

- ce sont d'abord les biens de consommation durables qui ont vu leur production véritablement exploser. De 4,1% entre 1962 et 1967, le taux moyen annuel de croissance passe à 23,6%

(1) les six années suivantes. C'est dire l'importance croissante de ce secteur dans la dynamique d'ensemble de l'économie;

- après la phase d'épuisement de la substitution aux importations et la baisse des investissements publics, la demande adressée au secteur des biens de capital semble reprendre puisque la production de ces biens s'accroît au rythme de 18,1% par an entre les deux années considérées;

- les biens intermédiaires poursuivent leur croissance à un taux élevé quoiqu'inférieur à celui des deux secteurs précédents;

- enfin, les biens de consommation non durables, d'un poids prépondérant dans la production industrielle sont relativement dynamiques (9,4% par an) sur la période. Néanmoins, leur part relative tend à la baisse.

Parallèlement, à côté de ces performances industrielles, l'expansion du secteur de la Construction Civile est tout à fait remarquable. Sous l'effet de l'urbanisation croissante, du développement des crédits au logement par l'intermédiaire de la Banco Nacional de Habitaçao (BNH) et de la poursuite de l'infrastructure de base, le secteur du bâtiment croît de 10,9% par an, sur la période.

Comme l'ont montré plusieurs chercheurs (B. CORIAT et J. SABOIA (2), A. ZANTMAN, J.L. ROSINGER, J. CARTIER-BRESSON (3)), la spécificité de cette nouvelle dynamique se trouve

(1)	1964	1968	1972*
production d'			
automobiles	100	149	360
matériel électro-domest.	100	137	314
matériel électronico-domest.	100	185	399

*(janv-oct)
Source: W. BAER, A industrializaçao..., 1985, p. 245.
(2) B. CORIAT, J. SABOIA, Régime d'accumulation et rapport salarial..., 1987
(3) A. ZANTMAN, J. CARTIER-BRESSON, J.L. ROSINGER, Dynamique interne et spécialisation internationale du modèle d'industrialisation brésilien, Rapport final, ENS, CRE, oct.

dans l'explosion de la production des biens de consommation durables permise par la mise en place d'une nouvelle logique de croissance -voir plus loin. Bien que d'un poids relativement marginal dans l'économie, les biens de consommation durables se situent au coeur du processus de croissance. En considérant que l'expansion de la production industrielle s'appuie en grande partie sur la production massive de ces biens modernes à forte intensité capitalistique, on peut dire que la transformation de la structure d'offre au niveau des biens finaux impulse une nouvelle orientation dans la dynamique inter-sectorielle globale.

Cette croissance accélérée des biens de consommation modernes entraîne une expansion significative de la production des biens de capital et intermédiaires que viennent accélérer encore davantage les grands programmes publics et le développement de la Construction Civile.

2.1.1.2 LES BASES DE LA REPRISE INDUSTRIELLE

La reprise de la production industrielle s'est essentiellement appuyée sur deux facteurs:

- la réutilisation des capacités productives laissées vacantes pendant la crise;
- la relance des investissements productifs, privés et publics.

Après plusieurs années de sous-utilisation, l'appareil productif remet en marche ses unités. En 1973, il fonctionne à son plus haut régime (90,5%) alors que la croissance de la production industrielle atteint un taux record: 15,8%. Dans le secteur des biens intermédiaires, les industries de la production de minerais non-métalliques, métallurgie, papier-carton et caoutchouc fonctionnent respectivement à 94,3%, 92,3%, 93,8%, 95,5% de leurs possibilités.

1987.
J. CARTIER-BRESSON, L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte économique externe, Papier de recherche du CREI, Université Paris XIII, août 1985.

Au-delà de la remise en marche des capacités productives, de nouveaux équipements sont installés à l'initiative des secteurs privé et public. Ainsi, entre 1970 et 1973, le taux d'investissement (FBCF/PIB) calculé à prix constants de 1980 est passé de 20% à 23% et le taux moyen annuel de croissance de la FBCF atteint 17,7% (4). Selon les données de L.G. COUTINHO et H.P. REISCHTUL (5), ce dernier taux restreint au secteur privé aurait été entre ces deux années de 15,8%, celui du secteur public de 17,3%, et celui des entreprises publiques de 21,8%.

Cette évolution de l'accumulation s'explique notamment par l'engagement croissant du secteur public dans les biens intermédiaires. Déjà fortement présent, celui-ci devient prépondérant dans l'industrie de l'acier (6), l'extraction des minerais (CVRD), le pétrole et l'industrie pétro-chimique (7) en mettant en place d'importants programmes de modernisation et d'expansion des capacités productives. Parallèlement, les investissements publics sont également présents dans l'élargissement de l'infrastructure. Dans le domaine énergétique, après la création d'ELETROBRAS en 1962, d'autres projets d'augmentation des capacités génératrices d'énergie sont réalisés: COPEL, CEMIG (MG), CESP (SP), ELETROSUL en 1969, ELETRONORTE en 1973, ITAIPU Binacional en 1973.

Côté secteur privé, les efforts sont remarquables dans la modernisation des secteurs de biens de consommation courante, à la fois pour satisfaire la demande interne et pour développer les exportations.

Ces investissements sont rendus possible par les très

(4) Voir le tableau 1.4: Structure du PIB par secteurs de la demande, situé dans l'annexe.
(5) L.G. COUTINHO, H.P. REISCHTUL, "Investimento estatal 1974-1980: ciclo e crise", in Desenvolvimento Capitalista..., vol 2, 1983.
(6) Après l'implantation d'USIMINAS et de la COSIPA en 1962 et 1963 respectivement, l'entreprise publique SIDERBRAS est constituée en 1973.
(7) En 1967, est créée l'entreprise PETROQUISA, et au cours du "miracle", le pôle pétrochimique de Camaçari au Nordeste commence à être installé.

forts taux de profit qui émanent des entreprises brésiliennes. En plus d'un taux de plus-value très élevé -en 1970, 40% du temps de travail est réservé à la reproduction de la force de travail de l'ouvrier-, l'élévation de la productivité du travail, notamment dans le secteur des biens-salaires, a permis d'améliorer largement la profitabilité de l'entreprise (8).

Toutefois, si le boom de l'activité économique s'est basé sur la réutilisation du potentiel productif et la relance de l'investissement, le relâchement des contraintes pesant sur l'entrée de produits étrangers - voire même les stimulations au développement de ces achats- modifie le rapport Brésil/extérieur entretenu depuis plusieurs années. Le ratio importations/PIB (à partir des données en cruzeiros constants de 1980) augmente avec la reprise et passe de 11% en 1970 à 14% en 1973.

Cet accroissement s'explique notamment par le développement des achats de biens intermédiaires et d'équipement, stimulé entre autres par le dynamisme de la croissance industrielle, la saturation des installations locales, l'absence des produits requis sur le territoire national et la préférence donnée parfois aux produits étrangers.

2.1.2 LES BASES DU REGIME D'ACCUMULATION BRESILIEN

2.1.2.1 LES NOUVELLES CARACTERISTIQUES DE LA DEMANDE FINALE

Cette brutale reprise de la croissance dont la principale composante dynamique repose sur l'accélération de la production des biens de consommation durables, n'aurait jamais pu

(8) Voir à ce sujet le texte de J.L. ROSINGER, Rates of surplus value, organic compositions and rates of profit in Brazil (1970-1975): an input-output experiment in the marxian tradition, présenté à la Conférence sur "Les perspectives internationales sur la profitabilité et l'accumulation", Université de New-York, 16-18 sept. 1988.

être réalisée si, parallèlement, les conditions d'absorption de cette marchandise n'avaient pas été profondément modifiées.

En fait, ce sont fondamentalement de nouvelles normes de consommation qui s'affirment. Les années 60 avaient déjà vu certains changements significatifs des comportements, notamment dans la composition du panier de biens nécessaires à la reproduction de la force de travail. La part du budget attribuée aux biens de première nécessité (nourriture, boisson,...) s'est réduite progressivement laissant place à des produits plus diversifiés et plus sophistiqués. Mais la véritable "modernisation" des modes de vie se précise au cours des années 70.

Aussi, bien que fondamentalement inégalitaire et excluant -comme on le verra dans ce qui suit-, le modèle de croissance brésilien mis en place par les militaires en 1964 s'appuie sur une reformulation des normes de consommation diffusée à l'ensemble de la population, même la plus exploitée et la plus démunie.

2.1.2.1.1 Les conditions de la reprise

La diffusion élargie des biens de consommation durables auprès de la société brésilienne a été permise par plusieurs facteurs. D'un côté, les mesures de politique économique prises par le gouvernement ont visé à élargir l'accès aux biens de consommation durables à de nouvelles couches de la population. D'autre part, des facteurs socio-culturels traduisant l'adaptation des modes de vie à la nouvelle dynamique de croissance permettent de prolonger ces valeurs sur le long terme.

Si en 1960, la répartition des revenus de la Population Economiquement Active agée de plus de dix ans (PEA) était déjà inégalitaire, cette caractéristique s'est accentuée encore davantage au cours des années 70. Selon les données de l'IBGE

(Instituto Brasileiro de Geografia e Estatistica), en 1960, 50% de la population recevait 17,4% du revenu. En 1970, leur part atteignait 14,9%. Simultanément, les 10% les plus riches voyaient leur part passer de 39,6% à 46,7% avec une participation encore accrue du dernier 1%.

TABLEAU 7

DISTRIBUTION DU REVENU DE LA POPULATION ACTIVE

Décile des plus pauvres aux plus riches	pourcentage du revenu 1960	1970
10%		1,2
10%		2,2
20% les plus pauvres	3,9	3,4
10%		2,9
10%		3,7
10%		4,9
50% les moins riches	17,4	14,9
10%		6,0
10%		7,3
10%		9,9
10%		15,7
10%	39,6	46,7
5% les plus riches	28,3	34,1
1% le plus riche	11,9	14,7
Total	100	100

Source: A partir des données de B. CORIAT, J. SABOIA, Régime d'accumulation et rapport salarial..., 1987 et de l'Anuario Estatistico do Brasil, IBGE.

La reprise de la consommation finale s'est donc faite par une torsion encore plus forte dans la distribution des revenus, polarisant davantage la société brésilienne en deux groupes de masse largement différente. Cet accroissement des inégalités en augmentant le revenu des plus riches et en favorisant le développement d'une nouvelle classe moyenne -par le biais de la baisse du pouvoir d'achat de la majorité de la population- a permis à la fois d'augmenter la demande finale

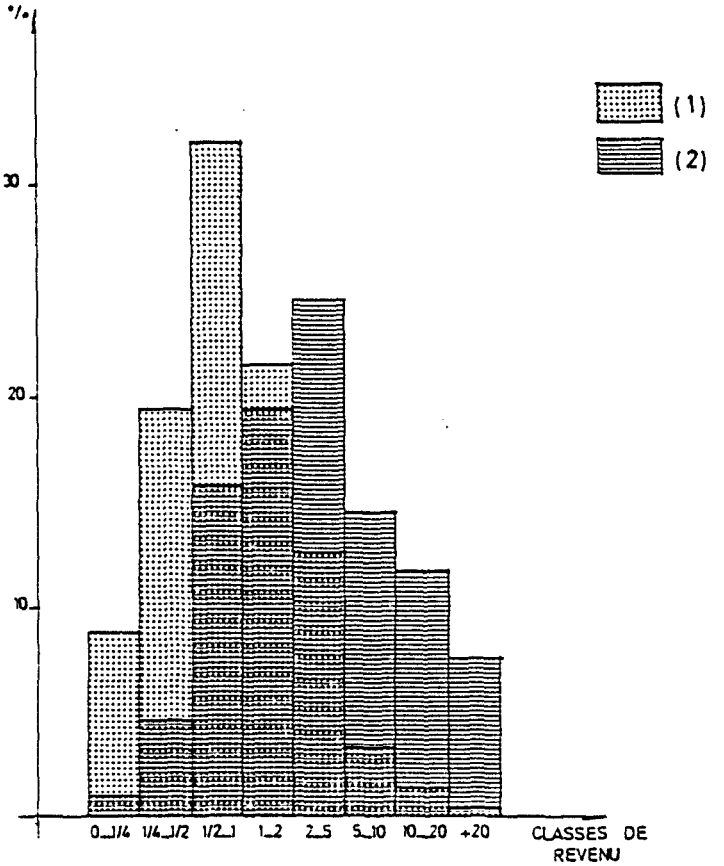
globale et solvable et d'encourager l'épargne intérieure -dont la propension augmente avec le niveau de revenu. C'est donc l'émergence d'une nouvelle demande solvable résultant de la montée d'une nouvelle classe moyenne qui permet de résoudre le problème de l'étroitesse du marché interne.

Pourtant, si dans les pays occidentaux où la répartition des revenus est relativement égalitaire, la classe moyenne commence par englober le personnel d'encadrement, techniciens, etc.., dans le cas du Brésil, elle peut contenir les ouvriers travaillant sur le secteur formel du marché du travail (9). Par exemple, un ouvrier qualifié peut gagner entre 5 et 10 SM par mois, ce qui le classait en 1970, parmi les 10% les plus riches de la population. La majorité de la population, soit 80%, reçoit cette même année, au plus 2 SM. On voit donc que cette classe moyenne est composée de personnes aux origines et aux degrés de qualification très divers. Pour mieux comprendre cette observation, on peut se reporter au graphique suivant. Celui-ci nous montre le pourcentage de la PEA, par catégories de revenus mensuels ainsi que la part de revenu attribuée à chacune de ces catégories.

(9) nous reviendrons plus en détail sur la définition du secteur formel, pour l'instant, on suppose qu'il recouvre la partie du marché du travail organisée et "protégée" selon les lois officielles.

GRAPHIQUE 1

HISTOGRAMME SUR LA DISTRIBUTION DE LA PEA AVEC UN REVENU (1) ET LA REPARTITION DU REVENU DE LA PEA (2) SELON LES CLASSES DE REVENUS MENSUELS

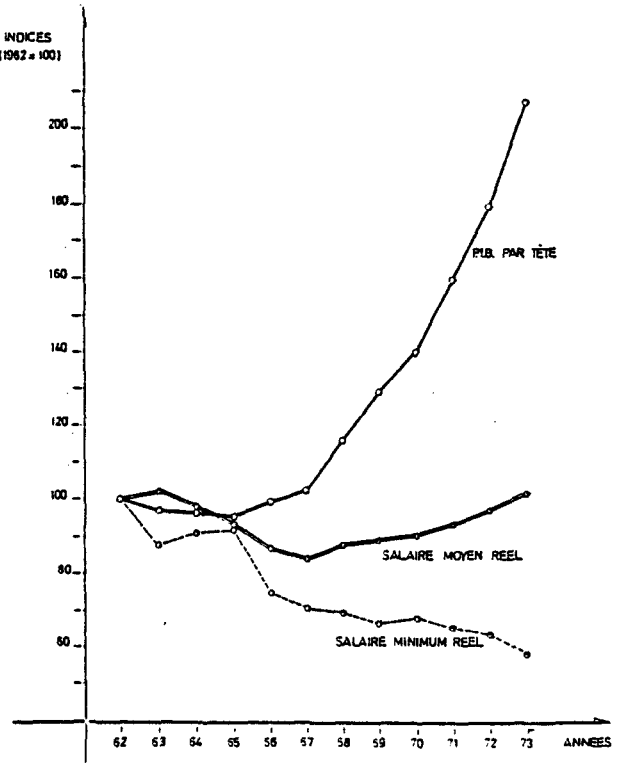


Source: Anuario Estatistico do Brasil, IBGE.

Cette évolution se traduit, au niveau des salaires réels, par la poursuite de la baisse du salaire minimum. L'indice de base 100 en 1962 qui était tombé à 90,8 en 1964, chute à 58,3 en 1973. Cette stratégie se justifie selon les instances gouvernementales, par la volonté de ne pas porter atteinte à la politique de stabilisation des prix instaurée depuis 1964. Le salaire moyen, quant à lui, après la baisse de son pouvoir d'achat jusqu'en 1967, augmente légèrement en termes réels: en 1973, il retrouve à peine le niveau qu'il avait dix ans plus tôt. Son évolution globale est très inférieure à celle des gains de productivité dans l'industrie manufacturière.

GRAPHIQUE 2

EVOLUTION DU PIB/TETE, DU SALAIRE MINIMUM REEL ET DU SALAIRE MOYEN REEL (1962-1973)



Source: A. ZANTMAN, J.Y. WANG, L'héritage économique..., 1985.

Mais au-delà de cette répartition très caractéristique des revenus, d'autres facteurs d'origine économique interviennent dans la diffusion "élargie" des biens de consommation durables. Tout d'abord, les meilleures conditions de valorisation du capital (remise en service des capacités de production oisives, économies d'échelle,...) ont permis de réduire les prix relatifs des produits industriels par rapport à l'Indice Général des Prix. Dans les industries de biens d'équipement, la variation est particulièrement sensible. Selon P. CASTELLA, entre 1970 et 1975, l'indice des prix relatifs du secteur des biens d'équipement ménager par rapport à l'ensemble du secteur manufacturier est tiré vers le bas. Dans les industries de l'électro-ménager, l'indice des prix de gros pondéré par l'IGP passe de 0,86 en 1970 à 0,58 en 1975.

De même, une certaine diversification des produits appa-

raît, encouragée à la fois par une forte rotation des biens acquis par les ménages les plus riches, et également par la diversité des marchés auxquels s'adressent ces biens.

Enfin, un dernier facteur reste à souligner: la diffusion massive des crédits à la consommation. Ces crédit couvrent l'ensemble du territoire et s'adressent à un maximum de population solvable. Dans le cas de l'automobile par exemple, les crédits sont ouverts aux populations recevant entre 3,5 et 30 SM.

Si ces facteurs d'origine économique ont fortement stimulé la consommation des biens modernes, d'autres éléments tout aussi importants sont intervenus dans le domaine des comportements sociaux. La décennie 70, qui s'ouvre avec la période du "miracle", marque un tournant profond dans cette évolution. Pour cette partie du travail, nous nous inspirons principalement de recherches de A. ZANTMAN, J. CARTIER-BRESSON et J.L. ROSINGER.

Tout d'abord, l'accroissement des besoins en main d'oeuvre, conséquence de la relance de la production, a entraîné un exode massif des populations rurales vers les centres industrialisés. Les régions Sud et Sud-Est ont subi, à cette époque, un gonflement très important de leurs effectifs en zones urbaines. Au cours de la décennie 70, plus de 17 millions de la population rurale, soit 42% de la population rurale de 1970 (10), ont déserté leur habitation pour s'installer dans des villes ou zones urbaines en expansion. Le "choc culturel suivant l'émigration" est inévitable. La diffusion de l'information, la mise à disposition rapide des biens proposés, l'effet d'imitation accentué par la publicité et la scolarisation croissante des enfants, tous ces facteurs concourrent à diffuser de nouveaux modes de vie, de type urbain, et à favoriser l'acquisition de ces biens.

Parallèlement, cette modernisation des modes de vie se

(10) A. ZANTMAN et alii, Dynamique interne et spécialisation..., t. I, pp. 49-53.

traduit par une "transition démographique". Celle-ci est caractérisée par le développement des familles restreintes (les enfants partent plus tôt de chez leurs parents, les ménages sont de plus en plus jeunes, la taille de la famille diminue) et la baisse du taux de natalité (de 3% par an dans les décennies 50 et 60, il passe à 2,3% pendant les années 70). Il faut souligner également la hausse de l'offre de travail au sein d'une même famille, et plus particulièrement, le développement du travail féminin. Les foyers sont donc moins nombreux et comprennent plus de personnes travaillant à l'extérieur, donc recevant un salaire.

Cette évolution de la structure familiale aura pour effet d'atténuer les disparités de revenu de la PEA. Toujours selon le travail de A. ZANTMAN et son équipe, l'inégalité des revenus au sein de la population active était à peu près identique à celle des revenus familiaux pendant la décennie 60. Les années suivantes, cette convergence tend à s'affaiblir : une baisse de l'inégalité des revenus familiaux semblerait être observée, contrairement aux revenus de la PEA, comme on l'a vu précédemment (11).

2.1.2.1.2 La diffusion des biens de consommation durables

Ces nouvelles conditions de formation de la demande finale des ménages se répercutent directement sur le profil des biens de consommation achetés par la population. Comme on peut s'y attendre, et à partir des facteurs explicités ci-dessus, la diffusion de certains biens durables est largement supérieure à ce que la seule répartition du revenu ne le laisserait supposer. Certes l'accroissement des revenus et des inégalités a joué un rôle prépondérant, mais l'extension du crédit, la différenciation des produits, la baisse des prix relatifs et l'urbanisation ont été des facteurs tout-à-fait indispensables à cet élargissement. Ainsi, en 1972, 70% des ménages ont une

(11) Idem, pp.34-38.

radio, 49% une machine à coudre, 47% un fer électrique, 32% un téléviseur, 31% un réfrigérateur, 17%, une bicyclette, 12%, une automobile, 6% une machine à laver et 4% un aspirateur (12).

Ces taux de possession, déjà élevés pour certains biens, masquent malgré tout d'importantes disparités entre d'un côté le Nord et le Sud du pays, d'un autre côté, entre population urbaine et population rurale. Ces différences sont liées notamment à la présence ou non de l'électricité. Ainsi, en 1970, 68,7% des ménages habitant le Sud-Est ont accès à l'électricité (dont 95,2% des ménages habitant dans l'Etat de Guanabara (13), 80,5% celui de Sao Paulo et 68,6% celui de Rio de Janeiro (14)) alors que seulement 23,3% des ménages du Nord-Est en sont équipés. Parallèlement, 76,8% des 56% de la population vivant en zone urbaine (hors banlieue) sur l'ensemble du territoire profitent de l'électricité contre 8,4% des 41,7% des ménages vivant en zone rurale (15).

Sans différencier ces deux variables -région et zone-, mais en mettant en évidence le revenu moyen par familles, il apparaît, selon les données d'origine de la PNAD (Pesquisa Nacional por Amostra de Domicilios), qu'en 1972 :

- l'ensemble des ménages recevant plus de 1 SM possède une radio;
- le poste de télévision et le réfrigérateur sont essentiellement diffusés à 75% des catégories recevant plus de 5 SM, soit des 15% des ménages les plus riches ;
- enfin l'automobile reste le bien de luxe, puisqu'elle ne touche qu'à peine plus de 65% des 6,1% les plus riches -ceux recevant plus de 10 SM-, les foyers gagnant jusqu'à 5 SM étant exclues du marché de l'automobile.

(12) J. WELLS, Under consumption, market size and expenditure patterns in Brazil, Centre of Latin American Studies, Working Papers n 24, Université de Cambridge, 1976, p. 13.
(13) Nom du district fédéral, avant que la capitale ne soit transférée à Brasilia, correspondant à l'actuelle ville de Rio de Janeiro.
(14) L'ancien Etat recouvrant aujourd'hui l'actuel Etat de Rio, moins sa capitale.
(15) J. WELLS, Under consumption,..., 1976 , p. 19.

Comme on le voit en 1972, la possession de biens de consommation moderne reste très concentrée aux mains des catégories privilégiées, bien que, dans le cas de certains biens, la population moins favorisée est également propriétaire.

Ces chiffres ne différencient pas, pourtant, biens neufs/biens d'occasion. Or, le renouvellement rapide des biens dans les classes les plus riches permet d'alimenter un marché de l'occasion de plus en plus prospère. Ce phénomène de rotation est permis bien sûr par l'accroissement des inégalités, et donc l'accélération de la diffusion des biens neufs auprès des classes à revenu élevé.

2.1.22LA NOUVELLE ARTICULATION DU REGIME D'ACCUMULATION

Après cette rapide présentation de l'évolution des profils de l'offre et de la demande internes, nous nous devons de mieux caractériser cette nouvelle articulation en termes de logique dominante du régime d'accumulation brésilien. Cette synthèse fournira les hypothèses de départ auxquelles nous nous référerons dans la suite du travail, et plus particulièrement lorsque nous étudierons la crise des années 80 et les effets de la contrainte externe sur la logique du régime d'accumulation.

Tout d'abord, il nous apparaît clairement que la reprise de la croissance interne a été permise par un profond réajustement des conditions de formation de la demande finale interne solvable. Le marché interne s'est progressivement développé, suite notamment à la hausse des revenus des catégories les plus favorisées et l'émergence d'une nouvelle demande issue des classes moyennes. Quant au reste de la population, c'est-à-dire la majorité, elle a été exclue de plus en plus de la sphère de consommation. On peut donc affirmer que le régime d'accumulation brésilien mis en place dès 1964 est de nature

polarisante, et paradoxalement fortement auto-centré, dans la mesure où il repose presque exclusivement sur la dynamique de son marché interne. De plus, comme l'a souligné J. SABOIA, ce marché est un marché de renouvellement. Les biens de consommation modernes devenant obsolètes assez rapidement vont alimenter un marché de l'occasion assez important. Sans jouer un rôle prépondérant, cette caractéristique permet de soutenir dans une certaine limite la diffusion des biens et de favoriser la rentabilité des investissements. Cette forme très spécifique de la demande finale, liée à la nature de la répartition du revenu, permet donc une production massive des biens de consommation modernes destinée à un large marché en terme absolu, alors même que la consommation est particulièrement restreinte, en termes relatifs -à l'inverse des pays développés où le régime d'accumulation est centré sur la consommation de masse.

Mais au-delà de cet appel lancé au secteur des biens de consommation moderne, toute la dynamique de l'appareil productif est concernée. Le travail fait par J.L. ROSINGER et J. CARTIER-BRESSON, basé sur une analyse sectionnelle de la structure productive brésilienne est très instructif à cet égard (16). Elaboré à partir des Tableaux des "Entrées-Sorties" de 1970 et 1975 fournis par l'IBGE, il permet de confirmer et d'étayer certaines conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Après avoir "fermé" les sections S1 et S2 -respectivement celle produisant les biens nécessaires à la production et celle produisant les biens destinés à la consommation des ménages- en ventilant la section exportatrice selon la structure des importations de chacune des autres sections, les deux auteurs mettent en évidence certaines modifications fondamentales affectant l'évolution de la structure productive au cours de la première moitié des années 70.

Si le poids relatif de S1* (section fermée) dans la valeur ajoutée est très important et reste stable sur la période, le taux d'investissement de S1* est inférieur à celui de S2*,

(16) A. ZANTMAN et alii, Dynamique interne et spécialisation..., t. II, pp. 4-15.

malgré une croissance parallèle entre les deux. Simultanément, la part relative de l'emploi tend à se réduire dans S2*. De ces observations, il ressort que la section des biens de consommation tend à modifier ces propres caractéristiques. L'effort d'accumulation conjugué à la baisse de l'offre relatif d'emploi entraîne un accroissement rapide du capital par tête. De plus, l'avantage de S1* par rapport à S2* en terme de productivité apparente du travail tend à se réduire sous l'effet d'une accélération du rythme de croissance de la productivité dans la deuxième section. Dès lors, une transformation importante des conditions de production des biens de consommation se met en place alors que parallèlement, la section S1* reste relativement inchangée, sous l'effet notamment de la réutilisation des capacités productives restées oisives pendant la crise des années 60 et des transformations passées issues du Plan de Metas.

A un niveau plus fin d'observations, c'est-à-dire en différenciant à l'intérieur de S2*, la sous-section S2A* des biens de consommation destinés aux 20% les plus riches de la population et la sous-section S2B* des biens destinés aux 80% les plus pauvres, on s'aperçoit que sur toute la première moitié des années 70, 50% de la production de la section est absorbée par la première sous-section et 50% par la seconde. Par contre, les caractéristiques varient. Ainsi, la première est moins intensive en main d'oeuvre, la productivité apparente du travail y est donc supérieure et ce, de façon de plus en plus affirmée pendant la période considérée. De plus, la nature des biens consommés par la population aisée exige des méthodes de production nécessitant un besoin croissant en biens d'équipement.

Dès lors, une articulation spécifique S2A*/S1 (et à l'intérieur, la sous-section des biens d'équipement destinés à produire les biens de consommation) se met en place au cours de cette première moitié des années 70. La nature des produits consommés par la minorité privilégiée de la population et le dynamisme de leur diffusion permet de modifier fondamentalement les caractéristiques de la structure productive dans la

mesure où la transformation des normes de production dans S2* et plus spécifiquement dans S2A*, définit une meilleure articulation avec S1*.

Il s'agit donc d'une industrialisation à dominante moderne dans la mesure où elle est axée sur la diffusion de biens de consommation moderne de type fordiste (c'est-à-dire faisant appel aux techniques de production fordistes), donc fortement intensifs en capital et créant des effets "porteurs" d'entraînement vers l'amont par le biais des échanges inter-industriels. Cette industrialisation est, par ailleurs, intensive dans la mesure où la productivité du travail augmente de façon significative à cette époque et où le capital par tête s'accroît.

De plus, si l'on assiste à un élargissement de la sphère de la consommation pour une catégorie privilégiée de la population, on a pu vérifier que simultanément, la majorité reste largement insolvable. La croissance des inégalités dans la distribution des revenus permet d'employer une main d'oeuvre bon marché et souple, du fait notamment de la répression -syndicale et sociale- et des nouvelles lois réglementant le rapport salarial. La faiblesse des salaires versés, alors que le rythme de croissance des gains de productivité ne cesse de s'accélérer, garantit les meilleures conditions de valorisation du capital. Les profits augmentent avantageusement, favorisant l'accumulation.

Le régime d'accumulation dominant qui apparaît à partir de la fin des années 60 est donc de nature fortement polarisante et centré vers la demande finale interne de biens de consommation durable. Le caractère capitalistique de ces biens crée un effet d'entraînement et stimule l'amont de la structure productive. Ils favorisent l'industrialisation intensive et deviennent l'élément moteur de la croissance.

Avant de terminer cette section, il nous semble important d'aborder une question. En effet, on peut se demander justement pourquoi le Brésil a mis en place un régime

d'accumulation aussi excluant. Si d'autres pays, tels les quatre nouveaux pays industrialisés asiatiques -Singapour, Taïwan, Hong-Kong, Corée du Sud- sont parvenus à un stade d'industrialisation comparable à celui du Brésil en ayant une distribution des revenus relativement homogène, pourquoi le Brésil a-t-il dû appliquer une distribution aussi inégalitaire?

Pour répondre à cette question, nous nous sommes appuyés plus spécifiquement sur l'expérience de Taïwan (17). Nous avons comparé les conditions économiques, politiques et naturelles de l'un et l'autre des deux pays. Il ressort que:

- l'étroitesse de l'île et les limites naturelles du marché interne dans le cas de Taïwan contraste avec l'étendue quasi-continentale du Brésil et l'importance de sa population. 15% des consommateurs brésiliens les plus riches suffisent à créer un effet de levier sur la production industrielle et à créer une dynamique propre d'accumulation. 15% de consommateurs solvables taïwanais constituent un marché trop restreint pour stimuler toute forme d'industrialisation;

- le Brésil n'a jamais connu de réforme agraire, au contraire de Taïwan qui entre 1949 et 1953 et sous le contrôle des Etats-Unis procédait à une redistribution des terres, abolissant les privilèges des grands propriétaires terriens et favorisant l'élévation du revenu par tête;

- un autre facteur d'origine politique nous semble tout à fait important dans cette explication. A l'opposé du Brésil, l'île asiatique est toujours restée dominée par des instances non locales (la Chine du continent d'abord, Japon ensuite puis la Chine continentale à nouveau). Ces autorités successives ont donc été à chaque fois indépendantes des intérêts d'une oligarchie locale qui auraient pû gêner au processus de redistribution. Dans le cas du Brésil, même l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964 n'aurait pû avoir lieu si la bourgeoisie nationale n'avait pas donné son soutien;

-enfin et peut-être surtout, l'aide américaine qui a atteint 1,5 milliard de US$ entre 1951 et 1965 dans le domaine

(17) R. DUMONT, Taïwan, le prix de la réussite, Cahiers Libres, Ed. La Découverte, Paris, 1987.

civil et 2,5 milliards dans le domaine militaire, a permis d'évacuer le problème des devises et de financement de la substitution aux importations -on peut ajouter d'ailleurs qu'à l'époque de la colonisation japonaise, ont été installées des industries de base importantes et relativement complexes. Or, dans le cas du Brésil, ce financement s'est fait par un appel pressant aux capitaux étrangers et un très fort taux d'exploitation de la main d'oeuvre.

A défaut de pouvoir aller plus loin dans les réponses, ces quelques pistes peuvent donner un premier éventail des raisons explicatives de ces différences de stratégie dans la répartition des revenus.

2.1.2.3 LE NOUVEL ESSOR DES EXPORTATIONS

Si la demande finale globale provient essentiellement de la population locale, le poids des exportations, après une tendance à la baisse, recommence à s'accroître, avec la reprise de l'industrialisation.

De 5,4% du PIB en 1967, les ventes de marchandises à l'étranger atteignent 6,0% en 1970 et 7,2% en 1973 et la participation des exportations de produits manufacturés dans les exportations totales ne cessent de s'accroître: 8,1% en 1965, 15,2% en 1970 et 23,1% en 1973 (18). Même si elles restent toujours marginales, leur évolution témoigne d'un regain d'intérêt en leur faveur. Et si le système des mini-dévaluations, à défaut de corriger le taux de change réel, le maintient à un niveau constant par rapport aux prix internationaux, les incitations fiscales, crédits subventionnés et autres (19) permettent de compenser ce manque de stimulation

(18) Voir tableaux 3.1 et 3.2 in Politica industrial e exportaçoes de manufaturados do Brasil, FGV/Banque Mondiale, Rio de Janeiro, 1983. Les premières données sont fournies à partir de cr$ courants, les secondes de US$ courants.
(19) "En 1971, selon E.M. SUPPLICY, la combinaison des subven-

par le taux de change. Pourtant, l'instabilité de l'équilibre de la balance commerciale, liée à la forte accélération des importations -en biens d'équipement et de capital- est de plus en plus marquée.

Plusieurs constats peuvent être faits quant à la reprise des exportations.

Tout d'abord, au niveau mondial, la participation des produits brésiliens sur le marché mondial passe de 0,86% en 1968 à 1,16% en 1973.

Ensuite, la relance de la production industrielle se traduit par une augmentation de la part des produits industriels exportés, au détriment des produits primaires. De 85,4% en 1964, ces derniers comptent pour 66,1% des ventes totales.

Malgré cette rétraction relative, les produits primaires restent donc toujours prépondérants : le café et le minerai de fer concentrent à eux deux respectivement 26,2% et 8,5% des exportations totales en 1971. De plus, à l'intérieur même des produits classés industriels, il en existe certains dont la valeur ajoutée industrielle est faible (huile de soja, sucre) et le prix soumis aux cotations du marché international. La valeur des exportations est donc très vulnérable aux variations des cours sur le marché international. Plus globalement, les termes de l'échange brésiliens restent très soumis à l'évolution des prix externes de ces produits d'origine agricole et minérale. C'est pourquoi, en substituant ses exportations primaires traditionnelles par des exportations plus complexes et transformées, le Brésil tente à la fois de s'adapter aux nouvelles conditions du commerce international et de réduire sa vulnérabilité aux variations des prix des produits primaires.

tions et stimulations fiscales a permis à elle seule que le prix des exportations atteigne en moyenne 64% des prix du marché interne sans que les bénéfices des exportateurs ne soient atteints." De même, dans les exportations manufacturières, "au moins 50% du prix est pris en charge par les subventions" in V. CHAUFFERT-YVART, Modèle de croissance brésilien et lutte contre l'inflation, Thèse de 3e cycle, 1979, Université Paris I, p. 401.

Au travers de la croissance des produits industriels exportés, se dessinent des formes d'insertion internationale plus ou moins extraverties selon les branches. Ainsi, les industries de l'alimentation, du tabac, du cuir, du bois et le textile sont celles qui exportent le plus, proportionnellement à leur production. Les parts vont de 20% à 10%. Comparée à 1967, la croissance de cette extraversion a été particulièrement forte pour l'alimentation, le tabac et le textile (20).

Ainsi, en mettant en avant ses avantages comparatifs (bas prix de la main d'oeuvre, matières premières abondantes) dans des secteurs où la demande internationale est encore forte, il substitue ses exportations primaires par des produits industriels traditionnels. Mais, si les secteurs concernés sont les plus extravertis, ils restent de toute façon principalement orientés sur le marché interne.

Après cette première présentation de la nouvelle formulation du régime d'accumulation mis en place par les militaires en 1964, nous sommes à même de mieux comprendre la dynamique de la période du "miracle". Fortement centrée vers la demande solvable d'une minorité étroite de la population locale, représentant l'ancienne classe bourgeoise et la nouvelle classe moyenne, la production industrielle se libère de ses carcans antérieurs. L'élargissement du marché intérieur par le développement d'une nouvelle demande crée un effet de levier sur l'appareil productif.

Parallèlement, la dépendance externe augmente avec la croissance, surtout dans les secteurs des biens intermédiaires et de capital. Pour parer à cela, les exportations s'accélèrent et se modifient au profit d'une substitution des produits manufacturés aux produits primaires. Mais si elles tentent de s'adapter aux réalités interne et externe, elles ne jouent pas un rôle important dans le processus d'accumulation.

(20) Voir tableau 19 in Politica industrial e..., 1983.

2.2 L'AJUSTEMENT DU MODE DE REGULATION

Cette période de croissance accélérée n'aurait pu avoir lieu si, conjointement n'avaient pas existé des formes de régulation très spécifiques dans l'économie. Les deux plus importantes sont certainement le rapport salarial et avec lui la politique salariale, et les formes de financement de l'accumulation.

2.2.1 LE RAPPORT SALARIAL

L'étude du rapport salarial dans l'industrie brésilienne est fortement intéressante dans la mesure où:

- il constitue l'un des pilliers des éléments de régulation permettant le développement du modèle de croissance brésilien;
- "d'une manière générale, les formes d'institutionnalisation visent à instaurer des "butoirs", des points d'irréversibilité dans l'exploitation du travail ; dans le cas du Brésil, au contraire, la forme de codification instaurée va favoriser des manipulations susceptibles d'introduire, de période en période, de fortes amplitudes dans les conditions réelles de formation des revenus salariaux et d'exploitation du travail" (21);
- à partir de là, la spécificité du rapport salarial repose sur l'apparence des modes d'ajustement de type concurrentiel, alors même que certains aspects de ces modes sont fortement administrés;
- même dans la limite de cette gestion concurrentielle spécifique du rapport salarial (fluidité sur le marché du travail, notamment), ses effets s'insèrent dans l'effort du bou-

(21) B. CORIAT, J. SABOIA, Régime d'accumulation et rapport salarial..., 1987, p. 14.

clage macro-économique d'ensemble.

2.2.1.1 LA QUESTION DES SALAIRES

Au niveau de la politique salariale, plusieurs modifications interviennent à partir du coup d'Etat militaire de 1964.

Tout d'abord, les salaires sont désormais réajustés annuellement sur la base d'un indice officiel calculé à partir de l'inflation de la période écoulée et de l'estimation de l'inflation future. Ensuite, est officiellement institué le principe d'indexation sur les gains de productivité

Plusieurs remarques doivent être apportées à ces nouvelles mesures car si la politique salariale a été l'un des instruments privilégiés de différenciation et de croissance des inégalités, c'est bien parce qu'elle le permettait. Tout d'abord, soulignons que l'indice de réajustement annuel des salaires était fixé par les autorités. Cette prérogative attribuait désormais à l'Etat un rôle majeur dans le processus d'évolution des salaires. Comme le souligne S. VELASCO e CRUZ, même la Justice du Travail était "ligotée par rapport aux coefficients officiels". Désormais, et ce dans un contexte de fortes répressions anti-syndicales et anti-sociales, l'ensemble des entreprises est chargé d'appliquer cet indice dans les réajustements.

Ensuite, il nous faut rappeler ce que représente le Salaire Minimum dans l'économie brésilienne. Institué dès 1940 dans le but de fixer un seuil minimum de revenu permettant la reproduction de la force de travail d'un individu adulte, il joue un rôle central dans le processus de différenciation. En effet, en plus d'être le revenu effectif d'une grande partie des travailleurs du secteur formel du marché du travail et la référence des revenus des travailleurs du secteur informel, il sert de référence, d'unité de compte pour les salaires de l'ensemble de la population. Or, d'après les chiffres cités précédemment, le salaire minimum réel tend à la baisse -alors

que l'indice de réajustement est imposé par les autorités-, surtout à partir de 1971. Parallèlement, le salaire moyen réel augmente dès 1968, masquant plus fondamentalement une forte élévation des revenus pour une frange réduite de la population. Plusieurs travaux retraçant l'évolution des revenus par catégories professionnelles du secteur formel (22) montrent qu'au cours des années 60, la dispersion des salaires n'est pas très active. L'éventail bien que déjà ouvert s'élargit encore davantage dès la fin de la décennie, et surtout dès 1971, avec une baisse du pouvoir d'achat des catégories des ouvriers non-qualifiés ou semi-qualifiés. La tendance suit donc celle du salaire minimum. Par contre, pour les ouvriers qualifiés, techniciens et cadres, le comportement des salaires est nettement plus favorable.

Ces évolutions contrastées peuvent laisser supposer que:

- la politique gouvernementale de contraction du salaire minimum a un rôle déterminant dans l'explication des bas salaires;

- cette politique de contraction du salaire minimum infirme le principe d'indexation des revenus sur l'inflation effective. Selon C. SALM, la baisse du pouvoir d'achat du salaire minimum s'expliquerait par plusieurs facteurs. Sur la période 1962-1972, le contrôle du salaire minimum participerait à la politique de stabilisation des prix. Sur la période 1972-1974, la baisse du salaire minimum serait due à la reprise de l'inflation et à la manipulation de l'indice de réajustement;

- si le salaire minimum sert de référence constante lors des négociations salariales pour les catégories les plus démunies, il apparaît que l'évolution des salaires réels dans les catégories privilégiées est plus libre.

- enfin, en dernière remarque, et en référence aux deux précédentes, il semble, comme le constatent B. CORIAT et J.

(22) Voir à ce sujet O.D. ZURRON, "salarios e politica salarial", Revista de Economia Politica, vol 6, n 2, avril-juin 1986, C. SALM, L.C. SILVA, EICHENBERG, Industrializaçao e integraçao do mercado do trabalho brasileiro, Texto para discussao 126, IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, sept 1987, et enfin P.R. SOUZA, Emprego, salarios e pobreza, Funcamp, Sao Paulo, 1980.

SABOIA, qu'au sein de la politique salariale -qui joue un rôle central dans la panoplie des instruments de régulation du gouvernement-, l'indexation institutionnelle des salaires sur la croissance des gains de productivité n'a pas été réalisée. Elle n'a été que partielle et limitée à une minorité de la population. Elle est plutôt le résultat d'un ajustement ponctuel ex-post que celui d'une indexation a priori. Pour la catégorie privilégiée, les effets de l'inflation sont neutralisés, et une partie des gains de productivité, intégrée de fait.

2.2.1.2 LA GESTION DE LA MAIN D'OEUVRE

Les autres facteurs spécifiques du rapport salarial brésilien concernent la gestion de la main d'oeuvre. A partir de 1964, la stabilité relative de l'emploi est supprimée. La législation du Travail revient à une régulation plus concurrentielle du marché du travail, permettant de faire varier l'emploi selon les fluctuations de l'activité économique, ou les lois de rentabilité du capital. Pour compenser les risques de licenciements des travailleurs possédant une Carte de travail, est instauré le FGTS (Fonds de Garantie pour le Temps de travail), sorte de Caisse de cotisations patronales où l'employeur doit verser tous les mois 8% du revenu adressé au salarié. Si la personne est renvoyée, elle pourra toucher le montant de cette somme, indexée selon les indices officiels et capitalisée à 3% par an. Ainsi, par le biais des cotisations versées au Fonds, les décisions d'embaûche ou de licenciements relèvent exclusivement de l'entreprise.

Il faut ajouter également que les formes de résistance de la main d'oeuvre au développement de la suprématie des intérêts du capital à ceux du travail ont été fortement amputés par la répression brutale dans la vie syndicale et sociale déjà fortement contrôlée par l'Etat (23). La législation syn-

(23) Système de cooptation des dirigeants sous la direction du Ministère du Travail; Organisation par catégorie professionnelle -un seul par catégorie; Financement par un "impôt syndical" avec prélèvement automatique obligatoire à tous les salariés; droit de grève très règlementé; en cas de "débordement",

dicale se durcit après 1964. De plus, la rapidité des transformations économiques a rendu difficile la structuration de la main d'oeuvre en un pôle organisé.

Cette flexibilité donnée aux entreprises s'est traduite par une forte augmentation du taux de turn-over de la main d'oeuvre pouvant d'ailleurs parfois compensé le versement de revenu élevé. Cette stratégie visant à renforcer l'insécurité de l'emploi et la discipline interne est rendue possible par l'abondance de la main d'oeuvre disponible (24).

L'arrivée massive de la population vers les centres en cours d'industrialisation conjuguée à cette politique d'ajustement de type concurrentiel sur le marché du travail ont concourru à développer un large secteur informel. Les licenciements massifs ou l'arrivée d'une main d'oeuvre à la recherche d'un premier emploi ne s'accompagnent pas paradoxalement d'un gonflement du nombre des chômeurs. La main d'oeuvre disponible va gonfler un secteur informel -partie prenante du marché du travail-, non organisée, ni protégée par les lois du secteur formel, mais qui s'impose de façon significative dans la régulation d'ensemble. La prise en charge de cette main d'oeuvre rejetée du secteur formel constitue un élément-clé de la gestion spécifique brésilienne de la force de travail. D'un côté, elle joue un rôle fondamentale dans l'ajustement du marché du travail. Le secteur informel, en absorbant ou rejetant la main d'oeuvre selon les variations des besoins du secteur formel permet de neutraliser les effets négatifs de la gestion concurrentielle sur le versant formel du marché du travail. D'un autre côté, elle permet le maintien de la distribution des revenus et donc soutient la demande globale, même si les revenus distribués sont parfois très faibles, voire aléatoires. En ce sens, elle participe au bouclage macro-économique d'ensemble.

des mesures d'exception pour briser le syndicat ou y rétablir l'ordre de façon autoritaire.
(24) P. TISSIER, P. SALAMA, L'industrialisation dans le sous-développement, PCM, Maspéro, Paris, 1982, pp. 136-143.

Comme on le voit, et nous rejoignons les conclusions de B. CORIAT et J. SABOIA, la gestion de la main d'oeuvre est dominée par des modes d'ajustement de type concurrentiel (fluidité sur le marché du travail) alors même que ces modes d'ajustement s'insèrent dans des formes particulières de régulation d'ensemble. Ce n'est pas par l'exclusion de la sphère productive que cet ajustement se fait, c'est plutôt par l'intégration à un secteur complémentaire-clé qui a un rôle spécifique dans la dynamique globale de l'accumulation capitaliste. Par contre, dans le cas de la politique salariale, le caractère fortement administré de cette politique et notamment la politique du salaire minimum, contraste avec ce qui vient d'être dit. Le rapport salarial au Brésil est donc la combinaison complexe de certaines formes d'ajustement concurrentiel -à condition de préciser la spécificité de ces formes, relativement à celles des gestions concurrentielles des économies capitalistes développées à certaines époques de leur développement- et de formes d'ajustement administrées par l'Etat (politique du SM, syndicats). En ce sens, il apparaît plutôt comme étant "semi-administré".

2.2.2 LES FORMES DE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE

Cette période du "miracle économique" n'aurait sans doute pu avoir lieu si parallèlement les formes de régulation monétaire et financière dans l'économie ne s'étaient pas profondément modernisées. Sur le plan interne, des réformes ont permis une forte mobilisation de l'épargne et une distribution, par le développement des crédits, adéquate aux besoins de la croissance. Sur le plan externe, les profondes transformations de l'environnement financier international sont associées à l'engagement croissant du Brésil sur le marché international, bien que les besoins réels aient été limités. Cet engagement semble résulter d'un nouveau rôle des capitaux étrangers dans la stratégie de financement du Brésil.

2.2.2.1 MOBILISATION ET DISTRIBUTION DE L'EPARGNE INTERNE

Les réformes du Système Monétaire et Financier brésilien entreprises en 1964 établissent les nouvelles bases pour le financement de la croissance accélérée des années du "miracle". Ces réformes visaient à une meilleure mobilisation de l'épargne interne, en vue de pourvoir aux besoins des différents agents économiques, tant du côté de la consommation que de l'investissement.

En plus de la diversification des modes de placement dans des actifs financiers non monétaires (dépôts d'épargne, à terme, lettres de change, immobilières, Obligations Réajustables du Trésor National, Lettres du Trésor National) et face à l'inflation élevée des années 60, un système de correction monétaire destiné à protéger ces actifs de l'érosion monétaire a été mis en place.

L'ensemble de ces mesures, conjugué à la baisse de l'inflation sur la période relance la confiance des agents économiques dans leur monnaie et facilite la concentration de l'épargne, notamment par le biais des avoirs financiers non-monétaires. De 8% en 1964, ceux-ci rassemblent en 1973, 56,7% des avoirs financiers totaux alors que le ratio avoirs financiers monétaires/avoirs financiers non-monétaires passe de 11,5 à 0,76 (25).

La diffusion des crédits internes grâce à la multiplication des intermédiaires financiers a permis le financement de la consommation des biens durables, comme on l'a déjà vu, et a largement contribué à favoriser l'investissement du secteur privé. Cette source de financement pour les entreprises est venue s'ajouter à la hausse de leur taux d'auto-financement liée à la croissance des profits réalisés à cette période.

(25) Voir V. CHAUFFERT-YVART, Modèle de croissance brésilien..., 1979, pp. 370-374.

Mais si la modernisation des circuits financiers nationaux a favorisé la croissance et l'accumulation internes, elle n'a pas empêché le développement de l'endettement externe. Cette nouvelle composante n'a pourtant rien à voir avec les besoins de la croissance, qui semblent bien -ou tout au moins, en grande partie- avoir été satisfaits à cette époque par les ressources internes. Selon L. BRESSER PEREIRA, en 1973, l'épargne externe n'aurait financé que 7,3% du total des investissements. La part de l'épargne privée interne aurait représenté 57,7% et l'épargne publique, 34,9% (26).

2.2.2.2 L'ENGAGEMENT DU BRESIL SUR LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Avant d'aborder les causes de l'accélération de l'endettement extérieur brésilien, il nous faut d'abord rappeler les profondes transformations de l'environnement financier international au tournant de la décennie.

2.2.2.2.1 La privatisation du Système Financier International

Dès la fin des années 60, le Système Financier International tel qu'il avait été organisé lors des accords signés à Bretton-Woods en 1944, correspond de moins en moins aux exigences de l'économie mondiale. Le développement du commerce international, la rigidité du système de change, les fluctuations grandissantes dans l'équilibre des comptes externes, tous ces facteurs se conjuguent pour faire éclater progressivement l'ancien système et mettre en place un système plus souple. En 1971, le décrochement du dollar vis-à-vis de l'or permet la libéralisation des taux de change. Désormais, ceux-ci sont fixés librement sur le marché international, selon la

(26) L. BRESSER PEREIRA, "Mudanças no padrao de financiamento do investimento no Brasil", Revista de Economia Politica, vol 7, n 4, out-dez 1987.

loi de l'offre et la demande. Parallèlement, le marché des euro-dollars est en plein essor (27). De 2,8 milliards de US$ en 1962, les capitaux atteignent 76 milliards en 1970 et 250 milliards en 1974 (28)! La motivation principale à ce développement des euro-banques repose surtout sur l'absence de toute réglementation régissant le marché des transactions financières internationales. Cette croissance des crédits bancaires internationaux liée à la privatisation du système financier prend progressivement le relais sur les formes traditionnelles de financement, c'est-à-dire crédits commerciaux, assistance publique multilatérale ou bilatérale, sous formes de dons ou de prêts conditionnels.

Dans le cas du Brésil, si la dette externe brute est relativement stable pendant les trois premiers quarts de la décennie 60, elle augmente sensiblement les années suivantes. De 3,1 milliards de US$ en 1960, l'endettement passe à 3,4 milliards de US$ en 1967 et 12,6 milliards en 1973. Entre ces deux dernières années, le taux de croissance de l'endettement est de 25,1% par an. Pour mesurer l'importance des transformations affectant le système financier international au cours de cette période, on peut ajouter qu'en 1967 et 1973, les prêts du secteur privé sous formes de crédits fournisseurs et d'emprunts en monnaie - dont la quasi totalité contractée au titre de la Résolution 63 et de la Loi 4 131 (29)- correspondent respectivement à 26,9% et 64,1% de la dette publique externe brésilienne. Cette mutation dans la composition des créditeurs du Brésil résulte surtout de la forte expansion des institutions financières privées, dont la part passe de 12,6%

(27) Le marché de l'euro-dollar fonctionne à partir de prêts consentis en dollars sur la base de dépots en dollars confiés à une banque située hors des Etats-Unis par les non-résidents.
(28) P. ARNAUD, La dette du Tiers Monde, Ed. La Découverte, Coll. Repères, Paris, 1984.
(29) La Résolution 63 de 1967 permet aux agents financiers internes de contracter des emprunts à l'extérieur et de les "repasser" dans le circuit financier interne.
La Loi 4 131 concerne la majorité des emprunts en monnaie. Elle englobe les emprunts contractés directement par les entreprises non financières, privées et publiques, ou les individus résidant au Brésil, pour financer les investissements en capital fixe ou humain.

la première année à 56,3% la seconde (30).

Mais quelles ont été les raisons de cette brutale accélération de l'endettement brésilien auprès du marché international des capitaux?

2.2.2.2.2 Un endettement externe croissant peu lié aux besoins de l'expansion interne

Sur la période 1968-1973, le solde accumulé de la Balance commerciale est nul. La forte augmentation des achats liée à la croissance de la demande domestique interne et la libéralisation des importations, s'est accompagnée d'une accélération significative des ventes de produits brésiliens à l'étranger. Si la croissance en volume des importations est très légèrement supérieure à celle des exportations, la différence est comblée par l'amélioration des termes de l'échange qui retrouvent en 1973 l'indice qu'ils avaient quelques quinze ans plus tôt. En d'autres termes, l'amélioration de la capacité d'importations qui voit son indice passer de 62,7 en 1967 à 156,9 en 1973 (pour 100 en 1943) est totalement absorbée par la croissance des importations en volume.

Par contre, sous l'effet de l'accroissement des paiements d'intérêt nets de la dette, des rapatriements de profits et dividendes et des autres services envoyés à l'extérieur, le déficit de la Balance des services a été multiplié par trois entre 1968 et 1973, atteignant cette dernière année 1,7 milliard de US$. A un niveau global, le déficit courant accumulé suit la même tendance.

Après avoir exclu le paiement des intérêts du capital financier prêté, le solde courant accumulé des échanges de biens et services atteint -4,1 milliards de US$ sur la période 1968-1973. Or, l'entrée de capital de risque permet de financer ce déficit à hauteur d'environ 1,8 milliard de US$. Quant aux 2,3 milliards restants, auxquels on peut rajouter une partie des 6

(30) P. N. BATISTA Jr, international financial flows to Brazil since the late 60's, World Bank Discussion Papers n 7, WB, Washington, 1987.

milliards de US$ versés au titre du service accumulé de la dette, ils seront couverts par la dette nette qui s'accroit sur la période 1968-1973 de 2,6 milliards. Cette faible croissance comparée aux fortes expansions du PIB et des exportations fait passer le ratio dette nette/PIB de 9,8% en 1968 à 7,8% en 1973, et le ratio dette nette/exportations de 187,3% à 99,3% entre les deux années.

Par contre, si la dette nette évolue dans des proportions raisonnables malgré une accélération à partir de 1970, la dette brute -c'est-à-dire réserves internationales incluses- augmente considérablement: 8,8 milliards de US$ entre les deux années, dont 6,2 destinés aux réserves internationales. De 1968 à 1973, le ratio réserves/dette brute passe de 6,8% à 51% et la valeur des réserves est multiplié par 25 pendant ces cinq années. D'un niveau effectivement faible pendant les années 60, elles deviennent excessivement élevées en 1972-1973.

Il apparaît donc que la croissance de la dette brute sur cette période est essentiellement le résultat de l'augmentation du volume des réserves internationales. Le déficit courant couvert en partie par les investisements directs étrangers, est relativement peu intervenu dans cette entrée massive de ressources externes. Cette stratégie a été justifiée par les autorités militaires pour qui un niveau élevé de réserves, en garantissant une meilleure crédibilité externe, pouvait permettre de rassurer la communauté financière internationale et l'inciter à prêter encore davantage si les besoins s'en faisaient sentir.

L'engagement croissant du Brésil sur le marché des capitaux étrangers résulte donc d'une volonté politique, et non plus seulement économique, conjuguée à de fortes pressions externes du côté de l'offre de prêts, dont il ne faut pas minimiser les effets. L'abondance de liquidités disponibles et proposées à des conditions intéressantes a joué un rôle non négligeable dans cet engagement.

Mais justement, quelles étaient à cette époque les modalités d'emprunts des capitaux sur le marché financier international?

2.2.2.2.3 Les nouvelles modalités d'emprunts

Les besoins des pays du Tiers Monde consistaient essentiellement en des prêts de moyen et long terme pour faire face aux problèmes de développement. Or, si globalement, la privatisation du système financier entraîne un coût plus élevé des emprunts et des termes d'amortissement réduits par rapport aux prêts officiels (31), la non-conditionnalité dans l'utilisation des prêts permet une souplesse dans la gestion de ces ressources. Désormais, les pays débiteurs gèrent leurs prêts comme ils l'entendent et ne sont plus liés aux organismes de financement, sinon pour les remboursements.

Ces nouvelles obligations financières proviennent notamment du décallage existant entre les besoins des pays en développement et la nature du capital de financement perçu par les banques internationales. Alimentées par des dépôts à court terme rémunérés principalement sur le LIBOR (London Inter Bank Offered Rate), les banques doivent transformer ces ressources en prêts de moyen et long termes et par là-même assumer le risque de voir se modifier sur le marché, les taux de refinancement de leurs dépôts. Pour se faire, l'imagination fertile des banques a conduit à la création des prêts à taux d'intérêt variable. Le taux d'intérêt des prêts de moyen et long terme accordés au pays débiteur est lié au taux de rémunération versé par les organismes privés créditeurs sur leurs dépôts de court terme. En 1971 et 1973, 15,6% et 34,3% respectivement de la dette externe brésilienne de moyen et long termes est à

(31) Selon les données de M. BAER in M. BAER, A internacionalizaçao financeira no Brasil, Ed. Vozes, 1986, p.78, en considérant la moyenne de la dette externe de 94 pays en développement, les taux d'intérêt des emprunts de source privée sont en 1972 et 1973 environ deux fois supérieurs à ceux des emprunts de source officielle. Concernant les délais d'amortissement, le nombre d'années est 3 fois inférieur la première année et 2,5 fois la seconde.

taux d'intérêt variable, réajusté semestriellement sur le LIBOR.

Outre l'intérêt, une marge de risque, appelée spreads, vient s'ajouter aux obligations financières des pays débiteurs. Cette marge calculée par les banques varie selon les pays clients. Dans le cas du Brésil, elle est passée de 4% en 1969 à 0,7% en 1973.

Cette baisse des spreads, associée à des taux d'intérêt réel relativement bas (32) et à l'allongement de la durée des prêts privés fait dire à P.N. BATISTA Jr. que l'engagement à grande échelle du Brésil auprès des banques étrangères commence dans un contexte de "marché d'emprunteur". En effet, le coût moyen réel des crédits reste très faible et l'abondance des liquidités disponibles encourage fortement ces nouvelles formes de financement. Cette remarque est à retenir pour la suite de notre recherche. Car si à cette époque, les banques créditrices ont pu inciter à l'endettement externe, cette conjoncture se renversera au fil des années, et notamment à partir de la fin de la décennie 70.

(32) Voir tableau 5.4: LIBOR nominal et réel, situé dans l'annexe.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Après cet exposé sur les transformations affectant la dynamique de croissance des années 50 à la période du "miracle économique", nous devrions être à même de mieux comprendre les enjeux, la mesure et les modalités de l'ajustement du régime d'accumulation à la crise des années suivantes. Pour que ces bases soient claires, nous allons résumer les principales hypothèses de départ présentées dans cette partie.

Tout d'abord, il faut souligner qu'à la fin de cette période, le Brésil est définitivement entré dans la catégorie des nouveaux pays industrialisés. Il appartient au "noyau dur" de cet ensemble (33).

En plus de la forte hausse du PIB par tête au cours des dernières années, l'appareil productif bénéficie d'une structure complexe et diversifiée. La grande industrialisation des années 50 a permis d'acquérir une infrastructure et des industries de base solides alors que les industries légères sont déjà largement établies. La structure productive bien qu'hétérogène dans son ensemble, fournit donc les conditions à une croissance moderne. Car si jusqu'aux années 60, le secteur véritablement moderne des biens de consommation durables joue un rôle marginal, à partir des années suivantes, il va pouvoir véritablement exploser. Dès lors, ce dynamisme s'accompagne de profondes modifications dans les normes de productin au sein même de ce secteur, et un appel croissant vers les industries situées en amont.

Après la crise des années 60, cette reprise accélérée de la croissance résulte de l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation ou plutôt de la mise en place d'une nouvelle logique dominante dans les modalités de l'articulation entre production et consommation. Fortement polarisante et centrée

(33) Voir P. JUDET, Les nouveaux pays industriels, Collection Nord/Sud, Les éditions ouvrières, Paris, 1981.

vers la demande d'une minorité privilégiée de la population brésilienne, cette logique dominante s'appuie sur la diffusion de biens de consommation moderne, très intensifs en capital pour créer un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'appareil productif. Dans la mesure où l'élargissement du marché est permise par la création d'une nouvelle demande solvable -issue de la montée des classes moyennes et basée sur la contention du pouvoir d'achat de la majorité démunie de la population- et plus largement, par la transformation progressive des normes de consommation, l'articulation biens de consommation durables/biens nécessaires à la production devient le coeur du processus d'accumulation. Il s'agit bien désormais d'une industrialisation intensive, moderne, soutenue par la reformulation des conditions de formation de la demande interne.

Cette nouvelle dynamique s'accompagne d'une redéfinition du mode de régulation jusque-là en vigueur. Combinaison de formes de gestion de type concurrentiel et d'autres très administrées par l'Etat, le rapport salarial permet à la fois d'assurer les meilleures conditions de valorisation du capital et de participer étroitement au bouclage macro-économique d'ensemble. La politique du salaire minimum sous le contrôle des autorités constitue l'un des principaux instruments de régulation et de différenciation des revenus. Parallèlement, l'articulation très spécifique entre le secteur formel et le secteur informel du marché du travail permet, au travers de la fluidité de la main d'oeuvre entre l'un et l'autre, une gestion très souple du personnel pour les entreprises du secteur formel selon les besoins de l'activité économique et en même temps, la prise en charge par le secteur informel de la main d'oeuvre rejetée du secteur formel. Pouvant être qualifié de "semi-administré", le rapport salarial brésilien tient un rôle majeur dans les formes de régulation qui permettent au régime d'accumulation en vigueur de se perpétrer.

Parallèlement, la modernisation du système financier et monétaire national a permis en grande partie de faire face aux besoins de la relance interne. L'engagement croissant sur le marché international des capitaux apparaît plutôt lié aux

pressions externes dues au développement du marché de l'euro-dollar et à une volonté nationale de profiter de cette conjoncture pour augmenter notamment le volume de réserves internationales.

- TROISIEME PARTIE -
LES REPONSES A LA CRISE DE 1974

La conjoncture internationale se modifie brutalement en 1974 sous l'effet de l'envolée des prix du pétrole. Si dans les pays de l'OCDE, cette hausse intervient comme une nouvelle ponction sur les richesses nationales et fait éclater la crise latente de leur régime d'accumulation, dans le cas du Brésil, elle va amplifier un déséquilibre qui de toute façon, tendait structurellement à s'accroître. Le choc pétrolier de 1974 se révèle être non une cause à la crise internationale de 1974-75 mais plutôt un catalyseur des tensions internes du régime d'accumulation national. Il accélère ou amplifie des processus contradictoires qui existaient déjà.

Après les années de croissance du "miracle économique" brésilien, l'échauffement de la demande a fortement accentué les déséquilibres structurels de l'appareil productif. La logique dominante du régime d'accumulation interne, décrite dans la partie précédente, atteint ses propres limites et ne parvient plus à s'articuler correctement autour des principes qui l'ont animée. Elle entre dans une dépendance structurelle par rapport aux importations. La forme de la croissance brésilienne en 1974 est en crise (premier chapitre).

Dans la partie qui suit, nous nous attacherons principalement aux réponses qui ont été apportées à cette crise (développée dans le deuxième chapitre). Elles s'articulent autour de deux idées majeures:

- pour réduire la dépendance externe, il faut parer aux lacunes et faiblesses de l'appareil productif par un vaste programme de substitution aux importations et de modernisation dans les grands secteurs stratégiques de l'économie;
- la croissance sera poursuivie et l'épargne nécessaire à son financement sera trouvée à l'extérieur. Ce choix de l'endettement est favorisé par l'abondance des liquidités sur le marché international des capitaux.

Dans l'objectif de saisir l'ajustement du régime d'accumulation à la crise des années 80, nous avons privilégié

dans cette partie la politique industrielle de la période (chapitre 2), qui est certainement la plus active depuis le Plan de Metas des années 50. Ces restructurations vont modifier profondément les données du problème à l'aube des années 80. Simultanément, le recours à l'échappatoire de l'endettement externe constitue pour nous une donnée de base qui sera développée à la fin de la partie (chapitre 4). L'analyse de la gestion financière et monétaire au niveau interne ne sera abordée que dans la limite où elle constitue un des éléments majeurs du problème des années 80.

Auparavant, dans le troisième chapitre, nous traiterons des répercussions de la refonte de l'appareil productif sur l'évolution des composantes de la demande et notamment des salaires.

1. LA CRISE DE 1974

1.1 L'ANALYSE DU DEFICIT COMMERCIAL

1.1.1 LE CHOC PETROLIER

Au début des années 70, les pays membres de l'OPEP parviennent à récupérer le contrôle de la rente pétrolière de leurs gisements, jusqu'alors aux mains des grandes compagnies internationales ou d'entreprises nationales des pays importateurs du produit. Encouragés par la forte croissance de la demande en énergie des pays industrialisés (1), les pays pétroliers décident d'une augmentation brutale du prix du baril dès la fin de l'année 1973.

L'économie mondiale subit de plein front le choc pétrolier. Déjà aux prises avec les tensions du modèle fordiste, les pays industrialisés vont ressentir cette hausse comme une ponction supplémentaire sur un surplus économique déjà en forte contraction. Le choc énergétique de 1974 apparaîtra comme l'élément révélateur d'une crise latente depuis la décennie passée.

Au Brésil, après la période d'euphorie se soldant au niveau des échanges externes par un relatif équilibre, la balance commerciale accuse en 1974 un déficit de 4,7 milliards de US $, niveau jamais atteint dans l'histoire du pays. Les importations doublent entre 1973 et 1974, laissant loin der-

(1) entre 1965 et 1973, la consommation mondiale de pétrole a crû de 43%, soit 4,6% en moyenne par an. En 1965, 26% de l'énergie produite dans le monde a été exportée, en 1973, 38%. (CEPII, "Economie mondiale - la montée des tensions", Economica, 1983).

rière les exportations: le taux de couverture exportations (FOB)/importations (FOB) passe de 1 à 0,63.

A partir de ce constat, nous devons nous demander quel a été le poids de la croissance du prix du pétrole sur ce déséquilibre externe.

Le développement industriel et social du pays dégage des besoins accrus en énergie, notamment en pétrole importé. Depuis 1971, le volume des importations de pétrole brut croît à un rythme élevé (24 % entre 1971 et 1972, 39 % entre 1972 et 1973) et supérieur à celui du volume des importations totales qui avoisine les 20 % par an.

De 1973 à 1974, la part du pétrole dans les importations totales en valeur passe de 9,8 % à 20,2 %. Enfin, l'année du choc, le Brésil importait sous forme d'énergie primaire, 85 % du pétrole consommé à l'intérieur du pays.

Après ces quelques chiffres situant l'importance de l'hydrocarbure dans l'économie brésilienne, nous avons essayé d'estimer l'impact de la flambée de son prix sur la composante - prix de la montée des importations totales.

D'après les données de la Banco Central do Brasil, l'indice du prix du pétrole brut augmente de 232 % entre 1973 et 1974, alors que l'indice du prix des importations globales croît à un taux de 54 %.

A partir de ces données, nous pouvons calculer la contribution directe de la montée du prix du pétrole à l'élévation du prix des importations totales. Cette part atteint en 1974, 42% (2). La hausse du prix du pétrole explique donc un peu

(2) L'équation est la suivante: $(X * P_p)/P = C$ où
X est la part en valeur du pétrole brut dans les importations de 1973;
P_p le taux de croissance du prix du pétrole entre 1973 et 1974;
P le taux de croissance du prix des importations entre 1973 et 1974;
C la valeur recherchée.
On a alors $(0,098 * 2,32)/0,54 = 42\%$.

moins de la moitié de la hausse du prix des produits importés en 1974.

Dans ce calcul, nous n'avons pas retenu les effets indirects induits par le choc pétrolier sur la croissance du prix des produits manufacturés importés. Venant s'ajouter à la reprise, dès le début de 1973, de l'inflation des pays de l'OCDE, liée aux structures internes de leur modèle de croissance, les effets de la hausse du coût de l'énergie sur le prix final de la production et donc des produits importés du Centre apparaît en dehors des 42 %.

Parallèlement, contrairement aux années précédentes, la flambée des prix du pétrole s'est accompagnée d'une quasi-stagnation de la demande en volume de ce produit. Pourtant, le volume des importations totales est loin d'avoir été réduit: les entrées de produits manufacturés étrangers ont augmenté à un taux très élevé: 35 % par rapport à 1973.

En supposant que le prix du pétrole importé soit resté constant par rapport à l'année précédente et toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire que, ne pouvant isoler les effets indirects du choc pétrolier, nous devons les considérer dans la hausse globale des prix des produits hors énergie), nous pouvons calculer la valeur hypothétique des importations de 1974.

Ainsi, soient:

P le taux de croissance du prix des importations entre 1973 et 1974,

C la contribution de la hausse du prix du pétrole dans P,

P' le taux de croissance hypothétique du prix des importations si la hausse du prix du pétrole n'avait pas eu lieu,

nous avons $P' = P (1 - C)$,

soit $0,54 (1 - 0,42) = 0,31 = 31$ %.

Soient:

V la valeur des importations totales en 1973 en millions de US $,

Q le taux de croissance du volume des importations entre 1973 et 1974,

V' la valeur hypothétique des importations en 1974 en millions de US $,

nous avons $V' = V (1 + Q) (1 + P')$,

soit 6 192 x 1,35 x 1,31 = 10 950 millions de US $.

Sous l'hypothèse du maintien des prix du pétrole au niveau de 1973, la valeur des importations aurait pu être réduite de 1,6 million de US $, soit une diminution du déficit commercial de 36 %.

Comme on peut le constater par ces résultats, l'impact exercé par le choc pétrolier sur la balance commerciale est significatif mais non prépondérant:

- sachant que les quantités importées sont demeurées presque constantes par rapport à 1973, la hausse du prix du pétrole explique 36 % du déficit commercial de 1974, soit un tiers;

- le solde se doit aux importations de produits hors énergie: la hausse de l'inflation dans les pays fournisseurs du Brésil augmente le coût d'acquisition de ces produits mais c'est surtout la croissance des volumes importés qui est en cause.

1.1.2 L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS HORS ENERGIE

L'évolution des importations hors énergie a été très défavorable cette année là sur la balance commerciale. Alors que l'indice de volume pour le pétrole importé reste constant en 1974, celui des achats hors énergie augmente de 35,3%. C'est la plus forte hausse depuis le début de la décennie.

Cette recrudescence s'est surtout portée sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

Les importations de produits sidérurgiques ont été multipliées par sept et demi, en $ courants, entre 1972 et 1974. Celles des produits chimiques organiques et inorganiques ont crû de 250%. Les matières plastiques ont quadruplé et le papier carton a presque triplé (3).

Concernant les biens de production, les importations du secteur de la mécanique, des machines et appareils électriques et de transport ont augmenté significativement entre ces deux années.

1.1.3 L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS

Contrairement aux années précédentes, la croissance des exportations brésiliennes ne parvient pas à suivre l'expansion des importations. Car si celle-ci s'est fortement accélérée en 1974, il n'en va pas de même dans les pays industrialisés, principaux clients du Brésil. Leurs importations suivent le ralentissement de l'activité économique interne et voient leur progression baisser, voire chuter en 1974.

Dans ces conditions, les volumes exportés par le Brésil restent au niveau de 1973.

Par contre, à défaut d'une augmentation des volumes, on constate une évolution très positive du prix des produits exportés. L'indice augmente de 26,8 %. Mais, bien que favorable, il ne suffit pas à compenser les 54 % de hausse de l'indice des prix des importations, entraînant une chute des termes de l'échange de 18 % par rapport à 1973.

En mettant l'accent sur la composition du déficit commercial de 1974, nous voudrions montrer que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le choc pétrolier n'a pas été prépondérant dans le déséquilibre externe. Il n'a fait qu'élargir une brèche qui, de toute façon, tendait déjà à s'ouvrir. Le

(3) CACEX, Comercio Exterior - series estatisticas, 1981.

déséquilibre est plus lié à un accroissement structurel des importations hors énergie, notamment en biens intermédiaires et de production. Résultat de l'échauffement de l'activité économique des dernières années, l'expansion intérieure a entrainé un appel massif aux importations. En 1974, l'élasticité des importations par rapport au PIB atteint 2,91. Parallèlement, le rôle marginal joué par les exportations dans le régime d'accumulation de l'époque ne permet pas de compenser cette expansion rapide des importations, rendant la situation non viable du point de vue des comptes externes et remettant en cause la poursuite de la croissance.

1.2 LA CRISE ET LES SOLUTIONS PROPOSEES

1.2.1 LIMITES STRUCTURELLES DE LA CROISSANCE BRESILIENNE

Le déficit commercial en dépit de son aspect conjoncturel s'explique donc plus fondamentalement par des causes structurelles. La croissance accélérée de la demande finale au cours de la période du "miracle" a échauffé l'appareil productif jusqu'au point de rendre saillantes, les désarticulations, obligeant à recourrir massivement aux importations.

Au-delà de la dynamique intersectorielle certaine entre production des biens de consommation durables et production des biens d'équipement, on peut se demander dans quelle mesure l'accroissement de la demande finale interne n'a pas plus contribué à activer les importations que l'offre locale au cours des années 1973 et surtout 1974. C'est-à-dire si l'effet accélérateur n'aurait pas eu des effets pervers en stimulant un accroissement des importations destinées à la production plutôt qu'en favorisant l'expansion et la cohérence d'une base locale, qui bien que dynamique, n'a pas l'articulation structurelle requise pour répondre à la croissance de la demande.

A partir des travaux de CARTIER-BRESSON ET J.L. ROSINGER (4) sur l'analyse en sections productives de l'accumulation brésilienne, on a pu noter que la période du "miracle" s'était caractérisée par une croissance explosive de la section S2A*, relativement à la section S1*, et notamment de la sous-section produisant des biens d'équipement destinés à S2A*. En termes de secteurs d'activité, le différentiel de croissance de la production entre le secteur des biens de consommation durables et celui des biens de capital reste très élevé. Et si l'asynchronie des secteurs quant à leur contribution relative à la croissance du PIB est une des caractéristiques de l'économie brésilienne (5), il n'en demeure pas moins que ce déphasage amène à terme à d'importants blocages structurels.

Pour preuve, selon une information de J. ADDA, les importations de biens d'équipement sont passées, aux prix de 1970, de 18,3 % du marché intérieur en 1966 à 27,1 % en 1972 et 29,5 % en 1975 (6).

Cette distorsion dans la composition de l'offre des biens d'équipement s'explique par trois phénomènes:

- d'une part, il est évident que importations et production locale sont complémentaires, et qu'à une croissance élevée, correspondent des niveaux d'importations relevés en conséquence: la structure productive brésilienne si elle est performante sous certains aspects, n'a pas les capacités (techniques, d'engineering, formation, infrastructure,...) de répondre à la demande de biens sophistiqués;

- d'autre part, le taux d'utilisation des capacités productives est à son maximum: respectivement 92,3%, 88,3% et 94%

(4) A. ZANTMAN, J. CARTIER-BRESSON, J.L. ROSINGER, Dynamique interne et spécialisation..., 1987.
(5) Voir B. CORIAT, J. SABOIA, régime d'accumulation et rapport salarial..., 1987.
(6) J. ADDA, Modèles de développement et insertion dans l'économie mondiale - une analyse comparative: Brésil - Corée du Sud, Thèse de doctorat de 3e cycle, Université Paris I, 1984, p.397.

pour les secteurs de la mécanique, du matériel électrique et de communication, et des transports;

- enfin, et plus fondamentalement, les producteurs de biens d'équipement n'ont pas été encouragés à mettre en place une structure interne cohérente. Cause ou conséquence , on constate un report de la demande interne vers l'offre externe.

P. CASTELLA (7) a essayé de savoir pourquoi l'offre domestique de biens d'équipement avait mal répondu à la demande, notamment pour les équipements sidérurgiques, matériels de travaux publics, machines-outils. Nous donnons ici les principales conclusions auxquelles il est parvenu:

- un système financier et fiscal interne peu enclin à favoriser la production et l'acquisition de biens d'équipement locaux: il existe un véritable système d'incitations aux importations -au faible taux de protection touchant les importations de biens d'équipement, viennent s'ajouter divers types de subventions; le cruzeiro étant surévalué par rapport au dollar, l'avantage cambial n'est pas compensé par des pénalités touchant les importations de biens d'équipement, il est donc en général plus intéresssant de s'approvisionner sur le marché international que sur le marché domestique-, l' organisation du crédit industriel est peu favorable à l'investissement des petites entreprises - dans la mécanique par exemple - déjà défavorisées par de lourdes charges fiscales;

- les orientations industrielles sont peu contraignantes pour les stratégies d'investissement, malgré le passage obligatoire des projets devant le Conseil de Développement Industriel;

(7) P. CASTELLA, La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industrielle du Brésil de 1950 à 1975, Travaux et Documents de l'ORSTOM, ORSTOM, Paris, 1977.

- l'Etat lui-même passe ses commandes à l'extérieur pour les équipements de ses grands chantiers;

- la politique de l' Etat, délibérée ou non, a eu une influence déterminante sur la configuration et la croissance de l'offre. Elle a souvent laissé le soin aux entrepreneurs nationaux de choisir eux-mêmes, leur espace;

- le rôle des multinationales dans ces importations massives de biens d'équipement est également significatif: la législation réglementant le capital étranger étant très libérale, l'entrée de ces entreprises s'est accompagnée du maintien d'une relation forte entre elles et la maison-mère, au niveau du financement et de l'approvisionnement en biens de production essentiellement.

1.2.2 LES ENJEUX DE LA CRISE ET LEURS DEPASSEMENTS

Cependant, au-delà de la composante structurelle du déficit commercial et donc de la dépendance externe de la croissance brésilienne, c'est la dynamique du régime d'accumulation qui est touchée. En reprenant l'analyse sectionnelle, on s'aperçoit que l'articulation entre S1* et S2*, bien que relativement forte, n'est pas suffisante pour que la structure productive soutiennent le rythme d'une croissanc forte. Le dynamisme de S2* ne s'est pas répercuté sur S1* comme il aurait dû le faire. Nous avons évoqué les raisons de ce manque d'entraînement. L'accroissement de la demande finale interne a stimulé l'investissement privé national et étranger, mais l'effet accélérateur n'a pas eu les effets d'entraînement sur l'amont qu'il aurait pu avoir. Celui-ci a joué en partie sur la production locale de biens destinés à la production mais aussi et surtout, sur les importations.

On peut donc dire que la crise de 1974 pose les limites à la croissance brésilienne dans la mesure où l'accélération de

la demande finale interne d'une catégorie de la population a entraîné un recours croissant aux importations, provoquant un déficit commercial important. Ce n'est pas une crise du régime puisqu'il n'y a pas de remise en cause de l'articulation spécifique entre production et consommation. Elle est plutôt interne à la structure productive, liée aux propres limites de celle-ci. Le régime d'accumulation de la période du "miracle" s'est essentiellement appuyé sur la diffusion des biens de consommation durables, permise par la formation d'une nouvelle demande solvable émanant des classes moyennes et partiellement des travailleurs des secteurs modernes de l'industrie. Cette demande s'est portée massivement vers les biens de consommation typiquement fordistes, c'est-à-dire des biens de consommation intensifs en capital et dont le procès de production est parcellisé et mécanisé. La production de ces biens dégage donc une demande vers l'amont de l'appareil productif à la mesure de l'intensification du capital dans ces branches. L'articulation des sections S1* / S2* est donc fondamentale pour assurer la cohérence de la structure productive et le maintien de la croissance. Or, si la croissance du "miracle" s'est faite sous l'impulsion de S2, fixant de nouvelles normes de consommation pour une minorité de la population brésilienne, celle-ci ne s'est pas accompagnée d'une transformation suffisante dans S1*. Dès lors, il s'agit plus d'une question liée à la notion de cohérence productive.

Face à cette situation, les autorités annoncent le 10 septembre 1974, un programme de grande envergure, le Second Plan National de Développement (II PND). Ce programme définit une série d'objectifs, huit exactement, qui concerne essentiellement la restructuration de l'appareil productif, mais aussi le développement régional et social et les modalités de l'insertion internationale brésilienne (8).

Tout d'abord, les priorités vont dans l'ordre à:

1. la stratégie de la substitution aux importations dans les secteurs des biens de capital (et électronique lourde) et intermédiaires;

(8) Projeto do Segundo Plano Nacional de Desenvolvimento 1975-1979, Brasilia, septembre 1974, pp. 8-11.

2. la "consolidation d'une société industrielle et d'un modèle d'économie compétitive";

3. la politique énergétique qui doit viser à l'auto-suffisance à long terme;

4. la politique scientique et technique.

Les cinquième et sixième priorités s'adressent à la mise en valeur des régions les plus défavorisées, avec notamment des "programmes d'occupation productive de l'Amazonie et du Centre-ouest".

La septième priorité, soit l'avant dernière, vise au développement social, avec la recherche d'un "marché de consommation de masse" et la "valorisation des ressources humaines"

Enfin, l'intégration avec l'économie mondiale. La conquête de nouveaux marchés avec l'expansion des exportations manufacturières et primaires non traditionnelles, le maintien sous contrôle du déficit de la balance des opérations courantes, et la diversification des sources de financement demeurent les principaux sous-objectifs de ce Plan.

Comme on peut le constater, le programme lancé par le gouvernement privilégie plus particulièrement l'ajustement de la structure productive en vue d'un meilleur auto-centrage et parallèlement, d'une meilleure position dans la Division Internationale du Travail. Ce double défi se retrouve dans la formulation du titre de la première partie du Plan: "Développement et Grandeur: le Brésil comme puissance émergente". Quant au financement de ce programme, on note l'ouverture croissante à l'entrée des capitaux étrangers, financiers ou directement productifs. Néanmoins, la question des remboursements n'est pas explicitement soulevée, pour ne pas dire implicitement ignorée. Le développement des exportations n'est pas une des priorités majeures, même à moyen terme, le seul objectif étant le "contrôle du déficit courant". De toute façon, et comme on le verra, l'expansion des capacités exportatrices n'a jamais été réellement à la hauteur des remboursements liés à l'endettement externe.

L'installation de cet ambitieux projet ne remet pas en cause la croissance économique, point de fierté et base de la

légitimité des militaires auprès de la société civile. Selon les autorités, l'expansion économique et la croissance du marché intérieur se poursuivront dans les années à venir à un rythme encore élevé, bien que plus faible que par rapport à la période précédente. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'option choisie quant au modèle de développement mais au contraire, de la confirmer. Mais pour que le processus se poursuive, il faut reformuler la logique productive de l'articulation interne.

Ce choix de l'ajustement par la croissance est comme on l'a dit, permis par la levée de la contrainte financière. Le déséquilibre externe et la poursuite de l'expansion, en évitant la récession et la contraction de la demande interne seront financés, à défaut de l'épargne interne, par l'épargne externe. L'abondance de liquidités sur le marché des capitaux, due aux déficits de la balance des paiements américains et, plus tard, à l'arrivée des pétro-dollars, et les conditions encore avantageuses des prêts permettent aux autorités brésiliennes de s'engager dans un processus d'endettement externe pour financer leur projet. A partir de cette conjoncture favorable, le besoin d'épargne pour financer les investissements est couvert par l'extérieur.

1.2.3 LE SECOND PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT: PROGRAMME POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Aujourd'hui encore, le choix fait en 1974 de l'ajustement par l'endettement externe est fortement décrié. En 1985, M.C. TAVARES et J.C. d'ASSIS ne voyaient dans le II PND qu'un moyen tactique des militaires pour consolider leur rêve de grande puissance, et satisfaire leur envie de pouvoir. Initiative mégalomane du grand saut vers l'avant du gouvernement Geisel, elle achèverait d'étendre l'emprise des militaires portant déjà sur le contrôle politique et social de la société, aux

forces du capital. Le II PND serait un vaste stratagème économique à la solde d'un objectif politique.

Si cette position radicale possède une part de vérité, il n'en reste pas moins vrai que le II PND est également un vaste projet économique que défendra A.B. de CASTRO, peu enclin pourtant à servir la cause militaire. Dans son livre " A economia brasileira em marcha forçada" paru en 1985, l'auteur met l'accent sur la pertinence d'un tel projet dans une période où l'économie mondiale est en crise.

Face au déficit commercial, les autorités pouvaient soit développer une stratégie exportatrice pour financer les importations, soit pratiquer un ajustement par la récession en refroidissant la demande interne, soit s'endetter à l'extérieur pour combler un déséquilibre passager, et attendre. La solution adoptée fut, comme on l'a vu, autre : l'ajustement en profondeur, financé par l'endettement externe. Selon A.B. de CASTRO, cette option choisie par les militaires est marquée par la pleine conscience de la profondeur de la crise de l'économie mondiale, d'où son caractère osé pour plusieurs raisons :

- il s'agit d'une réorientation du processus de croissance : depuis les années 50, et surtout au cours de la période 1968-1973, la croissance est conduite par les biens de consommation durables; or, avec le II PND, on va assister à un déplacement de la dynamique au profit de l'investissement dans les secteurs des biens intermédiaires et d'équipement ;

- le développement massif des investissements prévu dans le Plan se situe dans une conjoncture internationale en crise et dans une économie interne tendant probablement à un renversement de son cycle de croissance: cette stratégie, en développant une politique volontariste de croissance, va donc à l'encontre des tendances récessives de l'économie;

- la priorité est donnée à des secteurs intensifs en énergie (métallurgie, pétrochimie) d'où un accroissement de la dépendance pétrolière à court et moyen terme;

- enfin, au-delà de la résolution des problèmes de la structure productive, l'enjeu est également de dépasser les "stigmates du sous-développement" et de conduire le Brésil vers une économie moderne.

En réalité, quelle que soit la solution adoptée, le risque à court terme était grand pour les autorités militaires de l'époque :

- le choix de la passivité par un simple financement externe, considéré comme passager, aurait été une erreur de jugement sur les causes du déficit, très préjudiciable pour le développement futur ;

- l'ajustement par la récession aurait annihilé les effets de la grande vague d'investissement des entrepreneurs privés, inhibant ceux-ci pour une reprise future. De plus, cette solution aurait conduit à un affaiblissement inévitable de la légitimité du gouvernement;

- la décision d'une véritable transformation de l'économie est un pari à moyen et long terme dont les risques quant aux résultats tiennent autant à des facteurs internes qu'externes.

En conclusion, il semblerait que le II PND avait pour objectifs de:

- soutenir un rythme de croissance élevé pour, d'une part, ni rompre avec la période antérieure et ni induire des effets négatifs sur la croissance future et, d'autre part, assurer une légitimité économique au gouvernement en place;

- modifier la structure productive à moyen et long termes afin de:

-> dépasser les blocages du modèle du "miracle", et plus fondamentalement ceux d'une économie en cours d'industrialisation, en élargissant la voie vers un modèle plus auto-centré, et

-> remettre en cause la place du Brésil dans la Division Internationale du Travail en développant la compétitivité des produits brésiliens sur les différents marchés.

Ce projet est donc un vaste défi au sous-développement. Au-delà du caractère politique, dont il ne fait aucun doute qu'il a été porteur dans cette tentative, existe une réelle volonté de faire du Brésil un pays moderne et compétitif.

L'objectif des chapitres qui vont suivre est de présenter les principales évolutions des grandes variables concourant à la affectant à la dynamique du régime d'accumulation en place. L'adaptation se fera à plusieurs niveaux. En voulant franchir une nouvelle étape dans le processus de développement, ce sont à la fois l'appareil industriel interne, l'articulation industrie/agriculture, l'insertion du Brésil dans la Division Internationale du Travail, et l'évolution de la demande sociale, qui sont touchés. En reprenant point par point ces éléments, nous voudrions montrer les nouveaux enjeux qui se dessinent à l'aube du second choc pétrolier de 1979 et de la crise des années 80.

Cette période transitoire dans l'histoire récente du Brésil est fondamentale dans la génèse de la grande crise qui suivra. Elle nous fournira les principaux éléments de réponse à la rapidité de l'ajustement des années 80.

2. L'AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE PRODUCTIVE

Les moyens que vont se donner les autorités brésiliennes pour restructurer l'articulation productive et rétablir l'équilibre de la balance commerciale s'orienteront selon quatre axes :

- le premier axe s'appuiera sur une politique d'investissements massifs, organisée par l'Etat et les capitaux privés nationaux, dans les secteurs des biens de capital et des biens intermédiaires de base, afin de substituer les importations de ces biens par la production nationale; on revient donc au processus de la substitution aux importations dans les secteurs lourds de l'industrie. Contrairement à la période du Plan de Metas, elle n'est pas destinée à créer une dynamique de croissance, mais plutôt à réduire la dépendance externe;

- pour confirmer ces dires, le deuxième axe porte sur une politique de contrôle des importations, effective de 1975 à 1977. Les principales mesures adoptées seront les suivantes:

  - dépôt obligatoire qui impose à l'importateur de déposer environ l'équivalent de 100% de la valeur FOB de ses achats pour un terme de six mois puis un an, sans intérêt ni correction monétaire,

  - loi du "Similar National" empêchant les entreprises publiques d'importer des produits existant sur le marché local,

  - fin 1975, suspension par la CACEX de l'importation de plus de 1 000 produits considérés comme superflus,

  - le pétrole, le charbon, les fertilisants, le papier d'impression et les produits pharmaceutiques sont soustraits à ces charges et restrictions.

A partir de la fin de l'année 1977, ces mesures s'assouplissent avec une baisse graduelle des dépôts obligatoires et une diminution des restrictions aux importations de

biens de capital et de matières premières (1).

Simultanément, de 1976 à 1978, "apparaît un biais entre le taux de change officiel et le taux de parité (dollar / cruzeiro) (...). La politique de change n'a pas respectée les critères de la parité des pouvoirs d'achat", se montrant inadéquate pour lutter contre les déséquilibres de la balance commerciale" (2). Dès lors, malgré les restrictions et charges financières pesant sur les importations, la politique de changes demeure subordonnée à la stratégie de la substitution aux importations. La surévaluation relative du cruzeiro par rapport au dollar, en favorisant les importations de biens nécessaires s'inscrit comme un des instruments venant conforter les priorités du moment;

- une politique de stimulation aux exportations est mise en place afin de faciliter le rééquilibrage de la balance commerciale et de favoriser l'expansion des produits industriels brésiliens à l'étranger par un accroissement de leur compétitivité. Cet objectif s'inscrit dans la recherche d'une plus grande autonomie par rapport à l'évolution des termes de l'échange, notamment pour les produits primaires;

- enfin, le secteur agricole fait l'objet de nouveaux enjeux. En s'intégrant à la fois aux objectifs de substitution aux importations, notamment dans le domaine énergétique, et de promotion des exportations, il modifie son profil de secteur traditionnel au profit d'une vision plus moderniste et plus industrialisante de son rôle dans l'économie. Pourtant, sans réforme agraire, les inégalités et antagonismes sont accentués, créant par là une dualité de plus en plus marquée entre agriculture traditionnelle et agriculture moderne. Il constitue néanmoins un des atouts importants de ces restructurations.

(1) M. da F.S. POMBAL, Importaçoes brasileiras, politicas de controle e determinantes da demanda, BNDES, Rio de Janeiro, 1987.
(2) Idem, p. 53.

Mais si les objectifs et les moyens sont louables, il existe néanmoins des obstacles, dont certains déjà cités,:

- tout d'abord, cette période est essentiellement marquée par une politique anti-récessive qui s'oppose aux tendances internes de renversement du cycle de croissance. Les tensions rencontrées auraient pu conduire à une crise économique ouverte. Or, il n'en est rien. En trois ans, l'équilibre commercial est rétabli et la croissance poursuivie. La "marche forcée" imposée par les autorités s'est opposée aux forces intrinsèques à la crise de 1974, poussant à la récession;

- cette stratégie d'ajustement maintient un taux de croissance élevé mais se situe dans un environnement international fortement récessif. Ce qui, au niveau des échanges extérieurs, et donc de la dynamique interne risque d'être défavorable ;

- la levée de la contrainte financière par l'endettement externe doit être pensée en même temps que doit être pensée la stratégie de remboursement des emprunts, c'est-à-dire le dégagement d'un excédent commercial approprié. Or, plus l'endettement est élevé, plus la place que nécessitent les remboursements sera importante dans le processus d'accumulation, risquant à terme de réorienter la dynamique de la croissance;

- enfin, la dépendance externe financière entraîne avec elle une vulnérabilité de l'économie débitrice aux aléas de la conjoncture internationale. La dette brésilienne ayant été en grande partie contractée à taux d'intérêt flottants, réajustés tous les six mois sur le LIBOR, un renchérissement du coût du loyer de l'argent peut intervenir à tout moment. Par ailleurs, le risque de dégradation du commerce international, par les prix ou les volumes, pèse également sur cette dépendance.

Mais comme on l'a dit, dès 1977, l'équilibre commercial est rétabli. Les importations sont maintenues en valeur au niveau de 1974 avec une baisse en volume, l'indice passant de

115 cette année-là à 100 en 1977 (base de l'indice). Quant aux exportations, elles sont restées relativement stables en volume, la hausse en valeur se devant essentiellement à des prix favorables sur le marché international. Pourtant à défaut d'une expansion des exportations, on note une transformation au niveau de la composition avec une nette accentuation des produits industrialisés.

2.1 LES GRANDES TENDANCES DE LA PERIODE 1974-1978

Au niveau de l'ajustement interne de l'économie, la présentation des principaux indicateurs macro-économiques peut nous fournir une première estimation quantitative des tendances intervenues au cours de la période considérée.

En comparant avec la période précédente, nous constatons que le rythme de croissance réelle du PIB s'est ralenti entre 1974 et 1978. Il reste cependant relativement élevé, avec une moyenne annuelle de 6,6%, en regard de celui des pays développés qui ne dépasse pas 2,5%.

L'agriculture, qui croît à des taux très irréguliers sur la période, voit sa production en 1975 et surtout en 1977 augmenter considérablement. La part de l'agriculture dans le PIB augmente de 2 points entre 1974 et 1978, passant de 11% à 13%.

Le développement industriel, bien qu'inférieur à la période précédente atteint des taux de croissance élevés, sauf en 1977 où la valeur ajoutée de ce secteur n'augmente que de 3%. Succédant à une année de forte expansion (presque 12%), cette baisse peut résulter, comme le propose A.B. de CASTRO, de mesures prises par les autorités pour freiner un rythme d'expansion supérieur à celui désiré et compatible avec la résorption du déficit commercial. Selon l'auteur, la hausse de la production de 1976 résulterait de la superposition des

ondes d'investissement datant de l'avant-premier choc pétrolier et du II PND (3). Néanmoins, avec un taux réel moyen annuel de 7%, la croissance industrielle est encore très dynamique.

Variant au gré de celui de l'activité économique, le taux réel de croissance annuelle des services est en baisse par rapport aux années précédentes et toujours inférieur à l'expansion industrielle, sauf en 1974 et 1977, années suivant l'échauffement de l'économie. La composition des services se modifie au cours du temps, au détriment du commerce et au profit des transports (aériens, routiers), mais surtout des communications et des institutions financières.

Après ce bref tour d'horizon de l'évolution des composantes du PIB, revenons à ce qui constitue le coeur de la croissance brésilienne: la production industrielle.

A partir du tableau 2.1 de l'annexe, nous remarquons que sur la période 1974-1978, la production par secteurs d'activité a évolué comme suit:

- les biens de consommation non durables maintiennent leur taux de croissance constant, autour de 4,5% par an ;
- la production des biens de consommation durables a fortement ralenti par rapport à la période 1967-1973, n'atteignant que 35% de son rythme antérieur,
- le taux de croissance des biens intermédiaires a baissé de 40% par rapport à la période antérieure. Néanmoins, cette baisse est nettement moins forte que celle des biens de consommation durables, amenant le secteur à dynamiser la croissance industrielle dans son ensemble;
- enfin, la production des biens de capital se ralentit également pour croître à un taux moyen annuel de 7%. La hausse de la production semble favoriser les biens de capital sous commande contrairement à la période précédente 1970-1973, plus propice aux biens en série (4). Malgré la baisse du rythme de

(3) A.B. de CASTRO, F.E. PIRES de SOUZA, A economia brasileira em marcha forçada, Ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1985.
(4) Voir tableau 2.6: Le secteur des biens de capital, de l'annexe.

croissance, la contribution des biens de capital à l'expansion industrielle augmente entre les deux périodes, révélant le changement des priorités des autorités.

Cependant, malgré un taux d'utilisation des capacités productives relativement élevé, atteignant 88% entre 1974 et 1976, et baissant dès 1977, surtout dans le secteur des biens de production, pour se stabiliser à 83%, le coefficient marginal de capital (5) augmente dès 1974, passant de 1,58 en 1973 à 2,36. Sur la période 1974-1978, il atteint une moyenne annuelle de 3,58 avec un maximum en 1978 de 4,44. Cette forte augmentation témoigne de l'importance des investissements qui ont été faits au cours de cette période.

TABLEAU 8

COEFFICIENT MARGINAL DE CAPITAL 1971-1978

	1971-73	1974	1975	1976	1977	1978
COEFFICIENT MARGINAL CAPITAL / PRODUIT*	1,77	2,36	4,25	2,58	4,27	4,44

* Investissement fixe en t-1 rapporté à la croissance du PIB entre t-1 et t.
Source: FGV - Banque Mondiale: Desempenho economico e perspectivas do Brasil, 1985.

Ainsi, ce rapide aperçu de l'évolution du produit intérieur depuis l'année du premier choc pétrolier nous indique que :

- le rythme d'expansion du PIB s'est ralenti par rapport à la période du "miracle", bien que conservant des taux encore tout à fait honorables ;

- la dynamique de la croissance a été modifiée, surtout pendant les premières années du Plan : le secteur des biens de consommation durables n'est plus le seul moteur de l'expansion industrielle, bien qu'il continue encore à croître. Il est

(5) Le coefficient marginal de capital se définit comme étant le rapport entre le taux de croissance du stock de capital et le taux de croissance du produit.

largement devancé dans ce rôle, par le secteur des biens intermédiaires. D'après le tableau suivant, il apparait que la contribution du secteur des biens de consommation durables à la croissance industrielle a considérablement baissé.

TABLEAU 9

CONTRIBUTION DES SECTEURS D'ACTIVITE A LA CROISSANCE INDUSTRIELLE

	BIENS DE CONSOMMATION DURABLES	BIENS INTERME-DIAIRES	BIENS DE CAPITAL
PART DANS LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN 1970	9,3	34,4	11,3
TAUX DE CROISSANCE			
ENTRE 1967 ET 1973	256	113	171
ENTRE 1973 ET 1978	45	47	41
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE INDUSTRIELLE			
1967-1973	21	34	17
1973-1978	12	48	14

La contribution des secteurs est calculée selon la formule: croissance de la production sectorielle / croissance de la production industrielle totale, y compris celle des biens de consommation non durables.
Source: à partir de J. SERRA, "ciclos e mudanças...", 1983, p. 60, et du tableau 2.1: Taux moyens annuels de croissance par secteurs d'activité, de l'annexe.

- les investissements massifs nécessaires à cette "marche forcée" ont fortement augmenté le coefficient marginal de capital sur la période 1974-1978, soit pour cause d'installation d'équipements lourds, soit parce que la maturation des projets est longue. En fin de décennie, il existe un potentiel croissant de ressources productives non utilisées. L'abondance des investissements en phase de maturation et la légère contraction de l'économie font qu'en 1978, la structure productive possède d'importantes réserves.

2.2 DES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES EN PROFONDEUR

Il est important de présenter les principales modifications apportées dans les différents secteurs industriel pour mesurer les efforts de restructuration. Les priorités ont été données aux biens intermédiaires et de production là où la dépendance par rapport aux importations était la plus forte et la plus rigide.

2.2.1 LES SECTEURS INDUSTRIELS PRIORITAIRES

Les investissements qui ont eu lieu à cette période ont été massifs, mais moins importants cependant qu'au cours du "miracle" économique. En comparant l'accroissement des investissements bruts et l'accroissement du PIB à prix constants, on remarque que l'évolution des investissements est relativement plus rapide jusqu'en 1975, soutenue par les grands projets du II PND et les restes du dynamisme du secteur privé. A partir de 1976 et surtout 1977, on assiste à un renversement de tendance, la FBCF augmentant moins vite que le PIB, voire diminuant. Mais si le taux d'investissement (FBCF/PIB) décroît légèrement, passant de 25,1% en 1975 à 24,4% en 1976, puis 23% en 1977, il reste encore supérieur au niveau atteint entre 1968 et 1973. La diminution du taux d'investissement à partir de 1976 est due au retrait progressif du secteur privé mais également à la contraction des investissements publics, notamment ceux émanant des administrations et des entreprises publiques non directement liées à la production. Ce phénomène résulte des coupes dans les dépenses publiques imposées par la politique économique de l'époque. Par contre, on retiendra que la part des investissements du secteur public productif dans la FBCF totale passe de 15,1% en 1974 à 20,3% en 1978.

Le rôle des entreprises publiques dans l'évolution du taux de croissance des investissements est donc très important. Comme le soulignent L. COUTINHO et H.P. REISCHTUL (6), le secteur public productif apparaît comme un pôle résistant et privilégié, agissant de façon anti-récessive, avec des effets stabilisateurs sur l'investissement total.

Le tableau suivant nous donne la structure relative des investissements dans l'industrie de transformation, décomposée par branches.

TABLEAU 10

STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS 1970 - 1978

	1970	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Minerais non métalliques	12,5	4,1	3,6	3,9	4,1	6,6	5,9
Métallurgie	9,6	27,1	35,5	34,5	33,0	24,6	24,8
Mécanique	2,8	3,6	4,1	5,6	5,5	4,9	5,8
Matériel élect.communication	3,5	7,9	5,8	5,0	4,7	4,3	5,0
Matériel de transport	20,5	19,7	16,0	15,8	14,3	11,9	13,9
Bois						0,5	0,7
Ameublement	0,3	0,4	0,7	0,5	0,4	0,2	0,3
Papier et carton	4,9	2,1	2,1	3,7	7,3	9,0	6,7
Caoutchouc		1,3	0,8	1,6	1,2	0,8	0,5
Chimie	12,2	15,8	13,9	11,9	10,4	20,6	19,7
Pharmacie	1,9	0,8	0,8	1,5	2,4	1,3	0,6
Parfumerie	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	1,0
Matières plastiques	1,0	0,9	1,0	1,2	1,0	0,7	0,7
Textile	14,0	5,2	4,7	5,3	4,6	2,6	2,8
Vêtements, chaussures	2,1	1,1	1,2	1,1	1,3	0,5	0,6
Produits alimentaires	7,0	6,6	6,0	4,7	5,7	5,8	6,1
Boissons	3,9	1,6	1,8	1,8	1,7	2,1	2,7
Tabac	2,5	0,5	0,5	1,0	1,5	1,2	1,0
Edition, indust. graphiques						0,1	0,2
Divers		0,4	0,7			1,4	0,8
Total pondéré	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: A. ZANTMAN, WANG: L'héritage économique..., 1985.

Il apparaît que :

- la métallurgie voit sa part s'accroître considérablement dès la fin de la première moitié des années 70. Augmentant en

(6) L. COUTINHO, H.P. REISCHTUL, "Investimento estatal 1974-1980: ciclo e crise", Desenvolvimento Capitalita no Brasil, Vol 2, 1983.

1974 de 31% par rapport à 1973, celle-ci se stabilise pendant 3 ans à environ 34% des investissements totaux, pour baisser légèrement en 1977-1978. Elle demeure néanmoins prépondérante sur toute la période ;

- le papier-carton en 1976 et 1977 et la chimie en 1977 voient chacun leur part doubler par rapport à l'année précédente puis se maintenir à un niveau élevé en 1978. Accaparant déjà une part importante des investissements à la fin des années 60, la chimie devient, dès 1977, le deuxième poste d'investissements avec environ 1/5 du total ;

- la mécanique augmente sensiblement sa participation entre 1974 et 1978, mais reste à un niveau toujours assez bas;

- l'ensemble des biens de consommation courante à l'exception de la pharmacie, voit sa part se maintenir ou régresser, bien qu'elle soit à un niveau déjà faible;

- la pharmacie augmente légèrement sa part entre 1975 et 1977 ;

- les branches qui constatent la plus forte dégradation de la part des investissements qui leur est allouée sont le textile (14% en 1970 et 2,8% en 1978) et le matériel de transport (de 19,7% en 1973, elle passe à 11,9% en 1977).

Ces résultats confirment les options prioritaires mentionnées dans le document du II PND. Les principaux groupes de biens retenus sont:

d'une part, les biens de capital dont la mécanique,

d'autre part, les biens intermédiaires suivants:

- produits sidérurgiques,
- métaux non ferreux,
- produits pétrochimiques,
- fertilisants,
- produits défensifs agricoles et leurs matières premières,
- papier et cellulose,
- matières premières destinées à l'industrie pharmaceu-

tique,

- ciment, soufre et autres minerais non métalliques.

Parallèlement, la réduction de la dépendance énergétique par rapport à l'extérieur étant également une des priorités majeures formulées par les autorités de l'époque, l'importance des investissements publics dans ce domaine vient confirmer ce choix.

2.2.2 LES RESTRUCTURATIONS : OBJECTIFS ET PROGRAMMES

Les motivations qui ont poussé à ces modifications sont clairement explicites dans le document officiel du II PND. Elles visent dans tous les cas à substituer la production nationale aux importations, et dans la mesure du possible, à développer les exportations en s'appuyant sur une transformation de l'insertion du Brésil sur la scène internationale par un accroissement des exportations manufacturées et de leur compétitivité par rapport aux produits étrangers.

Concernant les secteurs des biens intermédiaires, les projets de restructuration devront s'appuyer sur la volonté d'"adopter une politique de garantie d'approvisionnement, visant à l'auto-suffisance et, le plus souvent possible, à l'ouverture de flux d'exportations ; quand l'auto-suffisance n'est pas possible, elle cherchera à réduire au minimum la dépendance par rapport aux sources externes, y compris en s'associant à des emprunts binationaux ou multinationaux destinés à garantir l'offre dans des conditions raisonnables" (7).

En complément des investissements privés, les grands projets publics trouveront une place de choix dans les différents secteurs de biens intermédiaires, soit que les investissements

(7) Projeto do II Plano Nacional de Desenvolvimento, 1974, p. 31. Traduit par l'auteur.

requis ont une maturation longue, soit que leur rentabilité est faible, soit encore que le secteur représente un point stratégique dans l'économie.

Concernant les biens de capital, et surtout les biens d'équipement non produits en série, les autorités ont essentiellement cherché à "renverser la tendance observée, où l'acheteur se mettait dans la position de chercher à importer au maximum à cause des désavantages que l'achat de biens d'équipements national offrait" (8).

Les mesures prises sont destinées à la fois à stimuler l'investissement par un système financier plus adéquat et des avantages fiscaux, mais également à recentrer vers le marché intérieur une demande fortement attirée par l'offre externe.

Comme le résume C. LESSA, la consolidation du secteur des biens de capital - composante critique d'un modèle auto-centré - poursuivie de 1974 à 1977, passe essentiellement par le "montage d'un modèle de financement et de capitalisation pour les entreprises du secteur, un accroissement des lignes de crédits pour la commercialisation de la production interne, d'efforts pour neutraliser et/ou compenser les avantages financiers et technologiques des fournisseurs internationaux, de stimulations à l'engineering des projets, d'une discipline et des tentatives de dévier les importations vers le marché intérieur, l'augmentation de marges de protections douanières et fiscales" (9).

Pour mieux comprendre la dynamique de cette période, il est nécessaire de revenir plus en détail sur les modifications apportées à la structure industrielle sectorielle et de cerner les résultats sur la composition de l'offre domestique et la

(8) Idem, p.30. Traduit par l'auteur.
(9) C. LESSA, A estrategia de desenvolvimento 1974-1976 - sonho e fracasso, 1978, cité par V. TADINI, O setor de bens de capital ..., 1986, p.60. Traduit par l'auteur.

balance commerciale (10).

2.2.2.1 Le secteur énergétique

Comme il a déjà été souligné, en 1974, 20,2% des importations totales sont consacrées aux importations de pétrole brut, représentant à elles seules 85% du pétrole consommé nationalement. La vulnérabilité externe face à cette énergie est donc extrême, à tel point que, pareillement aux pays développés, le Brésil va adopter une politique énergétique visant à long terme à l'auto-suffisance.

Pour permettre d'atteindre cette indépendance nationale, le gouvernement définit un Modèle Energétique Brésilien (MEB). Ce modèle s'articulera autour de trois axes et d'amples projets d'investissements où participeront capitaux privés et publics.

a. Diversification et substitution des sources énergétiques (alcool de canne, charbon)

Afin de réduire la consommation de pétrole, notamment dans les transports, qui absorbent 50% de la consommation totale, le gouvernement mettra en place un programme "alcool" destiné à utiliser l'alcool de canne comme carburant. Mélangée à l'essence, cette énergie (alcool anhydride) devra permettre de réduire substantiellement la consommation de pétrole. En réalité, ce projet est à la fois un projet de substitution d'énergie et un plan de sauvetage de l'industrie sucrière

(10) Les principales sources utilisées dans cette section sont: Relatorio de Atividades, BNDE/BNDES, différentes années,
Anuario Estatistico do Brasil, IBGE, différentes années,
Açao governamental no setor das minas e energia, Ministerio das Minas e Energia, SETEC, Brasilia, nov. 1984,
A.V. VILLELA: Empresas do governo como instrumento de politica economica, IPEA, n 47, 1984,
le tableau 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation, de l'annexe.

puisque les prix du sucre fixé sur le marché international après avoir atteint leur maximum en 1975, s'effondrent à l'entrée de la deuxième moitié des années 70.

Peu de nouvelles raffineries sont installées jusqu'en 1977. Ce plan s'est essentiellement appuyé dans un premier temps sur les capacités de production déjà existantes. Dès l'année suivante, le nombre de distilleries est doublé.

La production d'alcool commence à croître dès 1977 (+30% en tep (11)), année exceptionnelle où la croissance du secteur agricole atteint 12,1% et où l'installation du plan est confirmée.

Simultanément, un vaste programme de substitution d'huile combustible d'usage industriel par l'hydro-électricité est installé, notamment dans les industries intensives en énergie (voir plus loin).

A partir de 1975, des engagements sont pris dans le domaine de l'énergie nucléaire. Une nouvelle stratégie est mise en application destinée à diversifier les sources énergétiques du pays. L'objectif à terme est de satisfaire la croissance de la demande en énergie électrique, au cas où les sources hydrauliques ne seraient plus économiquement rentables. De plus, cette option s'inscrit dans le cadre d'un programme d'absorption technologique (engénierie industrielle, construction de réacteur, production d'éléments combustibles,...).

Des programmes d'adaptation des industries à l'utilisation du charbon comme combustible sont mis en place. En 1974, la consommation de charbon représentait 2,6% de la consommation énergétique totale. En 1978, elle atteignait 3,6%.

Cependant, si la substitution du charbon au pétrole se développe dans le domaine industriel, il s'agit à 77%, de charbon importé, la production nationale restant quasiment stable. Le charbon est un des produits dont l'importation n'est pas frappée du dépôt obligatoire ou autres taxes.

(11) tep: tonne équivalent pétrole

b. Economie d'échelle en rationnalisant l'utilisation de l'hydrocarbure (développement des transports collectifs dans les zones urbaines,...).

c. Développement de la production de pétrole

Contrôlant 4,5% de la FBCF totale, Petrobras est en seconde position derrière l'autre entreprise publique Eletrobras jusqu'en 1978. Le taux de croissance annuel des investissements, aux prix de 1977, est très élevé pendant toute la première moitié des années 70 (sauf 1972). A la suite du premier choc pétrolier, l'investissement augmente pendant 3 ans à un taux moyen annuel de 28%, doublant le niveau absolu entre 1972 et 1975, puis se stabilisant plus ou moins à partir de 1976 à un niveau élevé.

La composition des investissements de Petrobras se modifie pendant ces années. Les investissements dans les activités d'exploitation et de production de pétrole augmentent considérablement à partir du premier choc pétrolier. Cette augmentation massive se retrouve dans la part croissante des investissements de l'entreprise allouée à ces deux activités. De 26,9% en 1974, la part passe à 46,9% en 1978. Elle représente donc presque la moitié des investissement. En contrepartie, l'activité de raffinage, qui absorbait en 1975 environ 37% des investissements, voit sa part chuter dès l'année suivante pour atteindre 18% en 1978. La part allouée aux transports se maintient sur la période.

Malgré les prévisions de croissance de la production de pétrole pour la fin des années 70, les efforts décrits n'ont pas donné de résultats significatifs permettant de répondre à une consommation en forte expansion. La production de pétrole brut reste constante (à un niveau de 8 millions de tonnes par an) alors que la consommation s'accroît au taux moyen annuel de 6,1% entre 1974 et 1978. Le volume de pétrole importé augmente donc entre ces deux années.

En 1974, les importations de pétrole et dérivés représen-

taient 22,5% des importations totales. En 1978, elles représentent 39,7%. Il faut rappeler que pendant la période 1975-1977 où les importations étaient sévèrement limitées, le pétrole échappait aux contrôles.

Malgré tous ces efforts, le déficit de la balance d'énergie primaire exprimé en tep, s'accroît entre 1974 et 1978, passant de 34,4 millions à 47,3 millions (12).

d. Le secteur énergie électrique

Bien que non prioritaire dans le II PND, le secteur de l'hydro-électricité a fait l'objet d'efforts importants.

Investissant déjà massivement au début de la décennie, le système Eletrobras et Itaipu, recouvrant l'ensemble des entreprises fournisseurs d'énergie électrique, étendent leurs installations productives au taux moyen annuel de 17,5% avec un léger fléchissement en 1974 et un pic en 1975. A eux seuls, les deux ensembles représentent environ 10% de l'investissement total de l'économie en 1977-1978.

Selon les prévisions du II PND, la croissance de la consommation d'énergie électrique devait s'accroître sur la période 1975-1979, passant d'un taux moyen de croissance annuel de 10% à 13%. Ces prévisions nécessitaient l'installation de nouvelles capacités productives génératrices d'électricité, notamment hydraulique en raison de la présence de grands fleuves prédestinés à ce genre d'installation. Par ailleurs, l'utilisation intensive d'énergie hydro-électrique devait permettre en plus de réduire quelques importations énergétiques (pétrole, huiles combustibles), de profiter d'un avantage comparatif local et d'être plus compétitif à l'exportation en abaissant les coûts de production dans des secteurs qui utilisent beaucoup d'énergie (métallurgie, chimie, papier...).

Cette période 1974-1978 voit le démarrage de grandes

(12) Voir tableau 2.8: Balance d'énergie primaire (1974-1985) de l'annexe.

usines :

- Itaparica avec ses 12 unités générant chacune jusqu'à 250 MW et destinées principalement à alimenter en énergie les complexes métallurgiques Albras et Alunorte;

- Tucurui avec une capacité productive devant atteindre 2.500 MW dans les années 80;

- Itumbiara, Sao Simao, Paulo Alfonso IV, Xingo, Salto, Santiago;

- et la poursuite du grand programme d'Itaipu sur le fleuve Paranà avec ses équipements les plus grands du monde : installation en plusieurs phases de 18 turbines génératrices, pouvant produire chacune jusqu'à 700 MW.

Ces installations ajoutées à celles initiées pendant la période antérieure, ont permis un développement sensible de la production d'hydro-électricité : mesurée en tep, celle-ci représente en 1978 23,7% de la consommation totale d'énergie primaire, contre 19% en 1973.

2.2.2.2 Les biens intermédiaires

a. La métallurgie - sidérurgie

Comme on l'a vu dans le tableau 10, le secteur de la métallurgie investit massivement, relativement aux autres secteurs industriels. Ce développement se doit essentiellement aux grands projets de la sidérurgie.

Le secteur sidérurgique

Face à l'important déficit des échanges avec l'extérieur de produits sidérurgiques pendant l'apogée du "miracle économique", les autorités créent en septembre 1973 le système

SIDERBRAS, grand complexe public destiné à garantir un taux de croissance élevé de l'offre domestique. Il recouvre entre autres les entreprises du secteur déjà existantes et actives dans le déroulement du Plan Sidérurgique National (PSN): la CSN, COSIPA et USIMINAS. En 1970, ces trois entreprises représentaient 54% de la production totale brésilienne d'acier brut.

En 1976, sont mis en place deux nouveaux projets : ACOMINAS (usine intégrée à coke) et la CST (Compania Siderurgica de Tubarao, dont la production est tournée à 70% vers l'extérieur), suivis du démarrage de l'Etape III du PSN en 1977, destinée à augmenter la production d'acier brut et d'aciers laminés (profilés légers, moyens, plaques d'acier semi-finies, bobines, tôles fines).

Ces grands projets requièrent d'importants investissements. Entre 1972 et 1978, le taux moyen de croissance des flux d'investissements dans le secteur est de 31% par an, malgré des mouvements d'oscillations très prononcés. Son dynamisme dans le secteur public joue un rôle fortement anticyclique sur l'investissement total surtout pendant le dernier quart de la décennie.

Dans la deuxième moitié des années 70, la production d'acier brut provenant des usines du groupe SIDERBRAS atteint 60,6% de la production totale brésilienne en 1977 et 62,8% en 1979, c'est-à-dire presque les deux-tiers.

Parallèlement à cet essor du poids du groupe, la croissance de la production d'acier brut en tonnes s'accroît dès 1975, surtout en 1977, avec un taux atteignant 21,7%. Sur la période 1971-1974, la production augmente au taux moyen annuel de 7,7%. Entre 1974 et 1978, elle croît au taux moyen annuel de 12,7%. Quant à la production d'aciers laminés, ce sont surtout les aciers plats qui profitent des investissement. Stagnant entre 1971 et 1974, ils voient leur production doubler entre 1974 et 1978, alors que les aciers laminés n'augmentent que de 50%, soit 11,8% par an.

Au niveau des échanges extérieurs (13), on constate :

- un contrôle très strict des importations, la valeur des produits sidérurgiques importés restant constante avec même une légère baisse en fin de période, malgré une reprise de la production de l'industrie de transformation et le relâchement des contrôles;
- un accroissement des exportations dès 1978 de 65,5% par rapport à l'année précédente, calculées en US $ courants ;
- le retour à l'équilibre commercial dès 1978.

La métallurgie des métaux non-ferreux

Concernant les produits métallurgiques non-ferreux, se met en place dès 1978 le projet Albras-Alunorte dont la principale activité de production d'aluminium est essentiellement orientée vers le marché extérieur.

Globalement, le secteur de la métallurgie subit de profondes transformations au cours de la période 1974-1978. Tant du point de vue de la cohérence de sa structure que de sa relation avec l'extérieur, il est l'un des secteurs à avoir été le plus investi par les restructurations industrielles. Utilisant sur l'ensemble de la période ses capacités productives à un taux élevé supérieur à 87,3% pour un taux global de 83,5% pour l'ensemble du secteur manufacturier en fin période, il voit sa production augmenter rapidement.

Avec un solde commercial encore légèrement négatif en fin de décennie (forte dépendance extérieure par rapport au cuivre), la part de ses exportations rapportées à la demande intérieure s'accroît légèrement au fil des années malgré une consommation intérieure croissante.

Simultanément, la part de ses importations dans la demande intérieure se réduit substantiellement, passant de 6,32% en

(13) Voir tableau 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation (1976-1985), de l'annexe.

1976 à 4,27% en 1978, niveau relatif vraiment très faible.

La chimie - pétrochimie

Au-delà des investissements massifs lancés par Petrobras dans l'exploitation et la production de pétrole et qui se soldent par des résultats peu concluants sur la période 1974-1978, le secteur de la pétrochimie a poursuivi l'effort par d'importants programmes. Un grand complexe pétrochimique est implanté au nord-est (pôle de Camaçari). Un programme d'exploitation de schiste, sous l'égide de la Petrobras, est destiné à augmenter la production d'huile combustible à partir de la roche découverte. Des projets visant à réduire les déchets de pétrole raffiné et à accroître la production d'essence et du gasoil sont mis en place.

Malgré les efforts faits dans la pétrochimie, on n'observe pas de modification très profonde dans la production. Les produits dérivés de pétrole et gaz (en tep) augmentent à un taux peu élevé, comparé au 15,7% de croissance moyenne annuelle de la période 1970-1973. Pourtant, la production d'ethylène et de fibres synthétiques augmente plus que ne le prévoyait le II PND. Au niveau des échanges extérieurs, le solde est néanmoins positif ou nul, sauf pour les huiles combustibles de pétrole et lubrifiants, où il reste légèrement négatif.

Concernant les fertilisants, des plans spéciaux sont adoptés dont un grand pôle (au Nord-Est) est destiné à produire des phosphates, de l'azote et de la potasse pour la production agricole. En cinq ans, la production effective a été multipliée par trois, le taux de croissance annuel réalisé étant supérieur à celui prévu par le II PND. Néanmoins, le déficit commercial de ce poste ne s'améliore pas. Les importations ont même tendance à s'accroître, n'étant pas touchées par les contrôles pendant cette période.

Quant aux autres produits chimiques, la production augmente sur la période également plus que ne le prévoyait le II

PND, notamment pour le chlore et la soude caustique (14).

Pour l'ensemble du secteur, les faibles résultats des investissements dans l'extraction de pétrole se répercutent sur ceux de l'aval de la filière pétrochimique. Il semblerait que les efforts faits dans l'industrie des fertilisants n'aient pas suffi à réduire la dépendance externe.

Cependant, si le solde des échanges externes du secteur de la chimie est équilibré dès 1977, ce n'est pas à cause de ces produits. C'est uniquement en raison des exportations de produits dérivés du soja (tourteaux, huile brute) qui passent à un niveau supérieur cette année. On peut relever malgré tout une baisse du ratio importation/demande intérieure atteignant en 1978 6,6% contre 8,3% en 1976.

Le secteur du papier - carton

Secteur déficitaire pendant la première moitié des années 70, et privilégié par le II PND, il va bénéficier de stimulations aux investissements, surtout en 1974-1975 et des politiques énergétiques mises en place par le gouvernement pour valoriser ses exportations au niveau international.

Après une forte contraction en 1974-1975, la production reprend à un rythme élevé, supérieur à celui de la production industrielle dans son ensemble. Le secteur utilise fortement ses capacités productives, plus ou moins récemment installées, et ses avantages comparatifs en ressources naturelles.

Au niveau des échanges extérieurs, à défaut de constater une diminution des importations, on note l'expansion des exportations dès 1978 des produits cellulosiques et de papier-carton. Le ratio exportations/demande intérieure passe de 1,9 en 1977 à 3,3 en 1978, malgré une augmentation du dénominateur.

(14) Voir tableau 2.5: Les industries prioritaires du II PND: productions effective et potentielle, situé en annexe.

2.2.2.3 Le secteur des biens de capital

Dernier secteur sur lequel nous nous arrêterons, le secteur des biens de capital semble avoir largement profité de la politique du II PND pour se refaire une santé (15).

Longtemps délaissé comme fournisseur d'équipements pour les grands investissements du secteur public, et inhibé par les préférences très nettes données aux producteurs internationaux, il est resté à l'arrière-plan dans le développement du "miracle économique".

A partir de 1974, de nouvelles mesures sont prises, destinées à inverser la tendance où offre étrangère était préférée à offre domestique. Au-delà des mécanismes de contrôle des importations, les achats d'équipement par des entreprises publiques se situent dans la mesure du possible de plus en plus sur le marché intérieur. Compte tenu de la forte relation entre investissements et production de biens d'équipement, le développement des grands projets publics et la priorité donnée à l'approvisionnement sur le marché intérieur vont dynamiser le secteur des biens de capital, à la fois dans l'expansion des capacités productives et la modernisation des équipements. Entre 1974 et 1979, les installations productives doublent sous l'effet des grands investissements, et notamment les installations de biens d'équipement sous commande qui croissent au taux moyen annuel de 12,4% entre 1976 et 1979.

En 1974, les secteurs les plus demandeurs de biens de capital sous commande sont la chimie et pétrochimie (26,7%), l'énergie électrique (16%), la construction navale (14,1%) et la sidérurgie (13,6%), tous liés massivement à l'Etat (16).

Entre 1974 et 1978, la part des biens de capital sous com-

(15) Voir tableau 2.6: Le secteur des biens de capital (1970-1983), situé en annexe.
(16) V. TADINI, O setor de bens de capital ..., 1986, p. 65.

mande dans l'ensemble des biens de capital passe de 17,3% à 21,9%.

Cette dynamique est essentiellement le résultat d'une recherche d'un plus haut degré d'intégration nationale. A partir de 1973, le mouvement est lancé dans l'ensemble des secteurs public productifs. Concernant Eletrobras, les achats de biens de capital nationaux passe de 64% en 1975 à 78% en 1978. La centrale d'Itapu s'approvisionne à 85% sur le territoire national. Petrobras se fournit également en grande partie dans le pays, comme Siderbras qui, selon L. COUTINHO et H.P. REISCHTUL, a considérablement renforcé l'articulation qui le lie au secteur des biens de capital par l'intermédiaire de la Etape III du PSN. L'indice de participation d'équipements fabriqués nationalement passe de 22% à 70% entre l'Etape II et III.

La croissance de la demande adressée au secteur des biens de capital a eu des effets stimulants sur le secteur puisque jusqu'en 1976, la croissance du secteur mécanique a augmenté à des taux élevés, utilisant au maximum ses capacités productives. A partir de 1977, le taux de croissance des investissements totaux s'affaiblissant, voire chutant, la production suit la tendance, l'utilisation des capacités productives aussi.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations se réduisent jusqu'en 1977, qu'il s'agisse de la mécanique ou du matériel électrique et de communication. Elles sont suivies d'une légère reprise en 1978. En valeur, la part des importations de machines et équipements dans la FBCF passe de 12,2% en 1975 à 8,1% en 1978 (17). Déjà favorables sur la balance commerciale, les résultats permis notamment par le contrôle des importations sont assez spectaculaires quand on observe l'évolution en volume. La chute des importations de biens de capital à partir de 1976 dont les effets sont atténués par l'accélération des prix, fait qu'en 1977, l'indice retrouve

(17) Banque Central do Brasil, rapport annuel 1980.

exactement son niveau de 1972 - alors que la croissance des investissements n'a cessé d'être positive, à l'exception justement de 1977.

Simultanément, les exportations augmentent légèrement, améliorant de quelques centaines de millions de US $, le déficit commercial.

On observe une baisse sensible du ratio importation/demande intérieure, dans les deux secteurs cités plus haut et un doublement du ratio exportation/demande intérieure dans la mécanique, qui passe de 3,4% à 6,25%.

Si nous nous sommes arrêtés sur les politiques industrielles de cette période, c'est parce que nous pensons qu'elles marquent une transformation profonde du processus d'accumulation brésilien. Cette présentation est loin d'être exhaustive. Néanmoins, elle permet de constater les efforts effectifs qui ont été réalisés à la fois du point de vue de:

- la hausse des capacités productives à tel point qu'à la fin de la décennie, il existe un potentiel de production important non utilisé; d'où le coefficient marginal de capital de plus en plus élevé au long de cette deuxième moitié de décennie;

- la complémentarité entre les secteurs. La désarticulation interne aigüe de 1974 entre les biens de consommation durables et les biens intermédiaires et de capital semblerait être éliminée du fait de la priorité accordée à cette dernière catégorie de biens;

- la dépendance par rapport aux importations. On rappelle que de 1975 à 1977,les importations ont été fortement contrôlées. Le processus de substitution aux importations nécessitant des investissements massifs dans les secteurs lourds de l'économie notamment, s'est déroulé dans un contexte où seules, les importations strictement nécessaires pouvaient entrer. Il est donc impressionnant de voir simultanément un contrôle strict des importations même si c'est pour maintenir

celles-ci à un niveau assez élevé, et en même temps une politique massive d'investissements alors que justement ce sont les secteurs d'équipement lourds qui étaient les plus sensibles à la dépendance externe. Contrairement au Plan de Metas, la stratégie de la substitution aux importations ne cherche pas à créer une dynamique d'industrialisation mais simplement à remplacer des produits importés par des produits équivalents issus de la production interne. Les secteurs pour lesquels le recul du ratio M/D est le plus important, sont dans l'ordre, la sidérurgie, le papier-carton, le matériel électrique et de communication, les minerais non métalliques (dont le ciment), la chimie (produits chimiques organiques et inorganiques, huiles combustibles de pétrole), la mécanique, le matériel de transport;

- du développement des exportations industrielles. De nouvelles capacités exportatrices ont été installées mettant en valeur les avantages comparatifs du pays (hydro-électricité, forêt,...) dans des produits industriels sophistiqués. La compétitivité s'en est trouvée accrue. La faible progression des exportations en général masque une profonde transformation au niveau de la composition des produits envoyés à l'étranger. Notamment, la recherche d'une plus grande autonomie par rapport aux exportations de produits primaires, vulnérables aux fluctuations des prix sur le marché international et des volumes, ont induit une véritable substitution aux exportations au profit des produits manufacturés de plus en plus élaborés. Comme on peut le constater dans le tableau 4.5 situé en annexe, alors qu'elles ne représentaient que 32,2% de la valeur totale des ventes en 1973, les exportations industrielles correspondent à 52,1% en 1978.

En plus de cette forte expansion, on assiste également à une modification au sein même de la composition de ces produits industriels. Diversification et surtout exportations de produits à plus forte valeur ajoutée seront les deux nouveaux atouts de ces transformations. Ainsi, de façon plus détaillée,

selon la classification de l'ISIC (18), il apparaît que:

- de 1973 à 1978, les exportations de produits alimentaires manufacturés voient leur participation chuter de 15 points;

- après une forte poussée, la part des exportations traditionnelles de textile-vêtements et des produits du bois régressent respectivement de 1,4 et 2 points entre ces deux années. Par contre, le secteur des chaussures poursuit son ascension;

- on constate simultanément une forte accélération des produits métalliques et dérivés du pétrole raffiné ainsi que la poursuite de la croissance des exportations de papier;

- mais c'est surtout à l'explosion des produits manufacturés à forte valeur ajoutée que se doit ce recul des exportions industrielles traditionnelles. La croissance des matériels de transport, non électrique et électrique est un des faits notables de ces restructurations qui affectent l'ensemble du processus productif et par suite, la structure des exportations.

Globalement, les premiers résultats de ces plans de restructuration sont apparus dans les secteurs de la sidérurgie, du papier-carton, fertilisants, et biens de capital à la fois au niveau de la production et de l'expansion des exportations dès 1978 pour les deux premiers secteurs.

Dans les autres secteurs, l'ajustement se fait par une utilisation massive des capacités productives existantes. Ayant peu profité des restructurations et étant principalement visés par les contrôles sur les importations, les secteurs des biens de consommation courantes se replient sur leurs capacités anciennement installées (19).

(18) International Standard Industrial Classification. Les données proviennent de: Politica industrial e exportaçoes de manufaturados do Brasil, FGV / Banque Mondiale, Rio de Janeiro, 1983, tableau 3.4, p. 116.
(19) Voir tableau 2.4: Taux d'utilisation des capacités productives, de l'annexe.

Dans le domaine énergétique, malgré l'ampleur des programmes tant du point de vue de la substitution aux importations de pétrole que de la diversification des sources d'énergie, les effets sont en 1978 peu concluants, notamment sur les importations. Néanmoins, on perçoit les premiers résultats du Plan Alcool et des politiques d'encouragement à l'utilisation du charbon et de l'hydro-électricité.

2.3 UN SECTEUR AGRICOLE EN PLEINE MUTATION

Un autre champ du secteur productif a été concerné par ces projets: le secteur agricole. L'énorme potentiel de production en produits agricoles et d'élevage suscite un regain d'intérêt de la part des autorités. La grande vague des restructurations industrielles ne laissera pas cette réserve naturelle à l'arrière-plan et l'intégrera de plus en plus à une logique productive et compétitive.

Le modèle agricole brésilien, malgré ou peut-être à cause du gigantesque potentiel productif dont il a la charge, reste encore très complexe. Tiraillé par des enjeux économiques et sociaux pouvant parfois être antagoniques, et n'ayant jamais bénéficié de réforme agraire en profondeur, le secteur visant à l'exploitation végétale et animale des sols brésiliens est de plus en plus confronté à la dualité existant entre la petite production vivrière, largement majoritaire en termes de nombre d'exploitations, et l'agriculture commerciale, intégrée au complexe industriel, rassemblant environ 20% des unités productives du secteur.

Absence de mesures définissant une répartition plus équitable des terres et articulations difficiles d'une part, entre l'agriculture traditionnelle et l'agriculture moderne et d'autre part, entre l'agriculture liée à l'approvisionnement du marché interne et l'agriculture d'exportation: voici les principaux points caractéristiques témoignant de la complexité

du secteur agricole brésilien d'aujourd'hui.

2.3.1 UN SECTEUR STRUCTURELLEMENT TRES HETEROGENE

La répartition de la valeur de la production agricole est très inégale sur l'ensemble du territoire. Très concentrée dans les régions du Sud et de Sao Paulo et les alentours de Recife, cette dispersion géographique de la production tient à plusieurs raisons:

- presque toute la région du Nord et une partie du Centre-Ouest sont couvertes par la plus grande réserve d'oxygène de la planète: la forêt amazonienne. Même si cette présence offre d'énormes richesses (bois, bauxite, poivre, noix, jute), leur mise en valeur reste limitée et coûteuse,

- l'absence de réforme agraire permet le maintien d'une répartition des terres extrêmement inégalitaire; or,les techniques de mise en valeur des terres, les formes d'utilisation des sols sont très liées à la taille des exploitations,

TABLEAU 11

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

part des exploi-tations	taille des exploi-tations	part des terres cultivables	part du personnel	part des tracteurs	part des bovins
50,5%	> 10 ha	2,5%	37,4%	5	4
39%	10 - 100	17,5%	41,2%	43	22
9,5%	100 - 1000	34,5%	17,1%	37	41
1%	1000 - 10000	28,5%	3,7%	13	27
0,05%	< 10000	17%	0,6%	2	6

source: H. THERY, Le Brésil, Ed. MASSON, 1985, p. 173.

- la politique très sélective de subventions et stimulations fiscales à la production agricole, en privilégiant certains cultures, a accru le déséquilibre régional déjà fortement marqué et accentué les inégalités entre les différents types d'exploitation.

- les méthodes de production sont différentes d'une région

à l'autre et d'une culture à l'autre: elles sont de type intensif dans le Sud et le Sud-Est et les Etats côtiers du Nord-Est. Dans les autres régions, les terres sont moins rentables, les agriculteurs y appliquent des cultures extensives (défrichage, brûlage, cultures sans apport d'engrais, usure, abandon),

- la mécanisation a surtout touché les régions du Sud et Sud-Est (qui concentrent environ 80% du parc des tracteurs), un peu moins le Nord-Est et le Centre-Ouest.

2.3.2 LES NOUVEAUX ENJEUX DU SECTEUR

Ces divers facteurs s'appuient sur des rapports de production très différents selon les produits et les régions. Sans entrer dans la complexité et la spécificité de ces rapports, nous devons néanmoins mettre en évidence quelques-uns des aspects qui concourent à l'établissement de cette hétérogénéité croissante.

Pour comprendre ce point, il nous faut parler du rôle de l'agriculture dans l'économie et des enjeux dont elle fait l'objet. Comme dans tous les pays et principalement au Brésil où les avantages comparatifs en matière agricole sont multiples, le secteur agricole doit assumer en premier lieu, son rôle de fournisseur de produits alimentaires à bas prix pour la population urbaine de plus en plus nombreuse. Ces produits se composent pour une grande partie d'aliments de base (haricôts, riz, manioc, fruits, viandes, surtout porc et volailles) et quelques produits élaborés servant à la consommation courante.

Le secteur agricole doit par ailleurs assurer l'approvisionnement en main d'oeuvre du secteur industriel qui croît selon les tendances d'un nouveau pays industrialisé. Au cours des années 70, l'exode d'une partie de la population rurale vers les centres urbains a été très important: plus de 1

million de personnes par an (20).

Enfin, le dernier rôle de base attribué à l'agriculture traditionnelle est profondément lié à la vieille Division Internationale du Travail: fournir des devises par l'exportation de produits primaires agricoles (exportations de sucre, café, cacao, coton, graines de soja...), afin de payer les importations de produits industriels à forte valeur ajoutée.

Cependant, si le secteur agricole a le plus souvent rempli ses devoirs envers l'économie nationale et le commerce extérieur, les transformations qui se dessinent au milieu des années 70, tant sur le plan interne qu'au niveau mondial, définissent une place privilégiée à ce secteur.

Selon le document officiel du II Plan National de Développement (1975 - 1979), "l'agriculture et l'élevage doivent jouer un nouveau rôle dans la stratégie nationale du développement.(...). L'environnement récent se maintenant, l'agriculture pourrait continuer d'accompagner la croissance générale au travers de l'approvisionnement d'aliments et matières premières sans élévation du prix réel. Il s'agit d'exiger beaucoup plus de l'agro-élevage, maintenant. Ce nouveau rôle dans la stratégie signifie, d'un côté une contribution plus significative à la croissance du PIB, avec un moindre prix pour le consommateur, un meilleur revenu pour l'agriculteur et un meilleur mode de vie pour le travailleur. Il s'agit d'un autre côté, de stimuler la vocation du Brésil comme fournisseur mondial d'aliments, matières premières agricoles et produits agro-industriels" (21). Au niveau de l'intégration internationale, il est prévu que soit maintenue "l'orientation du renforcement des deux nouvelles grandes catégories d'exportations: produits manufacturiés et minerais/produits agricoles non traditionnels" (22).

(20) J.L. RASTOIN, A. MOMMA, "Agriculture, agro-industries et économie nationale", Revue Mondes en Développement, sous direct. F. PERROUX, n 31-32, ISMEA, 1980.
Voir également P.R. SOUZA "Impasses atuais das politicas de emprego e de salario", in Desenvolvimento Capitalista No Brasil, Vol. 2, 1983.
(21) Projeto do II Plano Nacional de Desenvolvimento, 1974, p.33. Traduit par l'auteur.
(22) Idem, p.69. Traduit par l'auteur.

A partir de 1975, les nouveaux enjeux aux niveaux national et international imposent une vision plus moderniste de l'agriculture, dont les effets sont deja perceptibles depuis quelques années. Le tournant décisif se situe pourtant à cette période. La modernisation par le biais de la mécanisation et de l'augmentation de l'utilisation des intrants (fertilisants, herbicides,...), conjuguée au développement des subventions (prix de soutien, crédits subventionnés,..) démontrent la nouvelle orientation prise par le secteur agricole, sous l'impulsion du gouvernement. Les motifs liés à cette modernisation doivent essentiellement être rattachés à la stratégie de restructuration de l'économie nationale, au déficit élevé de la balance commerciale et à une transformation des normes de production et de consommation à l'échelle internationale. Ce dernier élèment va imposer une nouvelle définition des formes d'intégration des produits agricoles brésiliens sur les marchés étrangers.

La redécouverte du potentiel agricole donne un souffle nouveau au secteur dont les principales activités jusque là reposaient sur la production vivrière et l'exportation de produits primaires traditionnels. A partir de 1975, avec le programme de la biomasse et l'accélération de la production agro-industrielle, le Brésil favorise l'intégration industrielle et la commercialisation d'une partie du secteur et modifie son profil de pays exportateur de produits primaires simples. Comme le souligne M. BURSZTYN (23), cette adaptation a dû se faire par l'adoption de paquets technologiques permettant de satisfaire aux règles de compétitivité sur le marché intérieur et aux conditions de standardisation imposées par le marché international. Dans l'impulsion de ces nouvelle normes de production, le gouvernement aura un rôle fondamental.

L'exemple du programme - alcool destiné à substituer de l'alcool distillé de canne à sucre au carburant-essence est typique du nouveau rôle joué par l'agriculture dans un domaine stratégique de l' économie brésilienne, celui de la dépendance énergétique externe. Au niveau de la production du produit de

(23) M. BURSTZYN, "Endettement et crise du modèle agricole brésilien", Revue Tiers-Monde, t. XXV, n 99, juil.-sept. 1984.

base, on constate dès 1978 un accroissement très net. Entre 1968 et 1977, la croissance moyenne annuelle est de 2,8%, faisant passer la production de 1,6 million de tonnes à 2,1 millions. Dès l'année suivante, elle va croître à des taux supérieurs, voisins de 6,7% par an pour satisfaire la demande croissante du marché intérieur (24).

Quant aux produits d'exportation, le cas est encore plus exemplaire. Fortement encouragés par les crédits subventionnés et les stimulations diverses (25) qui privilégient surtout les produits destinés à l'exportation, les exploitants agricoles vont s'orienter davantage dans la production de ces biens plus lucratifs. Entre les périodes 73/75 et 79/81, la production de produits végétaux a augmenté de plus de 4% par an, avec en tête les oranges, soja, canne à sucre, cacao, tomate, tabac, pommes de terre (26). A l'exception des tomates et pommes de terre, tous sont destinés à être exportés. Par contre, à la différence de la décennie passée, les produits, avant d'être vendus à l'extérieur sont transformés de plus en plus sur place. Complémentaires des produits traditionnels tels le café en grain, cacao, coton et le sucre, les exportations de produits agricoles modernes -graines de soja- et transformés se déploient de façon spectaculaire. Résultat d'une véritable stratégie de promotion aux exportations à l'intérieur même du processus plus global de substitution aux exportations, le

(24) B. DARDENNE, La politique agricole brésilienne et ses conséquences sur l'offre et la demande internes, Mémoire de DEA, Université Paris I, 1982, p. 114.
(25) Selon M. BURSTZYN, le différentiel entre le taux d'intérêt du marché et ceux établis pour l'agriculture est supérieur à 20 % depuis 1976. Déjà, en 1975, sur 1,5 milliard de US $ alloué au secteur agricole par le gouvernement, 1,14 milliard était utilisé pour conpenser ce différentiel de taux d'intérêt, 80 millions ont servi à subventionner les achats d'inputs modernes, le gouvernement a payé 40% du coût des engrais chimiques cette année là, et 50 millions étaient destinés à encourager la mécanisation.
Par ailleurs, l'année suivante, les crédits de l'agriculture ont représenté 52 % de la production agricole, in B. DARDENNE, La politique agricole..., 1982.
(26) BERTRAND, "Brésil: modernisation et restructuration alimentaire dans la crise internationale", Revue Tiers-Monde, t. XXVI, n 104, oct.-déc. 1985.

profil des produits agricoles brésiliens vendus à l'étranger se modifie substantiellement au profit du jus d'orange, des produits dérivés du soja et également de la viande de volaille, permis par un élevage intensif lié à l'accélération de la production nationale d'aliments composés (dont le tourteau de soja).

En 1960, l'exploitation de soja recouvre moins de 200 000 ha de terre. En 1978 la surface utilisée atteignait presque 8 millions d'ha. Par ailleurs, les rendements à l'ha, malgré les aléas climatiques, s'améliorent, passant de 1,166 en 1969 à 1,769 en 1977. En 1967, la production de soja exprimée en tonne, représentait 13,5% de celle de café. En 1973, elles étaient à peu près équivalentes. En 1978, elle lui était deux fois et demi supérieure. Si la production de soja se substitue de plus en plus à celle du café, le phénomène n'est pas directement lié, tout au moins, pas partout. Comme le montre T. NAVARRO SWAIN (27) à partir de l'exemple du Paranà, plus grand Etat producteur de café au Brésil et dans le monde -et qui deviendra le deuxième Etat producteur de soja au Brésil après le Rio Grande Do Sul-, dès les années 60 et face à l'effondrement des cours du café, le gouvernement intervient dans une vaste campagne d'éradication des caféiers. "De 1962 jusqu'en 1975, les plans d'élimination aboutirent à une rédustion de 47% des plantations caféières" dans l'Etat. Face à cette politique, "le soja fut la culture idéale de substitution au café: plante facile à cultiver, entièrement mécanisable, dotée d'avantages fiscaux et de l'appui du gouvernement, sa culture s'est étendue comme une trainée de poudre" (28). Il serait donc faux de dire que l'expansion du soja s'est faite -au moins dans tous les cas- aux dépends de la culture du café dans les mesure où les plans d'éradication du café ont précédé l'arrivée en force du soja. Néanmoins, si cette culture intensive et très mécanisée n'a pas expulsée directement celle du café, ses avantages liés ont certainement accéléré le processus.

(27) T. NAVARRO SWAIN, "Frontière du Paranà: de la colonisation à la migration", Cahiers des Sciences Humaines, Vol. 22, n 3-4, ORSTOM, 1986.
(28) Idem, p.277.

Mais, au delà de la production de soja, c'est aussi l'installation d'usines de trituration qui est remarquable. A partir du milieu des années 70, le tourteau de soja est produit sur place, destiné à l'alimentation du bétail étranger dans un premier temps, puis brésilien de plus en plus. Le Brésil entre dans l'ère de l'agro - industrie moderne. Selon la CACEX, les exportations de tourteau de soja passent entre 1976 et 1978 de 7,82% à 8,28% de la valeur totale des exportations agricoles. Les exportations d'huile de soja brute représentaient respectivement 1,72% puis 2,24%. Simultanement la part des ventes de grains de soja passait de 7,78 % à 1,34 %, et de café de 21,45 % à 15,38 %. Les renseignements donnés en tonne confirment ces résultats. D'abord exportateur, parfois même importeur des graines pour les transformer localement et les reéxpédier ensuite, le Brésil va aller encore plus loin en développant un élevage intensif de porcs et volaille, alimentés par le tourteau et destinés encore une fois à concurrencer les marchés étrangers.

La transformation du secteur agricole brésilien se situe donc à plusieurs niveaux:

- diversification des produits exportés;
- intégration croissante à l'aval industriel à partir d'une véritable stratégie de promotion au exportations;
- transformation des normes de production et de commercialisation pour une partie croissante de l'agriculture brésilienne.

Cependant, à coté de cette expansion rapide des produits agro-industriels d'exportation ou à des fins énergétiques, que devient la production vivrière?

2.3.3 DESTRUCTURATION ET RESTRUCTURATION AGRICOLES

Comme le souligne très justement M. BURSZTYN, le paradoxe du secteur agricole brésilien se situe dans l'existence d'un potentiel gigantesque de mise en valeur des terres et la faiblesse de l'élasticité de l'offre des surfaces cultivables. C'est pourquoi, à défaut de se faire par une extension des terres cultivées, le développement des cultures d'exportation se fait surtout par l'augmentation de la productivité à l'hectare - moyens mécaniques, chimiques -, et/ou par la substitution des cultures traditionnelles vivrières. Résultat, la production vivrière baisse sensiblement, gênée en plus par un rendement qui décroit entre les périodes 1966/1970 et 1975/1979 de 23% pour l'haricot, 16% pour le manioc, 25% pour la banane et 13% le blé (29). En reprenant l'exemple du Paranà, il apparaît toujours selon T. NAVARRO SWAIN, que l'implantation du soja s'est accompagnée de profondes du point de vue économique et social. Tout d'abord, les techniques productives du soja sont incompatibles avec le maintien des cultures intercalaires, cultures que permettait le café et destinées principalement à alimenter les populations locale et urbaine. "L'élimination des caféiers entraîne donc une réduction des cultures secondaires de subsistance (maïs, haricots noirs, etc,...)". Par ailleurs, "eu égard à l'utilisation optimale des facteurs terre et capital, le soja est un produit idéal étant donné le taux de rentabilité qu'il garantit aux investissements. Du point de vue de la main d'oeuvre, toutefois, son expansin est négative et engendre le chomage dû à la mécanisation accélérée.(...) Là où la culture du café employait trente personnes, celle du soja n'en nécessitait qu'une" (30). Enfin, alors que la culture du café se satisfaisait de petits lopins de terre, la prédominance du soja s'accompagne d'une reconcentration des terres. la taille moyenne des unités productives tend à s'accroîter de plus en plus dans l'Etat.

(29) J.L. RASTOIN, A. MOMMA, "Agriculture,...",1980. Voir également B. DARDENNE, La politique agricole brésilienne...
(30) T. NAVARRO SWAIN, "frontière du Paranà:...", 1986, p. 277.

Comme on le voit, l'introduction de techniques modernes capitalistes dans le processus de production agricole vient brusquer profondément l'agriculture traditionnelle, tant par rapport aux petits avantages que celle-ci offrait, que du point de vue de l'équilibre sur le marché du travail agraire, ou de la structure agraire.

Cependant, production vivrière destinée au marché intérieure et production commercialisée en vue d'être exportée ne sont pas toujours exclusives l'une de l'autre. On assiste à un changement dans la consommation des produits de base au niveau national au profit par exemple, de l'huile de soja dont les débouchés sont avant tout intérieurs, et de la volaille dont la consommation s'accroit fortement, même pour les catégories pauvres de la population. Parallèlement, le développement de la culture du blé est lié au boom du soja. En raison des conditions climatiques, saisonnières et d'utilisation des sols, l'alternance des cultures blé / soja offre des résultats de production optimaux.

Néanmoins, la dualité entre agriculture traditionnelle et agricole moderne s'affirme. L'une marquée par la production vivrière et l'exportation des produits primaires, l'autre par l'intégration au complexe agro - industriel, la promotion aux exportations agricoles, et la commercialisation à grande échelle de produits répondant aux normes de consommation des grands pays industrialisés, toutes deux coexistent au travers d'un rapport de force où l'agriculture moderne a les faveurs du gouvernement et où l'autre pourtant joue un rôle fondamentale dans la structure et la régularité économique et sociale du pays.

Au risque de nous répéter, nous ferons un bref résumé de ce qui nous semble être fondamental pour la suite de notre recherche. Au-delà des restructurations productives proprement dites, c'est toute l'articulation du processus de production qui est modifiée pendant cette deuxième moitié de la décennie 70. Comme on l'a vu, la crise de 1974 a établi les limites à la croissance brésilienne de la période du "miracle économique". La transformation des normes de consommation pour une partie de la société brésilienne n'a pas bénéficié d'une mutation suffisante de l'appareil productif, contraint à recourrir de plus en plus aux importations. L'insuffisante articulation entre les secteurs des biens de consommation durables et ceux des biens intermédiaires et de capital a obligé, dans la mesure où l'on ne revenait pas sur les bases de la logique dominante du régime d'accumulation défini dès 1964, à une réorganisation en profondeur de la base productive. Cette stratégie a été rendue possible par la mise à disposition d'une épargne extérieure très importante. Dès lors, sans revenir sur les réajustements sectoriels, nous avons pu constater plusieurs points importants:

- l'Etat va intervenir massivement en tant qu'organisateur et entrepreneur, secondé par le capital privé, surtout national, qui reste malgré tout assez timoré. Cette intervention par le biais des entreprises publiques va permettre de mener une politique anti-récessive, s'opposant aux tendances de l'économie;

- au niveau sectoriel, cette stratégie a permis d'augmenter la compétitivité à la fois externe et interne, des produits brésiliens. En modernisant la structure productive et en comblant les vides existants, elle a permis d'assouplir les rigidités internes. Enfin, par le biais des restructurations - aux conséquences importantes dans le domaine agricole notamment-, elle a permis que soit franchie une nouvelle étape dans le processus historique d'industrialisation du Brésil;

- ces restructurations dégagent en fin de période un stock de capital important et non utilisé, souvent issu d'investissements en cours de maturation;

- ces restructurations permettent d'aligner plusieurs effets positifs par rapport à l'insertion internationale du pays. Tout d'abord, eu égard aux premiers résultats atteints en 1978, en termes de coefficient d'importations dans certains secteurs, on commence à entrevoir un début d'élargissement de la marge de manoeuvre du marché interne par rapport aux produits étrangers. Ces premiers signes peuvent signifier que la cohérence de la structure productive est mieux acquise. Ensuite, ces restructurations ont donné lieu à une modernisation des produits exportés . Le passage des exportations primaires traditionnelles dominantes au début de la décennie, à des exportations manufacturées, diversifiées et au contenu en valeur ajoutée de plus en plus élevé marque un tournant dans l'histoire de l'insertion internationale du pays, même si le Brésil reste toujours un important fournisseur de café, cacao et minerai de fer. Il résulte un véritable processus de substitution aux exportations primaires, auquel on peut intégrer une stratégie de promotion des exportations dans le cas de certains produits primaires agricoles.

Mais au delà de cette refonte des bases productives, comment se comportent les autres composantes du régime d'accumulation? Quelles ont été les répercussions notamment sur la répartition de la valeur ajoutée et sur l'évolution de la demande sociale? C'est à ces questions que tente de répondre le chapitre suivant.

3. LES REPERCUSSIONS DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR L'EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE FINALE

Les transformations qui n'ont cessé d'agiter la société brésilienne depuis la fin des années 60 s'accentuent encore pendant cette deuxième moitié des années 70. Comme on vient de le voir, la vague d'investissements des grands projets publics a été suffisamment forte pour que, conjuguée à un léger ralentissement de l'activité économique globale, elle intervienne comme l'un des pôles dynamiques de croissance pendant cette période. Ce qui ne signifie pas que les bases du régime d'accumulation de type excluant soient remplacées par une nouvelle dynamique productive. Au contraire, le renforcement des relations intersectorielles vise avant tout à une meilleure cohérence productive permettant de mieux répondre à l'appel de la consommation des classes moyennes et supérieures. L'attention s'est polarisée sur l'objectif de satisfaire la demande de la minorité de la population, sans que soient déséquilibrés les comptes externes, sans entraîner un recours massif aux importations. En ce sens, le régime d'accumulation mis en place pendant les années 60 conserve sa logique de répartition polarisante des revenus. Pourtant, la réorganisation productive permet de détacher quelque peu la croissance économique de la croissance de la consommation des classes privilégiées. Cette période se soldant par de profondes restructurations au niveau des rapports de production, va déclencher une conjoncture favorable aux revendications sociales et à la remise en cause de la légitimité des gouvernants.

Mais si l'on constate effectivement, à la fin de la période une légère amélioration dans la répartition des bénéfices de l'expansion, et à terme, une remise en cause de la politique salariale, les acquis des populations salariées du secteur formel restent encore minimes par rapport aux inégalités caractéristiques de la société brésilienne.

3.1 EVOLUTION DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE, DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTIVITE

La contraction du rythme d'expansion de l'activité industrielle à partir de 1974 a eu des effets défavorables sur l'évolution de l'emploi. Si cette année-là, le taux d'accroissement de la Population Occupée dans la Production (POP) se situe dans la continuité de celui des années précédentes, dès 1975, il stagne alors que la production croît au taux de 4,7%. On commence donc à vérifier un fléchissement du rythme de croissance de la POP. Selon les données de la FIESP (1) concernant la ville de Sao Paulo, thermomètre de la situation de l'emploi industriel sur l'ensemble du pays, entre 1970 et 1974, l'expansion a été de 9,2% par an alors qu'entre 1974 et 1980, elle chute à 2,9% par an, inférieure au taux de croissance démographique. Selon l'IBGE, les résultats sur l'ensemble du pays sont relativement moins contrastés : 6,9% de croissance pour la POP entre 1971 et 1973 et 3,3% entre 1973 et 1978 (2).

Cette baisse du taux de croissance de l'emploi industriel c'est-à-dire de la création de nouveaux postes de travail, se déroule dans un contexte où simultanément, les transformations notamment dans le domaine agricole par la concentration foncière et le passage de cultures familiales à des cultures intensives, entraînent une accélération des processus migratoires vers les zones urbaines. La population rurale qui perd son travail à la campagne vient gonfler l'armée de réserves industrielles en ville (Sao Paulo, Curitiba par exemple). Comme le remarque P.R. SOUZA, c'est dans la deuxième moitié des années 70 que commence à être observé le développement des

(1) P.R. SOUZA, "Os impasses atuais das politicas de emprego e de salario", Desenvolvimento capitalista no Brasil, n 2, Ed. Brasiliense, Sao Paulo, 1983.
(2) M.C. TAVARES, O debate sobre a retomoda do crescimento industrial: algumas falacias e varios interogaçoes, jan.1985.

favelas dans les villes moyennes de l'intérieur de l'Etat de Sao Paulo, phénomène complètement lié à ce processus de destructurations/restructurations agricoles.

Ainsi, deux effets se conjuguent pour augmenter le chômage et le sous-emploi:

- la baisse de l'activité industrielle induit une contraction du taux de croissance de l'emploi;

- Les destructurations/restructurations qui touchent le monde rural expulsent une partie de la population vers les centres urbains alors même que la demande de travail se réduit.

Mais cette baisse du taux de croissance de l'emploi industriel, si elle est importante, est légèrement inférieure à celle de la production industrielle. Ce résultat a pour effet de ralentir le rythme d'expansion de la productivité, qui passe d'un taux de 7,7% par an entre 1971 et 1973 à 3,1% par an entre 1973 et 1978, avec une croissance effective nulle en 1974 et 1977 (3).

3.2 EVOLUTION DES SALAIRES

Si le niveau d'emploi industriel s'est accru moins vite pendant la période considérée, l'évolution des salaires moyen et minimum réels a été pourtant plus favorable aux salariés dès 1975.

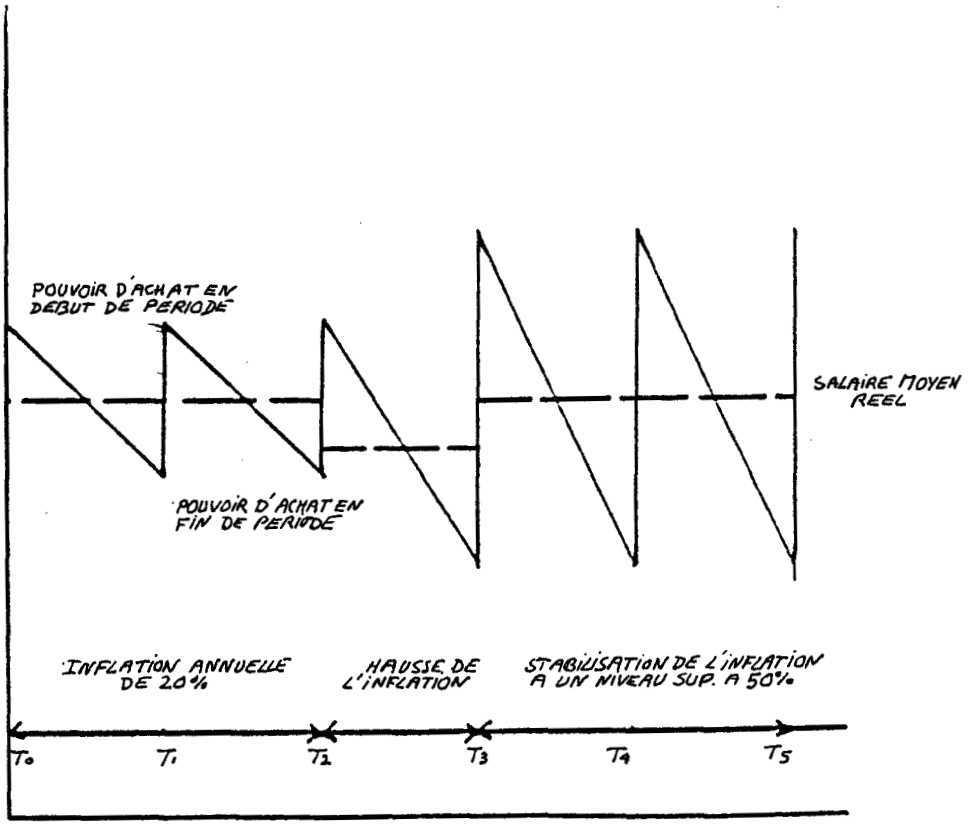
(3) Voir graphique 2.6: Emploi, production, productivité dans l'industrie, situé dans l'annexe.

3.2.1 LE PRINCIPE DE L'EROSION DES SALAIRES AVEC LA REPRISE DE L'INFLATION

L'année 1974, malgré un rattrapage en mai et en décembre du salaire minimum nominal, n'a pas constaté d'améliorations pour ces deux types de salaire réels, érodés par une inflation effective supérieure à l'inflation prévue par les autorités et servant de base aux réajustements. Le décalage d'un an entre les réajustements salariaux permettant la recomposition du pouvoir d'achat initial et la fixation par le gouvernement du taux de réajustement sur la base de l'inflation passée et l'estimation de l'inflation future obligent à certaines remarques lorsque la période concernée montre une forte augmentation du taux d'inflation. Le graphique suivant permet de mieux visualiser les effets d'une accélération de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des revenus salariaux.

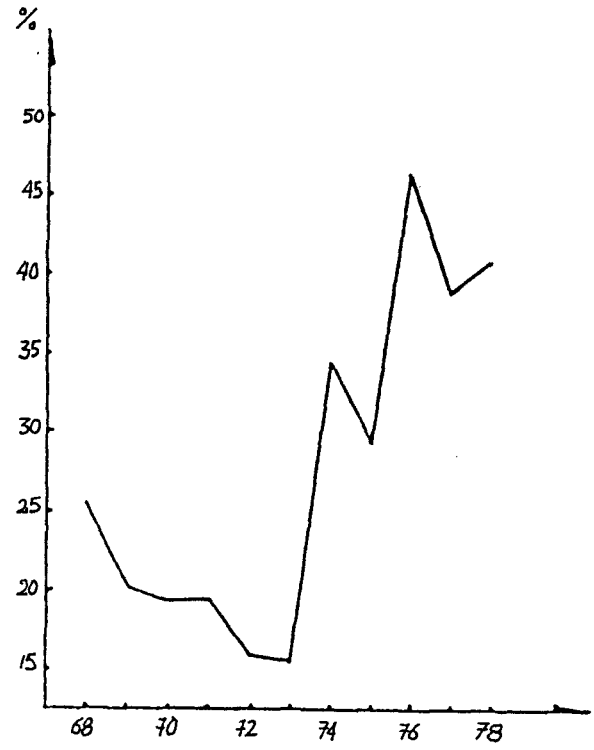
GRAPHIQUE 3

SALAIRES/INFLATION: PRINCIPE DE REAJUSTEMENT



GRAPHIQUE 4

INFLATION (IGP)
(1968-1978)



Ainsi, il apparaît que lorsque le taux d'inflation reste stable, et que ce taux effectif correspond au taux anticipé par les autorités lors du dernier réajustement- ce qui n'a pas été souvent le cas -, l'érosion du pouvoir d'achat est prise en compte dès le début de la période. Le pouvoir d'achat moyen est donc conservé. A partir du moment où le taux d'inflation s'accélère entre deux réajustments, l'anticipation prévue lors du dernier réajustement n'est plus suffisante. Le pouvoir d'achat s'érode beaucoup plus rapidement et plus profondément. C'est ce qui se passe sur le graphique entre les périodes T2 et T3 où l'on constate une détérioration très nette du salaire réel moyen. Lorsque le taux d'inflation se restabilise, le pouvoir d'achat retrouve son niveau moyen antérieur -dans la mesure où l'anticipation de l'inflation future correspond au taux de la période écoulée- mais avec une amplitude entre le début et la fin de la période beaucoup plus forte.

Il s'ensuit donc deux conclusions évidentes que nous devrons garder présentes à l'esprit dans la suite du travail:

- lorsque le rythme de croissance des prix s'accélère, le pouvoir d'achat moyen se dégrade, dans les conditions de réajustement en vigueur;

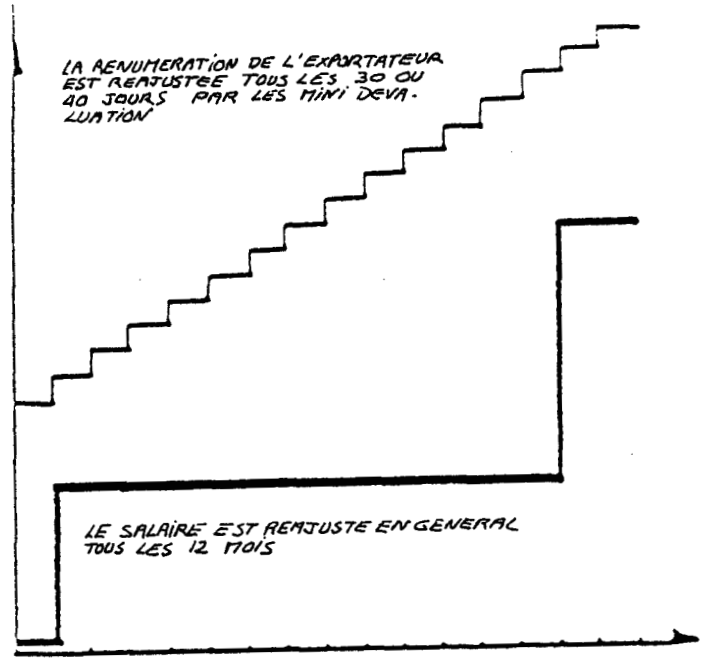
- plus le taux d'inflation est élevé, plus l'érosion du pouvoir d'achat est rapide et forte entre deux réajustements.

Ainsi, par ce mécanisme de correction -annuelle- des salaires et malgré le rattrappage des salaires réels, la hausse de l'inflation effective vient amputer une partie importante du pouvoir d'achat des salariés sur la période en cours.

La forte accélération de l'inflation au cours de ces années conduit à poser la question de la durée de la période entre deux réajustements: en juin 1976, le sénateur M. FREIRE dépose au Congrès un projet de loi sur un ajustement trimestriel des salaires. A la différence des autres variables de l'économie, les salaires sont les seuls à être réajustés une fois l'an, ce qui constitue un facteur d'inégalité flagrant pour les salariés, visible dans le graphique ci-dessous.

GRAPHIQUE 5

EFFETS REDISTRIBUTIFS
DES REAJUSTEMENTS
DIFFERENCIES
SALAIRES/TAUX DE CHANGE



SOURCE : CORREÇAO MAIS FREQÜENTE IN E.M. SUPPLICY POLITICA ECONOMICA ... , 1977

3.2.2 UNE NOUVELLE RELATION SALAIRE/PRODUCTIVITE?

A partir de 1975, la nouvelle loi salariale selon laquelle le réajustement annuel doit recomposer le salaire moyen réel des 12 derniers mois -au lieu des 24- et prendre en compte l'évolution des gains de productivité dans les calculs de l'indice (4), est plutôt propice à l'expansion des salaires réels. On constate en effet, une augmentation du rythme de croissance du salaire réel moyen et un rattrapage de fait sur les gains de productivité surtout en 1977 et 1978. Les chiffres sont là pour témoigner que la répartition de la valeur ajoutée industrielle est à cette période plus favorable pour les salariés qu'elle ne l'a jamais été jusque-là. L'écart grandissant entre croissance des salaires réels et croissance de la productivité sur la première moitié de la décennie se creuse plus lentement, voire diminuant certaines années .

Il semblerait donc qu'en 1975, le principe du réajustement institutionnellement établi à partir de l'évolution des gains de productivité soit réaffirmé. Le gouvernement aurait même décrété un indice de réajustement salarial prenant en compte les augmentations du coût de la vie et les gains de productivité selon un article de la "Folha de Sao Paulo" du 4/4/1976 (5).

Pourtant, si en 1976, on observe un rattrappage des salaires sur les gains de productivité, rien n'indique que ce rattrappage résulte bien d'une indexation systématique et fixée a priori. En effet, l'année suivante, l'écart entre les deux variables se recreuse sensiblement. De plus, cette même année, la hausse du salaire moyen réel, si elle concerne les catégories des ouvriers, reste surtout liée aux catégories les plus riches.

(4) On rappelle que le principe d'une prise en charge des gains de productivité dans l'évolution des salaires réels n'est pas nouveau, étant déjà institué officiellement en 1965.
(5) "Melhorou mas nao muito" in E.M. SUPLICY, Politica Economica Brasileira e Internacional, Ed. Vozes, 1977.

Le processus d'indexation automatique sur l'ensemble des salaires semble donc encore se situer au stade du discours, même si l'intégration des gains de productivité est une réalité dans les indices de réajustements salariaux. La hausse du salaire moyen réel au long de la décennie et son accélération dès 1975 ainsi que la nouvelle tendance à la hausse du salaire minimum démontrent qu'une partie des gains de productivité est intégrée de fait à l'évolution de l'ensemble des salaires, contrairement à la période précédente. Néanmoins, cela ne nous permet pas de parler d'un ajustement rigoureux et systématique, étant donnés l'extrême sensibilité des salaires à la conjoncture interne du moment et le poids des revendications sociales dans ce rattrappage des salaires.

3.2.3 CROISSANCE ET REPRESSION: DES TENSIONS SOCIALES QUI S'AFFIRMENT

Car si du côté de l'institutionnalisation des indices de réajustement des salaires sur les gains de productivité, le débat reste ouvert, un autre facteur a joué un rôle très important dans la hausse des salaires réels, surtout en 1977 et 1978. L'inflexion très nette observée ces deux années résulte en partie du développement de l'activité syndicale et des tensions croissantes qui s'exercent au niveau du rapport salarial. L'explosion de la productivité du travail dans l'industrie et du profit des entreprises pendant la période du "miracle" s'est faite au prix d'une très forte détérioration à la fois des conditions de travail et des salaires absolus et relatifs pour une partie de la société brésilienne. Le mouvement de revendications qui apparaît brusquement à la fin de la décennie résulte de ces tensions latentes, inhibées par la répression autoritaire et le climat anti-démocratique issu du régime militaire. En fait, il existait déjà des formes isolées de résistance à l'intérieur des entreprises (sabotage, ralentissement de la production).

Simultanément, la légitimité politique et économique des autorités est de plus en plus remise en cause. En 1977, une manifestation d'étudiants est là pour poser la question des libertés démocratiques et le retour à un Etat de Droit. Ces tensions vont se rejoindre pour impulser un important mouvement de grèves en 1978-1979, d'abord chez les métallurgistes de Sao Paulo, puis dans plusieurs secteurs de l'économie et s'étendant à diverses régions du pays. Ce vaste mouvement syndical est issu directement des revendications salariales et professionnelles des salariés travaillant dans un des noyaux modernes capitalistes installés au Brésil (6). Comme nous l'expliquent L.W. ABRAMO et R.A. da SILVA , "la revendication de 20% d'augmentation salariale immédiate qui occupait la place centrale des thèmes des grévistes de 1978, ne peut pas être pensée en dehors de ce contexte. Loin d'être une simple revendication économique, elle constitue l'expression condensée d'un mouvement de protestation beaucoup plus global contre l'injustice et l'exclusion dont avaient été victimes les travailleurs pendant toute la décennie, contrastant avec les indices de croissance très élevés de l'économie brésilienne et en partie, du secteur de la métallurgie" (7).

L'importance des mouvements oblige les autorités à revoir la politique salariale et au-delà, le système de représentation des syndicats et partis politiques. A la fin de l'année 1978, des engagements sont pris pour définir une nouvelle loi salariale destinée à atténuer les inégalités dans la répartition des revenus et les effets de la forte acélération de l'inflation sur le pouvoir d'achat, notamment des catégories les plus pauvres.

(6) Cette origine marque bien l'importance stratégique et le pouvoir du coeur de l'industrie capitaliste brésilienne au niveau de la définition des taux de salaire et des conditions de travail.
(7) L.W. ABRAMO, R.A. da SILVA, O movimento sindical metalurgico em Sao Paulo in Automaçao e movimento sindical no Brasil, Paper CEDEC, 1985, p. 103.

3.2.4 SALAIRE MINIMUM: LE DEBUT D'UNE INFLEXION

L'amélioration du salaire moyen n'est pas non plus indépendante de l'évolution du salaire minimum. Si celui-ci voit son pouvoir d'achat baisser constamment et presque régulièrement depuis la fin des années 50, on assiste pour la première fois à une légère inflexion de son rythme de croissance, même si en quatre ans (1975-1978) il retrouve à peine ce qu'il a perdu en un an (1974). La tendance à la chute du salaire minimum réel est stoppée, voire renversée. Selon une étude du DIEESE, pour 65 heures et 05 minutes de travail en 1959 nécessaires pour s'assurer la ration essentielle de subsistance minimale (recouvrant treize produits selon le Décret Loi 399 du 30/04/38), il fallait au travailleur 147 heures et 1 minute de labeur en 1973 pour obtenir la même ration, et 163 heures et 32 minutes en 1974. En 1978, il gagnera environ 26 heures, correspondant à 10,5% de hausse de son salaire minimum réel.

3.2.5 TENDANCE A LA "DEPOLARISATION VERS LE HAUT"

L'analyse de l'évolution du salaire moyen réel ne peut se suffire à elle-même, étant donnée l'extrême inégalité dans la répartition du revenu des salariés.

Comme il a été démontré dans la partie précédente, le modèle du "miracle" brésilien s'est appuyé sur une très forte polarisation de la société à partir d'une répartition des revenus extrèmement inégalitaire. Cette forme de concentration des richesses aux mains d'une minorité de la population reste toujours un point-clé de la dynamique de la période 1974-1978. C'est pourquoi l'on peut dire que la nouvelle dynamique de croissance impulsée par les grands projets de l'Etat notamment, n'est pas destinée à se substituer au marché intérieur mais bien plutôt à le servir. Le rôle des classes moyennes et supérieures ne perd pas son importance stratégique à moyen

terme même si parallèlement, la hausse du salaire moyen s'accompagne d'un léger processus de dépolarisation en fin de décennie impulsée notamment par les mécontentements sociaux et les tensions issus du rapport salarial.

Les travaux de D.Z. OCIO (8) sur l'évolution des salaires réels par catégories professionnelles vont dans le sens de cette dernière observation. Pendant tout le début de la décennie, le processus de différenciation se poursuit, s'atténuant à partir de 1975 (9).

Cette année là, l'indice de salaire des ouvriers augmente pour la première fois plus rapidement que celui des techniciens et personnel administratif, et de façon relativement identique à celui des cadres. Par rapport à l'évolution des gains de productivité, il lui est légèrement supérieur.

L'année suivante, l'écart entre les salaires des cadres et ceux des autres catégories se recreuse à nouveau bien que l'ensemble des indices augmente, les premiers bénéficiant d'un meilleur réajustement sur les fruits de l'expansion.

Si, en reprenant le graphique 3.1: Salaires Moyen et Minimum réels, Productivité dans l'industrie de transformation, situé dans l'annexe, 1977 voit le salaire moyen réel s'accroître plus vite que les "fruits de l'expansion", ce résultat n'est pas confirmé par les données d'OCIO. Les salaires réels des cadres de direction baissent alors que les techniciens et personnel administratif et ouvriers augmentent modérément leur pouvoir d'achat. A l'intérieur de la catégorie des ouvriers, ceux non qualifiés subissent en outre un effondrement de leur salaire.

Enfin, l'année 1978 voit une très forte augmentation de l'ensemble des revenus réels du travail, surtout pour les ou-

(8) Z.D. OCIO, "Salarios e politica salarial", Revista de Economia Politica, Vol. 6, n 2, avril-juin 1986, pp. 5-26.
(9) Voir graphique 3.2: Indices de salaires et traitements réels par catégories professionnelles, situé dans l'annexe.

vriers qui n'ont pas vu un tel rattrapage de leurs salaires depuis 1968, et notamment pour les ouvriers non qualifiés.

En considérant 1961 comme l'année de base pour l'indice des salaires réels des différentes catégories professionnelles, il apparait que :

- les écarts entre les indices des salaires réels techniciens et personnel de bureau / ouvriers, puis cadres / ouvriers qui sont à leur maximum en 1974, se réduisent pendant toute la deuxième moitié de la décennie 70. En 1978, le premier écart est quasiment nul.

- par contre, l'écart entre les indices des revenus des techniciens et personnel de bureau et les cadres augmente sur la période 1974-1978.

De cela, on retiendra que:

- jusqu'en 1976, le processus de différenciation des salaires se poursuit à un rythme beaucoup moins fort que pendant les premières années de la décennie. Si au cours des trois dernières années, les revenus élevés ont le plus profité de la hausse des gains de productivité, les revenus des autres catégories ont évolué parallèlement avec même un très léger rattrappage en 1975, à l'inverse des années antérieures;

- par contre, entre 1976 et 1978, les revenus des cadres ont stagné alors que ceux des techniciens et ouvriers ont augmenté et ce, dans des proportions plus fortes que les gains de productivité, surtout pour la dernière catégorie. La polarisation de la société s'estompe donc légèrement en fin de décennie par le relèvement des salaires des catégories ouvrières, et surtout en 1978, pour les ouvriers non qualifiés. On souligne qu'il s'agit là des ouvriers du secteur formel.

Tout se passe donc comme si, pendant cette période antirécessive d'ajustement dynamique de l'économie et de la balance commerciale, la croissance du produit reposait relative-

ment moins sur l'essor de la demande des classes supérieures qu'au cours de la période précédente. L'inégalité toujours extrême dans la répartition des revenus réels du travail s'est très légèrement atténuée en fin de décennie au profit des catégories les moins bien rémunérées et les gains de productivité ont été intégrés de façon plus équitable à l'ensemble des salaires. Cette évolution peut s'expliquer par la légère mutation du moteur de la croissance. Confiée à l'émergence de la troisième demande, émanant des couches moyennes de la population pendant la période du "miracle", le moteur de la croissance de la deuxième moitié des années 70 se déplace en partie sur la nouvelle forme de demande effective constituée par les restructurations industrielles. Comme l'explique P. SALAMA, "l'évolution de la structure productive va progressivement moins reposer sur la production des biens de consommation durable, et ce faisant, va se détacher relativement des couches moyennes" (10).

3.3 LES CONSEQUENCES SUR LA CONSOMMATION DES MENAGES

En pourcentage du PIB, la consommation finale des ménages et administrations confondus décroît sur la période considérée. Avoisinant les 82% entre 1970 et 1973, elle se maintiendra à ce niveau en 1974 pour atteindre ensuite le palier des 80% et y rester jusqu'en 1978 (11).

Pour contenir la croissance de la consommation, et surtout de l'inflation, le gouvernement pratique une politique monétaire restrictive et de crédits au consommateur à des taux d'intérêts plus élevés qu'au cours de la période passée.

(10) P. SALAMA, G. MATHIAS, "Heurs et malheurs des couches moyennes au Brésil", Revue Tiers-Monde, t.XXVI, n 101, janv.-mars 1985.
(11) Voir tableau 1.4: Structure du PIB par secteurs de la demande, qui se trouve en annexe.

Les changements de la politique salariale vont modifier quelque peu les formes de la demande finale interne.

En 1975, par exemple, la hausse du pouvoir d'achat des salaires les plus faibles entraîne une reprise de la consommation finale, visible à travers l'accélération du taux de croissance de la production de textile, vêtement, chaussures. Parallèlement, les secteurs produisant les biens de consommation à prix élevé augmentent moins leur production que par le passé, à quelques exceptions près. Notamment, les biens de consommation durables dont le prix unitaire est relativement faible, tel que fer électrique, batteur électrique, observent une reprise de la consommation (12).

A partir du rapport d'A. ZANTMAN et son équipe, en comparant les taux de possession des différents biens de consommation électro-ménagers, par familles selon leurs revenus moyens, nous constatons que:

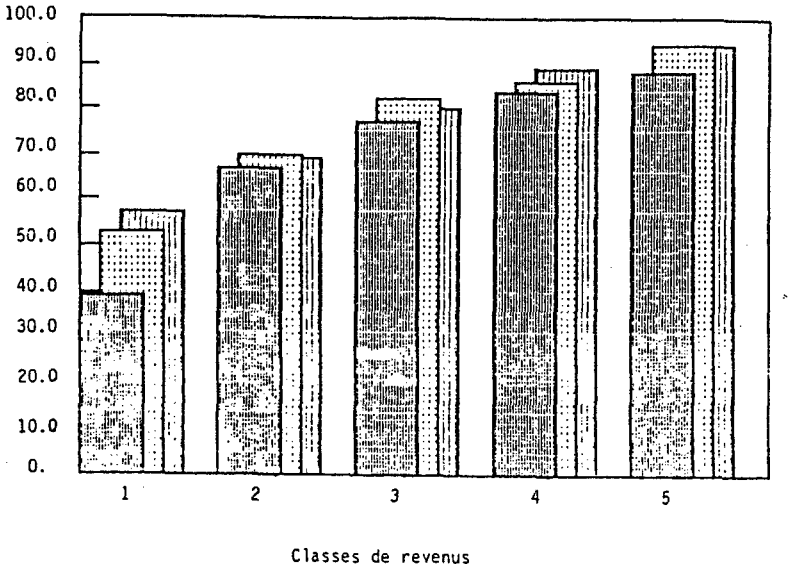
- de 1972 à 1976, l'acquisition d'une automobile est restée reservée aux classes supérieures et très partiellement aux classes moyennes (touchant plus de 5 SM). En 1974, 12% des ménages avaient une voiture. Par la suite, la diffusion de ce bien se répand lentement aux populations recevant entre 5 et 10 SM;

- Si la diffusion des réfrigérateurs a stagné de 1972 à 1976, voire régressé pour les classes de revenus inférieurs à 10 SM, la période après-76 a constaté une forte amélioration du taux d'acquisition de ce bien, surtout pour les familles touchant de 2 à 5 SM. Presque 60% de cette catégorie possède un réfrigérateur à la fin de la décennie contre à peine 50%, deux ou trois ans avant;

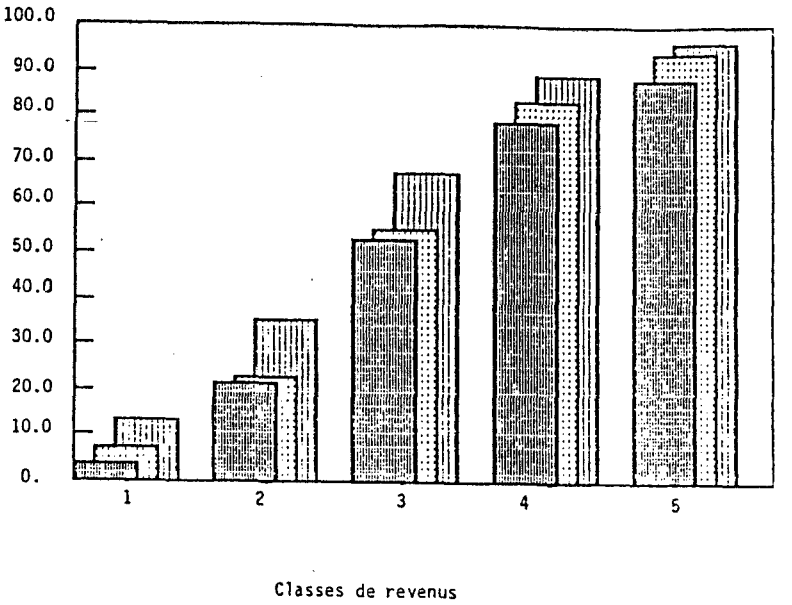
- A la différence du réfrigérateur, la télévision fait figure de bien de consommation plus populaire, le taux de détention de ce bien étant plus élevé en 1976 que celui de l'autre bien, surtout pour les catégories les plus pauvres (de 1 à 5

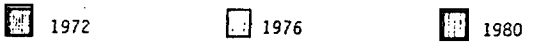
(12) "Melhorou mas nao muito" in E.M. SUPLICY, Politica Economica..., 1977.

Graphique 6: Diffusion des radios selon 5 classes de revenu de 1972 à 1980

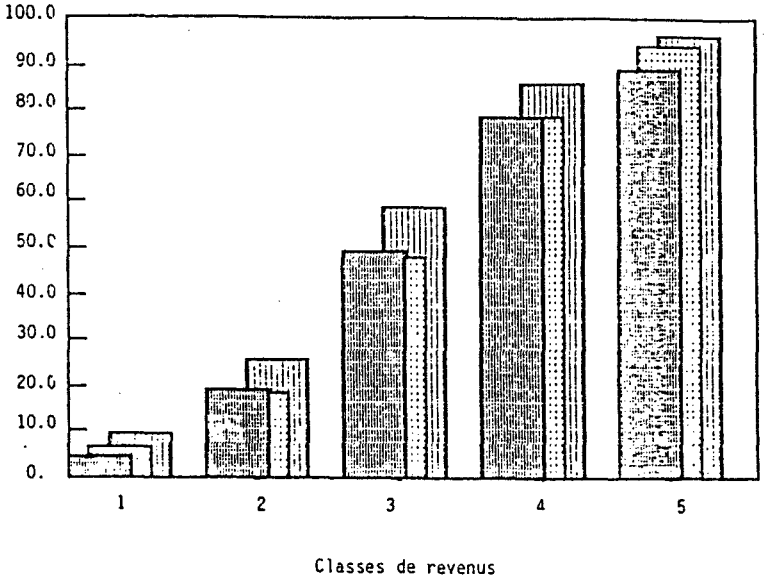


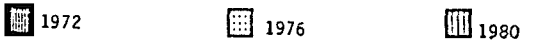
Graphique 7: Diffusion des téléviseurs selon 5 classes de revenu de 1972 à 1980



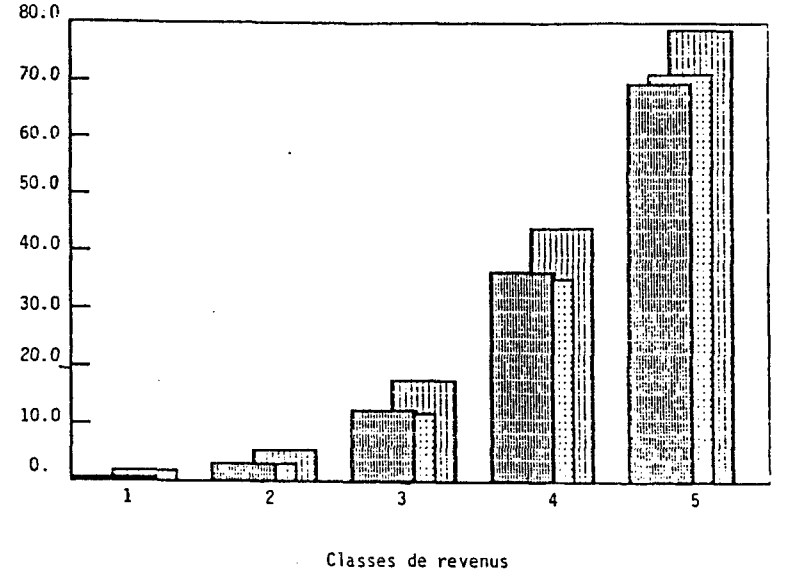


Graphique 8: Diffusion des réfrigérateurs selon 5 classes de revenu de 1972 à 1980





Graphique 9: Diffusion des automobiles selon 5 classes de revenu de 1972 à 1980



SM). Par la suite, il augmentera considérablement toujours dans les catégories recevant entre 1 et 5 SM. Parallèlement, on constate la diffusion des postes de télévision couleur qui s'explique par plusieurs facteurs :

- tout d'abord, la nouveauté d'un produit qui passe par sa phase initiale d'expansion rapide ;
- ensuite, l'usage collectif qui est fait de ce bien.

Il apparaîtrait donc, selon ces quelques renseignements, que ce sont les biens de consommation durables les plus populaires, puis les moins chers, qui se seraient le plus rapidement diffusés pendant cette période, confirmant les résultats précédents.

En 1974, le processus de différenciation des revenus distribués aux salariés du secteur formel est quasiment achevé. Le mécanisme d'exclusion d'une partie de la population des résultats de la croissance et celui de formation d'une nouvelle demande issue des classes supérieures et moyennes est arrivé à son apogée à la fin du "miracle économique". Les premières années de la période considérée ici se soldent par une baisse -très légère- du rythme de croissance des inégalités salariales et même, pour la première fois depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, par une légère tendance à la hausse des salaires moyen et minimum réels. Cette tendance est accentuée à la fin de la décennie puisque le salaire des ouvriers qualifiés et surtout non qualifiés vérifie une récupération notable de leur pouvoir d'achat. Pourtant, si quelques concessions ont été accordées par le gouvernement, premier intervenant dans la politique salariale, le nouveau régime d'accumulation reste toujours aussi polarisant au niveau de la société et les formes de régulation du rapport salarial, toujours aussi spécifiques. Malgré l'intégration de fait des gains de productivité aux salaires et les discussions périodiques sur l'indexation automatique, le processus d'ajustement a priori n'est toujours institutionnellement établi, même au niveau des catégories privilégiées de la population. Pourtant, le rôle de l'Etat dans les décisions salariales est majeur. Par contre, l'ajustement sur

le marché de l'emploi et la dégradation des conditions de travail (avec notamment la rotation de la main d'oeuvre et l'utilisation intensive de la force de travail) depuis le miracle économique demeurent fondamentalement liés à des logiques de types concurrentiels. Ainsi, parallèlement à la main-mise de l'Etat sur l'évolution des salaires, la politique de répression et de contrôle syndical (malgré quelques mesures d'ouverture dans ce domaine à partir de 1974) va de pair avec un ajustement très libéral de l'utilisation de la force de travail. Nous n'avons pas évoqué le marché informel du travail -celui-ci sera largement évoqué dans la partie suivante. Néanmoins,il demeure toujours l'un des éléments fondamentaux de régulation de ce rapport salarial.

Si les concessions obtenues à la fin de la décennie, sur les revendications salariales alimentées notamment par l'accélération du taux d'inflation, sont majeures pour les catégories salariées du secteur formel et même informel, qui bénéficient du rattrappage du salaire minimum, elles ne remettent pas en cause de toute façon les principes du rapport salarial qualifié de "sous-tutelle", c'est-à-dire à la fois administré par l'Etat et en même temps, soumis à des formes de régulation concurrentielles.

4. UNE FORME SPECIFIQUE DE GESTION MONETAIRE ET FINANCIERE DE L'ECONOMIE

La gestion monétaire et financière de la croissance de la deuxième moitié des années soixante-dix est d'importance capitale dans l'analyse des formes de régulation favorisant l'installation du nouveau régime d'accumulation. La levée de la contrainte financière par le recours à l'épargne externe a permis d'évacuer le problème du financement sur une base interne et notamment de poursuivre la croissance sans que la consommation finale en % du PIB soit profondément modifiée. En ce sens, le choix de ce mode spécifique de financement se situe dans un rapport très étroit avec la réorganisation du régime d'accumulation.

Cette période se caractérise par plusieurs éléments:

- d'une part, un déficit public croissant financé par l'émission de titres du Trésor National;
- d'autre part, un endettement extérieur massif permis par des conditions très favorables sur le marché international des capitaux;
- enfin, une reprise du taux d'inflation interne.

Dans la mesure où l'objectif de ce travail est d'étudier l'ajustement des variables macro-économiques au resserrement de la contrainte externe pendant les années 80, nous ne développerons pas ici les mécanismes complexes de l'accélération de l'inflation. Nous considèrerons l'évolution des prix comme une donnée. Néanmoins, nous évoquerons les liens entre inflation et déficit public interne, et déficit public et endettement externe.

Penchons-nous d'abord sur l'accroissement du déficit public pendant la période ici considérée.

4.1 DE L'INFLATION AU DEFICIT PUBLIC INTERNE

Selon un travail de V. CHAUFFERT-YVART (1), il apparaît que depuis 1973, la différence entre les taux de croissance des entrées et sorties du système financier interne est positive et croissante. De -1,2% en 1972, elle passe à 0,6% en 1973 pour atteindre 17,2% en 1974 et 14,1% en 1976. Ce déséquilibre de plus en plus important dans le budget de l'Etat entre les entrées et les sorties correspond d'une part à une demande croissante de crédits, émanant entre autre des secteurs peu rentables et fragilisés par la conjoncture et d'autre part, à des entrées relativement stables, les recettes fiscales de l'Etat étant plus ou moins constante (2).

Les mesures de politique monétaire mises en place dès 1975 ont essentiellement visé à:

- réduire les pressions inflationnistes internes,
- et contenir la croissance de la demande finale effective.

Ces mesures de type orthodoxe ont porté en partie sur la hausse puis la libéralisation en 1976 des taux d'intérêt et la contraction de la masse monétaire disponible sur le marché intérieur. Or, en augmentant les taux d'intérêt, le gouvernement a touché les secteurs fragiles de l'économie, soit les plus endettés, soit ceux dont la rentabilité des capitaux reste relativement moyenne. Tel est le cas de l'agriculture, des secteurs exportateurs et des petites et moyennes entreprises. A partir du milieu des années 70, les subventions et stimula-

(1) V. CHAUFFERT-YVART, Modèle de croissance brésilien et lutte contre l'inflation, 1979.
(2) Selon J.do AMARAL F., l'accélération de l'inflation interne augmente le déficit du governement dans la mesure où beaucoup de prêts du gouvernement étaient à taux d'intérêt fixe. Voir texte Politiques d'ajustement au Brésil, présenté au colloque du GREITD du 24, 25 et 26 fév. 1988. Parallèlement, la politique fiscale reste relativement stable sur l'ensemble de la période.

tions fiscales pour soutenir ces secteurs vont en croissant. Concernant l'agriculture, en 1977, le secteur reçoit 58,3% des prêts totaux et accapare 53,8% des subventions totales. Enfin, dans l'agriculture et l'industrie, le taux de subventions (subventions accordées / solde des prêts) passe de 12% en 1974 à 23,9% au premier semestre 1978.

Parallèlement, les efforts faits en matière de substitution aux importations ont été encouragés par une politique de change tendant à surévaluer le cruzeiro par rapport au dollar des Etats-Unis (3). Toujours d'après ce que rapporte V. CHAUFFERT-YVART, le FMI aurait estimé qu'en 1978, le cruzeiro était surévalué de 40% à 50% par rapport à sa parité réelle avec le dollar US. Dès lors, l'effet anti-exportateur d'une telle tendance a du être compensé par l'expansion de programmes artificiels de stimulations aux exportations (exemptions fiscales, crédits fiscaux, crédits subventionnés).

Ainsi en 1975, au moins 50% du prix des exportations de produits manufacturés est pris en charge par les subsides, essentiellement d'ordre fiscal (4).

De façon plus générale, la part des subsides (subventions, crédits directs et fiscaux) dans la recette tributaire totale de l'Etat passe de 31,9% en 1973 à 61,6% en 1978 (5).

Le développement accéléré des subventions et stimulations fiscales auprès des secteurs les plus handicapés par la politique monétaire et cambiale menée par les autorités de l'époque a généré un déséquilibre marqué au niveau des comptes du budget de l'Etat. De 1975 à 1978, le déficit correspond annuellement à environ 9% du PIB (6). Or, si ce niveau est relativement faible par rapport aux économies des pays développées, c'est plutôt la forme que prend ce déficit, qui est importante.

(3) Voir à ce sujet C.A. PRIMA BRAGA "Politica cambial no Brasil: uma avaliaçao", Revista Brasileira de Comercio Exterior, n 8, nov-déc. 1986.
(4) Voir V. CHAUFFERT-YVART, Modèle de croissance..., 1979, pp. 401-402.
(5) L. GOLDENSTEIN: Da heterodoxia ao FMI:..., 1985, voir annexe.
(6) A. ZANTMAN, J.Y. WANG., L'héritage économique..., 1985.

Le déficit public interne a été couvert à la fois par des émissions monétaires et de titres publics destinés à attirer les liquidités disponibles sur le marché interne. Etant donnée la reprise du taux de l'inflation, on a assisté à un report très net des avoirs financiers non-monétaires, dont la correction s'effectuait sur la base de l'inflation future estimée (à 15% environ, donc très sous-évaluée par rapport à l'inflation effective) vers les avoirs financiers non-monétaires quasiment indexés sur l'inflation de la période écoulée, c'est-à-dire les titres publics ou garantis par l'Etat (7).

Il s'agit donc de financer un déficit dû en grande partie aux subsides accordés à l'économie par une émission monétaire et par la vente de titres publics à taux d'intérêt réel positif. Ce déficit s'alimente donc de lui-même, par:

- d'une part, une politique de soutien très marquée à l'économie, dans les secteurs les plus lésés par la politique monétaire et cambiaire adoptée;
- d'autre part, un financement du déficit par un endettement réel interne positif.

Le cas est assez saisissant pour les produits exportés. Les subventions accordées au secteur privé exportateur sont destinées à contre-balancer les effets néfastes du taux de change surévalué. Une fois les devises rentrées au Brésil, malgré son besoin croissant de devises pour rembourser sa dette externe, le gouvernement n'a aucun moyen de se les approprier si ce n'est en les empruntant à des taux d'intérêt intéressants par des émissions de titres. Il devra donc accroître son déficit pour payer les intérêts des titres détenus par le secteur exportateur alors qu'il a lui-même subventionné ce secteur pour lui permettre d'acquérir ses dollars.

(7) La rentabilité des titres publics indexés est garantie selon un revenu réel déterminé en début de contrat sur la base d'un taux d'intérêt donné. Ainsi, le détenteur du titre recevra en fin de contrat, une rémunération sous forme d'intérêt, la correction monétaire correspondant à l'érosion du pouvoir d'achat du titre, et le principal. Voir à ce sujet V. CHAUFFERT-YVART, Modèle de croissance..., 1979.

Comme on le voit, ce mécanisme de gestion monétaire interne recèle de contradictions assez perverses:

- si un industriel veut investir dans un secteur subventionné, il fera appel, quelque soit le montant de son apport personnel, à des crédits subventionnés, préférant utiliser les siens ailleurs. Ce moyen peut se substituer aux autres formes de financement;

- plus grave cependant est la contradiction où l'Etat est conduit en pratiquant une politique de hausse des taux d'intérêt interne pour réduire les liquidités monétaires alimentant l'inflation et la demande finale, alors qu'il émet lui-même de la monnaie ou quasi-monnaie (8) pour financer son déficit interne;

- les conséquences vont plus loin encore puisque le besoin croissant de recourrir à la vente de titres publics à taux d'intérêt réel positif, entraine un phénomène d'auto-alimentation du déficit. Les nouvelles émissions de titres pour couvrir le déficit vont bientôt servir à payer le propre service de la dette. En 1978, 93,3% de la dette contractée pendant l'année, sera utilisé au paiement du service de la propre dette publique. Ce processus d'auto-alimentation de l'endettement public interne connu sous le terme de "ciranda financeira" marque les limites objectives de l'efficacité des instruments de politique monétaire et financière;

- de plus, la meilleure rentabilité des titres publics dès 1974 et notamment de l'ORTN, Obligation Réajustable du Trésor National de moyen et long termes, alimente l'inflation interne. L'ORTN servant de base aux indices de correction monétaire de l'économie, la meilleure indexation du titre va accentuer les pressions inflationnistes internes.

Ce mode de financement du déficit public rend de plus en plus incontrôlable l'évolution de la dette publique interne. L'émission de titres publics internes à des taux d'intérêt fortement attractif pour éponger l'excès de liquidités dispo-

(5) Les Lettres du Trésor National (LTN), titres indexés réajustables à court terme, sont extrêmement liquides.

nible sur le marché intérieur à des fins anti-inflationnistes est à la base même d'un processus réalimentant l'inflation interne. Cet enchaînement favorise une nouvelle hausse des taux d'intérêt et donc un accroissement supplémentaire du déficit public. Sur le plan interne, les instruments de politique économique pour contenir à la fois l'inflation et le déficit public se révèlent donc de plus en plus contradictoires. La politique de captation des liquidités internes pour financer ce déficit conjuguée à la politique de change, de crédits, de fixation de prix et tarifs publics à des niveaux artificiellement bas va réduire la marge de manoeuvre des entreprises sans pour autant réduire l'inflation. Les entreprises sont donc poussées à s'endetter de plus en lus à l'extérieur. Les autorités en fermant progressivement le marché intérieur aux unités économiques, favorisent délibérément le recours à l'endettement externe pour financer la croissance et reconstituer les réserves de change.

4.2 LE RECOURS A L'ENDETTEMENT EXTERNE

Le déficit chronique de la balance des opérations courantes, alimenté par le déséquilibre croissant de la balance des services et celui des échanges de marchandises est couvert par un recours incessant au financement externe. De 1968 à 1971, le taux de croissance de la dette brute est de 20,5% par an . En 1972 et 1973, il atteint successivement 43,8% et 32%, faisant monter le niveau brut absolu à 12,5 milliards de US $. Cette forte augmentation au cours de ces deux années s'explique par la nécessaire recomposition de volume des réserves internationales, situé à un niveau exceptionnellement bas. A partir de 1974, la dette croît au taux moyen annuel de 28,2% avec des pics en 1974 et 1978. La première année correspond au déficit commercial de 4,7 milliards de US $ et celui des services de 2,4 milliards de US $. Parallèlement, le volume des réserves diminue, participant ainsi au rétablissement

de l'équilibre de la balance des paiements. En 1978, l'accroissement de la dette externe viendra surtout de la hausse des réserves internationales qui passeront de 7,2 milliards de US $ en 1977 à 11,9 milliards de US $.

En 1977, l'équilibre commercial est rétabli et les réserves ont retrouvé un niveau suffisant pour rassurer les banques créditrices de la bonne solvabililté du pays: les réserves permettent cette année-là de financer plus de 7 mois d'importations brésiliennes. Pourtant, les autorités de l'époque décident de poursuivre la stratégie de stimulation à l'endettement externe à moyen et long termes, profitant des conditions avantageuses du marché financier international.

Cette stratégie est suivie avec une telle ampleur que déjà, en 1976, les banquiers commencent déjà à se poser quelques questions sur les capacités de remboursements du Brésil. La revue spécialisée Euromoney publiait cette année-là un dossier sous le titre:" les banques internationales doivent-elles continuer de prêter au Brésil?". La réponse unanime des experts étaient "oui" (9). Cependant pour éliminer une partie des risques inhérents à ces opération, les banques proposent de plus en plus souvent des prêts à taux d'intérêt variables, ajustés tous les six ou trois mois.

Les modalités de l'endettement externe ont profondément changé pendant ces années. Pour la première fois en 1974, le financement du Tiers-Monde par les institutions publiques et les organisations internationales est inférieur à celui obtenu sur le marché des capitaux. De plus en plus, les pays du Tiers-Monde recourent aux banques commerciales privées pour boucler des balances des paiements déséquilibrées.

L'abondance des liquidités internationales (2/3 des excédents pétroliers ont été déposés dans les banques en 1974), la faiblesse des taux d'intérêt internationaux et les prévisions favorables du commerce international malgré les tensions au sein des économies, définissent des conditions plus

(9) Le Monde Diplomatique "Le sursaut collectif des pays latino-américain met le Fonds Monétaire en désarroi", juillet 1984.

qu'intéressantes pour les pays contractants.

Encouragées par cette conjoncture, les autorités brésiliens vont utiliser les ressources du marché des capitaux. La hausse des taux d'intérêt interne et la fermeture des crédits dès septembre 1977 aux entreprises publiques ou subordonnées à l'Etat, dont la capacité d'auto-financement est compromise par le contrôle des prix et tarifs internes, réorientent la demande de prêts vers l'extérieur. Venant compléter ou se substituer aux crédits internes, l'offre externe des prêts privés bancaires de moyen et long termes satisfait à toutes les conditions pour répondre au besoin pressant de liquidités monétaires, nécessaires au financement des restructurations. De 1973 à 1978, la dette extérieure brute passe de 12,5 milliards de US $, soit 15,7% du PIB, à 43,5 milliards de US $, c'est-à-dire 20,2% du PIB, avec une participation de la dette publique de 51,7% la première année et de 62,5% la seconde. Simultanément, on constate une forte hausse de la part des emprunts en monnaie contractés au titre de la loi 4 131 (10) entre 1974 et 1979, au détriment des financements liés aux importations, donc beaucoup plus contraignantes sur l'utilisation de la dette. Les chiffres sont respectivement de 45,6% et 53,9% pour la première composante citée et de 27,6% et 23,2% pour la seconde. Ce sont donc essentiellement les emprunts contractés par le secteur public qui ont augmenté.

Le choix de l'ajustement par l'endettement public se doit aux types d'investissements mis en place. Les grands projets d'infrastructure, et de restructurations industrielles sont des investissements intensifs en capital, à maturation longue, nécessitant donc un volume important de ressources, avec des échéances de remboursement de long terme. Selon P.D. CRUZ, les emprunts en monnaie contractés au titre de la loi 4 131 se sont répartis comme suit:

(10) On rappelle que cette loi concerne la majorité des prêts en monnaie contractés par les entreprises non-financières, privées et publiques.

TABLEAU 12

EMPRUNTS A L'ETRANGER EN MONNAIE (Loi 4 131)

(Emprunts bruts annuels réalisés par le secteur public,
selon les principaux secteurs d'activité)

	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978	
	millions US $	%	millions US $	%	millions US $	%	millions US $	%	millions US $	%	millions US $	%	millions US $	%
SECTEUR PUBLIC	623	24,9	1131	39,7	1098	35,3	1901	50,4	1953	51,1	2501	51,5	5317	60,2
Energie	90	3,6	143	5,0	113	3,6	180	4,8	187	4,9	591	12,2	1368	15,5
Sidérurgie	4	0,2	19	0,7	26	0,9	72	1,9	129	3,4	611	12,6	610	6,9
Pétrochimie	73	2,9	117	4,1	44	1,4	130	3,4	0	0,0	136	2,8	152	1,7
Transport	198	7,9	306	10,8	423	13,6	531	14,1	458	12,4	603	12,4	1097	12,4
Télécomm.	64	2,5	51	1,8	209	6,7	268	7,1	262	6,8	10	0,2	267	3,0
Interm. financ.	77	3,1	136	4,8	99	3,2	141	3,7	282	7,4	428	8,8	718	8,1
Administ. Publ.	89	3,5	352	12,3	182	5,8	459	12,2	516	13,5	50	1,0	580	6,6
Autres	29	1,2	7	0,3	2	0,1	120	3,2	102	2,5	72	1,5	526	6,0
SECTEUR PRIVE	1874	75,1	1718	60,3	2012	64,7	1872	49,6	1873	48,9	2357	48,5	3512	39,8
National		27,2		22,9		13,9		6,4		3,6		6,0		5,3
Etranger		47,8		37,2		50,8		43,3		45,3		42,5		34,5
TOTAL	2498	100	2849	100	3110	100	3773	100	3826	100	4857	100	8829	100

Source: P.D. CRUZ, Notas sobre o endividamento..., 1983.
C.B. CAVALCANTI, Transferencia de recursos ao exterior e substituçao de divida externa por divida interna, BNDES, Rio de Janeiro, 1988.

Il apparaît que:

- jusqu'en 1976, les principaux secteurs emprunteurs sont les transports et les administrations publiques: à eux deux, ils concentrent plus de 26% des emprunts en monnaie;

- à partir de 1977, les pôles se déplacent au profit des secteurs plus productifs, avec notamment le développement des emprunts acquis par les secteurs de l'énergie (ELETROBRAS, Itaipu, CESP,NUCLEBRAS) et de la sidérurgie .

Le recours massif à l'endettement externe, à la fois par le secteur privé et surtout public, pour fermer la balance des opérations courantes et financer la croissance économique, donne lieu à de nombreuses distorsions et abus:

- on assiste à partir de 1977 et surtout 1978, à un important mouvement de transfert de la dette externe du secteur

privé vers l'Etat. Par la Résolution 432, l'Etat permet aux entreprises privées débitrices de déposer à la Banco Central la somme en cruzeiros qui doit être remboursée une fois convertie en US$. L'Etat assure par lui-même le processus de conversion, le risque de change, de hausse des taux d'intérêt internationaux, les variations des spreads. Si la banque créditrice étrangère a substitué son compte à l'entreprise privée par un nouveau compte à la Banco Central do Brasil, l'Etat possède maintenant de l'argent frais dont il doit assurer la gestion et surtout le coût. Si cette pratique peut rassurer l'entreprises endettée en la dégageant des risques du marché financier, et donc la stimule à emprunter, ce processus d'étatisation de la dette va avoir plusieurs conséquences quant à la gestion de la dette publique. Tout d'abord, l'Etat doit désormais financer le coût des modifications intervenant sur le marché international entre le jour des dépôts et le jour des remboursements. Ensuite, la remise des dépôts en cruzeiros lui permet de financer momentanément sa propre dette interne. L'entrée d'argent frais sans contrepartie sert à rembourser sa dette interne et à financer les subsides attribués à l'économie.

En résumé, l'étatisation de la dette privé externe a permis à l'Etat d'augmenter la marge de manoeuvre vis-à-vis des banques étrangères et de protéger les entreprises privées internes des risques de modifications des déterminants de la dette externe, les stimulant donc à s'endetter. Par ailleurs, la dette externe de l'Etat a augmenté et l'entrée d'argent nouveau a permis momentanément de rembourser une partie de la dette publique interne et de financer les subsides;

- le recours massif à l'endettement sur le marché international par les entreprises brésiliennes, privées et publiques, entraîne avec lui un phénomène de "dollarisation" du passif de la structure productive. Cette situation rend le système financier national de plus en plus vulnérable à la contrainte externe, notamment en matière de change. Elle signifie que les autorités ne sont plus les seules responsables de la gestion financière de l'économie et que cette dollarisation intervient

comme un facteur réduisant la marge de manoeuvre des instruments de contrôle monétaire, au niveau national;

- il apparaitra à cette époque ce que l'on a appelé les fameux "éléphants blancs", c'est-à-dire les prêts destinés à des investissements non rentables, improductifs, ou à des projets suspendus en cours d'installation. Selon J.C. BATISTA, le volume estimé de ressources perdues en projets douteux (on peut citer Açominas, et plus tard Caraiba Metais, Alcanorte,...)est assez significatifs. Néanmoins, il reste limité comparé à la masse totale des investissements;

- l'excès de monnaie étrangère par rapport aux besoins réels a donné lieu à un surplus dans la balance des paiements. Cet excédent est venu grossir les réserves internationales du pays qui passent de 6,4 milliards de US $ en 1973 à presque 12 milliards de US $ en 1978. Si cette amplification des réserves permet d'élever le degré de solvabilité du pays pour les banques créditrices étrangères, elle permet également, en venant s'ajouter à la base monétaire, d'alimenter l'inflation interne. Selon V. CHAUFFERT-YVART, une augmentation de 1 milliard de US $ des réserves externes entrainerait un surplus de 10% des émissions monétaires (11). Les nouvelles pressions inflationnistes internes créees de toute pièce par la stimulation du gouvernement à l'endettement externe, devront être compensées par des mécanismes de politique économique d'absorption des liquidités. On revient dans ce cas à l'engrenage expliqué plus haut, avec une accentuation du déficit public interne pour compenser la hausse des taux d'intérêt nécessaire au contrôle de l'expansion monétaire;

- enfin, d'après les calculs de J. LEONARD (12), les fuites de capitaux du brésil auraient représenté environ 7,8% des entrées brutes de capitaux (variation annuelle de la dette extérieure brute totale, plus les entrées de capitaux de long

(11) Voir V.CHAUFFERT-YVART, "Les limites du modèle brésilien...", 1981.
(12) J. LEONARD, "Les fuites de capitaux hors des pays les plus endettés de l'Amérique Latine", Cahiers de l'ISMEA, pp. 297-316.

terme, sous formes d'investissements directs ou de portefeuille), c'est-à-dire 3,3 milliards de US$ sur la période 1974-1978. Ces résultats montrent que les dollars entrés au Brésil y sont restés, contrairement à l'Argentine et au Vénézuala.

Au-delà de l'endettement croissant du secteur public et des distorsions auxquelles a donné lieu l'endettement externe dans la gestion interne de l'économie, nous devons à présent situer le profil de la dette au niveau de la balance des paiements.

4.3 PROFIL DE LA DETTE EXTERNE

Tout d'abord, de 1974 à 1976, l'important déficit commercial augmenté de celui de la balance des services, intérêts nets versés au titre de la dette exclus, expliquent de 70% la première année à presque 50% la deuxième le déficit de la balance des opérations courantes, et des amortissements nets. Sur cette période, les besoins de ressources monétaires sont donc liés essentiellement à la composante productive du déficit courant, amortissements inclus.

Dès 1977, l'équilibre des échanges de marchandises est retrouvé, malgré un léger déficit en 1978. Par contre, le solde de la balance des services est négatif, le poste intérêts nets, bien qu'en progression modérée, expliquant plus de 50% de ce déficit. Simultanément, les amortissements nets envoyés à l'extérieur augmentent de 36% entre 1976 et 1977, atteignant 4 milliards de US $ la dernière année. Au cours de cette période, les emprunts contractés à l'extérieur sont donc essentiellement destinés à financer le déficit de la composante financière du déficit global des échanges de biens et services amortissements inclus, et à gonfler les réserves internationales. L'ajustement externe de l'économie a permis d'alléger

la part du déficit lié au secteur productif (malgré la hausse des profits et dividendes liés aux investissements des entreprises étrangères). Par contre, l'accroissement de la dette entraîne avec elle, une hausse de son service, qui devient de plus en plus important dans le déficit courant augmenté des amortissements. En 1977, la composante financière (service de la dette externe: intérêts + amortissements) expliquait 76% du déficit global et en 1978, 71%.

On assiste donc de plus en plus à un phénomène d'auto-alimentation ou encore d'autonomisation de la dette externe par rapport au système productif. Le déficit commercial annulé, le recours au financement externe est essentiellement destiné à payer le service de la dette antérieurement contractée. Alors qu'il aurait pu choisir de rembourser sa dette externe liée au déficit de la balance des opérations courantes, intérêts exclus, et le service de cette dette par la recherche d'un excédent des exportations sur les importations, le Brésil a choisi :

- d'équilibrer sa balance commerciale;
- de recourrir aux emprunts externes pour combler le déficit de la balance des opérations courantes, amortissements inclus.

En 1974, le service de la dette correspond à 41% de la valeur FOB des exportations . En 1978, il atteint 68,5%. Entre ces deux années, le ratio dette nette/exportations passe de 150% à 250%.

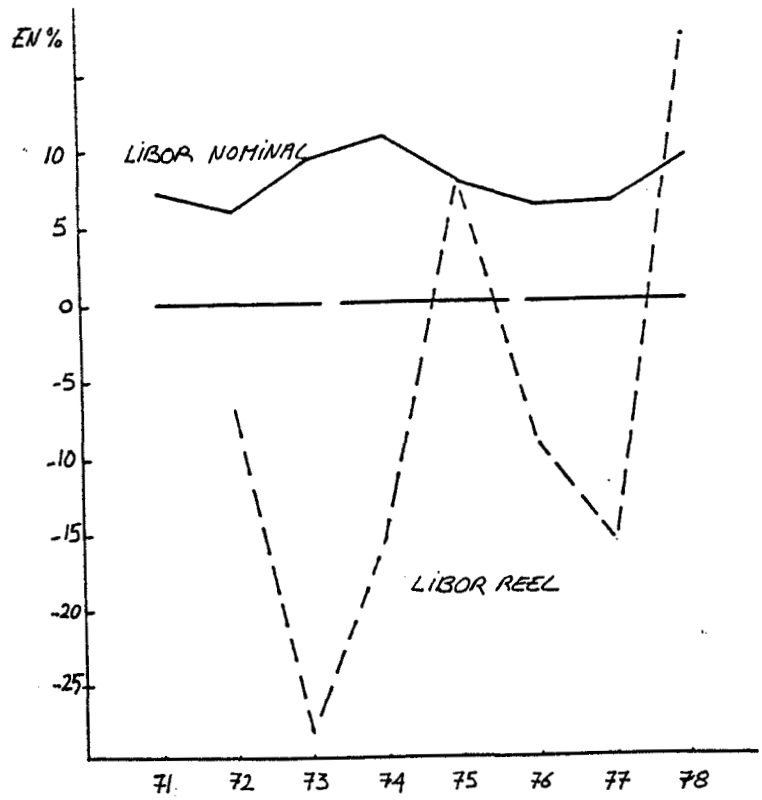
La hausse du taux nominal du LIBOR -London InterBank Offered Rate- dès le deuxième semestre 1977 puis du taux réel en 1978 vont venir se répercuter sur les taux d'intérêt de la dette brésilienne et alourdir la charge du service. Après deux ans d'un taux de croissance approchant les 15% annuels, les intérêts bruts de la dette augmentent de 35,7% en 1978, laissant entrevoir la vulnérabilité de l'équilibre externe aux aléas de la conjoncture internationale financière et commerciale. Jusqu'en 1977, le LIBOR à six mois est inférieur à l'évolution du prix unitaire des exportations brésiliennes,

définissant par là même un taux d'intérêt réel négatif. A partir de 1978, le LIBOR augmente de 44%, passant de 6,37 à 9, alors que les prix à l'exportation chutent de 8%.

En fait, la hausse des taux d'intérêt nominaux ne serait pas fondamentalement dramatique si les entrées de devises suivaient. Or, à partir du moment où les exportations brésiliennes voient leur prix chuter, la question du remboursement des intérêts prend une nouvelle dimension. Pourtant, les emprunts à long et moyen termes sont toujours encouragés par les pouvoirs publics pour couvrir le déficit courant et gonfler les réserves internationales.

GRAPHIQUE 10

LIBOR REEL ET NOMINAL



A partir de cette rapide présentation de la forme spécifique de la gestion monétaire et financière qu domine à cette époque, nous pouvons mettre en évidence plusieurs éléments marquants:

- tout d'abord, sur le plan interne, la gestion de l'inflation et du déficit public semble donner lieu à des contradictions ingérables par les autorités. L'absence d'une politique claire et rigoureuse entraine à la fois un accroissement du déficit public et un renforcement des tensions inflationnistes;

- ensuite, les mauvaises conditions de prêts internes et parfois même la fermeture des marchés locaux aux entreprises publiques notamment encouragent, voire obligent, à une réorientation massive vers le marché des euro-dollars. Cette politique est poussée à l'extrême puisque dès 1977, les emprunts en devises ne sont plus liés à la composante productive du déficit de la balance des opérations courantes, augmentée des amortissements mais à sa composante financière. Le rééquilibrage progressif des échanges de biens réels conjugué à l'accélération des amortissements et la hausse du LIBOR en 1978 déplacent le coeur des causes de l'endettement. De plus en plus la dette tend à s'autonomiser de la sphère productive et à s'entretenir d'elle-même;

- la contradiction qui commence déjà à apparaître et qui se rattache à la remarque précédente, porte sur les conditions même des prêts. Tout d'abord, les prêts ont été contractés à taux d'intérêt flottants, c'est-à-dire, par définition même, sans aucune garantie de stabilité et même de prévision. En résumé, l'évolution du service de la dette externe est conditionnée à la politique monétaire des Etats-Unis. D'autre part, du point de vue des remboursements du principal, le terme du début des remboursements des prêts de moyen et long termes est inférieur à la durée de maturation des investissements productifs pour lesquels ils ont été contractés;

- enfin et surtout, alors que la stratégie du gouvernement visait à renforcer la cohérence globale du régime d'accumulation interne et que les autorités ont mobilisé d'énormes ressources à cet effet, on constate simultanément une forte fragilisation du mode de régulation du point de vue des formes financières et monétaires. Du fait de la dollarisation croissante de l'économie, les autorités nationales ne sont plus les seuls garants de la gestion interne. Par ailleurs, la vulnérabilité aux variations des variables exogènes constitue une des conséquences de l'option choisie. On assiste donc à un double phénomène propre au régime d'accumulation brésilien. D'une part, une marge de manoeuvre plus large du système productif par rapport à la contrainte externe; d'autre part, une structure monétaire et financière plus fragile que par le passé.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Le développemement de cette partie est fondamental pour comprendre ce qui va se passer au cours de la décennie suivante. La crise qu'affronte le pays à l'aube des années 80, est le résultat de plusieurs phénomènes qui se conjuguent. Tout d'abord, évidemment, les transformations propres à la conjoncture internationale. Nous y reviendrons dans la partie suivante. Mais, et c'est là que se situe la spécificité brésilienne, elle est issue également des modalités de financement de la croissance et des restructurations productives qui font suite à la crise de 1974.

Au-delà de la forte et brutale élévation du prix du pétrole qui vient alourdir le déficit commercial de 1974, c'est surtout les limites structurelles à l'expansion économique qui aparaissent. Plus profondément, la logique dominante du régime d'accumulation du "miracle" coincée entre la rapidité de transformation des normes de consommation pour une partie de la société brésilienne et l'inadéquation de l'adaptation de l'appareil productif atteint ses propres contradictions. L'insuffisante articulation au niveau de la structure productive entre le secteur produisant les biens de consommation et ceux produisant les biens intermédiaires et de capital entraîne un recours massif aux importations.

A partir de cette crise de 1974, l'objectif des autorités est de poursuivre la croissance de la consommation finale, bien qu'à un niveau légèrement inférieur, en restructurant la base productive dans son ensemble pour desserrer la contrainte externe et simultanément, développer la compétitivité interne et externe des produits brésiliens.

Cette politique anti-récessive et volontariste va entraîner un profond mouvement de réorganisation de la logique productive. A la fin de la décennie, les grands projets dans les

domaines énergétique, industriel et agricole sont installés, ou en cours d'installation, témoignant de l'importance des efforts déployés. Les premiers résultats commencent à apparaître dans la sidérurgie, le papier-carton et les biens de capital.

Pourtant, si tout a été fait pour que la marge de manoeuvre du régime d'accumulation par rapport à la dépendance externe soit augmentée, le choix du financement de ces opérations par l'endettement externe a renforcé une nouvelle forme de dépendance, celle par rapport au système financier international. Simultanément, le laxisme des autorités militaires a rendu de plus en plus incontrôlable la gestion du déficit public et de l'inflation. Il s'ensuit progressivement, une inefficacité croissante des instruments de politique économique et une dépendance accrue par rapport à des variables définies hors du territoire national. Le mode de régulation dans les modalités de financement de la croissance, se trouve fortement fragilisé.

Ainsi, les réponses à la crise de 1974 en privilégiant la cohérence productive du régime d'accumulation et en recourant au laxisme monétaire et à l'endettement externe ont à la fois renforcé la cohérence globale du régime d'accumulation et rendu plus vulnérable le mode de régulation.

Au-delà de cette fragilisation du mode de régulation, on peut se demander si, alors que rentraient les devises, des conditions réelles de remboursement de la dette ont été mises en place. Selon les autorités de l'époque, l'équilibre à terme de la balance des paiements ne remet pas en cause les principes de croissance, ni l'amélioration de vie de la population (13). Au contraire. Seul, le maintien d'un taux de croissance élevé pourrait permettre à la fois un excédent commercial et une redistribution des revenus. D'ailleurs, selon le Ministre de l'économie de l'époque M. SIMONSEN, les croissances des exportations et du PIB devraient être supérieures à celle des paiements d'intérêt de la dette externe, estimée à 10% par an.

(13) Voir Projeto do Segundo Plano Nacional..., 1974, p. 61.

Cette évolution hypothétique conduirait à un déclin progresif des ratios service de la dette/exportations et dette brute/PIB. Ces projections sont basées sur l'hypothèse que l'évolution favorable des prix et volumes du commerce international se poursuive (14) et ce qui n'est pas dit mais contenu dans les propos, que les importations ne croissent pas ou peu avec la croissance du PIB. Si effectivement, la baisse du cefficient d'importations, la mise en place de structures proprement exportatrices et la modernisation du secteur exportateur en général laissent supposer qu'un excédent peut être atteint assez rapidement (malgré le déficit de 1978...), on peut se demander si, malgré tout, les efforts ont été suffisants pour rembourser un jour le principal. Surtout dans la mesure où l'objectif des restructurations visait à renforcer le caractère auto-centré du régime d'accumulation.

Mais l'optimisme qui prévaut pendant la deuxième moitié des années 70 sur l'évolution des variables liées au marché international, va brusquement être confronté à un renversement de tendance. Dès 1979, la chute des termes de l'échange due au deuxième choc pétrolier et la dégradation sur le marché des capitaux se conjuguent pour faire apparaître les contradictions du mode de régulation brésilien. On va assister rapidement à une crise profonde dans la régulation, liée à la contrainte financière, avec des répercussions très fortes sur le régime d'accumulation.

(14) B. BELASSA, Incentive policies in Brazil, World Development Vol 7, 1979.

- QUATRIEME PARTIE -
LE BRESIL FACE A LA CRISE DES ANNEES 80

A partir de 1979, la conjoncture internationale s'assombrit sous l'effet des nouvelles transformations qui affectent l'économie mondiale.

Le passage des années 70 aux années 80 est d'abord marqué par une nouvelle hausse du prix du pétrole. Moins forte cependant que la précédente, elle s'inscrit dans une période de profonde remise en cause des politiques keynésiennes en vigueur dans les pays du Centre lesquelles, après le premier choc pétrolier, avaient permis d'éviter la dépression généralisée. En 1979, la conjoncture est différente. Et la crise qui s'annonce, sera à la fois plus longue et plus "ouverte".

Au Brésil, si le choc pétrolier pèse plus lourdement sur la balance commerciale qu'en 1974, ses effets seront largement atténués par les résultats des politiques énergétiques mises en place pendant le II PND.

Beaucoup plus importantes seront les répercussions de la nouvelle politique monétariste appliquée aux Etats-Unis dans la lutte contre l'inflation. Le freinage brutal de l'émission monétaire par la Banque Centrale américaine destiné à réduire la monnaie de crédit interne et augmenter les taux d'intérêt détermine une baisse toute aussi brutale de la création de monnaie internationale. Or, le système de financement de la croissance des pays en développement -et notamment des nouveaux pays industrialisés-, et des politiques de soutien de la demande dans les pays industrialisés entre en crise, avec l'accélération des taux d'intérêt internationaux, puis l'assèchement des excédents pétroliers malgré la hausse du prix des produits énergétiques. A la surliquidité des euromonnaies acquises à des conditions avantageuses auprès des banques commerciales privées, succède une période de renchérissement du coût du loyer de l'argent, de crise de confiance des banques créditrices et enfin de sous-liquidités internationales. En 1982, la crise du système financier international est imminente.

Pour tous les pays en développement qui ont financé leur croissance par un recours massif à l'endettement externe, la modification de la conjoncture internationale intervient de façon dramatique dans leur propre gestion interne.

Cette crise financière internationale va générer au Brésil une crise économique très forte se répercutant sur la propre dynamique du régime d'accumulation. A partir de la forme spécifique du financement de la croissance, la crise des années 80 apparaît fondamentalement comme une "crise dans la régulation". Contrairement à 1974 où les limites se situaient dans les propres formes de l'accumulation, la crise des années 80 est due avant tout au changement exogène d'un des paramètres régulant la logique de financement de l'accumulation interne.

En observant la balance commerciale de 1979 et 1980, on s'aperçoit que la crise structurelle de la fin du "miracle" est plus ou moins résorbée. Le régime d'accumulation est renforcé dans sa cohérence interne et possède un potentiel de croissance destiné, à la fin des années 70, à satisfaire les besoins du marché intérieur.

Or, la transformation externe va désorganiser le processus de croissance brésilien, conduisant à la récession par des politiques d'ajustement orthodoxes et à la création d'un excédent commercial. Les années 1981, 1982, 1983 seront marquées par une profonde dégradation des conditions même de la croissance.

En 1984, se profile une reprise de la croissance, tirée non par la demande interne, mais par les exportations. A partir de là, nous devrons nous demander dans quelle mesure la crise internationale des années 1980 n'a pas modifié plus profondément le régime d'accumulation, et si la crise dans la régulation ne s'est pas transformée progressivement en une réorientation de la logique du régime d'accumulation issu du régime militaire. Dès l'année suivante, pourtant, la croissance se recentre vers le marché interne.

Dans cette partie, nous essaierons de montrer:

- comment la brutale transformation du système financier international a ouvert la "crise dans la régulation" : à partir du début des années 80, le phénomène croissant d'auto-alimentation de la dette, accentué par la forte augmentation des taux d'intérêt internationaux, se heurte aux difficultés de trouver de nouveaux emprunts sur le marché des capitaux;

- comment le Brésil a répondu à ce choc exogène, au travers de l'ajustement de la structure productive, de la demande finale interne et de son insertion sur la scène internationale. Pour analyser les nouvelles formes de l'insertion internationale brésilienne, nous nous appuierons sur le tableau 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation, et le graphique 6.1: Evolution de l'insertion internationale du Brésil, placés dans l'annexe;

- les conséquences sur la logique dominante du régime d'accumulation.

Pour cela, nous subdiviserons la période étudiée dans cette partie en trois, chacune correspondant à une dynamique spécifique. Ces sous-périodes seront les suivantes :

- 1979-80, caractérisée par la poursuite de la croissance centrée sur l'expansion de la demande interne;

- 1981-83, marquée par une récession interne très forte, et une transformation de l'insertion internationale brésilienne;

- 1984-86, où la reprise de la croissance est assurée d'abord par la croissance des exportations, puis par l'expansion de la demande interne.

1. 1979-1980: UN AJUSTEMENT EN DOUCEUR A LA "CRISE DANS LA REGULATION"

1.1 L'ACCENTUATION DE LA CRISE DANS LA REGULATION

1.1.1 LE DEFICIT COMMERCIAL ET LE SECOND CHOC PETROLIER: COMPARAISON AVEC 1974

La hausse du prix du pétrole qui frappe l'économie mondiale à partir de 1979 est en termes absolus moins importante qu'en 1974. Elle est moins brutale et plus longue, s'étalant sur trois ans. En 1979, 1980 et 1981, l'élévation du prix du pétrole brut importé par le Brésil est respectivement de 33,6%, 67,4% et 19,5%, soit 167% sur l'ensemble de la période. Sur une base 100 en 1977, l'indice passe de 101 en 1978 à 226 en 1980 et 270 en 1981, alors que de 28 en 1973, il atteignait 93 en 1974 (1).

Cette nouvelle situation va avoir des répercussions sur la balance commerciale très différentes de celles issues du premier choc pétrolier de la fin 1973. On se rappelle qu'à l'époque, le déficit commercial était plus fondamentalement un déficit structurel. En considérant le solde des échanges de marchandises, pétrole exclu, celui-ci était négatif avec un manque de 2,1 milliards US $. En 1979 et 1980, le déficit commercial global atteint 2,8 milliards US $. En exceptant le pétrole, on arrive à un solde très largement excédentaire, de respectivement 3,4 milliards et 6,5 milliards US $ pour les deux années.

Si l'on ajoute que pendant ces deux années, la croissance du PIB à prix constant se maintient à 7,2% et 9,1%, on peut

(1) Voir le tableau 4.1: Commerce extérieur brésilien (1968-1986), de l'annexe.

penser que le déficit structurel de 1974 est bien résorbé et qu'une croissance forte est compatible avec un excédent commercial, dans les conditions conjoncturelles de l'époque.

Pour confirmer ces observations, nous pouvons reprendre les calculs effectués dans le chapitre précédent pour mesurer la contribution de la croissance du prix du pétrole brut sur le déficit externe.

Nous avions vu qu'en 1974, cette contribution atteignait 36%, c'est-à-dire que si le prix du pétrole était resté au niveau de 1973, le déficit commercial aurait été réduit de 36%. En 1979, sachant que 30% des importations sont destinés aux achats de pétrole, on calcule que, si cette année là, le prix du pétrole n'avait pas augmenté, le déficit aurait été réduit de 60% (2) et ramené à 1,1 milliard US $. En 1980, le solde aurait été largement positif, approchant les 2 milliards US $.

Au-delà de l'évolution des prix du pétrole, on peut noter qu'en 1979, les volumes d'hydrocarbure importés croissent de 11,7% par rapport à l'année antérieure, soit un taux toujours supérieur à celui des importations globales. Pourtant, en 1980, ils régressent pour la première fois de 13,7%, alors que les importations totales se stabilisent et que la croissance intérieure demeure très élevée.

Parallèlement, on constate une accélération sensible des volumes exportés. En 1979, la progression est de 9,7%, mais

(2) Voir les explications des formules dans la partie III, sect. 1.1.1. Ainsi, en 1979 :
- la contribution (en %) de la hausse du prix du pétrole brut à la croissance globale du prix des importations est égale à : (0,3 x 0,336)/0,196, soit 51%.
Si la hausse du prix du pétrole n'avait pas eu lieu,
- Le taux de croissance du prix hypothétique des importations serait de
0,196(1-0,514), soit 9,5%.
- La valeur hypothétique des importations, de
13,683 x 1,095 x 1,095, soit 16,4 milliards US $.
- Le déficit hypothétique, de 15,244 - 13,683, soit 1,162 milliard US $.

c'est surtout l'année suivante que l'effort est notable avec une expansion de 22,5%.

Par contre, s'ils rattrappent une partie des pertes subies en 1978, les prix à l'exportation évoluent encore faiblement. Les cours du café, du cacao, du coton, du jute s'effondrent. En 1979, le prix du sucre n'a jamais été aussi bas. Par contre, les prix du soja et du minerai de fer s'améliorent. Résultat : les termes de l'échange chutent successivement de 8,1% et 17,7% pendant les deux années considérées.

Quatre faits sont donc à retenir de ce premier aperçu du déficit commercial de 1979 et 1980 :

- le déficit n'est plus structurel mais lié essentiellement à la hausse du prix du pétrole ;
- en 1980, le volume des importations de pétrole baisse pour la première fois malgré l'expansion élevée du PIB et de la production industrielle ;
- débutée en 1978, l'accélération du rythme de croissance des volumes exportés se confirme, surtout en 1980 ;
- enfin, les termes de l'échange n'ont jamais atteint un niveau aussi faible qu'en 1980.

Ces modifications qui affectent l'évolution des échanges de marchandises se déroulent dans un contexte de déstabilisation du système financier international, impulsée avant tout par la nouvelle politique des Etats-Unis.

1.1.2 LA DESTABILISATION DU SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL

La politique monétariste des Etats-Unis, appliquée dès 1979 et accentuée en 1980 pour combattre la montée de l'inflation, va déclencher un véritable effet en cascade sur le système financier international et sur la dette externe des pays débiteurs. Renchérissement du dollar, hausse des taux

d'intérêts internationaux et contraction des liquidités seront les nouvelles données rencontrées sur la scène financière internationale des années 80.

Entre 1977 et 1980, le LIBOR nominal, sensible lui-même aux variations des taux d'intérêt de court terme du marché monétaire américain passe de 6,37% à 14,03%. Or, en 1979, plus de 60% de la dette externe brésilienne est à taux d'intérêt variable, réajusté tous les six mois sur la base du LIBOR. Cette hausse du coût du loyer de l'argent a pour conséquence d'accroître fortement le service de la dette brésilienne, et surtout la valeur des intérêts dus. Dans la balance courante, le poste des intérêts nets payés au titre de la dette externe passe d'un déficit de 2,7 milliards US $ en 1978 à 4,2 milliards en 1979 et 6,3 milliards en 1980. Pour chacune des années citées, la part des intérêts payés dans le service de la dette (intérêts + amortissements) (3) atteint respectivement 33%, 39,6% et 55,7%. Enfin, en 1980, les obligations financières occupent 65% du déficit de la balance des opérations courantes augmentée des amortissements et représentent 70% des exportations totales. L'année précédente, ils en absorbaient 77%.

Ces quelques chiffres situent l'importance du phénomène financier dans le besoin de ressources externes du Brésil. Le déficit global n'est plus lié à la composante productive, comme il l'était jusqu'en 1976-77. Le processus de l'endettement s'autonomise de plus en plus par rapport au système productif. Le renchérissement du prix des prêts et le décalage entre les premiers résultats effectifs des investissements productifs financés par les emprunts et les premières échéances de remboursement se conjuguent pour que le processus s'auto-alimente et se reproduise de lui-même tant que les conditions externes le permettent.

(3) Les chiffres sont issus du tableau 5.1: Balance des paiements (1968-1986), de l'annexe. Toutes les données sont des valeurs nettes.

Or, la contraction des liquidités disponibles sur le marché international due à la réorientation des mouvements spéculatifs vers les Etats-Unis stimulée par la hausse des taux d'intérêt internes, au tarissement des pétro-dollars et à la méfiance des banques privées étrangères à l'égard de pays dont la solvabilité s'amenuise et où le risque grandit, commence à faire sentir ses effets en 1979 et surtout 1980. Les prêts et financements de moyen et long termes en direction du Brésil se réduisent, laissant apparaître un déficit dans la balance des paiements d'environ 3,3 milliards US $ pour chacune de ces années. Sur la même période, la part de ces entrées qui est consacrée au service de la dette représente, respectivement, 94% et 106% de leur total, niveau insoutenable et jamais atteint depuis l'accélération de l'endettement extérieur.

Les autorités brésiliennes sont obligées de rééquilibrer le solde en puisant dans leurs réserves et en recourant aux capitaux de court terme. Les réserves passent de 11,9 milliards US $ en 1978 à 6,9 en 1980, les entrées de capitaux de court terme atteignent 2,2 milliards cette dernière année.

Si les taux d'intérêt nominaux de la dette extérieure brésilienne ont augmenté fortement ces deux années, et le volume de liquidités en euro-dollars diminué, un autre facteur a également eu un impact négatif sur l'équilibre des comptes externes : l'évolution du prix des exportations brésiliennes. Ainsi, en comparant la valeur nominale du LIBOR et la croissance des prix des exportations qui servent à payer les intérêts, on peut avoir une estimation du LIBOR "réel" dans le cas du Brésil. D'après le tableau 5.4: LIBOR nominal et réel, de l'annexe, il apparaît que si, jusqu'en 1977, le LIBOR "réel" est négatif (-28% en 1973), il atteint 17%, 2,4% et 8,1% les trois années suivantes. Cette nouvelle situation est le résultat de l'accélération du LIBOR nominal et de la baisse du rythme de croissance des prix à l'exportation.

On assiste donc à la fin des années 70 à une nette dégradation des conditions de remboursement en terme nominal et également en terme réel, accentué par la forte sensibilité des

exportations brésiliennes aux variations des prix du marché international.

1.1.3 L'ENTREE EN CRISE DE LA FORME DE FINANCEMENT PROPRE AU MODE DE REGULATION BRESILIEN

A partir de ces données qui montrent l'autonomisation croissante de la dette externe par rapport au système productif et sa propension à s'entretenir d'elle-même, on perçoit de mieux en mieux la vulnérabilité de la situation brésilienne aux aléas de la conjoncture internationale. L'endettement après avoir permis le relâchement de la contrainte externe, devient de plus en plus contraignant. Plutôt que de faciliter l'installation d'un régime d'accumulation national, cohérent et bien structuré, la composante financière du mode de régulation brésilien se détourne de son objectif initial. Déjà depuis quelques années, ce rôle ne peut plus être assumé dans l'état des conditions actuelles de financement.

Il s'agit donc d'une crise propre à la forme de régulation choisie. Les conditions de financement se modifient à partir de facteurs exogènes à cette forme. Ainsi, la crise latente jusque-là et qui s'ouvre en 1979-80 est déclenchée par la modification externe d'éléments déterminants dans la forme de régulation propre. Ce qui n'exclut pas que cette forme soit à l'abri de contradictions inhérentes à elle et qu'elle n'ait pas déjà généré sur le plan interne des effets pervers -inflation, endettement public interne,..- qui pourraient, à terme, remettre en cause les principes de gestion de l'économie. Mais malgré ces tensions latentes et existentes, la crise de la forme financière de régulation qui prévaut à cette époque est étroitement liée à l'endettement externe.

De toute façon, il est difficile de dire si cette forme de régulation par l'endettement externe était viable ou non. Toujours est-il que la période de transition entre les deux dé-

cennies se solde par l'entrée en crise du mode de régulation brésilien. Celle-ci aurait pu être moins profonde si la conjoncture internationale ne s'était pas tant détériorée et si les autorités brésiliennes de l'époque avaient été plus vigilantes.

Devant cette situation, le gouvernement va intervenir dans la gestion de la nouvelle contrainte externe. Désavantagés par un taux de change surévalué par rapport au dollar, les exportateurs brésiliens bénéficient de subventions et aides fiscales onéreuses pour le gouvernement. Déjà inhibés par une instabilité des changes due aux mini-dévaluations de plus en plus rapprochées, les emprunteurs de capitaux étrangers voient leurs charges s'alourdir en monnaie nationale au fil des dévaluations. Aussi les autorités décident-elles en décembre 1979 de dévaluer le cruzeiro de 30% par rapport au dollar pour le mettre à un niveau plus réaliste de parité réelle avec la devise américaine. Plusieurs objectifs à cette mesure :

- relancer la compétitivité des exportations,
- et surtout stimuler l'endettement externe en redonnant confiance aux emprunteurs dans leur monnaie, par un taux de change plus stable.

Sur la lancée, les autorités préfixent au début de l'année 1980 les indices de correction monétaire et cambiale à respectivement 45% et 40%. Ces mesures devant influer favorablement sur l'inflation.

La monnaie nationale étant dévaluée, la charge de la dette externe du secteur privé a été augmentée de 30% en cruzeiros. Aussi, pour ne pas pénaliser les entreprises débitrices, les autorités ont assuré elles-mêmes le risque de change au titre de la Résolution 432 (4). Par ce biais, les autorités se substituent au débiteur privé dans son rapport avec son créancier. Ce processus, connu sous le terme d'"étatisation de la dette externe" a augmenté le poids de la dette publique ex-

(4) Voir infra, partie III, sect. 4.2.

terne, passant de 62,5% en 1978 à 69,2% en 1980 du total de la dette (5).

Si officiellement, cette Résolution doit permettre de substituer le débiteur public au débiteur privé, face à la banque étrangère, par un simple transfert de la dette, cette mesure peut aussi prendre, comme le soulignent M.C. TAVARES et J.C. de ASSIS, la forme d'une émission d'"obligations sans contrepartie". L'idée est que cette appropriation par l'Etat de liquidités destinées officiellement à être converties en $, et à rembourser la dette externe, a permis également qu'une partie de cet argent soit utilisée à des fins d'intérêt strictement interne, et replacée dans l'économie (6).

Pourtant la dévaluation sera absorbée en moins de cinq mois. En 1980, les prix brésiliens augmentent de 110,2% (IGP-DI), soit 96,7% de plus qu'aux Etats-Unis. La dévaluation du cruzeiro par rapport au dollar ne sera, sur l'année, que de 54,1%. Et les entrées de capitaux étrangers n'ont pas augmenté. Au contraire.

En réalité, les emprunteurs potentiels ont été inhibés par l'instabilité cambiale de l'avant maxi-dévaluation et la crainte d'une seconde dévaluation. De plus, la Résolution 532, du premier semestre 1979 sous la direction du Ministre M. SIMONSEN, qui définissait l'instauration d'un dépôt obligatoire mobilisé pendant un an à hauteur de 50% de la valeur en cruzeiros des emprunts privés, continue de peser sur les transferts de devises vers le Brésil.

(5) Voir tableau 5.2: Dette extérieure brute de moyen et long termes, situé dans l'annexe.
(6) M.da C. TAVARES, J.C. de ASSIS, O grande salto para o caos, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 1985.

1.2 LES REPERCUSSIONS SUR L'ACTIVITE INDUSTRIELLE INTERNE

La période 1979-80 est marquée par la politique économique de "stop and go" du gouvernement Geisel.

Les élections de novembre 1978 étant passées, le Ministre de l'économie M. SIMONSEN optera dès le début de l'année pour une politique relativement récessive, notamment dans le domaine monétaire et fiscal, visant à contenir l'inflation interne. Or l'application d'une telle option risque de déstabiliser l'assise du régime politique déjà en proie à quelques difficultés de légitimation. Aussi, dès le mois d'août 1979, M. SIMONSEN est démis de ses fonctions et remplacé par D. NETTO, le "bienfaiteur" de la période du "miracle".

La nouvelle option de politique économique se situera dans la voie de l'hétérodoxie, avec relance de la demande interne et libéralisation de l'économie - la maxi-dévaluation date de ce gouvernement.

Pourtant, au second semestre 1980, la récession interne par la voie de l'orthodoxie s'avère inévitable aux yeux des autorités pour faire face à la contrainte externe qui ne cesse de se renforcer. Un nouveau tournant est pris, marquant l'engagement vers un ajustement qui s'approfondira au cours des quatre années suivantes.

Sans entrer dans les détails spécifiques à chacune de ces trois orientations, nous évoquerons plutôt les grandes tendances macro-économiques qui se sont dégagées au cours de ces deux ans de transition entre la période de l'ajustement par l'endettement et celle de l'ajustement par la récession.

1.2.1 LA POLITIQUE DE "STOP AND GO" DU GOUVERNEMENT GEISEL

A l'inverse de la tendance de l'économie mondiale, la croissance brésilienne reste encore très élevée en 1979 et 1980. Le retour du monétarisme dans les principaux pays développés, visant à "réassainir" la gestion keynésienne de la crise du fordisme -gestion qui arrive à ses propres limites (7)- entraîne dès 1980 une chute du rythme de croissance de l'activité interne. De 4,3% en moyenne sur la période 1976-1978, le taux de progression du PIB des pays industrialisés, mesuré en prix constants, passe à 3% en 1979 (1,5% aux Etats-Unis) et 0,6% en 1980 (-1,8% aux Etats-Unis). Cette progression s'accompagne d'une chute en volume et même en prix du commerce international. Pourtant, face à cette conjoncture défavorable, la croissance brésilienne ne semble pas affectée par les transformations de son environnement économique international au cours de ces deux années. Le rythme de croissance demeure particulièrement élevé (respectivement 7,2% et 9,1%), et même très supérieur à la moyenne annuelle de la période 1975-197 qui atteignait les 6%.

Les deux semestres de récession (premier en 1979-second en 1980) ne font donc pas apparaître de contraction de la croissance économique au niveau global. Au contraire. A la fin de 1980, les résultats devront être cependant plus nuancés.

La forte croissance de l'activité économique sur la majorité de la période 1979-80 s'inscrit donc dans la continuité de la croissance de la période précédente. Et pourtant, tout est changé. Si les orientations de politique économique du Ministre D. NETTO tentent d'occulter les transformations qui s'opèrent au niveau mondial, les contradictions ne cessent, comme on l'a vu, de s'aggraver. Pour preuve, la chute de la

(7) Voir A. LIPIETZ, Mirages et miracles,..., 1985, pp.140-144.

capacité d'importation (8) en 1979 et 1980. Pour 100 en 1970, l'indice atteint 236 en 1978, avec une moyenne annuelle de 196 sur la période 1972-1978. En 1979 et en 1980, c'est la chute. Le niveau passe à 161 la première année et 159 la suivante (9). A partir de là, les tensions qui commencent à apparaître au niveau international auraient pu mettre en garde le gouvernement contre les risques d'une aggravation des comptes externes. Prudent, M. SIMONSEN applique au premier semestre 1979 un processus d'ajustement relativement orthodoxe, très mal accepté par les entrepreneurs du secteur privé. L'arrivée de D. NETTO en août 1979 relance l'économie en mettant en place une véritable stratégie de fuite en avant. Selon M.C. TAVARES et J.C. de ASSIS, le père du "miracle" de la période 1968-73 va réitérer son succès en 1979-80 avec des résultats encore plus "miraculeux". En 1980, un taux de croissance de 9,2% de la production industrielle, alors que la capacité d'importation s'effondre et que la conjoncture internationale est en pleine dépression, tient de l'exploit...

Cependant, si exploit il y a, celui-ci ne fait que reculer de quelques mois l'ajustement de toute façon inévitable, et approfondit les tensions en stimulant autant que faire se peut, le recours à l'endettement externe, et en aggravant le déficit public interne.

Il est difficile de dire ce qui aurait changé pour les années à venir si le gouvernement avait été plus "raisonnable" dès les premiers signes de tensions externes. Cependant, en prenant la voie de l'expansion, il accentue les mécanismes pervers de la crise dans la régulation brésilienne du modèle de développement brésilien.

(8) La capacité d'importation correspond à la valeur des exportations augmentée de celle des entrées nettes de capitaux, déflatées par l'indice des prix à l'importation.
(9) Voir A.B. de CASTRO, "Ajustement et adaptation structurelle : l'expérience brésilienne" , Problèmes d'Amérique Latine, N.E.D. n 74, 4e trimestre 1984.

1.2.2 POURSUITE DES PRIORITES INDUSTRIELLES

La forte expansion du produit intérieur s'explique :

- en 1979, par un développement favorable de l'industrie et des services ;
- en 1980, par une très bonne année de production agricole, auquel vient s'ajouter une forte accélération de la croissance industrielle.

Cette expansion industrielle qui sert de support à la croissance du produit national s'est surtout portée sur les secteurs suivants (10):

- biens intermédiaires (produits chimiques non liés au pétrole en 1979, autres produits métallurgiques en 1980, papier-carton, métallurgie de base, caoutchouc en 1979 et 1980);
- et de capital (mécanique, matériel électrique et de communication) qui reprennent en 1979 à un taux plus élevé que celui des deux années précédentes;

Le taux de croissance des biens de consommation durable subit un net ralentissement en 1979, surtout au premier semestre. Il reprend à un rythme très accéléré dès le premier semestre 1980, puis se calme à partir du mois d'août.

Enfin, les biens de consommation non durables croissent à un taux toujours relativement faible.

1.2.2.1 UNE ACCUMULATION DU CAPITAL ENCORE EN EXPANSION

Toujours centrée vers le marché intérieur et poursuivant son processus d'ajustement, la structure productive en 1979-80 bénéficie encore d'une conjoncture interne favorable à son installation et à sa mise en exploitation. Les capacités exis-

(10) Voir tableau 2.1: Taux moyens annuels de croissance par secteurs d'activité, et tableau 2.3: Indices de la production industrielles par branches, situés dans l'annexe.

tantes fonctionnent à 83,7% de leur possibilité. Les résultats des restructurations passées se confirment dans certains secteurs. Le coefficient d'importation global reste à un niveau toujours bas malgré la croissance élevée du PIB et la libéralisation des importations (suppression du dépôt obligatoire sur les importations).

Parallèlement, en regardant le tableau 1.3: Evolution des différents secteurs de la demande, de l'annexe, on constate qu'en 1979 et surtout 1980, la croissance de la FBCF est beaucoup plus élevée qu'au cours des deux années précédentes (en 1977, elle était négative). Cette remarque témoigne de la progression favorable des investissements. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par la croissance élevée de la production de biens de capital et par l'accroissement du stock de capital dans l'industrie de transformation, au point que celui-ci devient largement supérieur à l'accroissement du produit vers la fin des années 70 (11).

Cette situation nous indique que :

- les investissements de la période 1979-80 ont évolué encore positivement par rapport aux années précédentes;
- le potentiel productif non utilisé s'accroît toujours, sous l'effet notamment des investissements en cours de maturation.

En comparant les indices de productions manufacturières, effective et potentielle, ces derniers étant calculés à partir des niveaux de production effective atteints pour un certain taux d'utilisation des capacités productives et de l'hypothèse d'un taux d'utilisation maximal des capacités productives (12), on arrive aux conclusions suivantes :

(11) Voir graphique 2.5: Evolution du produit et du stock de capital dans l'industrie de transformation, situé dans l'annexe.
(12) La formule utilisée est la suivante:
$Y_{potent.} = Y_{effect.} * 100 /$ taux d'utilisation des équipements.

- à l'exception du matériel de transport et de la boisson, les autres secteurs voient leur potentiel de production augmenter en 1980;

- les secteurs qui constatent un accroissement substantiel de leurs capacités sont la pharmacie, la mécanique, la métallurgie, les matières plastiques, les produits alimentaires, le caoutchouc;

- les secteurs pour lesquels la production potentielle augmente très lentement ont soit un taux d'utilisation de leurs capacités productives très élevé (tel est le cas des minerais non métalliques, du matériel de transport, du papier-carton, du textile), soit un taux faible (la boisson et le tabac).

1.2.2.2 RESTRICTIONS BUDGETAIRES ET RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES: DES EFFORTS SOUTENUS

Les principales modifications apportées aux secteurs industriels ayant fait l'objet des priorités du II PND, induisent les évolutions suivantes:

1.2.2.2.1 Dans le domaine énergétique

La poursuite du Modèle Energétique Brésilien reste toujours une des priorités du gouvernement.

Le Programme Alcool

Le second choc pétrolier va relancer le Programme Alcool mis en place en 1975. Ce nouveau souffle sera soutenu par l'engagement de l'industrie automobile dans le projet : en 1979, les constructeurs signent un accord sur une nouvelle génération d'automobiles fonctionnant exclusivement à l'alcool. Entre 1978 et 1980, la consommation finale d'alcool éthylique, en tep, augmente de 70%, passant de 1,3 million de tep à 2,3 millions. En contrepartie, la consommation finale d'essence

qui s'est maintenue au niveau de 10 millions de tep/an fléchit brutalement de 34% en 1980. Le développement de la production d'alcool est à rattacher à l'extension des surfaces cultivées par la canne. Alors que sur l'ensemble du Brésil, les terres cultivées augmentent de 9,3% entre 1976 et 1980, celles utilisées par la canne s'accroissaient de 29% (13).

Le charbon

Si jusqu'en 1978, le principal usage du charbon est trouvé dans le secteur de la sidérurgie lourde (100% pour le charbon métallurgique) et la production d'énergie thermo-électrique (85% du charbon énergétique), à partir de l'année suivante, la nécessité de chercher de nouveaux substituts au pétrole et dérivés (huiles combustibles) relance le dynamisme de la production de charbon. Ainsi, en ce qui concerne le charbon minéral, sont développées des techniques de prospection, extraction, utilisation et de transformation à technologies plus ou moins sophistiquées selon les caractéristiques locales des mines. De fortes subventions sont accordées aux entreprises désireuses d'utiliser cette source énergétique et d'adapter leurs équipements industriels.

Simultanément, le charbon végétal fait aussi son entrée dans les sources alternatives au pétrole, notamment dans l'industrie du ciment (au Nord de l'Etat du Minas Gerais).

Le gaz naturel

En 1980, d'importants gisements de gaz naturel sont découverts. Estimées à 120 millions de m3, les réserves devraient permettre :

- de substituer les dérivés du pétrole dans la production de GLP (gaz liquide de pétrole) de Pétrobras,
- d'être utilisées dans les industries pétrochimiques et de fertilisants.

(13) F.H. DE MELO, A produçao de biomasse e o crescimento da area cultivada no Brasil, texte présenté au séminaire: Expansao da fronteira agro-pecuaria e meio-ambiante na America Latina, Université de Brasilia, 10-13 nov. 1981, Vol. 1, janv.1982.

Le pétrole

En 1979 et 1980, Petrobras maintient la priorité accordée à l'exploitation et la production de pétrole. Encouragée notamment par la découverte d'un important gisement à Bacia de Campo, elle augmentera encore les investissements, dans ces activités malgré la baisse du total de ses investissements. En 1980, ils accaparent 70,5% des investissements totaux de l'entreprise publique.

TABLEAU 13

STRUCTURE DES INVESTISSEMENTS DE PETROBRAS

COMPOSITION DES INVESTISSEMENTS DE PETROBRAS
(en pourcentage)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Exploitation et production	29,5	26,9	27,8	36,3	39,9	46,9	54,8	70,5
Raffinage	25,3	38,4	36,8	30,9	22,3	18	17,6	9,4
Transports et oléoducs	21,9	19,8	26,2	21,5	26,6	21,9	11,3	7,3
Industrie du schiste	0,9	0,8	0,6	0,7	0,6	0,9	1,2	1
Subsides	13,8	11,2	5,5	5,1	7,2	7	9,8	8,7
Autres	8,6	2,9	3,1	5,5	3,4	5,3	5,3	3,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: H.P. REISCHTUL, L. COUTINHO: Investimento estatal 1974-1980: ciclo e crise, Desenvolvimento capitalista no Brasil, N 2, Ed. Brasiliense, SP, 1983.

En 1979, 90% du pétrole est importé et le combustible participe à 41,6% de l'énergie primaire consommée. Ce qui signi-

fie que près de 1 million de barils par jour entrent dans le pays. En 1980 cependant, pour la première fois, les importations vont baisser substantiellement. En volume, cette réduction est de 6,5 millions de tonne. Elle résulte de:

- la hausse de la production : située à 8,2 millions de tonnes en moyenne depuis 1976, la production s'élève en 1980 de 1 million de tonnes ;
- la baisse de la consommation expliquée par la hausse du prix de l'essence et les premiers résultats de la substitution aux importations.

L'énergie hydro-électrique

Concernant l'énergie hydro-électrique, Eletrobras et la Centrale d'Itaipu sont en 1979 les deux principaux fournisseurs du pays. Pourtant la politique de rigueur budgétaire va imposer un certain contrôle dans les dépenses d'investissements. En 1979, celles-ci vont stagner, à l'exception de celles destinées aux grands projets en cours (Itaipu, Tucurui,...). En 1980, l'entreprise Eletrobras doit réduire ses propres dépenses.

Les programmes de substitutions d'énergie et de soutien en approvisionnement aux secteurs de biens de production et intermédiaires, intensifs en énergie, ont permis d'augmenter et d'étendre géographiquement les capacités productives. Globalement, les installations se sont faites au profit du Nordeste et du Centre Ouest (Centroeste) : entre 1975 et 1980, la consommation d'énergie au Nordeste a augmenté de 122%, la hausse pour les particuliers a été de 97% et de 152% pour les industries. Au Centre Ouest, la consommation d'énergie électrique a crû de 127%, dont 124% pour les particuliers et 219% pour les industries. Dans l'ensemble du Brésil, les chiffres sont respectivement de 82%, 75% et 95%.

Ces chiffres révèlent une forte croissance de la consommation électrique liée aux équipements industriels, notamment ceux installés dans les deux régions citées. Cette tendance répond à deux des objectifs du II PND:

- appliquer une politique d'intégration industrielle et régionale,
- substituer à la consommation industrielle d'huile combustible, l'énergie hydro-électrique.

1.2.2.2.2 Dans le secteur des biens intermédiaires

le secteur de la chimie et pétrochimie

En considérant les résultats de production obtenus au cours des cinq années couvertes par le II PND (1975-1979), on constate que ceux-ci sont supérieurs aux prévisions initiales (14). Dans presque toutes les industries de produits chimiques, la production a dépassé largement les estimations du Plan, notamment pour les fibres synthétiques et les fertilisants. Cela n'a pourtant pas empêché ce dernier produit de conserver un déficit commercial élevé.

En 1979, le secteur accapare 18,7% des investissements totaux de l'industrie de transformation. Il demeure une des priorités de la Banque Nationale de Développement Economique qui lui octroie 10% des prêts destinés à l'industrie.

le secteur de la sidérurgie

En 1979, la production atteint un taux de croissance record, avec notamment une forte hausse pour les aciers bruts et laminés. Pourtant les résultats obtenus sont restés inférieurs aux prévisions du II PND (15).

Les investissements augmentent rapidement en 1979 pour rattrapper les retards dans l'implantation de certains programmes. Ils se réduisent en 1980. Pourtant, malgré la contraction de 22% des prêts de la BNDE -prix constants de 1981- destinés à l'industrie, 39% sont dirigés vers le secteur, démontrant le maintien de la priorité accordée à la sidérurgie.

(14) Voir tableau 2.5: Les industries prioritaires du II PND: productions effective et projeté, de l'annexe.
(15) Idem.

La substitution aux importations se maintient, et pour la première fois, le solde extérieur des produits sidérurgiques est excédentaire. D'un déficit de 287 millions de dollars en 1977, il dégage un surplus de 391 millions en 1980, malgré une légère reprise des importations.

le secteur du papier-carton

Par rapport aux objectifs du II PND, le taux de croissance de la production effective a été supérieur aux prévisions.

En 1979, le secteur participait pour 3,7% aux investissements totaux de l'industrie manufacturière. Considéré comme prioritaire par le BNDE, il recevait 9% de prêts de la banque.

- Le secteur des minerais

En ce qui concerne la production de ce secteur, à l'exception du cuivre qui n'a donné lieu à aucune amélioration, les métaux aluminium et zinc ont fortement augmenté leur taux de croissance annuelle sur la période 1974-79, dépassant largement les prévisions du Plan (16).

Parallèlement, sur la période, naît le dernier des grands projets impulsés par le gouvernement: le projet Grand Carajas, conçu comme pôle de développement national et régional de toute la zone Nord. Basé sur l'existence des plus grandes réserves minières du pays: $18*10^9$t de minerai de fer, $60*10^6$t de manganèse, $2*10^9$t de cuivre, $40*10^6$t de bauxite, $100*10^3$t d'étain, il est avant tout un grand complexe minéro-métallurgique (17).

La réalisation des projets Fer-Grand Carajas et aluminium-Alcoa en 1980, dont la production est destinée respectivement à 100% et 80% aux marchés étrangers, fait doubler les investissements du secteur par rapport à 1979.

1.2.2.2.3 Dans le secteur des biens de capital

(16) Idem.
(17) Voir le texte de M. SANTOS Filho, "le financement du Projet Grand Carajas et le secteur des biens de production au Brésil", Revue Tiers-Monde, t.XXV, n 99, juillet-sept. 1984.

La production du secteur des biens de capital se maintient en 1979 et augmente en 1980. Pourtant, les biens sous commande, très sensibles aux variations des investissements des grandes entreprises publiques (Eletrobras, Siderbras, Petrobras) voient baisser leur production sous l'effet de la baisse de la demande en 1980. Bien que de plus en plus intégré au marché national -en 1980, l'industrie des biens de capital a conquis 63% du marché intérieur-, le secteur subit la baisse des investissements publics. Aussi, pour compenser la baisse des ventes sur le marché interne, il va réorienter une partie de sa production vers l'extérieur. En 1978, le ratio exportations / production nationale s'élevait à 7,6%. En 1979, il atteint 9,3%. En 1980, il est à 11,7%.

De même, après plusieurs années d'efforts maintenus, les investissements du secteur chutent en 1979 et 1980, passant en $ courants, de 143 millions en 1978 à 60 millions puis 24 millions.

Le coefficient d'importations (importations / demande intérieure) quant à lui s'élève en 1980 pour les biens de capital, sous commande et en série (18).

Le dynamisme industriel de la période précédente semblerait donc continué en cette fin de décennie. Malgré le déséquilibre externe, les restrictions budgétaires et les coupes imposées dans les dépenses publiques, les entreprises productives de l'Etat ont pu continuer l'installation des projets en cours. Un nouveau projet de développement régional et national et destiné avant tout à libérer des devises est même entrepris.

Les grands efforts de substitution aux importations et de développement des exportations dans les différents secteurs sont maintenus. En 1980, les premiers résultats apparaissent dans le domaine énergétique. Pour la première fois, les vo-

(18) Voir tableau 2.6: Le secteur des biens de capital, situé en annexe.

lumes importés de pétrole sont réduits. Parallèlement, la politique d'intégration nationale semble avoir renforcé l'articulation structurelle entre les secteurs des produits finaux et les biens intermédiaires et de capital.

Pourtant, ni au niveau des soldes commerciaux (sauf papier-carton), ni par rapport aux prévisions de croissance faites en 1974, les résultats effectifs des restructurations ne sont réellement satisfaisants.

La structure productive possède un vaste potentiel qualitatif et quantitatif en cours de maturation, destiné à renforcer la cohérence globale du régime d'accumulation brésilien. En 1980, le processus des restructurations est en partie achevé mais les résultats n'apparaissent pas encore, à l'exception du secteur énergétique.

Mais, au-delà de la seule logique productive, quelles ont été les répercussions du déséquilibre extérieur et des politiques de "stop and go" du gouvernement sur l'évolution des conditions de la demande finale interne?

1.3 LES REPERCUSSIONS SUR LES CONDITIONS DE LA DEMANDE FINALE

1.3.1 BAISSE DU SALAIRE MOYEN REEL EN 1980 ET NOUVELLE LOI SALARIALE

L'observation du tableau 1.3: Evolution des différents secteurs de la demande, situé dans l'annexe, nous enseigne que pendant ces deux années, la consommation finale (ménages et administrations réunies) a crû au taux de 9% en 1979 et 6% en 1980, soit un taux plus élevé pour la première année et moins élevé pour la seconde que l'évolution du PIB.

La croissance reste sans aucun doute conduite sous l'impulsion du marché intérieur, malgré la légère contraction de 1980.

Pour illustrer ceci, nous devons nous pencher sur l'évolution des revenus réels du travail dans le secteur formel. Globalement, le salaire moyen réel augmente de 4,2% en 1979, pour chuter l'année suivante de 3%. Parallèlement, le salaire minimum poursuit sa récupération, avec une hausse de 3,3% en 1980.

Ces évolutions peu cohérentes sur le fond s'expliquent par la nouvelle loi salariale adoptée sous la pression de luttes sociales et instaurant de nouvelles formes de réajustement des salaires. Un accord ayant déjà été signé en 1978, son application est effective dès novembre 1979 au titre de la Loi 6708. Accusée d'alimenter l'inflation par les coûts, la nouvelle loi salariale a été retardée au maximum par les autorités. Cette loi est fondamentale en cette période d'accélération de l'inflation et dans le processus de dépolarisation des revenus du travail au sein de la société.

Elle stipule que, désormais:

- les réajustements seront semestrialisés;
- les syndicats ont un droit de regard sur les réajustements,
- les salaires seront corrigés par tranche de salaires minimums. Les revenus les plus bas bénéficieront d'un indice de réajustement supérieur à l'INPC (Indice National des Prix à la Consommation) alors que les salaire les plus élevés augmenteront à un niveau inférieur (19).

La population salariée augmente jusqu'au premier semestre 1980, mais la baisse du rythme de croissance de la production au deuxième semestre 1980 entraîne une très forte contraction de l'emploi. Globalement, la population occupée dans la production croît pendant ces deux années à un niveau très infé-

(19) Voir le tableau 3.2: Indices de correction salariale, de l'annexe.

rieur à la production elle-même, entraînant une forte augmentation de la productivité du travail.

Les discours sur l'indexation des salaires sur la productivité sont toujours de mise, mais les résultats ne confirment guère les déclarations officielles puisqu'en 1980, la hausse de la productivité dans l'industrie de transformation s'est accompagnée d'une baisse des salaires réels. Il n'existe pas au Brésil d'indexation au sens où il est compris dans nos pays, c'est-à-dire d'un ajustement automatique entre les deux variables sur la base d'une relation fixée a priori. La forte croissance de la productivité et la baisse des salaires réels en 1980 indiquent qu'il n'existe aucun lien mécanique entre les deux grandeurs. Si les salaires réels ont bénéficié de la hausse des gains de productivité jusque-là, et ce dans des proportions très inégales, il s'est agi d'ajustement a posteriori, fixé au "coup par coup" et négocié au sein des entreprises. En 1980, le vent de la récession commence à se lever et c'est sur la baisse des salaires réels que les premiers indices d'ajustement seront perçus.

1.3.2 DEPOLARISATION DES REVENUS DU TRAVAIL SUR LE SECTEUR FORMEL

Si la nouvelle loi salariale de 1979 est encore timide, elle marque malgré tout un profond changement de comportement des autorités face à la répartition des revenus de la population, au moins sur le secteur formel du marché du travail. Cette observation peut être expliquée par la nouvelle forme d'indexation des salaires. Supposons :

- 2 salariés, l'un touchant 3 SM, l'autre 20 SM,
- une inflation semestrielle de 50%.

On pose arbitrairement 1 SM = 100 cruzeiros.

Le salarié recevant 3 SM au début de la période touchera après réajustement 300 x 1,50 x 1,10, soit 495 cruzeiros.

L'autre salarié verra son revenu indexé comme suit :

- 3 SM seront indexés à 110% de l'INPC, c'est-à-dire 300 x 1,50 x 1,10,
- 7 SM seront indexés à 100% de l'INPC, c'est-à-dire 700 x 1,50 x 1,00,
- 5 SM seront indexés à 80% de l'INPC, c'est-à-dire 500 x 1,50 x 0,80,
- 5 SM seront indexés à 80% de l'INPC, c'est-à-dire 500 x 1,50 x 0,80.

Il recevra donc après réajustement 2745 cruzeiros.

Pour garder son pouvoir d'achat constant, le deuxième salarié aurait dû toucher 3000 cruzeiros après réajustement alors que le premier n'aurait dû recevoir que 450 cruzeiros. La loi salariale privilégie les revenus les plus bas au détriment des revenus supérieurs à 11,5 SM.

En décembre 1980, une nouvelle loi salariale est adoptée dans le cadre des tendances orthodoxes de la politique économique suivie depuis le deuxième semestre, visant à limiter la demande finale interne. Elle conserve les mêmes principes et accentue encore le mécanisme de dépolarisation des salaires en diminuant le taux de réajustement des tranches les plus élevées. Selon cette nouvelle loi, le deuxième salarié ne recevra après correction que 2370 cruzeiros.

On assiste en 1980 à un véritable processus de dépolarisation des revenus vers le bas. La loi favorise la déconcentration, au profit des salaires les plus bas, le tout dans une tendance récessive visant à la baisse globale des salaires réels.

La loi sera relativement bien respectée, au moins pour les revenus des classes pauvres et moyennes. Au-delà, les salariés qualifiés, et donc recherchés, négocieront le réajustement de leurs salaires au niveau de l'entreprise elle-même. Cette ten-

dance se poursuivra par la suite, au détriment des négociations par catégories professionnelles.

En reprenant le travail de Z.D. OCIO déjà cité, on constate qu'en 1979 les salaires des cadres augmentent plus vite que les autres, et notamment des techniciens et employés de bureau. Par contre, en 1980, l'application de la loi salariale ampute largement les salaires réels les plus élevés. Une seule année de baisse a suffi pour ramener le pouvoir d'achat des cadres au niveau de 1975. Les ouvriers, qualifiés ou non, voient leurs revenus chuter au premier semestre 1980, malgré la politique plus ou moins hétérodoxe menée par D. NETTO, puis augmenter légèrement au deuxième semestre. Les ouvriers non qualifiés bénéficient d'une légère récupération. En 1980, les revenus des ouvriers sont légèrement inférieurs au niveau de 1978.

Cette évolution des salaires réels s'inscrit dans la tendance à la dépolarisation initiée en 1977-78. Pourtant, à la différence de cette période, en 1980,

- le mécanisme ne se situe plus dans un contexte de hausse du salaire réel moyen;
- la baisse des salaires les plus faible est simplement moins forte que celle des revenus les plus élevés, malgré les mesures de la loi salariale de 1979.

Elle est de toute façon loin d'être suffisante pour atténuer les inégalités issues de la période du "miracle". En 1979, un tiers de la population économiquement active recevait 7% des revenus distribués alors que 13% s'en attribuait plus de la moitié -dont 1,5% qui recevait la modique part de 18,0%, c'est-à-dire 2,5 fois le revenu de 30% de la population active (20).

La répartition des revenus au Brésil figure toujours parmi celles les plus inégalitaires du monde et les effets des me-

(20) Voir tableau 3.1: Evolution des classes de revenus en % de la PEA et en % des revenus distribués, situé dans l'annexe.

sures prises pour réhausser les salaires les plus faibles sont encore négligeables en 1979 et 1980. La dynamique est toujours conduite par les classes moyennes supérieures et supérieures, malgré la récession au deuxième semestre qui commence à frapper l'ensemble de la population, et notamment les classes les plus riches.

TABLEAU 14

REPARTITION DU REVENU EN % DE LA PEA RECEVANT UN REVENU

	% du revenu		
	1970*	1976	1980
10% les plus pauvres	1,2%	1,0%	1,0%
20% les plus pauvres	3,2%	2,7%	2,9%
10% les plus riches	45,8%	48,3%	45,2%
5% les plus riches	32,2%	35,1%	31,2%
1% les plus riches	12,0%	16,8%	13,2%
Revenu moyen des 5% les plus riches/ 20% les plus pauvres:	32,6	40,2	35,5
des 1% les plus riches/ 10% les plus pauvres:	95,9	162,2	124,4

* Si les données de 1970 sont légèrement différentes de celles du tableau 7, Partie II, sect.2.1.2.1.1, la tendance reste la même.

Source: H. THERY, Le Brésil, Ed. MASSON, 1986, p.69.

Cette période 1979-80 est donc une période charnière dans l'histoire récente du Brésil pour plusieurs raisons:

- tout d'abord, au niveau de la structure productive, les efforts commencés dès l'après premier choc pétrolier sont poursuivis. Les investissements des entreprises publiques et privées sont maintenus malgré la récession budgétaire, créant une dynamique relativement forte au niveau de la demande globale, surtout en 1979;

- simultanément, les premiers signes de tensions externes à partir de 1980 se répercutent plus précisément sur les conditions de formation de la demande finale interne. Le sa-

laire moyen réel baisse cette année là et la légère dépolarisation des revenus intervenue sur le secteur formel, et observée depuis 1977, ne tend plus à la hausse mais plutôt à la baisse;

- en résumé, on peut avancer que si en 1979, la dynamique du régime d'accumulation brésilien est liée au maintien de la consommation des catégories privilégiées et aux investissements industriels, à partir de 1980, et surtout au cours du deuxième semestre, les deux composantes de la demande commencent à subir les effets de la contrainte externe et du retour à une politique orthodoxe.

1.4 L'INTEGRATION DU BRESIL SUR LA SCENE INTERNATIONALE

Le déséquilibre commercial extérieur de 2,8 milliards de US$ pendant ces deux années et la détérioration croissante sur les marchés financiers internationaux nourrissent de plus en plus la nécessité d'un ajustement externe de l'économie brésilienne. En 1979, le taux de change a été maxidévalué mais l'inflation et le laxisme des autorités dans la gestion du taux de change ont fait que rapidement, les effets positifs de la maxi-dévaluation ont été annulés. Parallèlement, les subsides aux exportations ont diminué ainsi que les charges pesant sur les importations. La politique de libéralisation des échanges extérieures est développée avec l'arrivée de D. NETTO.

Pour l'intérêt de la recherche, il nous semble plus important de concentrer notre attention sur l'évolution relative des échanges extérieurs, rapportés à la demande interne.

1.4.1 METHODOLOGIE UTILISEE

En nous inspirant du travail de BENABOU sur la Corée du Sud (21), nous avons cherché à étudier, sur 10 ans (1976-85), la dynamique de l'insertion internationale brésilienne. Cette démarche est véritablement instructive dans la mesure où :

- elle nous aide à mieux caractériser, secteur par secteur, la relation de la production intérieure à son extérieur ;
- elle définit sur une période relativement longue, l'évolution de l'insertion internationale brésilienne.

Déjà utilisées dans la partie précédente, les données du tableau 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation de l'annexe constitueront, au fil des chapitres qui suivent, un argument clé de notre démonstration concernant la "souplesse" de l'appareil productif brésilien, et les performances de la substitution aux importations au cours des années 80.

Nous avons déjà souligné quelques résultats dans les chapitres précédents. Nous avions noté qu'en 1978, certains secteurs - sidérurgie, papier-carton - voyaient leur coefficient d'exportation augmenter légèrement, signe d'une tendance nouvelle à l'exportation.

Les résultats obtenus pour les deux années ici considérées, confirment la tendance observée pendant les années antérieures, même si le coefficient d'importation (importations/demande intérieure) augmente légèrement en raison notamment de la hausse du prix du pétrole. Il reste de toute façon plus faible que lors du premier choc pétrolier. Le rapport importations (pétrole exclu) / PIB est de 9,62% en 1974, 5,00% en 1979 et 5,43% en 1980.

(21) R. BENABOU, "La Corée du Sud ou l'industrialisation planifiée", Economie Prospective Internationale, n 10, 2ième semestre 1982.

Pour mieux caractériser l'insertion internationale brésilienne, nous avons regroupé les secteurs de l'industrie de transformation en 6 groupes, selon la dynamique de leurs ratios importations/demande intérieure (M / D) et exportations/demande intérieure (X / D) sur la période 1976-1985:

Le premier groupe est composé:
- du secteur des minerais non-métalliques,
- de la pharmacie,
- de la parfumerie.

Le deuxième:
- du textile,
- des vêtements et chaussures,
- de la boisson.

Le troisième:
- de la métallurgie,
- de la mécanique,
- du papier-carton,
- des matières plastiques.

Le quatrième:
- de la chimie,
- du matériel électrique et de communication.

Le cinquième:
- du caoutchouc,
- du matériel de transport.

Le sixième:
- des produits alimentaires,
- du tabac.

Les premier et second groupes se caractérisent par des coefficients M / D et X / D très faibles pendant la décennie 70. Les secteurs sont domestiques, très peu liés au marché inter-

national du point de vue du coefficient d'exportation, bien que ceux du second le soient légèrement plus.

Les troisième, quatrième et cinquième groupes ont des coefficients M / D et X / D proches de la moyenne de l'économie bien que pour les deux derniers, le ratio M/D est légèrement supérieur en raison des secteurs des biens d'équipement qui entrent dans leur composition.

Le sixième groupe est composé des secteurs exportateurs nets. Les importations sont inexistantes. Par contre, la part des exportations est élevée, très supérieure à la moyenne de l'économie.

L'intérêt d'un tel regroupement se verra au cours des différentes périodes étudiées.

1.4.2 LES PREMIERS RESULTATS DE L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE FACE AU SECOND CHOC PETROLIER ET AUX DIFFICULTES FINANCIERES CROISSANTES

Pendant la période 1979-80, on constate que :

- Si le premier groupe reste toujours très fermé, le second augmente légèrement la part de ses exportations en 1980. Cette ouverture vient du secteur de la boisson qui passe d'un coefficient d'exportation de 1,4% en 1979 à 6,07% en 1980. La légère contraction de la demande interne stimule cette réorientation des ventes vers l'extérieur;

- si le coefficient d'importation du troisième groupe augmente légèrement en 1979, il se réduit l'année suivante -sous l'effet notamment des matières plastiques. Ce comportement ne remet pas en cause les résultats déjà obtenus. Depuis 1976, on a assisté à un recul très net de la part relative des importations dans la demande interne pour chacun des secteurs concernés. En ce qui concerne les exportations, on constate une

forte ouverture vers les marchés externes en 1979, et surtout 1980, qui vient du papier-carton, de la mécanique et des matières plastiques, résultat des programmes mis en place et de la contraction du rythme de croissance de la demande interne;

- le quatrième groupe vérifie une augmentation du ratio M/D, très nette en 1980. Ce résultat est surtout à mettre au compte de la chimie qui passe d'un coefficient de 6,6% en 1978 à 9,83 en 1980. Les répercussions de la hausse du prix du pétrole expliquent en partie ces résultats. Concernant les secteurs du matériel électrique et de communication, la tendance est aussi à la hausse, moins forte cependant. Néanmoins, en 1980, le ratio est inférieur de 27% à celui de 1976. Le coefficient d'exportation du groupe varie peu pendant ces deux ans malgré la forte hausse dans le secteur de la chimie (29%);

- le cinquième groupe vérifie lui aussi une hausse du coefficient d'importation en 1980 (surtout dans le secteur du matériel de transport). Simultanément, le ratio X/D poursuit son ascension à un rythme croissant;

- enfin, le dernier groupe augmente très légèrement la part de ses exportations relativement à la demande interne en 1980. Le secteur des produits alimentaires s'extravertit fortement en 1980.

Globalement, contrairement à la période précédente, on ne constate pas, en 1979-80, de mouvements de substitution aux importations très prononcés. Pourtant, malgré l'accélération de la croissance industrielle, les importations hors pétrole augmentent à un taux raisonnable. Il s'agit donc plutôt de confirmation de résultats antérieurs de baisse des importations relativement à la demande interne. Cette situation ne signifie pas que le processus soit achevé - loin de là. Cette période se situe à un moment où les contrôles sur les importations sont allégés, les premiers effets des restructurations industrielles passés, et les investissements à plus long terme pas ne sont pas encore arrivés à maturité.

Du point de vue des exportations, il semblerait qu'en 1979, et surtout 1980, deux processus alimentent leur développement. Un processus structurel et un processus conjoncturel, dû à la maxidévaluation de 1979 et la légère contraction de la demande interne en 1980. Néanmoins, même en 1980, la part des exportations dans le PIB reste vraiment très faible (8%) et la participation dans les exportations mondiales ne dépasse pas le niveau qu'elle avait en 1975 -soit 1,07%. La baisse relative constatée en 1979 s'explique par les mauvaises performances des ventes à l'étranger. Si l'on regarde l'évolution des exportations par rapport aux importations des pays clients, on s'aperçoit qu'elle est assez peu élastique aux variations de la demande externe (22).

En 1980, par contre l'année fut très bonne. La politique commerciale a été plus agressive. L'élasticité des exportations brésiliennes par rapport aux importations des différents pays est particulièrement élevée dans le cas des pays industrialisés, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'ALADI (23).

De même, la composition des exportations a changé. En 1976, 62,9% étaient des produits primaires et 37,1% des produits industrialisés. En 1980, les chiffres sont respectivement de 42,7% et 57,3%. Cette transformation se doit essentiellement à :

- la quasi-stagnation, sinon la baisse, des exportations de café, au moins depuis 1976 alors que parallèlement, les ventes de produits brésiliens à l'étranger ne cessent d'augmenter. Cette double évolution fait chuter la part du café en grain de 45% en quatre ans, passant de 22,3% en 1976 à 12,5% en 1980;

- ce brutal retrait de la valeur relative des exportations de café s'accompagne d'un recul, plus léger mais tendanciellement confirmé de la part des exportations de minerai de fer, et du soja en grain;

(22) Voir le tableau 4.6: Elasticité des exportations brésiliennes aux importations des principaux pays clients, de l'annexe.
(23) Associaçao Latino-Americana De Integraçao.

- a l'opposé, les exportations de produits manufacturés augmentent à un rythme très élevé, notamment les produits sidérurgiques, les huiles combustibles de pétrole et le matériel de transport. Néanmoins, en 1980, les exportations d'huile de soja, de pâte chimique de bois, de jus d'orange, de chaussures de cuir, et de café industrialisé totalisent encore 9% des exportations totales. Ils demeurent toujours les principaux produits d'exportations industrialisés du Brésil.

Pour conclure ce premier chapitre, nous reviendrons brièvement sur les principales conclusions auxquelles nous sommes parvenus:

- tout d'abord, le déficit commercial de 1979-1980 est fondamentalement lié au second choc pétrolier. Contrairement à 1974 où le déséquilibre était surtout d'origine structurelle, en 1979, l'appareil productif est mieux articulé pour supporter une croissance forte et comptabiliser un solde équilibré de ses échanges externes;

- cette position s'appuie sur la constatation que la dépendance du régime d'accumulation brésilien aux importations de biens intermédiaires et de capital s'est estompée entre la crise de 1974 et la fin de la décennie. Si d'après le tableau 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation de l'annexe, la dynamique de substitution aux importations s'arrête en 1979 et 1980 dans la plupart des secteurs de l'industrie de transformation, cela ne remet pas en cause les premiers résultats antérieurement obtenus;

- par ailleurs, le développement accélérée des exportations manufacturées à partir de 1980 relativement aux ventes internes, est observé dans certains secteurs. On peut y trouver deux sortes d'explications: une explication conjoncturelle liée à la dégradation des conditions de formation de la demande interne et à la maxi-dévaluation de 1979, l'autre plus structurelle liée aux installations du II PND. Mais les résultats restent encore minimes et les mesures prises pour équilibrer la balance commerciale, limitées. D'autre part, il faut souligner que malgré la substitution aux exportations de produits primaires, le Brésil reste toujours très dépendants des termes de l'échange définis sur le marché international;

- pourtant, si la poursuite ou l'achèvement des grands projets se confirment, surtout en 1979, permettant le renforcement de la cohérence de la structure productive, la vulnérabilité du mode de régulation au système financier internatio-

nal est de plus en plus flagrante. Le refus des autorités de considérer cette donnée -pour des raisons politiques notamment- aggrave la situation;

- pour parer à cette contrainte financière, les autorités entreprennent au deuxième semestre 1980, une politique orthodoxe de contraction des dépenses publiques et de la demande finale interne;

- en 1980, c'est dans cette situation de baisse des salaires réels que la tendance à la dépolarisation des revenus du travail sur le secteur formel est vérifiée, le salaire des plus riches diminuant plus que celui des plus pauvres. Mais de toute façon, la répartition inégalitaire des revenus n'est pas remise en cause. Le régime d'accumulation brésilien demeure toujours fortement polarisé.

2. LA PERIODE 1981-1983: CONTRAINTE EXTERNE ET DESTRUCTURATION INTERNE

Cette période récente de l'histoire brésilienne figure parmi les plus dramatiques du point de vue du développement économique et social du pays. La crise dans la régulation est de plus en plus sensible à la conjoncture internationale sur le marché des capitaux, conjoncture qui ne cesse de se dégrader avec la politique monétariste des Etats-Unis. Car si le premier choc monétariste impulsé sous la présidence Carter avait commencé d'amorcer la faillite des principaux pays endettés, l'élection de R. Reagan s'accompagne du renforcement de cette politique jusqu'à mi-1982, ce qui va affecter beaucoup plus gravement l'économie mondiale. Aussi, l'adaptation brésilienne à la contrainte externe s'avère inévitable. Dès 1981, la difficulté de trouver de nouveaux capitaux et la montée des taux d'intérêt internationaux conduisent les autorités à pratiquer des politiques d'ajustement de plus en plus récessives pour tenter d'équilibrer les comptes externes. L'objectif est dans un premier temps, l'équilibre commercial puis dans un second, l'excédent. Les moyens utilisés vont reposer essentiellement sur la contraction des importations, bien que les exportations jouent un rôle important malgré l'évolution défavorable des prix internationaux. Selon les autorités, seules la chute de l'activité interne et l'effondrement de la demande pouvaient susciter un tel résultat.

Comme on le verra dans ce chapitre, l'ajustement à la crise dans la régulation provoquera un véritable étranglement de l'économie. La structure productive se dégrade et la population voit son pouvoir d'achat chuter. Les résultats positifs obtenus dans la balance commerciale -c'est-à-dire l'équilibre puis l'excédent en 1983- par la baisse des importations, se sont donc accompagnés d'une énorme récession interne. La faiblesse historique de l'insertion internationale brésilienne

explique ces résultats.

Pourtant, il est un autre facteur fondamental qui doit être intégré à l'explication de la rapidité de l'ajustement à la crise dans la régulation: celui des restructurations productives issues de la période 1974-1979. Car si la variation des composantes du commerce international est aussi brutale, ce comportement doit être rattaché avant tout à la souplesse de l'appareil productif et plus profondément du régime d'accumulation. Jamais l'ajustement n'aurait été aussi rapide si les restructurations antérieures n'avaient pas eu lieu et si les formes de régulation de la demande interne n'étaient pas aussi peu rigides.

2.1 AU COEUR DE LA CRISE DANS LA REGULATION

A partir de l'année 1981, une nouvelle ère commence en terme de commerce extérieur. Le solde commercial, déficitaire depuis 1974, à l'exception de 1977, s'équilibre pour devenir largement excédentaire en 1983, résultat du nouveau rôle de la balance commerciale. En 1983, l'objectif n'est plus l'équilibre mais l'excédent.

Par contre, la balance des opérations courantes ne cesse de voir son déficit s'élargir. En 1982, elle atteint le record de -14,7 milliards de US$, dont 76,9% à mettre au compte du poste des intérêts nets. Au cours de ces trois ans, le problème prépondérant provient uniquement de la composante financière de la balance courante, problème auquel tentent de répondre, on le pressent par les résultats, la nouvelle approche du compte commercial.

2.1.1 1982: LE RENVERSEMENT DU SENS DU TRANSFERT DE CAPITAUX FINANCIERS

A côté de la poussée massive des intérêts nets versés -en 1981, ceux-ci augmentent de 45%-, les prêts et financements à moyen et long terme répondent en 1981 par des entrées importantes permettant d'équilibrer la balance des paiements. Cependant, dès le deuxième semestre de l'année suivante, la croissance du "risque pays" pour les banquiers occidentaux, alliée à la décision du Mexique d'arrêter le paiement de sa dette, déclenchent la panique dans le milieu bancaire, désormais peu enclin à prêter sans des garanties certaines sur la volonté du pays emprunteur à rembourser. Même si les possibilités de remboursement de la dette et son service sont de plus en plus compromises, la communauté financière internationale ne peut accepter d'inscrire dans ses comptes, la cessation de remboursement, sous peine de se déclarer en état de faillite. Le risque d'une perte sèche est irrecevable dans la mesure où tout le système financier international est lié à la dette du Tiers-Monde. Or, la décision du moratoire d'un pays peut déclencher un processus en cascade avec d'autres pays débiteurs, après entente ou non.

Dès lors, la baisse des entrées de capitaux de moyen et long termes et la contraction des crédits de court terme conduisent en 1982 et 1983 à un déséquilibre de la balance des paiements de respectivement 8,8 milliards et 6 milliards de US$, que l'épuisement des réserves en devises ne suffit pas à compenser. On assiste donc à une rupture dans la gestion financière de la dette externe. D'importateur de ressources financières (1), le Brésil devient exportateur. En 1982, il en-

(1) Les définitions étant nombreuses et variées, nous reprendrons celle de P.N. BATISTA Jr.. Ainsi, on appellera transfert de ressources financières "la remise de devises liée à la différence entre le revenu net envoyé à l'extérieur (intérêts, profits, dividendes et autres services de facteurs) et l'entrée nette de capitaux étrangers (emprunts, investissements directs)". In P.N. BATISTA Jr, Formaçao de capital e transferancia de recursos ao exterior, n 19/86, CEMEI, FGV, sept. 1986.

voie, selon P.N. BATISTA Jr, 2,6 milliards de US$ et, en 1983, 7,3 milliards, soit 31,8% des exportations de biens et services non liés aux revenus des facteurs de production. Le renversement du sens du transfert en 1982 marque les dernières limites du mode de régulation choisie par le Brésil dans la gestion monétaire et financière de la croissance. Déjà compromise depuis plusieurs années par l'auto-alimentation croissante d'une dette externe qui s'autonomise de plus en plus par rapport au secteur productif, la forme de financement par l'endettement externe atteint ses limites extrêmes en 1982. Non seulement les entrées de capitaux à moyen et long terme sont depuis longtemps déviées de l'investissement productif mais en plus, elles ne suffisent plus à compenser les sorties de devises dues au propre service de la dette. En 1982, on assiste à la convergence de deux phénomènes :

- une nette dégradation de l'environnement financier international conduisant en 1982 à la rupture des formes de gestion de la dette externe pour les pays les plus endettés et dits à risque,

- l'aboutissement d'une situation où les contradictions de la gestion financière du déficit brésilien, déjà visibles depuis plusieurs années, ont toujours été occultées par les autorités. Utilisant jusqu'au bout les ressources du marché des capitaux étrangers à court, moyen et long terme, le gouvernement a soigneusement ignoré la mise en garde de SIMONSEN en 1979, "l'inflation est mauvaise mais l'impasse externe mortelle".

2.1.2 LE RECOURS AU FMI

En août 1982, l'annonce du moratoire (2) mexicain marque le début d'un krach financier. L'effondrement n'aura, pourtant, pas lieu.

Déjà en rapport avec le FMI depuis plusieurs mois, le Brésil annonce officiellement à la fin de l'année, c'est-à-dire après les élections de novembre 1982, sa décision de recourir au Fonds Monétaire International pour renégocier sa dette et débloquer de nouvelles lignes de crédit. En échange, il devra appliquer une politique véritablement orthodoxe, avec l'objectif d'équilibrer ses comptes externes.

La renégociation de la dette est restée complètement superficielle et plutôt que d'aborder le problème en profondeur sur les conditions de remboursement du principal, sur la valeur des taux d'intérêts réels et non seulement nominaux, sur le partage des risques, etc..., le débat n'a apporté aucun changement de position côté créditeurs. Devant cet immobilisme, le 20 décembre 1982, le Brésil déclare implicitement un moratoire de fait sur le principal.

Du point de vue du service de la dette, les prêts -conditionnels- du Fonds seront insuffisants en 1982 pour clore la balance des paiements, et le recours aux réserves internationales, qui s'épuisent depuis 1979, s'impose une nouvelle fois. En 1982 et 1983, elles avoisinent les 4 milliards de US$, couvrant à peine 2 mois et demi d'importations.

Cette mise sous tutelle a plusieurs objectifs. A défaut d'équilibrer la balance des paiements, elle permet de :

(2) "Le moratoire d'une dette consiste en la suspension provisoire mais sans terme, du versement des intérêts et du principal. La durée du moratoire indique le temps que le pays estime nécessaire pour rétablir sa situation économique", in A. SUAREZ, M. GEORGOPOULOS, Mécanismes de renégociation de la dette latino-américaine et Plan Baker, Document de travail n 2, ESLAC, nov. 1986, 33 p. 3.

- redonner une certaine crédibilité du Brésil auprès des institutions financières privées, soucieuses elles-mêmes de refinancer leurs propres prêts par de nouvelles lignes de crédit. Par les métamorphoses de l'écriture comptable, la dette est remboursée et une nouvelle est contractée ;

- et éventuellement de mettre sur le compte du FMI une politique d'ajustement fortement anti-sociale que le gouvernement devait appliquer de toute façon à un degré plus ou moins violent.

Au total, six lettres d'intention Brésil-FMI en un an et demi seront acceptées et signées par les deux parties, chacune relatant les échecs de la précédente et s'engageant à respecter les nouveaux objectifs. Toutes plus orthodoxes que les autres - contrôle du déficit de la balance des paiements, baisse de l'intervention et du déficit public, libéralisation des échanges extérieurs, programme fiscal et monétaire rigide, politique de change plus rigoureuse, et liées à "l'approche monétaire de la balance des paiements", selon laquelle le dséquilibre externe, dû à un excès de la demande globale sur l'offre globale, serait crée par "une augmentation de la masse monétaire plus rapide que les biens et services réels" (3).

C'est dans ce cadre-là qu'a été décrétée le 18 février 1983, la maxi-dévaluation de 30% du cruzeiro par rapport au dollar, destinée à ramener le taux de change à une parité plus réaliste et permettre de développer la compétitivité des produits brésiliens à l'exportation.

Comme en 1979, lors de la première maxi-dévaluation, les emprunteurs ont vu leur charge financière s'alourdir en monnaie nationale d'un pourcentage égal à celui de la dévaluation. En poursuivant le processus d'étatisation de la dette par la Résolution 432 de 1977, le secteur public -Etat et en-

(3) G. GRELLET, "Les politiques d'ajustement orthodoxes - un point de vue critique", Revue Tiers-Monde, t. XXVIII, n 109, janv.-mars 1987, p.3.

treprises publiques- est responsable en 1983 de 74,1% de la dette externe. C'est donc à lui que revient la charge d'assumer le risque de change.

2.1.3 1983: TRANSFERT DE RESSOURCES REELLES ET DETTE PUBLIQUE

En 1983, dépassant les objectifs prévus, la balance des échanges des biens et services non facteurs, c'est-à-dire non liés à la rétribution des facteurs de production, est largement excédentaire. On assiste pour la première fois dans l'histoire brésilienne à un transfert de ressources réelles vers l'extérieur de 6,5 milliards de US$, soit 2,3% du PIB. Cet excédent commercial donne lieu à un afflux de devises en direction du secteur privé exportateur. Or, à partir de 1983, l'objectif de l'excédent visait essentiellement à rembourser une partie du service de la dette détenue par le secteur public. Le paradoxe réside dans le fait que le transfert dette privée - dette publique s'est accompagné d'un afflux de devises dans les mains du secteur privé exportateur. A partir de là, l'Etat a dû emprûnter les dollars en émettant des titres publics, les ORTN. Plus précisément, en échange de titres indexés sur le taux de change officiel cruzeiro/dollar, les dollars sont déposés à la Banque Centrale. Une partie est ensuite prêtée au secteur public pour lui permettre de rembourser sa dette externe. De plus, le secteur privé a acquis des titres indexés sur le dollar. Ces titres dollarisés représentent un gage très élevé de sécurité et de rentabilité pour les détenteurs. Ils sont par contre onéreux pour le gouvernement déjà pris au piège de la récession interne qui a fortement réduit ses recettes fiscales et autres.

L'ensemble de ces facteurs conduiera à une aggravation très forte des problèmes financiers du secteur public. La baisse des recettes de l'Etat et la forte accélération de la charge financière de la dette publique interne, due à la

hausse des taux d'intérêt interne et externe et la maxi-dévaluation du cruzeiro, ont conduit le gouvernement à réduire drastiquement ses dépenses et notamment celles relatives aux investissements publics internes.

Il semble de plus en plus nécessaire, pour comprendre la forte dépression de 1983, de prendre en compte le lien qui existe entre la dette publique externe et la FBCF. Comme le rapporte P.N. BATISTA Jr., "la réduction de l'investissement public et privé dans ces années est, à la vérité, intimement associée aux problèmes internes engendrés par le brutal renversement des flux des ressources externes. De fait, l'aggravation des difficultés financières du secteur public, qui a résulté en grande partie de l'évolution des comptes externes, a conduit à la décision de couper, supprimer ou retarder une série de programmes d'investissement gouvernementaux. La réduction de l'investissement public, la récession, l'accélération de l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt ont conduit au déclin de l'investissement privé" (4).

Il s'agit donc, au-delà de l'ajustement externe, d'une adaptation sans commune mesure avec un simple équilibre quantitatif, des comptes internes.

Voyons plus en détail les répercussions sur la structure économique interne d'un tel bouleversement.

2.2 LES EFFETS DE L'AJUSTEMENT EXTERNE SUR LA STRUCTURE INDUSTRIELLE

Les effets internes de l'ajustement de l'économie au cours de cette période seront sans commune mesure avec les résultats obtenus au niveau des comptes externes.

(4) P.N. BATISTA Jr, Formaçao de capital..., 1986, pp.17-18. Traduit par l'auteur.

En 1981 et 1982 la balance commerciale est équilibrée et le produit intérieur a chuté la première année de 3,4% et a stagné l'année suivante. La production industrielle a reculé de 9,2% entre 1980 et 1981 avant de stagner également l'année suivante. En 1983, pour obtenir un excédent de 6,5 milliards US $ dans les comptes de marchandises, le pays doit poursuivre la contraction de son produit intérieur de 2,5% et de sa production industrielle de 6,6%.

Le PIB per capita recule pendant ces trois années respectivement de 5,7%, 1,5% et enfin 4,9%, soit environ 12% sur la période.

De plus, si en 1981 et 1982, le transfert de ressources réelles, issu du solde des échanges de biens et services non facteurs (ces derniers restant relativement rigides en valeur) est quasiment nul en pourcentage du PIB, en 1983 on doit ajouter, à un produit déjà en forte chute, le transfert de ces ressources vers l'extérieur correspondant à 2,3% du PIB. C'est-à-dire qu'entre 1982 et 1983, les ressources disponibles à l'intérieur du pays ont été réduites de 4,8%.

Au niveau de l'ajustement de l'économie brésilienne au durcissement de la crise externe, on relève donc, de 1981 à 1983, une forte corrélation entre l'approfondissement de la crise économique et financière internationale et la récession sur le plan interne. Cette observation a son importance si l'on rappelle que le développement de l'économie brésilienne a souvent été à contretemps du rythme de croissance de l'économie mondiale. Rejoignant la tendance récessive mondiale de 1981 et 1982, la croissance brésilienne est prise dans la grande tourmente mondiale des années 80.

2.2.1 LE RENVERSEMENT CONJONCTUREL

2.2.1.1 DE LA CHUTE DE LA DEMANDE A L'EFFONDREMENT DE LA PRODUCTION

Au niveau de la production industrielle, il ressort du tableau 2.1: Taux moyens annuels de croissance par secteurs d'activité, de l'annexe, des résultats assez révélateurs de la tendance générale.

En 1981, les effets de la récession se retrouvent surtout au niveau de la chute de la production des biens de consommation durables et des biens de capital. La contraction de la demande finale perceptible depuis 1980 et la baisse des investissements expliquent cette forte rétraction de ces deux types de biens.

En 1982, élections obligent (5), les biens de consommation durables croissent alors que les biens de capital continuent leur dégringolade par manque de demande effective.

En 1983, l'ajustement se fait sentir par la chute sans précédent de la production des biens de consommation non durables. L'évolution de l'offre de ce secteur avait été relativement peu altérée jusqu'en 1982 mais l'année suivante, sa production chute de 4,7%. Le niveau de production des biens de consommation durables se maintient à celui de 1982 avec même un léger recul (-0,8%). Les biens de capital poursuivent leur retrait très net. Entre 1980 et 1983, la production a régressé de 17,9% en moyenne annuelle, retrouvant le niveau qu'elle avait en 1973, c'est-à-dire juste avant les restructurations! Quant aux biens intermédiaires, ils retournent quelques quatre ans en arrière pour vérifier le même niveau de production.

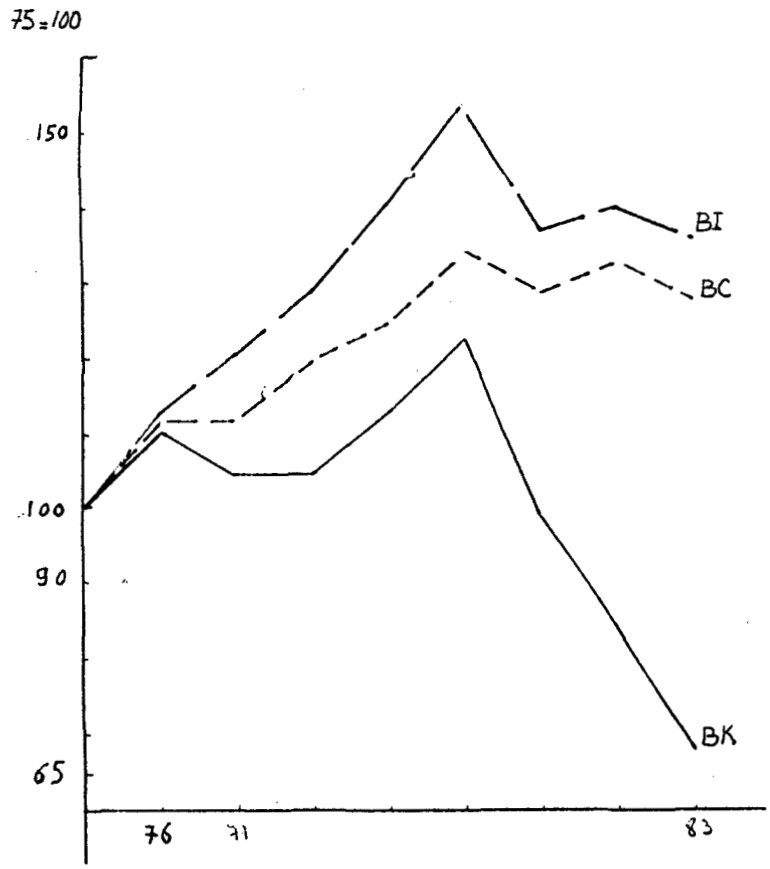
La chute de la production industrielle de 1981 à 1983 ramène le volume produit au niveau de 1978 avec, comme on l'a vu, une régression particulièrement grave pour le secteur des biens de capital. Le résultat est particulièrement vérifié

(5) Les élections générales du 15 novembre 1982 devaient nommer les gouvernemeurs des Etats, les sénateurs, les députés fédéraux et des Etats, les préfets et les conseillers municipaux du pays.

dans la mécanique et le matériel de transport, qui subissent de plein fouet les effets des coupes brutales dans les dépenses d'équipement des entreprises.

GRAPHIQUE 11

INDICES DE PRODUCTION PAR SECTEURS D'ACTIVITE



2.2.1.2 CRISE DE L'INVESTISSEMENT ET DESINDUSTIALISATION

Entre 1980 et 1983, le taux d'investissement passe de 22% à 15,75%. Etant donnée la contraction du PIB, on devine l'appel lancé au secteur des biens de production ! La chute du volume d'investissement en 1981 et surtout en 1983 s'explique par l'effondrement des investissements du secteur public. Sur la période 1976-79, ils ont représenté en moyenne 11,4% du PIB, dont 8,4% à mettre au compte des entreprises publiques et

3,2% du gouvernement. En 1981 et 1982, le taux d'investissement des entreprises publiques est ramené à 4,9% et 3,7% l'année suivante. Quant aux investissements du gouvernement, ils doivent approcher 1% du PIB. Les coupes budgétaires imposées par les mesures orthodoxes visant à la fois au retrait de l'intervention publique dans l'activité productive et dans l'accumulation, et à la réduction du déficit dans les comptes de l'Etat ont un effet fortement récessif sur l'activité elle-même. Si les investissements des entreprises publiques augmentent encore en 1981 de 7,3% en cruzeiros constants de 1984 et stagnent en 1982 (+ 1,4%), ils accusent en 1983 une chute de 26% (6)! Les entrepreneurs privés, lésés par les conditions du financement des investissement et timorés par la crise externe et interne, sont déjà obligés de réduire leur production et d'utiliser leur capacité à 75% puis 72% de leur potentiel en 1983.

Cette nette dégradation de l'appareil productif dans tous les secteurs, va conduire à ce que nous appellerons une désindustrialisation absolue en 1983. En effet, le parc industriel n'arrive plus à être entretenu et conserver son potentiel de production constant. Cette constatation est vérifiée dans le tableau 2.7: Indices de production effective et potentielle, et les graphiques 2.1-2.4 présentés dans l'annexe.

Il semblerait donc que la chute des investissements de 1981 ait, dans un premier temps, simplement permis à la structure industrielle de conserver intact son potentiel de production. En 1983, cependant, le volume des montants investis ne permet plus la reproduction du parc. La capacité productive est donc diminuée.

Ce phénomène est particulièrement accentué dans les cas des secteurs du matériel électrique et de communication, de la mécanique, de la boisson, de la métallurgie, de la chimie, des vêtements-chaussures et du matériel de transport.

Par contre les secteurs du tabac, du caoutchouc, de la

(6) Voir tableau 2.9: Investissements des entreprises publiques, situé en annexe.

pharmacie, parfumerie, produits alimentaires, papier-carton augmentent leur capacité de production entre 1980 et 1983.

A un niveau agrégé, cette dégradation du potentiel de production n'est pas incompatible avec le fait que le stock de capital sur la période 1976-1981 évolue à un rythme beaucoup plus rapide que la production elle-même. Etant données l'importance des projets et la maturation plus ou moins longue des investissements, même si l'ensemble du capital installé ne correspond pas à un capital immédiatement disponible, cette capacité en cours de formation et néanmoins excédentaire, fournit à la production une réserve où elle puisera ses ressources pendant la période considérée ici.

Le recours à la mise en valeur de la capacité productive excédentaire de la période précédente a certainement été un des éléments majeurs évitant la catastrophe au niveau national. Si l'on souligne que, en cruzeiros de 1980, la valeur de la FBCF en 1983 a chuté de 31,4% par rapport à 1980 et que le PIB a baissé de 5% entre les deux années, on peut imaginer le dramatique de la situation, si n'avait pas existé ce potentiel de production inexploité. En fait, non seulement ce potentiel de production était resté inexploité, mais en plus, il constituait une base de production performante qui allait permettre de satisfaire les besoins locaux, en plus de concurrencer les produits étrangers sur le marché international.

2.2.2 LES REPONSES AU NIVEAU SECTORIEL: LA SOUPLESSE DANS LA CRISE

Au-delà de la chute des investissements sur la période 1981-1983, on relève que globalement, la baisse a atteint l'ensemble des secteurs industriels mais que la poursuite de certains projets a été privilégiée. Dans ce qui suit, nous essayons de voir dans quelles directions les priorités se sont orientées et quels ont été les résultats des investissements

en terme d'efficacité.

2.2.2.1 LE SECTEUR ENERGETIQUE

La politique énergétique du gouvernement, initiée après le premier choc pétrolier de 1974, se poursuit de façon très relativement dynamique sur la période 1981-1983, surtout que des résultats favorables viennent valider les efforts passés. Tant par rapport aux objectifs de diversification des sources énergétiques, de substitution aux importations de pétrole et dérivés par la production nationale, que par rapport aux économies d'énergie, les indicateurs sont très positifs.

Concernant le pétrole brut, la production augmente substantiellement à partir de 1981. Le taux de croissance passe d'une moyenne quasiment nulle entre 1974 et 1979 à 17,6% en 1981, 21,5% en 1982 et 27,7% en 1983. En 1983, selon le Ministère des Mines et de l'Energie, les réserves d'hydrocarbure étaient estimées à 2 400 millions de barils, alors qu'elles étaient de 780 millions en 1964 et 1 500 millions en 1979. Cette appréciation laisse imaginer les efforts faits. Parallèlement la consommation intérieure déjà en baisse en 1980 continue à décroître. Exprimée en tonne, elle retrouve en 1983 le niveau qu'elle avait en 1977-1978.

Cette évolution permet de réduire les importations de 15,6% entre 1980 et 1983, et d'augmenter la part du pétrole national dans la consommation.

Les investissements de Petrobras ne se relâchent pas pour autant, augmentant leur part dans le total des investissements des entreprises publiques. Ils étaient responsables en 1980 de 23,3% de ces investissements. En 1982, ils représentent 31,7%, avec toujours une nette priorité à l'exploitation et la production de pétrole. Pourtant l'année suivante, suite aux réductions très fortes des dépenses des entreprises publiques, Petrobras doit suivre la tendance. Ses investissements chuteront de 21,5% par rapport à 1982.

Concernant les autres stratégies énergétiques visant à réduire la dépendance externe, nous devons signaler que, si le programme alcool a connu quelques déboires en 1981 sous l'effet de l'effondrement des ventes d'automobiles et de la hausse du prix de l'alcool carburant, le gouvernement relancera le plan l'année suivante. Intervenant davantage au niveau de la consommation d'alcool hydraté (c'est-à-dire l'alcool consommé pur comme carburant), il facilitera la substitution du carburant par diverses mesures. En 1982, le prix à la pompe de l'alcool hydraté passe de 65% à 59% du prix de l'essence. Les voitures alcool bénéficient de conditions d'achat intéressantes (crédits subventionnés). La taxe annuelle de circulation diminue de 50%. Au niveau de l'approvisionnement, seules les pompes à alcool hydraté resteront ouvertes le samedi, etc,... Les effets sont immédiats. En 1982 et 1983, les ventes de voitures alcool augmentent substantiellement -elles ont dépassé 1,2 million sur la période 1979-1983 et leur participation dans le total des véhicules vendus sur le marché intérieur (omnibus et camion diésel compris) a été de 27% en 1982 et 80% en 1983. La production d'alcool de canne retrouve un second souffle.

TABLEAU 15

EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'ALCOOL

	1964/65	1978/79	1982/83	1983/84
Bep*/jour	4.926	32.732	75.967	106.490

* baril équivalent pétrole.
Source: Ministerio das Minas e Energia, Açao governamental no setor das minas e energia, SETEC, Brasilia, nov. 1984, p. 26.

Par rapport aux autres sources d'énergies substitutives au pétrole dans les procédés de production de l'industrie de transformation, l'utilisation croissante du charbon minéral est à noter au cours de cette période. Jusqu'en 1978, le charbon minéral est utilisé presque exclusivement dans le secteur sidérurgique (charbon métallurgique). Or, l'encouragement à l'emploi des substituts de dérivés de pétrole fait que

d'autres secteurs recourent de plus en plus au charbon comme source thermique. Les résultats sont spectaculaires dans l'industrie du ciment qui consomme en 1983 37,5% de la production du charbon énergétique. En contrepartie, la consommation d'huile combustible passe de 69% en 1979 à 20% cette année. D'autres secteurs utilisent de plus en plus cette source d'énergie : la chimie, les produits alimentaires et le papier cellulose.

TABLEAU 16

REPARTITION DE LA CONSOMMATION DE CHARBON MINERAL NATIONAL PAR BRANCHES D'ACTIVITE

en milliers de tonnes

	1970	1979	1983
CHARBON METALLURGIQUE	747	1462	1193
Sidérurgie	716	1462	1193
Production de gaz	31		
CHARBON ENERGETIQUE	1564	2879	5199
Thermo-électricité	1527	2167	1982
Matériel de transport	33	38	50
Ciment		320	1953
Produits alimentaires		25	360
Chimie		12	401
Papier et cellulose		109	222
Autres	4	208	231

Source: Ministerio das Minas e Energia, Açao governamental no setor das minas e energia, SETEC, Brasilia, nov. 1984, p. 27.

Si les substituts au pétrole importé bénéficient d'un reste de dynamisme pendant ces années d'ajustement, le secteur d'énergie hydro-électrique est frappé d'une brutale contraction de ses investissements entre 1981 et 1983. Pourtant, en valeur relative, ceux-ci représentent toujours une part importante (environ 17%) des investissements des entreprises publiques. La Centrale d'Itaipu voit son projet s'achever en partie pendant ces trois ans.

L'ensemble de ces programmes parvient sur la période 1981-

1983 à des résultats saisissants:

- alors qu'en 1979, l'énergie primaire importée, c'est-à-dire le pétrole brut, représentait 38,6% de l'offre totale exprimée en tonne équivalent pétrole, en 1983, elle n'en représente que 25,6%.

- la diversification et rationnalisation de l'utilisation de l'énergie ont permis qu'entre 1978 et 1982 la consommation d'énergie par tonne de produits passe de :

0,144 tep à 0,131 tep dans l'industrie cimentière

7,432 tep à 5,816 tep dans l'industrie des métaux non ferreux et autres de la métallurgie,

0,402 tep à 0,272 dans l'industrie chimique,

0,557 tep à 0,501 dans l'industrie du papier-cellulose,

1,101 tep à 0,950 dans le textile (7).

- enfin, selon A.B.de CASTRO, les programmes de substitution du pétrole importé par les diverses sources locales auraient permis d'économiser 5,3 milliards US $ entre 1981 et 1983 (8). Ce "gain" de devises, le plus élevé parmi ceux des autres programmes sectoriels du II PND, serait presque équivalent à l'excédent commercial de 1983.

(7) Ministerio das Minas e Energia, Açao governamental no setor das minas e energia, SETEC, Brasilia, nov. 1984, p 32.
(8) Se reporter à l'ouvrage de A.B.de CASTRO et F.E.PIRES de SOUZA, A economia brasileira..., 1985. En résumé, l'auteur définit d'abord le volume des importations virtuelles comme étant égal à la différence entre
- la consommation interne en volume du produit ou groupe de produits lié à un programme déterminé pour l'année considérée
- et la production moyenne des années de base 1979-80.
Ensuite, ces volumes virtuels sont convertis en valeur par l'intermédiaire des prix en vigueur sur le marché international.
Par ailleurs, les importations, virtuelles et effectives sont considérées en termes nets, c'est-à-dire exportations - importations.
Enfin, la différence entre importations virtuelles et importations effectives fournit l'économie de devises pour le produit considéré

2.2.2.2 LES BIENS INTERMEDIAIRES

Le secteur des minerais

En 1983, la valeur globale de la production de minerais (métalliques, non métalliques) atteint 8,3 milliards de US $ courants contre 3,8 milliards en 1979. Elle a donc plus que doublé en quatre ans malgré la contraction de la production industrielle dans son ensemble. Cette forte croissance est à mettre à l'actif du projet Carajas qui contrôle la majeure partie de la production nationale de minerais.

TABLEAU 17

PRODUCTION DE MINERAIS BRESIL/CARAJAS

MINERAI	CARAJAS (10^6t)	BRESIL (10^6t)	CARAJAS/BRESIL %
Fer	17.812	48.500	42
Bauxite	2.369*	3.733	64
Cuivre	1.201	1.594	75
Manganèse	65	212	31
Nickel	43,2	445	10
Etain	0,015	0,258	6

* Oriximina exclue.
Source: Ministerio das Minas e Energia, Açao governamental no setor das minas e energia, SETEC, Brasilia, nov. 1984, p. 36.

Dans le secteur des minerais, la CVRD -principale actionnaire du projet Carajas- augmente ses investissements dans l'extraction et la transformation de minerais de 74,3% en 1981 et de 21,4% en 1982. L'année suivante, ceux-ci chutent de 38,8% (9).

Ils visent principalement à:

- réduire la dépendance externe de certaines matières premières,
- développer les exportations, surtout de produits finis ou semi-finis.

Les grands investissements du secteur se concentrent prin-

(9) Voir tableau 2.9: Investissements des entreprises publiques, de l'annexe.

cipalement au Nord du pays, dans la région amazonienne et concernent l'installation du programme Grand-Carajas.

Selon M.SANTOS Filho, la forte insertion du projet Carajas dans l'économie mondiale s'explique par les nouvelles conditions de financement du projet. A la différence des années 70, où l'endettement des entreprises publiques sur les marchés externes était compensé par des perspectives de substitution aux importations et de croissance de la production, permettant à la fois de réduire les dépenses en devises et d'accroître les recettes liées aux exportations, donc de dégager un excédent commercial, les nouvelles conditions de financement du marché international de capitaux, et notamment des agences internationales de développement (Banque Mondiale, CEE) s'appuient sur "les capacités du projet de gérer directement les devises nécessaires au paiement (dans les délais accordés) de la dette contractée pour son implantation (...). A cet effet, le Projet Carajas présenté comme un ensemble capable d'engendrer le développement régional a été découpé en "petites parties" pour mieux s'adapter au mécanisme du project financing imposé par les banques internationales" (10). Dès lors, le projet Carajas présenté à ses débuts comme "un ensemble d'investissements dans les secteurs minéro-métallurgique et agricole, autour desquels on cherchait à entreprendre des actions pour le développement de la région Nord (amazonique) du pays" (11) apparaît rapidement comme un projet dénaturé, morcellé, où chacun des éléments s'insèrent au marché international selon les modalités définies par les financiers, et non plus en fonction d'un programme homogène répondant aux intérêts nationaux. De là, l'extrême extraversion du projet.

Car si en 1979, le Brésil importe aluminium, cuivre, fertilisants, titane, nickel, zinc et gomme,

- en 1983 il exporte de l'aluminium (métal et bauxite) et son solde extérieur est excédentaire dès 1982;

(10) M. SANTOS Filho, "Le financement du projet carajas et le secteur de biens de capital au Brésil", Revue Tiers-Monde, t.XXV, n 99, juil-sept.1984, p. 644.
(11) Idem, p. 640.

- sa dépendance par rapport au cuivre baisse légèrement, malgré les résultats peu probants du programme Caraiba Metais, qui figure parmi les "éléphants blancs" (projets aux coûts faramineux et aux aboutissements peu concluants);

- concernant le nickel, 64% de la consommation interne était importée en 1979. La production nationale passant de 2 466 tonnes en 1979 à 4213 tonnes en 1982 et 15741 tonnes en 1983, des perspectives d'exportation commencent à pointer. En 1983, le pays est excédentaire de 13,4 millions US $;

- par rapport à l'étain le pays accroît fortement ses exportations entre 1979 et 1983. Celles-ci passent de 1525 tonnes à 8597 tonnes;

- pourtant, malgré les efforts faits dans les secteurs des fertilisants, zinc et gomme, le solde commercial est toujours négatif.

Le secteur de la métallurgie-sidérurgie

Les bonnes performances du secteur de la métallurgie-sidérurgie sont à rattacher à la meilleure intégration avec l'amont, c'est-à-dire le secteur des minerais. Les efforts faits dans la production nationale de certains minerais métalliques permettent de réduire substantiellement les importations dès 1982 et 1983 du secteur, et la volonté d'exporter des produits plus élaborés à stimuler la production du secteur. Pourtant, la production a reculé entre 1981 et 1983 de 3,5%, notamment à cause de la baisse de la demande intérieure (crise du secteur des transports et chute de investissements), obligeant le secteur à se tourner de plus en plus vers les marchés étrangers.

Concernant les aciers laminés plats, par exemple, on a:

TABLEAU 18

PRODUCTION, IMPORTATION, CONSOMMATION, EXPORTATIONS D'ACIERS LAMINES PLATS

En millions de tonnes

	1982	1983
Production	6 153	7 153
Importations	146	36
Consommation	4 894	4 179
Exportations	1 046	3 011

Source: Anuario estatistico do Brasil, IBGE.

La chute des investissements de Siderbras, principale grande entreprise du secteur, s'accompagne d'une baisse relative dans les investissement totaux des entreprises publiques sur l'ensemble de la période. Cette contraction a plusieurs raisons:

- l'Etape III du Plan Sidérurgique National arrive à sa fin en 1982 -permettant aux producteurs d'approvisionner le marché intérieur en acier, et de concurrencer les produits étrangers;
- l'année suivante, les projets Açominas et CST arrivent à échéance -les unités productives doivent débuter leur production, dont une grande partie est destinée à l'exportation;
- les capacités d'auto-financement du groupe Siderbras se sont fortement dégradées : en comparant l'indice des prix des produits sidérurgiques et l'indice du prix au détail - IPA - on observe une chute de 45% pour les premiers entre 1975 et 1982;
- enfin, les restrictions budgétaires du gouvernement empêchent toute possibilité de financement sur le marché interne des capitaux.

Le secteur du papier cellulose

Priorité du BNDE, avec plusieurs projets approuvés et financés, le secteur réduit ses investissements tout en poursuivant ses efforts en matières de substitution et économie d'énergie, de modernisation et d'extension des capacités productives. Les avantages sur les coûts de production sont assez

spectaculaires : meilleurs rendements, moins d'investissements (industriels et forestiers), utilisation des structures à d'autres types de papier.

La production potentielle du secteur augmente sur la période et le taux d'utilisation des installations productives reste élevé.

La chimie - pétrochimie

Dans la mesure où le secteur est composé à environ 40% par la pétrochimie et dérivés de pétrole, et à 10% de l'alcool anhydride et hydraté, les performances de la chimie - pétrochimie doivent être expliquées en partie par la politique énergétique brésilienne développée précédemment. Les efforts sont poursuivis avec la consolidation, entre autres, des installations des pôles pétrochimiques, le complexe chimique de Alagoas (chlore et alcool) et l'approbation par le BNDE de nouveaux projets.

2.2.2.3 LE SECTEUR DES BIENS DE CAPITAL

La récession a fortement marqué le secteur. Très liés de par leur articulation à la structure productive, aux mouvements des investissements, surtout publics, les biens de capital accusent dès 1981 une chute extrêmement grave de leur production. En 1982, les capacités des biens sous commandes fonctionnent dans la mécanique à 62% de leur possibilité (et 39% pour les machines-outils). Dans le secteur du matériel de transport, elles tournent à 48%, et 20% pour le matériel ferroviaire.

Après ce tour d'horizon des stratégies et résultats de l'ajustement de quelques secteurs de la structure productive aux nouvelles conditions internes et externes, nous pouvons mieux apprécier la capacité d'adaptation de l'appareil productif à la récession interne.

Tout d'abord, il apparait que les résultats obtenus dès 1980 dans le processus global de restructurations et d'adaptation à la nouvelle politique énergétique du II PND, se confirment sur la période 1981-1983. Qu'il s'agisse de la production de pétrole, d'utilisation de sources énergétiques alternatives, de rationnalisation des dépenses en énergie, les chiffres sont là pour rendre compte de la souplesse et la malléabilité de l'appareil productif brésilien. La rapidité et l'ampleur des processus d'ajustement dans ce domaine sont tout à fait spectaculaires.

L'évolution de l'accumulation s'est surtout caractérisée par le désengagement des entreprises publiques -notamment en 1983- accentuant le caractère récessif de l'ajustement interne. Contrairement à la période 1975-1979 où l'Etat jouait un rôle majeur dans la dynamique de la structure productive, l'ajustement à la contrainte externe par la politique orthodoxe de contraction des dépenses globales suppose le retrait de l'Etat-entrepreneur aiguisant par là la crise de l'accumulation interne et l'insuffisance de la demande. Ainsi, si pendant la deuxième moitié des années 70, l'Etat contrecarre la tendance à la récession, au début des années 80, c'est lui notamment qui favorise la dépression interne en se désengageant des investissements productifs.

En plus des contraintes financières imposant au titre de la gestion orthodoxe de l'économie, la rigueur budgétaire, une grande partie des projets du II PND, ou en tout cas les principales tranches sont en état de marche (la sidérurgie par exemple), ce qui signifie que les investissements en infrastructure et en biens d'équipement sont en partie achevés.

Or, paradoxalement, c'est au moment où le potentiel de

production fictif en partie jusque-là devient réel que l'ajustement par la demande se fait de plus en plus violent. Pendant la période 1981-1983, les entreprises ayant mis en place les projets de substitution aux importations ou de développement des exportations voient leurs équipements techniquement ou technologiquement complexifiés, arrivés à maturité. Or, si à l'époque, la principale motivation de ces installations étaient de s'ajuster à la demande finale globale (interne et externe), au début des années 80,la crise dans la régulation s'est traduite par une forte contraction de la demande, notamment interne. Pourtant, si ces équipements sont utilisés à un très faible taux, ils permettent néanmoins d'améliorer les formes de l'insertion brésilienne sur la scène internationale et d'accélérer le processus d'ajustement externe. C'est ce que nous analyserons plus en détail dans la suite du travail. Auparavant, nous voudrions voir quel a été l'impact de cette récession sur la demande finale interne.

2.3 DEGRADATION DES CONDITIONS DE FORMATION DE LA DEMANDE FINALE INTERNE

Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous assistons en 1981 à une chute extrêmement violente de la production des biens de consommation durables. Elle est compensée l'année suivante par une légère reprise et suivie d'une stagnation. Parallèlement, les effets de la récession se répercutent très directement sur le secteur des biens non durables.

Comme on peut s'y attendre, cette évolution de l'offre interne des biens de consommation a pour contrepartie un développement tout aussi négatif de la consommation finale. Premier effondrement en 1981, suivi d'une légère hausse en 1982. Deuxième contraction en 1983.

Les origines de cette situation proviennent d'une forte dégradation des conditions de formation de la demande finale.

Cette dégradation s'explique par plusieurs facteurs :

- une forte sensibilité du niveau de l'emploi du secteur formel à l'évolution de la production;
- une chute de la masse salariale dans le secteur formel;
- l'attaque très forte qui est faite aux plus bas revenus;
- l'accélération de l'inflation, en 1983.

2.3.1 CRISE ET REGULATION SUR LE MARCHE DE L'EMPLOI

2.3.1.1 CONTRACTION DE L'OFFRE D'EMPLOI SUR LE SECTEUR FORMEL...

Déjà à partir du deuxième semestre 1980, le niveau de l'emploi commence à décliner sous l'effet direct de la baisse de l'activité. Il fléchit encore davantage l'année suivante,

toujours poussé par la contraction de la production. Afin d'avoir une idée de l'importance du recul de la demande de travail sur le marché du secteur formel, il suffit de souligner qu'en 1981 l'indice de la population économiquement active occupée dans la production retrouvait son niveau de 1977, qu'en 1982 il équivalait à celui de 1975 et qu'en 1983 il approchait celui de 1973 (l'indice de base étant 1976 = 100) ! Selon un travail de J.E MATTOSO (1) fait au troisième trimestre 1983, sous les hypothèses du maintien du niveau de l'emploi au quatrième semestre de cette même année (ce qui n'a pas été vérifié puisqu'il a encore diminué) et d'un taux de croissance industrielle de 8% par an dès 1984, le niveau de l'emploi de 1980 ne serait retrouvé qu'en 1991. Si le taux de croissance industrielle est ramené à 6% par an, il faudra attendre jusqu'en 1994, soit 10 ans.

Ces constats et perspectives de long terme ne prennent en compte que le niveau absolu de l'emploi de la PEA (population économiquement active) occupée dans l'industrie. C'est-à-dire que ne sont considérés ni les effets de la croissance démographique, ni ceux des transferts migratoires de la population rurale vers les villes, qui contribuent à accroître le volume de la PEA.

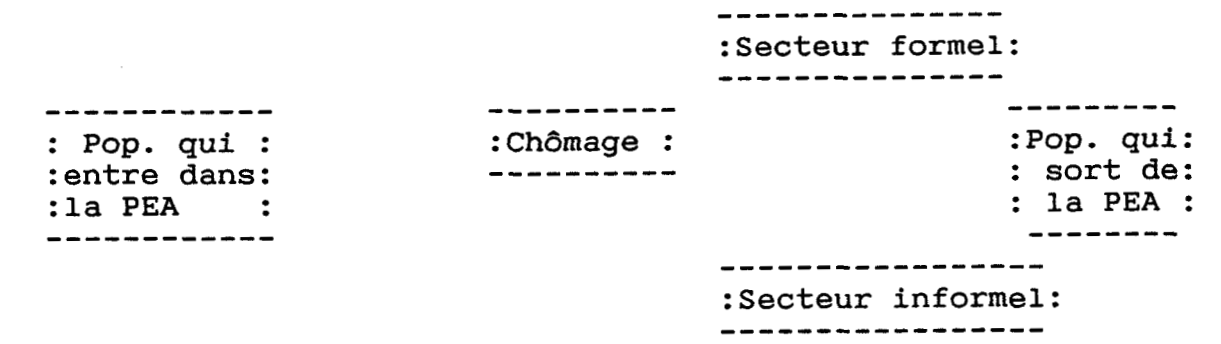
Entre 1981 et 1983, la PEA augmente de 3,6 millions dans l'industrie alors que le nombre de postes de travail est réduit de 700.000. Résultat : 4,3 millions de personnes au potentiel productif sont contraintes de se marginaliser soit en s'intégrant au secteur informel - 3,9 millions seront absorbées par ce marché - soit en restant dans le système à chercher du travail - 400.000 apparaîtront dans les statistiques du chômage "ouvert" (2).

(1) J.E.L. MATTOSO, "Para onde vamos? - notas sobre emprego e crise no Brasil", Mimeo, PUC, Sao Paulo, 1985
(2) Ricardo Infante B. Perito da OIT, "Brasil - Ajustes dos mercados de trabalho urbano", Versao Preliminar, Brasilia, Set. 1984.

2.3.1.2 ...ET GONFLEMENT DU MARCHE INFORMEL

Toujours entre ces deux années, le taux de croissance des effectifs du secteur informel est de 13% par an, celui du chômage "ouvert" -c'est-à-dire de la PEA non agricole, non engagée sur le secteur formel du marché du travail, ni sur l'informel- de 9,5% par an. En termes absolus, les personnes cherchant un emploi sur le secteur "organisé" ne représentent qu'un septième des travailleurs du secteur "inorganisé"! Cette proportion s'explique par la très faible protection qu'offre le Fonds de Garantie du Temps de Service (FGTS) aux chômeurs. Selon la loi, pour x années de travail, le travailleur licencié recevra une assistance de x mois, avec le même niveau de revenu. Au-delà, il ne sera plus couvert. L'obligation de trouver un emploi dans les plus brefs délais et à des conditions certainement moins avantageuses (travail sous-payé, temporaire...) s'impose. Les recensements dans les statistiques du chômage s'appuient donc sur des chômeurs qui seront absorbés la plupart du temps par le secteur informel. Le passage secteur formel/secteur informel se faisant souvent d'ailleurs directement, sans passer par les statistiques officielles du chômage.

Schéma de fonctionnement du marché du travail



Source : J. SABOIA, Transformaçoes no mercado de trabalho no Brasil durante a crise: 1980-1983, Revista de Economia Politica, Vol. 6, n 3, juil-sept 1986.

Cette capacité d'absorption du secteur informel est donc largement mise à contribution pendant cette période de récession interne. Dépendant du secteur formel, lui-même fortement lié à la conjoncture économique, il joue un rôle stabilisateur

dans les conditions de reproduction de la force de travail, et plus largement, dans la reconduction du système économique. Il intervient comme élément tampon de régulation sociale interne propre aux formes de régulation concurrentielle. Par là-même, il offre la souplesse qui permet d'absorber ou de rejeter selon les besoins de la conjoncture les travailleurs situés à la frontière des deux secteurs. L'Etat n'intervient pas. Considérant la question de l'emploi comme une variable dépendante de l'économie, il laisse au marché le soin de gérer les variations de ses propres tensions. Cette non-ingérence de l'Etat dans les formes de régulation du marché du travail confirme l'absence d'une régulation monopoliste, définissant une certaine rigidité du marché aux aléas de la conjoncture interne.

En résumé, sur la période 1981-1983, on constate:

- une variation de l'emploi qui réagit très directement à l'effondrement de la production,
- un transfert sur le marché du travail du secteur formel vers le secteur informel, marginalisant une partie croissante de la PEA.

2.3.2 LES BOULEVERSEMENTS DE LA POLITIQUE SALARIALE ET SES EFFETS

Au-delà de cette évolution, un autre élément intervient pour se conjuguer aux effets récessifs du chômage et du sous-emploi sur le niveau de la demande effective finale. L'évolution des salaires réels entre 1981 et 1983 subit les effets de l'ajustement externe et, notamment, les mesures de contrôle de la demande interne imposées par le FMI.

2.3.2.1 LEGER RATTRAPPAGE SUIVI D'UN EFFONDREMENT DES SALAIRES REELS

Sur un indice de 100 en 1980, le salaire moyen réel de l'industrie, déflaté par l'INPC, augmente pour atteindre 118 jusqu'en 1982 et redescendre à 109 l'année suivante.

Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs :

- tout d'abord, jusqu'en 1982, la hausse du salaire minimum (SM) réel se poursuit à un taux encore relativement élevé;
- à partir de l'année suivante, le salaire minimum subit une chute très forte qui ramène l'indice au niveau de 1976. En un an, la récupération sur six ans du pouvoir d'achat du salaire minimum a été absorbé;
- ensuite, d'après la Loi 6 886 en vigueur de décembre 1980 à janvier 1983, les salaires jusqu'à trois SM sont toujours corrigés 10% au-dessus de l'inflation passée et les salaires compris entre 3 et 10 SM suivent l'inflation;
- par la suite, la loi salariale se modifie au détriment des salaires inférieurs à 10 SM.

C'est ainsi que, selon d'autres sources, en 1981 et 1982, la rémunération moyenne globale de l'ensemble des salariés augmente et passe respectivement à 3,5 SM puis 3,6 SM. En 1983, elle se rétracte à 3,5 SM. Or, sachant que la valeur réelle du salaire minimum régresse à partir de cette année-là de 8,8%, le salaire moyen réel chute de 11,3% entre 1982 et 1983 (3). Cette nouvelle évolution est le résultat d'un changement dans la législation salariale.

2.3.2.2 DECROCHEMENT DU SM DANS LA LOI SALARIALE DE 1980

Tout d'abord, si au moins jusqu'en novembre 1980, la politique du salaire minimum a favorisé un rattrapage léger mais réel des niveaux du salaire minimum les plus faibles du pays

(3) J. SABOIA, "*Transformaçoes no mercado de trabalho no Brasil durante a crise: 1980-1983*", Revista de Economia Politica, Vol. 6, n 3, juil-sept 1986.

par rapport au plus élevé (4), à partir de mai 1981, les indexations seront différentes selon la valeur du salaire minimum. Ainsi, le plus élevé sera désormais corrigé à 100% de l'INPC, le second à 105% et le plus bas à 110%. Il s'en suit donc une tendance à l'unification du salaire minimum sur le territoire national à partir du plus faible puisque les deux premiers dérogent à la loi en étant sous-indexés par rapport à la législation en vigueur. Cette stratégie tend globalement à désolidariser l'évolution du salaire minimum de celle des salaires supérieurs, à un moment où l'inflation, mesurée par l'INPC, atteint les 100%.

Cette nouvelle politique du salaire minimum dans la régulation d'ensemble de l'économie s'inscrit comme un nouvel élément de marginalisation de la population la plus pauvre. Dans les régions où le salaire minimum est supérieur au niveau le plus faible du pays, les salariés touchant 1 SM seront indexés à 100% ou 105% de l'INPC, alors que les salaires supérieurs suivront la loi. Ainsi, un revenu de 3 SM sera toujours réindexé à 110% de l'INPC (5).

Les conséquences de cette nouvelle application sont multiples :

- tout d'abord, une partie des employeurs préféreront licencier leurs salariés payés légèrement au-dessus du salaire minimum pour en embaucher de nouveaux à un revenu inférieur ;

- une partie des salaires du secteur informel est concerné par cette législation;

- cette stratégie soulève la question du rôle du salaire minimum dans l'économie. Avec la loi salariale de 1979, celui-ci était l'un des éléments de dépolarisation des revenus. Or, à partir de 1981, le décrochement de l'indexation du salaire

(4) Voir infra, Partie II, sect.1.1.2. A partir de mai 1980, il existe exactement trois niveaux distincts de SM sur l'ensemble du pays.
(5) J. SABOIA, Salario minimo, a experienca brasileira, L&PM Editores, Porto Alegre, 1985.

minimum par rapport aux autres salaires ferme la voie au processus de redistribution, et aux rattrapages même relatifs des salaires les plus faibles.

Comme on le verra dans les lois salariales de 1983, cette tendance sera renforcée par les nouveaux indices de correction sur l'INPC. Elle constitue le premier indice marquant la fin du processus de déconcentration des salaires inauguré pendant le dernier quart des années 70.

2.3.2.3 UNE LOI SALARIALE DE PLUS EN PLUS DEFAVORABLE AUX POPULATIONS LES PLUS PAUVRES

Modifiée cinq fois dans l'année 1983, la Loi 6.886 de décembre 1980 se transforme définitivement avec le nouveau Décret-Loi 2.065, effectif à partir du mois de novembre (6).

Plusieurs remarques aux modifications apportées par le nouveau décret-loi par rapport à la législation salariale de 1980-1982:

- Tout d'abord, on note que le nombre de catégories pour lesquelles les réajustements sont différenciées, passe de 5 à 4 entre fin 1980 et fin 1983.

- Entre août et octobre 1983, la correction est uniforme pour l'ensemble des salariés. Le principe de dépolarisation par réajustement différencié est donc totalement suspendu en attendant sa réintroduction avec le Décret-Loi 2 065.

- La correction salariale se situe désormais à un niveau inférieur ou égal à l'INPC. Le rattrapage en terme réel des revenus les plus faibles est donc arrêté, et l'indexation n'est plus que partielle pour les revenus supérieurs à 3 SM.

- On constate une forte dégradation de l'indexation pour

(6) Voir tableau 3.2: Indices de correction salariale, de l'annexe.

les revenus allant jusqu'à 15 SM, contrairement aux revenus des classes moyennes supérieures et supérieures pour lesquels le niveau de correction des tranches de SM supérieures reste constant, sauf d'août à octobre où il augmente.

- Enfin, malgré la législation pour les revenus supérieurs à 20 SM, le principe de négociation dans l'entreprise ne sera pas interrompu. Au contraire, il se développera au détriment d'ailleurs des négociations collectives par catégories, résultat d'une nouvelle forme d'action syndicale.

Cette dégradation de l'indexation des revenus sous le Décret-Loi 2 065 se vérifie au travers des calculs suivants. Selon le nombre de salaires minimums reçus, une partie peut être considérée comme indexée à 100%, l'autre partie non indexée. Si le nombre de SM non corrigés de l'inflation est important pour les revenus les plus élevés, il n'empêche qu'entre la Loi 6 886 de 1980 et le Décret 2 065, ce sont les revenus de la catégorie touchant 10 SM, c'est-à-dire de la classe moyenne inférieure, qui ont vu leur part corrigée baisser en valeur relative de 22% alors que celle d'un revenu de 20 SM n'a baissé que de 19%. Les résultats sont encore plus flagrants avec le Décret 2 045 en application d'août à octobre 1983. Pour le salaire de 3 SM, la part corrigé à 100% de l'INPC a baissé de 27,3%, pour celui de 7 SM, elle s'est réduite de 23,3%, sur celui de 10 SM, de 22,3% et enfin, sur celui de 20 SM, de seulement 4,8%!

TABLEAU 19

PARTS CORRIGEE ET NON CORRIGEE DES SALAIRES SELON LES LOIS SALARIALES DE 1980 ET 1983

Salaire (multiple de SM)	Nbre de SM corrigé à 100% de l'INPC		Nbre de SM non réajusté	
	Loi 6 886	Déc. 2065	Loi 6 886	Déc. 2065
3	3,3	3	0	0
7	7,3	6,2	0	0,8
10	10,3	8	0	2
20	16,3	13,5	3,7	6,5
40	Négoc.	23,5		16,5

Source : Les calculs de correction au titre de la loi 6 886 ont été élaborés par l'auteur à partir du tableau 3.2: Indices de correction salariale.

Les calculs des corrections au titre de la Loi 2 065 proviennent du DIEESE "2 065: o arrocho continua", octobre 1983.

2.3.2.4 DEPOLARISATION ET REPOLARISATION DANS LA DISTRIBUTION DES REVENUS

Il nous faut, cependant, aller plus loin dans l'analyse pour voir les répercussions de ces lois sur les résultats effectifs de répartition des revenus des salariés. Pour cela, nous utilisons les données de la PNAD dont les statistiques reposent sur des enquêtes faites à domicile. Elles viennent donc compléter les données faites au niveau des entreprises.

Ces renseignements concernent

- la composition de la PEA avec un revenu
- et la proportion du revenu de chaque catégorie dans le total des revenus mensuels de la PEA (7).

Sur la période 1979-1981, l'étude de la répartition de la PEA avec un revenu nous conduit à deux observations :

- d'abord, un changement dans la composition des classes touchant jusqu'à 5 SM, avec un accroissement des catégories 2 (conséquence du chômage sur le secteur formel), 5 et 6 au dé-

(7) Voir tableau 3.1: Evolution des classes de revenus en % de la PEA et en % des revenus distribués, situé dans l'annexe.

triment des catégories 3 et 4 ;

- ensuite, au-delà de 5 SM, les catégories sont restées inchangées.

D'autre part, en comparant les variations du poids de chaque catégorie dans la PEA avec un revenu et les variations de la part du revenu qui leur est attribuée, nous avons une estimation de ce que nous appellons les "revenus relatifs" de ces classes. Il apparaît que :

- les classes moyenne supérieure et surtout supérieure, c'est-à-dire celles recevant plus de 10 SM, ont vu leur part baisser relativement aux autres ;

- la classe moyenne inférieure (catégorie 7) maintient son revenu relatif constant ;

- les classes touchant jusqu'à 5 SM ont augmenté leur revenu relatif, surtout pour la catégorie 2 qui accroît également son revenu réel absolu.

Les effets de la politique récessive mise en place fin 1980 ont donc surtout été supportés par les classes moyenne supérieure et notamment supérieure. Les autres catégories sociales ont moins fait les frais de cette récession puisque l'on assiste à un glissement de la population des catégories 3 et 4 vers les catégories 5 et 6 et un accroissement généralisé de leur revenu relatif.

Cette période se caractérise donc par le maintien de la tendance à la dépolarisation dans la distribution des revenus au profit des classes les plus pauvres et au détriment de celles gagnant plus de 10 SM. L'indice de Gini vient confirmer ces observations : de 0,578 en 1979, il passe à 0,565 en 1981 (8).

(8) Anuario Estatistica do Brasil, IBGE.

TABLEAU 20

EVOLUTION DES CLASSES DE REVENUS EN % DE LA PEA ET EN % DES REVENUS DISTRIBUES

	CLASSES DE REVENUS MENSUELS	1979 (1)		1981 (2)		1983 (2)	
		% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu
1	TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2	JUSQU'A 1/2 S.M.	12,6	1,3	14,0	1,5	14,7	1,6
3	PLUS DE 1/2 A 1 S.M.	21,4	5,8	18,2	4,9	21,2	5,7
4	PLUS DE 1 A 2 S.M.	29,2	14,3	28,6	14,1	26,3	12,6
5	PLUS DE 2 A 3 S.M.	12,4	10,3	14,5	12,2	13,6	11,3
6	PLUS DE 3 A 5 S.M.	11,3	14,8	11,7	15,5	10,3	13,6
7	PLUS DE 5 A 10 S.M.	8,1	19,2	8,1	19,2	8,7	20,3
8	PLUS DE 10 A 20 S.M.	3,4	16,3	3,4	16,0	3,8	17,2
9	PLUS DE 20 S.M.	1,5	18,0	1,5	16,5	1,6	17,7

(1) sauf la population rurale de la région Nord, et des Etats du Mato Grosso do Sul, Mato Grosso e Goias.

(2) sauf la population rurale de la région Nord

Source: 1979-1981-1983: Indicadores sociais - tabelas selecionadas 1984, FIBGE
1984-1985: Anuario Estatistico do Brasil, 1986, IBGE.

Sur les deux années qui suivent, l'analyse de l'évolution de la répartition de la PEA avec un revenu nous indique un éclatement des catégories 4, 5 et 6, entraînant le gonflement des catégories 2 et surtout 3 (hausse de 3 points) et légèrement 7 et 8.

Parallèlement, la part du revenu alloué aux deux premières catégories augmente plus vite que leur poids, provoquant une augmentation de leur revenu relatif. Par contre, ce sont, dans l'ordre, les catégories 4, 5, 7 et 8 qui perdent le plus.

La violence de l'ajustement en 1983 se porte donc essentiellement sur les classes les plus pauvres, et surtout celles recevant entre 1 et 3 SM. Les autres, celles qui reçoivent un revenu supérieur à 5 SM, augmentent légèrement en volume, bien que leur revenu relatif baisse, sauf pour la classe supérieure

dont le poids ne change pas et la part du revenu augmente.

En 1983, on assiste donc non seulement à une forte chute du salaire réel pour l'ensemble de la population qui travaille, mais également, et c'est cela le plus important, à une repolarisation, à des niveaux inférieurs, dans la distribution des revenus. L'indice de Gini corrobore ces résultats puisqu'en 1983, il redevient supérieur à 1979, annulant en un an la tendance vérifiée pendant trois ans. Il atteint cette année-là 0,582.

Ainsi, après plusieurs années de tendance à la déconcentration des revenus du travail au profit des catégories les plus démunies, on assiste à un renversement du processus, en pleine crise intérieure.

Si, jusqu'en 1981, les riches ont payé relativement plus que les pauvres les frais de la récession, bien qu'en terme social, l'appauvrissement des catégories inférieures ait des conséquences beaucoup plus dramatiques, à partir de l'année suivante, les classes au revenu inférieur à 1 SM et supérieur à 5 SM se recomposent au détriment des classes intermédiaires. C'est ainsi qu'entre 1981 et 1983, la population recevant entre 5 et 20 SM s'accroît de 1% et celle recevant jusqu'à 1 SM, de 3,7%, dépassant par là le volume qu'elle avait en 1979.

Il s'agit donc bien d'un processus de repolarisation de la société.

Ce renversement de tendance confirme, s'il en était besoin, le rôle stratégique joué dans le régime d'accumulation par les classes supérieure et moyenne supérieure. Ce besoin de ménager, malgré la chute généralisée du pouvoir d'achat, les revenus des catégories supérieures au lieu de préserver ceux des plus démunies témoigne de la volonté de maintenir les bases d'un régime d'accumulation excluant, basé sur une demande effective de biens de consommation fordiste émanant

d'une minorité privilégiée de la population. Cette tendance est perceptible en 1981 avec la politique du salaire minimum qui vise à détacher la population gagnant juste le salaire minimum des avantages de la législation salariale de 1980 plutôt favorable aux bas salaires.

D'ailleurs, comme on l'a vu, en 1982, avant les élections de novembre, la stagnation de la production industrielle, alors que la crise se durcit, se doit exclusivement à la croissance des biens de consommation durables, signe d'une reprise de la demande stimulée par des enjeux politiques à court terme. C'est donc sur l'existence des classes moyennes que cette stratégie s'est appuyée.

Pourtant, cette année là, aucun effet de stimulation intersectorielle n'a été enregistré. La croissance des biens de consommation durables est restée sans écho sur la structure productive. Pendant ces années de crise, le régime d'accumulation est complètement déstabilisé, la dynamique de la demande interne étant quasiment absente.

Or, en 1983, les autorités pouvaient:

- soit faire peser les charges de la crise sur les catégories les plus solvables, et alléger le coût social de la dette externe pour les plus pauvres,
- soit maintenir les inégalités en faisant payer aux plus démunis la récession interne et en privilégiant, relativement, les catégories supérieures, base nécessaire de la logique du modèle brésilien.

Le régime d'accumulation brésilien en 1983 semble être dans une impasse tant que ne reprendra pas une quelconque dynamique de croissance. Le poids de l'ajustement externe définit un blocage du point de vue de la dynamique interne. La contrainte externe s'imposant comme déterminante du point de vue de l'ajustement interne, le régime d'accumulation basé jusqu'ici sur la dynamique de la demande interne des classes supérieure et moyenne vers les biens de consommation fordistes, se heurte à une contradiction, non plus liée comme en 1974 à un problème structurel mais à un problème de solvabi-

lité de la demande.

En plus de la désindustrialisation de l'appareil productif sur la période de 1981-1983, on peut imaginer que le régime d'accumulation en 1983 parvient à la contradiction suivante :

- la forme de régulation choisie pour financer les investissements puis le propre service de la dette a conjugué ses excès avec la dégradation puis la crise du système financier international. A partir de là, la contrainte financière externe est devenue déterminante, obligeant le gouvernement à recourir au FMI et à appliquer une politique interne de plus en plus récessive ;

- or, l'économie brésilienne étant traditionnellement fermée sur l'extérieur, donc très centrée sur son marché intérieur, la dynamique du régime d'accumulation vient de l'état de la demande interne et fondamentalement de celle des classes moyenne et supérieure vers les biens de consommation fordistes ;

- à partir du moment où le gouvernement met en place une stratégie de contraction de la demande interne visant à rééquilibrer, voire créer un excédent, dans la balance commerciale et à montrer sa bonne volonté à rembourser les intérêts de la dette, l'assise même du régime d'accumulation définie pendant le "miracle économique" est mise en défaut. L'Etat ne peut plus jouer son rôle de stimulant pour les raisons évoquées précédemment et la contraction de la demande finale doit être à la mesure des objectifs d'excédents commerciaux;

- même si, sous l'impact des grands mouvements sociaux de la fin des années 70, le gouvernement doit établir une politique de redistribution des revenus favorisant une légère dépolarisation, dès 1982-1983, il doit cependant revenir en arrière, les classes moyenne et supérieure, même si elles jouent faiblement leur rôle, demeurent les seuls facteurs potentiels de reprise sur le plan interne.

Par rapport à ces transformations qui affectent l'économie brésilienne depuis 1980 et qui s'approfondissent fin 1982-1983, il nous faut analyser maintenant et plus précisément la place du pays sur la scène internationale. L'ensemble des mesures prises en termes d'ajustement interne étant animé par le souci de rétablir l'équilibre des comptes externes, nous devons voir dès à présent l'évolution de l'insertion internationale du pays, évolutions qualitatives et quantitatives.

2.4 UN AJUSTEMENT EXTERNE EN PROFONDEUR A LA CRISE DANS LA REGULATION

Après deux années de déficit approchant les 3 milliards de US $, la balance commerciale retrouve dès 1981 une situation équilibrée. En 1983, elle est largement excédentaire, avec un solde de 6,5 milliards de US $, dépassant les objectifs du programme signé avec le FMI.

Le retour à l'équilibre puis le dégagement d'un excédent commercial en 1983 se doivent à deux facteurs :
- la chute des importations,
- le maintien de l'expansion des exportations.

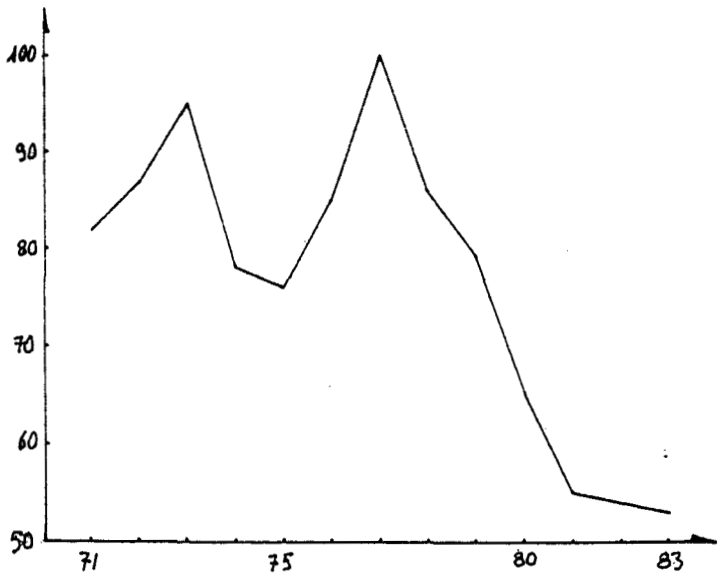
2.4.1 UN AJUSTEMENT SUR LES VOLUMES IMPORTES

Ces résultats performants de la balance commerciale se sont déroulés dans une conjoncture plutot défavorable, au niveau des prix du commerce international. Le prix des exportations brésiliennes ne cesse de baisser à partir de 1981. Quant à celui des importations, après une hausse en 1981, il diminue légèrement les années suivantes. Les termes l'échange n'ont jamais été aussi bas. Pour 100 en 1977, l'indice équivaut à un peu plus de la moitié pendant ces années.

Ainsi, en raison d'une très forte dégradation des termes de l'échange au cours de ces trois années, l'ajustement extérieur a porté exclusivement sur les volumes, contrairement à la période post-1974, et plus spécifiquement sur les volumes importés.

GRAPHIQUE 12

INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE (1977=100)



En 1974, c'est l'équilibre de la balance commerciale qui était visé. Les autorités avaient bénéficié largement de la reprise des termes de l'échange en 1976 et 1977. Elles avaient relativement peu ajusté sur les volumes, malgré la légère baisse des importations.

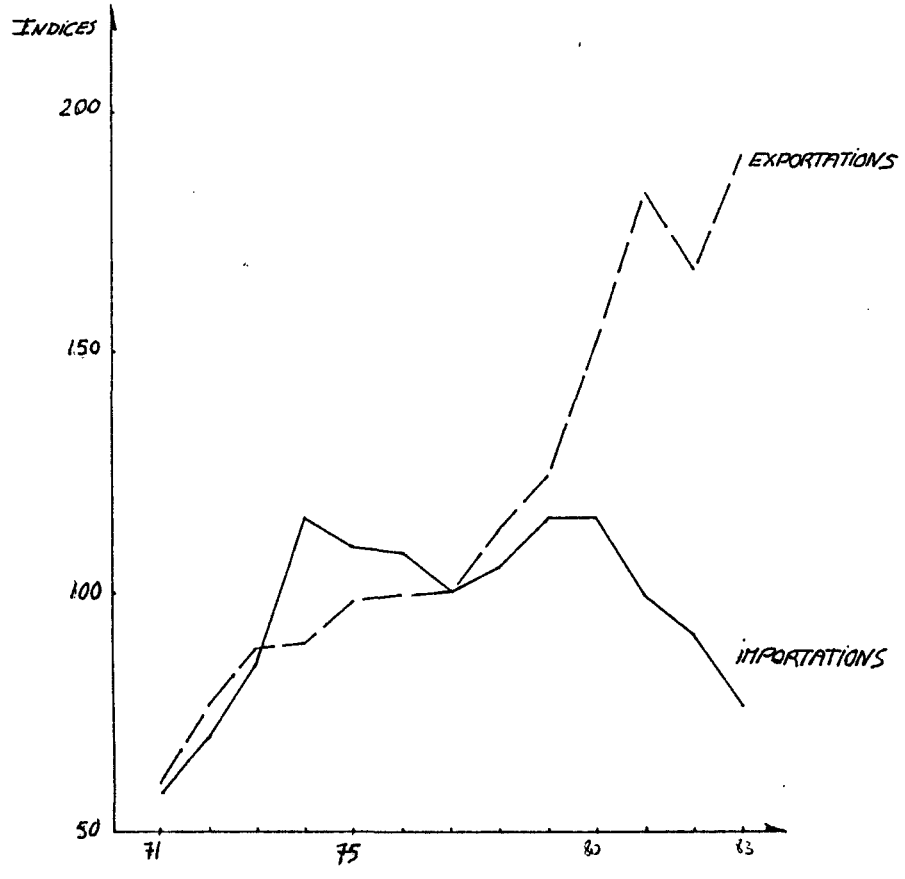
Au début de la décennie 80, ce n'est plus l'équilibre qui est recherché mais l'excédent. Or, l'effondrement des termes de l'échange oblige à un ajustement sur les volumes. Celui-ci va essentiellement porter sur les importations, bien que les exportations croissent depuis 1980 à un taux élevé, à l'exception de 1982 où elles chutent.

Si, jusqu'en 1979, les indices des volumes exportés et importés sont relativement proches (année de base 1977=100), ils divergent à partir de 1980. Les exportations continuent leur ascension alors que les importations rompent leur tendance à la hausse ou la stagnation pour s'engager dans la voie de la contraction. A partir de 1981, le volume des produits étrangers importés au Brésil ne cesse de chuter: en 1983, il

retrouve son niveau de 1972, en pleine période de "miracle économique". En 1983, l'indice du volume des importations est 2,5 fois inférieur à celui des exportations. Ainsi, entre 1980 et 1982, l'indice de volume importé recule de 21% alors que celui des exportations progresse de 10%. Par rapport à 1983, la forte hausse des exportations modifie légèrement le processus d'ajustement par les volumes importés: les variations passent respectivement à 34% et 26%.

GRAPHIQUE 13

INDICES DE VOLUMES EXPORTES ET IMPORTES (1977=100)



Quelles ont été les mesures prises pour promouvoir cet ajustement externe ?

Nous ne reviendrons pas sur la chute de l'activité et la contraction de la demande finale interne aux effets indiscuta-

blement positifs sur les échanges externes. Nous développerons plus loin l'adaptation de la structure productive à cette situation. Pour le moment, essayons de voir les mesures de politique commerciale incitatrices pour les exportations, restrictives pour les importations, visant à maximiser les résultats de la balance commerciale.

2.4.2 UNE POLITIQUE DES ECHANGES PLUS FERME

Les mesures visant à stimuler les ventes de produits brésiliens à l'étranger ont principalement porté sur la politique du taux de change.

L'accélération des mini-dévaluations à partir de 1981 et l'exacte indexation du taux de change nominal sur le taux d'inflation interne non déflaté de l'inflation externe sont parvenus à freiner le penchant à la survalorisation du cruzeiro par rapport au dollar. Parallèlement, la valorisation du dollar par rapport aux monnaies européennes et au yen tend à faire monter le taux de change effectif réel du cruzeiro par rapport aux devises non américaines et surévaluer la monnaie nationale. En février 1983, après le recours au FMI et le mauvais comportement des exportations du début de l'année, le gouvernement décide d'une maxi-dévaluation de 30% du cruzeiro par rapport au dollar.

Simultanément, le système des mini-dévaluations est maintenu avec un taux de réajustement au moins égal au taux de croissance des prix domestiques.

Si la surévaluation du cruzeiro par rapport à sa parité avec le dollar reprend au cours de l'année 1983, les effets de la dévaluation sur les exportations sont plus longs qu'en 1979 et plus bénéfiques. La compétitivité des produits brésiliens à l'étranger augmente et le volume des ventes s'accroît.

Au niveau de la politique commerciale, les mesures destinées à stimuler les exportations sont actives jusqu'à la maxi-dévaluation de 1983 : programme de financement à la production pour les exportations, rétablissement de crédits subventionnés disparu depuis décembre 1979, sur les produits industriels, diminution des impôts sur les exportations.

A partir de 1983, les subsides sont éliminés et certains produits primaires sont taxés de l'impôt sur les exportations.

Les dépenses en importations sont de plus en plus contrôlées, notamment les dépenses du secteur public.

Au début de 1981 est fixé un maximum de 3,6 milliards de US $ pour les achats des entreprises publiques, pétrole et blé exclus (ces produits faisant l'objet de contrôles spéciaux). La même année, les importations sont limitées pour une partie des compagnies commerciales à valeur de 30% de leurs ventes à l'extérieur.

En 1982, les contrôles se durcissent, les importations du secteur public devant être inférieures au seuil fixé en 1981 et les achats de pétrole, substantiellement réduits. Parallèlement, la CACEX interdit l'entrée d'une série de produits (biens de consommation, matières premières, machines, équipements, véhicules).

Enfin, l'année suivante, on retiendra une coupe de 35% par rapport à 1982 dans le budget des dépenses publiques (pétrole, dérivés et blé exclus), et un contrôle plus fort des importations concernées par la loi du "Similar National" (1).

2.4.3 LES TRANSFORMATIONS DE L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE

Si les mesures de politique cambiale et commerciale ont permis de faciliter le retour à l'équilibre puis l'excédent commercial, l'ajustement se doit plus profondément à des fac-

(1) on rappelle que la loi du "similar National" interdit aux entreprises publiques d'importer des produits existants sur le territoire national.

teurs réels, d'ordre conjoncturel et structurel.

2.4.3.1 BAISSE DE LA DEPENDANCE EXTERNE ET REORIENTATION VERS L'EXTERIEUR

La récession interne qui se dessine fin 1980 - début 1981 et se durcit en 1983 oblige les entreprises à réorienter massivement leur production vers les marchés externes. La chute généralisée de la demande interne libère une partie croissante des produits, qui se tourne sur les marchés étrangers. Parallèlement, l'effondrement de l'activité entraîne une baisse très importante des importations.

Mais, et plus fondamentalement, les résultats liés aux restructurations industrielles de la décennie passée se confirment. Tant du point de vue de la substitution aux importations que du développement des exportations, on assiste dans les secteurs ayant donné lieu à des programmes prioritaires, à une modification profonde de leur insertion internationale.

C'est ainsi qu'au coeur de la désintégration de la logique d'accumulation interne, se vérifient à la fois:
- Un très faible coefficient d'importations -en plus du niveau très modique des entrées de produits étrangers-, et ce, malgré l'apparente "incompressibilité" des importations (2).
- Un revirement notable de l'offre interne vers la demande externe, notamment en 1983.

Le coefficient d'importations (importations / PIB) passe de 9,1% en 1980 à 6,9% en 1982. Si l'on exclut le pétrole importé, l'évolution du coefficient est beaucoup plus pertinente. De 9,62% en 1974, il atteint 5,43% en 1980 et 3,65% en 1983, niveau dérisoire pour un pays en cours d'industrialisation, même en crise.

Quant aux exportations, équivalentes à 7% en moyenne du

(2) Cette année-là, les importations sont composées à 78% de combustibles, lubrifiants et matières premières.

PIB jusqu'en 1979, elles se développent les années suivantes, pour s'accélérer en 1983 et atteindre 10,5% du PIB. Ces résultats sont d'autant plus performants que la demande externe de marchandises est en forte contraction. En 1981, 1982 et 1983, les importations des pays industrialisés ont chuté respectivement de 5%, 6,2% et 1,7%. Si la récession est généralisée les deux premières années, elle exclue en 1983 les Etats-Unis qui amorcent -sous l'effet du relachement de la politique monétariste de juin 1982 à mi-1983- une reprise de leur commerce extérieur, avec une hausse de 5,9% de leurs importations.

Ceci expliquant cela, la part des exportations brésiliennes dans les exportations mondiales s'accroît fortement entre 1980 et 1983, passant de 1,07% à 1,31%. Concernant les importations, la part chute, passant de 1,3% à 0,97% entre ces deux années.

Au-delà de ces résultats, il faut rappeler la rapidité de l'ajustement. En à peine trois ans, le déficit commercial de 2,8 milliards de US $ se transforme en un excédent de 6,5 milliards de US $.

Sur quelles bases ce résultat s'appuie-t-il ?

2.4.3.2 LA FLEXIBILITE DE LA STRUCTURE PRODUCTIVE

Tout d'abord, on l'a dit, sur la récession interne, mais plus profondément sur l'existence de conditions permissives issues des restructurations de la période passée.

La chute du coefficient d'importations dans les secteurs prioritaires du II PND et la flexibilité de l'appareil productif lorsqu'il se réoriente vers la demande externe, sont directement issues de la vague d'investissements de la deuxième moitié des années 70 jusqu'aux premières années de la décennie 80.

Parvenant à maturité au cours de cette période, les in-

vestissements de substitution aux importations ont permis de réduire les volumes importés, beaucoup plus drastiquement que la récession interne ne l'aurait fait si le coefficient d'importations était resté constant.

Parallèlement, la modernisation de l'appareil productif et l'existence d'un vaste potentiel non utilisé ont permis aux entreprises traditionnellement orientées vers le marché domestique de se tourner rapidement vers la demande externe et d'affronter la concurrence étrangère en faisant jouer la compétitivité des produits brésiliens -facilitée entre autres par la maxi-dévaluation de 1983.

Concrètement, quels ont été les résultats sectoriels atteints ?

Pour cela nous devons nous reporter au tableau 6.1 de l'annexe et observer l'évolution des ratios exportations / demande intérieure et importations / demande intérieure pour chacun des groupes et secteurs considérés.

2.4.3.2.1 Souplesse par rapport aux importations

En reprenant les six groupes de secteurs caractérisés précédemment, on remarque que :

- le ratio M/D baisse pour l'ensemble des secteurs en 1981 et 1982 ;

- l'année suivante, à l'exception de la métallurgie, tous les autres secteurs augmentent légèrement leurs importations relativement à la demande interne. Pourtant, par rapport à 1980, la substitution aux importations est effective et entraîne une baisse, dans l'ensemble des secteurs industriels, du ratio M/D.

Plus précisément, entre 1980 et 1982, la baisse est extrêmement élevée dans les secteurs de la chimie, des minerais non métalliques, du papier-carton, de la métallurgie, tous ces

secteurs ayant été les cibles privilégiées du II PND.

On observe qu'en 1983, la substitution aux importations s'essouffle à l'exception du secteur de la métallurgie.- Ses importations passent de 1,2 milliard de US $ en 1979 à 375 millions en 1983. Parallèlement, son ratio M/D, de 4,7% la première année, atteint 2,2% la seconde. Dans d'autres secteurs, le ratio reste relativement constant malgré une légère tendance à la hausse. Tel est le cas du papier-carton, chimie, matériel électrique et de communication et la mécanique.

TABLEAU 21

COEFFICIENT D'IMPORTATION DE QUELQUES SECTEURS

	1976	1980	1981	1982	1983
Métallurgie	6,3	5,3	5,0	3,7	2,2
Matières plastiques	8,2	5,7	4,8	4,2	6,3
Papier-carton	5,2	3,7	3,2	2,4	2,8
Matériel élect. comm.	13,0	9,5	9,7	9,3	9,8
Chimie	8,3	9,8	6,4	5,1	5,5

Source: voir tableau 6.2: Importations/demande intérieure par groupes de branches industrielles (1976-1985), de l'annexe.

Concernant les derniers secteurs, ceux des biens d'équipement, la réduction des importations par rapport à la demande interne s'est essentiellement effectuée pendant la deuxième moitié des années 70. Depuis, la baisse des ratios devient moins rapide, les limites de la substitution aux importations dans ces secteurs semblant être atteintes.

En résumé, à l'exception des biens d'équipement, la substitution aux importations se poursuit pendant ces trois années de récession; et les secteurs où elle est la plus forte sont exactement ceux qui ont fait l'objet des restructurations passées.

Comme le souligne A.B. de CASTRO, il est difficile de faire la différence entre les résultats des grands programmes

sectoriels de la décennie passée et l'ajustement conjoncturel. Pourtant, selon l'auteur, en supposant que le gain de devises dérivé des programmes sectoriels estimé à 4, 884 milliards de US $ en 1983 (3) ne soit pas considéré, il aurait fallu, pour atteindre le même solde, soit réduire les importations, soit augmenter les exportations, soit faire les deux. Or, l'utilisation d'instruments hétérodoxes pour stimuler les exportations étant banni des engagements signés avec le FMI, et le commerce international en forte contraction, l'ajustement devrait se faire sur les importations. Si, en plus, le coefficient d'importation se montre trop rigide, seule la baisse de l'activité interne peut être efficace. Or, en 1983, la récession profonde et la désindustrialisation en cours amènent un grand nombre d'entreprises au bord de la faillite.

Dans ces conditions, la solution proposée aurait entraîné un anéantissement irréversible des éléments structurants de l'économie brésilienne. CASTRO nous explique que, "en d'autres termes, le gain de devises engendré par les programmes sectoriels peut avoir été décisif pour éviter l'effondrement de l'économie qui arrive à être imminent dans la seconde moitié de 1983" (4).

Comme on l'a vu dans la partie précédente, l'ajustement du II PND visait à agir directement sur les coefficients M/D, et plus indirectemment sur les volumes importés (la baisse des volumes résulte avant tout de la réduction du coefficient, et plus marginalement des mesures de contrôles). C'est ainsi qu'entre 1974 et 1979, le ratio M/PIB passe de 12,06% à 7,64%. Si l'on exclut le pétrole, la différence est encore plus importante: 9,62% la première année et 5% la seconde. Sur une base 100 en 1977, l'indice du volume importé est exactement le même en 1974 et 1979.

(3) décomposé comme suit: 2.351 millions de US $ pour le pétrole, 366 millions pour les métaux non ferreux, 188 millions pour le papier cellulose, 363 millions pour les produits sidérurgiques, 308 millions pour les fertilisants millions pour les produits chimiques.

(4) A.B.de CASTRO, F.E.PIRES de SOUZA, A economia brasileira..., 1985, p. 60

Ainsi, au cours de la deuxième moitié des années 70, l'ajustement externe a essentiellement visé à réduire la rigidité du coefficient d'importation par une politique nationale de substitution aux importations.

Or, à partir de 1981, les installations destinées à produire localement les biens antérieurement importés, sont presque achevées. Mais les obligations croissantes d'ajustement des comptes externes contraignent à aller au-delà du simple relâchement du coefficient. Dès cette année, l'ajustement se fait directement sur les volumes importés. De 115 en 1980, l'indice passe à 76 en 1983.

Au niveau du ratio M/D, les résultats les plus performants se rencontrent dans les secteurs qui:
- avaient en 1974 un ratio élevé,
- ont été ciblés par les programmes du II PND, (biens intermédiaire, matières premières)
- ont fait l'objet d'investissements substantiels.

Il nous semble, dans ces conditions, assez pertinent d'avancer que si l'ajustement de la balance commerciale en 1974 avait simplement porté sur une correction quantitative des composantes importation et exportation, le déséquilibre structurel dû à la désarticulation croissante entre la production des biens de consommation durables stimulée par la demande interne et la production des biens intermédiaires et de capital, aurait conduit dans les plus brefs délais à une crise beaucoup plus profonde du régime d'accumulation. Dans la mesure où l'ajustement a visé à favoriser une meilleure articulation de la structure productive en jouant sur le coefficient d'importation, certes la base de l'endettement externe a grandi mais cette stratégie a donné des éléments de réponse fondamentaux pour l'adaptation à la crise actuelle. Un tel ajustement sur les volumes importés n'aurait pas été possible si la dépendance par rapport aux achats de produits étrangers n'avait pas été assouplie.

Par contre, l'aggravation en 1983 de la récession aurait certainement pu être atténuée si une politique plus réaliste avait été menée plus tôt. Mais de toute façon, la récession au Brésil semblait inévitable étant données les pressions de la contrainte externe.

Dans son livre "Miracles et Mirages", A. LIPIETZ pose la question "Pourquoi le remboursement d'une dette semble-t-il provoquer (en plus d'une diminution de la part de la consommation ou de l'investissement dans le pays) aussi une baisse du total du produit lui-même, du moins une baisse du revenu par habitant ?" (5). Dans le cas du Brésil, la contrainte financière externe provoque, on l'a vu, à la fois une baisse du revenu per capita mais également une chute du PIB.

Tout ce qui s'est dit jusque-là montre que l'ajustement des comptes externes n'a pas, ou a peu, reposé sur les exportations. Jusqu'en 1982, le coefficient d'exportation reste stable. Non, l'ajustement s'est essentiellement appuyé sur le coefficient d'importation puis les volumes, c'est-à-dire la récession, donc la baisse du PIB.

Or, pourquoi en 1983 la récession devient-elle beaucoup plus aiguë ? Tout d'abord, les accords avec le FMI stipulent le dégagement d'un excédent commercial. Pour obtenir cet excédent, les autorités ne voyaient que deux solutions: augmenter les exportations en comprimant la demande intérieure, et/ou réduire encore davantage les importations.

La première solution a été effectivement adoptée dès 1983 puisque le coefficient d'exportation s'accroît, passant de 8% en 1980 et 7,13% en 1982 à 10,5% en 1983. Pourtant, les exportations n'augmentent en termes absolus, que de 1,7 milliard entre les deux dernières années. L'ajustement très fort opérée au niveau de la demande interne n'a pû dégager qu'un surplus d'exportations relativement faible.

(5) A. LIPIETZ, Mirages et Miracles,..., 1985, p. 159.

Côté importations, on constate cette année que:
- à l'exception de la métallurgie, priorité du II PND, les ratios M/D augmentent plus ou moins dans l'ensemble des secteurs;
- le ratio est ridiculement faible dans l'ensemble des secteurs de l'industrie de transformation et que, par conséquent, la marge de manoeuvre sur le ratio devient de plus en plus étroite;
- le seul moyen d'agir sur les importations non substituables de ces secteurs consiste à contracter davantage la consommation intérieure, c'est-à-dire l'activité interne toute entière, et à décourager les importations par la maxi-dévaluation de 1983. Cependant dans la mesure où les importations de biens de consommation ne représentent que 5% des importations totales, la marge de manoeuvre n'est pas significative. Parallèlement, les coefficients d'importation étant extrêmement faibles, et le taux d'oisiveté des capacités productives très élevé, seules, les importations complémentaires seraient concernées par la baisse de la demande interne. Et ces importations sont également très limitées.

A partir de là, il semble possible de dire que les économies en importations relativement peu en relation avec de la récession qui a sévi sur le plan interne. Les ratios étant extrêmement faibles, cela suppose un ajustement très fort pour dégager un minimum de devises. Selon A.B. de CASTRO, cet ajustement renforcé n'était pas nécessaire, les économies basées sur les résultats de la substitution aux importations conjugués à un contrôle plus strict des importations auraient pu suffir pour dégager cet excédent (6).

(6) A.B.de CASTRO, F.E.PIRES de SOUZA, A economia brasileira..., 1985.

2.4.3.2.2 Souplesse par rapport à la demande externe

L'autre support pour retrouver l'équilibre des comptes externes est fourni par les exportations, composante complémentaire pour l'analyse des transformations de l'insertion internationale brésilienne.

On l'a déjà dit, l'ajustement de 1981 à 1983 a relativement moins porté sur les exportations que sur les importations. Pourtant, les exportations jouent un rôle actif dans cet ajustement. C'est ainsi que l'on peut, là aussi, trouver deux caractéristiques sur le rôle des exportations dans l'équilibre puis l'excédent commercial.

Tout d'abord, à l'exception de 1982, le rythme de croissance des volumes exportés s'accélère à partir de 1980. Sur la période 1974-1979, il avait crû au taux moyen annuel de 6,8%. Entre 1979 et 1983, il atteint 11,4% par an. Il est donc indéniable qu'à partir de 1980, le poids des exportations dans la balance commerciale s'accroît fortement. Pourtant, et bien qu'ils augmentent légèrement, les ratios X/PIB et X/D restent encore assez proche du niveau de leur tendance historique. Ce n'est réellement qu'en 1983 que le coefficient d'exportation augmente sensiblement, marquant une nouvelle tendance dans le poids occupé par les exportations dans l'économie. Il atteint cette année-là 10,5%. Les exportations correspondent à 10,8% de la demande intérieure.

Ainsi, à l'inverse des importations, l'ajustement portant sur les exportations s'est dans un premier temps orienté vers un accroissement en volume des produits exportés. A partir de 1983, en plus de l'accélération des ventes étrangères, on assiste à une nette augmentation du coefficient d'exportations, résultat d'une nouvelle étape dans le processus d'ajustement du régime d'accumulation brésilien.

Il s'agit donc du processus inverse à celui des importations, comme si, au coeur de la récession interne, une nou-

velle dynamique se mettait en place.

Observons ce qui se passe au niveau des secteurs et surtout, reportons-nous au graphique 6.1 situé dans l'annexe pour mieux visualiser le phénomène.

Le groupe I, fidèle à sa tradition, reste très lié au marché domestique sur la période 1981-1983. Son ratio X/D continue à être négligeable, malgré une très légère hausse dans le secteur des minerais non métalliques.

Le groupe II composé des biens de consommation courante très touchés par la récession intérieure, modifie substantiellement son profil. C'est ainsi que le secteur des vêtements-chaussures augmente son ratio de 9,3% à 13% entre 1980 et 1981 et de 10,3% à 22,2% entre 1982 et 1983. C'est-à-dire que de secteur orienté vers le marché intérieur, il devient exportateur en 1983. Le cas est plus nuancé pour le textile et la boisson : la réorientation se fera en 1983 pour le premier (d'une moyenne de 5,6%, le ratio passe à 13,4%) et plus graduellement pour le second.

Le groupe III poursuit son ouverture vers les marchés externes. D'une moyenne de 6,5% en 1980, le ratio atteint 12,6% en 1983. Cette confirmation de la tendance déjà observée pendant la fin des années 70 est surtout vérifiée pour la métallurgie, la mécanique et les matières plastiques qui s'extravertissent régulièrement jusqu'en 1982, puis fortement en 1983. Le secteur du papier-carton qui voit son coefficient passer de 1,9% à 10,8% entre 1976 et 1981, atténue son degré d'ouverture en 1982 pour reprendre son rythme l'année suivante.

Le groupe IV, bien que fondamentalement orienté vers le marché intérieur, double la part de ses exportations par rapport à la demande intérieure, entre 1979 et 1983. Cependant l'ouverture de ces secteurs semble assez rigide. En 1983, elle est inférieure à la moyenne des secteurs de l'industrie de transformation -surtout matériel électrique et de communica-

tion.

Le groupe V poursuit sa réorientation vers l'extérieur. Le secteur des transports accroît sa participation en 1981 pour se placer à un nouveau pallier (15%) où il restera pendant ces trois années. Le secteur du caoutchouc suit la même tendance, bien qu'à un niveau moindre (4% puis 6,4% en 1983).

Enfin le dernier groupe, celui des exportateurs nets de biens de consommation courante. Après la forte hausse en 1980 pour les produits alimentaires et en 1982 pour le tabac, une nouvelle extraversion est vérifiée en 1983 pour les deux secteurs (26,7% pour le premier et 56,4% pour le second).

Comme on l'a déjà souligné pour la période 1979-1980, la hausse du coefficient X/D a deux origines dont les effets se mêlent :
- la chute de la demande intérieure (particulièrement vraie pour les biens de consommation courante) et donc une réorientation de la production vers les marchés étrangers ;
- le développement d'une capacité exportatrice inhérente à certains secteurs industriels et qui définit une part croissante, indépendamment de la conjoncture interne, de la production destinée aux exportations (papier-carton, sidérurgie, minerais non métalliques).

La forte réorientation de la production vers l'extérieur pour un pays comme le Brésil qui traditionnellement a toujours privilégié son marché interne comme seul débouché, ou presque, peut sembler surprenante dans la mesure où :
- elle s'est opérée très rapidement,
- sur des produits traditionnels, mais également sur des produits beaucoup plus modernes,
- dans une période où l'adaption de la structure productive est compromise par la conjoncture interne.

Or ces trois facteurs sont intimement liés à la période antérieure. Il nous semble évident que, si n'avait pas existé cette période de profonde modernisation de l'appareil produc-

tif, la souplesse de la structure productive à substituer la demande interne par la demande externe n'aurait pas été aussi incroyable. Cette flexibilité qui a permis à l'ensemble des secteurs industriels de se redéployer massivement à l'extérieur est un des atouts majeurs constatés dans l'industrie brésilienne. Elle est un fait réel qui a fondamentalement contribué à augmenter le ratio X/D au long des années d'ajustement.

Si l'insertion internationale du Brésil se modifie profondément pendant ces années de crise, nous ne devons pas oublier les résultats obtenus en termes de milliards de dollars, c'est-à-dire ceux, quantitatifs, apparus dans le solde de la balance commerciale.

On constate des transformations surprenantes au niveau des soldes des différents secteurs, issues des modifications expliquées plus haut. C'est ainsi que :

- D'importateur net, le Brésil devient exportateur net dans les cas de :
la métallurgie : le déficit de 208 millions de US $ en 1979 s'annule en 1981, puis se transforme en un excédent de 1,82 milliards de US $ en 1983 ;
la chimie : le solde est de -407 millions de US $ en 1979, devient positif dès 1981 et atteint + 1,84 milliard en 1983 ;
les matières plastiques : le solde est négatif de 193 millions en 1979, nul en 1981 et 1982, positif avec + 116 millions de US $ l'année suivante.

- Le pays confirme son excédent commercial dans les cas du :
matériel de transport : le solde double en deux ans, passant de 670 millions de US $ à 1273 millions entre 1980 et 1982. Par contre, il baisse l'année suivante ;
papier-carton : la première année de résorption du déficit en 1979 se confirme en 1983 avec un excédent de 392 millions de US $;

textile, vêtements, chaussures, tabac.

- Les déficits commerciaux se résorbent progressivement dans les cas des :
minerais non métalliques : sur la période 1981-1983, le solde est presque équilibré ;
mécanique : de 1,3 milliard de déficit en 1979, celui-ci est annulé en 1983.

2.4.3.3 L'ADAPTATION DES PRODUITS A LA DEMANDE EXTERNE

Le développement des exportations sur la période 1981-1983 s'explique surtout par les bonnes performances sur les marchés étrangers.

Ce comportement se traduit par une forte augmentation de la part des ventes brésiliennes dans les exporations mondiales, qui passe de 1,07% en 1980 à 1,31% en 1983. Si l'on considère l'élasticité des exportations brésiliennes à la demande externe, pour chaque pays client, on constate qu'en 1981 et 1983, cet indicateur est particulièrement favorable (7). C'est-à-dire que :
- soit les exportations brésiliennes ont profité de la croissance des importations de certains pays,
- soit elles ont progressé alors que les importations du pays se rétractaient,
- soit elles se sont retirées à un rythme inférieur à celui de contraction des importations du pays concerné.

La première assertion est vérifiée pour
- les Etats Unis qui demeurent le premier marché d'exportation, en pays, et le deuxième en zone, après la C.E.E.,
- les pays d'Afrique, d'Asie en 1981,

(7) Voir tableau 4.6: Elasticité des exportations brésiliennes aux imporations des principaux pays clients (1976-1985).

- du Moyen Orient.

La deuxième assertion concerne
- le Japon et certains pays de la C.E.E..

Enfin la troisième se rapporte aux relations commerciales avec l'ALADI (8) essentiellement.

Ces résultats positifs à l'exportation peuvent fournir quelques éléments de réponse aux modifications dans la destination des exportations brésiliennes par zones.

Ainsi, pendant ces trois années :
- Après une tendance à la baisse, la place de la C.E.E. tend à se stabiliser à un niveau très inférieur à celui des années 70;
- Par contre, les Etats Unis retrouvent une place de choix pour les exportations brésiliennes. En 1983, la part du marché américain n'a jamais été aussi importante;
- Le Japon s'impose de plus en plus comme partenaire commercial : de 5,1% en 1978, sa part passe à 6,5% en 1983;
- De 50,1% en 1980, la part des principaux pays industrialisés (Etats Unis, C.E.E., Japon) dans les exportations brésiliennes passe à 56,5% à 1983;
- Simultanément, le Marché Commun des pays latino-américains perd de son importance relative puisque de 18,1% en 1981 (9), sa part chute de moitié en deux ans pour atteindre 9,4%.;
- Par contre, l'Asie (Japon exclu),et surtout le Moyen Orient augmentent considérablement leur part sur la période 1981-1983;
- Alors que l'Afrique, après une forte hausse en 1981, voit sa part baisser les deux années suivantes.

Ainsi :
- En 1981, la récession dans les pays du Nord et le retour au

(8) Associaçâo Latino-Americana De Integraçâo.
(9) l'ALADI a devancé pour la première fois les Etats Unis comme zone de débouchés des produits brésiliens. Mais la crise qui s'abat sur le pays latino-américain en 1982 oblige à une restriction très sévère de leurs importations.

protectionnisme contraignent le Brésil à réorienter géographiquement ses exportations vers les pays du Sud au profit des pays membres de l'ALADI, des pays de l'Europe Orientale (10), de l'Afrique et du Moyen Orient;

- En 1982, la baisse des exportations brésiliennes s'accompagne du renforcement de la position des Etats Unis, C.E.E. et Japon, au détriment des pays du Sud -à l'exception du Moyen Orient qui continue d'augmenter sa part;
- L'année suivante, la tendance s'accentue, surtout en faveur des Etats-Unis qui augmentent leur part relative. La position de la C.E.E. reste stable, ainsi que celle du Japon. Le Moyen Orient accroît fortement sa situation, en devenant un client de plus en plus prépondérant. De 2,8% en 1978, sa part passe cinq ans plus tard à 7,1%.

Ainsi, si en 1981, l'expansion des exportations s'est surtout orientée vers les pays en développement, à partir de l'année suivante, le redéploiement s'est surtout fait en direction des grands pays industrialisés et du Moyen-Orient.

De 1980 à 1983, la composition des exportations n'a guère varié, même si la tendance est confirmée. La réduction de la part des exportations primaires est momentanément arrêtée en 1982, sous l'effet de la forte hausse des cours du café et du soja.

Quant aux produits industriels, la part des semi-manufacturés baisse entre 1980 et 1983 de 3,3 points alors que celle des produits manufacturés remonte d'environ 7 points. Ce sont essentiellement les produits sidérurgiques, les huiles combustibles de pétrole, les chaussures de cuir, le jus d'orange concentré qui augmentent.

(10) à l'exception de 1981, la part des exportations brésiliennes vers l'Europe Orientale est à peu près constante, voisine de 6-6,5%.

A la fin de ce deuxième chapitre, nous nous devons de rappeler les caractéristiques majeures de ces années 1981-1983, qui se trouvent au coeur de la crise nationale brésilienne et internationale.

Tout d'abord, il faut souligner dès 1982, la rupture des formes de financement de l'économie. Sous la pression de la politique monétariste des Etats-Unis de 1980 à 1982, les entrées de capitau de moyen et long termes ne suffisent plus à couvrir le déficit de la balance des paiements. Les réserves sont au plus bas et pour la première fois de son histoire, le Brésill devient exportateur net dee capitaux. L'ouverture de la crise dans la forme financière de la régulation est à son maximum cette anne-là. Cette situation conduit le âys plus ou moins directement à recourir au FMI.

Si l'ajustement de la balance des opérations courantes était déjà la priorité nationale depuis le début de la décennie, cette mise sous tutelle s'accompagne d'un durcissement de la politique orthodoxe récessive au niveau interne. Déjà en crise en 1981 et 1982, l'économie brésilienne est profondément destructurée à la fin de la période.

A la différence des années antérieures où le Brésil dérogeait aux tendances de récessives de l'économie mondiale, on observe pendant ces années une étroite corrélation entre l'évolution de la cnjoncture internationale, et la crise brésilienne interne. Le Brésil est pris dans la grande tourmente de l'économie mondiale des années 80.

Si pendant la deuxième moitié des années 70, les investissements des entreprises publiques avaient conduit l'éconoie en "marche forcée", à partir de 1981 et surtout 1983, la baisse des dépenses de ces entrzeprises a des effets fortement récessifs sur la structure productive, auxquels vient s'ajouter la chute des investissemetns privés.

L'ensemble de la structure productive est profondément endommagé par la chute de la demande interne et l'effondrement

des investissements. En 1983, on observe une baisse de la production potentielle, témoignant d'un phénomène de désindustrialistion. Le secteur des biens de capital est le plus touché. Heureusement,il existe encore d'importantes réserves productives, eu égard au faible taux d'utilisation des capacités productives et à l'arrivée à maturité des investissements liés aux grands projets de la période précédente.

Du point de vue de la demande finale interne, on a pu remarquer la forte dégradation des conditions de formation de cette demande , permise par la gestion spécifique du rapport salarial. La chute de l'activité interne entraîne un rejet massif de la population jusqu'alors occupée à la production, vers le secteur informel. Parallèlement, alors que depuis la fin des années 70 à 1981, on avait pu constater une tendance -légère- à la dépolarisation dans la distribution des rvenus, le décrochement du salaire minimum de la loi de réajustement des salaires et les nouvelles attaques aux salaires les plus bas renverse la tendance. La nouvelle politiqued u salaire minimum n'apparaît plus comme un des instruments de dépolarisation mais plutôt comme un nouveau moyen de marginalisation de la population.

Cette évolution nous fait dire que si de 1979 à 1981, les effets de la politique récessive ont surtout été supporté par les classes moyennes supérieures et supérieures, en 1983, la violence de l'ajustment s'exerce surtout sur les catégories les plus pauvres. Ceci peut s'expliquer par le fait que les facteurs potentiels de reprise de l'activité interne reposent essentiellement sur l'existence de catégories privilégiées, et que la logique dominante d'un régime d'accumulation polarisé et centré vers la demande des classes aisées, ne peut se reproduire si sa base est trop dégradée.

Si l'ajustmetn de l'économie brésilienne à la contrainte externe a entraîné une dégradation sans précédent de l'appareil productif et des conditions de vie de la population, la rapidité et l'ampleur de l'excédent commercial -en dépit d'une chute sans précédent des termes de l'échange- ne

sont pas forcément à rattacher à cette conjoncture récessive interne.

L'ajustment de la balance commerciale s'est fait plus ou moins en deux temps. De 1980 à 1982, on assiste à un véritable effondrement des volumes importés alors que simultanément les exportations évoluaient moins rapidement -elles baissent en 1982. Cette chute se doit surtout à la baisse des coefficients M/D (chimie, minerais non métalliques, papier-carton, métallurgie, mécanique notamment), résultats de la politique industrielle de la période passée. L'arrivée à maturité des grands projets et les résultats très positifs obtenus dans le domaine énergétique -hausse de la production nationale de pétrole et substitution du pétrole importé par des énergies alternatives- ont permis au régime d'accumulation brésilien de réduire substantiellement sa dépendance externe. Cette souplese de la structure productive par rapport aux importations s'appuie sur des coefficients très faibles. Par contre, en 1983, les limites à la substitution aux importations sont atteintes -au moins dans certains secteurs: minerais non métalliques, matières plastiques, chimie, caoutchouc.

La deuxième phase d'ajustement repose sur l'essor des ratios X/D. Déjà en hausse depuis 1980, les volumes exportés s'accroissent fortement en1983, relativement à la demande interne. Cette nouvelle tendance montre un deuxième aspect du régime d'accumulation: sa souplesse par rapport à la demande externe. Alors qu'il est traditionnellement très introverti, il s'ouvre fortement cette année-là sur les marchés étrangers. Conjonction de facteurs conjoncturels (maxi-dévaluation, politique commerciale active, baisse de la demande interne) et structurels (augmentation tendancielle dans les secteurs du papier-crton, sidérurgie, minerais non métalliques), ce phénomène marque un renversement dans la stratégied e l'ajustement.

Enfin, dernier point avant de paser à la période 1984-1986. Etait-il nécessaire d'adopter une politique aussi récessive pour parvenir à dégager un excédent commercial aussi élevé? Il semble que non. Etant donnée la faiblesse des coef-

ficients d'importations, la chute de la demande interne agit relativement peu sur les importations. Du point de vue des exportations, elle s'est accompagnée d'une croissance relativement modérée en termes absolus.

3. LA PERIODE 1984-1986

A l'inverse des années 70 où les causes de l'endettement des pays débiteurs étaient fort diverses, la crise des années 80 a uniformisé les motifs des besoins en ressources financières. Les motifs actuels sont liés exclusivement aux nécessités de refinancement du service de la dette. Après plusieurs années d'ajustement orthodoxe, la situation non seulement ne s'est pas améliorée mais en plus s'est dégradée. Désormais, les pays endettés sont à l'unisson quant à leur situation sur le marché international des capitaux:
- besoin de liquidités pour refinancer le service de la dette externe,
- application de programmes d'ajustement orthodoxes supervisés par le FMI, qui n'ont pas menés aux résultats escomptés quant à l'allègement de la contrainte externe,
- situation économique et sociale interne de plus en plus insoutenable, annulant les résultats de développement antérieurement obtenus.

En 1984, il apparaît que l'ensemble des intervenants sur le marché des capitaux - créditeurs et débiteurs - est face à une situation d'insolvabilité croissante. Les politiques d'ajustement par la contraction de la demande interne et la baisse des dépenses budgétaires ont profondément destructuré les conditions même de remboursement de la dette. En prônant la récession pour limiter les importations, non seulement elles ont rendu de plus en plus incompressibles les importations -entre 1980 et 1984, celles-ci ont presque été divisé par deux au Brésil-, mais en plus, la structure productive se dégrade. C'est ce qui fait dire à A.B.de CASTRO que si la politique du FMI avait été appliquée après le premier choc pétrolier, jamais le Brésil n'aurait pu "s'ajuster" aussi positivement après le deuxième choc (1). Il n'empêche que les ré-

(1) A. B. DE CASTRO, "Ajustement et adaptation structurelle: l'expérience brésilienne", Problèmes d'Amérique Latine 74,

serves commencent à s'épuiser et que le régime d'accumulation brésilien perd de sa cohérence, cherchant une nouvelle dynamique.

En 1984, le nouveau souffle capable de stimuler la reprise de la croissance économique et de donner un ballon d'oxygène à l'ajustement externe, viendra de l'extérieur, plus précisément de la relance du commerce international. L'accélération soudaine de la croissance des grands pays industrialisés, et avec elle, des besoins en importations de ces pays redynamise les exportations brésiliennes au point d'entraîner avec elles l'ensemble de l'activité productive.

Cette nouvelle forme de croissance rompdtradicalement avec celles traditionnelles liées à l'organisation du régime d'accumulation brésilien issu de la période du "miracle économique" de la première moitié des années 70. La reprise de la croissance en 1984 marque un changement profond dans la logique du régime d'accumulation auto-centré, basé sur la consommation interne des biens fordistes. Au-delà d'un simple ajustement conjoncturel, la crise dans la régulation du début de années 80 semble avoir été beaucoup plus loin. L'adaptation à la contrainte externe aurait inscrit dans la logique même du régime d'accumulation, une nouvelle composante exportatrice qui persistera les deux années suivantes malgré le recentrage de la croissance sur le marché interne. En réalité, comme on le verra dans ce chapitre, si la reprise de 1984 soutenue par les exportations donne un nouveau souffle aux entrepreneurs brésiliens, elle reste très liée à l'exceptionnelle conjoncture internationale. Il faudra attendre l'arrivée du gouvernement civil et la rupture des engagements avec le FMI pour que s'instaure une réelle dynamique d'ensemble avec la reconstitution d'une logique auto-centrée. Le régime d'accumulation brésilien, à l'apogée du Plan Cruzado de 1986 s'avère réellement et profondément modifié. Néanmoins, les limites structurelles à la croissance sont vite atteintes. Après six années de chute de l'investissement, les réserves productives sont épuisées.

NED, La Documentation Française, 4ième semestre 1984.

Pour mieux percevoir les deux phases de croissance, distinctes l'une de l'autre et pourtant intimement liées, nous avons pensé qu'il était plus intéressant d'expliquer leur logique séparément. Aussi, après avoir rappelé les nouveaux éléments de conjoncture internationale, nous développerons la nouvelle tendance de l'économie brésilienne en 1984, puis dans la section suivante, le régime d'accumulation tel qu'il apparait en 1985-1986.

3.1 UNE CONJONCTURE FINANCIERE INTERNATIONALE DE PLUS EN PLUS DESORGANISEE

3.1.1 CRISE DE SOLVABILITE ET ABSENCE DE LIQUIDITES INTERNATIONALES

Après une année de baisse, les taux d'intérêt américains augmentaient brusquement, passant entre avril et mai 1984 de 11% à 12,5%. "Or," l'explique J. JURUNA du journal "Le Monde", "cette hausse surchargeait le service de la dette des pays (débiteurs), réduisant à néant les efforts durement consentis au cours des derniers mois. Dès lors, le ministre des Affaires Etrangères argentin amorçait les négociations, qui ont abouti à la déclaration commune des présidents de la Colombie, du Mexique, de l'Argentine et du Brésil, rendue publique le 19 mai : "Nous avons été les premiers à démontrer notre engagement à respecter nos accords financiers en des termes compatibles avec l'intérêt de la communauté internationale, mais nous n'acceptons pas d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée"" (2).

(2) Le Monde Diplomatique, "Le sursaut collectif de pays latino-américains met le Fonds Monétaire en désarroi", juillet 1984.

Cette prise de position à laquelle est venue se rattacher un nouveau bloc de pays endettés (3), témoigne d'un nouveau rapport de force entre créanciers et débiteurs. L'enjeu est de taille : renégocier collectivement la dette extérieure des pays les plus engagés. Or, à partir du moment où existe une coalition, les pressions exercées sur le système bancaire risquent d'aller plus loin et de se transformer en un moratoire généralisé, mettant en déroute tout le système.

En réalité, cette nouvelle attitude est le constat d'échec de l'ensemble des mesures imposées par le FMI. Garant de l'ordre économique et financier international, il doit rendre compatibles les intérêts des uns et des autres. Or, en garantissant un système dont il ne contrôle pas les déterminants financiers, il ne parvient ni à faire baisser la dette du Tiers-Monde, notamment du Brésil -malgré la rigueur de ses programmes d'austérité et en dépit des résultats commerciaux obtenus extrêmement favorables-, ni, par conséquent, à rembourser les banques sans entraîner de refinancement simultané.

A partir de 1984, un nouveau dialogue s'établit donc entre les intervenants. Les uns rechignant à aller plus loin dans leurs efforts d'ajustement, annulés d'une période à l'autre par des changements sur le marché international. Les autres, s'interdisant la dévalorisation de leurs créances, qui constituerait une perte sèche. Pourtant, la situation n'est pas brillante pour les banques commerciales. Même si leur argent reste placé et travaille, le manque de liquidités est problématique. A partir de 1984, la Banque Centrale des Etats-Unis, la Réserve Fédérale, intervient directement pour refinancer les créances non payées de l'Argentine et du Vénézuela auprès de la Continental Illinois Bank. De même que s'instaure un nouveau rapport de force entre pays débiteurs et pays créanciers, la relation banques commerciales privées / Banque Centrale évolue parallèlement. L'injection, en dernier recours, des fonds publics américains aux banques à créances

(3) Vénézuela, République Dominicaine et Cuba.

"douteuses" sur les pays du Tiers-Monde montre à quel point la crise de l'endettement international ne concerne plus simplement les pays débiteurs mais bien l'ensemble du système financier : crise structurelle de solvabilité d'un côté, problème de liquidité de l'autre.

3.1.2 RUPTURE DES NEGOCIATIONS BRESIL/FMI ET NOUVELLES PRIORITES NATIONALES

Concernant le Brésil, le maintien des engagements pris avec le FMI jusqu'à la fin de l'année 1984 permet de faire rentrer des devises au titre des prêts liés aux mécanismes élargis du Fonds. Cette année, malgré les réticences croissantes des banques commerciales à prêter de l'"argent nouveau", c'est-à-dire hors des refinancements de créances anciennes, l'entrée nette de capitaux étrangers, sera positive. En 1984, 8,8 milliards de US $ de prêts nets de moyen et long termes, dont les prêts du FMI, entreront au Brésil.

Malgré la hausse des taux d'intérêts de la dette, le transfert net de ressources financières (4) toujours positif chute en 1984 de 5 milliards de US $ par rapport à 1983. Toujours entre les deux années, le ratio transfert/exportations de biens et services non facteurs passe de 31,8% à 9,4%, résultat de la forte hausse des ventes à l'étranger et la baisse des transferts nets vers l'extérieur.

La balance des paiements est équilibrée et les réserves, après avoir atteint un niveau extrêmement faible pendant les quatre dernières années, se regonflent jusqu'à atteindre 12 milliards de US $.

(4) On rappelle que l'on considère là la remise de devises liée à la différence entre le revenu net envoyé à l'extérieur (intérêts, profits, dividendes et autres services de facteurs) et l'entrée nette de capitaux étrangers (emprunts, investissements directs).

A partir de l'année suivante, pourtant, la situation se complique. Les négociations avec le FMI se dégradent au fil du temps. En décembre 1984, la septième lettre d'intention est signée, sur la base de nouveaux objectifs à atteindre. Or, la flambée de l'inflation depuis 1983 attise les tensions entre les deux partenaires, le FMI accusant les autorités brésiliens de ne pas avoir suffisamment contrôler l'expansion monétaire. A la fin de l'année 1984, les relations sont plutôt froides. A tel point que le programme avec le FMI sera interrompu pour la deuxième fois, et les négociations sur la restructuration de la dette externe avec la communauté financière internationale, suspendues.

En conséquence, à partir de 1985, à l'exception des prêts utilisés au refinancement des capitaux, plus aucun prêt ne rentre au Brésil. Même le FMI refuse, au vu de l'état des négociations et des résultats, de verser la dernière tranche de 4 milliards de US $.

Le transfert de ressources financières vers l'extérieur passe de 2,7 milliards à 12 milliards en 1985, soit 43,9% des exportations des biens et services non facteurs (5). Les chiffres pour 1986 sont identiques. Cette année-là, sur les 7 853 millions de US $ "envoyés" au Brésil par les banques commerciales étrangères, 7 588 sont destinés au refinancement. Seulement, 265 millions sont des nouveaux prêts aux importations. L'année précédente, sur les 5 933 millions versés, 5 742 sont utilisés au refinancement (6).

La solution pour fermer la balance des paiements en 1986 est de puiser dans les réserves. De 11,6 milliards, le volume passe à 6,7 milliards de US $, détériorant fortement la crédibilité du pays dans les discussions portant sur la renégociation de la dette externe.

(5) En 1985, les exportations de biens et services non facteurs restent à peu près au même niveau que l'année précédente, soit 27,346 milliards et 28,525 milliards de US $ pour les deux années, respectivement.
(6) Brasil, Programa economico - juin 1987 et mars 1988.

La nouvelle équipe au gouvernement depuis mars 1985 se trouve donc confrontée dès son arrivée au problème du manque de liquidités en $ pour financer une dette de moyen et long terme approchant les 100 milliards de US $. Après la rupture officielle des engagements avec le FMI en novembre 1985, le nouveau Ministre de l'Economie, D. FUNARO, annonce le refus d'honorer les engagements de trois banques privées brésiliennes mises en faillite, portant sur 455 millions de US $.

Simultanément, la baisse du $ à partir de février 1985 déclenche le renchérissement des autres monnaies dans lesquelles sont libellés en 1986 29% de la dette externe brésilienne. Exprimé en $, l'encours nominal augmente, indépendamment des mouvements de capitaux. C'est ainsi qu'en 1986, la dette s'accroît de 5,5 milliards de US $ alors que les flux nets des emprunts sont négatifs. Cependant, depuis mi-1985, on assiste à une baisse importante des taux d'intérêts internationaux, à la fois du LIBOR et du Prime Rate américain, baisse qui vient alléger les intérêts de la dette brésilienne.

Malgré la détente des taux en 1986 et la croissance du commerce international, les pressions de la contrainte externe sont d'autant plus fortes que le Brésil n'est plus prêt à tout sacrifier pour rembourser sa dette, ni payer les charges. Les banquiers sont donc coincés. En janvier 1986, pourtant, voyant les bons résultats du commerce externe, ils acceptent un compromis dans la mesure où le pays continue à payer. Ainsi, les autorités obtiennent

- la reconduction pour un an de 16 milliards de US $ de lignes de crédits commerciaux et interbancaires de court terme,
- le rééchelonnement sur 7 ans de 7 milliards de US $ d'amortissements dûs en 1985,
- le report jusqu'en mars 1987 de 10 milliards de US $ d'amortissements arrivant à échéance en fin d'année 1986,
- une baisse des spreads et commissions malgré des marges relativement élevés, en regard du Mexique, par exemple, engagées avec le FMI (7).

(7) J.ADDA, "Brésil: la quadrature du cercle", Revue de l'OFCE, n 21, oct. 1987.

Avec l'arrivée de la Nouvelle République, l'enjeu est de taille puisqu'il consiste à rendre compatible un solde commercial excédentaire à la mesure des obligations financières que le pays s'autorise à satisfaire et une reprise de l'activité interne basée sur la croissance de la consommation et de l'investissement.

Le refus continuel d'affronter le problème de la renégociation des clauses contractuelles de la dette externe des pays du Tiers-Monde favorise l'émergence d'une multitude de solutions partielles et superficielles. Ainsi, par exemple, concernant essentiellement la dette non payée du secteur privé, est imaginé un système de conversion en investissements des titres de la dette externe contractés auprès des banques commerciales. Il s'agit pour la banque, créditrice étrangère, de revendre sa créance à une entreprise multinationale désireuse d'augmenter son capital ou de s'implanter au Brésil par des prises de participation. En contrepartie de la créance, l'entreprise débitrice cède une partie de son capital productif ou, s'il s'agit de la dette publique, la Banque Centrale finance les investissements à hauteur de la valeur nominale de celle-ci, c'est-à-dire non compris la décote obtenue par l'acheteur sur la créance (8). En 1986, les investissements directs issus du mécanisme de conversion atteignent 206 millions de US $. Ce système de conversion reste encore marginal même s'il tend à se développer. Néanmoins, il illustre les solutions au coup par coup qui sont proposées pour reculer l'échéance de toute façon incontournable d'une véritable renégociation de la dette externe.

(8) Pour le Brésil, la décote du marché secondaire des décotes se situerait entre 40 et 50%. Voir C. AUBERTIN, "Dette brésilienne et mobiliérisation mexicaine", Problèmes d'Amérique Latine 90, NED, La Documentation Française, 4ième trimestre 1988.

3.2 LES PREMICES D'UNE REFORMULATION DU REGIME D'ACCUMULATION EN 1984

Comme il a été souligné, la politique d'ajustement orthodoxe se poursuit en 1984, sous les auspices du FMI. Pourtant, on observe cette année-là une très forte reprise de la production alors que paradoxalement, la demande finale interne se maintient au même niveau que l'année passée en termes absolus. Rapportée à un PIB croissant, la consommation finale régresse entre 1983 et 1984, et passe de 81,8% à 78,2%.

Si croissance du PIB et évolution de la consommation interne ne sont pas en phase en 1984, c'est parce que la dynamique se doit essentiellement aux exportations. En pourcentage de la consommation finale interne, les exportations correspondent à 9,3% en 1976, 12,3% en 1982 et 17,3% en 1984. C'est dire l'importance croissante prise par les exportations au niveau de la demande globale.

Pour simple comparaison, en 1976, les exportations représentent 30% de la FBCF, 54,1% en 1982, 74,5% en 1983, et enfin en 1984, rien de moins que 87,4%! On exporte presqu'autant qu'on accumule. Mais, et c'est plutôt dans cette direction qu'il faut étudier la dynamique de régime d'accumulation, en 1984, alors que la consommation finale stagne et que la FBCF progresse de 4% par rapport à 1983, les exportations se développent au taux de 22%.

En variations absolues, pour une croissance du PIB de 685 millions de cruzeiros constants de 1980, entre 1983 et 1984, 312 millions sont destinés aux exportations et 77 millions à la FBCF. La consommation, quant à elle, augmente d'à peine 100 millions de cruzeiros (9).

La dynamique est donc bien, en 1984, stimulée essentiel-

(9) Voir tableau 1.2: Répartition du PIB par rapport aux secteurs de la demande (1970-1986) de l'annexe.

lement par les exportations. Déjà en 1983, celles-ci avaient atténué la chute du PIB, mais le renversement de tendance s'affirme nettement cette année-là.

Dans ce qui suit, nous essaierons de voir comment cette nouvelle articulation des facteurs de croissance se met en place et surtout, si elle entraîne effectivement une mutation profonde au niveau de la logique du régime d'accumulation brésilien.

3.2.1 LES EFFETS D'UNE REPRISE LIEE AUX EXPORTATIONS

En 1984, la croissance industrielle est, pour la première fois depuis trois ans, positive. Elle atteint même un niveau particulièrement élevé, se situant légèrement en dessous de la moyenne des 7% de la période 1975-80.

3.2.1.1 UNE REPRISE TRES SPECIFIQUE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Cette expansion subite ramène l'indice de production industrielle au niveau de 1981-1982, soit les premières années de récession. Pourtant, à la différence de cette période, l'évolution de la structure industrielle prend une toute autre allure. C'est ainsi que :

- les biens de capital augmentent de 14,7% par rapport à l'année précédente. Ils ne parviendront pas, cependant, à compenser la chute annuelle de 18% qui sévit pendant la période 1981-1983;

- les biens intermédiaires croissent au taux de 10,25%, ce qui signifie qu'en un an, la production a réussi à retrouver le niveau qu'elle avait presque 4 ans plus tôt ;

- par contre, si les secteurs des biens nécessaires à la pro-

duction sont en plein essor, ceux destinés à la consommation finale n'évoluent pas. Et si les biens non-durables amorcent une reprise de 1,9% au deuxième trimestre de 1984, les biens durables s'effondrent littéralement jusqu'au troisième trimestre de l'année. Malgré la légère reprise en fin d'année, l'indice de production reste inférieur au niveau de 1981.

Cette croissance différenciée se doit essentiellement à la structure de la demande dans laquelle les exportations et les produits dérivés de l'agriculture ont une place prépondérante. Les secteurs de l'industrie de transformation ayant eu une forte expansion cette année-là sont :
- le secteur extractif minéral (30,5%) (pétrole, gaz naturel surtout),
- la métallurgie de base (20%),
- la mécanique,
- les produits chimiques.

Ils représentent exactement les secteurs les plus intégrés au marché externe et au secteur agricole.

Concernant ce dernier secteur, la demande de tracteurs, machines et appareils agricoles, camions, fertilisants et autres biens agricoles a été extrêmement dynamique. La production de machines agricoles a augmenté de 53,3% entre la période janvier-novembre 1983 et janvier-novembre 1984, celle de tracteurs et machines roulantes de 86,3% sur la même période, les fertilisants et engrais de 36,7% (10).

A défaut d'investissements, cette reprise s'est essentiellement appuyée sur la réutilisation de certaines capacités de production. C'est le cas notamment de :

- la métallurgie, dont le taux d'utilisation des équipements productifs passe de 78,6% en 1983 à 84,7% l'année suivante ;

- la mécanique qui, bien que toujours avec d'énormes capacités

(10) M.C. TAVARES, O debate sobre a retomada do crescimento industrial: algumas falacias e varias interogaçoes, janvier 1985.

oisives, utilise son potentiel à 68,3% (57,6% l'année précédente);

- le caoutchouc (forte croissance de la production de pneumatiques) dont le taux d'utilisation d'installations atteint 81% contre 72% l'année passée;

- le textile, qui en plus de la baisse de sa production effective, constate un recul très net de sa production potentielle. Le secteur est donc obligé de recourrir à la mise en fonctionnement des capacités anciennement oisives. Son taux d'utilisation passe de 76,7% en 1983 à 83,7% l'année suivante.

3.2.1.2 DES INVESTISSEMENTS LIES AU SECTEUR EXPORTATEUR

Comme on l'a vu, la reprise de la croissance en 1984 ne s'accompagne pas, malgré la dégradation de l'appareil productif, d'une accélération du taux d'investissement. En termes absolus, la FBCF progresse de 4% -alors que depuis trois ans, elle baissait au taux moyen annuel de 12%-, mais rapportée au PIB, elle reste à un niveau extrêmement faible : 15,5%. Si l'indicateur de production potentielle n'est là que pour nous donner une appréciation de l'état de la structure productive, il indique malgré tout qu'en 1984, les réserves productives augmentent très légèrement, parvenant à reconstituer une partie de leurs ressources productives détruites.

Il semble de toute façon évident que jamais le pays n'aurait supporté aussi longtemps une telle dégradation de son appareil productif si n'avait pas existé avant la crise un stock de capital excédentaire et disponible, issu des années de croissance et de forte accumulation.

La faiblesse des investissements en 1984 se doit à plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la reprise de la production s'est surtout appuyée sur la réutilisation des installations laissées longtemps oisives. Dans la mesure où le parc industriel est sous-

utilisé, les entrepreneurs sont peu enclins à investir.

Ensuite, la rigueur budgétaire et le poids des charges financières des entreprises publiques obligent celles-ci à se retirer des investissements productifs. Le taux d'investissement du secteur public décroît encore cette année-là. De 4,9% en 1981-1982 et 3,7% en 1983, il passe à 3,2% l'année suivante. En cruzeiros de 1984, les investissements des entreprises publiques baissent de 9,6% entre les deux dernières années.

Le secteur qui semble le plus "dynamique" en termes d'investissement est celui lié au marché externe. La recherche de compétitivité et la confirmation des perspectives qui s'ouvrent à l'extérieur favorisent une nouvelle forme d'accumulation, plus modernisante, plus sophistiquée. Par ailleurs, la nécessité pour le secteur agricole de réaliser des investissements lourds pour compenser l'épuisement des réserves se fait sentir en 1984. Mais là aussi, elle est stimulée par les bonnes perspectives du marché international.

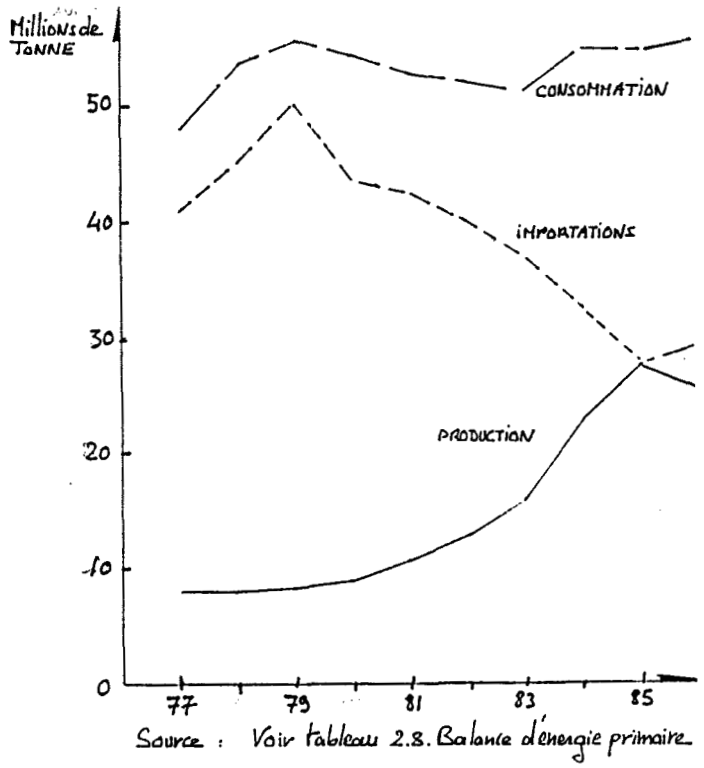
3.2.1.3 FIN OU SUSPENSION DES GRANDS PROJETS

Le retrait des grandes entreprises publiques dans les invstissements totaux est quasiment général. Seule, ELETROBRAS relance l'installation de nouveaux équipements, après trois ans de relachement conduisant à l'épuisement des réserves d'électricité. Dans l'ensemble, les grands projets mis en oeuvre depuis le II PND sont achevés et les efforts d'accumulation, suspendus.

Ainsi, dans le domaine énergétique, les investissements de Petrobras baissent de 18% par rapport à l'année précédente alors que la production nationale de pétrole ne cesse d'augmenter. En 1984, sur 55,5 millions de tonnes d'hydrocarbure consommées, 32,4 millions provenaient de la production interne. En 1979, sur 58,3 millions, seulement 8,2 millions étaient fournis localement.

GRAPHIQUE 14

PRODUCTION, CONSOMMATION, IMPORTATION DE PETROLE



C'est ainsi que, selon les sources utilisées (11), l'économie de devises dérivée des programmes de substitution de pétrole et dérivés importés aurait été comprise entre 5 à 7 milliards de US $ en 1984. D'après les estimations de A.B. de CASTRO, le gain de devises dérivé de la production de pétrole national serait de 4,4 milliards de US $ cette année-là, soit presque le double de l'année précédente.

Du point de vue de l'énergie électrique, en 1984 près de 90% des capacités sont installées. La portion brésilienne de l'usine binationale Itaipu doit être opérationnelle et commencer sa production d'électricité. Les investissements de la Centrale sont d'ailleurs réduits de 24%, à l'inverse

(11) Ministerio das Minas e Energia, Açao governemental..., 1984,
B. DE CASTRO, F.E. PIRES DE SOUZA, A economia braasileira..., 1985,
autres.

d'Eletrobras qui poursuit ses installations à un taux de 32,8%.

Des tendances récentes de la consommation industrielle énergétique entre 1982 et 1984, on retient que :
- concernant l'huile combustible, la consommation a baissé de 9,5% la première année, de 16,4% en 1983 puis 8% en 1984 ;
- par suite de la substitution des procédés techniques à l'huile combustible par des procédés électriques, la consommation d'énergie électrique a augmenté aux taux de 4,1%, 6,6% puis 15,4% pour les trois années considérées (12).

Parallèlement, le programme Alcool continue au profit de la consommation d'alcool hydraté (combustible utilisé pur). A la différence de la production d'alcool anhydride (combustible mélangé à l'essence) qui baisse de 4,3% en volume par rapport à l'année précédente, celle d'alcool hydraté croît au taux de 51,3%.

Dans le secteur des minerais, la Compagnie Vale do Rio Doce poursuit et augmente ses investissements en 1984, participant pour 10% aux investissements des entreprises publiques.

Dans le domaine de la sidérurgie, la chute des investissements est sévère. L'entreprise Siderbras voit les montants destinés à l'accumulation productive se rétracter de 56% par rapport à 1983. Parallèlement, l'épargne occasionnée par le programme sidérurgique équivaudrait à 630 millions en 1984, soit presque deux fois plus qu'en 1983 (13).

En résumé, l'accélération des exportations en 1984 semble impulser une forme de reprise très spécifique de l'activité industrielle. Seuls, les secteurs les plus exportateurs connaissent une relance de leur production. Les autres liés au

(12) Proposta para uma politica industrial no Brasil, Convenio SICCT/UNICAMP IE, sous la direction de L.G. COUTINHO, mai 1985.
(13) A.B. DE CASTRO, F.E. PIRES DE SOUZA, A economia brasileira..., 1985, p. 88.

marché intérieur subissent toujours les effets des politiques d'ajustement orthodoxe sur la demande interne.

Cette croissance s'appuie essentiellement sur la réutilisation des équipements longtemps laissés oisifs. Dans quelques secteurs toujours orientés vers les marchés étrangers, la dégradation de l'appareil productif oblige à quelques investissements dans le but d'augmenter la productivité et la compétitivité des produits. Cet ajustement ponctuel permet de dynamiser l'accumulation du capital qui pour la première fois depuis quatre ans, croît à un taux positif. Le secteur public par contre poursuit la contraction de ses investissements pour la deuxième année consécutive. La plupart des grands projets sont achevés, certains depuis longtemps et si les résultats de substitution aux importations se confirment, les efforts d'investissements sont suspendus.

3.2.2 UNE REPRISE AVEC RELATIVEMENT PEU D'EFFETS SUR LES CONDITIONS DE FORMATION DE LA DEMANDE INTERIEURE

La reprise de la croissance sous l'effet du développement des exportations ne s'est pas traduite par des répercussions très fortes sur les déterminants de la demande interne. Au niveau de l'emploi, certes, la réutilisation des capacités productives a réduit la chute de la demande de travail. Ce fléchissement de tendance s'est observé de plus en plus au cours de l'année. Pourtant, globalement, il ne va pas jusqu'à la réactivation du marché de l'emploi. Simultanément, la croissance exceptionnelle des gains de productivité dans l'industrie de transformation ne s'accompagne pas d'une évolution des salaires particulièrement favorable. La reprise de la production semble donc avoir des effets tout à fait secondaires sur les facteurs de la demande interne.

3.2.2.1 UNE REPRISE SANS CREATION D'EMPLOI SUR LE MARCHE DU TRAVAIL DU SECTEUR FORMEL

En 1984, la reprise de la production industrielle ne s'est pas manifestée sur le niveau de l'emploi. Celui-ci continue à baisser à un taux de -2,1% par rapport à 1983. Pourtant, la tendance est progressivement moins négative, si on la compare à celles des années précédentes. Dans l'Etat de Sao Paulo, la variation moyenne sur l'année est même nulle.

Cependant, ces résultats sont à relativiser. Car si la chute de l'offre d'emploi fléchit, selon R. INFANTE de l'O.I.T. les indicateurs de court terme montrent parallèlement que le taux de chomage "ouvert" s'accélère . Cette situation s'explique par deux phénomènes:

- le taux de participation de la PEA dans la population totale augmente de 2,2%, taux supérieur à celui historiquement observé;
- le rythme d'absorption du secteur informel sur le marché du travail se réduit en 1984, relativement aux années précédentes. La croissance de l'emploi sur le secteur informel

était de 13% entre 1981 et 1983. Elle atteint 10,8% en 1984.

Aussi, le taux de chômage "ouvert" augmente en 1984, de 9,8% pour représenter 7,7% de la PEA, contre 7% l'année précédente (14). Cette tendance est confirmée par les données de J.E. MATTOSO (15) qui proviennent du SEADE-DIEESE.

Les effets directs et indirects de la croissance basée sur les activités exportatrices restent donc très limités dans le domaine de l'emploi comme si cette nouvelle dynamique reposait plus sur la réutilisation du capital que sur celle de la main d'oeuvre.

Simultanément, le marché du travail sur le secteur informel semble moins souple qu'auparavant quant à une absorption de la main d'oeuvre rejetée du secteur formel ou à la recherche d'un premier emploi. Ce double phénomène pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs :
- la reprise de la croissance s'accompagne de nouveaux élans d'espoir de la part de la population qui avait cessé de chercher du travail. On constate notament une très forte augmentation des demandes d'emploi par les femmes;
- cette confiance en des jours meilleurs pousse certaine population du secteur informel a cessé leur activité et chercher un travail plus stable et mieux pris en charge par l'employeur;
- les grands chantiers lancés par les entreprises du secteur public, utilisant une main d'oeuvre plus ou moins informellement, cessent en 1984.

La crise sociale est donc particulièrement aiguë cette année-là et le secteur informel qui jouait jusqu'alors un rôle

(14) élaborées à partir des chiffres de l'IBGE-PNAD.
R. INFANTE, Brasil-Ajustes dos mercados de trabalho urbano e o desemprego aberto: situaçao e perspectivas, Version préliminaire du texte présenté au Séminaire: "Desemprego: como combate-lo?" organisé par la Fondation Friedrich-Ebert, Brasilia, sept. 1984.
(15) J.E. MATTOSO "1985 : recuperaçao e mercado de trabalho", in Politica Economica da Nova Republica, Org. R. CARNEIRO, Paz et Terra, Economica, 2e ediçao, 1986.

régulateur dans cette gestion concurrentielle du marché du travail semble réduire son flux d'entrée des travailleurs.

Mais si le rythme de croissance du marché de l'emploi sur le secteur informel fléchit légèrement au cours des derniers mois de 1984, l'évolution du taux de croissance de l'emploi sur le secteur formel laisse présager une reprise proche.

3.2.2.2 UNE EVOLUTION DES SALAIRES TRES LIEE A L'ORIGINE DE LA CROISSANCE

Alors que l'emploi est toujours en contraction, la chute du salaire minimum enregistrée en 1983 se poursuit l'année suivante. Entre 1982 et 1984, l'indice a baissé de 21,2% pour atteindre la moitié du niveau de 1962 (16). Il n'a jamais été aussi faible depuis 1952. Pour acheter la ration essentielle minimum, il fallait au travailleur 131 heures 30 minutes de labeur en 1982, 176 heures 45 minutes en 1983, et 194 heures 38 minutes en 1984. Cette année-là, 81% du salaire minimum est consacré à l'achat du panier de biens essentiels.

Quant au salaire moyen par travailleur, déflaté par l'INPC, celui-ci ne s'accroît que très faiblement. Plus précisément, il décroit pendant le premier semestre puis remonte à partir du second. Pour 100 en 1980 et 109,7 en 1983, l'indice passe à 111,2 en 1984, soit une croissance de 1,4% (17).

Simultanément, le Décret Loi 2065 de novembre 1983 est de moins en moins respecté dans ses règles et les réajustements pour les salaires supérieurs à 3 SM sont de plus en plus discutés au niveau des entreprises. Les salariés tentent de réduire leur perte de pouvoir d'achat par des négociations directes avec le patronat.

(16) Voir graphique 3.2: Evolution du Salaire Minimum, dans l'annexe.
(17) voir graphique 3.1: Indices de salaires moyen et minimum réels, et de productivité dans l'industrie de transformation, situé dans l'annexe.

Cette érosion du pouvoir d'achat est d'autant plus rapide que l'inflation est élevée. C'est pourquoi le débat sur la politique salariale est relancé, notamment au sujet de l'ajustement trimestriel des salaires. A partir du deuxième semestre 1984, la moitié des soixante catégories professionnelles qui négocient des réajustements de salaires bénéficie des réajustements trimestriels (18). Il faut souligner qu'à un rythme de 209% d'inflation annuelle (INPC), les salariés perdent 43% de leur pouvoir d'achat à la fin du sixième mois, dans le cas de réajustements semestriels!

L'année 1984 est donc marquée par de nouvelles tensions dans la gestion du rapport salarial. Qu'il s'agisse de l'ajustement sur le marché de l'emploi ou bien de l'application de la loi salariale concernant les réajustements, à l'exception de celui du salaire minimum, les autorités de l'époque semblent moins contrôler les éléments régulateurs du rapport salarial. Mi-administrée, mi-gérée par la loi du marché, la gestion de ce rapport semble accroître ces deux particularités. L'Etat reste très présent dans les réajustements du salaire minimum et des salaires les plus faibles (inférieurs à 3 SM) qui concernent plus de 70% de la PEA avec un revenu. Pourtant, parallèlement, le rôle abandonné au secteur informel en cette période de crise et les nouvelles formes de négociations avec le patronat sur le réajustement des salaires les plus élevés prennent une place croissante dans cette régulation d'ensemble.

L'accentuation du caractère concurrentiel du rapport salarial s'accompagne cette année-là d'une très forte accélération des gains de productivité. Or, les salaires réels ne progressent que très modérément.

Les bienfaits de la reprise économique ne se répercutent pas sur le pouvoir d'achat des salariés. Déjà en 1983, malgré la hausse de la productivité du travail, les salaires réels avaient chuté de 7,1%. Ainsi en deux ans (1983-1984), les

(18) "Salarios na industria paulista e a questâo de uma nova politica salarial", Revista da Fundaçao SEADE, set. dez 1986, Vol n 3.

gains ont augmenté de 10,2%, alors que les salaires ont régressé de 5,8%. Selon le DIEESE, "les comptes de 207 entreprises métallurgiques de Sao Paulo accusent en moyenne une augmentation de 371% des profits nets, ce qui signifie une croissance de 47% au-dessus de l'inflation" (à partir de l'Indice du Coût de la Vie du DIEESE). Parallèlement, les indices du salaire moyen réel dans cette catégorie spécifique auraient crû de 7,6% en un an (19). Les entreprises ont donc été particulièrement privilégiées en dépit des faibles répercussions sur l'investissement.

Dans ces conditions, la dynamique du régime d'accumulation brésilien auto-centrée risque d'être profondément désorganisé si les conditions même de formation de la demande interne ne sont pas entretenues. En données annuelles, la reprise de la croissance n'entraîne aucun effet sur la masse salariale, même si les répercussions doivent être nuancées en fin d'année.

Pourtant, parallèlement, alors que la croissance est conduite par les exportations, que les entreprises brésiliennes recomposent leur marge et que les salariés ne bénéficient que peu ou pas des effets de la reprise, on observe une nouvelle tendance à la dépolarisation dans la distribution des revenus. Comme si cette nouvelle composante exportatrice qui constitue le coeur de la croissance en 1984 pouvait s'accomoder d'une récupération du pouvoir d'achat des plus démunis, à l'exception de ceux recevant au plus le salaire minimum.

En 1984, la tendance à la repolarisation dans la distribution des revenus observée les deux années précédentes semblerait s'estomper. On observe cette année là un important glissement de population des catégories inférieures touchant jusqu'à 3 SM vers les catégories supérieures. Par contre, le gonflement de ces catégories s'accompagne d'un accroissement moins que proportionnel de la part de revenu qui leur est al-

(19) Boletim DIEESE, Perdas salarias e as regras de jogo do capitalismo brasileira, nov 1985.

louée. Concernant les premières catégories, leur contraction s'accompagne d'une baisse plus que proportionnelle de leur part de revenu. On constate donc un appauvrissement très fort des populations touchant jusqu'à 1/2 SM et une amélioration relative du niveau de vie pour la population qui accède aux strates supérieures, même si le salaire moyen de ces catégories baisse légèrement.

Néanmoins, il est un autre facteur qui pourrait expliquer en partie le glissement de population vers des strates supérieures sans pour autant signifier la tendance à la dépolarisation. C'est l'évolution du salaire de référence, c'est-à-dire l'effondrement du salaire minimum. Dans le cas du maintien ou légère hausse des salaires réels exprimés en nombre de salaires minimums à l'intérieur des différentes catégories, la référence à une base qui se déprécie entraîne une revalorisation du salaire par rapport à ce salaire de base. Si ce phénomène atténue les résultats précédemment observés, il n'empêche que le salaire moyen réel augmente dans l'industrie de transformation, indépendamment de l'évolution du salaire minimum.

Il semblerait que, en 1984 :
- la structure productive se soit fort bien intégrée aux nouvelles conditions du marché international des marchandises. A défaut d'une reprise de la demande interne, l'appareil industriel s'appuie sur l'accélération des exportations pour reprendre à rythme de croissance soutenu;
- cette dynamique s'accompagne d'effets très spécifiques sur le rapport salarial (hausse duchômage ouvert, baisse du salaire minimum, nouvelle dépolarisation des revenus du travail avec paradoxalement, marginalisation de la population recevant jusqu'à 1 SM).

Après avoir analysé les principaux facteurs de désintégration des conditions de formation de la demande finale interne, revenons maintenant au principal stimulant de la reprise économique : les exportations et plus largement, aux transformations structurelles de l'insertion internationale

brésilienne au cours de cette année 1984.

3.2.3 L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE EN 1984

3.2.3.1 UNE CONJONCTURE FAVORABLE AUX EXPORTATIONS BRESILIENNES

Le développement de 23,3% des exportations brésiliennes en 1984 est soutenu essentiellement par la bonne conjoncture du commerce international. Les pays industrialisés, principaux acheteurs de produits brésiliens, accusent dans leur ensemble, une croissance de 5% du PIB. Mais c'est surtout l'expansion de l'activité des Etats Unis (8,5%) qui stimulera le commerce international et notamment le commerce extérieur brésilien. En 1984, le taux de croissance des importations américaines atteint 26,4%, alors que les exportations brésiliennes vers les Etats-Unis s'accroissent de 52,3% (20). Le Brésil profite donc largement de l'ouverture de son plus grand marché externe.

L'assaut des produits brésiliens sur des marchés externes en pleine expansion et l'augmentation des parts de marchés qui s'ensuit -la part des exportations brésiliennes dans le commerce international passe de 1,31 en 1983 à 1,53 l'année suivante, niveau jamais atteint dans l'histoire du pays- sont permis par l'existence de conditions plutôt favorables à cette conjoncture.

Tout d'abord, pour la première fois depuis 1980, les prix à l'exportation ont arrêtés leur chute et amorcent même une très légère reprise.

Ensuite, par le système des mini-dévaluations, la politique de change, très active, parvient à accompagner l'inflation interne brésilienne dans la dévaluation du cruzeiro par rapport au dollar et donc à garantir une bonne compétitivité par les prix.

Par ailleurs, la forte productivité du travail conjuguée

(20) En 1984, l'élasticité des exportations brésiliennes vers les Etats-Unis aux importations des Etats-unis est égale à 1,98.

à des salaires réels peu élevés a fait baisser la part du coût réel de la main d'oeuvre dans les prix des produits exportés. Pour 100 en 1980, l'indice entre ces deux variables passe de 94,3 en 1983 à 79,4 en 1984 (21).

Enfin, le maintien de la demande finale interne à un niveau toujours particulièrement bas. Les entreprises devant un marché intérieur en pleine récession sont tout-à-fait disposées à profiter d'un marché extérieur en pleine expansion.

3.2.3.2 TRIPLE DYNAMIQUE DE LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS

Au-delà de cette réorientation croissante de la production vers l'extérieur, la composition même des exportations s'est profondément modifié au cours des quelques années d'ajustement.

A la vue du tableau suivant qui nous donne les premiers postes d'exportations en 1979 et 1984, d'intéressantes observations peuvent être faites.

Tout d'abord, les exportations sont très diversifiées entre les deux années. Cette diversification commence d'abord dans les premiers postes puisqu'en 1984, les trois premiers concentraient 20,15% des ventes contre 25,9% en 1979.

Cette diversification s'est faite surtout au détriment des produits primaires (cacao et dérivés, café en grain, sucre,..). En contre-partie, les produits exportés sont de plus en plus élaborés et à haute valeur ajoutée.

(21) W. SUZIGAN, A. KANDIR, Industria: situaçao atual, perspectivas et propostas de politica, texte élaboré par le SEPLAN-SP, janvier 1985.

TABLEAU 22

PREMIERS PRODUITS D'EXPORTATION BRESILIENS
(en % des exportations totales)

1979	1984
Café en grain (12,6%)	Café en grain (9,5%)
Minerai de fer (8,4%)	Minerai de fer (5,6%)
Tourteau de soja (7,5%)	Tourteau de soja (5,4%)
Cacao en amendes (3,2%)	Jus d'orange (5,3%)
Café soluble (2,7%)	Chaussures cuir (3,7%)
Huile de soja (2,2%)	Huile de soja (2,4%)
Liqueur de cacao (1,8%)	Plaques de fer (2,4%)
Jus d'orange (1,8%)	Huiles combust.pétr.(2,2%)
Sucre demerara (1,6%)	Graines de soja (1,7%)
% DANS LE TOTAL DES EXPORTATIONS 41,8%	38,2%

Source: Series estatisticas - CACEX, plusieurs années.

Le développement des exportations brésiliennes semble passer par un triple processus.

Un processus de promotion aux exportations. Les produits primaires non transformés ont été progressivement remplacés par des produits primaires transformés (jus d'orange, viande de boeuf congelée qui passe de la 217e place en 1979 à la 24e en 1984,..).

Un second processus de substitution aux exportations primaires. L'importance croissante des produits dérivés du pétrole (gasoline auto et gasoil qui correspondent à 0,26% des exportations en 1979 et 4,24% en 1984) et des produits sidérurgiques (les barres de fer et d'acier passent de la 301e place en 1980 à la 31e en 1984, les plaques de fer et d'acier laminé à chaud passent de la 351e à la 33e entre les deux années) se combinent au retrait des produits primaires.

Enfin, un troisième processus de stimulation des exportations traditinnelles reposant sur les avantages comparatifs issus de l'industrie traditionnelle brésilienne. En relançant les ventes de produits tayloriens, peu utilisateurs de capital, le pays repuise dans ses avantages relatifs en termes de coûts (bas prix de la main d'oeuvre et des matières premières,

infrastructure locale plus homogène que dans d'autres pays du Sud aux industries tayloriennes). Par exemple, les exportations de chaussures de cuir pour femmes et enfants sont de 1979 à 1982 classées entre la vingt-sixième et vingt-et-unième place. En 1983, elles atteignent la septième place et la sixième en 1984, représentant 2,23% des exportations totales

3.2.3.3 UNE CROISSANCE AVEC EXPORTATIONS ET SANS IMPORTATIONS

Pour la première fois depuis l'application des mesures visant à l'ajustement externe, l'excédent de la balance commerciale -très supérieur à l'objectif des 9 milliards de US $ du FMI- se doit plus à l'expansion des exportations qu'à la contraction des importations. La première composante des échanges augmente de 23,3% soit 5,1 milliards de US$ en valeur absolue. Les importations régressent de 9,8%, soit 1,5 milliard. Cette baisse généralisée se porte surtout sur les biens de consommation (-27,5%), bien que les biens de capital reculent de 14% par rapport à 1983 et les biens intermédiaires de 7,6%.

Deux remarques s'imposent quant à l'évolution des importations:
- la reprise de l'activité industrielle n'a pas entraîné avec elle de hausse des entrées de biens nécessaires à la production. Au contraire, la baisse s'est poursuivie.
- ce sont les biens destinés à la consommation finale de la population brésilienne qui ont été les plus visés.

Ainsi, contrairement aux années précédentes où l'ajustement interne avait principalement porté sur l'assouplissement des coefficients d'importation puis sur une réduction des volumes, en 1984, comme en 1983 d'ailleurs, même si le coefficient continue de baisser, l'ajustement se fait essentiellement sur les exportations. Or, si l'année précédente, c'est surtout le coefficient d'exportation qui avait

augmenté sous l'effet de la chute de la demande interne, en 1984, ce sont essentiellement les volumes qui évoluent, entraînant la hausse du coefficient du fait de la stagnation de la demande interne. De 7,13% en 1982, celui-ci passe à 12,8% en 1984.

3.2.3.4 EXTRAVERSION ET INDEPENDANCE ACCRUE

Pour avoir une idée plus précise du nouveau processus qui se met en place en 1984, observons ce qui se passe au niveau de l'évolution des ratios M/D et X/D, secteur par secteur.

3.2.3.4.1 La reprise des résultats de substitution aux importations

Globalement, on assiste à une reprise de la substitution aux importations en 1984, tout au moins à une baisse des coefficients M/D. Bien que les ratios soient très bas, ils vont encore baisser cette année-là, surtout dans les secteurs des biens d'équipement (notamment mécanique et matériel électrique et de communication).

En reprenant la composition établie précédemment, on constate que :

- le groupe des secteurs très introvertis maintient son niveau moyen à 2,2%. S'il baisse légèrement en 1984, cela se doit au secteur de la pharmacie. Celui de la parfumerie augmente modérément son ratio. Le secteur des minerais non métalliques, quant à lui, reste constant après sa hausse de 1983.

- Avec un ratio M/D structurellement négligeable, les secteurs des biens de consommation courante se maintiennent au même niveau que l'année précédente. Seul, le secteur du textile augmente la part de ses importations, résultat notamment des limites atteintes dans sa propre capacité de production.

- Le groupe des secteurs ayant fait l'objet d'investissements

massifs pendant la décennie passée, poursuit inlassablement leur substitution aux importations. C'est ainsi que mécanique, papier-carton et métallurgie réduisent leur ratio M/D même si le dernier secteur cité semble parvenir à ses limites. Son ratio atteint le niveau dérisoire de 2,27%. Seul, le secteur des matières plastiques maintient son niveau constant après la forte hausse en 1983.

- Parallèlement, les secteurs de la chimie-pétrochimie et du matériel électrique et de communication vérifient, eux aussi, une baisse de ratio après la légère hausse de 1983. Globalement, le premier secteur cité se stabilise autour de son niveau de 1982. Le second secteur entame une nouvelle tendance à la baisse.

- Le groupe V, à l'inverse de tous les autres, tend à s'internationaliser avec l'ouverture sur les marchés étrangers. De 4,9% en moyenne jusqu'en 1979, le ratio M/D atteint 6% et plus depuis 1983. Pourtant, si la tendance est nette dans le cas du caoutchouc, elle est moins évidente car beaucoup plus fluctuante pour le secteur des transports.

- Le dernier groupe, composé comme le deuxième de biens de consommation courante, n'importe quasiment rien.

Si les importations satisfont de moins en moins à la demande interne dans l'ensemble des secteurs de l'industrie de transformation, l'ouverture sur les marchés externes est croissante, et spectaculaire dans certains cas.

3.2.3.4.2 Le brutal renversement de la conjoncture vers les marchés étrangers

Si la tendance est générale, la réorientation est plus ou moins prononcée selon les secteurs. C'est ainsi que :

- malgré une très légère ouverture vers l'extérieur, les minerais non métalliques, la pharmacie et la parfumerie restent

fondamentalement des secteurs très auto-centrés. Peu importateurs et très centrés sur leur demande intérieure, ils ont tous un solde commercial équilibré en 1984 ;

- si le deuxième groupe a un ratio M/D négligeable et une tradition ancienne à alimenter le marché domestique, le renversement opéré en 1984 et déjà initié en 1983 est édifiant. La plasticité de ces secteurs de biens de consommation courante, qui se transforment en secteurs exportateurs dès que la demande effective interne fait défaut, est remarquable. En deux ans, le ratio X/D est multiplié par 2,8 dans le cas du textile, par 4 dans celui des vêtements-chaussures, et par 3,5 dans celui de la boisson. C'est à dire qu'entre 1982 et 1984, il passe pour chacun des secteurs cités de 5,7% à 15,8%, de 10,3% à 40,7%, et de 3,5% à 12,2%. Ces secteurs permettent de réaliser un accroissement substantiel des exportations. D'ailleurs, en pourcentage des exportations totales brésiliennes, la part des produits textiles (naturels et artificiels) passe de 3,7% en 1982, à 4,9% en 1983 et 4,5% en 1984 ;

TABLEAU 23

COEFFICIENT D'EXPORTATION DE QUELQUES SECTEURS

	1976	1980	1983	1984
Minerais non-métall.	1,7	3,5	3,9	6,5
Vêtements-chaussures	7,0	9,3	22,2	40,7
boissons	0,8	6,1	4,6	12,2
Métallurgie	1,8	4,3	12,8	16,3
Mécanique	3,4	9,2	15,6	18,4
Papier-carton	2,0	9,8	11,2	16,5
Tabac	22,1	26,7	56,4	56,7

Source: voir tableau 6.3: Exportation/demande intérieure par groupes de branches (1976-1985).

- le troisième groupe poursuit sa réorientation vers l'extérieur à un rythme qui ne s'est pas relâché depuis 1976, à la seule exception de 1982. Dans la plupart des secteurs du groupe, une accélération est visible malgré tout après cette année. Ainsi, la métallurgie, la mécanique et les matières plastiques accentuent leur position sur les marchés externes.

Pour le papier-carton, elle se produira en 1984. C'est-à-dire que de secteurs importateurs et centrés sur le marché intérieur, ils sont progressivement devenus plus indépendants par rapport à l'offre externe, et exportateurs, avec un ratio supérieur à 16%. C'est ainsi que la métallurgie, par exemple, avec un solde déficitaire de 290 millions de US $ en 1980, devient excédentaire de 2,543 milliards en 1984 ;

- le quatrième groupe oriente modérément sa production vers les marchés externes ;

- tendant à l'internationalisation, les secteurs du caoutchouc et des transports augmentent depuis 1983 leurs ratios X/D et M/D, comme si leurs exportations dépendaient de leurs importations ;

- enfin, le dernier groupe, celui des secteurs exportateurs nets. La production du tabac est exportée à plus de 50%, soit deux fois plus qu'en 1981. Quant à celle des produits alimentaires, un tiers est destinée au marché externe.

Après avoir souligné les transformations qui se dessinaient du point de vue de l'insertion quantitative du Brésil sur le marché international des échanges de marchandises, nous devons essayer de comprendre comment et pourquoi de telles modifications.

3.2.3.5 COMMENT ET POURQUOI?

Tout d'abord, nous devons mettre à l'actif de l'appareil productif son extraordinaire souplesse et capacité à détourner sa production de son marché domestique pour la réorienter vers l'extérieur. Le tournant déjà franchi en 1983 se confirme et s'accentue en 1984, transformant des secteurs non exportateurs en de véritables pourvoyeurs de devises. En renouant notamment avec ses secteurs traditionnels sur une base exportatrice, le Brésil remet en avant les avantages comparatifs de ses segments de production encore tayloriens.

Mais la souplesse de l'appareil productif est également remarquable dans les autres segments de l'industrie, notamment ceux ayant fait l'objet des restructurations de la période passée. Par ailleurs, le secteur de l'agro-alimentaire a fortement augmenté sa participation, surtout en ce qui concerne le produit de l'élevage (viandes de bovin et volaille congelées) et les produits agricoles industrialisés (jus d'orange), marque d'un engagement dans des exportations de produits agricoles à plus forte valeur ajoutée.

Pourquoi de telles modifications ? Comme on l'a vu, le ratio M/D est extrêmement faible en 1983 et 1984. Avec la reprise de la substitution aux importations en 1984, la marge de manoeuvre pour manipuler ce ratio devient de plus en plus étroite. L'absence de nouveaux investissements -à part ceux d'ajustements plus ponctuels à la conjoncture-, l'arrivée à maturité des projets de la période antérieure, et la compression des importations font que cette année-là, les limites sont atteintes dans l'ensemble des secteurs.

La seule solution pour répondre aux exigences du FMI et dégager un excédent commercial important est de se rabattre sur les exportations. La conjoncture internationale le permet cette année : le plus gros client du Brésil est en pleine expansion.

Il est évident que si les produits sont vendus à l'extérieur, ils ne sont pas consommés à l'intérieur du pays d'origine. Or, quel est l'effet de cette réorientation sur la demande interne ? Le régime d'accumulation brésilien est à l'origine, un régime fondamentalement centré sur son marché intérieur, dont la dynamique repose sur la demande de biens de consommation fordistes des classes moyennes et supérieures. La distribution des revenus étant d'une extrême inégalité au niveau de la société brésilienne, la concentration des revenus reste toujours dans les mains d'une minorité de la population, pilier de la logique du régime. A partir du moment où l'ajustement des comptes externes repose sur une brutale élé-

vation du ratio X/D, la demande intérieure doit à la fois s'adapter à la baisse des importations, mais en plus réduire sa consommation déjà en baisse pour pouvoir libérer des produits destinés à être exportés.

La reprise en 1984 semble marquer un point d'inflexion dans la logique du régime d'accumulation en vigueur jusque-là, dans la mesure où ce ne sont plus les classes moyennes qui tirent la croissance mais les exportations. De plus, cette insertion internationale, étant donnée la contrainte financière qui continue de peser sur l'Etat brésilien, est destinée à se maintenir tant que ne sera pas trouvée une autre solution au règlement de la dette.

Aux dires de A.B. de CASTRO, il n'était pas nécessaire d'aller si loin dans la récession interne pour obtenir un tel excédent commercial. Selon l'auteur, l'excédent du solde des transactions courantes, obtenu en sous-utilisant les capacités productives, aurait pu être obtenu en faisant fonctionner l'appareil productif à 90% de son potentiel, c'est-à-dire en relançant la croissance du marché interne. La perte en devises aurait été minime en regard de l'amélioration de la situation interne. Cette situation serait radicalement symétrique à celle de 1974 où seule une forte sous-utilisation du capital pouvait permettre d'avoir une balance commerciale équilibrée. Le recours à l'emploi des installations à 90% aurait provoqué à l'époque, un déficit exactement égal en valeur absolue à l'excédent de 1984.

Cette interprétation provocante à l'époque est entièrement confirmée par les formes de la croissance au cours des deux années suivantes, puisque la relance de la dynamique par l'explosion de la consommation intérieure demeure tout à fait compatible avec le maintien d'un important excédent commercial, résultat d'un niveau élevé d'exportations et la poursuite de la baisse ds importations.

3.3 1985-1986: LA CONFIRMATION DE LA REFORMULATION DU REGIME D'ACCUMULATION

La période 1985-86 témoigne d'un nouveau renversement dans l'évolution des facteurs déterminants de la croissance.

Tout d'abord, si la reprise de 1984 a pu être considérée comme passagère et étant liée essentiellement à la conjoncture internationale, elle est confirmée les deux années suivantes, manifestant par là même, l'existence de ressources insoupçonnées après tant d'années de dégradation de l'appareil industriel.

Ensuite, cette reprise est conditionnée avant tout par la relance de la consommation interne. La nouvelle approche de l'inflation et du déficit public par les dirigeants à partir surtout du deuxième semestre 1985, rompt radicalement avec les thèses orthodoxes du type FMI. La croissance de la consommation interne et des dépenses publiques ne sont plus incompatibles avec la baisse du taux d'inflation, ni avec un solde commercial excédentaire. La réorientation de la croissance va faire apparaître une seconde fois la plasticité de l'appareil productif et semble confirmer une nouvelle forme d'organisation productive, notamment dans la relation capital/travail.

Malgré la très faible répercussions sur les conditions de formation de la demande interne, la croissance de 1984 a permis d'augmenter légèrement la part des salaires versés. Mais c'est surtout une politique volontariste de rattrapage des salaires réels qui a permis cette relance de la consommation interne. La transition entre la croissance tirée par les exportations et celle conduite par l'expansion du marché interne n'a pas été "naturelle". Elle est issue d'une nouvelle volonté politique.

Enfin, si la dynamique de la croissance brésilienne se

recentre sur son marché intérieur, la contrainte externe demeure. La reprise du marché interne s'accompagne du maintien du transfert de ressources réelles vers l'extérieur, de 11,4 milliards de US $ en 1985. Cette performance économique vient donc confirmer la thèse de CASTRO pour qui la récession violente aux effets anti-sociaux et anti-productifs, aurait pu être évitée sans remettre en cause l'excédent des échanges de biens et services non facteurs. Le surplus serait donc avant tout structurel.

3.3.1 UNE NOUVELLE DYNAMIQUE PRODUCTIVE

3.3.1.1 CONFIRMATION DE LA REPRISE INDUSTRIELLE

En 1985, le PIB a crû au taux de 8,4%. L'année suivante, il s'élevait de 8%. Il faut remonter à 1979-80, c'est-à-dire avant la récession, pour retrouver des taux aussi élevés.

Plus impressionnante encore est la croissance de la production industrielle. En 1985, elle était de 9%, permettant presque à l'indice de production industrielle de retrouver son niveau de 1980. En 1986, l'expansion atteignait 12,1%, avoisinant la moyenne annuelle du "miracle économique".

Ces performances sont soutenues en 1985 par une bonne production agricole. L'année suivante, par contre, c'est la catastrophe dûe à la sécheresse. La production recule de 7,9%, du jamais vu depuis au moins vingt ans. Cette crise aura des répercussions à la fois sur l'approvisionnement du marché intérieur et sur les exportations.

Quant aux services, ils suivent le rythme de l'activité, avec notamment un fort développement pour le commerce, les communications et les transports en 1986.

3.3.1.2 UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DUE A UNE REINTERPRETATION DES PROBLEMES

En 1985 et 1986, la production industrielle est essentiellement conduite par les secteurs des biens de capital et des biens de consommation durables qui atteignent des taux de croissance record, notamment la dernière année : 21,6% et 20,3% respectivement. Si le deuxième secteur retrouve son niveau de 1980, le premier reste encore très en-deça malgré trois années de croissance forte.

Le taux de croissance des biens de consommation non durable est très élevé ces deux années, surtout comparé à la quasi-stagnation des quatre années précédentes.

Paradoxalement, c'est le secteur des biens intermédiaires qui reste à la traîne dès le début de 1985.

Si la croissance de la consommation interne se traduit par la reprise de la production des biens de consommation, et notamment des biens de consommation durable (entre le premier semestre 1985 et le premier semestre 1986, la production des biens de consommation durable a cru de 40,5%, celles des biens de consommation non durable de 8,8% (22), le secteur des biens de capital croît sous l'effet de la hausse des investissements. Sans s'agir d'une tendance homogène, la reprise de l'accumulation du capital s'appuie surtout sur l'augmentation des capacités productives dans certains secteurs et encore davantage sur la modernisation de certaines installations (nous y reviendrons plus loin). Toujours entre les périodes janvier et juin de 1985 et 1986, la production des biens de capital a augmenté de 24,6%.

Mais au-delà de ces investissements, cette récupération s'est basée surtout sur l'existence de stocks et la réutilisation des capacités productives. Entre 1984 et 1986, le taux d'utilisation de l'appareil productif est passé de 75,3% à 83,3%. Dans les biens d'équipement, la différence demeure très élevée (12 points pour la mécanique, 13 pour le matériel élec-

(22) Analise de conjuntura economica - août-sept.1986 - SEPLAN, Sao Paulo

trique et de communication et 14 pour le matériel de transport). Dans le secteur des matières plastiques, le taux de 68% en 1984 atteint 85,5% en 1986. C'est dans les biens de consommation courante que la différence maximum est atteinte avec 26 points pour le tabac.

Ces premiers résultats, s'ils témoignent d'un profond revirement de la tendance générale, masquent de nombreuses tensions qui doivent être expliquées et nuancées.

Tout d'abord, la période 1985-86 se subdivise en fait en trois sous-périodes :

- le premier trimestre 85, marqué par la poursuite de la croissance dérivée de l'année précédente ;

- le deuxième trimestre caractérisé par une forte désaccélération de la croissance ;

- enfin du deuxième semestre 85 aux élections de novembre 1986, la récupération de la demande interne s'affirme comme la dynamique centrale de l'expansion. Cette nouvelle logique est ratifiée par le Plan Cruzado le 28 février 1986.

Ce qu'il nous semble intéressant d'analyser sur cette période porte sur plusieurs points :

- tout d'abord, après trois ans de récession généralisée et de dégradation de l'appareil productif, on peut être saisi par la vitalité de la croissance brésilienne qui, pendant trois ans (1984-1986) augmente à des taux voisins de ceux de la période du "miracle", sans remettre en jeu l'excédent commercial ;

- ensuite, la rapidité du processus de réorientation de la croissance souligne une nouvelle fois la plasticité de l'appareil productif à substituer un marché à un autre ;

- enfin, pourquoi, au travers de cette croissance soutenue, des tensions du côté de l'offre sont-elles apparues à partir

de la fin 1985 et surtout du mois de mai de l'année suivante ?

Après un premier semestre plus ou moins bousculé avec l'arrivée de la Nouvelle République, la politique économique se modifie profondément avec la nomination du nouveau ministre de l'économie, D. FUNARO. Rompant avec les idées orthodoxes des dirigeants précédents, pour qui l'inflation était essentiellement alimentée par le déficit public et l'expansion monétaire, l'équipe de FUNARO reprend les thèses de l'"inflation inertielle" des structuralistes. La hausse des prix serait principalement auto-entretenue par des phénomènes de projection dans l'avenir sur la base de l'inflation actuelle, faites par les acteurs sociaux soucieux de préserver leur revenu réel. Le processus d'indexation généralisée viendrait valider ces projections et les répercuter à l'ensemble de l'économie, notamment au déficit public. Le schéma est ainsi renversé. Dans ces conditions, la politique récessive n'a aucune incidence sur l'inflation. Elle ne fait que détériorer les conditions de vie de la population et de la reprise économique. C'est pourquoi, à partir d'août 1985, la croissance est conduite sous l'effet de la récupération de la demande interne, issue notamment de l'expansion de la masse salariale, de la politique fiscale expansionniste, des anticipations faites sur un avenir incertain et de la très forte liquidité interne. La variable M1 a eu une croissance exceptionnellement élevée cette année-là du fait du report des avoirs financiers vers les avoirs monétaires. Les placements en titres ne sont plus aussi intéressants qu'avant. Les dépôts sur les carnets d'Epargne sont retirés. L'heure est à la consommation, plus à la spéculation financière.

Le 28 février 1986, le Plan Cruzado est appliqué. Il décide du blocage simultané des prix, salaires et taux de change pour désindexer l'économie et faire perdre cette fameuse mémoire inflationniste.

3.3.1.3 TROIS RAISONS DE PARLER D'UNE TRANSFORMATION PROFONDE DE L'ORGANISATION PRODUCTIVE

Malgré les difficultés qui vont apparaître au fur et à mesure de l'échauffement de la demande interne, il nous semble impossible de poursuivre cet exposé sans faire référence à la politique de restructuration iniciée pendant les années 70. Si la maturation des grands projets de substitution aux importations s'est prolongée jusqu'au début des années 80, les résultats en termes d'excédent commercial et de plasticité de l'appareil productif ont fait la preuve que ces investissements massifs ont fondamentalement contribué à ces ajustements. La reprise de 1984 et la confirmation de la croissance, et qui plus est, d'une croissance articulée autour du marché intérieur, certifient que la structure productive brésilienne s'est profondément modifiée du point de vue de sa logique et de sa cohérence interne.

Tout d'abord, la croissance industrielle est capable à la fois de répondre à une brutale et forte élévation de la demande interne et de continuer à approvisionner le marché externe sans défaillance. On peut donc supposer que certains secteurs se sont orientés définitivement vers les marchés externes. Cette hypothèse sera développée plus en détail dans la suite. On retient malgré tout que la croissance de la demande a relativement peu influé sur le niveau des exportations.

D'autre part, la reprise de l'expansion industrielle n'a pas entraîné avec elle de hausse massive des achats de produits étrangers. Bien que la part des biens de capital dans les importations totales se soit accrue de 8 points entre 1984 et 1986, le niveau global reste à 14 milliards de US $ (13,1 en 1985). Pourtant en 1985, l'indice du produit intérieur, ramené à 100 en 1980, dépasse pour la première fois ce niveau de base alors que l'appareil productif est fortement dégradé. Le coefficient d'importation a même baissé entre les deux années puisque de 9,5% en 1980 il passe à 5,7% en 1985 et 5,4% l'année suivante.

Enfin, un troisième point apparaît avec la reprise de la production. La récupération de la croissance ne s'accompagne pas d'une reprise forcenée de l'emploi sur le marché du travail. Les effets de la relance semblent relativement peu se porter sur la création d'emploi, comme si une nouvelle dynamique se mettait en place au détriment de la population économiquement active.

Ces observations nous montrent que qualitativement, la cohérence interne de la structure productive a subi de profondes modifications. Tout se passe comme si la récession interne et l'ajustement à la crise dans la régulation avaient modifié la logique même du régime d'accumulation de la décennie antérieure, c'est-à-dire en d'autres termes, comme si la période de crise 1981-1983 avait été une période de transition entre deux logiques de régimes alors même qu'elle se voulait résoudre avant tout la contradiction dans laquelle s'était enfermée la forme de régulation par l'endettement.

3.3.1.4 LES LIMITES STRUCTURELLES A LA CROISSANCE ET AU-DELA

Pourtant, si globalement, les performances atteintes en 1985 et 1986 demeurent spectaculaires, on assiste de plus en plus à des tensions sur le marché intérieur liées à une insuffisance de l'offre. L'ensemble des économistes s'accorde à reconnaître que déjà à la fin de 1985, des limites apparaissaient. Ces tensions vont se renforcer avec la mise en place du Plan Cruzado qui, en gelant les prix et les salaires, après réajustement, favorise l'accélération de la consommation finale.

Selon un sondage de la FGV réalisé en juillet 1986, il apparaîtrait que 25% des industries voient leur production limitée pour cause d'insuffisance de matières première et/ou composants. Parmi ces industries, les plus touchées sont celles qui produisent les biens de capital (44% pour le sec-

teur de la mécanique, 61% pour le matériel de transport) et les biens de consommation courante (parfumerie, textile, vêtements-chaussures, produits alimentaires). Les industries de la métallurgie, du papier-carton, matières plastiques, fertilisants, subissent également ces effets.

Par ailleurs, les capacités de production de certaines industries sont complètement saturées. C'est le cas
- des industries de la métallurgie produisant les alliages de fer et des aciers plats, et bientôt celles des métaux non ferreux,
- de la chimie, pour la soude et le chlore et les matières pour les fertilisants,
- du papier cellulose. Les fabriques de cellulose et de papier pour impression fonctionnent respectivement à 99% et 94% de leur possibilité,
- du textile, notamment pour les fils de coton et les articles d'usage domestique,
- du tabac avec l'utilisation à 98% des installations pour la production des cigares,
- des machines agricoles, tracteurs qui souffrent aussi de retard d'approvisionnement,
- des secteurs produisant les moteurs, pièces détachées.

Certaines entreprises ont également préféré vendre sur le marché externe qui offrait des prix plus favorables que le marché interne. C'est le cas de l'aluminium et de la fonte, par exemple.

Pour parer à ces problèmes, il est certain que dès 1986, le seul remède consiste dans le développement des investissements, et notamment dans le secteur des biens intermédiaires. Or quels ont été les investissements réalisés dans cette période de croissance récente, après quatre ans de récession interne, d'un endettement extérieur toujours important, d'un taux d'inflation qui a atteint en 1985 209% et d'un déficit public interne impressionnant ?

Il semblerait, selon divers indicateurs, que les inves-

tissements ont repris en 1985 et surtout 1986. En cruzeiros de 1980, ils auraient crû de 12% la première année et de 19% la seconde. Le taux d'investissement augmente de 2 points en 1986, restant encore très en-deçà de la moyenne des années 70.

Si le rythme s'accélère progressivement, c'est presque exclusivement sous l'effet du secteur privé. Les petites et moyennes entreprises vont augmenter leurs capacités de production, mais surtout moderniser leurs installations existantes.

Selon un travail du Centre de Conjoncture de l'Université de Campinas, il apparaît que les investissements de la période 1984-86 sont qualitativement très différents de ceux des périodes précédentes : intensifs en technologie, orientés vers la modernisation et la hausse de la productivité du travail - investissements qui ne sont pas indépendants de la faible reprise du marché de l'emploi. Cette modification est surtout le fait des secteurs exportateurs. La baisse des subsides par le gouvernement a obligé les entreprises à chercher une autre voie pour conserver leur rentabilité. L'augmentation de la compétitivité des produits brésiliens et la volonté d'homogénéiser les normes de production avec le marché mondial font partie de ces moyens.

Les secteurs les plus concernés par les investissements sont les biens de capital, les biens de consommation, la construction civile (la baisse de la rentabilité des avoirs financiers a déplacé les intérêts des investisseurs vers la spéculation immobilière), l'infrastructure (sauf l'énergie électrique) et l'agriculture. Par contre, le secteur des biens intermédiaires est relativement peu touché par ces investissements. Pourquoi ? Les grands projets implantés pendant les années 70 dans ce secteur ont été impulsés essentiellement par les entreprises publiques. Or en 1985 et 1986, les charges financières qui pèsent au niveau des comptes de ces entreprises empêchent toute initiative du point de vue des investissements. Dès lors, alors que la métallurgie, le secteur énergétique, le secteur des minerais, créent des entraves à l'expansion de la croissance, les problèmes financiers du sec-

teur public rendent difficile la reprise d'investissements dans ces secteurs.

Au-delà du problème financier strictement lié à la gestion des entreprises publiques, c'est le problème des transferts qui se pose au niveau macro-économique. La réforme monétaire du Plan Cruzado, en gelant les prix et le taux de change, et en désindexant l'économie, a annulé les effets redistributifs de l'inflation sur les charges des entreprises (l'indexation semestrielle des salaires a largement favorisé la redistribution des revenus de l'entreprise au profit du capital en période d'inflation élevée). L'indexation différenciée des salaires, prix, taux de change, constituait un atout essentiel pour les entrepreneurs. Si l'inflation cesse, il n'y a plus de transfert et c'est une des principales modalités de financement des investissements qui est modifiée.

Parallèlement et plus fondamentalement, le problème provient du transfert de ressources dû à la dette publique interne et externe. L'investissement public étant intrinsèquement complémentaire de l'investissement privé, tant que ne seront pas renégociées les conditions des remboursements, les nécessités financières resteront les priorités du gouvernement. En ce sens, la chute de l'inflation et la désindexation de l'économie restent sans effet sur ces formes de transfert. Il semblerait donc qu'au-delà de la rigidité de certains secteurs ou industries à répondre aux variations de la demande, ce soit plus profondément la gestion des transferts qui entre en jeu. La réforme monétaire du Plan Cruzado a déstabilisé les habitudes de financement des investissements privés et surtout n'a pas abordé le problème de fond qui est celui des charges financières du secteur public. Dans ces conditions, l'implication du secteur public dans la reprise des investissements productifs est compromise, rendant de plus en plus difficile le dépassement des blocages structurels révélés pendant le Plan Cruzado.

3.3.2 LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA REPRISE TIREE PAR LA DEMANDE INTERNE

L'arrivée de la Nouvelle République s'accompagne, comme on l'a vu, d'un recentrage de la croissance et d'une forte poussée de la consommation. Pourtant, si l'amélioration des conditions de vie de la population est indiscutable, cette relance a-t-elle eu tous les effets positifs que l'on pouvait attendre d'elle?

3.3.2.1 EMPLOI ET PRODUCTIVITE

La reprise de la croissance en 1984 a atténué la chute du niveau de l'emploi. L'année suivante, la forte expansion de l'activité industrielle s'est accompagnée de création de nouveaux postes de travail, favorisant une augmentation de 5,6% du niveau de l'emploi (8,5% pour l'Etat de Sao Paulo).
Enfin, en 1986, l'amélioration sur le marché du travail est confirmée puisque toujours dans l'Etat de Sao Paulo, l'indice croît de 9,8%.

L'accroissement du niveau de l'emploi, étant supérieur à celui de la PEA, le chômage "ouvert" a été atténué, contrairement à 1984.

Néanmoins, si en 1985 et 1986, les répercussions de la reprise sur l'emploi sont plus fortes qu'en 1984, il n'en reste pas moins que:
- en 1985, la production industrielle a plus ou moins retrouvé son niveau de 1980,
- alors que l'indice de la population occupée dans la production ne parvient pas encore à égaler son niveau de 1974!
- les effets favorables du Plan Cruzado sur le marché de l'emploi ont été plus forts sur le secteur informel que sur le formel. La reprise du niveau de l'emploi a été plus lente sur le premier (23).

(23) J.M. CAMARGO, C.A. RAMOS, A Revoluçao Indesejada -

Déjà pendant la période de récession 1981-1983, le ratio production industrielle/population occupée dans la production augmentait à un rythme plus élevé qu'au cours de la décennie 70. A partir de 1984, avec la reprise économique, l'évolution du ratio n'a pas décéléré son rythme. Les répercussions de la reprise sur l'emploi seraient donc moins fortes pendant les années 80 qu'elles auraient pu l'être pendant la décennie passée si le taux de croissance de la productivité du travail dans l'industrie de transformation s'était maintenu. Globalement, le taux de croissance moyen annuel de la productivité était de 4,25% entre 1974 et 1980 et 4,88% entre 1981 et 1983.

Pourtant, cette dernière année, la croissance de la productivité se réduit jusqu'à atteindre 2,7%. Concernant 1986, la divergence dans les tendances selon les sources de données nous empêche de donner une estimation de l'évolution de la productivité.

3.3.2.2 L'EVOLUTION DES SALAIRES

Le ralentissement des gains de productivité en 1985 (et peut-être 1986?) s'opère dans une conjoncture de hausse du salaire moyen réel. Avec le gel partiel d'avril à août 1985 de certains prix et tarifs des entreprises publiques mais surtout à partir de février 1986, les entreprises ne peuvent pas répercuter la hausse des salaires sur les prix finaux. Les marges bénéficiaires se réduisent et les coûts salariaux n'auraient jamais été aussi élevés. C'est du moins ce que laissent apparaître certaines données (24).

Pourtant, comme le soulignent plusieurs auteurs, le Plan Cruzado de 1986 ne vise pas à modifier la distribution des re-

conflito distibutivo e mercado de trabalho, edit. Campus, Rio de Janeiro, 1988, p.47.
(24) Pour 100 en 1980, l'indice des coûts salariaux unitaires atteindraient 122 en 1986, supérieur à l'ensemble des indices de toute la période, in J. ADDA, "Brésil, la quadrature...", 1987.

venus. Il se veut avant tout neutre. Il cherche à enrayer l'inflation et ses effets néfastes. Il veut rendre plus transparente l'économie. Son objectif : geler l'économie à un temps t pour faire oublier la "mémoire inflationniste", et ainsi rompre le cercle vicieux de l'inflation.

Bien sûr, le rattrapage des salaires réels en 1985 et février 1986 est manifeste. Le 1er mai 1985, les salariés obtiennent 15% de réajustement de leur pouvoir d'achat au-dessus de l'inflation. Une partie de cette augmentation sera pourtant absorbée dès le second trimestre par la relance des prix. De même, la trimestrialisation des réajustements s'étend à de nouvelles catégories. Ces acquis ne sont d'ailleurs pas indépendants des grèves massives et des mouvements syndicaux (contribuant d'ailleurs à alimenter le problème de l'approvisionnement en pièces détachées, produits sidérurgiques,...). L'arrivée d'un gouvernement civil relance les polémiques des syndicats sur des points fondamentaux de l'ancienne législation travailliste, revue et corrigée par les militaires en 1964. Pourtant, l'appui inconditionnel de la population au Plan Cruzado en février 1986 va faire oublier quelques temps les revendications salariales. Pour reprendre J. SABOIA, "la combativité ouvrière a été, dans une certaine mesure, directement "grillée" par l'ensemble des mesures, démobilisant partiellement les syndicats habitués à donner la priorité à la question des salaires dévorés par l'inflation". Dans la mesure où l'inflation est contenue et où la population soutient massivement le Plan, en recouvrant par la même un sentiment de citoyenneté inhibé par les militaires, les syndicats se sentent déstabilisés. Les décisions du nouveau programme ont été prises sans eux.

S'il ne s'agit pas d'un pacte social, ni d'un Plan redistributeur de richesses, les mesures prises demeurent malgré tout favorables à la population. Le coefficient de Gini passe de 0,588 en 1985 à 0,577 en 1986 (25).

(25) Anuario Estatistico do Brasil, IBGE.

Tout d'abord le blocage des salaires n'est effectif qu'après réajustement. Les salaires sont revus et réajustés sur le pouvoir d'achat moyen des six derniers mois (septembre 1985 à février 1986). Sur cette moyenne, le gouvernement accorde une augmentation de 8% et 15% pour le salaire minimum, cherchant par là à corriger certaines pertes de pouvoir d'achat dues à la reprise de l'inflation les mois précédant le Plan. Pourtant, en 1986 le salaire minimum réel baissera une nouvelle fois. Il faut remonter à 1951 pour retrouver un salaire minimum plus faible, le plus faible d'ailleurs depuis son institutionnalisation en 1940. Cette nouvelle chute peut s'expliquer par la sous-évaluation de l'indice d'inflation qui sert de base au réajustement, dans une période où le blocage des prix, c'est-à-dire l'inflation zéro, a un impact psychologique énorme sur la population.

Désormais la forme d'ajustement des salaires sur l'inflation est modifiée. Tout d'abord la loi d'indexation semestrielle différenciée selon le nombre de salaire minimum gagné, de moins en moins appliquée, est révoquée. Le principe de redistribution des revenus par les réajustements est donc suspendu. Désormais, est appliqué le principe de l'échelle mobile des salaires ("la gâchette salariale"). Chaque fois que l'inflation accumulée dépassera 20%, les salaires seront automatiquement réajustés. Dans un contexte d'inflation rapide, cette clause atténue les risques d'érosion du pouvoir d'achat. L'optimisme (et les sous-estimations des indices d'inflation effective) des autorités à ne pas dépasser les 20% d'inflation annuelle entraîne l'application d'une autre clause. A chaque renégociation salariale annuelle, sera accordé un réajustement de 60% de l'INPC passé, les 40% restant seront négociés avec le patronat.

Enfin l'assurance chômage est institutionnalisée. Même si les bénéficiaires sont peu nombreux et pris en charge sur une période de 4 mois renouvelable tous les 18 mois, le principe est reconnu. Pourtant, ce droit s'accorde assez mal avec les modalités mêmes du rapport salarial. Seuls les travailleurs du secteur formel sont visés par cette loi. De plus, ceux qui

n'ont ni un contrat de travail régularisé ni cotisé à la "Caisse Sociale" au moins 36 mois pendant les quatre dernières années sont exclus de ce droit. D'après le DIEESE, la rotation de la main d'oeuvre dans les entreprises a encore augmenté en 1985 et 1986. La première année, le taux moyen annuel était de 33,9% (96,18% dans la construction civile et 48,41% dans le commerce). Sur la période de mars à mai 1986, le taux de rotation est de 22,67% supérieur à celui de l'année passé sur la même période (26). Dans ces conditions le simple exemple de la rotation de la main d'oeuvre suffit à montrer les limites de cette assurance chômage.

De tout ce qui vient d'être dit il ressort plusieurs points. A l'évidence, le Plan Cruzado n'a pas cherché à modifier les conditions de formation des revenus, ni le partage de la valeur ajoutée. Le principe d'indexation par tranche est suspendu. Il a plutôt visé à stopper l'érosion des salaires réels par la baisse de l'inflation et le principe de l'échelle mobile. Néanmoins en plus de stimuler davantage la croissance de l'emploi sur le secteur informel de l'économie, il semblerait que le Plan Cruzado ait favorisé aussi ce secteur dans l'évolution des revenus. Comme le soulignent J.M. CAMARGO et C.A. RAMOS, "les revenus réels des salariés avec une carte de travail ont eu une réduction plus faible pendant la période de crise économique que les deux autres segments (travailleurs salariés sans cart de travail, travailleurs indépendants). Ceci reflète le fait que ces deux derniers segments sont plus exposés aux variations de l'offre et la demande de travail que le premier, dont les revenus sont plus liés aux règles de politique salariale du gouvernement. De la même façon, apparaît une tendance à la croissance plus élevée des revenus réels des segments moins organisés quand l'économie commence à croître" (27). Dès lors, l'augmentation ponctuelle des salaires décidée par le gouvernement et la relation évolution des salaires sur l'informel/croissance de l'activité économique ont eu des ef-

(26) Boletim DIEESE, "Rotatividade no emprego antes e depois do Plano Cruzado", août 1986.
(27) J.M. CAMARGO, C.A. RAMOS, A Revoluçao Indesejada,..., 1988.

fets favorables sur l'évolution de la demande. A défaut d'une véritable relance par un processus de redistribution des richesses, la hausse des salaires sur l'informel joue un rôle certainement prépondérant dans cette reprise de la consommation.

Conjuguée à cela, la baisse de l'inflation, le rattrapage en 1985 et mars 1986 des salaires et la nouvelle politique fiscale -la réforme fiscale a favorisé les revenus du travail au détriment de ceux du capital, notamment en réduisant la charge effective sur les salaires inférieurs à 30 SM- favorisent une certaine forme de dépolarisation relative des revenus. Déjà en 1985, selon les données de la PNAD, on observe un glissement des populations recevant entre 1/2 et 3 SM vers les catégories supérieures. Par contre, ce gonflement des catégories s'accompagne d'une hausse moins que proportionnelle de la part du revenu qui leur est allouée, à l'exception de celle recevant plus de 20 SM. La catégorie la plus riche bénéficie donc le plus de cette reprise des salaires réels au détriment relativement des classes moyennes. Quant aux catégories les plus pauvres, malgré la nouvelle chute du SM, elles semblent perdre moins que les années précédentes. Cette tendance semble s'accentuer l'année suivante. "D'un côté, il apparaît une relative amélioration des travailleurs aux plus faibles rémunérations qui sont parvenus à amplifier leur part dans la distribution des revenus des régions métropolitaines de Sao Paulo et Rio de Janeiro (les données disponibles de l'époque ne concernaient que ces régions). Par ailleurs cependant, on observe un mouvement analogue pour une partie des travailleurs dont la rémunération est plus élevée. Bien que toutes les personnes occupées aient eu des augmentations réelles pendant 1986, les catégories des extrêmes dans la distribution des revenus ont été relativement plus favorisées que dans la classe intermédiaire (28).

(28) SILVA J.C.F. da, VELLOSO R.C., O plano Cruzado, in Perspectivas da economia brasileira 1987, IPEA, 1987, p.33

3.3.3 L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE EN PERIODE DE REPRISE DE LA CROISSANCE PAR LA CONSOMMATION INTERNE

3.3.3.1 DES RESULTATS COMMERCIAUX TOUT A FAIT SIGNIFICATIFS MALGRE QUELQUES DIFFICULTES EN FIN DE PERIODE

Après les bons résultats commerciaux de 1984, dus notamment à la reprise économique des Etats-Unis, les échanges de marchandises maintiennent les deux années suivantes un solde encore tout-à-fait honorable. De 13,1 milliards US $, l'excédent passe à 12,5 milliards en 1985 et 8,3 milliards en 1986.

Cependant, si le solde de 1985 permet de conserver une marge de manoeuvre relativement large, entre le remboursement du service de la dette et la reprise interne, sa contraction en 1986 la réduit considérablement. Le ratio exportations/PIB à partir de données en dollars courants, avoisine 11,3% en 1985, pour reculer à 8,2% l'année suivante.

Cette brutale dégradation se limite en fait aux quatre derniers mois de l'année. Le solde accumulé de la période janvier-août 1986 enregistre un excédent de 361 millions US $ par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse du rythme de croissance du solde se doit essentiellement à la diminution du taux de croissance des exportations mensuelles. La différence entre la valeur accumulée des exportations de septembre à décembre 1986 et celle de septembre à décembre 1985 correspond à un "manque" à gagner de 3,9 milliards US $. A partir d'octobre on constate même des soldes mensuels négatifs (29).

Concernant les importations, on ne constate pas de reprise des importations au cours du premier semestre 1986. A partir de juillet, une légère accélération s'amorce.La différence entre la valeur accumulée des importations de la période

(29) Brasil Programa Economico, vol.15, juin 1987.

juillet-décembre 1986 et celle de l'année 1985 atteint 900 millions de US $.

La détérioration du solde commercial en 1986 est concentrée exclusivement sur le deuxième semestre. Elle est due à la baisse du rythme de croissance des exportations, les importations n'intervenant que très peu dans ce recul.

Pourtant, la conjoncture internationale de 1986 n'est pas aussi défavorable que l'évolution du solde commercial peut le laisser supposer, même si la désaccélération du taux de croissance des pays industrialisés, et notamment des Etats-Unis, a un impact négatif sur le volume du commerce international, et si l'intensification des pressions protectionnistes dans les pays industrialisés pénalise les exportations des pays du Tiers-Monde.

Parallèlement, l'évolution des termes de l'échange au Brésil est plutôt plus favorable. Leur croissance est nulle la première année et fortement positive en 1986.

Cette reprise très forte qui va ramener brusquement l'indice au niveau de 1978, se doit exclusivement à ce que l'on pourrait presque appeler le "troisième choc pétrolier". Entre 1985 et le troisième trimestre 1986, le prix du baril de pétrole passe de 28 dollars en moyenne à 10 dollars, soit une chute de 64,3%. Nous reviendrons un peu plus loin sur les effets de cette baisse. Pourtant, en dehors du pétrole, les termes de l'échange ne varient pas et l'indice des prix à l'exportation n'a jamais été aussi faible depuis 1976.

Cependant, certains facteurs non négligeables ont contribué à améliorer la compétitivité des exportations brésiliennes.

La politique monétaire américaine de dévalorisation du dollar par rapport aux monnaies des principaux pays industrialisés, menée dès mars 1985 et accentuée à partir de septembre intervient dans ce sens. En plus de baisser les taux d'intêret

internationaux, elle a permis de favoriser les échanges réglés en dollars avec les pays autres que les Etats-Unis.

Mais malgré l'existence de ces conditions favorables, le Brésil voit chuter ses exportations plus fortement encore que la baisse du rythme de croissance du commerce international. L'élasticité des exportations brésiliennes par rapport à l'évolution de la demande externe, pays par pays, est globalement défavorable, surtout vis-à-vis des Etats-Unis.

Si d'un point de vue strictement commercial, ces résultats du deuxième semestrze 1986 marquent un certain recul des performances par rapport aux années précédentes, on ne peut oublier l'importance croissante du poids du marché interne sur les échanges externes. Comme on l'a vu, la reprise de la demande interne s'accompagne d'une baisse du ratio exportations/PIB. Cependant, si la réduction du ratio est de 11,7% entre 1984 et 1985, et 27% entre 1985 et 1986, le recul des exportations en valeur n'est que de 5% sur la première période et 12,7% sur la deuxième. Comme on le voit, la baisse du ratio qui aurait pu entraîner une forte dépression sur les échanges externes a été compensée en partie par l'accélération de la croissance globale. Cette croissance a permis de satisfaire la demande interne, tout en conservant un développement significatif des exportations.

En résumé, il nous semble important de souligner que, étant donnée la désaccélération de l'économie internationale - surtout des Etats-Unis-, la poursuite de l'effondrement des prix à l'exportation, et surtout la reprise du marché intérieur, la valeur des exportations, et surtout, plus largement du solde commercial, de 1985 et 1986 demeure tout-à-fait significative.

3.3.3.2 LA COMPOSITION DES ECHANGES DE MARCHANDISES

Si les soldes commerciaux des deux années considérées ici restent à un niveau relativement élevé, l'étude de la composition des produits échangés nous apporte quelques points intéressants.

3.3.3.2.1 L'évolution des importations

Du point de vue des importations, on constate que, bien que la valeur globale ait stagné depuis 1984, avec même une légère baisse en 1985, la nature des produits achetés s'est modifiée.

Tout d'abord, le maintien en 1985 des prix du pétrole s'est accompagné d'une forte baisse des volumes importés. De 80 l'année précédente, l'indice descend à 66. Exprimée en barils par jour, la production moyenne annuelle de pétrole brut passe de 474 000 à 563 000, soit une augmentation de 18,8% qui s'inscrit dans la tendance depuis 1980. Le rythme de croissance se réduit pourtant sensiblement cette année-là. Le consommation apparente de pétrole et dérivés est couverte à 57,7% par la production nationale alors que l'année précédente, elle n'était satisfaite que pour 49,7%. Les bons résultats de la politique énergétique se maintiennent jusqu'à cette année.

En 1986 pourtant, le paysage énergétique se modifie.

Tout d'abord, on l'a vu, le prix du pétrole s'effondre littéralement, ce qui fait chuter la valeur d'importation des hydrocarbures de 47%.

Pourtant et pour la première fois depuis 1980, le volume importé augmente de 10,3% alors que la production, elle ne s'accroît que de 5,3%. Cette nouvelle situation s'explique par plusieurs facteurs.

Le renversement de la tendance passée au sujet de la consommation d'essence et d'huile combustible s'observe dès

1986 (+ 14,4% et 16,2% respectivement par rapport à 1985). Les capacités d'exploitation et de raffinage fonctionnent à un niveau déjà élevé, témoignant des limites structurelles à la production de pétrole et dérivés. De plus, l'entrée en opération d'usines thermoélectriques, à base notamment d'huiles combustibles, viendrait compenser la chute du niveau des réserves d'hydroélectricité des régions Sud et Sudeste. De plus, les coupes d'approvisionnement d'énergie aux industries par le système EGTD (Energie garantie pour un temps limité) obligent certaines entreprises à revenir à l'usage d'huile combustible en substitution à l'électricité (30). Enfin, avec la chute des prix et les prévisions d'un reprise prochaine, PETROBRAS aurait profité de la conjoncture pour remplir des réserves qui commencent à se tarir.

A la baisse en valeur des importations de pétrole et dérivés, s'est ajoutée la contraction d'achats de blé, surtout en 1986.

Simultanément, si la valeur globale des importations est restée plus ou moins constante, cela se doit à l'augmentation des entrées des autres produits.

En 1985, les biens de capital s'accroissaient de 16% en dollars courants, les biens de consommation durable de 34% et biens de consommation non durable de 19%. Les biens intermédiaires, premier poste d'importation, se réduisaient de 12%.

L'année suivante, la part des biens de capital atteignaient 24,6% des importations totales (contre 16,6% en 1984), reflétant une hausse de 29% des entrées de ces biens. Pourtant, au cours des trois premiers mois, la forte hausse des quantités par rapport à la même période de l'année antérieure est enregistrée essentiellement dans les achats de matières premières et les biens de consommation. Mais progressivement, la hausse des importations de matières premières et biens de capital s'accentue au détriment des biens de consommation et

(30) BACEN, Relatorio anual 1986.

combustibles et minerais. Cette évolution se doit à la récupération progressive du niveau d'investissement, des besoins en produits agricoles pour compenser la chute de la récolte et les pénuries internes et du manque de matières premières sur un marché interne en pleine expansion.

Globalement, on peut avancer l'idée que la propension de l'économie aux importations de biens de capital a augmenté depuis 1985 avec la reprise des investissements.

On constate une évolution des prix plutôt favorable sur la période à l'exception de ceux des biens de capital, ce qui pourrait s'expliquer par des importations de biens plus sophistiqués que par le passé, technologiquement plus avancés. Entre les périodes janvier-septembre de 1985 et 1986, la hausse des importations, aussi bien en quantité qu'en valeur, est particulièrement vérifiée dans les secteurs suivants :
- dans les biens de consommation (qui sont doublés), il s'est agi surtout de biens alimentaires (viande, légumes) (multiplié par 3,5), vêtements (cuir, vêtement, chaussures) ;
- au sujet des biens intermédiaires, les hausses ont surtout concerné les produits chimiques, les matières pour la fabrication du papier, les matières plastiques et caoutchouc, les produits de la sidérurgie ;
- enfin des biens de capital ont augmenté les achats de matériel de transport (véhicules automobiles, de navigation aérienne), les machines et appareils électriques.

3.3.3.2.2 L'évolution des exportations

En ce qui concerne les exportations, si en 1985 elles se maintiennent à un niveau élevé, la contraction de 1986 est à la fois le résultat de la baisse des prix et des volumes.

Concernant les exportations de produits primaires, l'expansion a été relativement modeste : 1,7% de croissance sur le premier semestre comparé au premier semestre 1985. Ce mauvais développement se doit essentiellement à la chute de 8,8% des exportations de café en grain, et de 62% de celles de

soja en grain (31) due à l'effondrement de la récolte. Néanmoins, les percées des exportations de tourteau de soja qui augmentent de 20% entre le premier semestre 1985 et le premier semestre 1986, se doivent essentiellement aux restructurations profondes du secteur agricole. Bien que deuxième producteur mondial, derrière les Etats-Unis, de soja et produits dérivés, le Brésil demeure le premier exportateur mondial depuis le début des années 80, de tourteau et d'huile.

Par contre, les exportations de produits industriels sont plus dynamiques sur le premier semestre. Les produits industriels augmentaient de 8,3%. Ce sont essentiellement l'aluminium, les pâtes chimiques de bois, la fonte, les chaussures, les plaques d'acier ou de fer, le matériel de transport qui croissent le plus. Les exportations d'étain, de produits dérivés du pétrole et huile de soja raffinée se ralentissent progressivement. De même, dès juillet, les ventes de chaussures, fonte, chauffage et appareils mécaniques, de produits chimiques commencent à réduire leur rythme, voire leur niveau d'exportations en valeur.

L'évolution différenciée des exportations selon les produits se doit à plusieurs facteurs à la fois d'ordre conjoncturel et structurel. Pour la fonte et l'aluminium, la croissance des ventes se doit avant tout aux meilleures cotations sur le marché international que les prix internes. De même, une partie des exportations des produits industriels peut être attribuée aux décisions des entreprises de diriger leurs produits vers l'extérieur en raison de la réduction des marges de profit sur le marché interne (due à la fois aux gels des prix finaux, aux réajustements salariaux, aux agios que le gouvernement fait payer sur certains produits, notamment intermédiaires).

Pourtant, et plus fondamentalement, les performances de l'aluminium, de la sidérurgie, de la cellulose restent profondément liées aux installations issues du II PND de la décennie

(31) SEPLAN, Analise de conjuntura Economica, août-septembre 1986

antérieure, et orientées avant tout vers les marchés étrangers.

3.3.3.3 L'INSERTION INTERNATIONALE DU BRESIL

Les chiffres dont nous disposons ne nous ont pas permis de calculer les ratios exportations/demande et importations/demande pour l'année 1986. Aussi, malgré l'évolution de la composition des achats et ventes du Brésil avec l'étranger, détaillée dans la section précédente, nous ne pourrons voir les modifications de l'insertion internationale rapportée à la demande interne du Brésil pendant la période du Plan Cruzado.

Les données de 1985 sont cependant assez éloquentes pour arriver à certaines conclusions majeures.

3.3.3.3.1 Poursuite de la substitution aux importations

Si l'on reprend la typologie des six groupes de secteurs de l'industrie de transformation présentées dans l'annexe 2 ci-jointe, on constate que du point de vue du coefficient d'importation :

- le groupe des secteurs domestiques augmente légèrement la part de ses importations. Cela est surtout vrai pour les deux secteurs des biens de consommation courante composant le groupe. Néanmoins, le coefficient reste toujours négligeable;

- le groupe 2 est structurellement auto-suffisant. Seule la part des importations de boissons augmente très légèrement;

- le groupe 3, composé de biens intermédiaires, et de la mécanique, voit son ratio augmenter de 0,5 point. En réalité, il ne s'agit que du secteur de la mécanique (+ 2,5 points). Les autres secteurs réduisent leur coefficient. Concernant la métallurgie et le papier-carton, la tendance à la baisse se poursuit surtout depuis 1981 pour le premier, et 1977 pour le

second. Les matières plastiques se stabilisent au niveau atteint depuis 1983, après la légère reprise du coefficient;

- le groupe des secteurs "dépendants" poursuit sa substitution aux importations malgré la reprise de la croissance par la demande interne;

- le groupe des secteurs qui s'internationalisent maintient son coefficient au même niveau depuis trois ans, avec même une très légère tendance à la baisse. Le phénomène est surtout impulsé par le secteur du matériel de transport ;

- enfin, le groupe des secteurs exportateurs, à l'image du groupe 2, est exportateur net. Les importations sont négligeables.

La poursuite de la croissance en 1985 à un taux très élevé et n'a pas entraîné avec elle une reprise significative du ratio dans les différents secteurs industriels.

Cette nouvelle situation semble confirmer qu'une croissance élevée basée sur la reprise du marché intérieur paraît compatible avec un coefficient d'importation faible.

Si l'on observe l'évolution sectorielle du ratio importations/demande par rapport à l'année précédente, il ressort que les secteurs de la métallurgie et du papier carton poursuivent le processus de substitution aux importations. Les deux secteurs ont fait l'objet, depuis le II PND, de sérieux efforts d'investissements dont les résultats se prolongent encore en 1985. De même, le secteur du matériel électrique et communication confirme l'accélération de sa tendance à la baisse de 1984. Dans les autres secteurs, la tendance est à la stagnation ou à la reprise, sans renversement brutal cependant.

Si l'on observe le comportement du ratio sur une longue période, on s'aperçoit que les véritables succès de la substi-

tution aux importations se situent surtout dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie et du papier-carton. La hausse de 3,17% du coefficient dans la chimie ne remet absolument pas en cause les acquis structurels du secteur depuis 1980. Concernant le secteur des matières plastiques, après la baisse du coefficient de 52% entre 1976 et 1982, celui-ci a remonté l'année suivante pour revenir à son niveau de 1979 et s'y stabilise depuis. Les résultats optimaux d'investissements dans ce secteur ont donc été atteints en 1983, puis les efforts n'ayant pas été poursuivis, le coefficient a augmenté. Dans le secteur du matériel électrique et des communications, la réduction du coefficient ne cesse depuis 1976, malgré la reprise des investissements en 1985. Dans les autres secteurs, le coefficient s'est maintenu à un niveau stable, ou négligeable dans le cas des biens de consommation.

Ainsi, globalement, l'appareil de production brésilien semble être, en 1985, beaucoup mieux structuré pour supporter une reprise de la croissance. néanmoins, les limites structurelles par manque d'investissements et du désengagement du secteur public apparaissent rapidement. Deux faits sont à retenir de cette période.

- Commencé pendant le II PND, le processus de substitution aux importations s'est poursuivi pendant la crise. Conjuguée à la chute en valeur des importations, la baisse du coefficient a été effective dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de ceux du groupe 5. En 1985, malgré la reprise dans certains secteurs, et notamment dans les biens de consommation, certains biens intermédiaires et la mécanique, la croissance économique tirée par la demande interne ne remet pas en cause les résultats obtenus.

- L'appareil de production semble être donc beaucoup mieux intégré que par le passé et plus autonome pour répondre à l'accélération de la demande globale interne et externe. Bien que traditionnellement peu liée aux achats de produits étrangers, la structure industrielle est de plus en plus auto-suffisante. Les limites, pourtant, apparaîssent et vont

s'affirmer davantage l'année suivante, notamment au niveau des biens de capital. Mais ces difficultés nous paraissent provenir avant tout du manque d'investissements dans des secteurs stratégiques et ne nient pas les acquis structurels.

3.3.3.3.2 Plasticité et insertion structurelle

Au niveau de l'évolution du ratio exportations/demande, on constate pour la première fois depuis le début de la crise, à l'exception de 1982 où la hausse artificielle de la demande interne avait réorienté une partie de la production vers le marché interne, un retournement au niveau de la destination des produits. Cette situation est pourtant à nuancer.

En 1985, on observe que :

- la reprise de la demande interne a peu d'influence sur le groupe 1, centré de toute façon sur son marché intérieur;

- l'adaptation du groupe 2 à la nouvelle conjoncture est saisissante. Composé de secteurs traditionnellement domestiques, qui se sont massivement réorientés vers l'extérieur dès 1980, et surtout 1983, à la différence du groupe 1, il répond à la reprise de la demande interne par une baisse de ses exportations. Le coefficient exportations/demande passe de 22,91% à 16,86% entre 1984 et 1985!;

- le groupe 3 semble par contre plus rigide à la modification qui affecte la composition de la demande. Si les trois secteurs des biens intermédiaires du groupe baissent légèrement leur part des biens exportés, la mécanique augmente légèrement la sienne. Ce comportement de rigidité relative intervient après que ce groupe se soit assez fortement extraverti;

- le groupe 4 a légèrement réduit la part relative de ses exportations. De toute façon, peu enclin à l'exportation malgré un coefficient de 13,25% pour la chimie en 1984, ce groupe s'est peu ouvert au marché externe sur l'ensemble de la pé-

riode;

- le groupe 5, par contre, semble s'être brusquement ouvert à la demande externe depuis 1983 (1984 pour le caoutchouc, 1981 pour le matériel de transport). La reprise interne n'a pas affecté cette orientation;

- enfin, le groupe 6 des secteurs exportateurs. Après un niveau de 44,7%, il réduit légèrement la part de ses exportations. Cependant, traditionnellement tourné vers l'exportation pour obtenir des devises, ce groupe se maintient à un niveau très élevé pour le Brésil.

Au moins deux points essentiels sont à retenir de cette évolution :

- Tout d'abord, la rapidité de l'ajustement des secteurs industriels à répondre à la reprise de la demande interne. Massivement tourné vers l'extérieur à la suite de la récession interne, ils réorientent leur production sur le marché interne aux premiers signes de reprise. Déjà en 1982, l'adaptation avait été saisissante. La souplesse de l'appareil productif ou la "plasticité" à s'ajuster aux évolutions du marché interne est donc une fois de plus vérifiée en 1985.

- Pourtant, simultanément, on constate une certaine résistance de la part de quelques secteurs à se réorienter vers le marché intérieur. Cette réaction se vérifie surtout dans les biens intermédiaires, notamment métallurgie et caoutchouc. Dans le cas du papier-carton et des matières plastiques, la contraction du coefficient après l'accélération en 1984 nous semble être plutôt une réaction liée à l'emballement des exportations en 1984 que issue de la reprise de la demande interne. Structurellement, les deux secteurs produisent une part croissante des produits destinés à l'exportation, et ce depuis la fin des années 70. Ainsi, malgré la baisse de leur coefficient exportations/demande, ces deux secteurs nous semblent également résistants à la réorientation massive de leur production.

Après tout ce qui vient d'être dit, il nous semble possible d'avancer l'hypothèse qu'en 1985, il existe, au niveau de la logique de l'appareil de production, un solde commercial structurellement excédentaire compatible avec une forte reprise de la consommation interne. Les resructurations industrielles de la période du II PND et les répercussions de l'ajustement à la contrainte externe ont permis de développer une partie du parc industriel structurellement liée aux exportations

Comme on peut le constater, les efforts réalisés à l'époque portaient essentiellement sur les secteurs qui présentent aujourd'hui des résultats positifs du point de vue de la contrainte externe.

En 1985, le solde commercial est largement positif malgré la reprise de la demande interne. L'année suivante, l'approfondissement de la conjoncture sera toujours compatible avec l'ajustement de la contrainte externe. Bien sûr, le solde sera un peu moins élevé ; bien sûr, il bénéficiera de la chute des prix du pétrole. Néanmoins, en dehors de ces deux facteurs, il dégage toujours un excédent alors qu'au niveau interne, c'est le retour à la consommation pour l'ensemble de la population.

Pour conclure ce chapitre, nous reviendrons sur les points les plus importants qui ont marqué chacune des périodes 1984/1985-1986.

La nouvelle hausse des taux d'intérêt internationaux en 1984 conjuguée à la crise des liquidités qu'affrontent les banques commerciales créditrices et qui obligent à l'intervention des Banques Centrales exacerbent encore davantage la crise du système financier international et entraînent une nouvelle fois les pays endettés vers un ajustement de type orthodoxe. Néanmoins, voyant leurs efforts annulés une nouvelle fois par la politique monétariste des Etats-Unis, les pays endettés réagissent et dans un discours commun, , déclarent ne plus accepter "d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée". Dès 1985, l'arrivée d'un gouvernement civil à la tête du Brésil s'accompagne d'une rupture des engagements avec le FMI et de la relance du marché interne.

Cette nouvelle situation montre clairement l'échec des politiques d'ajustement orthodoxe imposées par le FMI. La réduction du problème du déséquilibre externe à un simple excédent de la demande globale sur l'offre globale et la définition exogène des variables déterminantes de la dette entrainent une situation d'insolvabilité croissante et une dégradation conjointe des indicateurs d'endettement.

En 1984, sous l'effet d'une conjoncture extrêmement favorable du commerce international, et de croissantela chute de la demande interne, la croissance brésilienne est conduite par les exportations: phénomène pour le moins marquant dans un pays traditionnellement centré vers son marché interne. Cette conjoncture semblerait témoigner d'un changement assez profond dans les modalités de l'articulation entre l'offre et la demande globales. Parallèlement, la demande croissante des produits dérivés de l'agriculture joue un rôle relativement important dans cette reprise.

La reprise de la croissance en 1984 est permise par la ré-

utilisation des capacités productives restées jusqu'alors oisives. Peu d'investissements sont réalisés. Ceux qui le sont proviennent essentiellement du secteur privé exportateur dont l'objectif est d'augmenter les capacités de production mais surtout de les moderniser pour affronter la concurrence étrangère. Ces mouvements s'insèrent dans le processus plus large des restructurations internationales.

On a pu constater que la relance par les exportations a eu peu d'effets sur le niveau d'emploi et la distribution des revenus. Mais la demande de travail n'augmente pas, le chômage "ouvert" s'accroît cette année-là. Le secteur informel serait plus rigide, ou moins efficace que les autres années. Quant au salaire minimum, celui-ci poursuit sa chute commencée en 1983 et le salaire moyen ne s'accroît que très faiblement, malgré la forte hausse de la productivité du travail dans l'industrie de transformation. La plupart des hausses étant d'ailleurs négociées au sein de l'entreprise, témoignage d'un certain relachement dans l'application du Décret 2065 de novembre 1983. Cette conjoncture semblerait signifier deux points. Qu'une nouvelle relation capital/travail est en train de s'installer. Que le rapport salarial tendrait à accentuer sa caractéristique de gestion concurrentielle, au moins pou cette année 1984. Parallèlement, on a pu vérifier un début de dépolarisation dans la distribution des revenus du travail.

Du point de vue du commerce extérieur, les résultats ont été très positifs. La croissance s'est faite sans reprise des importations, malgré l'état dégradé de l'appareil productif. Le coefficient d'importation s'est réduit encore substantiellement, notamment dans les secteurs de la mécanique, papier-carton, métallurgie, et matériel électrique et de communication, qui atteignent des niveaux ridiculement bas (12,4%, 2,5%, 2,3% et 8,9% respectivement). Parallèlement les résultats de substitution aux importations dans le domaine énergétique et d'utilisation des sources alternatives sont toujours très favorables. Côté exportations, on assiste à une véritable envolée des volumes et des valeurs. Les bonnes performances des ventes, visibles au travers de l'élasticité aux importa-

tions des principaux pays clients peuvent être rattachées à plusieurs facteurs: la maxi-dévaluation de 1983, la combinaison de plusieurs processus par rapport aux stratégies à l'exportation (promotion aux exporttations primaires, substitution aux exportations primaires, et réutilisation des avantages comparatifs pour certains produits traditionnels). C'est ainsi que le coefficient X/D s'accroît fortement pour les biens de consommation courante (vêtements-chaussures, boisson, textile) et dans les secteurs de la métallurgie, mécanique, matières plastiques, papier-carton. Confirmant la tendance engagée en 1983, la hausse du coefficient d'exportation montre une nouvelle fois la plasticité de l'appareil productif à se réorinter au gré de la conjoncture, vers les marchés étrangers.

Si la dynamique de 1984 est intéressante à plus d'un égard, celle de 1985-1986 l'est encore plus dans la mesure où l'on assiste à un renversement de la politique économique brésilienne et au retour des interprétations structuralistes du déséquilibre de la balance des paiements. Dès lors, on peut vérifier les effets d'une relance de la consommation interne sur les résultats obtenus en matière de comptes externes.

Au cours de ces deux années, la croissance du PIB qui retrouve des taux avoisinant ceux de la période du "miracle", se doit essentiellement à la relance de la consommation interne, surtout en 1986. Néanmoins, le rôle de la demande externe reste important.

Une nouvelle fois, la reprise de l'activité industrielle s'est faite en recourant à l'utilisation des capacités oisives. Mais après plusieurs années de chute de l'investissement, les réserves productives commencent à s'épuiser, créant dès la fin 1985, des tensions par rapport à l'offre. Parallèlement, les investissements ne progressent que très faiblement. Toujours à mettre au compte du secteur privé exportateur, ils restent insuffisants pour dépasser les blocages qui commencent à poindre.

Le retrait des investissements au cours de ces années est à rattacher directement aux problèmes des transferts. D'un côté, les facteurs stimulant l'investissement (confiance en des jours meilleurs, compétitivité internationale,...)sont contrecarrés en période de blocage des prix, salaires et taux de change du Plan Cruzado, par la suspension des transferts redistributifs, jusqu'alors favorisés par l'inflation, et privilégiant le capital. Une partie des investissements était financée par l'inflation. Parallèlement, les charges financières d la dette publique empêchent toute reprise de l'accumulation venant des entreprises publiques. Or, investissemetns privés et investissements publics sont complémentaires au Brésil.

La résorption des tensions affectant la structure de l'offre semble donc être compromise à court terme dans la mesure où la question des transferts liés à la dette n'est pas résolue.

La relance de la consommation interne qui devient vraiment effective à la fin de l'année 1985 s'appuie sur la croissance de la masse salariale. La reprise de l'emploi sur le secteur formel du marché du travail est engagé. Elle sera encore plus fort sur le secteur informel. Parallèlement, l'évolution des salaires moyens réels -malgré la poursuite à la baisse du salaire minimum- en 1985 et mars 1986, est positif mais lente, la hausse des revenus nominaux étant continuellement rongée par l'inflation jusqu'à mars 1986. Là aussi, il semblerait être plus élevé sur l'informel. Cette conjoncture nous pousse à dire que la reprise de la demande qui a caractérisé la période du Plan Cruzado vient en partie du secteur informel. Un autre facteur a joué: la monétarisation croissante de l'économie due à la baisse de rentabilité des actifs financiers non monétaires.

Ce Plan qui se voulait être neutre du point de vue de la distribution des revenus et destiné à faire perdre la mémoire inflationniste, principale cause à l'inflation présente a en fait permis en bloquant les prix, d'encourager la consommation

interne par le biais notamment du secteur informel et de la liquidité croissante de l'économie.

Cette conjoncture de 1985 et 1986 s'est soldée également par le maintien du processus de dépolarisation inicié en 1984.

Sur le plan du commerce extérieur, on assiste à un phénomène tout à fait spectaculaire. Alors que la croissance est conduite par la relance de la consommation interne, le solde commercial au cours de ces deux années reste positif et à un niveau très élevé, proche de celui de 1983-1984. Seulement à la fin de 1986, on constate un net fléchissement de ce solde.La capacité de l'appareil productif à dégager un important excédent commercial et à satisfaire les besoins internes démontre à la fois, les insoupçonnables réserves de l'appareil productif, lesquelles on l'a vu s'épuisent au cours de 1986, et l'extraordinaire souplesse des équipements à substituer un marché à un autre.

Malgré la reprise, les importations n'augmentent que très faiblement. Cette situation vient confirmer les succés de la substitution aux importations qui sont apparus pendant toute la période récessive (surtout métallurgie, papier-carton, chimie). Parallèlement, on constate que si une partie des secteurs réoriente sa production vers les marchés internes, d'autres résistent à ce nouvel appel (métallurgie, caoutchouc, papier-carton, matières plastiques). Deux processus semblent se confirmer. Un premier, conjoncturel qui visait à utiliser le marché externe comme simple substitut au marché interne. Ce processus a fonctionné dans la mesure où l'appareil productif est très malléable et qualitativement performant, et qu'il permet de passer d'un marché à un autre rapidement. Un second processus structurel cette fois et qui s'est appuyé sur une stratégie de long terme. Avec le II PND, certains secteurs se sont insérés structurellement dans la nouvelle division internationale du travail. Ils ont augmenté et modernisé leurs équipements, prêts à affronter la concurrence internationale. En 1985 et 1986, la reprise du marché intérieur a relativement peu influé sur eux. Cette nouvelle situation nous fait dire

qu'au coeur de la crise financière brésilienne, l'ajustement de la balance des paiements est allé beaucoup plus loin. Au-delà de l'ajustement par la seule contraction de la demande globale interne, une nouvelle composante structurelle exportatrice se serait intégrée à la logique dominante du régime d'accumulation défini dans les années 60. L'ajustement à la contrainte externe débuté fin 1980 se serait traduit par une certaine reformulation du régime d'accumulation d'origine.

Néanmoins, si les performances sont surprenantes, les limites sont rapidement atteintes. Sans investissements, l'appareil productif ne peut répondre à la demande interne et maintenir les exportations au niveau actuel.

CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE

La période qui commence en 1979 avec le premier choc pétrolier et le début de la politique monétariste aux Etats-Unis, et qui s'achève avec le Plan Cruzado de la Nouvelle République en 1986, est très tourmentée au Brésil. La conjoncture internationale est en pleine crise et l'économie brésilienne est prise dans la tourmente.

Alors que la crise de 1974 proprement brésilienne avait été résorbée dans une conjoncture de croissance nationale, en agissant directement sur les facteurs de l'offre, dès la fin 1980, la situation se renverse. La dégradation des formes de financement de la croissance, par l'endettement externe (baisse des liquidités disponibles sur le marché financier international, hausse des taux d'intérêt nominaux et réels) entraîne en 1979 et 1980 un déséquilibre élevé dans la balance des paiements. Si la crise du mode de financement choisi par le Brésil était déjà latente depuis quelques années, étant donné le phénomène croissant d'auto-alimentation, elle devient ouverte au tournant des décennies 70 et 80. L'ajustement devient incontournable. Aussi dès la fin 80, les premières mesures sont prises. L'ajustement au déséquilibre externe sera de type orthodoxe et visera à réduire la demande globale par la récession interne. A l'opposé de la période antérieure, il s'agit là d'un ajustement récessif, agissant sur les facteurs de la demande.

Si les années 80 sont troublées, on peut distinguer plusieurs phases.

La première recouvre les années 1979 et 1980. D'abord le deuxième choc pétrolier. A la différence de 1974, celui-ci apparait comme la cause première au déficit de la balance commerciale, suivi par la dégradation des termes de l'échange brésilien, hors pétrole. On a vu que sous l'hypothèse du maintien des prix de l'énergie au niveau de 1978, la croissance du PIB aurait dégagé un solde équilibré, voire même un excédent en 1980, sous l'effet des premiers résultats de la substitu-

tion aux importations dans les domaines industriel et énergétique, obtenus de 1976 à 1980.

Cette chute de la capacité d'importation en période de croissance élevée contraint les autorités à augmenter l'endettement externe. Parallèlement, la hausse du LIBOR et l'assèchement des liquidités internationales font que le déficit de la balance des opérations courantes est doublé en deux ans et que celui de la balance des paiements est supérieur à 3 milliards par an.

La crise dans la régulation que les autorités ont cherhé à ignorer depuis plusieurs années, ne peut être reléguée au second plan. Un ajustement s'avère inévitable à la fin de 1980.

Mais si celui-ci a été ajourné au maximum, les grands projets iniciés sous le II PND se poursuivent. Les entreprises publiques continuent leurs investissements et le secteur privé est toujours dynamique. A la fin de la décennie, il existe un stock important de capital en cours de maturation, donc pas encore productif.

Parallèlement, la demande finale interne croît à un taux relativement élevé sous l'effet de grands mouvements sociaux, des années 1978-1979 et d'une conjoncture favorable, malgré l'accélération de l'inflation. Cette situation durera jusqu'au deuxième semestre 1980.

Ainsi, sur le plan interne, l'ajustement structurel inicié sous le II PND se poursuit dans une période de maintien du rythme de croissance. Simultanément, la vulnérabilité de la forme de financement aux aléas de la conjoncture internationale conduit à l'ouverture de la crise, alors que les stimulations internes à l'endettement externe se poursuivent.

Cette stratégie des autorités, en reculant l'ajustement de la balance courante, conduit a trois résultats.

- d'abord le renforcement des difficultés dans la gestion financière de l'économie externe, qu'interne d'ailleurs

puisque la dette publique interne et l'inflation ne cesse d'augmenter.

- ensuite, la poursuite des restructurations qui font partie d'un vaste projet de politique industrielle étalée sur plusieurs années.

- enfin, si l'ajustement de la balance courante ne sera la priorité qu'à la fin 1980, on peut noter le développement très élevé des exportations, cette année-là. La baisse de la demande interne fin 1980 semble avoir des résultats particulièrement rapides sur le secteur des biens de consommation courante qui réoriente sa production vers les marchés externes. De même, on constate le début d'une insertion du papier-carton, métallurgie, mécanique.

La deuxième phase de l'ajustement à la contrainte externe qui intervient les 3 années suivantes est beaucoup plus dure.

La conjoncture économique et financière internationale se dégrade jusqu'en 1982 au point de frôler la catastrophe. Crise du commerce international, hausse des taux d'intérêt nominaux et surtout réels, pénurie de liquidités contraignent le Brésil à durcir sa politique d'ajustement et à recourir au FMI.

Dès 1981, et surtout 1983, malgré quelques fausses notes, les mesures de politique orthodoxe récessives sont véritablement entreprises - contrôle des dépenses publiques, réduction de la demande finale interne, maxi-dévaluation en 1983;

Sur le plan externe, on assiste à un véritable succès. Les résultats sont rapides. En un an, l'équilibre national est retrouvé et en trois ans un important excédent est dégagé. En 1982, pour la première fois, le Brésil devient exportateur net de ressources financières. Néanmoins, les indicateurs d'endettement ne cessent de se dégrader.

Sur le plan interne, la politique d'ajustement a des effets catastrophiques : désindustrialisation et retour à des

conditions de vie dramatiques pour la majorité de la population - le salaire minimum perd en un an ce qu'il a gagné en six ans.

L'appareil productif fonctionne à un régime exceptionnellement bas, le secteur des biens de capital étant le plus touché sous l'effet de l'effondrement des investissemnts privés et publics. Paradoxalement, c'est à cette époque que les capacités de production, jusqu'alors en cours d'installation, arrivent à maturité. Elles sont largement sous utilisées. Néanmoins, elles viendront compenser la dégradation de l'appareil productif.

Pour revenir à la balance commerciale, la recherche de l'excédent s'est faite en deux temps. Tout d'abord, l'effondrement des termes de l'échange n'a jamais été aussi fort. D'où la nécessité de jouer sur les volumes. Ensuite, la crise de l'économie mondiale a entrainé une contraction des échanges internationaux, compromettant le développement des exportations brésiliennes. Qu'à cela ne tienne, l'ajustement se fera sur les volumes importés. De 1980 à 1983, ceux-ci chutent de plus d'un tiers. Ces performances doivent être rattachées aux résultats de la politique industrielle passée. Les coefficients M/D dans le secteur de la chimie, minerais non métalliques, papier-carton, mécanique atteignent des nivaux très bas, démontrant le succès de la stratégie de substitution aux importations développée antérieurement. Dans le domaine énergétique, les résultats sont remarquables. Simultanément, la baisse de la demande globale et les controles aux importations ont joué un certain rôle. Mais la faiblesse des coefficients réduit considérablement l'influence d'une baisse de la demande sur les importations.

Les limites à la baisse des volumes et des coefficients sont atteintes en 1983, aumoins dans certains secteurs conduisant à développer les exportations. Déjà lancé en 1980, on assiste en 1983 à un véritable processus de réorientation massive des produits brésiliens vers les marchés étrangers: des secteurs traditionnellement très introvertis se tournent brusquement vers l'extérieur. D'autres poursuivent leur insertion

déjà entamée depuis plusieurs années. Deux ordres d'explication à ces renversements. D'abord, les mauvaises conditions du marché interne et la maxi-dévaluation de 1983. Ensuite, il semble se dégager une forme d'insertion plus sructurelle dans certains seteurs. Les restructurations industrielles antérieures et l'adaptation aux nouvelles normes de consommation redéfinies à l'échelle mondiale - qui concernent notamment les exportations primaires et agro-industrielles brésiliennes - auraient favorisé un engagement moins sensible à la conjoncture.

Cette période très spécifique de l'ajustement de l'économie brésilienne à la contrainte externe nous enseigne trois points très importants :

- la souplesse du régime d'accumulation par rapport à la demande interne , c'est-à-dire par rapport aux facteurs déterminant la formation de la demande interne,
- la souplesse du régime d'accumulation par rapport aux importations dûe à la baisse des coefficients M/D,
- la souplesse du régime d'accumulation par rapport à la demande externe, c'est-à-dire sa capacité à substituer le marché interne par le marché externe.

Enfin la troisième phase, phase de reprise de la croissance. Mais quelle reprise? tirée par les exportations, la consommation intérieure, les deux ?

A partir de 1984, pas de doutes. Ce sont bel et bien les exportations qui conduisent la relance de l'activité interne brésilienne. Au cours des deux années suivantes, le cas est plus complexe, même si le poids de la consommaton interne redevient majeur dans la poursuite de la croissance.

La nouvelle hausse des taux d'intérêt en 1984 et la crise des liquidités sur le marché international des capitaux conduisent une fois de plus au durcissement des mesures récessives dans la politique économique brésilienne même si les X lettres d'intention signées avec le FMI n'ont jamais été véritablement respectées, notamment dans les domaines monétaires et budgétaires. Néanmoins, profitant d'une conjoncture excep-

tionnellement favorable, les exportations brésiliennes s'accélèrent au détriment de la demande interne. On observe cette année là la poursuite de la réorientation de l'économie vers l'extérieur confirmant définitivement la plasticité de l'appareil productif. Utilisant tous les moyens (promotion et substitution aux exportations primaires, recours ux avantages compatifs traditionnels, adaptation à la concurrence internationale), les biens de consommation courante (textile, vêtements-chaussures, boissons, s'extravertissent fortement, alors qu'ils étaient presque exclusivement tourné vers le marché interne. D'autres secteurs accentuent leur tendance, vérifiée déjà depuis plusieurs années (mécanique, papier, carton, métallurgie, matières plastiques).

Sur le plan interne, la reprise de la croissance n'a pas eu d'effets notoires sur les facteurs déterminant de la demande globale interne. Les niveaux d'emploi et des salaires continuent de baisser. Quant aux investissements, ils restent très limités, impulsés par le secteur privé exportateur, soucieux de moderniser ses équipements. La reprise s'est principalement appuyée sur la réutilisation des capacités productives restées oisives.

Devant l'échec des politiques d'ajustement orthodoxe face à la résorption de la crise financière, les nouvelles autorités brésiliennes entreprennent une nouvelle stratégie qualifiée d'hétérodoxe, avec relance du marché interne. En 1985 et 1986, la croissance est véritablement impulsée par la rprise de la consommation interne.

Le réajustement des salaires nominaux érodés rapidement en 1985 par l'accélération de l'inflation depuis 1984 et la légère hausse du niveau de l'emploi, surtout dans l'informel, définissent de meilleures conditions de formation de la demande finale. Parallèlement, le blocage des prix, salaires, et taux de change , déclenche une formidable poussée de la consommation favorisée par la monétarisation croissante de l'économie.

Là encore, la croissance s'appuira sur la remise en marche des équipements jusqu'alors inutilisés, les investissements ne

reprenant toujours pas. Cette situation conduit dès la fin de 1985 à des tensions du côté de l'offre. Les réserves productives commencent à s'épuiser.

Néanmoins, face à cette conjoncture toute nouvelle, le solde extérieur n'est pas modifié. Les exportations se maintenant au même niveau qu'en 1984, jusqu'au troisième trimestre 86, et les importations malgré la reprise de la croissance restant stables. L'expansion du marché interne n'a donc pas entrainé de rupture dans l'évolution des comptes externes. De cette situation il ressort trois faits incontournables :

- la croissance du marché interne est compatible avec le maintien d'un fort excédent commercial, remettant objectivement en cause la nécessité de l'ajustement par la récession appliquée par les militaires de 81 à 84.

- cette conjoncture intervient alors que l'appareil industriel s'est profondément dégradé. Au delà de la remise en service des unités productives, l'existence des réserves issues des investissemnts massifs de la période antérieure a été capitale.

- alors que certains secteurs se sont instantanément réorientés vers le marché national en 1985 et 1986, d'autres sont restés insensibles à la conjoncture interne. Les modalités de l'insertion internationale brésilienne se sont donc profondément modifiées avec le développement d'une nouvelle forme d'intégration dans la Nouvelle Division Internationale du Travail. Parallèlement les résultats de subtitution aux importations sont confirmés. La reprise de la croissance ne les remet pas en cause. Les secteurs qui ont atteint les meilleures performances étant exactement ceux qui ont été visés par le II PND (métallurgie, mécanique, papier, carton,,matériel électrique, communication). Dès lors, on peut dire que cette période est marquée à la fois par le parachèvement de la substitution aux importations, et le développement d'une nouvelle dynamique exportatrice.

A partir de ces constatations, et au delà de l'ajustement à la crise dans la forme financière de régulation choisie par la Brésil, les modalités de l'insertion international du régime d'accumulation ont été atteints pendant toutes ces années

de recession. L'appareil productif a fondamentalement modifié sa relation de dépendance avec l'extérieur en terme énergétique et dans le domaine industriel. Cette situation provient en grande partie de la période antérieure, date à laquelle il s'était donné les conditions à un auto-centrage plus important. Parallèlement, l'ouverture sur le marché extérieur est devenu structurellement plus important et plus performante. Les investissements passés ont permis une souplesse de l'appareil productif ainsi qu'une extraversion croissante et durable dans certains secteurs , extraversion entretenue d'ailleurs par les quelques investissements du secteur privé exportateur pendant les années 80.

Néanmoins, si l'on assiste à une reformulation du régime d'accumulation dans la mesure ou une nouvelle composante - marginale mais présente - vient s'intégrer aux modalités de l'articulation structurelle entre production et consommation, les réserves des capacités productives sont épuisées à la fin de la période étudiée. L'issue devrait provenir d'une reprise de l'investissement. cependant, la relance de l'accumulation est compromise pour plusieurs raisons. En période de blocage des prix - l'inflation interne constituant l'un des problèmes majeurs aujourd'hui - de nouvelles formes conflictuelles dans la distribution de la valeur ajoutée se créent. L'indexation généralisée et différenciée de l'économie sur l'inflation a développé des formes particulières de financement des investissements. Dans la mesure ou l'inflation est nulle ou ralentie, celles-ci deviennent caduques. N'oublions pas que pendant le Plan Cruzado la part des coûts sociaux dans les coûts de productions n'a jamais été aussi élevée. Par ailleurs le problème de transferts vers l'extérieur et de l'endettement public interne empêchent les autorités d'avoir une stratégie industrielle dynamique. Celles-ci auraient même tendance à capter les liquidités internes disponibles et à favoriser la spéculation (sauf pendant le Plan Cruzado) pour rembourser ses dettes.

Avant de conclure définitivement cette dernière partie, il nous faut revenir à ce qui a constitué et constitue toujours le pilier central du régime d'accumulation : la forme spéci-

fique de la structure de la demande finale à travers la répartition du revenu. Bien que toujours très polarisée à la fin du l'année 1986, elle a évolué selon la conjoncture interne. Aussi, la tendance à la dépolarisation constatée au cours de la deuxième moitié des années 70 se maintient jusqu'en 1981, malgré le début des mesures récessives et la baisse du salaire minimum réel. Ensuite, de 1981 à 1983, on observe une rapide reconcentration du revenu aux mains des catégories les plus riches. Le décrochement du salaire minimum des lois de correction salariale différenciée et les indices de plus en plus défavorables pour les bas salaires entrainent une forte chute du pouvoir d'achat des catégories les plus pauvres. Dans cette période de forte contraction de la demande interne, celles-ci paient relativement plus cher le poids de la récession. Simultanément, les effets des rattrapages des salaires sur les gains de productivité de toute la deuxième moitié de la décennnie antérieure sont perdus en 1983.

Enfin, sur la dernière période, après deux années d'oscillations d'amplitudes assez élevées, on constate que le Plan Cruzado se déroule dans un contexte de déconcentration des revenus au profit des catégories les plus défavorisées. Parallèlement, on observe le début de l'assurance chômage - aux effets très limités - mais dont l'institutionalisation peut signifier un certain changement dans la gestion du rapport salarial. Le Plan Cruzado semblerait donc se dérouler dans un contexte de dépolarisation des revenus et de remise en cause de certaines modalités concurrentielles du rapport salarial.

CONCLUSION GENERALE

Nous voilà arrivés au terme de cette recherche. L'heure de faire un bilan est venue. Pour cela, un rapide rappel des principales conclusions auxquelles nous sommes parvenus sera d'abord présenté, suivi de quelques remarques, s'appuyant sur les travaux de A. LIPIETZ (1), B. CORIAT et J. SABOIA (2), au sujet de la formalisation du régime d'accumulation brésilien et de son mode de régulation. Nous aurons cerné ainsi les principaux éléments de réponse aux deux questions posées en introduction :

- Comment le Brésil est-il parvenu à dégager un excédent commercial aussi important au point de couvrir dès 1984 le déficit de la balance courante ?
- Au-delà de l'ajustement à la crise dans la forme financière de régulation, le régime d'accumulation brésilien défini avec l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964 a-t-il été atteint dans ses caractéristiques propres ?

A la suite du "miracle économique" issu du nouveau régime d'accumulation mis en place par les militaires et permettant de dépasser les blocages auxquels était confrontée l'économie brésilienne pendant les années 60, de nouvelles limites à la croissance se manifestent dès 1973, exacerbées par les effets du premier choc pétrolier. L'emballement de la demande globale interne, liée à la forte expansion de l'activité économique accentue les tensions de la structure productive et crée des goulots d'étranglement, par suite notamment de l'absence

(1) A. LIPIETZ, Mirages et miracles,..., 1985.
(2) B. CORIAT, J. SABOIA, Régime d'accumulation..., 1987.

d'articulation étroite entre les secteurs produisant les biens nécessaire à la production et ceux des biens destinés à la consommation. Dans ces conditions, le report de la demande interne vers des produits étrangers crée une situation de dépendance externe structurelle grandissante.

Face à cette situation, les autorités ont plusieurs solutions: augmenter les exportations pour financer les importations, ralentir l'activité économique pour limiter les volumes importés, poursuivre le processus de substitution aux importations pour fléchir le dépendance. Comme on l'a vu, c'est l'action sur le coefficient d'importations qui sera retenue. Dès lors, fortement encouragées par l'Etat, des restructurations industrielles profondes sont engagées dans les secteurs les plus sensibles, ainsi qu'une modernisation globale de l'appareil productif. En 1977, malgré le maintien d'un taux de croissance encore élevé, l'équilibre commercial est revenu sous l'effet d'une baisse des volumes importés due à la réduction de la dépendance externe et de l'amélioration des termes de l'échange. Si au cours de cette deuxième moitié des années 70, la dynamique de croissance repose relativement moins sur la vitalité de la demande finale des 20% les plus riches de la population en biens de consommation durables, il n'empêche que l'objectif des restructurations était de renforcer la cohérence interne du régime d'accumulation défini pendant les années 60, en ouvrant la voie à un modèle plus performant, plus auto-centré et mieux articulé autour de cette demande spécifique en biens modernes.

Simultanément, alors que la croissance du PIB se poursuit et que le rythme d'accumulation du capital s'accélère fortement, la gestion monétaire et financière de l'économie devient de plus en plus incontrôlable par les autorités. L'endettement externe tend à s'autonomiser de la sphère productive et à couvrir une part croissante du propre service de la dette. Parallèlement, le recouvrement du déficit public interne, déficit lié dans un premier temps aux interventions croissantes dans économie en subventions, allègement fiscaux, et autres, s'appuie principalement sur l'émission de titres pu-

blics, c'est-à-dire sur l'expansion de l'endettement interne. Cette situation entraîne des effets pervers sur la composition du déficit et alimente les pressions inflationnistes. A la fin de la décennie 70, les tensions dans les formes de financement de l'économie s'accélèrent suscitant l'inquiétude de la communauté financière internationale.

Néanmoins, à cette période,

- l'appareil productif brésilien est mieux intégré que par le passé;
- il possède d'importantes réserves de production;
- des résultants probants de substitution aux importations ont déjà été atteints dans les secteurs les plus sensibles de l'industrie;
- une croissance élevée du PIB aurait pû être compatible avec le dégagement d'un léger excédent commercial, si le deuxième choc pétrolier n'était pas intervenu aussi brutalement.

Le renversement violent de la conjoncture internationale à l'aube des années 80 met au premier plan la vulnérabilité de la forme financière de régulation optée par le Brésil. Déjà en crise depuis plusieurs années, la situation financière de plus en plus insoutenable devient la préoccupation majeure et le point central des politiques économiques d'ajustement entreprises dès la fin de 1980. Jusqu'à cette date, et malgré la crise croissante de la Balance des Paiements, le maintien des offensives sur le marché international des capitaux, la poursuite de la croissance interne et le parachèvement des investissements de substitution aux importations sont restés présents. Après cette période, la pression de la contrainte externe est telle que des politiques d'ajustement de type orthodoxe préconisées, puis imposées par le FMI, visant à rééquilibrer la Balance des Opérations Courantes sont appliquées. Une contraction brutale de l'activité interne s'engage sous l'effet de la chute des dépenses publiques et la détérioration des conditions de formation de la demande interne. Résultats:

- Dès 1983, suite à l'effondrement des investissements, on constate que non seulement, les capacités potentielles de pro-

duction dans l'industrie de transformation n'ont pas augmentées mais qu'en plus, elles ont diminué;

- une partie des investissements productifs liés aux grands projets de la période passée arrive à maturité alors que l'ensemble des équipements fonctionne à bas régime;

- si la contraction de l'activité interne a permis de réduire les importations, jamais une telle chute n'aurait pû être obtenue si le coefficient d'importations n'avait pas été réajusté, les secteurs ayant le plus contribué à cette baisse étant exactement ceux qui avaient été visés par les restructurations antérieures;

- Dans la mesure où les coefficients d'importations sont très faibles, les effets de la récession interne sur les volumes importés sont d'autant plus réduits. D'ailleurs, dès 1983, les limites à la chute des produits étrangers entrant au Brésil sont atteintes;

- Côté exportations, si elles ont joué un rôle actif dans la recherche de l'équilibre des comptes externes depuis 1978-1979, ce n'est qu'à partir de 1983 qu'une réorientation massive de la production vers les marchés étrangers s'engage véritablement;

- cette réorientation qui concerne essentiellement des secteurs tournés traditionnellement et presque exclusivement vers les marchés internes démontre l'extraordinaire souplesse de la structure productive à s'adapter aux besoins de la conjoncture.

- cette insertion croissante sur les marchés étrangers s'est faite en modifiant le profil de la structure des exportations. De plus en plus industrialisées, elles deviennent sophistiquées et compétitives - même la baisse de la part relative des ventes des produits primaires a été compensée par une forte élévation de celle de produits agro-industriels. A ce titre, le Brésil s'est structurellement intégré aux grandes transformations affectant les échanges de marchandises et plus largement aux nouvelles normes de consommation définies sur le marché international.

La caractéristique majeure que l'on a pû mettre en évidence dans ce travail est la souplesse du régime d'accumulation. Souplesse par rapport aux importations, grâce

notamment aux résultats de substitution aux importations atteints au cours des années 80. Souplesse par rapport aux exportations, du fait de la réorientation massive des produits nationaux vers les marchés étrangers. Enfin, souplesse par rapport à la demande intérieure, du fait même des règles de formation de la demande interne (rapport salarial, crédits aux consommateurs,...) qui autorisent des fluctuations de fortes amplitudes. Comme on l'a vu, si dans un premier temps (1979-1981), les catégories les plus riches supportent relativement plus le poids de l'ajustement, sur l'ensemble de la période, ce sont essentiellement les catégories démunies qui voient leur part de revenu baisser plus rapidement. Ce qui signifie qu'au-delà de l'ajustement, la polarisation dans la distribution des revenus demeure toujours une composante majeure du régime d'accumulation.

Les années où la souplesse du régime d'accumulation mise en évidence par la réorientation de l'activité interne vers l'extérieur est la plus marquée, sont certainement 1983 et 1984. Au coeur de la récession, alors que la contraction de la demande interne a des conséquences dramatiques sur la population, l'évolution du coefficient d'exportations rompt avec sa tendance historique. Certains secteurs traditionnellement introvertis deviennent totalement extravertis (vêtements-chaussures, boissons, textile).

Néanmoins, si la crise financière destabilise profondément l'assise du régime d'accumulation dont les grandes lignes ont été tracées pendant la deuxième moitié des années 60, la reprise de 1985 et surtout 1986, basée sur la croissance de la consommation finale interne démontre une nouvelle fois la plasticité du régime d'accumulation mais surtout l'extraordinaire capacité de l'appareil productif à répondre à une accélération de l'évolution de la demande interne. Après quatre années de crise profonde, de chute des investissements et de détérioration du parc industriel, une nouvelle dynamique se met en place, dans la mesure où:

- la croissance du PIB est conduite par la reprise de la demande finale locale;

- cette croissance est compatible avec le dégagement d'un important excédent commercial;

- cet excédent provient du maintien des importations et exportations aux niveaux de 1984 et 1985, malgré une légère baisse pour les ventes à l'étranger.

La croissance de la consommation interne ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des importations, même si la part des biens de capital s'est affirmée, relativement aux autres. Simultanément et indépendamment de la conjoncture interne, certaines branches de l'industrie de transformation restent tournées vers les marchés extérieurs, comme si elles étaient devenues progressivement insensibles à l'état de l'activité interne (métallurgie, mécaniqque, papier-carton, matières plastiques, matériel électrique et de communication, transport).

A partir de là, si l'ajustement à la crise financière par la voie de la récession ne nous semblait pas être une cause première aux résultats positifs des comptes externes, la conjoncture de ces deux années démontre clairement les capacités insoupçonnées de la structure productive à répondre à la fois à la demande externe et interne. Sans dire que la récession était inutile, il apparaît que les politiques orthodoxes menées ont eu relativement peu d'effets positifs sur cet ajustement externe.

Néanmoins, si les résultats sont conformes, les limites apparaissent rapidement. Dès novembre 1986, la conjuguaison de la reprise de la consommation interne et du maintien de l'excédent commercial entraîne des tensions croissantes au niveau de l'offre. L'appareil productif n'arrive plus à suivre. Résultat : la contraction de la demande interne s'imjpose, dans la mesure où l'ajustement externe demeure encoure la priorité nationale. Dans cette conjoncture de dégradation des conditions réelles de remboursement, l'Etat a trouvé deux moyens de répondre à ses engagements : l'endettement public interne par l'émission de titres et l'inflation, deux moyens qui conduisent directement au renforcement de la crise économique, politique et sociale interne. Le premier parce qu'il engendre une spéculation grandissante de la part des agents

privés, qu'il pompe les liquidités qui pourraient aller s'investir dans la sphère productive et qu'il favorise l'inflation. Le deuxième parce qu'il fait de la monnaie nationale, un instrument d'échange des marchandises qui ne signifie plus rien pour les agents économiques. La légimité économique et politique du gouvernement est dès lors entachée par les tensions internes croissantes.

A partir de là, de l'ensemble des résultats empiriques auxquels nous sommes parvenus, nous devons faire plusieurs observations.

Le cadre dans lequel s'est opéré cet ajustement, dépasse le simple ajustement conjoncturel. La crise dans la forme financière de régulation interne s'est transformée progressivement en une réorganisation beaucoup plus profonde du propre régime d'accumulation. En 1986, celui-ci semble structurellement modifié, intégrant de fait une nouvelle composante exportatrice. Car si les caractéristiques du régime d'accumulation défini en 1964 sont toujours prédominantes, l'ajustement de la structure productive à la contrainte externe a obligé toute une partie des industriels à s'adapter à la concurrence internationale et à moderniser leurs équipements. De plus, une partie non négligeable des investissements des années 70 était destinée directement à augmenter les capacités d'exportation. Dès lors, alors que l'articulation du régime demeure très centrée sur le marché interne, il existe une nouvelle logique à l'intérieur de ce régime, logique qui intègre totalement la notion de contrainte externe, c'est-à-dire celle de l'excédent commercial.

Mais, sans une reprise accélérée de l'investissement, les réserves productives s'épuisent. A la fin du Plan Cruzado, les tensions dans l'approvisionnement en biens intermédiaires et autres se font de plus en plus violentes. Ces désarticulations s'accroissent et obligent à une nouvelle contraction du marché intérieur en 1987 et 1988. Il en résulte un retour à la stagnation avec une grave crise économique et financière à la clé, et le maintien d'un excédent commercial très important. Pourtant, le déficit de la Balance des Paiements ne cesse

d'augmenter et les réserves s'assèchent: de février 1987 à février 1988, un moratoire sur les intérêts de la dette est décidé.

Si la communauté financière internationale était parvenue jusque-là à protéger ses intérêts face à des débiteurs de plus en plus insolvables, la décision brésilienne entre autres, vient "jeter de l'huile sur le feu". Sachant pertinemment que le principal de la dette du Tiers-Monde ne sera jamais remboursé dans sa totalité, constatant l'échec des politiques d'ajustement mises en oeuvre dans les principaux pays endettés, et craignant la généralisation du moratoire, les banques privées étrangères se décident dès 1987 à constituer des réserves sur les "créances douteuses" (expression faible pour désigner les prêts qui ne seront jamais remboursés). Le rapport réserves/total de ces "prêts non performants" atteint environ 30% pour les banques des Etats-Unis, entre 29% et 34% pour les quatre principales banques britanniques (3).

Les résolutions des créditeurs montrent clairement qu'après tant d'années de sacrifice, le problème de la dette reste entier. Dans le cas du Brésil, le ratio dette/exportations n'a jamais été aussi élevé alors que les capacités de remboursement dans la sphère productive sont au plus mal. Rien n'a changé depuis le début de la crise, sinon les conditions laborieuses de vie de la majorité de la population, les possibilités de remboursement qui se désagrègent, l'ampleur croissante de la dette publique interne, et l'inflation galopante qui vient se fixer au nouveau pallier des 400% par an en 1987.

Après toutes ces observations empiriques, nous pouvons mieux appréhender la question de l'évolution du régime d'acculmulation brésilien, face au débat ouvert depuis quelques années notamment par A.LIPIETZ, B. CORIAT et J. SABOIA sur l'existence d'un "fordisme tronqué" brésilien.

(3) Voir l'article "Une année noire pour les banques", Le Monde du 02/03/1988.

De l'analyse du comportement de l'économie brésilienne, face à la crise des années 80, il ressort plusieurs éléments.

Tout d'abord, il apparaît clairement que jamais le pays n'aurait pu mener une politique aussi récessive, si les conditions de formation de la demande interne n'étaient pas aussi souples dans leur gestion. Car à partir de 1981 l'ajustement orthodoxe agit sur les facteurs déterminants de la demande. Si le rapport salarial brésilien, pour des raisons de rigidité institutionnelle n'avait pas autorisé les licenciements massifs et s'il ne comptait pas sur le secteur informel pour réguler l'état du marché du travail, alors, la récession aurait peut-être été moins dure. Dans ces conditions, il est certain que les composantes concurrentiels dans la gestion du rapport salarial ont été exploitées au maximum et ont favorisé les excès de la politique orthodoxe de l'ajustement.

Simultanément, on a pu remarquer que la politique salariale, très administrée par l'Etat, s'est accompagnée d'une négociation croissante des salaires, notamment les plus élevés, au sein de l'entreprise - ceci en vue de rattraper une partie de la baisse du pouvoir d'achat dûe à l'inflation.

L'affirmation de ces facteurs permissifs tend à prouver, comme le soulignent B. CORIAT et J. SABOIA, que, sous la pression de cet ajustement de type orthodoxe, les "tentatives de fordisation" - si tentatives il y a - visant à institutionnaliser une relation de stabilité entre production et consommation au moyen d'un rapport salarial plus monopoliste, sont fortement contrariées.Presque par définition l'ajustement orthodoxe interne s'opposait au principe de rigidité des conditions de formation de la demande. Dès lors, le développement des exportations a été permis par l'absence d'une "régulation institutionnelle" de la demande sociale sur une base nouvelle en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales (4).

Dans ces conditions, le principe visant à rentrer dans le

(4) A. LIPIETZ, Mirages et miracles,..., 1985, p. 74

cercle vertueux du fordisme est loin d'être appliqué, si tant est qu'il est l'objectif des gouvernants. car jusqu'alors, celui-ci est resté l'apanage des grands pays industrialisés et sa diffusion à d'autres formations sociales n'est peut-être pas aussi évidente qu'il ne semblerait.

De même qu'on a pu constater une exacerbation du rôle joué par les composantes concurrentielles du rapport salarial, pendant la crise, de même la polarisation dans la répartition des revenus du travail est accentuée. On assiste donc - jusqu'en 1984 - à une très nette dégradation des facteurs relatifs à un processus de fordisation.

En 1986, cette tendance semblerait s'atténuer, voire se renverser, avec le blocage des prix et des salaires et l'institutionnalisation d'une assurance chômage. Néanmoins le poids du secteur informel dans la reprise de la consommation intérieure montre clairement son rôle actif dans le bouclage macro-économique d'ensemble. Car si la conjoncture est meilleure pour l'ensemble des salariés, elle l'est encore plus dans le secteur informel. Cette situation entraîne une très faible dépolarisation dans la distribution des revenus. Mais le principe de l'indexation des salaires par rapport à l'évolution des gains de productivité n'est pas appliqué.

En résumé, il semblerait que l'intégration de la nouvelle composante exportatrice dans l'articulation production / consommation, se soit faite - ou ait été permise - par l'exacerbation des formes spécifiques et concurrentielles du rapport salarial . Dans un deuxième temps, c'est-à-dire en 1986, elle semble compatible avec le principe de dépolarisation et celui de l'assurance chômage.

Mais les nouvelles limites qui apparaissent dans la formation de l'offre en 1985 et surtout 1986 par manque d'investissement, rendent peu probable une rigidification de la demande sociale interne. Dans ces conditions, le processus de fordisation du régime d'accumulation risque d'être contrarié pendant encore quelques années.

Néanmoins le développement d'une composante exportatrice dans les modalités de l'articulation entre la production et la consommation, conjugué au processus de parachèvement de la substitution aux importations qui marque la structure productive industrielle des années 80, devrait conduire à un régime plus auto-centré et parallèlement mieux inséré dans la NDIT, alors que sur le plan interne, la polarisation de la distribution de revenu se poursuit jusqu'en 1985. On assiste donc à la fin de la période étudiée au mélange

- d'un régime d'accumulation toujours fortement polarisé - peut-être moins polarisant - centré vers la demande finale des biens de consommation durable d'une minorité privilégiée de la population, et ce, dans des modalités d'ajustement de type de plus en plus concurrentiel au moins pendant la période d'ajustement orthodoxe.

- d'une nouvelle composante exportatrice qui participe structurellement à la formation de la demande globale.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES, ARTICLES,...

ABRAMO L.W., SILVA R.A. da,

1985 O movimento sindical metalurgico em Sao Paulo, in Automaçao e movimento sindical no Brasil, Papier CEDEC, Sao Paulo, 129 p.

ADDA J.,

1987 "Brésil: la quadrature du cercle", Revue de l'OFCE, n 21, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, octobre.

1984 Modèles de développement et insertion dans l'économie mondiale - une analyse comparative: Brésil - Corée du Sud, Thèse de doctorat de 3e cycle, Université Paris I.

AGLIETTA M.,

1982 Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, 2e édition, Paris.

ALMEIDA F.L. de,

1982 "Emprego e salario: implicaçoes das politicas do governo", in Politica de Emprego, Col. Universidade & Industria, Instituto E. LOPI, Rio de Janeiro, pp. 33-61.

ARNAUD P.,

1984 La dette du Tiers Monde, Ed. La Découverte, Coll. Repères, Paris.

BAER M.,

1986 A internacionalizaçao financeira no Brasil, Ed. Vozes.

BAER W.,

1985 A industrializaçao e o desenvolvimento economico do Brasil, 6e ediçao, Editora da FGV, Rio de Janeiro.

BANCO CENTRAL DO BRASIL,

1985 Relatorio do Setor Externo da Economia Brasileira 1979/1984, Brasilia, fév.

BATISTA J.C.,

1987 "A estrategia de ajustamento externo do II Plan Nacional de Desenvolvimento", Revista da Economia Politica, Vol. 7, n 2, avril-juin, pp. 66-80.

BATISTA Jr P.N.,

1987 International financial flows to Brazil since the late 1960's, World Bank Discussion Papers 7, World Bank, Washington, 66 p.

1986 Formaçao de capital e transferencia de recursos ao exterior, Centro de Estudos Monetarios e de Economia Internacional, Texto n 19/86, IBE/FGV, Rio de Janeiro, 29 p.

BELASSA B.,

1979 "Incentive policies in Brazil", World Development Vol. 7, n 4-5, avril-mai.

BENABOU R.,

1982 "La Corée du Sud ou l'industrialisation planifiée", Economie Prospective Internationale, n 10, 2ième trimestre.

BERTRAND J.P.,

1985 "Brésil: modernisation agricole et restructuration alimentaire dans la crise internationale", Revue Tiers-Monde, t. XXVI, n 104, oct-déc., pp. 879-897.

BOYER R.,

1987 La théorie de la régulation, une analyse critique, Agalma-La Découverte, Paris.

1979 "La crise actuelle: une mise en perspective historique", Critiques de l'Economie Politique, n 7-8, avril-sept.

BRAGA C.A.PRIMO,

1986 "A oferta de exportaçoes de produtos siderurgicos brasileiros: um estudo de caso", Estudos Economicos, Vol. 16, n spécial, IPE/USP.

1986 "Politica cambial no Brasil: uma avaliaçao", Revista Brasileira de Comercio Exterior, n 8, nov-décembre, pp. 2-6.

BRESSER PEREIRA L.,

1987 "Mudanças no padrao de financiamento do investimento no Brasil", Revista de Economia Politica, vol 7, n 4, oct-décembre, pp. 5-22.

BUAINAM A.M., SOUZA filho H.M.,

1986 "A trajetoria recente da agricultura : da recessao a recuperaçao", in Politica Economica da Nova Republica, , org. R. CARNEIRO, Paz e Terra, Economia, 2e Ediçao, Rio de Janeiro, pp. 63-98.

BURSTZYN M.,

1984 "Endettement et crise du modèle agricole brésilien", Revue Tiers-Monde, t. XXV, n 99, juil-septembre, pp. 649-658.

CAMARGO J.M., RAMOS C.A.,

1988 A Revoluçao Indesejada - conflito distributivo e mercado de trabalho, Edit. Campus, Rio de Janeiro.

CARDOSO DE MELLO J.M.,

1984 O capitalismo tardio, Editora Brasiliense, 3a ediçao, Sao Paulo.

CARDOSO F.H.,

1984 Les idées à leur place - le concept de

développement en Amérique Latine, traduction française, MSH, Ed. A.M. Métailié, Paris, 1984.

CARDOSO F.H., SERRA J.,

1980 "Les mésaventures de la dialectique de la dépendance", Amérique Latine, n 1, janvier-mars, pp. 25-44.

CARTIER-BRESSON J.,

1985 L'industrialisation brésilienne et la gestion de la contrainte économique externe, Papier de Recherche du CREI, Université Paris XIII, août, 29 p.

CASTELLA P.,

1977 La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel de 1950 à 1975, Travaux et Documents de l'ORSTOM, ORSTOM, Paris.

CASTRO A.B. de,

1984 "Ajustement et adaptation structurelle : l'expérience brésilienne" , Problèmes d'Amérique Latine 74, N.E.D., La Documentation Française, 4e trimestre, pp. 49-61.

CASTRO A.B. de, de SOUZA F.E. PIRES,

1985 A economia brasileira em marcha forçada, Ed. Paz e Terra, Rio de Janeiro.

CEBRAP,

1983 Retrospectiva da economia em 1983, Estudo especial, Grupo de Analise da Conjuntura Economica, Sao Paulo.

CEPII,

1983 Economie mondiale - la montée des tensions, Economica, Paris.

CHAUFFERT-YVART V.,

1981 "Les limites du modèle brésilien de croissance et de la coexistence croissance-inflation", Problèmes d'Amérique Latine 61, N.E.D, La Documentation

Française.

1979 Modèle de croissance brésilien et lutte contre l'inflation, Thèse de doctorat de 3e cycle, Université Paris I.

CORIAT B.,

1982 L'atelier et le chronomètre, Christian Bourgeois, Paris.

CORIAT B., SABOIA J.,

1987 Régime d'accumulation et rapport salarial au Brésil (des années 50 aux années 80: un processus de fordisation forcée et contrariée, GERTTD, n 87-01, Paris, 50 p.

COUTINHO L.G., REISCHTUL H.P.,

1983 "Investimento estatal 1974-1980: ciclo e crise", in Desenvolvimento Capitalista no Brasil, ensaios sobre a crise, Vol. 2, Ed. Brasiliense, Sao Paulo, pp. 38-58.

CRUZ P.D.,

1983 "Notas sobre o endividamento externo brasileiro nos anos setenta", in Desenvolvimento capitalista ..., Vol. 2, 1983, pp. 59-106.

DARDENNE B.,

1982 La politique agricole brésilienne et ses conséquences sur l'offre et la demande internes, Mémoire de DEA, Université Paris I.

DIEESE,

1987 Distribuçao de renda, salario minimo e cesta basica de alimentos, Papier interne, Sao Paulo, 12 p.

1987 "Os novos materias na industria", Boletim DIEESE, juin.

1986 "Rotatividade no emprego antes e depois do Plano Cruzado", Boletim DIEESE, août, pp. 6-12.

1985 "Perdas salarias e as regras de jogo do capitalismo brasileira", Boletim DIEESE, novembre, pp. 4-7.

1983 2065: o arrocho continua, divulgaçao 07/83, Miméo, 15 p.

DUMONT R., Taïwan, le prix de la réussite, Cahiers Libres, Ed.
1987 La Découverte, Paris.

FERNANDES A.,
1974 "Le passage à un nouveau mode d'accumulation au Brésil: les racines de la crise de 1964", Critiques d'Economie Politique, aout-sept., pp. 141-172.

FRANK A.G.,
1970 Le développement du sous-développement-l'Amérique Latine, François Maspéro, Paris.

FUNDACAO GETULIO VARGAS/BANQUE MONDIALE
1983 Politica industrial e exportaçoes de manufaturados do Brasil, Edit. da FGV, Rio de Janeiro.

FURTADO C.,
1974 Analyse du modèle brésilien de croissance, Ed. Anthropos, Paris.

GOLDENSTEIN L., CARVALHAES S., L'industrialisation et la
1984 tragédie humaine et écologique à Cubatao (Sao Paulo), 25e Congrès International de Géographie, août, 29 p.

GOLDENSTEIN L.,
1985 Da heterodoxia ao FMI: a politica economica de 1979 a 1982, Dissertaçao de Mestrado, IE/Unicamp, Campinas, sept., 175 p.

GOUVELLO C. de, L'énergie de la bio-masse: l'expérience du
1986 programme alcool brésilien, Villeneuve d'Ascq, oct.

GRELLET G.,
1987 "Les politiques d'ajustement orthodoxes - un point

de vue critique", Revue Tiers-Monde, t. XXVIII, n 109, janv.-mars, pp. 9-23.

HIRATA H., HUMPHREY J.,
1987 "Familles ouvrières face à la crise", Les Temps Modernes, Paris, juin, pp.103-120.

INFANTE R.,
1984 Brasil-Ajustes dos mercados de trabalho urbano e o desemprego aberto: situaçao e perspectivas, Version préliminaire du texte présenté au Séminaire: "Desemprego: como combate-lo?" organisé par la Fondation Friedrich-Ebert, Brasilia, sept., 17 p.

JALORETTO C., HAYASHI L.T.,
1987 Deficit publico e divida externa, Version préliminaire, BCB/DESPA/REPEC, 19 p.

JUDET P.,
1981 Les nouveaux pays industrialisés, Coll. Nord/Sud, Les Editions Ouvrières, Paris.

JURUNA J.,
1984 "Le sursaut collectif des pays latino-américains met le Fonds Monétaire en désarroi", Le Monde Diplomatique, juillet.

LANZAROTTI M.,
1986 "L'industrialisation en Corée du Sud: une analyse en sections productives", Revue Tiers-Monde, t. XXVII, n 107, juillet-septembre.

LEITE A. DIAS,
1987 Plano Cruzado: esperança e decepçao, Texto para discussao n 128, IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, sept.

LEONARD J.,
"Les fuites de capitaux hors des pays les plus endettés de l'Amérique Latine", Cahiers de l'ISMEA, pp. 297-316.

LINHART R.,

1980 Le sucre et la faim, Les Editions de Minuit, Paris.

LIPIETZ A.,

1987 "La régulation: les mots et les choses - A propos de "la théorie de la régulation: une approche critique" de R. BOYER, Revue Economique, septembre, pp. 1049-1059.

1986 "Réflexions autour d'une fable", Couverture Orange, CEPREMAP n 8530, Paris.

1986 Le kaléidoscope du Sud, in BOYER R. et al., Capitalismes, ..., pp. 203-224.

1985 Mirages et miracles, problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde, Editions La Découverte, Paris.

1984 "la mondialisation de la crise générale du fordisme: 1967-1984", Les temps Modernes, novembre.

MARINI R.M.,

1980 "Les raisons de la nouvelles idéologie de la dépendance", Amérique Latine, n 2, avril-juin, pp. 19-40.

MARQUES M.S.B.,

1987 "FMI, a expêriença brasileira recente, in Recessao o crescimento: o FMI e o Banco Mundial na America Latina, org. BACHA E.L., MENDOZA M.R., Paz e Terra, Economia, Rio de Janeiro, pp. 123-193.

MARQUES M.S.B., BATISTO Jr P.N.,

1984 "A terceira versao do acordo Brasil-FMI", Revista de Economia Politica, Vol 4, n 2, avril-juin, pp. 5-27.

MATTOSO J.E.L.,

1986 "1985: Recuperaçao e mercado de trabalho", in Politica Economica da Nova Republica.., pp. 99-140.

1985 "Para onde vamos? - notas sobre emprego e crise no Brasil", Mimeo, PUC, Sao Paulo, 22 p.

MAZIER J.,BASLE M. et VIDAL J.F.,

1984 Quand les crises durent..., Economica, Paris.

Ministerio das Minas e Energia,

1984 Açao governamental no setor das minas e energia, SETEC, Brasilia, novembre.

MORAES R.R. de,

1987 "As exportaçoes de laminados planos transformados", Revista Brasileira do Comercio Exterior, n 10, mars-avril, pp 28-32/50-51.

NAVARRO SWAIN T.,

1986 "Frontière du Paranà: de la colonisation à la migration", Cahiers des Sciences Humaines, Vol. 22, n 3-4, ORSTOM, pp. 269-280.

1986 O programa de estabilizaçao e a economia brasileira (balanço e perspectivas), Equipe du CECON, Unicamp-IE, Séminaire sur "A crise externa e a politica economica: os casos da Argentina, Brasil e Mexico", Convenio CEPAL/Unicamp, 10-11 octobre, 46 p.

OCIO Z.D.,

1986 "salarios e politica salarial", Revista de Economia Politica, vol 6, n 2, avril-juin, pp. 5-26.

OMINAMI C.,

1986 Le tiers-Monde dans la crise, Editions La Découverte, Paris.

1979 "Aperçu critique des théories du développement en Amérique Latine", Revue Tiers-Monde, t. XX, n 80,

octobre-décembre, pp 725-746.

POMBAL DIB M. de F. S.,

1987 Importaçoes brasileiras: politicas de controle e determinantes da demanda, BNDES, Rio de Janeiro.

PROJETO DO II PLANO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO 1975-1979,

1974 Brasilia, septembre.

1985 Proposta para uma politica industrial no Brasil, Convenio SICCT/Unicamp-IE, sous la direction de L.G. COUTINHO, Campinas, mai.

RASTOIN J.L., MOMMA A., RASTOIN J.L., MOMMA A.,

1980 "Agriculture, agro-industries et économie nationale: le cas du Brésil", Revue Mondes en Développement, sous direct. F. PERROUX, n 31-32, ISMEA, pp. 420-431.

ROSINGER J.L.,

1988 Rates of surplus value, organic compositions and rates of profit in Brazil (1970 and 1975): an input-output experiment in the marxian tradition, texte présenté à la conférence "Perspectives Internationales sur la Profitabilité et l'Accumulation", New-York, 16-18 sept., 28 p.

ROSTOW W.W.,

1981 Les étapes de la croissance économique, Le Point, Paris.

SABOIA J.,

1987 "Le Plan Cruzado et le rapport salarial au Brésil",

Revue Tiers-Monde, t. XXVIII, n 109, janv-mars, pp. 197-207.

1986 "Transformaçoes no mercado de trabalho no Brasil durante a crise: 1980-1983", Revista de Economia Politica, Vol. 6, n 3, juil.-septembre, pp. 82-106.

1985 Salario minimo, a experienca brasileira, L&PM Editores, Porto Alegre.

SABOIA J., BARROS O.de,

1986 "Le traitement de choc du Plan Cruzado: les implications politiques et économiques d'une réforme monétaire", Problèmes d'Amérique Latine 81, N.E.D., La Documentation Française, 3e trimestre, pp 21-40.

SALAMA P., MATHIAS G.,

1985 "Heurs et malheurs des couches moyennes au Brésil" Revue Tiers-Monde, t. XXVI, n 101, janv.-mars, pp. 129-143.

SALM C., SILVA L.C.E.,

1987 Industrializaçao e integraçao do mercado do trabalho brasileiro, Texto para discussao n 126, IEI/UFRJ, Rio de Janeiro, septembre.

SANTOS Filho M.,

1984 "le financement du Projet Grand Carajas et le secteur des biens de production au Brésil", Revue Tiers-Monde, t.XXV, n 99, juil.-sept., pp. 639-648.

SEADE,

1986 "Salarios na industria paulista e a questâo de uma

nova politica salarial", Revista da Fundaçao SEADE, Vol. n 3, septembre-décembre, pp. 22-31.

SEPLAN,

1986 Analise de Conjuntura Economica, n 20 et 22, Sao Paulo, mai et août.

SERRA J.,

1983 "Ciclos e mudanças estruturais na economia brasileira do pos-guerra" in Desenvolvimento capitalista..., Vol. 1, pp. 56-121.

SILVA J.C.F. da, VELLOSO R.C.,

1987 "O plano Cruzado", in Perspectivas da economia brasileira 1987, IPEA, pp. 21-38.

SOUZA P.R.,

1980 Emprego, salarios e pobreza, Funcamp, Sao Paulo.

SUAREZ A., GEORGOPOULOS M.,

1986 Mécanismes de renégociation de la dette latino-américaine et Plan Baker, Document de travail n 2, ESLAC, novembre, 33 p.

SUPLICY E.M.,

1977 Politica economica brasileira e internacional, Ed. Vozes, Petropolis.

SUZIGAN W., KANDIR A.,

1986 O desempenho da industria em 1985, Revista de Economia Politica, Vol 6, n 2, avril-juin, pp. 122-131.

1985 Industria: situaçao atual, perspectivas et

propostas de politica, texte élaboré par le SEPLAN-SP, janvier, 60 p.

TADINI V.,

1986 O setor de bens de capital sob encomenda: analise do desenvolvimento recente (1974/1983), IPE/USP, Serie Ensaios Economicos, Sao Paulo.

TAVARES M.da C.,

1985 O debate sobre a retomada do crescimento industrial: algumas falacias e varias interogaçoes, janvier.

TAVARES M.da C., BELLUZO L.G. de MELLO,

1983 "Notas sobre o processo de industrializaçao recente no Brasil, in Desenvolvimento capitalista ..., pp. 122-140.

TAVARES M.da C., de ASSIS J.C.,

1985 O grande salto para o caos, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro.

THERY B.,

1985 Le Brésil, Ed. MASSON, Coll. Géographie, Paris.

TISSIER P., SALAMA P.,

1982 L'industrialisation dans le sous- développement, Petite Collection Maspéro, Paris.

VARGAS N.,

1983 Le taylorisme au Brésil, texte présenté au Colloque "Le Taylorisme International", Paris,16 p.

VELASCO E CRUZ S.,

1985 La pertinence des problématiques en termes de régulation pour le Brésil: premiers résultats d'une étude historique, roneotypé, Séminaire EHESS (histoire et théorie des crises), mars, 39 p.

VILLELA A.V.,

1984 Empresas do governo como instrumento de politica economica, IPEA n 47, Coll. Relatorio de Pesquisa, Rio de Janeiro.

WELLS J.,

1976 Under consumption, market size and expenditure patterns in Brazil, Centre of Latin American Studies, Working Papers n 24, Université de Cambridge.

ZANTMAN A., CARTIER-BRESSON J., ROSINGER J.L.,

1987 Dynamique interne et spécialisation internationale du modèle d'industrialisation brésilien, Rapport final, ENS/CRE, t. I, 128 p., t. II, 125 p., Paris, octobre.

ZANTMAN A., WANG J.Y.,

1985 L'héritage économique de la "Révolution" de 1964: le Brésil entre l'ajustement et la rupture, Séminaire Economie et Société du Brésil, ENS, Cahier n 1, mars, 31 p.

STATISTIQUES

Banco Central do Brasil,

Rapport annuel de 1986 et 1980.

Boletim mensal, différents numéros.

Brasil Programa Economico, juin 1987 et mars 1988.

Banque Mondiale,

Rapport sur le Développement dans le Monde 1983, Washington, 1983.

BNDE/BNDES,

Relatorio de atividades, sistema BNDE, différentes années.

Relatorio de atividades, sistema BNDES, différentes années.

CACEX/DEPEC,

Brasil, Comercio Exterior-Series estatisticas, différentes années.

Conjuntura Economica, IBE/FGV, différents numéros.

Fonds Monétaire International,

Statistiques Financières Internationales, 1986.

IBGE

- Anuario Estatistico do Brasil, différentes années.
- Indices da produçao industrial, series revistas, 1975-1985, IBGE, Rio de Janeiro, 1986.
- Indicadores sociais, tabelas selecionadas 1984,

Vol. 2, FIBGE, Rio de Janeiro, 1985.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS 2

INTRODUCTION GENERALE 4

-PREMIERE PARTIE-

PRESENTATION DE "L'APPROCHE EN TERMES DE REGULATION"

1. LES FONDEMENTS THEORIQUES D'INSPIRATION MARXISTE DE L'APPROCHE PAR LA REGULATION 14

1.1 LES SOURCES D'INSPIRATION MARXISTE 14

1.1.1 LE POIDS DU MATERIALISME HISTORIQUE DANS LES "DETERMINISMES" SOCIAUX 14

1.1.2 LE PARADOXE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE 16

1.2 DEFINITION DES CONCEPTS 19

2. CARACTERISATION DE DIFFERENTS REGIMES D'ACCUMULATION ET MODES DE REGULATION DANS LES ECONOMIES CAPITALISTES DEVELOPPEES 23

2.1 DE LA FORMALISATION DES CONCEPTS... 23

2.2 ...A LA BASE DES CONCEPTS 24

2.2.1 TRANSFORMATION DES NORMES DE PRODUCTION 25

2.2.2 LE REGNE DU FORDISME 26

2.2.3 LA CRISE DU FORDISME DANS LES PAYS DEVELOPPES 28

3. LE PASSAGE DE L'ANALYSE DES ECONOMIES CAPITALISTES DEVELOPPEES A L'ANALYSE DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES ET DES ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT 31

3.1 LA REVISION DES RAPPORTS NORD/SUD 31

3.1.1 DES TRANSFORMATIONS AU NORD 31

3.1.2 AUX NOUVELLES EXIGENCES DU SUD 33

3.2 LES INTERPRETATIONS DES THEORIES DU DEVELOPPEMENT 34

3.2.1 LA CEPAL 35

3.2.2 LA THEORIE DE LA DEPENDANCE 39

3.2.3 LES TENANTS DES CAUSES ENDOGENES DE L'ACCUMULATION 42

3.3 APPORTS ET CRITIQUES DE L'APPROCHE PAR LA REGULATION APPLIQUEE AUX ECONOMIES DE LA PERIPHERIE 44

3.3.1 DES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION AU REGIME D'ACCUMULATION 44

3.3.2 APPORTS ET CRITIQUES DE L'APPROCHE PAR LA REGULATION 47

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE 53

-DEUXIEME PARTIE-
DU PLAN DE METAS AU "MIRACLE":
LES HYPOTHESES DE DEPART EN TERMES DE REGIME D'ACCUMULATION ET MODE DE REGULATION

1. DES DEBUTS DE LA "GRANDE" INDUSTRIALISATION A LA CRISE DES ANNEES 60 58

1.1 LE PLAN DE METAS 60

1.1.1 LA MODERNISATION DU PARC INDUSTRIEL 60

1.1.2 ORGANISATION DU TRAVAIL ET INSERTION INTERNATIONALE 65

1.2 LA CRISE DES ANNEES 60 69

1.2.1 LES EXPLICATIONS SELON C. FURTADO 70

1.2.2 LES EXPLICATION SELON A. FERNANDES 72

1.2.3 LES AUTRES FACTEURS DE CRISE ET L'ISSUE FINALE 74

2. LE "MIRACLE ECONOMIQUE" 77

2.1 FORMULATION D'UN NOUVEAU REGIME D'ACCUMULATION 77

2.1.1 UN NOUVEAU DYNAMISME AU NIVEAU DE L'OFFRE 77

2.1.1.1 Les performances économiques 77

2.1.1.2 Les bases de la reprise industrielle 80

2.1.2 LES BASES DU REGIME D'ACCUMULATION BRESILIEN 82

2.1.2.1 les nouvelles caractéristiques de la demande finale 82

2.1.2.1.1 Les conditions de la reprise 83

2.1.2.1.2 La diffusion des biens de consommation durables 89

2.1.2.2 La nouvelle articulation du regime d'accumulation 91

2.1.2.3 Le nouvel essor des exportations 96

2.2 L'AJUSTEMENT DU MODE DE REGULATION 99

2.2.1 LE RAPPORT SALARIAL 99

2.2.1.1 La question des salaires 100

2.2.1.2 La gestion de la main d'oeuvre 102

2.2.2 LES FORMES DE FINANCEMENT DE LA CROISSANCE 104

2.2.2.1 Mobilisation et distribution de l'épargne interne 105

2.2.2.2 L'engagement du brésil sur le marché financier international 106

2.2.2.2.1 La privatisation du système financier international 106
2.2.2.2.2 Un endettement international croissant peu lie aux besoins de l'expansion interne 108
2.2.2.2.3 Les nouvelles modalités d'emprûnts 110

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 112

-TROISIEME PARTIE-
LES REPONSES A LA CRISE DE 1974-

1. LA CRISE DE 1974 118

1.1 L'ANALYSE DU DEFICIT COMMERCIAL 118

1.1.1 LE CHOC PETROLIER 118
1.1.2 L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS HORS ENERGIE 121
1.1.3 L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS 122

1.2 LA CRISE ET LES SOLUTIONS PROPOSEES 123

1.2.1 LIMITES STRUCTURELLES DE LA CROISSANCE BRESILIENNE 123
1.2.2 LES ENJEUX DE LA CRISE ET LEURS DEPASSEMENTS 126
1.2.3 LE SECOND PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT 129

2. L'AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE PRODUCTIVE 133

2.1 LES GRANDES TENDANCES DE LA PERIODE 1974-1978 136

2.2 DES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES EN PROFONDEUR 140

2.2.1 LES SECTEURS INDUSTRIELS PRIORITAIRES 140
2.2.2 LES RESTRUCTURATIONS: OBJECTIFS ET PROGRAMMES 143
2.2.2.1 Le secteur énergétique 145
2.2.2.2 Les biens intermédiaires 149
2.2.2.3 Le secteur des biens de capital 154

2.3 UN SECTEUR AGRICOLE EN PLEINE MUTATION 159

2.3.1 UN SECTEUR STRUCTURELLEMENT TRES HETEROGENE 160
2.3.2 LES NOUVEAUX ENJEUX DU SECTEUR 161
2.3.3 DESTRUCTURATION ET RESTRUCTURATION AGRICOLE 167

3. LES REPERCUSSIONS DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR L'EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA DEMANDE FINALE INTERNE 171

3.1 EVOLUTION DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE, DE L'EMPLOI ET LA PRODUCTIVITE 172

3.2 EVOLUTION DES SALAIRES 173

3.2.1 LE PRINCIPE DE L'EROSION DES SALAIRES AVEC LA REPRISE DE L'INFLATION 174
3.2.2 UNE NOUVELLE RELATION SALAIRE/PRODUCTIVITE? 177
3.2.3 CROISSANCE ET REPRESSION: DES TENSIONS SOCIALES QUI S'AFFIRMENT 178
3.2.4 SALAIRE MINIMUM: LE DEBUT D'UNE INFLEXION 180
3.2.5 TENDANCE A LA DEPOLARISATION "VERS LE HAUT" 180

3.3 LES CONSEQUENCES SUR LA CONSOMMATION DES MENAGES 183

4. UNE FORME DE GESTION MONETAIRE ET FINANCIER DE L'ECONOMIE SPECIFIQUE 188

4.1 DE L'INFLATION AU DEFICIT PUBLIC INTERNE 189

4.2 LE RECOURS A L'ENDETTEMENT EXTERNE 193

4.3 PROFIL DE LA DETTE EXTERNE 199

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE 204

-QUATRIEME PARTIE-

LE BRESIL FACE A LA CRISE DES ANNEES 80-

1. 1979-1980: UN AJUSTEMENT EN DOUCEUR A LA "CRISE DANS LA REGULATION" 211

1.1 L'ACCENTUATION DE LA CRISE DANS LA REGULATION 211

1.1.1 LE DEFICIT COMMERCIAL ET LE SECOND CHOC PETROLIER: COMPARAISON AVEC 1974 211

1.1.2 LA DESTABILISATION DU SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL 213

1.1.3 L'ENTREE EN CRISE DE LA FORME DE FINANCEMENT PROPRE AU MODE DE REGULATION BRESILIEN 216

1.2 LES REPERCUSSIONS SUR L'ACTIVITE INDUSTRIELLE INTERNE 219

1.2.1 LA POLITIQUE DU "STOP AND GO" DU GOUVERNEMENT GEISEL 220

1.2.2 POURSUITE DES PRIORITES INDUSTRIELLES 222

1.2.2.1 Une accumulation du capital encore en expansion 222

1.2.2.2 Restrictions budgétaires et restructurations industrielles: des efforts soutenus 224

1.2.2.2.1 Dans le domaine énergétique 224
1.2.2.2.2 Dans le secteur des biens intermédiaires 228
1.2.2.2.3 Dans le secteur des biens de capital 229

1.3 LES REPERCUSSIONS SUR LES CONDITIONS DE LA DEMANDE FINALE 231

1.3.1 BAISSE DU SALAIRE MOYEN REEL EN 1980 ET NOUVELLE LOI SALARIALE 231

1.3.2 DEPOLARISATION DES REVENUS DU TRAVAIL SUR LE SECTEUR FORMEL 233

1.4 L'INTEGRATION DU BRESIL SUR LA SCENE INTERNATIONALE 237

1.4.1 METHODOLOGIE UTILISEE 238

1.4.2 LES PREMIERS RESULTATS DE L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE FACE AU SECOND CHOC PETROLIER ET AUX DIFFICULTES FINANCIERES CROISSANTES 240

2. LA PERIODE 1981-1983: CONTRAINTE EXTERNE ET DESTRUCTURATION INTERNE 246

2.1 L'OUVERTURE DE LA "CRISE DANS LA REGULATION" 247

2.1.1 LE RENVERSEMENT DU TRANSFERT DES CAPITAUX FINANCIERS 248

2.1.2 LE RECOURS AU FMI 250

2.1.3 TRANSFERT DE RESSOURCES REELLES ET DETTE PUBLIQUE 252

2.2 LES EFFETS DE L'AJUSTEMENT EXTERNE SUR LA STRUCTURE INDUSTRIELLE 253

2.2.1 LE RENVERSEMENT CONJONCTUREL 254

2.2.1.1 De la chute de la demande à l'effondrement de la production 255

2.2.1.2 Crise de l'investissement et désindustrialisation 256

2.2.2 LES REPONSES AU NIVEAU SECTORIEL: LA SOUPLESSE DANS LA CRISE 258

2.2.2.1 Le secteur énergétique 259

2.2.2.2 Les biens intermédiaires 263

2.2.2.3 Le secteur des biens de capital 267

2.3 DEGRADATION DES CONDITIONS DE FORMATION DE LA DEMANDE FINALE INTERNE 270

2.3.1 CRISE ET REGULATION SUR LE MARCHE DE L'EMPLOI 270

2.3.1.1 Contraction de l'offre d'emploi sur le marché formel.. 270

2.3.1.2 ..et gonflement du marché informel 272

2.3.2 LES BOULEVERSEMENTS DE LA POLITIQUE SALARIALE ET SES EFFETS 273

2.3.2.1 Léger rattrapage suivi d'un effondrement des salaires réels 274

2.3.2.2 Décrochement du SM dans la loi salariale de 1980 274

2.3.2.3 Une loi salariale de plus en plus défavorable aux populations les plus pauvres 276

2.3.2.4 Dépolarisation et repolarisation dans la distribution des revenus 278

2.4 UN AJUSTEMENT EXTERNE EN PROFONDEUR A LA CRISE DANS LA REGULATION 285

2.4.1 UN AJUSTEMENT SUR LES VOLUMES IMPORTES 285

2.4.2 UNE POLITIQUE DES CHANGES PLUS FERME 288

2.4.3 LES TRANSFORMATIONS DE L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE 289

2.4.3.1 Baisse de la dépendance externe et réorientation vers l'extérieur 290

2.4.3.2 La flexibilité de la structure productive 291

2.4.3.2.1 Souplesse par rapport aux importations 292
2.4.3.2.2 Souplesse par rapport à la demande externe 298

2.4.3.3 L'adaptation des produits à la demande externe 302

3. LA PERIODE 1984-1986 309

3.1 UNE CONJONCTURE FINANCIERE INTERNATIONALE DE PLUS EN PLUS DESORGANISEE 311

3.1.1 CRISE DE SOLVABILITE ET ABSENCE DE LIQUIDITES INTERNATIONALES 311

3.1.2 RUPTURE DES NEGOCIATIONS BRESIL/FMI ET NOUVELLES PRIORITES NATIONALES 313

3.2 LES PREMICES D'UNE REFORMULATION DU REGIME D'ACCUMULATION EN 1984 317

3.2.1 LES EFFETS D'UNE REPRISE LIEE AUX EXPORTATIONS 318

3.2.1.1 Une reprise très spécifique de la production industrielle 318

3.2.1.2 Des investissements liés au secteur exportateur 320

3.2.1.3 Fin ou suspension des grands projets 321

3.2.2 UNE REPRISE AVEC RELATIVEMENT PEU D'EFFETS REDISTRIBUTIFS SUR LES CONDITIONS DE FORMATION DE LA DEMANDE INTERIEURE 325

3.2.2.1 Une reprise sans création d'emploi sur le marché du travail formel 325

3.2.2.2 Une évolution des salaires liée à l'origine de la croissance 327

3.2.3 L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE EN 1984 331

3.2.3.1 Une conjoncture favorables aux exportations brésiliennes 331

3.2.3.2 Triple dynamique de la croissance des exportations 332

3.2.3.3 Une croissance avec exportations et sans importations 334

3.2.3.4 Extraversion et indépendance accrues 335

3.2.3.4.1 La reprise des résultats de substitution aux importations 335
3.2.3.4.2 Le brutal renversement de la production vers les marchés étrangers 336

3.2.3.5 Comment et pourquoi? 338

3.3 1985-1986: LA CONFIRMATION DE LA REFORMULATION DU REGIME D'ACCUMULATION 341

3.3.1 UNE NOUVELLE DYNAMIQUE PRODUCTIVE 342

3.3.1.1 Confirmation de la reprise industrielle 342

3.3.1.2 Une nouvelle dynamique due à une réinterprétation des problèmes 343

3.3.1.3 Trois raisons de parler d'une transformation profonde de l'organisation productive 346

3.3.1.4 Les limites structurelles à la croissance et au-delà 347

3.3.2 LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA REPRISE TIREE PAR LA DEMANDE INTERNE 351

3.3.2.1 Emploi et productivité 351

3.3.2.2 L'évolution des salaires 352

3.3.3 L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE EN PERIODE DE REPRISE DE LA CROISSANCE PAR LA CONSOMMATION INTERNE 357

3.3.3.1 Des résultats commerciaux tout à fait significatifs malgré quelques difficultés en fin de période 357

3.3.3.2 La composition des échanges de marchandises 360

3.3.3.2.1 L'évolution des importations 360
3.3.3.2.2 L'évolution des exportations 362

3.3.3.3 L'insertion internationale du brésil 364

3.3.3.3.1 Poursuite de la substitution aux importations 364
3.3.3.3.2 Plasticité et insertion structurelle 367

CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE 375

CONCLUSION GENERALE 384

BIBLIOGRAPHIE 396

TABLE DES MATIERES 412

ANNEXE STATISTIQUE

UNIVERSITES PARIS VII - PARIS VIII
DEPARTEMENT D'ECONOMIE - UFR 3 - PARIS VIII

LE BRESIL FACE A LA CRISE DES ANNEES 80:
REGIME D'ACCUMULATION
ET
INSERTION INTERNATIONALE

CHRISTINE RIFFLART

THESE POUR LE DOCTORAT NOUVEAU REGIME "SCIENCES ECONOMIQUES"
DIRECTEUR DE RECHERCHE: A. LIPIETZ

MEMBRES DU JURY:
A. LIPIETZ: UNIVERSITE PARIS VII - CEPREMAP
G. GRELLET: UNIVERSITE PARIS VIII
B. CORIAT: UNIVERSITE PARIS VII
J.L. ROSINGER: UNIVERSITE FEDERALE DE BRASILIA

ANNEXE STATISTIQUE

1. EVOLUTION ET REPARTITION DU PIB

Tableau 1.1 : Evolution du PIB et du PIB/tête (1971-1986) 4
Tableau 1.2 : Répartition du PIB par secteurs de la demande (1970-1986) 5
Tableau 1.3 : Evolution des différents secteurs de la demande (1970-1986) 6
Tableau 1.4 : Structure du PIB par secteurs de la demande (1970-1986) 6

2. INDUSTRIE

Tableau 2.1 : Taux moyens annuels de croissance par secteurs d'activité (1962-1986) 7
Tableau 2.2 : Indices de production industrielle par secteurs d'activité (1975-1986) 7
Tableau 2.3 : Indices de la production industrielle par branches (1975-1986) 8
Tableau 2.4 : Taux d'utilisation des capacités productives (1968-1986) 9
Tableau 2.5 : Les industries prioritaires du II PND: Productions effective et projetée (1970-1979) 10
Tableau 2.6 : Le secteur des biens de capital (1970-1983) 11
Tableau 2.7 : Indices de productions effective et potentielle dans l'industrie de transformation (1978-1986) 12
Graphique 2.1: Indices de production potentielle

dans - l'industrie de transformation 13
Graphique 2.2: " " - la chimie 13
Graphique 2.3: " " - le matériel de transport 13
Graphique 2.4: " " - le matériel électrique et de communication 13
Tableau 2.8 : Balance d'énergie primaire (1974-1985) 14
Tableau 2.9 : Investissements des entreprises publiques (1980-1986) 15
Graphique 2.5: Evolution du produit et du stock de capital dans l'industrie de transformation 16
Graphique 2.6: Emploi, production, productivité dans l'industrie 17

3. EVOLUTION DES REVENUS SALARIAUX

Tableau 3.1 : Evolution des classes de revenus en % de la PEA et en % des revenus distribués (1979-1985) 18
Tableau 3.2 : Indices de correction salariale 19
Graphique 3.1: Indices de salaires moyen et minimum réels, et de productivité dans l'industrie de transformation 20
Graphique 3.2: Evolution du Salaire Minimum sur longue période 21
Graphique 3.3: Indices de salaires et traitements réels par catégories professionnelles 22

4. COMMERCE EXTERIEUR

Tableau 4.1 : Commerce extérieur brésilien (1968-1986) 23
Tableau 4.2 : Importations brésiliennes par secteurs d'activité (1970-1986) 24

Tableau 4.3 : Structure des importations brésiliennes par secteurs d'activité (1970-1986) 24
Tableau 4.4 : Exportations brésiliennes (1968-1985) 25
Tableau 4.5 : Structure des exportations brésiliennes (1968-1985) 26
Tableau 4.6 : Elasticité des exportations brésiliennes aux importations des principaux pays clients (1976-1985) 27
Tableau 4.7 : Destination des exportations brésiliennes (1979-1986) 28

5. BALANCE DES PAIEMENTS, DETTE EXTERNE ET INFLATION

Tableau 5.1 : Balance des Paiements (1968-1986) 29
Tableau 5.2 : Dette extérieure brute de moyen et long termes (1973-1986) 30
Tableau 5.3 : Indicateurs d'endettement externe (1975-1986) 31
Tableau 5.4 : LIBOR nominal et réel (1971-1986) 32
Graphique 5.1: Inflation (IGP-DI) (1973-1986) 33

6. L'INSERTION INTERNATIONALE BRESILIENNE

Présentation des calculs 34
Tableau 6.1 : Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation (1976-1985) 35
Tableau 6.2 : Importations/demande intérieure par groupes de branches (1976-1985) 36
Tableau 6.3 : Exportations/demande intérieure par groupes de branches (1976-1985) 37
Graphique 6.1: Evolution de l'insertion internationale du Brésil (1976-1985) 38

TABLEAU 1.1

EVOLUTION DU PIB ET DU PIB PER CAPITA

			1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986*
TAUX REEL DE VARIATION ANNUELLE	AGRICULTURE		10,1	4,0	0,0	1,0	7,2	2,4	12,1	-2,9	4,9	9,6	6,1	-1,9	1,8	3,2	8,4	-7,9
	INDUSTRIE		11,8	14,2	17,0	8,6	4,9	11,8	3,3	6,4	6,7	9,2	-9,2	-0,1	-6,6	6,1	9,0	12,1
	SERVICES		11,2	12,4	15,0	11,1	5,0	10,0	3,9	5,3	8,1	9,0	-0,9	2,2	-0,4	5,9	7,7	8,3
		COMMERCE	11,5	12,1	13,4	9,7	2,9	8,9	2,6	4,3	6,7	8,7	-6,8	-0,1	-5,1	6,4	8,9	9,9
		TRANSPORT	10,2	12,5	20,7	14,4	10,4	12,5	5,4	6,9	10,2	7,5	-1,8	2,1	-1,8	4,9	4,7	11,6
		COMMUNICATIONS	10,3	20,2	22,5	31,2	29,2	22,4	26,4	22,0	28,4	20,0	9,3	22,1	9,5	10,0	16,9	20,9
		INSTIT.FINANC.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,6	4,2	5,6	7,7	10,0	7,2
		ADMINIST.PUB.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
	P.I.B.		11,3	12,1	14,0	9,0	5,2	9,8	4,6	4,8	7,2	9,1	-3,4	0,9	-2,5	5,7	8,4	8,0
	P.I.B. PER CAPITA		8,6	9,3	11,2	6,4	2,7	7,1	2,1	2,3	4,6	6,5	-5,7	-1,5	-4,9	3,1	5,8	5,3
POPULATION (millions)			95,1	97,4	99,8	102,3	104,9	107,5	110,1	112,8	115,6	118,5	121,5	124,5	127,6	130,7	134,0	137,3

* données préliminaires

Source: 1971-1984: Anuario Estatistico do Brasil - IBGE, 1986.
1985-1986: Brasil Programa Economico, Banco Central do Brasil, vol. 16, mars 1988.

TABLEAU 1.2

REPARTITION DU PIB PAR SECTEURS DE LA DEMANDE (1970-1986)

(à prix constants, en millions de cruzeiros de 1980)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986(2)
consommation finale	4515	5098	5658	6343	7030	7106	7959	8322	8739	9520	10081	9643	9996	9832	9930(1)	10630(1)	11680(1)
F.B.C.F.	1114	1285	1500	1815	2056	2256	2409	2375	2448	2564	2781	2412	2282	1893	1970	2200	2696
variation de stocks	47	40	44	109	186	212	70	98	63	-26	54	26	-33	-169			
X de biens et servic	435	459	570	651	666	743	741	738	836	914	1121	1360.	1235	1411	1723	1843	1655
moins M biens,serv.	609	759	911	1097	1410	1346	1329	1228	1285	1390	1399	1226	1152	952	923	923	1167
P.I.B.	5503	6124	6862	7822	8529	8973	9852	10306	10802	11581	12639	12215	12328	12016	12701	13750	14864
P.I.B.+ M	6112	6883	7773	8919	9939	10319	11181	11534	12087	12971	14038	13441	13480	12968	13624	14673	16031

(1) A partir de 1984, les variations de stocks sont incluses dans la consommation finale.
(2) Les données de 1970-1985 faisant partie de la série publiée en 1986 et celles de 1986, de la série de 1988, une un léger décalage (négligeable) existe entre ces deux sources.
Source: 1970-1985: Anuario Estatistico do Brasil, 1985, IBGE, 1986.
1986: Anuario Estatistico do Brasil, 1987, IBGE, 1988.

TABLEAU 1.3

EVOLUTION DES DIFFERENTS SECTEURS DE LA DEMANDE (1970-1986)

(en taux de croissance)

	71/70	72/71	73/72	74/73	75/74	76/75	77/76	78/77	79/78	80/79	81/80	82/81	83/82	84/83	85/84	86/85
consommation finale	13%	11%	12%	11%	1%	12%	5%	5%	9%	6%	-4%	4%	-2%	1%	7%	9,9%
F.B.C.F.	15%	17%	21%	13%	10%	7%	-1%	3%	5%	8%	-13%	-5%	-17%	4%	12%	23%
variation de stocks	-15%	10%	148%	71%	14%	-67%	40%	-36%	-141%	-308%	-52%	-227%	412%			
X de biens et servic	6%	24%	14%	2%	12%	0%	0%	13%	9%	23%	21%	-9%	14%	22%	7%	-10%
moins M biens,serv.	25%	20%	20%	29%	-5%	-1%	-8%	5%	8%	1%	-12%	-6%	-17%	-3%	0%	26%
P.I.B.	11%	12%	14%	9%	5%	10%	5%	5%	7%	9%	-3%	1%	-3%	6%	8%	8%
P.I.B.+ M	13%	13%	15%	11%	4%	8%	3%	5%	7%	8%	-4%	0%	-4%	5%	8%	9%

Source: voir tableau 1.2: Répartition du PIB par secteurs de la demande (1970-1986).

TABLEAU 1.4

STRUCTURE DU PIB PAR SECTEURS DE LA DEMANDE (1970-1986)

(en pourcentage)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
consommation finale	82%	83%	82%	81%	82%	79%	81%	81%	81%	82%	80%	79%	81%	82%	78%	77%	78%
F.B.C.F.	20%	21%	22%	23%	24%	25%	24%	23%	23%	22%	22%	20%	19%	16%	16%	16%	18%
variation de stocks	1%	1%	1%	1%	2%	2%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%	-1%			
X de biens et servic	8%	7%	8%	8%	8%	8%	8%	7%	8%	8%	9%	11%	10%	12%	14%	13%	11%
moins M biens,serv.	11%	12%	13%	14%	17%	15%	13%	12%	12%	12%	11%	10%	9%	8%	7%	7%	8%
P.I.B.	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: voir tableau 1.2: Répartition du PIB par secteurs de la demande (1970-1986).

TABLEAU 2.1

TAUX MOYENS ANNUELS DE CROISSANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITE (1962-1986)

(en pourcentage)

	1962/1967	1967/1973	1973/1978	1980/1978	1983/1980	1986/1983
BIENS DE CAPITAL	-2,6	18,1	7,1	8,2	-17,9	16,1
BIENS INTERMEDIAIRES	5,9	13,5	8	9,1	-4	8,6
BIENS DE CONSOMMATION				5,8	-1,6	6,7
DURABLES:	4,1	23,6	7,8	13	-7	8,6
NON-DURABLES:	0	9,4	4,4	4,4	-0,5	6,2

Source: J. SERRA, ciclos e mudanças..., 1983
et du tableau 2.2.: Indices de la production industrielle par secteurs d'activité

TABLEAU 2.2

INDICES DE PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR SECTEURS D'ACTIVITE (1975-1986)

base: 1975=100

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
BIENS DE CAPITAL	100,0	110,0	104,2	104,3	112,4	122,1	98,4	83,7	67,5	77,5	87,0	105,7
BIENS INTERMEDIAIRES	100,0	112,9	120,7	129,0	140,8	153,7	136,6	140,0	135,9	149,8	160,6	174,1
BIENS DE CONSOMMATION	100,0	111,3	111,6	119,7	124,7	134,0	128,8	132,9	127,6	127,8	139,5	154,9
- DURABLES	100,0	117,6	117,8	142,4	153,1	181,8	136,5	147,3	146,1	135,2	155,6	187,2
- NON-DURABLES	100,0	110,3	110,6	116,2	120,3	126,7	128,1	130,9	124,8	127,2	137,2	149,4

Source: 1975-1985: Indices da produçao industrial series revistas 1975-1985 - IBGE, 1986.
1986: Banco Central do Brasil, Brasil Programa Economico, vol 16, mars 1988.

TABLEAU 2.3

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR BRANCHES (1975-1986)

base: 1975=100

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
INDUSTRIE GENERALE	100,0	111,9	114,3	121,3	129,8	141,7	127,3	127,0	120,2	128,6	139,5	154,7
Extraction de minerais	100,0	102,8	99,2	106,6	119,5	134,8	131,5	140,8	162,7	212,3	236,7	245,4
IND. DE TRANSFORMATION	100,0	112,1	114,7	121,7	130,0	141,9	127,1	126,6	118,9	126,1	136,6	152,1
Minerais non métall.	100,0	112,4	120,4	127,0	134,5	144,9	137,4	133,6	111,6	111,4	119,7	141,5
Métallurgie	100,0	109,6	116,8	123,2	133,4	150,0	124,5	119,8	116,9	133,0	142,3	159,1
Métall. de base	100,0	108,7	122,0	131,3	146,3	164,6	133,3	126,0	125,4	150,5	157,4	
Aut. prod. métall.	100,0	111,0	109,2	111,3	114,2	128,5	110,8	109,4	103,7	107,6	119,9	
Mécanique	100,0	109,2	101,9	103,6	111,5	127,7	102,5	84,6	73,6	87,3	96,1	116,9
Mat. électr. et comm.	100,0	117,7	118,0	138,0	148,7	166,9	141,3	144,8	129,2	132,8	158,4	193,5
Matériel de transport	100,0	108,7	108,3	119,6	127,6	133,3	102,8	99,8	93,1	97,3	108,7	122,3
Automobiles	100,0	108,6	108,2	121,5	128,9	133,4	97,6	94,1	93,3	98,8	113,3	
Aut. prod. transport	100,0	108,8	108,6	116,0	125,2	133,3	116,7	114,7	94,1	95,2	99,4	
Papier-carton	100,0	121,0	123,9	137,8	155,9	173,4	161,5	173,1	176,1	188,1	200,1	221,2
Caoutchouc	100,0	111,1	108,8	117,1	125,5	137,3	117,2	110,2	111,0	120,9	130,8	149,2
Chimie	100,0	116,2	122,3	131,5	143,8	151,0	149,2	160,0	154,5	168,7	179,6	182,5
Pétro./dér.pétrole	100,0	108,4	110,6	120,0	127,3	124,5	122,7	125,6	121,1	130,2	130,4	
Aut. prod. chimiques	100,0	121,7	130,6	139,6	155,5	169,8	167,9	185,6	179,2	197,6	217,7	
Pharmacie	100,0	113,2	94,9	96,2	101,5	113,4	116,3	117,1	108,2	117,7	123,7	151,3
Parfumerie	100,0	115,2	111,4	124,1	142,8	155,7	157,9	163,4	165,5	163,6	184,6	225,2
Matières plastiques	100,0	120,7	121,1	132,4	141,0	161,4	127,7	137,5	124,0	128,8	143,3	174,4
Textile	100,0	104,9	107,0	114,0	124,0	132,1	114,0	119,8	107,2	103,4	117,4	133,2
Vêtements-chaussures	100,0	110,5	109,8	118,2	124,3	137,6	136,6	140,9	124,7	127,0	136,5	145,3
Produits alimentaires	100,0	112,8	120,2	118,9	118,5	128,4	131,8	133,6	137,6	136,4	136,5	136,8
Boissons	100,0	113,2	127,9	136,9	143,3	146,2	135,1	131,7	124,9	124,2	137,9	169,9
Tabac	100,0	109,2	118,2	125,0	134,4	129,2	134,5	140,4	137,9	142,4	157,4	169,0

Source: 1975-1985: Indices da produçao industrial - series revistas 75-85, FIBGE, 1986.
1986: Brasil Programa Economico, Banco Central do Brasil, Vol.16, mars 1988.

TABLEAU 2.4

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES PRODUCTIVES (1968-1986)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
minerais non métal.	86,0	90,5	90,3	90,3	90,8	94,3	92,8	89,3	91,3	89,3	89,3	88,8	90,5	82,7	81,8	69,7	68,0	71,3	79,5
métallurgie	88,0	85,3	88,8	8,8	91,3	92,3	91,3	88,0	88,5	87,3	87,5	89,0	89,3	78,7	76,8	78,7	84,8	86,3	87,5
mécanique	77,0	78,8	84,0	87,5	86,8	92,3	86,5	86,0	85,0	7,3	77,8	77,8	80,0	71,7	65,5	57,7	68,3	73,0	80,0
mat. élect. et comm.	82,0	78,8	80,3	82,0	86,3	88,3	86,5	85,0	86,3	79,7	78,3	79,3	79,3	71,5	72,3	66,7	70,3	77,8	83,0
mat. de transport	76,0	85,5	82,5	90,0	92,0	94,0	91,3	89,3	88,8	79,0	82,8	83,5	86,0	66,7	62,0	63,7	65,3	69,8	79,0
papier et carton	89,0	91,8	91,0	89,3	92,5	93,8	87,8	84,0	88,5	86,7	85,3	88,0	91,3	86,3	88,0	87,0	88,5	88,0	91,0
caoutchouc	90,0	81,0	95,3	95,3	95,0	95,5	94,5	95,5	97,0	95,7	94,5	95,5	95,0	78,0	74,5	72,0	81,0	86,0	87,8
Cuir					87,7	83,5	79,3	87,0	92,3	90,7	90,3	79,5	77,3						
Chimie			84,8			92,8	90,8	89,3	92,8	88,3	86	90,0	87,0	80,3	82,3	81,0	81,3	82,0	86,0
Pharmacie	80,0	86,3	85,5	84,8	85,3	86,3	88,0	86,5	85,8	85,0	81,8	83,3	83,0	80,3	78,5	76,0	78,7	79,5	85,0
parfumerie	75,0	86,0	80,3	84,5	83,8	91,3	84,3	80,3	88,3	86,7	87,3	86,5	87,8	84,7	81,0	77,3	77,3	78,3	80,5
matières plastiques	83,0	81,5	81,8	82,0	82,5	83,5	79,3	75,3	76,8	75,0	82	80,5	81,8	69,0	73,0	64,0	68,0	73,3	85,5
textile	87,0	89,5	90,8		90,3	93,5	89,8	89,3	90,8	85,3	87,7	88,5	89,5	81,0	83,3	76,7	83,7	89,0	90,8
vêtements, chauss.	81,0	82,0	85,3	88,0	86,8	90,8	86,0	87,8	89,3	85,7	89,5	87,4	86,0	83,0	82,9	83,2	79,0	84,1	88,1
produits aliment.				77,8	81,0	80,3	80,8	84,5	85,8	82,3	79,8	77,5	75,3	73,7	73,3	73,3	73,3	76,3	73,0
boissons	82,0	87,5	86,0	87,5	89,3	89,8	87,0	88,3	89,0	84,7	84	83,0	83,8	82,7	80,8	77,0	75,3	77,3	84,0
tabac	91,0	86,5	77,3	75,8	74,5	87,0	93,0	91,3	93,8	96,3	90,8	86,3	82,3	80,7	78,0	61,7	65,0	80,3	91,3
Industrie																			
de transformation	83,0	85,0	85,8	86,8	87,8	90,5	88,0	87,0	88,5	83,3	83,7	83,8	83,8	75,5	75,5	72,8	75,3	78,8	83,3

Source: 1968-1980: A. ZANTMAN, J.Y. WANG, L'héritage économique de..., 1985.
1981-1986: Banco Central do Brasil, Boletim Mensal, mars 1987.

TABLEAU 2.5

LES INDUSTRIES PRIORITAIRES DU II PND: PRODUCTIONS EFFECTIVES ET PROJETEES

INDUSTRIES	PRODUCTION EFFECTIVE (1000/t) 1970	1974	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE EFFECTIVE (%) 1970 - 1974	CAPACITE PRODUCTIVE (1000/t) 1974	1979	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE PROJETEE (%) 1974 - 1979	PRODUCTION EFFECTIVE (1000/t) 1979	TAUX ANNUEL DE CROISSANCE EFFECTIVE (%) 1974 - 1979
METALLURGIE								
- ACIER BRUT	5390	7507	8,6	8600	22300	21,0	13891	13,1
- ACIER PLAT	1968	2923	10,4	4100	13100	26,2	6853	18,6
- ACIER PROFILE	2436	3402	8,7	4600	8300	12,5	5261	9,1
- ALUMINIUM	56	114	19,4	120	190	9,6	238	15,9
- CUIVRE	--	3	--	10	60	43,1	0	0
- ZINC	--	31	--	33	58	11,9	63	15,2
CHIMIE								
- ACIDE SULFURIQUE	561	925	13,3	986	3388	28,0	1924	15,8
- SOUDE CAUSTIQUE	147	214	9,8	273	700	20,7	645	24,7
- CHLORE	133	140	1,3	212	593	22,8	587	33,2
- FERTILISANTS	189	531	29,5	585	1199	15,4	1533	23,6
- RESINES THERMOPLAST.	101	344	35,8	408	891	16,9	851	19,9
- FIBRES SYNTH./ARTIF.	44	114	26,9	176	253	7,5	214	13,4
- ELASTOMERE SYNTHET.	75	155	19,9	144	239	10,7	224	7,6
- DETERGENT	--	--	--	27	75	22,7	--	--
- ETHYLENE	33	269	69	343	718	15,9	631	18,6
- AMONIAQUE	--	198	--	268	577	16,6	353	12,3
NON METALLIQUE								
- CIMENT	9002	14919	13,5	17130	26190	8,9	24871	10,8
- CELLULOSE	685	1130	13,3	1547	2860	13,1	2780	19,7
- PAPIER	1136	1853	13	2267	2900	5,0	2979	10

Source: J.C.BATISTA: A estrategia de ajustamento..., 1987.

TABLEAU 2.6

LE SECTEUR DES BIENS DE CAPITAL (1970-1983)

(en millions de US$)

	BIENS DE CAPITAL					BIENS DE CAPITAL SOUS COMMANDE				
	Product. Nation.	Export.	Import.	Consomm. Appar.	Coeff. d'import.	Product. Nation.	Export.	Import.	Consomm. Appar.	Coeff. d'import.
1970	2108	87	968	2989	32,4	452	15	380	817	46,5
1971	2870	119	1323	4074	32,5	606	22	419	1003	41,8
1972	3983	162	1854	5675	32,7	745	33	603	1315	45,9
1973	5890	232	2282	7940	28,7	983	20	570	1533	37,2
1974	8833	465	3355	11723	28,6	1528	34	721	2215	32,6
1975	11251	591	4217	14877	28,3	2294	53	1074	3315	32,4
1976	12872	631	3874	16115	24,0	2567	91	1151	3627	31,7
1977	14435	948	3314	16801	19,7	2964	112	1106	3958	27,9
1978	16571	1267	3775	19079	19,8	3636	244	1514	4096	30,9
1979	16983	1577	4041	19447	20,8	4192	384	1321	5129	25,6
1980	17926	2103	4686	20509	22,8	3992	529	1624	5087	31,9
1981	19933	2427	4304	21810	19,7	5090	742	1637	5985	27,4
1982	19179	2086	3503	20596	17,0	4854	696	972	5130	18,9
1983	10749	2534	2682	10097	26,6	2770	681	712	2801	25,4

Le coefficient d'importation est égal à M / P - X + M

où P = Production de biens de capital

M = Importations

X = Exportations

Source: V. TADINI, O setor de bens de capital..., 1986, pp 98-99.

TABLEAU 2.7

INDICES DE PRODUCTIONS EFFECTIVE ET POTENTIELLE (*) DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION (1978-1986)

(1978=100)

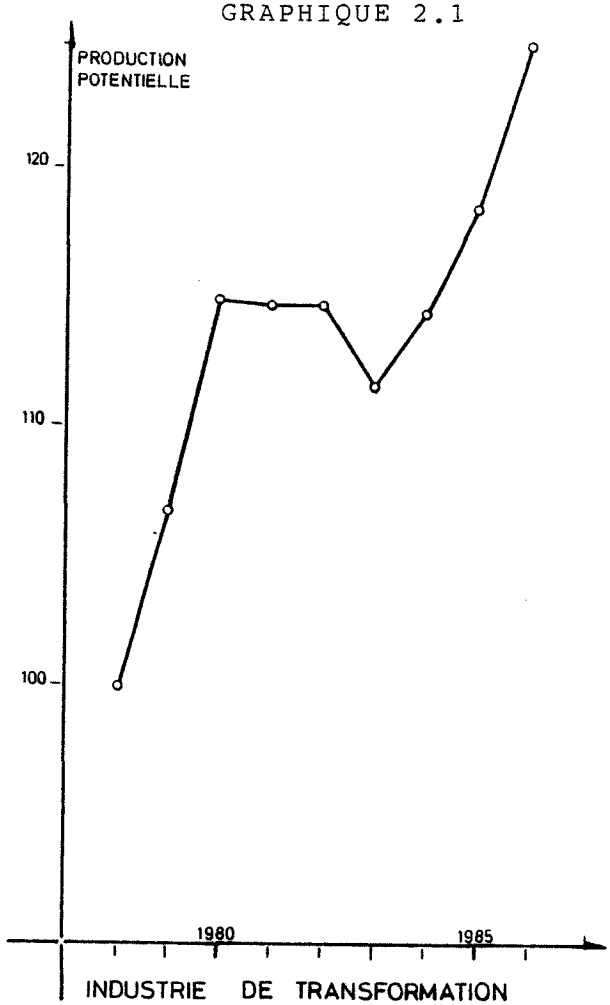
		1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Industrie de transformation	Prod.eff.	100,0	106,9	115,0	103,5	103,5	97,0	102,8	111,4	124,0
	Prod.pot.	100,0	106,8	114,9	114,7	114,7	111,6	114,4	118,4	124,7
	util.cap.%	83,7	83,8	83,8	75,5	75,5	72,8	75,3	78,8	83,3
Minerais non métalliques	Prod.eff.	100,0	105,5	112,5	105,7	102,3	86,0	86,5	93,3	110,1
	Prod.pot.	100,0	106,1	111,0	114,2	111,7	110,3	113,6	116,9	123,7
	util.cap.%	89,3	88,8	90,5	82,7	81,8	69,7	68,0	71,3	79,5
Métallurgie	Prod.eff.	100,0	110,8	124,2	104,7	103,9	102,5	116,1	124,2	138,9
	Prod.pot.	100,0	108,9	121,7	116,5	118,4	114,0	119,8	126,0	138,9
	util.cap.%	87,5	89,0	89,3	78,7	76,8	78,7	84,8	86,3	87,5
Mécanique	Prod.eff.	100,0	106,6	123,1	103,2	87,4	77,5	88,8	97,8	119,0
	Prod.pot.	100,0	106,6	119,7	112,0	103,8	104,6	101,1	104,2	115,7
		77,8	77,8	80,0	71,7	65,5	57,7	68,3	73,0	80,0
Matériel électrique et de communication	Prod.eff.	100,0	107,9	113,3	94,5	91,1	79,2	82,0	97,8	119,6
	Prod.pot.	100,0	106,6	111,9	103,5	98,7	93,1	91,3	98,5	112,8
	util.cap.%	78,3	79,3	79,3	71,5	72,3	66,7	70,3	77,8	83,0
Matériel de transport	Prod.eff.	100,0	105,1	107,3	77,4	82,5	75,2	81,6	91,1	102,4
	Prod.pot.	100,0	104,2	103,3	96,1	110,2	97,9	103,4	108,1	107,4
	util.cap.%	82,8	83,5	86,0	66,7	62,0	63,7	65,3	69,8	79,0
Papier et carton	Prod.eff.	100,0	112,9	122,6	112,0	117,4	120,8	128,6	136,9	151,2
	Prod.pot.	100,0	109,4	114,6	110,7	113,8	118,5	124,0	132,7	141,7
	util.cap.%	85,3	88,0	91,3	86,3	88,0	87,0	88,5	88,0	91,0
Caoutchouc	Prod.eff.	100,0	106,5	116,9	104,1	102,3	102,7	115,6	125,1	142,8
	Prod.pot.	100,0	105,4	116,3	126,1	129,7	134,8	134,9	137,5	153,7
	util.cap.%	94,5	95,5	95,0	78,0	74,5	72,0	81,0	86,0	87,8
Chimie	Prod.eff.	100,0	107,3	111,0	100,9	103,7	97,3	105,7	112,7	114,5
	Prod.pot.	100,0	102,5	109,7	108,0	108,4	103,3	111,9	118,2	114,5
	util.cap.%	86,0	90,0	87,0	80,3	82,3	81,0	81,3	82,0	86,0
Pharmacie	Prod.eff.	100,0	107,6	122,1	128,2	130,7	123,6	134,4	141,4	172,9
	Prod.pot.	100,0	105,7	120,3	130,5	136,2	133,0	139,8	145,5	166,4
	util.cap.%	81,8	83,3	83,0	80,3	78,5	76,0	78,7	79,5	85,0
Parfumerie	Prod.eff.	100,0	113,3	124,0	125,5	121,9	120,1	119,2	134,6	172,1
	Prod.pot.	100,0	114,4	123,3	129,4	131,4	135,6	134,8	150,1	186,6
	util.cap.%	87,3	86,5	87,8	84,7	81,0	77,3	77,3	78,3	80,5

		1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Matières plastiques	Prod.eff.	100,0	125,3	141,0	109,1	120,9	107,7	109,1	121,3	147,7
	Prod.pot.	100,0	127,6	141,4	129,7	135,9	138,0	131,6	135,8	141,7
	util.cap.%	82,0	80,5	81,8	69,0	73,0	64,0	68,0	73,3	85,5
Textile	Prod.eff.	100,0	105,6	112,3	104,1	108,6	97,4	94,2	104,9	119,1
	Prod.pot.	100,0	104,7	110,0	112,7	114,4	111,4	98,8	103,4	115,1
	util.cap.%	87,7	88,5	89,5	81,0	83,3	76,7	83,7	89,0	90,8
Vêtements, chaussures	Prod.eff.	100,0	104,4	110,5	109,6	112,9	100,7	103,8	111,6	118,8
	Prod.pot.	100,0	106,9	115,0	118,2	122,0	108,4	117,6	118,7	120,7
	util.cap.%	89,5	87,4	86,0	83,0	82,9	83,2	79,0	84,1	88,1
Produits alimentaires	Prod.eff.	100,0	102,4	109,8	109,4	110,4	115,2	114,2	114,3	114,4
	Prod.pot.	100,0	105,5	116,4	118,6	120,3	125,3	124,2	119,6	125,0
	util.cap.%	79,8	77,5	75,3	73,7	73,3	73,3	73,3	76,3	73,0
Boissons	Prod.eff.	100,0	104,5	106,9	100,1	94,1	86,9	87,0	96,7	119,1
	Prod.pot.	100,0	105,8	107,2	101,7	97,9	94,8	97,0	105,2	119,1
	util.cap.%	84,0	83,0	83,8	82,7	80,8	77,0	75,3	77,3	84,0
Tabac	Prod.eff.	100,0	104,1	103,1	104,4	103,2	100,3	100,9	112,2	120,6
	Prod.pot.	100,0	109,5	113,9	117,5	120,1	147,6	140,9	127,0	120,0
	util.cap.%	90,8	86,3	82,3	80,7	78,0	61,7	65,0	80,3	91,3

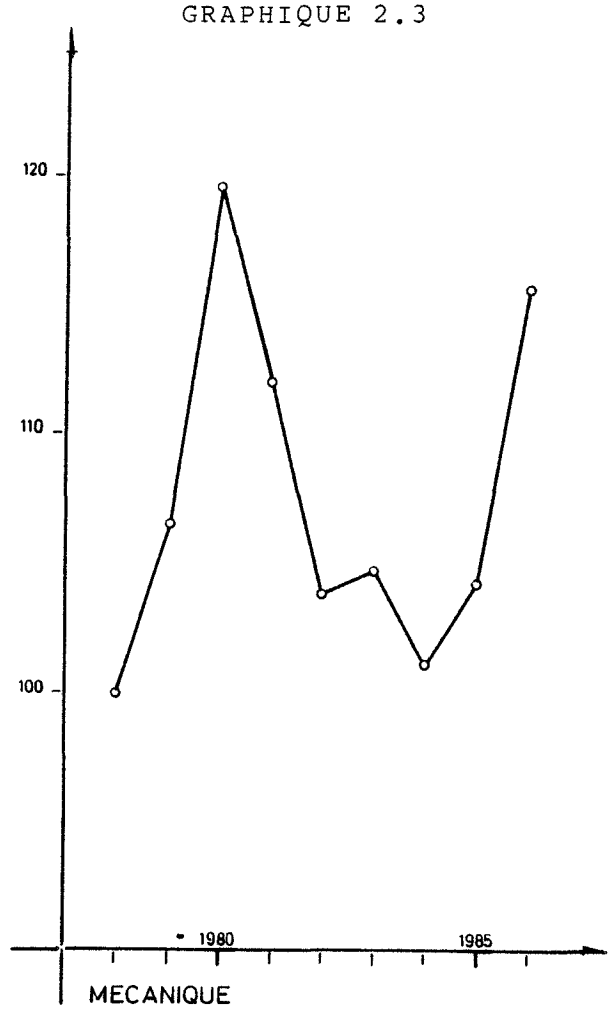
(*) L'indice de la production potentielle est obtenu à partir de l'hypothèse que les capacités productives fonctionnent à plein régime. La formule est donc:
Y pot.(t-1)*(Yeff.*100/util.cap.)(t)/(Yeff.*100/util.cap.)(t-1).
Source: A partir du tableau 2.3: Indices de la production industrielle par branches
et du tableau 2.4: Taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie de transformation.

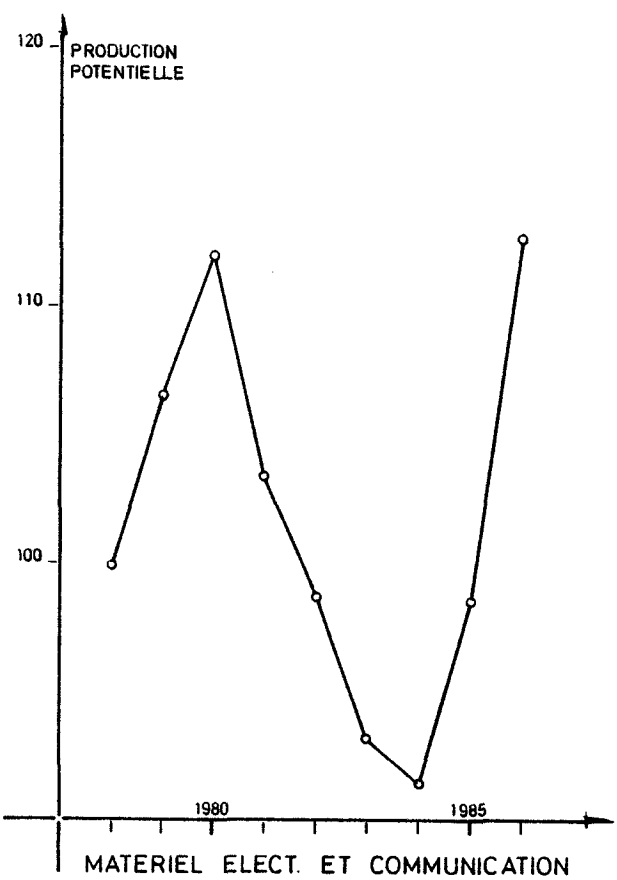
INDICES DE PRODUCTION POTENTIELLE

GRAPHIQUE 2.1

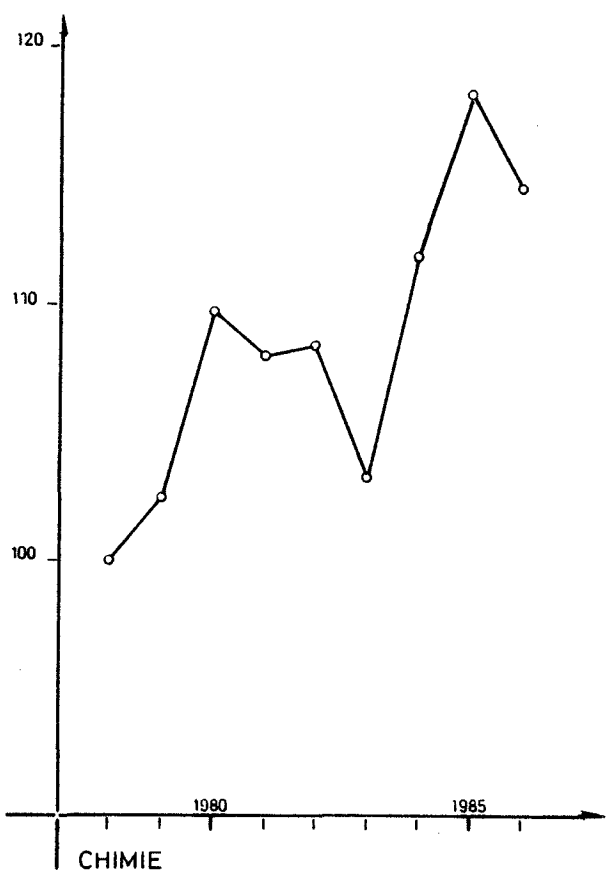


GRAPHIQUE 2.3





GRAPHIQUE 2.4



GRAPHIQUE 2.2

TABLEAU 2.8

BALANCE D'ENERGIE PRIMAIRE (1974-1986)

(en millions de tonne équivalent pétrole)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
PRODUCTION													
TOTAL:	63,1	65,6	70,1	75,0	78,5	84,4	92,4	95,4	106,6	118,2	133,7	142,4	143,0
dont:													
Pétrole:	8,6	8,6	8,3	8,0	8,0	8,3	9,1	10,7	13,0	16,6	23,1	27,5	28,8
Gas naturel:	1,4	1,5	1,5	1,7	1,8	1,7	2,0	2,3	2,8	3,7	4,6	5,0	5,2
Charbon:	1,5	1,3	1,6	1,8	2,1	2,3	2,5	2,6	2,9	3,0	3,4	3,3	3,3
Energie hydraul.:	19,1	21,0	24,0	27,1	29,8	33,4	37,6	37,9	40,9	43,9	48,0	51,7	53,0
Canne:	7,0	6,4	7,2	9,5	10,1	11,3	12,4	13,5	15,2	18,8	20,3	22,0	20,5
IMPORTATION													
TOTAL:	35,1	38,0	43,3	43,5	47,6	53,2	46,8	45,4	42,9	40,7	38,0	33,3	36,5
dont:													
Pétrole:	33,8	35,9	41,1	40,7	45,0	50,1	43,5	42,3	39,9	36,7	32,4	27,4	30,3
Charbon :	1,3	2,1	2,2	2,8	2,6	3,1	3,3	3,1	3,0	4,0	5,6	5,9	6,2
EXPORTATION													
TOTAL:	0,7	1,1	3,0	1,4	0,2		0,1	0,7	1,1	0,1			0,1
Pétrole:	0,7	1,1	3,0	1,4	0,2		0,1	0,7	1,1	0,1			
CONSOMMATION*													
TOTAL:	94,3	101,7	109,5	116,5	125,5	133,7	139,6	138,9	145,8	152,4	166,8	173,0	176,9
dont:													
Pétrole:	39,8	44,0	46,8	47,9	53,4	55,6	54,3	52,6	52,0	51,1	54,8	54,7	58,1
Gas naturel:	0,5	0,6	0,6	1,1	0,9	1,0	1,1	1,1	1,5	2,0	2,6	3,1	3,6
Charbon:	2,4	2,8	3,4	4,1	4,5	5,0	5,2	5,4	6,0	6,6	8,2	9,3	9,9
Energie hydraul.:	19,1	21,0	24,0	27,1	29,8	33,4	37,6	37,9	40,9	43,9	48,0	51,7	53,0
Canne:	7,0	6,4	7,2	9,5	10,1	11,3	12,4	13,5	15,2	18,8	20,3	22,7	20,5

* sont exclues les variations de stock. La consommation est égale à la production + importations - exportations.

Source: 1974-1985: Anuario Estatistico do Brasil, 1985, IBGE.
1986: Anuario Estatistico do Brasil, 1987-1988, IBGE.

TABLEAU 2.9

INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES (1980-1986)

(en millions de cr$ de 1984*)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
TELEBRAS	1641,4	1828,1	2092,7	1700,1	1549,1	1734,7	2141,2
PORTOBRAS	376,6	236,3	337,2	224,9	193,2	184,6	281,4
RFFSA	1326,0	1332,8	896,5	745,1	592,1	549,5	1183,0
ELECTROBRAS	3385,8	3242,7	3042,4	2307,4	3063,5	3073,0	3038,1
ITAIPU	1567,4	1711,4	1545,0	1083,0	823,0	916,2	1072,9
PETROBRAS	3961,9	4798,1	5783,6	4536,7	3701,3	4010,6	3329,3
CVRD	820,7	1429,7	1735,9	1061,9	1238,2	1714,3	1344,9
SIDERBRAS	3643,3	2994,3	2192,0	1268,5	556,7	709,9	990,9
NUCLEBRAS	244,6	628,5	826,1	725,6	628,2	694,1	68,4
TOTAUX**	16967,7	18201,9	18451,4	13653,2	12345,3	13586,9	13450,1

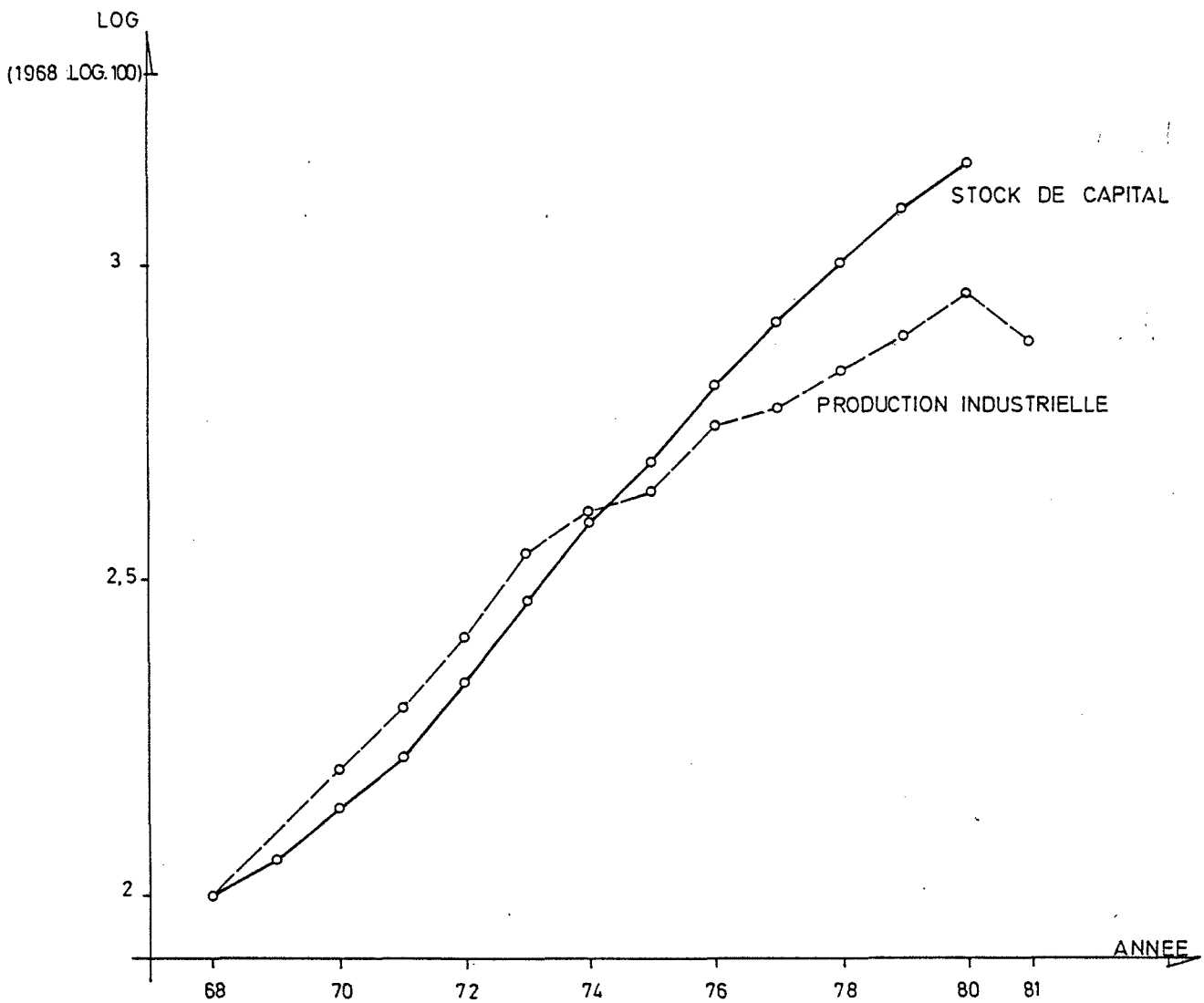
* L'IPA-DI pour les biens de production, est l'indice utilisé comme déflateur sauf en 1986, où l'indice est l'IGP-DI.

** Les concessions publiques d'énergie électrique et les petites entreprises ne sont comprises.

Source: Boletim de conjuntura - IEI/UFRJ, Vol 7, n° 1, março 1987.

GRAPHIQUE 2.5

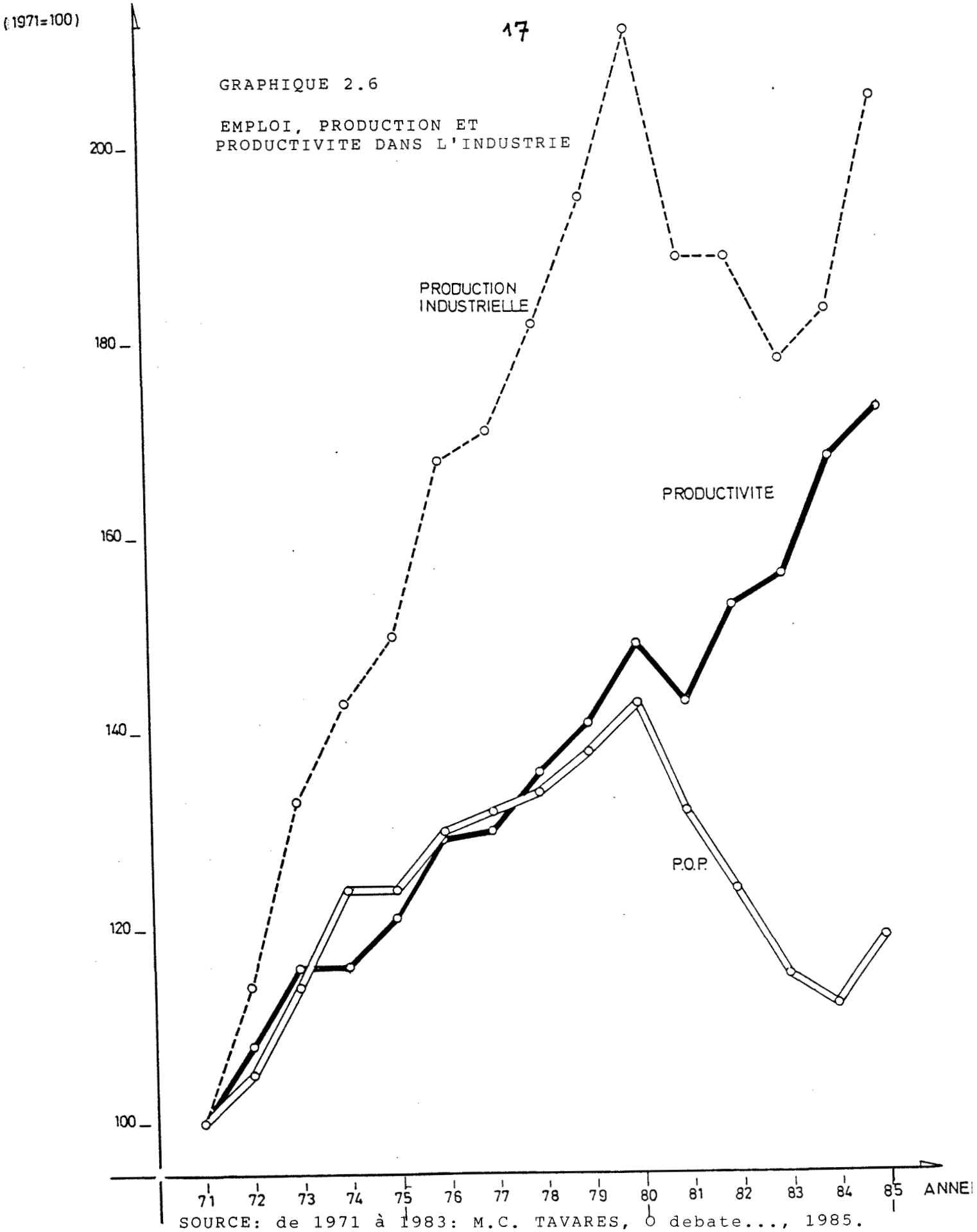
EVOLUTION DU PRODUIT ET DU STOCK DE CAPITAL
DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION



SOURCE: A partir de J. SERRA, "ciclos e mudanças...", 1983, p, 102.

GRAPHIQUE 2.6

EMPLOI, PRODUCTION ET
PRODUCTIVITE DANS L'INDUSTRIE



SOURCE: de 1971 à 1983: M.C. TAVARES, O debate..., 1985.
Les indices de production de 1984 et 1985 proviennent de l'Anuario Estatistico do Brasil, IBGE.
Ceux de la productivite sont issus de W. SUZIGAN, "O desempenho da industria...", 1986.

TABLEAU 3.1

EVOLUTION DES CLASSES DE REVENUS EN % DE LA PEA ET EN % DES REVENUS DISTRIBUES (1979-1985)

	CLASSES DE REVENUS MENSUELS	1979 (1)		1981 (2)		1983 (2)		1984		1985	
		% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu	% dans la PEA avec un revenu	% dans le total du revenu
1	TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2	JUSQU'A 1/2 S.M.	12,6	1,3	14,0	1,5	14,7	1,6	12,8	1,2	13,3	1,2
3	PLUS DE 1/2 A 1 S.M.	21,4	5,8	18,2	4,9	21,2	5,7	21,0	5,5	19,9	5,0
4	PLUS DE 1 A 2 S.M.	29,2	14,3	28,6	14,1	26,3	12,6	26,2	12,1	26,3	11,6
5	PLUS DE 2 A 3 S.M.	12,4	10,3	14,5	12,2	13,6	11,3	13,2	10,4	12,2	9,1
6	PLUS DE 3 A 5 S.M.	11,3	14,8	11,7	15,5	10,3	13,6	12,1	14,9	12,8	15,0
7	PLUS DE 5 A 10 S.M.	8,1	19,2	8,1	19,2	8,7	20,3	9,1	20,3	9,5	20,3
8	PLUS DE 10 A 20 S.M.	3,4	16,3	3,4	16,0	3,8	17,2	3,8	16,9	4,1	17,5
9	PLUS DE 20 S.M.	1,5	18,0	1,5	16,5	1,6	17,7	1,8	18,7	1,9	20,3

(1) sauf la population rurale de la région Nord, et des Etats du Mato Grosso do Sul, Mato Grosso et Goias

(2) sauf la population rurale de la région Nord

Source: 1979-1981-1983: Indicadores sociais - tabelas selecionadas 1984, FIBGE
1984-1985: Anuario Estatistico do Brasil, 1986, IBGE.

TABLEAU 3.2

INDICES DE CORRECTION SALARIALE

Décomposition du revenu en parcelles (1)	Pourcentage de réajustements semestriels relativement à l'INPC selon chaque parcelle du revenu					
	nov. 79/ nov. 80 Loi 6708	déc. 80/ jan. 83 Loi 6886	fév. 83/ mai 83 Déc.2012	juin 83/ juil.83 Déc.2024	août 83/ oct. 83 Déc.2045	nov. 83/ oct. 84 Déc.2065
Jusqu'à 3 SM	110	110	100	100	80	100
Plus de 3 à 7 SM	100	100	95	100	80	80
Plus de 7 à 10 SM	100	100	80	80	80	60
Plus de 10 à 15 SM	80	80	80	80	80	60
Plus de 15 à 20 SM	80	50	50	50	80	50
Plus de 20 SM	80	négoc.	négoc.	négoc.	80	50

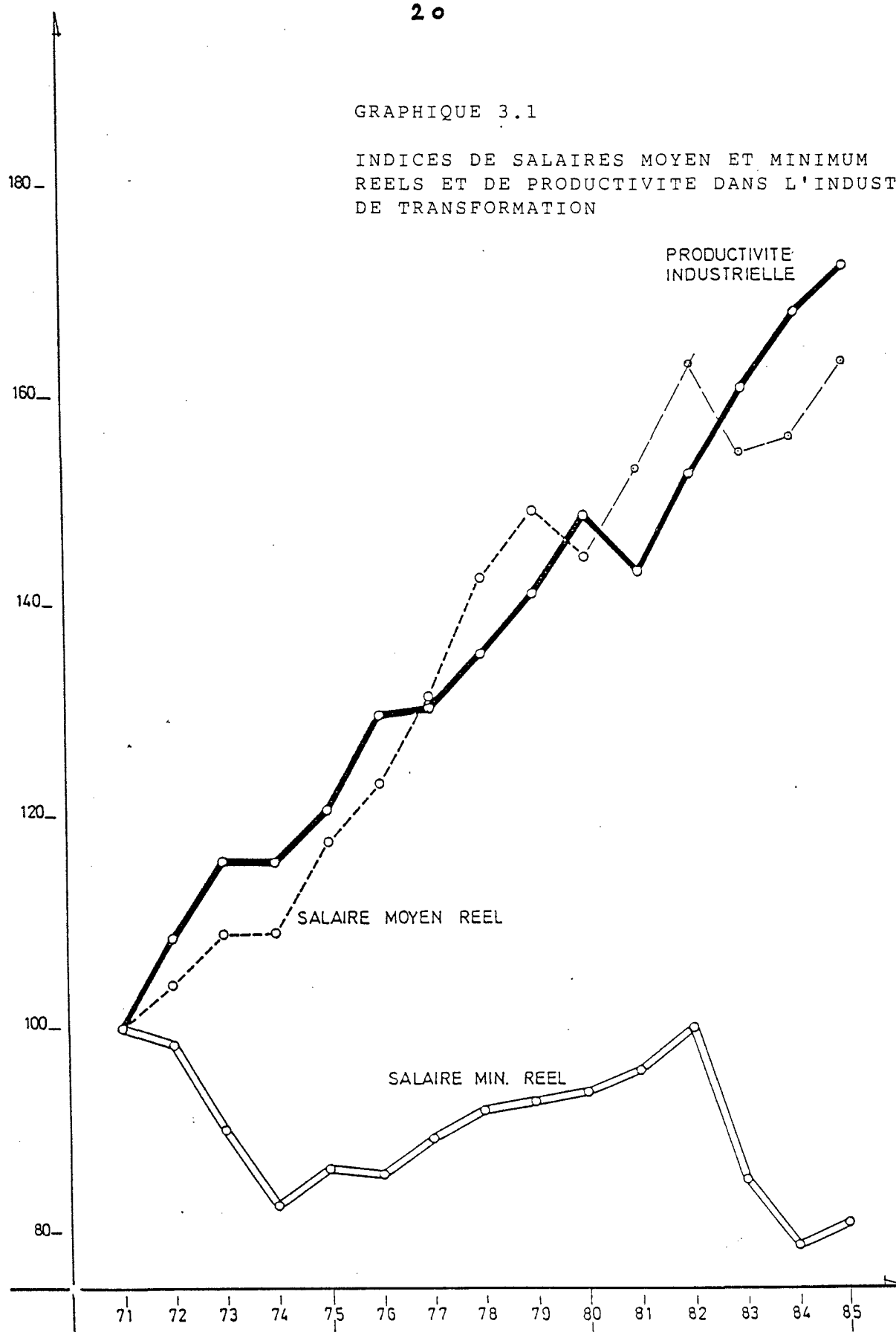
(1) selon le plus fort salaire minimum du pays

Note: pour réajuster une rémunération, on vérifie d'abord sa correspondance en SM. Ensuite, on divise cette rémunération en parcelles, selon le tableau. A chaque ligne correspondante, est indiqué le pourcentage d'augmentation par rapport à l'INPC. La somme des augmentations calculées pour chaque parcelle est la valeur de la rémunération réajustée.

Source: Indicadores Sociais - tabelas selecionadas, 1984, Vol. 2, IBGE, 1985.

GRAPHIQUE 3.1

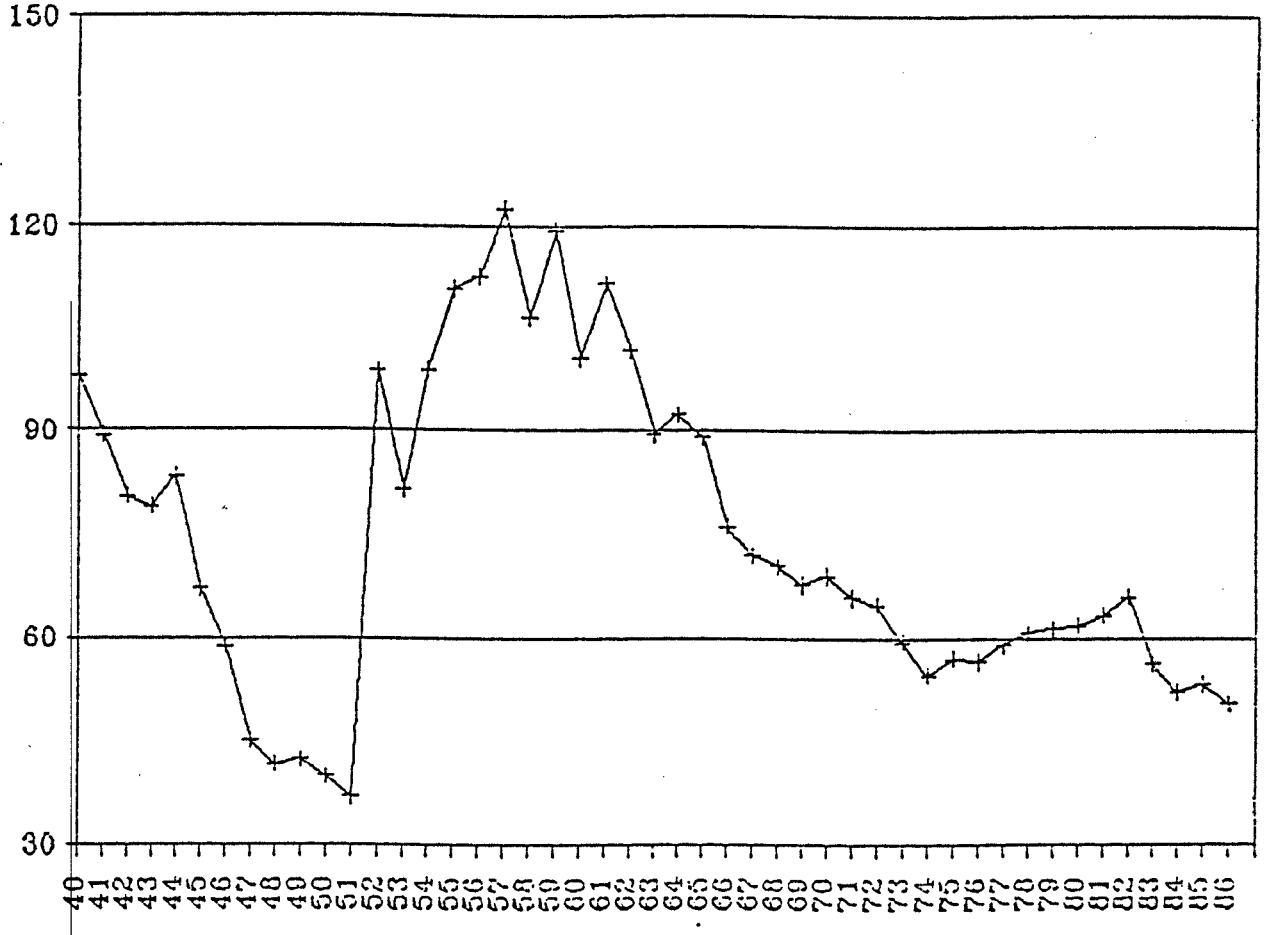
INDICES DE SALAIRES MOYEN ET MINIMUM REELS ET DE PRODUCTIVITE DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION



SOURCE: SMINIMUM: DIEESE, Distribuçao de renda..., 1987.
S MOYEN : A. ZANTMAN, J.Y. WANG, L'héritage..., 1985
1981-1985: J.E. MATTOSO, "1985: mercado e recuperaçao...", 1986.
PRODUCTIVITE : Voir graphique 2.5.

GRAPHIQUE 3.2

EVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM SUR LONGUE PERIODE*

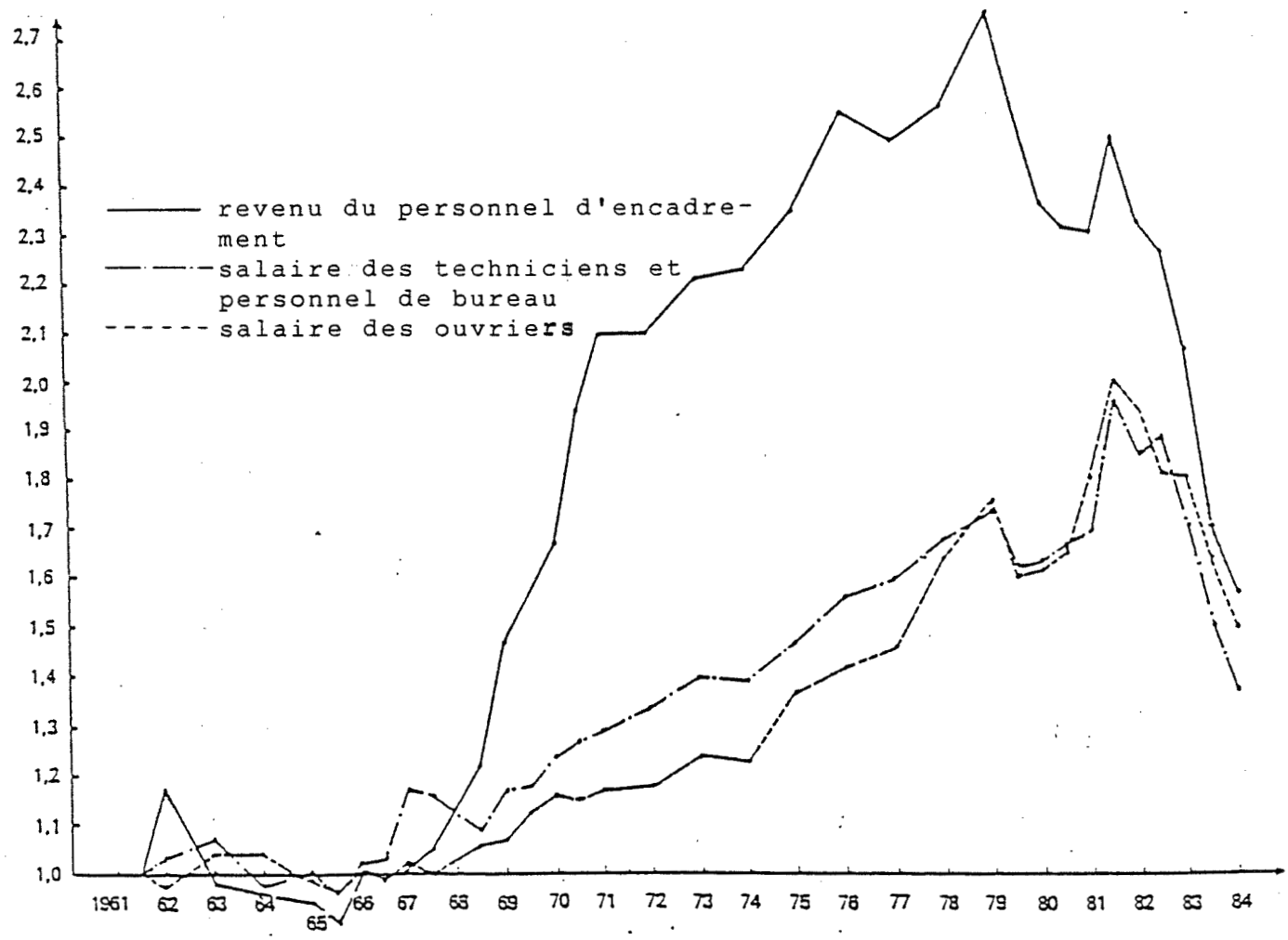


* Salaire Minimum de Sao Paulo, déflaté par l'Indice du Coût de la Vie, du DIEESE.

SOURCE: DIEESE, Distribuçao de renda ..., 1987.

GRAPHIQUE 3.3

INDICES DE SALAIRES ET TRAITEMENTS REELS
PAR CATEGORIES PROFESSIONNELLES



SOURCE: Z.D. OCIO, "Salarios e politica salarial", 1986.

TABLEAU 4.1

COMMERCE EXTERIEUR BRESILIEN (1968-1986)

		1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
(en millions US$)																				
Exportations		1881	2311	2738	2903	3991	6199	7950	8669	10128	12120	12658	15244	20132	23293	20175	21899	27005	25639	22393
Importations	avec pétrole:	1855	1993	2506	3247	4232	6192	12641	12210	12382	12023	13683	18083	22955	22090	19394	15428	13915	13153	14044
	sans pétrole:	1717	1845	2333	2996	3888	5586	10083	9506	8923	8421	9619	11820	13582	11486	9829	7606	7180	7735	
Solde commercial	avec pétrole:	26	318	232	-343	-241	7	-4690	-3540	-2255	97	-1024	-2839	-2823	1202	780	6470	13089	12485	8349
	sans pétrole:	164	465	405	-92	102	612	-2132	-836	1204	3699	3039	3424	6549	11806	10345	14292	19824	17903	
Indices de commerce extérieur 1977=100	Exportations prix:				36	41	56	71	71	82	100	92	101	107	101	95	89	91	86	83
	Exportations volume:				60	76	88	89	98	99	100	113	124	152	183	167	191	234	248	228
	Importations Total prix:				44	47	59	91	94	96	100	107	128	164	182	176	167	158	149	96
	Importations Total volume:				58	70	85	115	109	108	100	105	115	115	99	91	76	73	72	104
	Importations pétrole brut prix:				20	22	28	93	94	96	100	101	135	226	270	260	235	229	222	70
	Importations pétrole brut volume:				49	61	85	87	91	101	100	111	124	107	104	98	90	80	66	100
	Termes de l'échange:																			
	Termes de l'échange Total:				82	87	95	78	76	85	100	86	79	65	55	54	53	58	58	86
	Termes de l'échange Pétrole exclu:				65	72	82	78	76	85	100	84	81	78	71	69	64	71	73	73
Participation du Brésil dans le commerce mondial (%)																				
	exportations:	0,86	0,92	0,96	0,9	1,04	1,16	1	1,07	1,1	1,16	1,05	1	1,07	1,26	1,18	1,31	1,53	1,44	
	importations:	0,93	0,87	0,95	1,1	1,21	1,28	1,78	1,65	1,47	1,24	1,21	1,26	1,3	1,26	1,17	0,97	0,82	0,76	

Source: Balance commerciale: voir tableau 5.1: Balance des Paiements
Indice de commerce extérieur: Banco Central do Brasil, Boletim mensal, m
Participation dans le commerce mondial: Comercio Exterior - series estatisticas, CACEX, 1985.

TABLEAU 4.2

IMPORTATIONS BRESILIENNES PAR SECTEURS D'ACTIVITE (1970-1986)

(US$ 1000 fob)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
BIENS DE CONSOMMATION	336	396	498	769	1130	972	1005	1112	1163	1785	1386	1105	1012	834	605	752	
- NON-DURABLES	204	217	259	411	630	521	603	728	740	1271	904	661	615	546	401	479	
- DURABLES	132	179	239	358	500	451	402	384	423	514	482	444	397	288	204	273	
BIENS INTERMEDIAIRES	1190	1526	1878	3141	8200	7102	7621	7648	8757	12311	16936	16697	14861	11901	10993	9713	
BIENS DE CAPITAL	946	1287	1805	2195	3207	3992	3737	3251	3752	3974	4619	4256	3519	2692	2315	2681	3463
NON-SPECIFIES	33	35	48	85	103	143	17	10	8	12	12	29	0	0	1	5	
TOTAL	2506	3247	4232	6192	12641	12210	12382	12023	13683	18083	22955	22090	19394	15428	13915	13153	14044

Source: Comercio Exterior, series estatisticas, CACEX, différentes années.

TABLEAU 4.3

STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR SECTEURS D'ACTIVITE (1970-1986)

(en pourcentage des importations totales)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
BIENS DE CONSOMMATION	13,4	12,2	11,8	12,4	8,9	8,0	8,1	9,2	8,5	9,9	6,0	5,0	5,2	5,4	4,3	5,7	
- NON-DURABLES	8,1	6,7	6,1	6,6	5,0	4,3	4,9	6,1	5,4	7,0	3,9	3,0	3,2	3,5	2,9	3,6	
- DURABLES	5,3	5,5	5,6	5,8	4,0	3,7	3,2	3,2	3,1	2,8	2,1	2,0	2,0	1,9	1,5	2,1	
BIENS INTERMEDIAIRES	47,5	47,0	44,4	50,7	64,9	58,2	61,5	63,6	64,0	68,1	73,8	75,6	76,6	77,1	79,0	73,8	
BIENS DE CAPITAL	37,7	39,6	42,7	35,4	25,4	32,7	30,2	27,0	27,4	22,0	20,1	19,3	18,1	17,4	16,6	20,4	24,7
NON-SPECIFIES	1,3	1,1	1,1	1,4	0,8	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Voir tableau 4.2: Importations brésiliennes par secteurs d'activité (1970-1986).

TABLEAU 4.4

EXPORTATIONS BRESILIENNES (1968-1985)

(en millions de US$)

	1968	1973	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PRODUITS PRIMAIRES	1491	4096	6129	6958	5977	6552	8487	8851	8194	8483	8706	8537
Café cru en grain			2172	2298	1946	1917	2486	1516	1857	2095	2564	2369
Minerai de fer (1)			993	907	1027	1287	1563	1748	1846	1475	1443	1400
Tourteau de soja			791	1145	1047	1136	1449	2136	1619	1793	1460	1174
Soja en grain			788	709	169	179	393	403	123	308	454	762
Tabac en feuilles			161	186	238	284	284	356	462	457	448	437
Cacao			218	435	453	486	291	241	215	283	248	360
Sucre demerara			152	276	196	247	624	579	259	332	326	166
PRODUITS INDUSTRIALISES	380	1941	3618	4883	6503	8532	11376	14067	11728	13108	18003	16821
SEMI-MANUFACTURES	178	476	841	1044	1421	1887	2348	2183	1476	1833	2872	2758
Huile de soja			174	274	283	326	411	544	222	155	557	331
Pâte chimique de bois			26	18	56	179	362	363	290	308	393	273
fonte			79	88	111	131	119	87	81	184	266	267
MANUFACTURES	202	1465	2776	3839	5082	6645	9027	11883	10252	11275	15131	14062
Chaussures de cuir			179	182	291	368	407	536	485	650	994	886
Jus d'orange concentré			100	177	332	281	338	659	573	607	1414	748
Moteur expl., combust.			106	226	292	335	352	371	325	432	550	647
Plaques de fer et acier			11	4	42	131	233	233	367	698	643	549
Barres de fer ou acier			19	37	71	97	60	157	138	269	382	418
Huiles comb.pétrole			16	24	46	56	194	366	557	476	604	415
Automobiles CKD et autres			95	82	120	131	205	312	283	275	331	356
Pièces détachées			55	82	127	166	211	271	205	220	300	342
Voitures de passagers			16	10	90	71	157	323	292	283	255	328
Produits de polimérisatio								122	118	231	334	289
Huile de soja raffinée			21	8	11	7	10	106	156	305	94	271
Café industrialisé			225	326	348	408	286	243	255	251	291	263
Sucre industrialisé			153	186	154	117	663	482	320	193	259	201
TOTAL (2)	1871	6037	9747	11841	12480	15084	19863	22918	19922	21591	26709	25358

(1) sont inclus l'hématite et le minerai aggloméré.

(2) sont exclues les consommations de bord, réexportations et transactions spéciales.

Source: Comercio Exterior series estatisticas, CACEX, différentes années.

TABLEAU 4.5

STRUCTURE DES EXPORTATIONS BRESILIENNES (1968-1985)

(en pourcentage)

	1968	1973	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
PRODUITS PRIMAIRES	79,7	67,8	62,9	58,8	47,9	43,4	42,7	38,6	41,1	39,3	32,6	33,7
Café cru en grain			22,3	19,4	15,6	12,7	12,5	6,6	9,3	9,7	9,6	9,3
Minerai de fer (1)			10,2	7,7	8,2	8,5	7,9	7,6	9,3	6,8	5,4	5,5
Tourteau de soja			8,1	9,7	8,4	7,5	7,3	9,3	8,1	8,3	5,5	4,6
Soja en grain			8,1	6,0	1,4	1,2	2,0	1,8	0,6	1,4	1,7	3,0
Tabac en feuilles			1,7	1,6	1,9	1,9	1,4	1,6	2,3	2,1	1,7	1,7
Cacao			2,2	3,7	3,6	3,2	1,5	1,1	1,1	1,3	0,9	1,4
Sucre demerara			1,6	2,3	1,6	1,6	3,1	2,5	1,3	1,5	1,2	0,7
PRODUITS INDUSTRIALISES	20,3	32,2	37,1	41,2	52,1	56,6	57,3	61,4	58,9	60,7	67,4	66,3
SEMI-MANUFACTURES	9,5	7,9	8,6	8,8	11,4	12,5	11,8	9,5	7,4	8,5	10,8	10,9
Huile de soja			1,8	2,3	2,3	2,2	2,1	2,4	1,1	0,7	2,1	1,3
Pâte chimique de bois			0,3	0,2	0,4	1,2	1,8	1,6	1,5	1,4	1,5	1,1
fonte			0,8	0,7	0,9	0,9	0,6	0,4	0,4	0,9	1,0	1,1
MANUFACTURES	10,8	24,3	28,5	32,4	40,7	44,1	45,4	51,9	51,5	52,2	56,7	55,5
Chaussures de cuir			1,8	1,5	2,3	2,4	2,0	2,3	2,4	3,0	3,7	3,5
Jus d'orange concentré			1,0	1,5	2,7	1,9	1,7	2,9	2,9	2,8	5,3	2,9
Moteur expl., combust.			1,1	1,9	2,3	2,2	1,8	1,6	1,6	2,0	2,1	2,6
Plaques de fer et acier			0,1	0,0	0,3	0,9	1,2	1,0	1,8	3,2	2,4	2,2
Barres de fer ou acier			0,2	0,3	0,6	0,6	0,3	0,7	0,7	1,2	1,4	1,6
Huiles comb.pétrole			0,2	0,2	0,4	0,4	1,0	1,6	2,8	2,2	2,3	1,6
Automobiles CKD et autres			1,0	0,7	1,0	0,9	1,0	1,4	1,4	1,3	1,2	1,4
Pièces détachées			0,6	0,7	1,0	1,1	1,1	1,2	1,0	1,0	1,1	1,3
Voitures de passagers			0,2	0,1	0,7	0,5	0,8	1,4	1,5	1,3	1,0	1,3
Produits de polimérisatio								0,5	0,6	1,1	1,3	1,1
Huile de soja raffinée			0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,5	0,8	1,4	0,4	1,1
Café industrialisé			2,3	2,8	2,8	2,7	1,4	1,1	1,3	1,2	1,1	1,0
Sucre industrialisé			1,6	1,6	1,2	0,8	3,3	2,1	1,6	0,9	1,0	0,8
TOTAL (2)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) sont inclus l'hématite et le minerai aggloméré.
(2) sont exclues les consommations de bord, réexportations et transactions spéciales
Source: à partir du tableau 4.4: Exportations brésiliennes (1968-1985)

TABLEAU 4.6

ELASTICITE DES EXPORTATIONS BRESILIENNES AUX IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS

(les importations et exportations sont données en milliards de US$)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
EXPORTATIONS BRESILIENNES	10,1	12,1	12,7	15,2	20,1	23,3	20,2	21,9	27,0	25,6
IMPORTATIONS DES:										
PAYS INDUSTRIALISES	680,3	770,2	890,7	1.143	1.370	1.302	1.221	1.200	1.310	1.357
e X(Brésil)/ M(P.I.):		1,49	0,28	0,72	1,61	-3,13	2,15	-4,97	2,53	-1,42
ETATS-UNIS	132,5	160,4	186,0	222,2	257,0	273,4	254,9	269,9	341,2	361,6
X(Brésil)(Etats-Unis):	1,8	2,1	2,9	2,9	3,5	4,1	4,0	5,1	7,7	7,0
e X(B)(E.U.)/M(E.U.):		0,8	2,1	0,1	1,2	2,7	0,3	4,3	2,0	-1,6
CANADA	40,2	42,1	46,3	56,6	62,5	70,0	58,1	64,8	77,9	81,1
X(Brésil)(Canada):	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4
e X(B)(C)/M(C):		1,0	0,7	1,4	2,1	1,6	1,2	3,0	1,5	1,2
JAPON			79,9	109,8	141,3	142,9	131,5	126,4	136,2	130,5
X(Brésil)(Japon):			0,7	0,9	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,4
e X(B)(J)/M(J):				1,0	1,3	-0,9	-0,8	-2,8	0,8	1,9
PAYS-BAS			53,8	68,2	78,0	67,2	63,8	61,7	62,2	65,2
X(Brésil)(Pays-Bas):			0,8	1,0	1,1	1,5	1,1	1,3	1,4	1,6
e X(B)(P.B.)/M(P.B.):				1,0	1,1	-2,0	4,3	-3,0	9,9	3,0
FRANCE			81,8	107,0	134,9	121,0	115,7	105,4	104,4	108,3
X(Brésil)(France):			0,5	0,6	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
e X(B)(F)/M(F):				0,4	1,4	-0,3	-0,8	-0,1	6,3	-1,2
RFA			121,8	159,6	188,0	163,9	155,4	152,9	153,0	158,5
X(Brésil)(RFA):			1,1	1,1	1,3	1,3	1,1	1,1	1,3	1,3
e X(B)(RFA)/M(RFA):				0,2	1,1	0,1	2,5	0,9	256,3	1,2
ITALIE			56,5	77,9	100,7	94,3	87,3	79,8	85,2	87,7
X(Brésil)(Italie):			0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1
e X(B)(I)/M(I):				1,0	1,4	0,3	-0,4	0,2	2,1	1,0

PAYS EN DEVELOPPEMENT	260,0	307,0	359,2	426,1	556,4	605,4	567,4	532,1	529,9	516,7
e X(Brésil)/M(P.E.D.)		1,1	0,3	1,1	1,0	1,8	2,1	-1,4	-55,2	2,0
NIGERIA			12,8	10,2	16,7	20,9	18,7	12,3	9,4	8,9
X(Brésil)(Nigéria)			0,2	0,1	0,3	0,8	0,2	0,2	0,7	0,9
e X(B)(N)/M(N)				2,0	1,6	7,3	6,6	0,6	-10,0	-7,7
CHINE, REPUB. POPUL.			11,1	15,6	19,9	21,6	18,9	21,3	26,0	42,5
X(Brésil)(Chine)			0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,8
e X(B)(C)/M(C)				-0,2	-1,4	5,2	0,9	15,0	3,1	1,3
INDE			7,9	9,8	14,9	15,4	14,8	14,1	15,1	14,9
X(Brésil)(inde)			0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
e X(B)(I)/M(I)				1,7	1,1	7,0	9,8	-10,2	6,3	14,3
IRAK			4,2	7,2	13,9	20,7	21,5	12,2	11,1	10,5
X(Brésil)(Irak)			0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6
e X(B)(I)/M(I)				2,6	0,2	0,1	1,8	-0,7	1,8	-16,3
ARABIE SAOUDITE			20,4	24,5	30,2	35,3	40,6	39,2	33,7	
X(Brésil)(Arabie Saoudite)			0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	
e X(B)(A.S.)/M(A.S.)				3,0	6,0	4,0	4,6	-11,5	2,3	
ARGENTINE			3,8	6,7	10,5	9,4	5,3	4,5	4,6	3,8
X(Brésil)(Argentine)				0,3	1,1	0,9	0,7	0,7	0,9	0,5
e X(B)(A)/M(A)					3,7	1,8	0,6	0,1	16,9	2,1
CHILI			3,0	4,2	5,1	6,4	3,5	3,0	3,2	2,7
X(Brésil)(Chili)			0,2	0,4	0,5	0,6	0,3	0,2	0,3	0,2
e X(B)(C)/M(C)				2,2	1,1	1,7	1,2	2,1	6,1	1,1
MEXIQUE			7,6	12,1	19,5	24,1	15,1	8,0	11,8	14,0
X(Brésil)(Mexique)			0,2	0,3	0,5	0,6	0,3	0,2	0,3	0,2
e X(B)(M)/M(M)				1,1	1,0	1,6	1,3	1,0	1,4	-1,2
PARAGUAY			0,4	0,5	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,5
X(Brésil)(Paraguay)			0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
e X(B)(P)/M(P)				1,2	1,5	-4,0	-2,3	1,5	5,8	0,7

Note: X(Brésil)(Pays) représente les exportations du Brésil vers le pays considéré.
De même, e X(B)(J)/M(J) représente l'élasticité des exportations brésiliennes en direction du pays J aux importations du pays J.
Source: Importations des différents pays: Statistiques Financières Internationales, FMI, 1986.
Exportations brésiliennes: Comercio Exterior series estatisticas, CACEX, différentes années.

PAYS EN DEVELOPPEMENT	260,0	307,0	359,2	426,1	556,4	605,4	567,4	532,1	529,9	516,7
e X(Brésil)/M(P.E.D.):		1,1	0,3	1,1	1,0	1,8	2,1	-1,4	-55,2	2,0
NIGERIA			12,8	10,2	16,7	20,9	18,7	12,3	9,4	8,9
X(Brésil)(Nigéria):			0,2	0,1	0,3	0,8	0,2	0,2	0,7	0,9
e X(B)(N)/M(N):				2,0	1,6	7,3	6,6	0,6	-10,0	-7,7
CHINE, REPUB. POPUL.			11,1	15,6	19,9	21,6	18,9	21,3	26,0	42,5
X(Brésil)(Chine):			0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,8
e X(B)(C)/M(C):				-0,2	-1,4	5,2	0,9	15,0	3,1	1,3
INDE			7,9	9,8	14,9	15,4	14,8	14,1	15,1	14,9
X(Brésil)(inde):			0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
e X(B)(I)/M(I):				1,7	1,1	7,0	9,8	-10,2	6,3	14,3
IRAK			4,2	7,2	13,9	20,7	21,5	12,2	11,1	10,5
X(Brésil)(Irak):			0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,6
e X(B)(I)/M(I):				2,6	0,2	0,1	1,8	-0,7	1,8	-16,3
ARABIE SAOUDITE			20,4	24,5	30,2	35,3	40,6	39,2	33,7	
X(Brésil)(Arabie Saoudite):			0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	
e X(B)(A.S.)/M(A.S.):				3,0	6,0	4,0	4,6	-11,5	2,3	
ARGENTINE			3,8	6,7	10,5	9,4	5,3	4,5	4,6	3,8
X(Brésil)(Argentine):				0,3	1,1	0,9	0,7	0,7	0,9	0,5
e X(B)(A)/M(A):					3,7	1,8	0,6	0,1	16,9	2,1
CHILI			3,0	4,2	5,1	6,4	3,5	3,0	3,2	2,7
X(Brésil)(Chili):			0,2	0,4	0,5	0,6	0,3	0,2	0,3	0,2
e X(B)(C)/M(C):				2,2	1,1	1,7	1,2	2,1	6,1	1,1
MEXIQUE			7,6	12,1	19,5	24,1	15,1	8,0	11,8	14,0
X(Brésil)(Mexique):			0,2	0,3	0,5	0,6	0,3	0,2	0,3	0,2
e X(B)(M)/M(M):				1,1	1,0	1,6	1,3	1,0	1,4	-1,2
PARAGUAY			0,4	0,5	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,5
X(Brésil)(Paraguay):			0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
e X(B)(P)/M(P):				1,2	1,5	-4,0	-2,3	1,5	5,8	0,7

Note: X(Brésil)(Pays) représente les exportations du Brésil vers le pays considéré.
De même, e X(B)(J)/M(J) représente l'élasticité des exportations brésiliennes en direction du pays J aux importations du pays J.
Source: Importations des différents pays: Statistiques Financières Internationales, FMI, 1986.
Exportations brésiliennes: Comercio Exterior series estatisticas, CACEX, différentes années.

TABLEAU 4.7

DESTINATION DES EXPORTATIONS BRESILIENNES (1979-1986)

(en pourcentage)

PAYS	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986*
Etats-Unis	19,3	17,4	17,6	20,0	23,1	28,5	27,1	28,2
RFA	7,3	6,6	5,6	5,7	5,2	4,6	5,1	4,9
Pays-Bas	6,5	5,7	6,3	5,7	5,7	5,0	6,1	5,8
Japon	5,8	6,1	5,2	6,4	6,5	5,6	5,4	6,8
Italie	4,6	4,9	4,1	4,9	4,5	4,1	4,5	4,1
Royaume-Uni	4,6	2,7	3,2	3,3	3,3	2,6	2,5	2,9
France	3,9	4,1	3,7	4,4	4,1	3,1	3,1	3,2
Chili	2,4	2,2	2,7	1,4	0,9	1,0	0,9	1,1
Argentine	2,3	5,4	3,8	3,3	3,0	3,2	2,1	3,0
Paraguay	2,1	2,0	1,9	1,6	1,1	1,2	1,2	
Mexique	1,9	2,3	2,8	1,6	0,8	1,1	0,9	0,7
Irak	1,6	1,4	1,3	1,6	1,9	1,3	2,5	
Vénézuela	1,3	1,1	1,8	2,3	1,2	1,3	1,2	
Canada	1,3	1,2	1,2	1,1	1,4	1,5	1,7	2,0
Inde	1,0	1,2	1,3	0,9	1,3	1,5	1,3	
Nigéria	0,9	1,3	3,3	1,2	0,9	2,4	3,6	
Chine	0,8	0,4	0,4	0,5	1,2	1,7	3,2	
Iran	0,5	1,2	0,8	1,1	1,6	1,1	0,8	
Arabie Saoudite	0,3	0,5	0,7	1,4	1,8	1,0	0,7	
Algérie	0,2	0,8	1,1	0,6	0,7	0,9	0,5	
Autres*	31,4	31,2	31,0	31,0	30,0	27,1	25,8	37,3
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: (*) Pour 1986, inclut les pays qui n'ont pas de données.

Source: Voir tableau 4.6: Elasticité des exportations brésiliennes aux importations des principaux pays clients.
1986: Brasil Programa economico, Banco Central, vol 15, 1987.

TABLEAU 5.1

BALANCE DES PAIEMENTS (1968-1986)

(en millions de US$)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
BALANCE COMMERCIALE	26	318	232	-343	-241	7	-4690	-3540	-2255	97	-1024	-2840	-2823	1202	780	6470	13089	12486	8304
Exportations (fob)	1881	2311	2739	2904	3991	6199	7951	8670	10128	12120	12659	15244	20132	23293	20175	21899	27005	25639	22348
Importations (fob)	-1855	-1993	-2507	-3247	-4232	-6192	-12641	-12210	-12383	-12023	-13683	-18084	-22955	-22091	-19395	-15429	-13915	-13153	-14044
SERVICES (- profits réinvestis)	-556	-630	-815	-980	-1250	-1722	-2433	-3162	-3763	-4134	-5062	-7199	-9741	-12394	-15527	-12721	-12743	-12334	-13694*
Intérêts	-144	-182	-234	-302	-359	-514	-652	-1498	-1810	-2104	-2696	-4186	-6311	-9161	-11353	-9555	-10202	-9659	-9093
Profits et dividendes	-84	-81	-119	-118	-161	-198	-248	-235	-380	-455	-561	-636	-310	-370	-585	-758	-796	-1056	
Autres services	-328	-367	-462	-560	-730	-1010	-1533	-1429	-1573	-1575	-1805	-2377	-3120	-2863	-3589	-2408	-1745	-1619	
Transferts	22	31	21	14	5	27	1	2	1	0	71	18	168	199	-8	108	170	149	86
		31																	
BALANCE DES OPERATIONS COURANTES	-508	-281	-562	-1309	-1486	-1688	-7122	-6700	-6017	-4037	-6015	-10021	-12396	-10993	-14755	-6837	516	301	-5304
BALANCE DES CAPITAUX (sauf réinvestiss.)	541	871	1015	1846	3492	3512	6254	6189	6594	5278	10916	6936	9268	12031	6295	843	-220	-3096	-7108*
Investissem. directs	61	177	132	168	318	940	887	892	959	810	1071	1491	1121	1584	991	664	1076	720	185*
Prêts et financement	583	1023	1433	2037	4299	4495	6891	5933	7772	8424	13811	11228	10596	15553	12515	8153	10400	7077	3109
Amortissement (net)	-484	-493	-672	-850	-1202	-1673	-1920	-2172	-2987	-4060	-5324	-6385	-5010	-6242	-6952	-9120	-6468	-8490	-11546
Autres	381	164	122	491	77	-251	396	1536	850	105	1358	601	2561	1135	-259	1146	-5228	-2403	1144
Erreurs & omissions	-1	-41	92	-7	433	355	-68	-439	615	-611	-639	-130	-343	-414	-368	-670	402	-405	56
SURPLUS OU DEFICIT	32	549	545	530	2439	2179	-936	-950	1192	630	4262	-3215	-3472	625	-8828	-5969	698	-3200	-12356
Financement	-32	-549	-545	-530	-2439	-2179	936	950	-1192	-630	-4262	3215	3472	-625	8828	5969	-698	3200	12356

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Réserves internationales	257	656	1187	1722	4183	6416	5269	4040	6544	7256	11895	9689	6913	7507	3993	4562	11996	11609	6760
Dette extérieure brute de moyen et long termes	3780	4403	5295	6622	9521	12572	17166	21171	25985	32037	40736	49904	53847	61411	70198	81317	91091	95857	101759

Source: Pour la Balance des Paiements: 1968-1983: P.N. BATISTA Jr: International financial flows..., 1987.
Banco Central do Brasil, boletim mensal, vol. 23, n° 3, mars 1987..
1984-1986: Anuario Estatistico do Brasil 1987, IBGE.
Pour les Réserves Internationales: 1968-1980: V. CHAUFFERT-YVART, Les limites du modèle brésilien..., 1981.
1981-1985: Statistiques Financières Internationales, FMI, 1986.
1986: Anuario Estatistico do Brasil 1987, IBGE.
Pour la dette extérieure: 1968-1972: V. CHAUFFERT-YVART, Les limites à la croissance, 1987.
1973-1986: C. JALORETTO, L.T. HAYASHI, deficit publico e..., 1987.

* LES PROFITS REINVESTIS SONT INCLUS

TABLEAU 5.2

DETTE EXTERIEURE BRUTE DE MOYEN ET LONG TERMES (1973-1986)

(solde en millions de US $)

Période	dette publique		dette privée		dette totale		
	Valeur	% total	Valeur	% total	Valeur	%	en % PIB
1973	6496	51,7	6075	48,3	12571	100	15,7
1974	8533	49,7	8632	50,3	17166	100	16,2
1975	11461	54,1	9710	45,9	21171	100	17,0
1976	14852	57,2	11133	42,8	25985	100	17,0
1977	19308	60,3	12728	39,7	32037	100	18,1
1978	25478	62,5	15257	37,5	40736	100	20,2
1979	34035	68,2	15868	31,8	49904	100	22,0
1980	37270	69,2	16577	30,8	53847	100	22,4
1981	41788	68,0	19622	32,0	61410	100	23,1
1982	47402	67,5	22795	32,5	70197	100	26,2
1983	60291	74,1	21027	25,9	81317	100	39,7
1984	71755	78,8	19335	21,2	91091	100	43,0
1985	77444	80,8	18413	19,2	95857	100	42,2
1986	84515	83,7	16506	16,3	101021	100	37,2

Source: C. JALORETTO, L.T. HAYASHI, Deficit publico e..., 1987.

TABLEAU 5.3

INDICATEURS D'ENDETTEMENT EXTERNE (1975-1986)

(en millions de US$)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Service de la dette	4023	5089	6585	8616	11685	14115	17800	20630	15601	13584	13451	13191
Amortissements	2160	2998	4123	5272	6337	6658	7695	8079	5338	2135	2212	3136
Intérêts bruts	1883	2091	2462	3344	5348	7457	10305	12551	10263	11449	11239	10055
Dette de M&LT brute enregist.	21171	25985	32037	43511	49904	53847	61411	70198	81319	91091	95857	101021
Réserves internationales	4040	6544	7256	11895	9689	6913	7507	3994	4563	11995	10482	6760
Dette nette de M&LT	17131	19441	24781	31616	40215	46934	53904	66204	76756	79096	85375	94261
Dette de CT brute	3944	6160	5914	8676	5899	10397	12552	15166	12237	10949	9268	9261
Dette brute totale enregist.	25115	32145	37951	52187	55803	64244	73963	85364	93556	102040	105125	110282
Exportations	8670	10128	12120	12659	15244	20132	23293	20175	21899	27005	25639	22393
PIB	124387	153241	176855	201409	226484	240268	266321	268280	204716	211604	226969	271417
Service de la dette / Exportations (%)	46	50	54	68	77	70	76	102	71	50	52	59
Dette totale / Exportations (%)	290	317	313	412	366	319	318	423	427	378	410	492
Dette totale / PIB (%)	20	21	21	26	25	27	28	32	46	48	46	41

Source: Banco Central do Brasil, Relatorio 1986.

TABLEAU 5.4

LIBOR NOMINAL ET REEL (1971-1986)

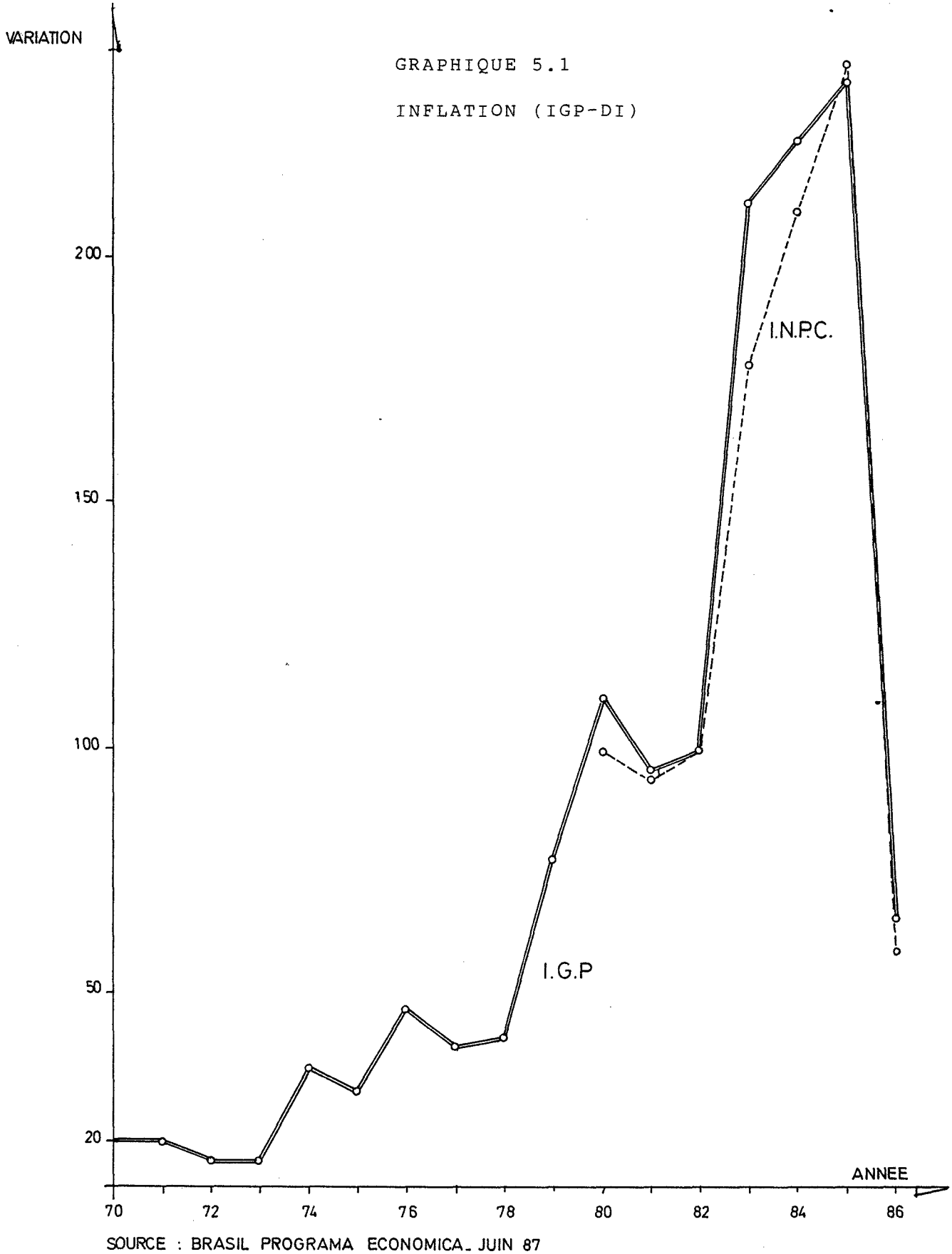
	LIBOR nominal*	Indices de la val.unit. des export. brésiliennes 1980=100	Taux de croissance	LIBOR réel	Indices de la val.unit. des export. mondiales 1980=100	Taux de croissance	LIBOR réel
	(1)		(2)	(1)-(2)		(3)	(1)-(3)
1971	7,11	33,9			28,6		
1972	6,00	38,3	12,98	-7,0	31,3	9,44	-16,4
1973	9,40	52,7	37,60	-28,2	38,5	23,00	-51,2
1974	10,84	66,4	26,00	-15,2	53,4	38,70	-53,9
1975	7,75	66,4	0,00	7,8	58,2	8,99	-1,2
1976	6,12	76,6	15,36	-9,2	58,9	1,20	-10,4
1977	6,37	93,5	22,06	-15,7	64,1	8,83	-24,5
1978	9,20	86,0	-8,02	17,2	70,5	9,98	7,2
1979	12,15	94,4	9,77	2,4	83,5	18,44	-16,1
1980	14,03	100,0	5,93	8,1	100,0	19,76	-11,7
1981	16,72	94,1	-5,90	22,6	99,0	-1,00	23,6
1982	13,60	88,4	-6,06	19,7	95,4	-3,64	23,3
1983	9,93	83,6	-5,43	15,4	90,3	-5,35	20,7
1984	11,29	85,3	2,03	9,3	88,3	-2,21	11,5
1985	8,64	80,5	-5,63	14,3			14,3
1986	6,85						

* taux nominal des dépots en $ à six mois.

Source: LIBOR nominal: Statistiques Financières Internationales, FMI, 1987.
LIBOR réel: calculé à partir des données du FMI, même source.

GRAPHIQUE 5.1

INFLATION (IGP-DI)



SOURCE : BRASIL PROGRAMA ECONOMICA_ JUIN 87

PRESENTATION DES CALCULS DU TABLEAU 6.1: Production, coefficients d'importation et d'exportation par branches dans l'industrie de transformation (1976-1985)

La recomposition des échanges extérieurs par branches de l'industrie de transformation s'est faite à partir des données de la Nomenclature Brésilienne de Marchandises utilisée par la CACEX. Ces données ont été remaniées afin de les faire correspondre aux données de la production industrielle par branches fournies par l'IBGE.

. Les numéros qui sont placés à l'avant des postes d'exportations et d'importations correspondent aux numéros qu'ils ont dans leur Nomenclature d'origine.

Pour connaître plus précisément la composition des branches de l'industrie de transformation, on pourra se reporter à "Indices da produçao industrial 75-85", IBGE.

Les données concernant la valeur de la production industrielle par branches, se rapportent au recensement de 1975. Elles nous étaient données en cruzeiros et s'appliquaient exclusivement à l'année indiquée. Aussi, il a fallu construire, à partir des indices de croissance de la production et de la valeur du PIB en cruzeiros et en dollars courants, année par année, un déflateur capable de nous fournir les valeurs en dollars courants de la production des différntes branches, sur la période 1975-1985. Les calculs sont présentés à la fin du tableau. Le problème consistait en fait à convertir des cruzeiros constants aux prix de 1975 en dollars courants. Le déflateur utilisé intègre donc à la fois la conversion du cruzeiro en

dollar, basé sur le taux moyen annuel d'achat à la Banco do Brasil et les variations annuelles des prix.

Les résultats de ce déflateur ne diffèrent pas ou peu de ceux obtenus après avoir intégré l'évolution annuelle des prix en cruzeiros puis converti la monnaie nationale en dollar.

D'autre part, les coefficients d'importation et d'exportation des six groupes ont été construits en calculant la moyenne arithmétique des coefficients des différentes branches de l'industrie de transformation.

C.E.D.I.D. — ORSTOM

TABLEAU 6.1

PRODUCTION, COEFFICIENTS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION PAR BRANCHES DANS L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION (1976-1985)

(en millions de US$)

NBM		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	INDUSTRIE										
	SECTEUR EXTRACTIF MINERAL										
V.26	Minerais métalliques										
	Exportations:	1082	964	1096	1381	1727	1986	2002	1678	1794	1805
	dont minerais de fer:	993	907	1027	1287	1563	1748	1846	1513	1605	1658
	Importations:	30	63	106	219	119	64	38	76	77	112
V.27	Comb.,huil.,cir.min.(sauf huiles combust. pétrole, lubrifiants)										
	Exportations:	233	192	149	171	214	817	854	628	1171	1166
	Importations:	3746	3975	4412	677301	9808	11030	10457	8606	7344	6176
	dont pétrole brut:	3353	3602	4063	6263	9372	10604				
	- Exportations	1315	1156	1245	1552	1941	2803	2856	2306	2965	2971
	- Importations	3776	4038	4518	677520	9927	11094	10495	8682	7421	6288
	- solde	-2461	-2882	-3273	-675968	-7986	-8291	-7639	-6376	-4456	-3317
	INDUSTRIE DE TRANSFORMATION										
	MINERAIS NON-METALLIQUES										
V.25	Minerais non-métalliques										
	Exportations:	14	20	33	56	80	82	71	77	91	100
	Importations:	131	117	101	93	153	137	126	108	134	165
XIV	Pierres natur. et préc.										
	Exportations:	29	25	48	52	54	84	53	29	90	31
	Importations:	43	41	50	77	93	41	38	64	32	37
XIII	Travail de pierres,etc										
	Exportations:	43	51	69	92	151	168	115	108	152	161
	Importations:	57	72	90	116	118	164	88	55	45	51
	- Exportations	86	96	150	200	285	334	239	214	333	292
	- Importations	231	230	241	286	364	342	252	227	211	253
	- solde	-145	-134	-91	-86	-79	-8	-13	-13	122	39
	- production (millions cr$ 1975):	35417	37946	40067	42423	45706	43316	42120	35183	35127	37754
	- production (millions US$)	4913	5811	6933	7739	8082	8744	8646	5450	5216	5400
	- Prod + M - X	5058	5945	7024	7825	8161	8752	8659	5463	5094	5361
	- X / Prod+M-X	1,70%	1,61%	2,14%	2,56%	3,49%	3,82%	2,76%	3,92%	6,54%	5,45%
	- M / Prod+M-X	4,57%	3,87%	3,43%	3,66%	4,46%	3,91%	2,91%	4,16%	4,14%	4,72%
	METALLURGIE										
XV	Métaux communs et manuf.										
	Exportations:	295	369	621	1001	1195	1418	1319	2194	2954	2905
XV.73	dont produits sidérurgiques:	248	292	495	824	982	1141	1107	1718	2304	2285
XV.76	aluminium:	5	8	11	22	40	67	56	264	323	274
	importations:	1052	1133	966	1209	1485	1305	922	375	411	417
XV.73	dont produits sidérurgiques:	579	579	476	482	591	734	430	160	158	173
XV.74	et cuivre:	221	262	217	368	489	305	330	101	161	123
	- solde	-757	-764	-345	-208	-290	113	397	1819	2543	2488
	- production (millions cr$ 1975):	114435	121976	128611	139209	156582	129963	125012	122049	138867	148574
	- production (millions US $)	15879	18683	22258	25400	27695	26240	25668	18909	20623	21256
	- Prod + M - X	16636	19447	22603	25608	27985	26127	25271	17090	18080	18768
	- X / Prod+M-X	1,77%	1,90%	2,75%	3,91%	4,27%	5,43%	5,22%	12,84%	16,34%	15,48%
	- M / Prod+M-X	6,32%	5,83%	4,27%	4,72%	5,31%	4,99%	3,65%	2,19%	2,27%	2,22%

NBM		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	MECANIQUE										
XVI.84	Chaud.,mach.,app.inst.méca X										
	Exportations:	381	594	772	972	1384	1549	1197	1105	1398	1589
	Importations:	2114	1727	1982	2267	2375	2303	1666	1093	947	1222
	- solde	-1733	-1133	-1210	-1295	-991	-754	-469	12	451	367
	- production (milions cr$ 1975)	67906	63350	64414	69348	79390	63774	52620	45769	54291	59763
	- production (millions US $)	9423	9703	11148	12653	14042	12876	10804	7091	8063	8550
	- Prod + M - X	11156	10836	12358	13948	15033	13630	11273	7079	7612	8183
	- X / Prod+M-X	3,42%	5,48%	6,25%	6,97%	9,21%	11,36%	10,62%	15,61%	18,37%	19,42%
	- M / Prod+M-X	18,95%	15,94%	16,04%	16,25%	15,80%	16,90%	14,78%	15,44%	12,44%	14,93%
	MATERIELS ELECT. ET COMMUNIC.										
XVI.85	Mach.,app. élect.,etc										
	Exportations:	192	284	318	347	462	561	406	448	593	580
	Importations:	926	840	910	1043	1163	1138	1159	800	700	748
	- solde	-734	-556	-592	-696	-701	-577	-753	-352	-107	-168
	- Production										
	- production (millions cr$ 1975)	46183	46307	54161	58337	65512	55437	56817	50715	52099	62149
	- production (millions US $)	6408	7093	9373	10644	11587	11193	11666	7857	7737	8891
	- Prod + M - X	7142	7649	9965	11340	12288	11770	12419	8209	7844	9059
	- X / Prod+M-X	2,69%	3,71%	3,19%	3,06%	3,76%	4,77%	3,27%	5,46%	7,56%	6,40%
	- M / Prod+M-X	12,97%	10,98%	9,13%	9,20%	9,46%	9,67%	9,33%	9,75%	8,92%	8,26%
	MATERIEL DE TRANSPORT										
XVII	Matériel de transport										
	Exportations:	379	503	832	1100	1513	2079	1718	1452	1354	1694
	dont auto.avec moteur jusqu'à 100CV:	16	10	90	71	157	317	292	283	255	328
	véhicules de charge:	63	76	115	182	258	319	193	112	133	198
	pièces détachées de véhic.terr:	55	82	127	166	211	271	205	220	300	342
	Importations:	577	532	659	464	842	580	445	610	502	508
	dont pièc. détach.véhic.terr:	115	112	132	139	169	166	136	120	173	195
	- solde	-198	-29	173	636	671	1499	1273	842	852	1186
	- production (millions cr$ 1975)	76344	76115	84039	89661	93695	72267	70121	65451	68370	76383
	- production (millions US $)	10593	11659	14544	16360	16572	14591	14397	10140	10154	10928
	- Prod + M - X	10791	11688	14371	15724	15901	13092	13124	9298	9302	9742
	- X / Prod+M-X	3,51%	4,30%	5,79%	7,00%	9,52%	15,88%	13,09%	15,62%	14,56%	17,39%
	- M / Prod+M-X	5,35%	4,55%	4,59%	2,95%	5,30%	4,43%	3,39%	6,56%	5,40%	5,21%
	PAPIER-CARTON										
X.47	Matér. utilisé dans fabric. papier										
	Exportations:	26	19	57	181	364	365	294	311	398	282
	Importations:	30	25	26	33	34	20	9	6	11	13
X.48	Papier, carte, carton										
	Exportations:	36	49	88	129	155	219	164	208	345	262
	Importations:	135	137	135	166	164	156	143	121	103	82
	- exportations	62	68	145	310	519	584	458	519	743	544
	- importations	165	162	161	199	198	176	152	127	114	95
	- solde	-103	-94	-16	111	321	408	306	392	629	449
	- Production (millions cr$ 1975)	22229	22767	25320	28659	31875	29679	31818	32359	34563	36785
	- production (millions US $)	3085	3487	4382	5229	5638	5992	6533	5013	5133	5263
	- Prod + M - X	3188	3581	4398	5118	5317	5584	6227	4621	4504	4814
	- X / Prod+M-X	1,95%	1,90%	3,30%	6,06%	9,76%	10,46%	7,36%	11,23%	16,50%	11,30%
	- M / Prod+M-X	5,18%	4,52%	3,66%	3,89%	3,72%	3,15%	2,44%	2,75%	2,53%	1,97%

NBM			1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	CAOUTCHOUC											
VII.40	Caoutchouc naturel, synthét.											
		Exportations:	21	46	55	83	130	120	118	139	242	265
		Importations:	92	111	138	171	212	194	140	136	152	161
	- solde		-71	-65	-83	-88	-82	-74	-22	3	90	104
	- production (millions cr$ 1975)		13959	13677	14715	15776	17253	14732	13844	13952	15190	16434
	- production (millions US $)		1937	2095	2547	2879	3052	2975	2842	2162	2256	2351
	- Prod + M - X		2008	2160	2630	2967	3134	3049	2864	2159	2166	2247
	- X / Prod+M-X		1,05%	2,13%	2,09%	2,80%	4,15%	3,94%	4,12%	6,44%	11,17%	11,79%
	- M / Prod+M-X		4,58%	5,14%	5,25%	5,76%	6,77%	6,36%	4,89%	6,30%	7,02%	7,16%
	CHIMIE											
VI.28	Produits chim. org. et inorg.											
VI.29		Exportations:	55	60	102	166	236	499	411	580	723	736
		Importations:	956	893	1025	1385	1702	1118	1003	826	869	874
VI.31	Fertilisants	Exportations:	1	0	1	4	3	4	8	36	13	8
		Importations:	203	300	308	422	619	353	238	136	245	231
VI	Autres	Exportations:	44	69	95	116	151	167	172	184	258	263
		Importations:	378	346	397	422	459	402	352	306	292	304
V.27	Huiles comb. pétro. et lubrif.											
		Exportations:	16	24	46	56	194	387	595	532	665	476
		Importations:	95	106	70	115	391	308	337	164	33	151
II	Tourteau de soja	Exportations:	791	1145	1047	1136	1449	2136	1619	1793	1460	1174
III	Huiles brutes végétales											
		Exportations:	316	411	456	526	610	673	246	177	569	376
	dont huile brute de soja		174	274	283	326	411	544	222	155	557	331
		Importations:	5	8	8	67	41	9	18	30	57	69
	- Exportations		1223	1709	1747	2004	2643	3866	3051	3302	3688	3033
	- Importations		1637	1653	1808	2411	3212	2190	1948	1462	1496	1629
	- solde		-414	56	-61	-407	-569	1676	1103	1840	2192	1404
	- production (millions cr$ 1975)		139544	146926	157989	172777	181450	179200	191798	185104	202190	215231
	- production (millions US $)		19363	22505	27343	31525	32093	36182	39381	28678	30027	30792
	- Prod + M - X		19777	22449	27404	31932	32662	34506	38278	26838	27835	29388
	- X / Prod+M-X		6,18%	7,61%	6,38%	6,28%	8,09%	11,20%	7,97%	12,30%	13,25%	10,32%
	- M / Prod+M-X		8,28%	7,36%	6,60%	7,55%	9,83%	6,35%	5,09%	5,45%	5,37%	5,54%
	PHARMACIE											
VI.30	Produits pharmaceutiques											
		Exportations:	4	5	7	10	14	20	22	17	30	24
		Importations:	14	15	18	19	20	25	23	24	17	27
	- solde		-10	-10	-11	-9	-6	-5	-1	-7	13	-3
	- production (millions cr$ 1975)		13412	11242	11401	12032	13435	13785	13874	12821	13946	14666
	- production (millions US $)		1861	1722	1973	2195	2376	2783	2849	1986	2071	2098
	- Prod + M - X		1871	1732	1984	2204	2382	2788	2850	1993	2058	2101
	- X / Prod+M-X		0,21%	0,29%	0,35%	0,45%	0,59%	0,72%	0,77%	0,85%	1,46%	1,14%
	- M / Prod+M-X		0,75%	0,87%	0,91%	0,86%	0,84%	0,90%	0,81%	1,20%	0,83%	1,28%

NBM		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	PARFUMERIE, SAVON, BOUGIES										
VI.33	Huiles essent. résin.										
	Exportations:	22	25	27	38	45	50	38	41	45	47
	Importations:	11	14	15	20	21	19	19	17	17	26
VI.34	Savon,cires artif.										
	Exportations:	14	20	25	39	49	59	43	48	68	46
	Importations:	18	17	17	20	17	17	17	13	13	16
	- Exportations	36	45	52	77	94	109	81	89	113	93
	- Importations	29	31	32	40	38	36	36	30	30	42
	- solde	7	14	20	37	56	73	45	59	83	51
	- production (millions cr$ 1975):	9074	8772	9773	11244	12263	12436	12868	13030	12880	14534
	- production (millions US $)	1259	1344	1691	2052	2169	2511	2642	2019	1913	2079
	- Prod + M - X	1252	1330	1671	2015	2113	2438	2597	1960	1830	2028
	- X / Prod+M-X	2,88%	3,38%	3,11%	3,82%	4,45%	4,47%	3,12%	4,54%	6,18%	4,59%
	- M / Prod+M-X	2,32%	2,33%	1,91%	1,99%	1,80%	1,48%	1,39%	1,53%	1,64%	2,07%
	PRODUITS MATIERES PLASTIQUES										
VII.39	Matières plast. artif., etc...										
	Exportations:	20	23	26	61	117	195	181	282	426	392
	Importations:	211	175	202	254	240	176	171	166	154	169
	- solde	-191	-152	-176	-193	-123	19	10	116	272	223
	- Production (milions cr$ 1975)	17270	17322	18940	20176	23092	18266	19676	17746	18427	20502
	- production (millions US $)	2396	2653	3278	3681	4084	3688	4040	2749	2737	2933
	- Prod + M - X	2587	2805	3454	3874	4207	3669	4030	2633	2465	2710
	- X / Prod+M-X	0,77%	0,82%	0,75%	1,57%	2,78%	5,31%	4,49%	10,71%	17,28%	14,46%
	- M / Prod+M-X	8,15%	6,24%	5,85%	6,56%	5,70%	4,80%	4,24%	6,30%	6,25%	6,24%
	TEXTILE										
XI.50	Exportations:	366	508	551	691	768	809	642	952	1014	801
à	dont coton:	132	231	238	269	308	343	320	536	485	386
XI.60	Importations:	96	84	82	75	102	93	78	68	72	70
	- Solde	270	424	469	616	666	716	564	884	942	731
	- Production (millions cr$ 1975):	55044	56173	59835	64909	69135	54685	57491	51443	49596	56321
	- production (millions US $)	7638	8604	10355	11843	12228	11041	11804	7970	7365	8058
	- Prod + M - X	7368	8180	9886	11227	11562	10325	11240	7086	6423	7327
	- X / Prod+M-X	4,97%	6,21%	5,57%	6,15%	6,64%	7,84%	5,71%	13,44%	15,79%	10,93%
	- M / Prod+M-X	1,30%	1,03%	0,83%	0,67%	0,88%	0,90%	0,69%	0,96%	1,12%	0,96%
	VETEMENTS, CHAUSSURES, ARTISANAT										
XI.61	Exportations:	92	97	120	126	147	151	108	112	206	199
62.63	Importations:	10	6	5	8	8	6	5	4	3	2
XII	Chaussures, chapeaux,etc										
	Exportations:	181	185	293	371	413	593	525	714	1076	970
	dont chaussures de cuir:	170	163	257	317	364	534	485	650	994	886
	Importations:	5	5	5	8	7	4	7	4	2	3
	- Exportations	273	282	413	497	560	744	633	826	1282	1169
	- Importations	15	11	10	16	15	10	12	8	5	5
	- Solde	258	271	403	481	545	734	621	818	1277	1164
	- production (millions cr$ 1975):	29824	29651	31922	33563	37144	32048	33044	29251	29792	32021
	- production (millions US $)	4138	4542	5525	6124	6570	6471	6785	4532	4424	4581
	- Prod + M - X	3880	4271	5122	5643	6025	5737	6164	3714	3147	3417
	- X / Prod+M-X	7,04%	6,60%	8,06%	8,81%	9,30%	12,97%	10,27%	22,24%	40,73%	34,21%
	- M / Prod+M-X	0,39%	0,26%	0,20%	0,28%	0,25%	0,17%	0,19%	0,22%	0,16%	0,15%

NBM		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	PRODUITS ALIMENTAIRES										
I	Viandes et poissons non-manuf.										
	Exportations:	171	228	248	318	451	745	720	656	727	750
	Importations:	91	116	184	273	260	154	109	88	80	106
II.09	Café solub. Exportations:	225	326	348	408	286	243	255	251	291	263
III	Graisses,huil.(sf huil.brutes)										
	Exportations:	44	38	58	67	84	218	307	428	296	472
	Importations:	27	24	52	72	65	35	27	25	66	26
IV	*Produits alim. (sf boissons, tabac):*										
	Exportations:	2060	3197	3207	3555	4703	5387	4012	4391	5071	3919
IV.17	dont sucres et confiserie:	358	519	395	432	1397	1160	599	571	635	425
IV.18	Cacao et préparations	357	773	834	952	713	617	440	574	693	808
IV.20	Prép. légum., crud., fruits	116	196	359	316	387	717	624	653	1476	809
IV.23	Résidus, pertes ind. alim.	851	1222	1136	1272	1605	2273	1781	1970	1593	1301
	Importations:	19	20	17	20	18	19	13	7	6	8
	- Exportations	2500	3789	3861	4348	5524	6593	5294	5726	6385	5404
	- Importations	137	160	253	365	343	208	149	120	152	140
	- Solde	2363	3629	3608	3983	5181	6385	5145	5606	6233	5264
	- production (millions cr$ 1975):	143043	152513	150850	150262	162854	167202	169443	174492	173009	173130
	- production (millions US $)	19849	23360	26107	27417	28804	33759	34790	27034	25693	24746
	- Prod + M - X	17486	19731	22499	23434	23623	27374	29645	21428	19460	19482
	- X / Prod+M-X	14,30%	19,20%	17,16%	18,55%	23,38%	24,08%	17,86%	26,72%	32,81%	27,7%
	- M / Prod+M-X	0,78%	0,81%	1,12%	1,56%	1,45%	0,76%	0,50%	0,56%	0,78%	0,7%
	BOISSONS										
IV.22	Boiss., liqueur alcool, vinaigre										
	- Exportations	12	6	8	36	147	86	92	85	199	101
	- Importations	15	13	20	19	14	11	10	9	8	13
	- Solde	-3	-7	-12	17	133	75	82	76	191	88
	- production (millions cr$ 1975):	11188	12637	13533	14159	14447	13352	13013	12345	12272	13626
	- production (millions US $)	1552	1936	2342	2583	2555	2696	2672	1913	1823	1948
	- Prod + M - X	1555	1943	2354	2566	2422	2621	2590	1837	1632	1860
	- X / Prod+M-X	0,77%	0,31%	0,34%	1,40%	6,07%	3,28%	3,55%	4,63%	12,20%	5,43%
	- M / Prod+M-X	0,96%	0,67%	0,85%	0,74%	0,58%	0,42%	0,39%	0,49%	0,49%	0,70%
	TABAC										
	- Exportations	168	195	249	296	295	368	476	471	468	459
	- Importations	2	0	0	1	1	0	0	0	0	0
	- Solde	166	195	249	295	294	368	476	471	468	459
	- production (millions cr$ 1975):	6680	7230	7645	8222	7904	8226	8587	8434	8712	9627
	- production (millions US $)	927	1107	1323	1500	1398	1661	1763	1307	1294	1376
	- Prod + M - X	761	912	1074	1205	1104	1293	1287	836	826	917
	- X / Prod+M-X	22,08%	21,37%	23,18%	24,56%	26,72%	28,46%	36,98%	56,37%	56,67%	50,06%
	- M / Prod+M-X	0,26%	0,00%	0,00%	0,08%	0,09%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

NBM		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	Exportations	10128	12120	12658	15244	20132	23293	20175	21899	27005	22393
	Importations	12383	12023	13682	18083	22955	22091	19395	15429	13916	13153
	Solde commercial (X - M)	-2255	97	-1024	-2839	-2823	1202	780	6470	13089	12485
	PIB (millions de cr$)	1626349	2487465	3620927	6041457	1,3E+07	2,5E+07	4,8E+08	1,2E+08	3,9E+08	1,4E+09
	taux réel croissance annuelle PIB	1,098	1,046	1,048	1,072	1,091	0,966	1,009	0,975	1,057	1,084
	PIB (millions cr$ 1975)	1103543	1154306	1209712	1296812	1414821	1366718	1379018	1344543	1421181	1540561
	PIB (millions de US$)*	153127	176805	209360	236617	250239	275949	283144	208306	211059	220197
	déflateur dérivé	0,1388	0,1532	0,1731	0,1825	0,1769	0,2019	0,2053	0,1549	0,1485	0,1429
	PIB + M - X	155382	176708	210384	239456	253062	274747	282364	201836	197970	207712
	X / PIB + M - X	6,5%	6,9%	6,0%	6,4%	8,0%	8,5%	7,1%	10,8%	13,6%	10,8%
	M / PIB + M - X	8,0%	6,8%	6,5%	7,6%	9,1%	8,0%	6,9%	7,6%	7,0%	6,3%

* cr$ converti au taux moyen annuel d'achat de la BCB

Source: Les données concernant les échanges de marchandises sont fournies par la CACEX, series estatisticas, différentes années;
celles concernant la production par branches de l'industrie proviennent de l'IBGE, Indices da produçao industrial, series revistas 1975-1985;
les autres sont issues de l'Anuario Estatistico do Brasil, IBGE, différentes années.

TABLEAU 6.2

IMPORTATIONS / DEMANDE INTERIEURE PAR GROUPES DE BRANCHES INDUSTRIELLES (1976-1985)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Minerais non-métalliques	4,6	3,9	3,4	3,7	4,5	3,9	2,9	4,2	4,1	4,7
Pharmacie	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	1,2	0,8	1,3
Parfumerie	2,3	2,3	1,9	2,0	1,8	1,5	1,4	1,5	1,6	2,1
GROUPE 1	2,5	2,4	2,1	2,2	2,4	2,1	1,7	2,3	2,2	2,7
Textile	1,3	1,0	0,8	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,1	1,0
Boissons	1,0	0,7	0,9	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,7
Vêtements-chaussures	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
GROUPE 2	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6
Métallurgie	6,3	5,8	4,3	4,7	5,3	5,0	3,7	2,2	2,3	2,2
Mécanique	19,0	15,9	16,0	16,3	15,8	16,9	14,8	15,4	12,4	14,9
Matières plastiques	8,2	6,2	5,9	6,6	5,7	4,8	4,2	6,3	6,3	6,2
Papier-carton	5,2	4,5	3,7	3,9	3,7	3,2	2,4	2,8	2,5	2,0
GROUPE 3	9,7	8,1	7,5	7,9	7,6	7,5	6,3	6,7	5,9	6,3
Matériel élect. et comm.	13,0	11,0	9,1	9,2	9,5	9,7	9,3	9,8	8,9	8,3
Chimie	8,3	7,4	6,6	7,6	9,8	6,4	5,1	5,5	5,4	5,5
GROUPE 4	10,6	9,2	7,9	8,4	9,6	8,0	7,2	7,6	7,1	6,9
Transport	5,4	4,6	4,6	3,0	5,3	4,4	3,4	6,6	5,4	5,2
Caoutchouc	4,6	5,1	5,3	5,8	6,8	6,4	4,9	6,3	7,0	7,2
GROUPE 5	5,0	4,8	4,9	4,4	6,0	5,4	4,1	6,4	6,2	6,2
Produits alimentaires	0,8	0,8	1,1	1,6	1,5	0,8	0,5	0,6	0,8	0,7
Tabac	0,3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GROUPE 6	0,5	0,4	0,6	0,8	0,8	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4

Source: voir tableau 6.1: Production, coefficients d'importations et d'exportations par branches dans l'industrie de transformation (1976-1985).

TABLEAU 6.3

EXPORTATIONS / DEMANDE INTERIEURE PAR GROUPES DE BRANCHES (1976-1985)

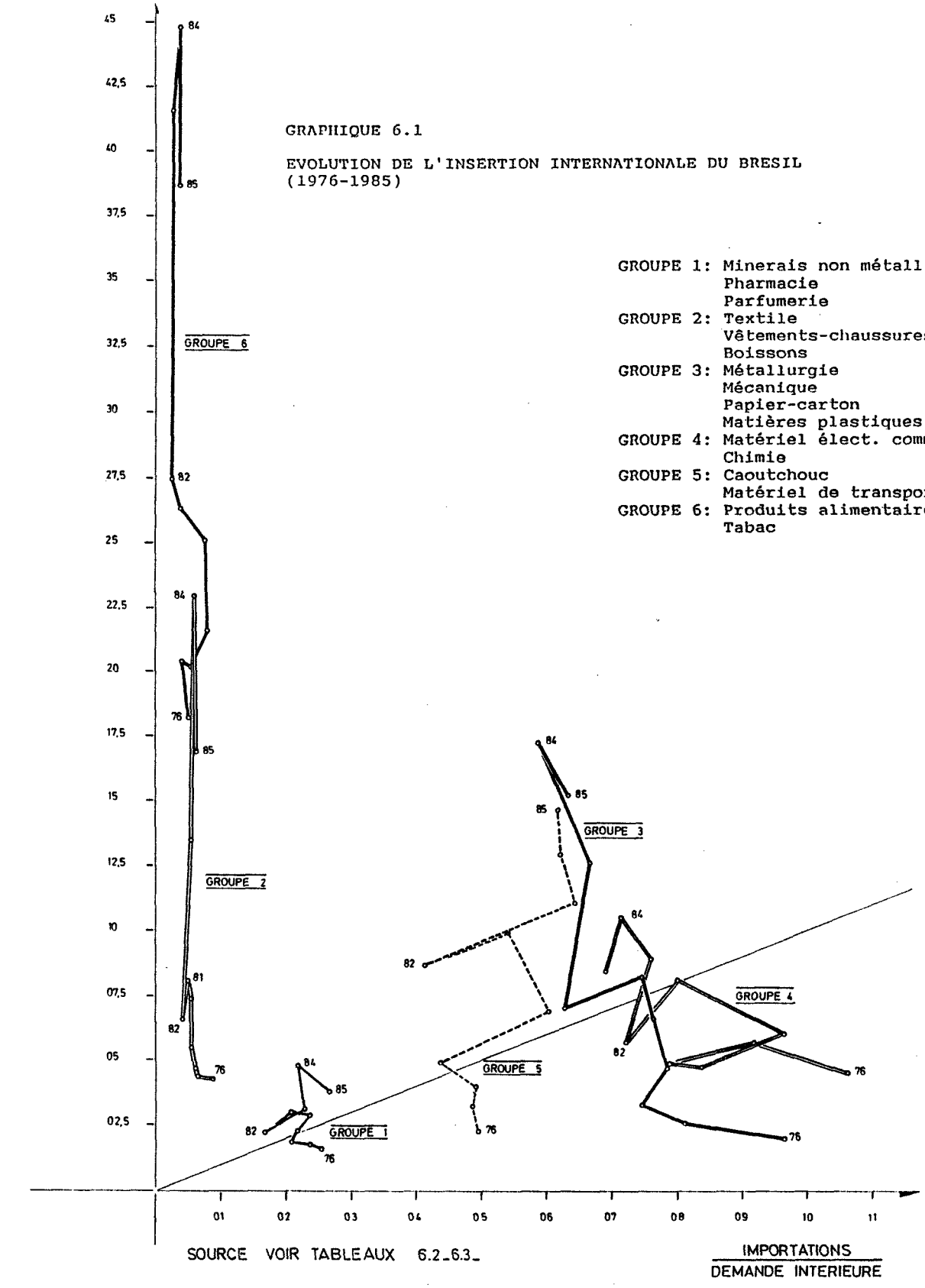
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Minerais non-métalliques	1,7	1,6	2,1	2,6	3,5	3,8	2,8	3,9	6,5	5,5
Pharmacie	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,5	1,1
Parfumerie	2,9	3,4	3,1	3,8	4,5	4,5	3,1	4,5	6,2	4,6
GROUPE 1	1,6	1,8	1,9	2,3	2,8	3,0	2,2	3,1	4,7	3,7
Textile	5,0	6,2	5,6	6,2	6,6	7,8	5,7	13,4	15,8	10,9
Vêtements-chaussures	7,0	6,6	8,1	8,8	9,3	13,0	10,3	22,2	40,7	34,2
Boissons	0,8	0,3	0,3	1,4	6,1	3,3	3,6	4,6	12,2	5,4
GROUPE 2	4,3	4,4	4,7	5,5	7,3	8,0	6,5	13,4	22,9	16,9
Métallurgie	1,8	1,9	2,8	3,9	4,3	5,4	5,2	12,8	16,3	15,5
Mécanique	3,4	5,5	6,3	7,0	9,2	11,4	10,6	15,6	18,4	19,4
Papier-carton	2,0	1,9	3,3	6,1	9,8	10,5	7,4	11,2	16,5	11,3
Matières plastiques	0,8	0,8	0,8	1,6	2,8	5,3	4,5	10,7	17,3	14,4
GROUPE 3	2,0	2,5	3,3	4,6	6,5	8,1	6,9	12,6	17,1	15,2
Matériel élect. et comm.	2,7	3,7	3,2	3,1	3,8	4,8	3,3	5,5	7,6	6,4
Chimie	6,2	7,6	6,4	6,3	8,1	11,2	8,0	12,3	13,3	10,3
GROUPE 4	4,4	5,7	4,8	4,7	5,9	8,0	5,6	8,9	10,4	8,4
Caoutchouc	1,1	2,1	2,1	2,8	4,2	3,9	4,1	6,4	11,2	11,8
Transport	3,5	4,3	5,8	7,0	9,5	15,9	13,1	15,6	14,6	17,4
GROUPE 5	2,3	3,2	3,9	4,9	6,8	9,9	8,6	11,0	12,9	14,6
Produits alimentaires	14,3	19,2	17,2	18,6	23,4	24,1	17,9	26,7	32,8	27,2
tabac	22,1	21,4	23,2	24,6	26,7	28,5	37,0	56,4	56,7	50,0
GROUPE 6	18,2	20,3	20,2	21,6	25,1	26,3	27,4	41,5	44,7	38,6

Source: voir tableau 6.1: Production, coefficients d'importations et d'exportations par branches dans l'industrie de transformation (1976-1985).

GRAPHIQUE 6.1

EVOLUTION DE L'INSERTION INTERNATIONALE DU BRESIL
(1976-1985)

GROUPE 1: Minerais non métall.
Pharmacie
Parfumerie
GROUPE 2: Textile
Vêtements-chaussures
Boissons
GROUPE 3: Métallurgie
Mécanique
Papier-carton
Matières plastiques
GROUPE 4: Matériel élect. comm.
Chimie
GROUPE 5: Caoutchouc
Matériel de transport
GROUPE 6: Produits alimentaires
Tabac



SOURCE VOIR TABLEAUX 6.2_6.3_